RECUEIL des ACTES du DEPARTEMENT de l'INDRE

Numéro – 27 – Mai

Auteur : Marc FLEURET, Président du Conseil départemental

Date de mise en ligne : **05 Juin 2024**

Durée minimum de publicité : deux mois à compter de la date de mise en ligne

TABLE des MATIERES

Mai 2024

ARRETES

Page

Arrêté n° 2024 D 1219 du 02 Mai 2024 12
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 951 du PR37+450 au PR38+900 et n° 46 du PR24+450 au PR24+650, du 13 au 24 mai 2024 et du 28 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de RIVARENNES.

Arrêté n° 2024 D 1220 du 02 Mai 2024 15
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 2 du PR44+000 au PR44+500, du 13 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS, commune de MIGNY.

Arrêté n° 2024 D 1221 du 02 Mai 2024 18
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 7B du PR0+000 au PR3+816, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux de reprofilage de chaussée en compomac, communes de VILLEGONGIS et CHEZELLES.

Arrêté n° 2024 D 1222 du 02 Mai 2024 21
Portant réglementation de la circulation sur l'intinéraire de la course cycliste dénommée "Souvenir JEAN-Louis Vervialle", le 8 juin 2024, de 14h à 18h, communes de RUFFEC, LE BLANC et DOUADIC.

Arrêté n° 2024 D 1223 du 02 Mai 2024 26
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-876 du 19 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 63 du PR21+517 au PR22+038, à l'occasion de travaux de réalisation d'un réseau fibre optique, commune de BUZANCAIS.

Arrêté n° 2024 D 1224 du 02 Mai 2024 28
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 55 du PR2+450 au PR2+950, du 11 au 24 mai 2024, à l'occasion de travaux pour la mise en place d'un échafaudage, commune de PRISSAC.

Arrêté n° 2024 D 1225 du 02 Mai 2024 31
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 58a du PR0+800 au PR1+253, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement de la fibre optique, commune de SAINTE-GEMME.

Arrêté n° 2024 D 1226 du 02 Mai 2024 34
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 15C du PR0+350 au PR3+400, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux pour le déploiement de la fibre optique, commune de SAULNAY.

Arrêté n° 2024 D 1227 du 02 Mai 2024 37
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 44d du PR0+000 au PR2+000, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux de purge de chaussée et d'enrobés, commune de CHALAIS.

Arrêté n° 2024 D 1228 du 02 Mai 2024 40
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 58 du PR13+112 au PR14+025, du 8 mai au 31 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement de la fibre optique, commune de SAINTE-GEMME.

Arrêté n° 2024 D 1229 du 02 Mai 2024 43
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 58 du PR11+709 au PR12+500, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique, commune de SAINTE-GEMME.

Arrêté n° 2024 D 1230 du 02 Mai 2024 46
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 63 du PR35+600 au PR36+400, du 13 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux de raccordement électrique, commune de CHEZELLES.

Arrêté n° 2024 D 1241 du 02 Mai 2024 49
Portant réglementation de la circulation sur la Bretelle D927 (2) au PR63+817 dde la R.D. n° 920 et au PR38+176 de la R.D. n° 927, du 10 au 24 mai 2024 et du 28 mai au 10 juillet 2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'un pylône, commune de SAINT-MARCEL

Arrêté n° 2024 D 1242 du 02 Mai 2024 53
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 925 du PR82+100 au PR83+580, du 11 au 24 mai 2024 et du 28 mai au 14 juin 2024, à l'occasion de travaux génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de PAULNAY.

Arrêté n° 2024 D 1243 du 02 Mai 2024 56
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 46 du PR32+900 au PR34+000, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de LUZERET.

Arrêté n° 2024 D 1244 du 02 Mai 2024 59
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 927 du PR54+400 au PR56+500, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, communes de RIVARENNES et OULCHES.

Arrêté n° 2024 D 1245 du 02 Mai 2024 62
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 27 du PR31+000 au PR33+500, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de MIGNE.

Arrêté n° 2024 D 1246 du 02 Mai 2024 65
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 129 du PR1+150 au PR2+000, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de CHASSENEUIL-en-BERRY.

Arrêté n° 2024 D 1247 du 02 Mai 2024 68
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 926 du PR44+700 au PR46+820, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique, commune de SAINTE-GEMME.

Arrêté n° 2024 D 1248 du 02 Mai 2024 71
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 927 du PR59+025 au PR54+435, du 13 mai au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes d'OULCHES et RIVARENNES.déploiement de la fibre optique, commune de SAINTE-GEMME.

Arrêté n° 2024 D 1253 du 03 Mai 2024 74
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 6 du PR23+271 au PR26+452, du 9 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de SAINT-MICHEL-en-BRENNE.

Arrêté n° 2024 D 1254 du 03 Mai 2024 78
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 41 du PR20+130 au PR25+920, du 13 mai au 30 juin 2024, à l'occasion de travaux de création de poutres de rives, de busage de fossés et de calage d'accotements, communes de CHASSIGNOLLES et CREVANT.

Arrêté n° 2024 D 1255 du 03 Mai 2024 81
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 927 du PR40+100 au PR42+600, du 13 au 18 mai 2024, à l'occasion de réalisation de sondages, communes de SAINT-MARCEL et Le PONT-CHRETIEN-CHABENET.

Arrêté n° 2024 D 1256 du 03 Mai 2024 84
Portant réglementation de la circulation sur diverses R.D., du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de NURET-le-FERRON.

Arrêté n° 2024 D 1257 du 03 Mai 2024 88
Portant réglementation de la circulation sur diverses R.D., du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de RIVARENNES.

Arrêté n° 2024 D 1258 du 03 Mai 2024 92
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 123 du PR4+920 au PR7+000, du 30 mai au 30 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'intervention sur poteaux existants ENEDIS, commune de MONTCHEVRIER.

Arrêté n° 2024 D 1259 du 03 Mai 2024 95
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 123 du PR3+737 au PR4+966, du 30 mai au 30 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'intervention sur poteaux existants ENEDIS, commune de MONTCHEVRIER.

Arrêté n° 2024 D 1280 du 06 Mai 2024 98
Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n°114 du PR 0+000 au PR 5+000, du 13/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée en compomac, commune de JEU-MALOCHES, SELLES-SUR-NAHON et FREDILLE.

Arrêté n° 2024 D 1281 du 06 Mai 2024 101
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "La Ronde du Facteur", le 9 mai 2024, de 14h à 18h, communes de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE, FEUSINES, CHAMPILLET, POULIGNY-SAINT-MARTIN, LA MOTTE-FEUILLY et POULIGNY-NOTRE-DAME.

Arrêté n° 2024 D 1282 du 06 Mai 2024 107
Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n°68 du PR 12+000 au PR 16+904, du 13/05/2024 au 24/05/2024, à l'occasion de réfection de chaussée, communes de SSAINT-AUBIN, BOMMIERS et PRUNIERS..

Arrêté n° 2024 D 1283 du 07 Mai 2024 110
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 75 du PR0+490 au PR1+569, du 13 mai au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de sécurisation BT, commune d'ORSENNES.

Arrêté n° 2024 D 1284 du 07 Mai 2024 113
Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n°927 du PR 48+650 au PR 49+600, du 13 mai au 17 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, communes de RIVARENNES et TRENAY.

Arrêté n° 2024 D 1285 du 07 Mai 2024 117
Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n°58 du PR 0+510 au PR 1+570, du 13 mai au 7 juin 2024, à l'occasion de travaux de broyage de bois, commune de VILLERS.

Arrêté n° 2024 D 1286 du 07 Mai 2024 120
Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n°71 du PR 38+700 au PR 39+100, du 11/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de mise en place d'un échafaudage, commune de NERET.

Arrêté n° 2024 D 1287 du 07 Mai 2024 122
Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n°124 du PR 0+000 au PR 4+050, du 10/05/2024 au 10/07/2024, à l'occasion de travaux AEP, communes de LA BUXERETTE et CLUIS.

Arrêté n° 2024 D 1288 du 07 Mai 2024 125
Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n°10 du PR 35+500 au PR 36+000, du 14 au 31 mai 2024, à l'occasion de l'installation d'une station hydrométrique sous un pont, commune de PRISSAC.

Arrêté n° 2024 D 1289 du 07 Mai 2024 128
Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n°36 du PR 55+200 au PR 55+600, du 14/05/2024 au 14/07/2024, à l'occasion de travaux de branchement AEP, commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN.

Arrêté n° 2024 D 1290 du 07 Mai 2024 131
Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n°38 du PR 0+000 au PR 1+819, du 13/05/2024 au 17/05/2024, à l'occasion de travaux de réfection d'un talus suite à un éboulement, commune de BARAIZE.

Arrêté n° 2024 D 1291 du 10 Mai 2024 134
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 18 du PR19+866 au PR24+518, du 21 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux de modernisation "Compomac", communes de PAULNAY et AZAY-le-FERRON.

Arrêté n° 2024 D 1292 du 10 Mai 2024 137
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-787 du 11 mars 2024 concerannt la réglementation de la circulation sur les R.D. n° 15 du PR52+120 au PR52+500, n° 121 du PR3+305 au PR4+375, n° 925 du PR65+800 au PR68+775, n° 14B du PR9+230 au PR10+940, n° 58 du PR9+640 au PR10+600 et du PR12+170 au PR13+610, n° 58A du PR0+000 au PR1+253 et n) 24 du PR9+935 au PR11+625, à l'occasion d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de MEZIERES-en-BRENNE, SAULNAY et SAINTE-GEMME.

Arrêté n° 2024 D 1293 du 10 Mai 2024 140
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 29 du PR6+550 au PR7+000, du 15 mai au 14 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de THENAY.

Arrêté n° 2024 D 1294 du 10 Mai 2024 143
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 27 du PR24+300 au PR25+000, du 17 mai au 16 juillet 2024, en raison du stationnement de nombreux véhicules en attente d'accès au Centre de Transmission de la Marine (CTM), commune de ROSNAY.

Arrêté n° 2024 D 1295 du 10 Mai 2024 146
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 70 du PR6+168 au PR10+229, du 13 mai au 7 juin 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes de SAINT-AUBIN et SEGRY.

Arrêté n° 2024 D 1296 du 10 Mai 2024 149
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 128 du PR3+368 au PR9+879, du 15 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux de remblais d'accotements et d'enduits superficiels d'usure, commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-en-BERRY.

Arrêté n° 2024 D 1297 du 10 Mai 2024 152
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 80 du PR0+647 au PR2+552, du 13 mai au 5 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élargissement (poutres de rives) et de réfection de la chaussée, communes de MONTIERCHAUME et DIORS.

Arrêté n° 2024 D 1298 du 14 Mai 2024 155
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-822 du 14 mars 2024 concerannt la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 62 du PR0+000 au PR3+280, à l'occasion de travaux de réalisation d'enrobés, commune de LUREUIL.

Arrêté n° 2024 D 1299 du 14 Mai 2024 158
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-786 du 11 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur les R.D. n° 58b du PR0+000 au PR2+785, n° 58 du PR0+000 au PR3+194, n° 18 du PR14+704 au PR16+865 et du PR18+670 au PR19+866, n° 21 du PR13+960 au PR17+035 et du PR12+536 au PR13+000, n° 15c du PR1+635 au PR3+015, n° 15 du PR44+760 au PR45+150 et du PR48+675 au PR49+335, n° 24 du PR3+350 au PR4+770 et n° 43 du PR34+722 au PR31+615, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de VILLIERS, ARPHEUILLES, CLION-sur-INDRE, SAULNAY, PAULNAY et SAINT-MICHEL-en-BRENNE.

Arrêté n° 2024 D 1300 du 14 Mai 2024 161
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1077 du 12 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 20 du PR29+638 au PR35+673, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée en MBCF, communes de CHITRAY et NURET-le-FERRON.

Arrêté n° 2024 D 1301 du 14 Mai 2024 163
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-861 du 18 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses R.D., à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de NEUILLAY-les-BOIS, La CHAPELLE-ORTHEMALE, MEOBECQ, SAINT-LACTENCIN, ARGY et BUZANCAIS.

Arrêté n° 2024 D 1302 du 14 Mai 2024 166
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-842 du 15 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses R.D., à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de VENDOEUVRES et La CHAPELLE-ORTHEMALE.

Arrêté n° 2024 D 1303 du 14 Mai 2024 168
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 3 du PR12+786 au PR13+086, du 17 mai au 3 juin 2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau pour la fibre optique, commune de SAINT-AIGNY.

Arrêté n° 2024 D 1304 du 14 Mai 2024 171
Portant réglementation de la circulation par interdiction aux véhicules affectés au trasport de marchandises (sauf desserte locale) sur la R.D. n° 125 du PR0+000 au PR5+093, hors agglomération, communes de NEUILLAY-les-BOIS et NIHERNE.

Arrêté n° 2024 D 1305 du 14 Mai 2024 173
Abrogeant l'arrêté n° 2024-D-1286 du 7 mai 2024, portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 71 du PR38+700 au PR39+100, à l'occasion de travaux de mise en en place d'un échafaudage, commune de NERET.

Arrêté n° 2024 D 1306 du 14 Mai 2024 176
Portant changement du régime de priorité de la R.D. n° 27 au PR90+034 à son intersection avec la voie communale, lieu-dit "Le Ribat", hors agglomération, commune de PAUDY.

Arrêté n° 2024 D 1307 du 14 Mai 2024 179
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-886 du 20 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses R.D., à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de FONTGOMBAULT, SAUZELLES, SAINT-AIGNY et PREUILLY-la VILLE.

Arrêté n° 2024 D 1308 du 14 Mai 2024 184
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 71 du PR50+450 au PR51+500, du 21 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux de renforcement BT, communes de LIGNEROLLES et PERASSAY.

Arrêté n° 2024 D 1309 du 14 Mai 2024 187
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 38 du PR7+170 au PR7+770, du 20 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble BT et HTA ENEDIS, communes de BADECON-le-PIN.

Arrêté n° 2024 D 1310 du 14 Mai 2024 190
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 12E du PR0+000 au PR5+757, du 21 mai au 20 juin 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes de SAINTE-FAUSTE et THIZAY.

Arrêté n° 2024 D 1311 du 14 Mai 2024 193
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 8 du PR9+850 au PR20+765, du 21 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes de MOULINS-sur-CEPHONS, GEHEE et JEU-MALOCHES.

Arrêté n° 2024 D 1312 du 14 Mai 2024 196
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 9A du PR7+939 au PR8+988, du 20 mai au 14 juin 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, commune de SAINT-GEORGES-sur-ARNON.

Arrêté n° 2024 D 1313 du 15 Mai 2024 200
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 35 du PR9+178 au PR9+400, du 21 mai au 21 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS, commune de CHABRIS.

Arrêté n° 2024 D 1314 du 15 Mai 2024 203
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 93 du PR6+723 au PR9+000, du 21 au 28 mai 2024, à l'occasion de travaux de reprofilage et compomac, commune de SACIERGES-SAINT-MARTIN.

Arrêté n° 2024 D 1315 du 15 Mai 2024 206
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 37 du PR13+888 au PR17+442, du 21 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux de remblais d'accotements et d'enduits superficiels d'usure, commune de ROURES-les-BOIS.

Arrêté n° 2024 D 1316 du 15 Mai 2024 209
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 74 du PR20+875 au PR21+025, du 21 au 24 mai 2024, à l'occasion de travaux d'installation d'une station hydrométrique, commune de JEU-les-BOIS.

Arrêté n° 2024 D 1317 du 15 Mai 2024 212
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "TRAIL DU GALET", le 18 mai 2024 de 10h45 à 11h45, commune de CREVANT.

Arrêté n° 2024 D 1318 du 15 Mai 2024 215
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 29 du PR26+741 au PR32+484, du 21 mai au 21 juin 2024, à l'occasion de travaux de reprofilage, communes de CHAILLAC et BONNEUIL.

Arrêté n° 2024 D 1319 du 15 Mai 2024 217
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-865 du 18 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 36 du PR20+106 au PR20+658, du PR21+301 au PR22+512, du PR24+275 au PR24+921 et du PR25+785 au PR26+702, à l'occasion de travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique, commune de PARNAC.

Arrêté n° 2024 D 1320 du 15 Mai 2024 219
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 82 du PR0+000 au PR9+499, du 21 mai au 27 juin 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes d'ISSOUDUN, THIZAY et NEUVY-PAILLOUX.

Arrêté n° 2024 D 1321 du 15 Mai 2024 223
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-841 du 15 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 5 du PR9+225 au PR15+000, à l'occasion de travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique, communes de PARNAC et MOUHET.

Arrêté n° 2024 D 1322 du 15 Mai 2024 225
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-863 du 18 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 920 du PR80+429 au PR83+167 et du PR83+594 au PR84+200, à l'occasion de travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique, communes de VIGOUX et PARNAC.

Arrêté n° 2024 D 1323 du 15 Mai 2024 227
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-864 du 18 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 59 du PR10+433 au PR11+218, à l'occasion de travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique, commune de PARNAC.

Arrêté n° 2024 D 1324 du 15 Mai 2024 229
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-843 du 15 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses R.D., à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de PALLUAU-sur-INDRE et SAINT-GENOU.

Arrêté n° 2024 D 1404 du 16 Mai 2024 231
Portant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 80 du PR29+218 au PR36+054 et du PR36+650 au PR40165, du 20 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage, communes de NIHERNE et LUANT.

Arrêté n° 2024 D 1405 du 16 Mai 2024 234
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 129 du PR6+900 au PR7+200, du 3 juin au 2 août 2024, à l'occasion de travaux de terrassement devant un poste, commune de NURET-le-FERRON.

Arrêté n° 2024 D 1406 du 16 Mai 2024 237
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 72 du PR37+1145 au PR42+646, du 28 mai au 21 juin 2024, à l'occasion de travaux de renforcement de voirie, communes de CUZION et ORSENNES.

Arrêté n° 2024 D 1407 du 16 Mai 2024 240
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 1 du PR7+292 au PR8+805, du 28 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux d'enrobés, commune de La

Arrêté n° 2024 D 1408 du 16 Mai 2024 243
Portant réglementation de la circulation par limitation de la vitesse à 70 km/h sur la R.D. n° 12 du PR40+390 au PR41+240, dans les deux sens de circulation, hors agglomération, lieu-dit-"Villefavant", commune de NEUVY-PAILLOUX.

Arrêté n° 2024 D 1409 du 16 Mai 2024 245
Abrogeant l'arrêté n° 95-D-6175-Equip 382 SERBA/CDES du 6 décembre 1995, uniquement sur les voies n° VC n° 4 "Villesaison" au PR38+840, VC n° 102 "Les Corneaux" au PR40+750 et VC n° 3 "Les Barreaux" au PR40+790.
Portant changement du régime de priorité de la R.D. n° 12 à ses intersections avec les voies n° VC n° 4 "Villesaison" au PR38+840, VC n° 102 "Les Corneaux" au PR40+750 et VC n° 3 "Les Barreaux" au PR40+790, hors agglomération, commune de NEUVY-PAILLOUX.

Arrêté n° 2024 D 1410 du 16 Mai 2024 248
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 18 du PR7+800 au PR8+380, du 21 mai au 21 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur réseau d'assainissement, commune de CLION-sur-INDRE.

Arrêté n° 2024 D 1411 du 17 Mai 2024 251
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 913 du PR14+181 au PR17+295, du 21 au 26 mai 2024 et du 28 mai au 21 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement de la fibre optique, commune de BARAIZE.

Arrêté n° 2024 D 1412 du 17 Mai 2024 254
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-815 du 14 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 60 du PR5+580 au PR8+091, à l'occasion de travaux de rechargement d'accotement, commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE.

Arrêté n° 2024 D 1413 du 17 Mai 2024 256
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 920 du PR58+500 au PR60+000, le 11 juin 2024, à l'occasion d'une formation sur la signalisation temporaire, commune de TENDU.

Arrêté n° 2024 D 1414 du 17 Mai 2024 259
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 59 du PR7+1010 au PR8+475 et du PR7+800 au PR7+1010, sur la rue de l'Eglise, sur la rue de la Font, sur l'allée des Acacias et sur la voie communale n° 1 (route de la Gare), le 16 juin 2024 de 6h à 20h, à l'occasion d'une brocante, commune de SAINT-GILLES.

Arrêté n° 2024 D 1415 du 17 Mai 2024 262
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Prix du Comité des Fêtes de CHASSENEUIL", le 23 juin 2024 de 14h30 à 18h00, commune de CHASSENEUIL-en-BERRY.

Arrêté n° 2024 D 1416 du 17 Mai 2024 266
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 40 du PR12+920 au PR20+345, du 1er juillet au 14 août 2024, à l'occasion de travaux sur réfection de chaussée, communes de VELLES et MOSNAY..

Arrêté n° 2024 D 1417 du 17 Mai 2024 269
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 917 du PR8+296 au PR8+985, n° 26 du PR9+587 au PR9+900 et n° 26b du PR0+000 au PR0+332, le 15 juin 2024 de 6h à 18h, à l'occasion de la manifestation "Jour de fête des véhicules anciens et de la musique", commune de SAINTE-SEVERE-sur-INDRE.

Arrêté n° 2024 D 1418 du 17 Mai 2024 272
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 19 du PR51+852 au PR52+580, du 22 mai au 22 juillet 2024, à l'occasion de travaux de raccordement ENEDIS, commune de SAINT-DENIS-de-JOUHET.

Arrêté n° 2024 D 1419 du 17 Mai 2024 275
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 53 du PR16+832 au PR21+890, du 24 mai au 20 juillet 2024, à l'occasion de travaux en régie virage béton, communes de SAINT-HILAIRE-en-BENAIZE, MAUVIERES et BELABRE.

Arrêté n° 2024 D 1420 du 17 Mai 2024 278
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "Championnats Régonal de Cyclisme sur Route - Bonneuil", le 2 juin 2024 de 6h00 à 20h00, communes de BONNEUIL, TILLY et CHAILLAC.

Arrêté n° 2024 D 1427 du 21 Mai 2024 283
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 36 du PR43+000 au PR43+715, du 27 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble BT ENEDIS, communes de SAINT-PLANTGAIRE et ORSENNES.

Arrêté n° 2024 D 1428 du 21 Mai 2024 286
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 33 du PR9+246 au PR14+197, du 22 au 31 mai 2024, à l'occasion de travaux d'abattage et de débardage de chênes, communes de LUCAY-le-MALE et JEU-MALOCHES.

Arrêté n° 2024 D 1429 du 21 Mai 2024 289
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Course Cyclosport à CELON", le 20 juillet 2024, de 14h00 à 18h00, commune de CELON.

Arrêté n° 2024 D 1430 du 21 Mai 2024 293
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 80 du PR16+097 au PR17+959, du 29 mai au 26 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, communes de SAINT-MAUR et VINEUIL.

Arrêté n° 2024 D 1431 du 21 Mai 2024 296
Portant réglementation de la circulation sur les voies suivantes : - R.D. n° 52 du PR19+125 au PR19+336 et VC ,° 6, de part et d'autre du carrefour de la R.D. n° 52 au PR19+336 sur 125 m, les 31 mai, 1, 2, 7, 8, 13, 14 et 15 juin 2024, à l'occasion de manifestations culturelles à la ferme de Bellevue, commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-en-BERRY.

Arrêté n° 2024 D 1441 du 23 Mai 2024 299
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 38 du PR19+377 au PR19+743, le 26 mai 2024, à l'occasion de travaux de pose d'une croix, commune de CLUIS.

Arrêté n° 2024 D 1442 du 23 Mai 2024 302
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 19 du PR58+351 au PR59+050, du 31 mai au 15 juin 2024, à l'occasion de travaux de réalisation d'un branchement d'eau potable, commune de La BUXERETTE.

Arrêté n° 2024 D 1443 du 23 Mai 2024 305
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 42 du PR15+850 au PR16+000, du 27 mai au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'une vanne sur une canalisation d'eau potable, commune d'ARTHON.

Arrêté n° 2024 D 1444 du 23 Mai 2024 308
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 40 du PR13+600 au PR13+750, du 27 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux de terrassement pour l'installation d'un regard de sectorisation, commune de VELLES.

Arrêté n° 2024 D 1445 du 23 Mai 2024 311
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Triathlon Championnat de France et Triathlon Harmonie Mutuelle Open de Bellebouche", le 25 mai 2024, de 9h30 à 13h30, communes de MEZIERES-en-BRENNE et VENDOEUVRES.

Arrêté n° 2024 D 1446 du 23 Mai 2024 315
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 927 du PR28+415 au PR29+134, du 28 mai au 25 juin 2024, à l'occasion de travaux d'installation d'une clôture, commune de MAILLET.

Arrêté n° 2024 D 1447 du 23 Mai 2024 318
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 940 du PR0+000 au PR1+250, du 28 mai au 27 juillet 2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique, communes de SAZERAY et POULIGNY-NOTRE-DAME.

Arrêté n° 2024 D 1448 du 23 Mai 2024 321
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 25 du PR8+474 au PR8+509, du PR9+506 au PR9+717, du PR9+986 au PR10+014, du PR10+092 au PR10+374, du PR11+417 au PR11+676 et du PR12+315 au PR12+384, n° 13 du PR56+692 au PR56+746 et du PR57+237 au PR57+272, n° 16 du PR24+652 au PR24+977, n° 31 du PR12+315 au PR12+384 et n° 31A du PR1+484 au PR1+537, du 27 mai au 27 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de BAGNEUX et SAINT-CHRISTOPHE-en-BAZELLE.

Arrêté n° 2024 D 1449 du 23 Mai 2024 325
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 40 du PR2+410 au PR2+834, du PR5+152 au PR5+355, du PR8+350 au PR11+070, du PR13+180 au PR13+250, du PR13+410 au PR13+800, du PR14+830 au PR15+350 et du PR15+630 au PR17+000 et n° 14 du PR33+200 au PR33+280, du 28 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travauxv d'élagage d'arbres sous réseaux électriques HTA, communes de CHATEAUROUX, Le POINCONNET et VELLES.

Arrêté n° 2024 D 1450 du 23 Mai 2024 328
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 943 du PR72+250 au PR74+600, n° 11 du PR27+450 au PR28+400, échangeur "1E" de la R.D. n° 11 au PR27+741 à la R.D. n° 943 au PR72+896, échangeur "1S" de la R.D. n° 943 au PR72+567 à la R.D. n° 11 au PR27+719, échangeur "2E" de la R.D. n° 11 au PR27+913 à la R.D. n° 943 au PR72+717 et échangeur "2S" de la R.D. n° 943 au PR73+006 à la R.D. n° 11 au PR27+932, du 28 mai au 5 juillet 2024, à l'occasion de travaux de rabotage et d'enrobés, commune de BUZANCAIS.

Arrêté n° 2024 D 1463 du 24 Mai 2024 333
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 71 du PR43+650 au PR44+326 et n° 26 du PR16+800 au PR17+200, du 8 juillet au 6 septembre 2024, à l'occasion de travaux de raccordement de producteurs HTA/BT, commune d'URCIERS.

Arrêté n° 2024 D 1464 du 24 Mai 2024 336
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 920 du PR70+741 au PR72+700, le 11 juin 2024, à l'occasion d'une formation de signalisation temporaire des agents du CD 36, commune de CELON.

Arrêté n° 2024 D 1465 du 24 Mai 2024 339
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 51 du PR4+305 au PR5+050, du 3 juin au 2 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'extension du réseau d'eau potable, commune de NEUVY-SAINT-SEPULCRE.

Arrêté n° 2024 D 1466 du 24 Mai 2024 342
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 73 du PR20+368 au PR20+653, du 3 juin au 2 août 2024, à l'occasion de travaux de raccordement AEP, communes de La CHATRE et LACS.

Arrêté n° 2024 D 1467 du 24 Mai 2024 345
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 74 du PR21+386 au PR21+883, VC Route de la Place de Bellevue, VC Route du Pissereau, VC Chemin des Ecoles, VC rue George Sand et VC Chemin des Vergers, le 2 juin 2024 de 5h30 à 20h00, à l'occasion de la Brocante, commune de JEU-les-BOIS.

Arrêté n° 2024 D 1468 du 24 Mai 2024 349
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1023 du 8 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 35 du PR7+000 au PR7+800, à l'occasion de travaux de raccordement d'un producteur photovoltaique, commune de CHABRIS.

Arrêté n° 2024 D 1469 du 24 Mai 2024 351
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 975 du PR43+579 au PR43+917, du 28 mai au 28 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble ENEDIS, commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE.

Arrêté n° 2024 D 1470 du 24 Mai 2024 354
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-904 du 22 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur les R.D. n° 64 du PR33+855 au PR34+393, n° 11 du PR8+385 au PR9+894, n° 33C du PR0+000 au PR1+600 et n° 8A du PR1+453 au PR2+028, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de HEUGNES, VILLEGOUIN et ECUEILLE.

Arrêté n° 2024 D 1484 du 24 Mai 2024 356
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 71m du PR0+000 au PR1+842, du 3 juin au 3 août 2024, à l'occasion de travaux de reprofilage et de poutre de rive, commune de PERASSAY.

Arrêté n° 2024 D 1485 du 24 Mai 2024 358
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 71 du PR64+320 au PR67+500 et n° 71i du PR0+000 au PR0+300, du 29 mai au 21 juin 2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique, communes de VIGOULAN et SAZERAY.

Arrêté n° 2024 D 1486 du 24 Mai 2024 361
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 111 du PR0+000 au PR9+000, du 29 mai au 16 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'entretien de chaussée compomac, communes d'AZAY-le-FERRON, PAULNAY et VILLIERS.

Arrêté n° 2024 D 1487 du 24 Mai 2024 364
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 927 du PR60+150 au PR60+685, du 31 mai au 31 juillet 2024, à l'occasion de travaux de sécurisation BT, commune d'OULCHES.

Arrêté n° 2024 D 1488 du 24 Mai 2024 367
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1071 du 12 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 217 du PR57+230 au PR57+570, à l'occasion de travaux pour pose d'un poste électrique, commune de BOUESSE.

Arrêté n° 2024 D 1489 du 24 Mai 2024 369
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1072 du 12 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur les R.D. n° 30A du PR2+520 au PR2+780 et n° 30D du PR0+000 au PR0+400, à l'occasion de travaux sur réseau électrique, commune de MOSNAY.

Arrêté n° 2024 D 1492 du 27 Mai 2024 371
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 927 du PR40+220 au PR40+320 au niveau du giratoire, du 3 au 28 juin 2024, afin de faciliter l'accès au chantier sur l'A20, commune de SAINT-MARCEL.

Arrêté n° 2024 D 1493 du 27 Mai 2024 374
Portant réglementation du stationnement et des accès sur la R.D. n° 927 du PR30+000 au PR33+100 et réglementation du stationnement sur la R.D. n° 30d du PR2+000 au PR2+341, du 6 juillet 2024 - 10h au 7 juillet 2024 - 19h, à l'occasion du "DRAGBIKE RUN CAP SUD", communes de Le PECHEREAU et MOSNAY.

Arrêté n° 2024 D 1494 du 27 Mai 2024 378
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 39 du PR0+635 au PR1+330, du 20 juillet au 31 août 2024, à l'occasion de travaux de ravalement de façade, commune de MONTCHEVRIER.

Arrêté n° 2024 D 1495 - Arrêté portant modification de la modulation de la micro-crèche "Les Petits Poussins" située sur la Commune de Châteauroux. 381

Arrêté n° 2024 D 1499 du 28 Mai 2024 383
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 19B du PR0+000 au PR2+000, du 3 juin au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, communes de VOUILLON et MEUNET-PLANCHES.

Arrêté n° 2024 D 1500 du 28 Mai 2024 386
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 75 du PR0+000 au PR1+738, n° 21 du PR70+294 au PR73+297 et n° 48 du PR6+221 au PR8+018, du 1er juin au 1 août 2024, à l'occasion de travaux sur le réseau aérien d'ENEDIS, communes d'ORSENNES et MONTCHEVRIER.

Arrêté n° 2024 D 1501 du 28 Mai 2024 389
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 50E du PR1+899 au PR3+750, du 1er au 30 juin 2024, à l'occasion de déterrage de blaireaux, commune de

Arrêté n° 2024 D 1502 du 28 Mai 2024 392
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 8 du PR3+464 au PR3+803, du 1er au 14 juin 2024, à l'occasion de sondages géologiques réalisés pour une étude de sol en vue d'un forage dirigé, commune d'ECUEILLE.

Arrêté n° 2024 D 1503 du 28 Mai 2024 395
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1156 du 24 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur laes R.D. n° 91a du PR2+316 au PR3+076, à l'occasion de travaux de curage et busage de fossés en régie, commune de SAINT-PLANTAIRE.

Arrêté n° 2024 D 1504 du 28 Mai 2024 397
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 74 du PR22+030 au PR27+000, du 3 juin au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, communes d'ARTHON et JEU-les-BOIS.

Arrêté n° 2024 D 1505 du 28 Mai 2024 400
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 57 du PR0+175 au PR0+700, du 30 mai au 30 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'extension du réseau électrique BT, commune de POULAINES.

Arrêté n° 2024 D 1506 du 28 Mai 2024 403
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 64 du PR41+500 au PR41+940, du 29 mai au 29 juillet 2024, à l'occasion de travaux de renforcement BT "Les Reboissières", commune de PREAUX.

Arrêté n° 2024 D 1507 du 28 Mai 2024 406
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 15 du PR0+159 au PR2+144, du 3 juin au 29 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de SAINT-CHRISTOPHE-en-BAZELLE.

Arrêté n° 2024 D 1508 du 28 Mai 2024 409
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 943 du PR93+550 au PR94+150, du 3 juin au 3 août 2024, à l'occasion de travaux de remplacement de vanne de sectionnement sur réseau AEP, commune de CLION-sur-INDRE.

Arrêté n° 2024 D 1514 du 29 Mai 2024 412
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1285 du 7 mai 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 58 du PR0+510 au PR1+570, à l'occasion de travaux de broyage de bois, commune de VILLIERS.

Arrêté n° 2024 D 1515 du 29 Mai 2024 414
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-994 du 3 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 37 du PR24+200 au PR25+070, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de BRETAGNE.

Arrêté n° 2024 D 1516 du 29 Mai 2024 416
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 943 du PR80+000 au PR81+000, du 3 au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux d'abattage d'arbres, communes de SAINT-GENOU et PALLUAU-sur-INDRE.

Arrêté n° 2024 D 1517 du 29 Mai 2024 419
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 940 du PR18+445 au PR20+465 et sur les Voies Communales n° 131, 308, 19, 9, 309, 310 et 313, du 6 au 10 juin 2024, à l'occasion du 22ème Aoto Réro Sport de la Vallée Noire sur le circuit automobile Maurice TISSANDIER, communes de La CHATRE, MONTGIVRAY, LACS et LOUROUER-SAINT-LAURENT.

Arrêté n° 2024 D 1518 du 29 Mai 2024 424
Portant réglementation de la circulation par limitation de la vitesse à 50km/h sur la R.D. n° 54 du PR57+625 au PR57+825, lieux-dits "Les Pascauds" et "Les Bretons", communes de CELON et CEAULMONT.

Arrêté n° 2024 D 1519 du 29 Mai 2024 426
Abrogeant l'arrêté n° 2002-D-185 du 13 février 2002, portant réglementation de la circulation par limitation de tonnage à 8 tonnes sur la R.D. n° 33A du PR0+000 au PR1+352, en et hors aggloméation, commune de LYE.

Arrêté n° 2024 D 1520 du 29 Mai 2024 429
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 19 du PR29+025 au PR37+130, du 3 juin au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, communes d'ARDENTES, JEU-les-BOIS et LYS-SAINT-GEORGES.

Arrêté n° 2024 D 1521 du 29 Mai 2024 432
Portant réglementation de la circulation par limitation de largeur à 3,30 m au niveau des 3 ouvrages d'art sur la R.D. n° 52 du PR0+300 au PR0+500, hors agglomération, commune de MENETOU-sur-NAHON.

Arrêté n° 2024 D 1522 du 29 Mai 2024 434
Portant réglementation de la circulation par limitation de tonnage à 7,5 tonnes au niveau de l'ouvrage d'art sur la R.D. n° 15D du PR2+350 au PR2+370, hors agglomération, commune de PELLEVOISIN.

Arrêté n° 2024 D 1523 du 29 Mai 2024 436
Portant réglementation de la circulation par limitation de tonnage à 7,5 tonnes au niveau de l'ouvrage d'art sur la R.D. n° 15D du PR2+350 au PR2+370, hors agglomération, commune de PELLEVOISIN.

Arrêté n° 2024 D 1530 du 30 Mai 2024 438
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 23 du PR0+000 au PR0+820, en et hors agglomération, du 1er juin 2024 à partir de 6h00 au 2 juin 2024 jusqu'à 3h00, à l'occasion de la fête locale et de la brocante, commune de BAUDRES.

Arrêté n° 2024 D 1531 du 30 Mai 2024 441
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 52 du PR0+000 au PR3+831 et du PR4+972 au PR9+596, du 3 au 28 juin 2024, àl'occasion de travaux de reprofilage en régie, communes de MENETOU-sur-NAHON, VAL-FOUZON et FONTGUENAND.

Arrêté n° 2024 D 1532 du 30 Mai 2024 444
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-954d du 27 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 34 du PR16+060 au PR17+500 et du PR19+045 au PR23+1046, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de ROUVRES-les-BOIS et GUILLY.

Arrêté n° 2024 D 1533 du 30 Mai 2024 447
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 10 du PR39+860 au PR41+179, le 2 juin 2024 de 8h00 à 19h30, à l'occasion de la course de caisses à savon, commune de PRISSAC.

Arrêté n° 2024 D 1553 du 31 Mai 2024 450
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 68 du PR0+038 au PR10+110, du 6 au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes d'ISSOUDUN et SAINT-AUBIN.

Arrêté n° 2024 D 1554 du 31 Mai 2024 454
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-986 du 2 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 1 du PR55+990 au PR56+040, à l'occasion de travaux de restauration des trottoirs et grenaillage de chaussée, communes de SAINT-BENOIT-du-SAULT et La CHATRE-L'ANGLIN.

Arrêté n° 2024 D 1555 du 31 Mai 2024 456
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 925 du PR74+000 au PR74+700, du 8 juin au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de PAULNAY.

Arrêté n° 2024 D 1556 du 31 Mai 2024 459
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 71h du PR1+500 au PR2+900 et du PR0+000 au PR4+242, du 5 juin au 9 août 2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique, communes de VIGOULANT et VIJON.

Arrêté n° 2024 D 1557 du 31 Mai 2024 462
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 43 du PR45+819 au PR46+535, du 10 juin au 26 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur réseau électrique pour le compte d'ENEDIS, commune de MURS.

Arrêté n° 2024 D 1558 du 31 Mai 2024 465
Portant réglementation de la circulation sur les R.D. n° 56 du PR0+000 au PR1+200 et n° 66 du PR1+300 au PR2+000, du 5 juin au 5 août 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de BOUGES-le-CHATEAU

Arrêté n° 2024 D 1559 du 31 Mai 2024 468
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-992 du 3 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 34A du PR7+100 au PR7+870, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de BOUGES-le-CHATEAU.

Arrêté n° 2024 D 1560 du 31 Mai 2024 470
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1024 du 8 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur les R.D. n° 28 du PR60+580 au PR60+783 et n° 28B du PR0+000 au PR1+620, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de SAINT-PIERRE-de-JARDS et REUILLY.

Arrêté n° 2024 D 1561 du 31 Mai 2024 472
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 42b du PR0+000 au PR4+000, du 10 juin au 5 juillet 2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie, communes de GOURNAY et NEUVY-SAINT-SEPULCRE.

Arrêté n° 2024 D 1562 du 31 Mai 2024 475
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 49 du PR24+258 au PR24+508, le 8 juin 2024 de 19h00 à 23h00, à l'occasion de "La ,uit des forêts", commune d'AMBRAULT.

Arrêté n° 2024 D 1563 du 31 Mai 2024 478
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-991 du 3 avril 2024 concernant la réglementation de la circulation sur les R.D. n° 37 du PR18+000 au PR21+000 et n° 34A du PR10+300 au PR10+797, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de BOUGES-le-CHATEAU et ROUVRES-les-BOIS.

Arrêté n° 2024 D 1564 du 31 Mai 2024 481
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-952 du 27 mars 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la R.D. n° 56 du PR0+200 au PR1+300, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de BOUGES-le-CHATEAU.

Arrêté n° 2024 D 1565 du 31 Mai 2024 483
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 85 du PR0+000 au PR1+347 et du PR1+866 au PR3+167, du 3 juin au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, commune de CONDE.

Arrêté n° 2024 D 1566 du 31 Mai 2024 486
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 57 du PR0+000 au PR6+779, du 3 au 26 juin 2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie, communes de POULAINES et VAL-FOUZON.

Arrêté n° 2024 D 1567 du 31 Mai 2024 489
Portant réglementation de la circulation sur la R.D. n° 913 du PR1+730 au PR5+750, du 17 juin au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes d'ARGENTON-sur-CREUSE et CEAULMONT.

AUTRES

Page

CPOM CAMSP ADPEP36 2024 - 2028 493

CPOM SAMSAH UGECAM 2024 - 2028 606

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1219 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales n° 951 du PR 37+450 au PR 38+900 et n° 46 du PR 24+450 au PR 24+650, du 13/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 13/07/2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de RIVARENNES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise SAS SYCOMORE présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales n° 951 du PR 37+450 au PR 38+900 et n° 46 du PR 24+450 au PR 24+650, du 13/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 13/07/2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 13/07/2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante, commune de RIVARENNES (hors agglomération) :

- **par alternat par feux tricolores KR11** sur la route départementale n° 951 du PR 37+450 au PR 38+900.

- **par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18** sur la route départementale n°46 du PR 24+450 au PR 24+650.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Les travaux seront suspendus du 25/05/2024 au 27/05/2024 en raison du passage de la Flamme Olympique.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

La longueur maximale de l'alternat B15 et C18 ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de RIVARENNES
L'entreprise SAS SYCOMORE - Tél. : 07.86.67.49.69
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1220 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 2 du PR 44+000 au PR 44+500, du 13/05/2024 au 08/07/2024, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS, commune de MIGNY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de SEGEC présentée le 09/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 2 du PR 44+000 au PR 44+500, du 13/05/2024 au 08/07/2024, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 08/07/2024, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS, réalisés par SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 2 du PR 44+000 au PR 44+500, commune de MIGNY.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée d'intervention est estimée à 3 jours sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par SEGEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de MIGNY
L'entreprise SEGEC
La Base Routière d'ISSOUDUN
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1221 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 7B du PR 0+000 au PR 3+816, du 13/05/2024 au 13/07/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage de chaussée en compomac, communes de VILLEGONGIS et CHEZELLES

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de VILLEGONGIS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de LE BLANC,

Vu la demande des services du Département présentée le 03/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 7B du PR 0+000 au PR 3+816, du 13/05/2024 au 13/07/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage de chaussée en compomac,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 13/07/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage de chaussée en compomac, réalisés par les services du Département - Base Routière de LEVROUX, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la route départementale n° 7B du PR 0+000 au PR 3+816, communes de VILLEGONGIS et CHEZELLES.

La durée des travaux est estimée à 2 semaines sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 63 du PR 35+595 au PR 40+000,
- RD 27 du PR 58+616 au PR 61+092,
- RD 7 du PR 18+406 au PR 17+384,
communes de SAINT-LACTENCIN, CHEZELLES, VINEUIL et VILLEGONGIS.

Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département - Base Routière de LEVROUX, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINT-LACTENCIN, CHEZELLES, VINEUIL et VILLEGONGIS
La Base Routière de LEVROUX
L'Unité Territoriale de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de VILLEGONGIS
Nom, Prénom, Qualité

SEVAULT Jean-Marc
Maire

MAIRIE de VILLEGONGIS
36110 (Indre)

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1222 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "Souvenir Jean-Louis Vervialle", le 8 juin 2024, de 14h00 à 18h00, communes de RUFFEC, LE BLANC et DOUADIC

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de LE BLANC

Le Maire de RUFFEC

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-03-10-00002 du 10 mars 2023 portant réglementation de la circulation routière en période de trafic intense pour l'année 2023 dans l'Indre,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2021-08-05-00001 du 5 août 2021 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande du VÉLO CLUB BLANCOIS, représentée par M. Georges MARTINO, présentée le 5 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "Souvenir Jean-Louis Vervialle", le 8 juin 2024, de 14h00 à 18h00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "Souvenir Jean-Louis Vervialle", du 8 juin 2024, de 14h00 à 18h00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite.
Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :
- n° 61 du PR 19+770 au PR 15+1023, sur les communes de Ruffec et Le Blanc
- n° 27 du PR 15+127 au PR 17+851, sur les communes de Le Blanc et Douadic
- VC n° 21 "Marcheboeuf", sur la commune de Le Blanc
- VC n° 7, sur la commune de Ruffec
- VC n° 13, sur la commune de Ruffec

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et la priorité qui s'y attache, ainsi que pour renseigner et diriger les usagers de la route.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de RUFFEC, LE BLANC et DOUADIC
Le VÉLO CLUB BLANCOIS représenté par M. Georges MARTINO - Tél. : 06.95.07.50.71
La base routière de LE BLANC
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
La sous-préfecture de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Le Maire de LE BLANC
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire,

Gilles LHERPINIÈRE.

Le Maire de RUFFEC
Nom, Prénom, Qualité

VACHAUD, 8 du R,
Maire



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1223 du 02/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-876 du 19/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 63 du PR 21+517 au PR 22+038, à l'occasion de travaux de réalisation d'un réseau fibre optique, commune de BUZANÇAIS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS SOCATRAP présentée le 30 mai 2024,

Considérant que les travaux de réalisation d'un réseau fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-876 du 19/03/2024, du 4 au 17 mai 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-876 du 19/03/2024 est prolongé du 4 au 17 mai 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-876 du 19/03/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Le Maire de BUZANÇAIS
L'entreprise SAS SOCATRAP - Tél. 07.57.43.69.91
La base routière de BUZANÇAIS
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LEGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1224 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 55 du PR 2+450 au PR 2+950, du 11 au 24 mai 2024, à l'occasion de travaux pour la mise en place d'un échafaudage, commune de PRISSAC

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AVECTOIT présentée le 26 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 55 du PR 2+450 au PR 2+950, du 11 au 24 mai 2024, à l'occasion de travaux pour la mise en place d'un échafaudage,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 11 au 24 mai 2024, à l'occasion de travaux pour la mise en place d'un échafaudage, réalisés par l'entreprise AVECTOIT et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 55 du PR 2+450 au PR 2+950, commune de PRISSAC (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AVECTOIT et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de PRISSAC
L'entreprise AVECTOIT - Tél. : 06.62.87.97.85
La base routière de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1225 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 58a du PR 0+800 au PR 1+253, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement de la fibre optique, commune de SAINTE-GEMME

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 23 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 58a du PR 8+000 au PR 1+253, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 58a du PR 0+800 au PR 1+253, commune de SAINTE-GEMME (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINTE-GEMME
L'entreprise AXIONE - Tél. : 07.63.97.69.98
La base routière de BUZANÇAIS
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1226 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 15C du PR 0+350 au PR 3+400, du 08 mai au 08 juillet 2024, à l'occasion de travaux pour le déploiement de la fibre optique, commune de SAULNAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 23 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 15C du PR 0+350 au PR 3+400, du 08 mai au 08 juillet 2024, à l'occasion de travaux pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 08 mai au 08 juillet 2024, à l'occasion de travaux pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 15C du PR 0+350 au PR 3+400, commune de SAULNAY (hors agglomération).

Département de l'Indre
35 Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAULNAY
L'entreprise AXIONE - Tél. : 07.63.97.69.98
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan



Laurent LEGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1227 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 44d du PR 0+000 au PR 2+000, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux de purge de chaussée et d'enrobés, commune de CHALAIS

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de CHALAIS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des Services du Département présentée le 29 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 44d du PR 0+000 au PR 2+000, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux de purge de chaussée et d'enrobés,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux de purge de chaussée et d'enrobés, réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la route départementale n° 44d du PR 0+000 au PR 2+000, commune de CHALAIS (en et hors agglomération).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 61 du PR 24+632 au PR 25+094
- RD 94 du PR 0+000 au PR 1+294
- RD 44 du PR 29+131 au PR 30+330
sur la commune de Chalais

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les Services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CHALAIS
La base routière de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Le Maire de CHALAIS
Nom, Prénom, Qualité
PAUTE MARIE-CLAUDE, 1ère Adjointe

MAIRIE DE CHALAIS
INDRE

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1228 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 58 du PR 13+112 au PR 14+025, du 8 mai au 31 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique, commune de SAINTE-GEMME

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 23 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 58 du PR 13+112 au PR 14+025, du 8 mai au 31 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 58 du PR 13+112 au PR 14+025, commune de SAINTE-GEMME (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINTE-GEMME
L'entreprise AXIONE - Tél. : 07.63.97.69.98
La base routière de BUZANÇAIS
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1229 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 58 du PR 11+709 au PR 12+500, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique, commune de SAINTE-GEMME

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 22 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 58 du PR 11+709 au PR 12+500, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 58 du PR 11+709 au PR 12+500, commune de SAINTE-GEMME (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINTE-GEMME
L'entreprise AXIONE - Tél. : 07.63.97.69.98
La base routière de BUZANÇAIS
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1230 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 63 du PR 35+600 au PR 36+400, du 13 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux de raccordement électrique, commune de CHÉZELLES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise TP RÉSEAUX CENTRE présentée le 23 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 63 du PR 35+600 au PR 36+400, du 13 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux de raccordement électrique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 13 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux de raccordement électrique, réalisés par l'entreprise TP RÉSEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 63 du PR 35+600 au PR 36+400, commune de CHÉZELLES (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise TP RÉSEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

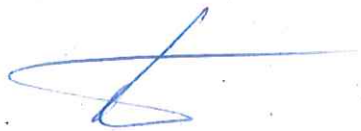
La longueur maximale de l'alternat B15 et C18 ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CHÉZELLES
L'entreprise TP RÉSEAUX CENTRE - Tél. : 06.67..00.16.82
La base routière de BUZANÇAIS
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1241 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la Bretelle D927 (2) au PR 63+817 de la RD 920 et au PR 38+176 de la RD 927, du 10/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 10/07/2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'un pylône, commune de SAINT-MARCEL

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise SEMI France et DESSOLIN Frères présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la Bretelle D927 (2) au PR 63+817 de la RD 920 et au PR 38+176 de la RD 927, du 10/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 10/07/2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'un pylône,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 10/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 10/07/2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'un pylône, réalisés par l'entreprise SEMI France et DESSOLIN Frères et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la Bretelle D927 (2) au PR 63+817 de la RD 920 et au PR 38+176 de la RD 927, commune de SAINT-MARCEL (hors agglomération).

Les travaux seront suspendus du 25/05/2024 au 27/05/2024 en raison du passage de la Flamme Olympique.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée de la façon suivante :

Dans le sens RD 920 vers RD 927 par :
- RD 920 du PR 63+817 au PR 65+479, sur les communes de Saint-Marcel et Argenton-sur-Creuse
- RD 927E du PR 2+653 au PR 0+000, sur les communes d'Argenton-sur-Creuse, Saint-Marcel et Le Pêchereau

Dans le sens RD 927 vers RD 920 par :
- RD 927 du PR 38+176 au PR 35+669, sur les communes de Saint-Marcel et Le Pêchereau
- RD 927E du PR 0+000 au PR 2+653, sur les communes Le Pêchereau, Saint-Marcel et Argenton-sur-Creuse
- RD 920 du PR 65+479 au PR 63+817, sur les communes d'Argenton-sur-Creuse et Saint-Marcel

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise SEMI France et DESSOLIN Frères et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINT-MARCEL, ARGENTON-SUR-CREUSE et LE PÊCHEREAU
L'entreprise SEMI France et DESSOLIN Frères - Tél. : 06.99.53.64.19
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
La DIR Centre Ouest - CEI ARGENTON-SUR-CREUSE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan

Le Directeur des Routes

Yann MICHON

Laurent LEGER

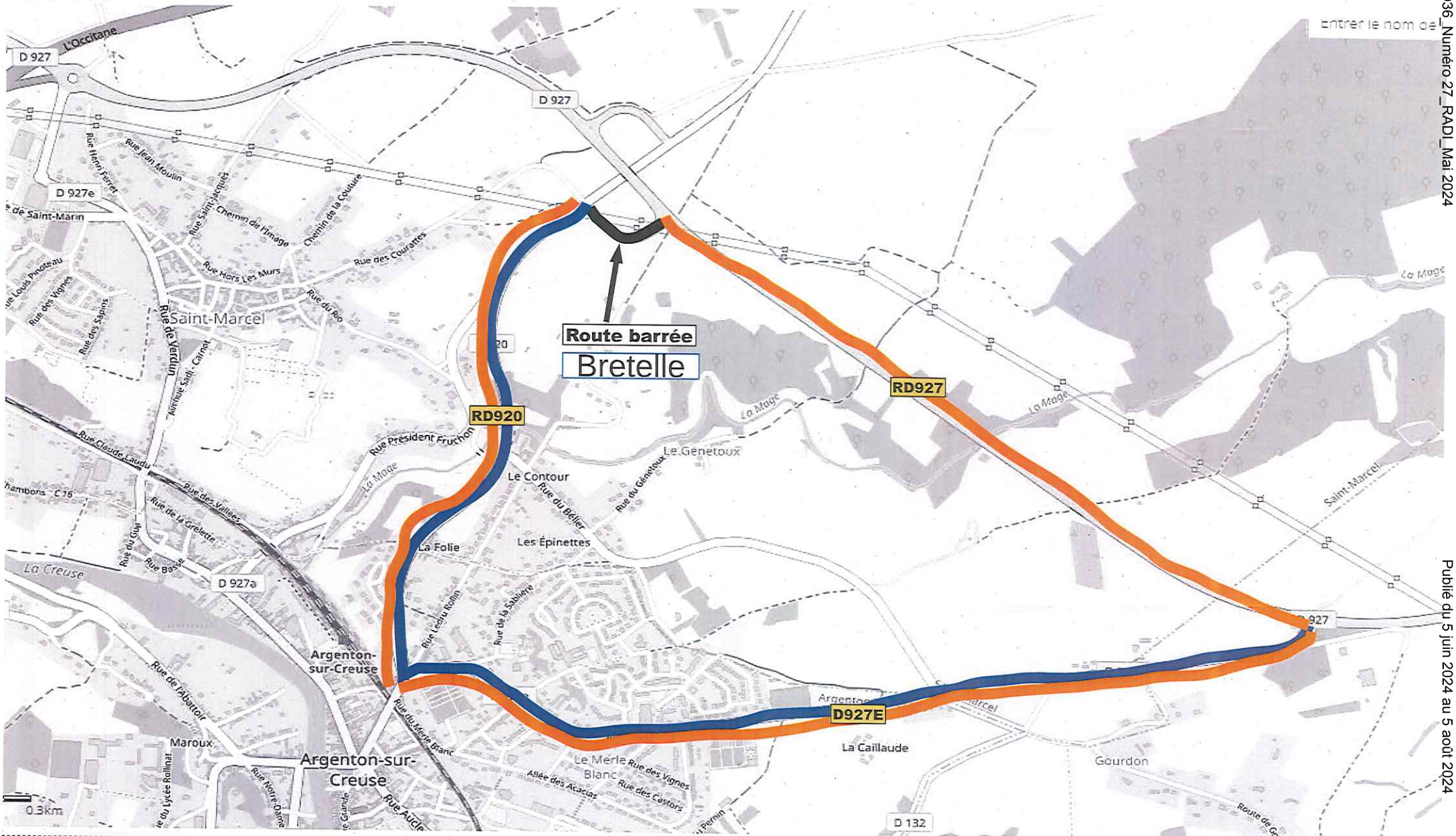
Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

Travaux Bretelle D927(2) – du PR 63+817(RD920) au PR 38+176(RD927)
Commune de St Marcel
Plan de déviation

N



Légende : Route barrée — Déviation VL et PL sens D 920 vers D 927 — Sens D 927 vers D920

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024
Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1242 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 925 du PR 82+100 au PR 83+580, du 11/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 14/06/2024, à l'occasion de travaux génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de PAULNAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 26 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 925 du PR 82+100 au PR 83+580, du 11/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 14/06/2024, à l'occasion de travaux génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 11/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 14/06/2024, à l'occasion de travaux génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 925 du PR 82+100 au PR 83+580, commune de PAULNAY (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Les travaux seront suspendus du 25/05/2024 au 27/05/2024 en raison du passage de la Flamme Olympique.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de PAULNAY
L'entreprise AXIONE - Tél. : 06.99.92.25.90
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le RIP 36
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan



Laurent LEGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1243 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 46 du PR 32+900 au PR 34+000, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de LUZERET

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS SYCOMORE présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 46 du PR 32+900 au PR 34+000, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 46 du PR 32+900 au PR 34+000, commune de LUZERET (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de LUZERET
L'entreprise SAS SYCOMORE - Tél. : 07.86.67.49.69
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan



Laurent LEGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1244 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 54+400 au PR 56+500, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, communes de RIVARENNES et OULCHES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS SYCOMORE présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 54+400 au PR 56+500, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 927 du PR 54+400 au PR 56+500, communes de RIVARENNES et OULCHES (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de RIVARENNES et OULCHES
L'entreprise SAS SYCOMORE - Tél. : 07.86.67.49.69
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan



Laurent LEGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1245 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 27 du PR 31+000 au PR 33+500, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de MIGNÉ

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS SYCOMORE présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 27 du PR 31+000 au PR 33+500, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 27 du PR 31+000 au PR 33+500, commune de MIGNÉ (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de MIGNÉ
L'entreprise SAS SYCOMORE - Tél. : 07.86.67.49.69
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan



Laurent LEGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1246 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 129 du PR 1+150 au PR 2+000, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de CHASSENEUIL-EN-BERRY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS SYCOMORE présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 129 du PR 1+150 au PR 2+000, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 129 du PR 1+150 au PR 2+000, commune de CHASSENEUIL-EN-BERRY (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CHASSENEUIL-EN-BERRY
L'entreprise SAS SYCOMORE - Tél. : 07.86.67.49.69
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan



Laurent LEGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1247 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 926 du PR 44+700 au PR 46+820, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique, commune de SAINTE-GEMME

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 23 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 926 du PR 44+700 au PR 46+820, du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 8 mai au 8 juillet 2024, à l'occasion de travaux de déploiement pour la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 926 du PR 44+700 au PR 46+820, commune de SAINTE-GEMME (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINTE-GEMME
L'entreprise AXIONE - Tél. : 07.63.97.69.98
La base routière de BUZANÇAIS
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1248 du 02/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 59+025 au PR 54+435, du 13 mai au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes d'OULCHES et RIVARENNES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise EUROVIA présentée le 18 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 59+025 au PR 54+435, du 13 mai au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 13 mai au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par l'entreprise EUROVIA et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la route départementale n° 927 du PR 59+025 au PR 54+435, communes d'OULCHES et RIVARENNES (hors agglomération).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, de la façon suivante, selon les besoins du chantier :

RD 927 barrée du PR 59+025 au PR 56+438 et déviée par :
- RD 927 du PR 59+025 au PR 59+820, sur la commune d'Oulches
- RD 3 du PR 35+000 au PR 32+870, sur la commune d'Oulches
- RD 32 du PR 24+520 au PR 23+539, sur les communes d'Oulches et Ciron
- RD 951 du PR 29+089 au PR 37+369, sur les communes de Ciron, Chitray et Rivarennes
- RD 46 du PR 25+018 au PR 25+607, sur la commune de Rivarennes
- RD 927 du PR 51+464 au PR 56+438, sur les communes de Rivarennes et Oulches

RD 927 barrée du PR 56+438 au PR 54+435 et déviée par :
- RD 927 du PR 56+438 au PR 59+820, sur la commune d'Oulches
- RD 3 du PR 35+000 au PR 32+870, sur la commune d'Oulches
- RD 32 du PR 24+520 au PR 23+539, sur les communes d'Oulches et Ciron
- RD 951 du PR 29+089 au PR 37+369, sur les communes de Ciron, Chitray et Rivarennes
- RD 46 du PR 25+018 au PR 25+607, sur les communes de Rivarennes et Oulches
- RD 927 du PR 51+464 au PR 54+435, sur la commune de Rivarennes

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise EUROVIA et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires d'OULCHES, RIVARENNES, CIRON et CHITRAY
L'entreprise EUROVIA - Tél. : 06.74.94.47.65
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan



Laurent LEGER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1253 du 03/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 6 du PR 23+271 au PR 26+452, du 09 mai au 08 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de SAINT-MICHEL-EN-BRENNE

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de SAINT-MICHEL-EN-BRENNE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 6 du PR 23+271 au PR 26+452, du 09 mai au 08 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Du 09 mai au 08 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 6 du PR 23+271 au PR 26+452, commune de SAINT-MICHEL-EN-BRENNE (hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINT-MICHEL-EN-BRENNE
L'entreprise AXIONE - Tél. : 06.99.92.25.90

La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan



Laurent LEGER

Le Maire de SAINT-MICHEL-EN-BRENNE
Nom, Prénom, Qualité



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1254 du 03/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 41 du PR 20+130 au PR 25+920, du 13/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de création de poutres de rives, de busage de fossés et de calage d'accotements, communes de CHASSIGNOLLES et CREVANT

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de CHASSIGNOLLES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 41 du PR 20+130 au PR 25+920, du 13/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de création de poutres de rives, de busage de fossés et de calage d'accotements,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de création de poutres de rives, de busage de fossés et de calage d'accotements, réalisés par les services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 41 du PR 20+130 au PR 25+920, communes de CHASSIGNOLLES et CREVANT.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 73 du PR 11+728 au PR 17+196, communes de CHASSIGNOLLES et CROZON-SUR-VAUVRE,
- RD 54 du PR 20+061 au PR 24+557, communes de CROZON-SUR-VAUVRE et CREVANT.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de CHASSIGNOLLES, CREVANT et CROZON-SUR-VAUVRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental, et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
le Chef de l'U.T. de LA CHATRE, par empêchement,

Le Chef de l'Unité Territoriale de VATAN,
Laurent LEGER

Le Maire de CHASSIGNOLLES
Nom, Prénom, Qualité
E. LABESSE Maire



Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1255 du 03/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 40+100 au PR 42+600, du 13 au 18 mai 2024, à l'occasion de réalisation de sondages, communes de SAINT-MARCEL et LE PONT-CHÉTIEN-CHABENET

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise GEOTECHNIQUE SAS présentée le 23 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 40+100 au PR 42+600, du 13 au 18 mai 2024, à l'occasion de réalisation de sondages,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 13 au 18 mai 2024, à l'occasion de réalisation de sondages, réalisés par l'entreprise GEOTECHNIQUE SAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 927 du PR 40+100 au PR 42+600, communes de SAINT-MARCEL et LE PONT-CHÉTIEN-CHABENET (hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise GEOTECHNIQUE SAS et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

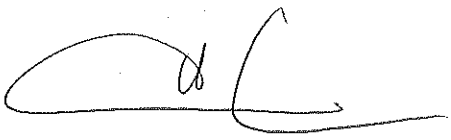
Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre

Les maires de SAINT-MARCEL et LE PONT-CHÉTIEN-CHABENET
L'entreprise GEOTECHNIQUE SAS - Tél. : 06.27.45.68.93
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT / SPREN - çité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1256 du 03/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de NURET-LE-FERRON

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de NURET-LE-FERRON

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS SYCOMORE présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur diverses routes départementales, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur les routes départementales suivantes, commune de NURET-LE-FERRON (en et hors agglomération) :

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

- RD 20 du PR 31+380 au PR 35+801
- RD 11 du PR 51+000 au PR 53+300
- RD 47 du PR 0+000 au PR 2+450
- RD 58 du PR 24+000 au PR 26+072
- RD 129 du PR 4+200 au PR 6+000

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h (en agglomération) et 50 km/h (hors agglomération).

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de NURET-LE-FERRON
L'entreprise SAS SYCOMORE - Tél. : 07.86.67.49.69
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan

Laurent LEGER

Le Maire de NURET-LE-FERRON
Nom, Prénom, Qualité

JEUNESSE Hervé, Maire



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1257 du 03/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, commune de RIVARENNES

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de RIVARENNES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS SYCOMORE présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur diverses routes départementales, du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Du 13 mai au 13 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur les routes départementales suivantes, commune de RIVARENNES (en et hors agglomération) :

- RD 927 du PR 52+000 au PR 55+000
- RD 46 du PR 30+000 au PR 32+000
- RD 134 du PR 0+000 au PR 1+000

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

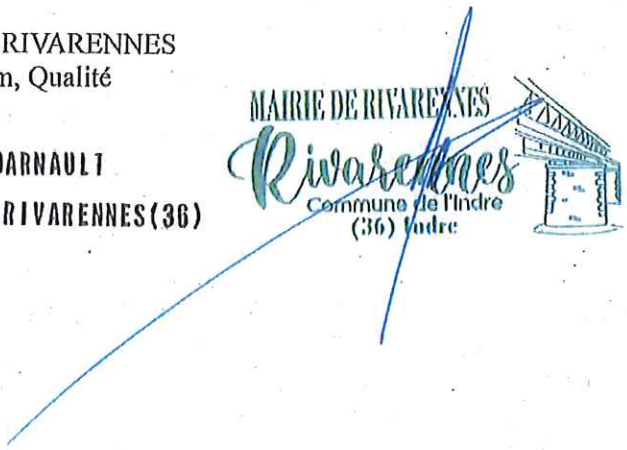
Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de RIVARENNES
L'entreprise SAS SYCOMORE - Tél. : 07.86.67.49.69
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan

Laurent LEGER

Le Maire de RIVARENNES
Nom, Prénom, Qualité

JOEL DARNAULT
MAIRE DE RIVARENNES(36)



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANÇ - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1258 du 03/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 123 du PR 4+920 au PR 7+000, du 30/05/2024 au 30/07/2024, à l'occasion de travaux d'intervention sur poteaux existants ENEDIS, commune de MONTCHEVRIER

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SEGEC présentée le 09/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 123 du PR 4+920 au PR 7+000, du 30/05/2024 au 30/07/2024, à l'occasion de travaux d'intervention sur poteaux existants ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 30/05/2024 au 30/07/2024, à l'occasion de travaux d'intervention sur poteaux existants ENEDIS, réalisés par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 123 du PR 4+920 au PR 7+000, commune de MONTCHEVRIER.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 123 du PR 4+920 au PR 0+000, communes de MONTCHEVRIER et CLUIS,
- RD 990 du PR 33+169 au PR 37+541, communes de CLUIS et MONTCHEVRIER,
- RD 72 du PR 31+094 au PR 33+679, commune de MONTCHEVRIER,
- RD 48 du PR 2+743 au PR 3+328, commune de MONTCHEVRIER.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de MONTCHEVRIER et CLUIS
L'entreprise SEGEC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental, et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
le Chef de l'U.T. de LA CHATRE, par empêchement,

Le Chef de l'Unité Territoriale de VATAN,
Laurent LEGER

Renseignements :

Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1259 du 03/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 123 du PR 3+737 au PR 4+966, du 30/05/2024 au 30/07/2024, à l'occasion de travaux d'intervention sur poteaux existants ENEDIS, commune de MONTCHEVRIER

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SEGEC présentée le 09/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 123 du PR 3+737 au PR 4+966, du 30/05/2024 au 30/07/2024, à l'occasion de travaux d'intervention sur poteaux existants ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 30/05/2024 au 30/07/2024, à l'occasion de travaux d'intervention sur poteaux existants ENEDIS, réalisés par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 123 du PR 3+737 au PR 4+966, commune de MONTCHEVRIER.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 123 du PR 3+737 au PR 0+000, communes de MONTCHEVRIER et CLUIS,
- RD 990 du PR 33+169 au PR 37+541, communes de CLUIS et MONTCHEVRIER,
- RD 72 du PR 31+094 au PR 33+679, commune de MONTCHEVRIER,
- RD 48 du PR 2+743 au PR 3+328, commune de MONTCHEVRIER,
- RD 123 du PR 7+000 au PR 4+966, commune de MONTCHEVRIER.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de MONTCHEVRIER et CLUIS
L'entreprise SEGEC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental, et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
le Chef de l'U.T. de LA CHATRE, par empêchement,

Le Chef de l'Unité Territoriale de VATAN,
Laurent LEGER

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1280 du 06/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 114 du PR 0+000 au PR 5+000, du 13/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée en compomac, communes de JEU-MALOCHES, SELLES-SUR-NAHON et FREDILLE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des services du Département présentée le 22/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 114 du PR 0+000 au PR 5+000, du 13/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée en compomac,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée en compomac, réalisés par les services du Département - Point d'Appui d'ECUEILLE, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la route départementale n° 114 du PR 0+000 au PR 5+000, communes de JEU-MALOCHES, SELLES-SUR-NAHON et FREDILLE.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 33 du PR 8+019 au PR 5+864,
- RD 33B du PR 0+000 au PR 5+000,
- RD 15 du PR 22+620 au PR 21+1001,
- RD 7 du PR 3+267 au PR 3+244,
communes de JEU-MALOCHES, HEUGNES, SELLES-SUR-NAHON et FREDILLE.

Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département - Point d'Appui d'ECUEILLE, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de JEU-MALOCHES, HEUGNES, SELLES-SUR-NAHON et FREDILLE
La Base Routière de LEVROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1281 du 06/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "La Ronde du Facteur", le 09/05/2024, de 14:00 à 18:00, communes de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE, FEUSINES, CHAMPILLET, POULIGNY-SAINT-MARTIN, LA MOTTE-FEUILLY et POULIGNY-NOTRE-DAME

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE

Le Maire de FEUSINES

Le Maire de CHAMPILLET

Le Maire de POULIGNY-SAINT-MARTIN

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Vu la demande de Monsieur Delry MAISONNETTE – UFOLEP de l'INDRE présentée le 01/03/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation à l'occasion de la course cycliste dénommée "La Ronde du Facteur", le 09/05/2024, de 14:00 à 18:00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "La Ronde du Facteur" du 09/05/2024 de 14:00 à 18:00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et imposer aux usagers de la route de circuler dans le sens de la course.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :
- RD 26e du PR 1+000 au PR 0+000, commune de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE,
- RD 26 du PR 10+830 au PR 14+948, communes de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE et FEUSINES,
- RD 26a du PR 0+000 au PR 3+000, communes de FEUSINES et CHAMPILLET,
- RD 943 du PR 3+696 au PR 3+809, sur la voie sens La Châtre vers Champillet,

commune de CHAMPILLET,
- RD 36 du PR 65+1045 au PR 61+653, communes de CHAMPILLET, LA MOTTE-FEUILLY et SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE,
- Traversée de la RD 917 au PR 3+470, commune de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE,
- RD 36 du PR 61+653 au PR 56+986, communes de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE et POULIGNY-SAINT-MARTIN,
- RD 54b du PR 4+000 au PR 0+000, communes de POULIGNY-SAINT-MARTIN et POULIGNY-NOTRE-DAME,
- RD 54 du PR 12+097 au PR 9+399, communes de POULIGNY-NOTRE-DAME et SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE,
- RD 26 du PR 8+874 au PR 9+585, commune de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE,
- RD 917 du PR 9+285 au PR 8+296, commune de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE.

Article 2 :
Le 09/05/2024, de 14:00 à 18:00, à l'occasion de la course cycliste dénommée "La Ronde du Facteur", la circulation sera réglementée par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 943 du PR 3+596 au PR 3+809, sur la voie sens Champillet vers La Châtre, commune de CHAMPILLET.

Par les PR 3+596 au PR 3+809, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h.

Article 3 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE, FEUSINES, CHAMPILLET, LA MOTTE-FEUILLY, POULIGNY-SAINT-MARTIN, POULIGNY-NOTRE-DAME
Monsieur Delry MAISONNETTE – UFOLEP de l'Indre
Monsieur Bernard TAYON – VÉLOSPORT de Pouligny-Notre-Dame

La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
La sous-préfecture de LA CHÂTRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,

Yann MICHON

Le Maire de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE
Nom, Prénom, Qualité
DAUGERON François, Maire

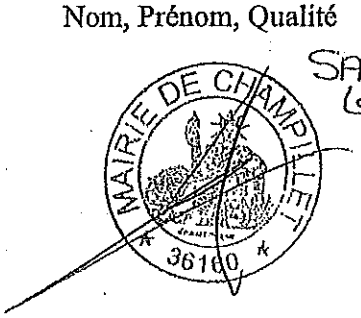
MAIRIE DE SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE (INDRE)

Le Maire de FEUSINES
Nom, Prénom, Qualité
CHARASSON Patrick, Maire,

MAIRIE DE FEUSINES (36160) INDRE

Le Maire de CHAMPILLET
Nom, Prénom, Qualité

SAUMON Michel
Le Maire



Le Maire de POULIGNY-SAINT-MARTIN
Nom, Prénom, Qualité

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

Le Maire de CHAMPILLET
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire de POULIGNY-SAINT-MARTIN
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire
Eric WEINLING



Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1282 du 06/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 68 du PR 12+000 au PR 16+904, du 13/05/2024 au 24/05/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes de SAINT-AUBIN, BOMMIERS et PRUNIERS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande des Services du Département présentée le 18/04/2024,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 68 du PR 12+000 au PR 16+904, du 13/05/2024 au 24/05/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 24/05/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 68 du PR 12+000 au PR 16+904, communes de SAINT-AUBIN, BOMMIERS et PRUNIERS.

La durée de l'intervention est estimée à 5 jours sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 925 du PR 6+752 au PR 13+516,
- RD 918 du PR 33+124 au PR 29+580,
- RD 70 du PR 0+000 au PR 6+168,
- RD 68 du PR 7+922 au PR 12+000,
communes de PRUNIERS, AMBRAULT, BOMMIERS, MEUNET-PLANCHES, CONDÉ et SAINT-AUBIN.

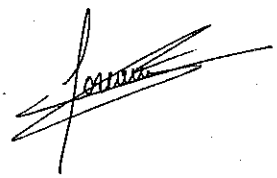
Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière d'ISSOUDUN, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINT-AUBIN, BOMMIERS, PRUNIERS, AMBRAULT, MEUNET-PLANCHES et CONDÉ
La Base Routière d'ISSOUDUN
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,
Par empêchement, le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1283 du 07/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 75 du PR 0+490 au PR 1+569, du 13/05/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux de sécurisation BT, commune d'ORSENNES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SPIE CITYNETWORKS présentée le 25/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 75 du PR 0+490 au PR 1+569, du 13/05/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux de sécurisation BT,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux de sécurisation BT, réalisés par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 75 du PR 0+490 au PR 1+569, commune d' ORSENNES.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées.
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire d'ORSENNES
L'entreprise SPIE CITYNETWORKS
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1284 du 07/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 48+650 au PR 49+600, du 13 mai au 17 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, communes de RIVARENNES et THENAY

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de THENAY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS SYCOMORE présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 48+650 au PR 49+600, du 13 mai au 17 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Du 13 mai au 17 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage sous ligne HTA pour ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 927 du PR 48+650 au PR 49+600, communes de RIVARENNES (hors agglomération) et THENAY (en agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h (en agglomération) et à 50 km/h (hors agglomération).

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS SYCOMORE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de RIVARENNES et THENAY
L'entreprise SAS SYCOMORE - Tél. : 07.86.67.49.69
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de THENAY
Nom, Prénom, Qualité

DELAVEAU Catherine Adjointe au Maire



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1285 du 07/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 58 du PR 0+510 au PR 1+570, du 13 mai au 07 juin 2024, à l'occasion de travaux de broyage de bois, commune de VILLIERS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise Groupe DP Bois et Énergie présentée le 24 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 58 du PR 0+510 au PR 1+570, du 13 mai au 07 juin 2024, à l'occasion de travaux de broyage de bois,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 13 mai au 07 juin 2024, à l'occasion de travaux de broyage de bois, réalisés par l'entreprise Groupe DP Bois et Énergie et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 58 du PR 0+510 au PR 1+570, commune de VILLIERS (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise Groupe DP Bois et Énergie et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de VILLIERS
L'entreprise Groupe DP Bois et Énergie - Tél. : 07.89.56.38.80
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpc-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1286 du 07/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 71 du PR 38+700 au PR 39+100, du 11/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de mise en place d'un échafaudage, commune de NERET

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de Monsieur Benoît JOUHANNEAU présentée le 30/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 71 du PR 38+700 au PR 39+100, du 11/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de mise en place d'un échafaudage,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 11/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de mise en place d'un échafaudage, réalisés par Monsieur Benoît JOUHANNEAU, la circulation sera limitée à 50 km/h sur la route départementale n° 71 du PR 38+700 au PR 39+100, commune de NERET.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par Monsieur Benoît JOUHANNEAU, chargé des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de NERET
Monsieur Benoît JOUHANNEAU
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1287 du 07/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 124 du PR 0+000 au PR 4+050, du 10/05/2024 au 10/07/2024, à l'occasion de travaux AEP, communes de LA BUXERETTE et CLUIS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SEGEC présentée le 23/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 124 du PR 0+000 au PR 4+050, du 10/05/2024 au 10/07/2024, à l'occasion de travaux AEP,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 10/05/2024 au 10/07/2024, à l'occasion de travaux AEP, réalisés par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 124 du PR 0+000 au PR 4+050, communes de LA BUXERETTE et CLUIS.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 54 du PR 36+229 au PR 33+707, communes de CLUIS et SAINT-DENIS-DE-

JOUHET,
- RD 74 du PR 5+742 au PR 2+476, communes de SAINT-DENIS-DE-JOUHET et LA BUXERETTE,
- RD 124 du PR 5+000 au PR 4+050, commune de LA BUXERETTE.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de CLUIS, SAINT-DENIS-DE-JOUHET et LA BUXERETTE,
L'entreprise SEGEC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -

dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1288 du 07/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 10 du PR 35+500 au PR 36+000, du 14 au 31 mai 2024, à l'occasion de l'installation d'une station hydrométrique sous un pont, commune de PRISSAC

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de la DATER pour le compte du prestataire OTT HydroMet présentée le 03 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 10 du PR 35+500 au PR 36+000, du 14 au 31 mai 2024, à l'occasion de l'installation d'une station hydrométrique sous un pont,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 14 au 31 mai 2024, à l'occasion de l'installation d'une station hydrométrique sous un pont, réalisée par OTT HydroMet et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 10 du PR 35+500 au PR 36+000, commune de PRISSAC (hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par OTT HydroMet et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de PRISSAC
La DATER - Tél. : 06.08.61.19.84
La Base Routière de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1289 du 07/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 36 du PR 55+200 au PR 55+600, du 14/05/2024 au 14/07/2024, à l'occasion de travaux de branchement AEP, commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SEGEC présentée le 29/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 36 du PR 55+200 au PR 55+600, du 14/05/2024 au 14/07/2024, à l'occasion de travaux de branchement AEP,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 14/05/2024 au 14/07/2024, à l'occasion de travaux de branchement AEP, réalisés par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 36 du PR 55+200 au PR 55+600, commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de POULIGNY-SAINT-MARTIN
L'entreprise SEGEC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation;
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1290 du 07/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 38 du PR 0+000 au PR 1+819, du 13/05/2024 au 17/05/2024, à l'occasion de travaux de réfection d'un talus suite à un éboulement, commune de BARAIZE

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BARAIZE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 38 du PR 0+000 au PR 1+819, du 13/05/2024 au 17/05/2024, à l'occasion de travaux de réfection d'un talus suite à un éboulement,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 17/05/2024, à l'occasion de travaux de réfection d'un talus suite à un éboulement, réalisés par services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaire, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 38 du PR 0+000 au PR 1+819, commune de BARAIZE.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 913 du PR 13+109 au PR 10+493,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

- RD 38e du PR 1+847 au PR 0+000,
commune de BARAIZE.

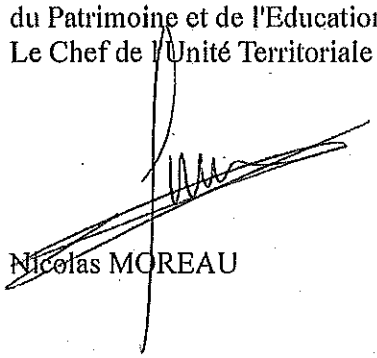
Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de BARAIZE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Le Maire de BARAIZE
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire
Daniel PERROT

MAIRIE de BARAIZE
36 (INDRE)

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1291 du 10/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 18 du PR 19+866 au PR 24+518, du 21 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux de modernisation "Compomac", communes de PAULNAY et AZAY-LE-FERRON

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de PAULNAY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des Services du Département présentée le 29 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 18 du PR 19+866 au PR 24+518, du 21 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux de modernisation "Compomac",

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Du 21 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux de modernisation "Compomac", réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la route départementale n° 18 du PR 19+866 au PR 24+518, communes de PAULNAY (en et hors aglomération) et AZAY-LE-FERRON (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 14 du PR 78+784 au PR 66+491, sur les communes d'Azay-le-Ferron et Saint-Michel-en-Brenne
- RD 43 du PR 30+154 au PR 34+722, sur les communes de Saint-Michel-en-Brenne et Paulnay
- RD 925 du PR 78+003 au PR 78+289, sur le commune de Paulnay

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les Services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

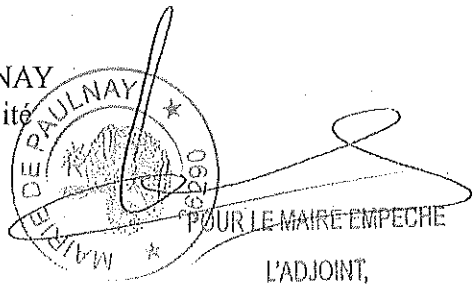
Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de PAULNAY, AZAY-LE-FERRON et SAINT-MICHEL-EN-BRENNE
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de PAULNAY
Nom, Prénom, Qualité



POUR LE MAIRE EMPECHE
L'ADJOINT,

B. GOULON

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1292 du 10/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-787 du 11/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur les routes départementales suivantes :
- n° 15 du PR 52+120 au PR 52+500
- n° 121 du PR 3+305 au PR 4+375
- n° 925 du PR 65+800 au PR 68+775
- n° 14B du PR 9+230 au PR 10+940
- n° 58 du PR 9+640 au PR 10+600 et du PR 12+170 au PR 13+610
- n° 58A du PR 0+000 au PR 1+253
- n° 24 du PR 9+935 au PR 11+625
à l'occasion d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de MÉZIÈRES-EN-BRENNE, SAULNAY et SAINTE-GEMME

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de MEZIERES-EN-BRENNE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS BURGUN présentée le 30 avril 2024,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-787 du 11/03/2024, du 18/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 17/07/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

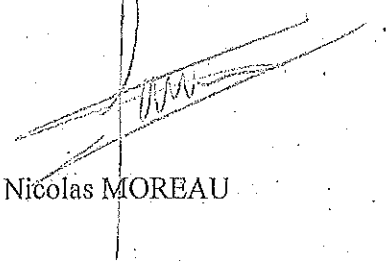
Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-787 du 11/03/2024 est prolongé du 18/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 17/07/2024.

Les travaux seront suspendus sur la RD n° 925 du 25/05/2024 au 27/05/2024 en raison du passage de la Flamme Olympique.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-787 du 11/03/2024 restent inchangés.

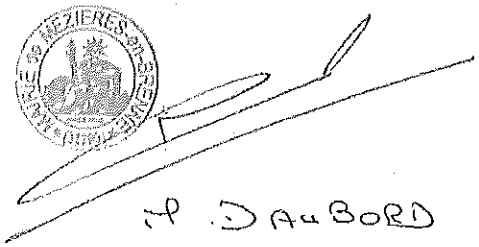
Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les Maires de MÉZIÈRES-EN-BRENNE, SAULNAY et SAINTE-GEMME
L'entreprise SAS BURGUN - Tél. : 06.48.92.47.56
Les Bases Routières de CHÂTILLON-SUR-INDRE et BUZANÇAIS
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

P/ Le Maire de MEZIERES-EN-BRENNE L'Adjoint
Nom, Prénom, Qualité



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1293 du 10/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 29 du PR 6+550 au PR 7+000, du 15 mai au 14 juillet 2024, à l'occasion de travaux génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de THENAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 30 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 29 du PR 6+550 au PR 7+000, du 15 mai au 14 juillet 2024, à l'occasion de travaux génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 15 mai au 14 juillet 2024, à l'occasion de travaux génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 29 du PR 6+550 au PR 7+000, commune de THENAY (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

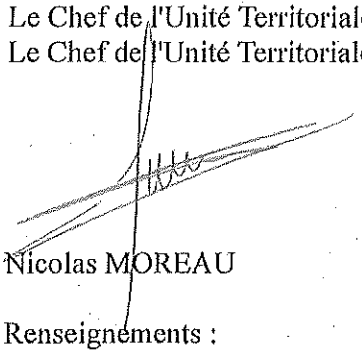
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de THENAY
L'entreprise AXIONE - Tél. : 07.64.31.62.74
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1294 du 10/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 27 du PR 24+300 au PR 25+000, du 17 mai au 16 juillet 2024, en raison du stationnement de nombreux véhicules en attente d'accès au Centre de Transmission de la Marine (CTM), commune de ROSNAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande du Centre de Transmission de la Marine (CTM) présentée le 02 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 27 du PR 24+300 au PR 25+000, du 17 mai au 16 juillet 2024, en raison du stationnement de nombreux véhicules en attente d'accès au Centre de Transmission de la Marine (CTM),

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 17 mai au 16 juillet 2024, en raison du stationnement de nombreux véhicules en attente d'accès au Centre de Transmission de la Marine (CTM), la circulation sera limitée à 50 km/h sur la route départementale n° 27 du PR 24+300 au PR 25+000, commune de ROSNAY (hors agglomération).

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Centre de Transmission de la Marine (CTM).

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de ROSNAY
Le Centre de Transmission de la Marine (CTM) - Tél. : 06.32.31.29.50
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1295 du 10/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 70 du PR 6+168 au PR 10+229, du 13/05/2024 au 07/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes de SAINT-AUBIN et SEGRY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'arrêté du 20 novembre 2023 du Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires nommant M. Philippe FAUCHET, en qualité de Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest, à compter du 1er décembre 2023,

Vu l'arrêté de M. LANXADE Thibault, Préfet de l'Indre, en date du 14 décembre 2023, portant délégation de signature à M. Philippe FAUCHET en matière de gestion et conservation du domaine routier national et exploitation des routes nationales,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Vu l'arrêté n° 2023-04-36 en date du 14 décembre 2023 du Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest donnant subdélégation de signature aux agents placés sous son autorité,

Vu la demande de SETEC présentée le 12/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 70 du PR 6+168 au PR 10+229, du 13/05/2024 au 07/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 07/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par SETEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 70 du PR 6+168 au PR 10+229, communes de SAINT-AUBIN et SEGRY.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 68 du PR 7+922 au PR 0+000,
- RD 918 du PR 18+096 au PR 18+000,
- RN 151 du PR 81+320 au PR 81+755,
- RD 9 du PR 12+158 au PR 5+003,
- RD 16 du PR 4+291 au PR 3+782,

communes de SAINT-AUBIN, CONDÉ, ISSOUDUN, CHOUDAY et SEGRY .

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par SETEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière d'ISSOUDUN.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINT-AUBIN, SEGRY, CONDÉ, ISSOUDUN et CHOUDAY
L'entreprise SETEC
La DIRCO
La Base Routière d'ISSOUDUN
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1296 du 10/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 128 du PR 3+368 au PR 9+879, du 15/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux de remblais d'accotements et d'enduits superficiels d'usure, commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande du Service Matériels et Travaux présentée le 19/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 128 du PR 3+368 au PR 9+879, du 15/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux de remblais d'accotements et d'enduits superficiels d'usure,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 15/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux de remblais d'accotements, réalisés par les Services du Département - Base Routière de VALENÇAY, et d'enduits superficiels d'usure, réalisés par le Service Matériels et Travaux, la circulation sur la route départementale n° 128 du PR 3+368 au PR 6+669 (**section 1**) et du PR 6+669 au PR 9+879 (**section 2**), commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY, sera réglementée selon les phases de chantier suivantes :

1) interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires)
2) limitée à 50 km/h à compter de l'achèvement des travaux d'enduits et jusqu'à la réalisation du balayage des rejets de granulats.

Les sections pour l'interdiction de circuler seront traitées de manière successive.

La route restera fermée la nuit qui suivra la réalisation de l'enduit.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de la **section 1**, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 960 du PR 47+582 au PR 51+507,
- RD 33 du PR 16+924 au PR 21+412,
- RD 22A du PR 2+790 au PR 5+102,
communes de VEUIL, LUÇAY-LE-MÂLE et VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY.

Pendant la durée de l'interdiction de la **section 2**, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 22A du PR 5+102 au PR 2+790,
- RD 33 du PR 21+412 au PR 24+480,
- RD 128 du PR 11+000 au PR 9+879,
commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY.

Article 3 :
La signalisation de chantier des travaux d'enduits superficiels d'usure nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Service Matériels et Travaux, chargé des travaux.

La signalisation de chantier des travaux de remblais d'accotements et de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière de VALENÇAY.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY, VEUIL et LUÇAY-LE-MÂLE
Le Service Matériels et Travaux
La Base Routière de VALENÇAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1297 du 10/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 80 du PR 0+647 au PR 2+552, du 13/05/2024 au 05/07/2024, à l'occasion de travaux d'élargissement (poutres de rives) et de réfection de la chaussée, communes de MONTIERCHAUME et DIORS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'arrêté du 20 novembre 2023 du Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires nommant M. Philippe FAUCHET, en qualité de Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest, à compter du 1er décembre 2023,

Vu l'arrêté de M. LANXADE Thibault, Préfet de l'Indre, en date du 14 décembre 2023, portant délégation de signature à M. Philippe FAUCHET en matière de gestion et conservation du domaine routier national et exploitation des routes nationales,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Vu l'arrêté n° 2023-04-36 en date du 14 décembre 2023 du Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest donnant subdélégation de signature aux agents placés sous son autorité,

Vu la demande de SETEC présentée le 19/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 80 du PR 0+647 au PR 2+552, du 13/05/2024 au 05/07/2024, à l'occasion de travaux d'élargissement (poutres de rives) et de réfection de la chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 13/05/2024 au 05/07/2024, à l'occasion de travaux d'élargissement (poutres de rives) et de réfection de la chaussée, réalisés par SETEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la route départementale n° 80 du PR 0+647 au PR 2+552, communes de MONTIERCHAUME et DIORS.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 80 du PR 0+647 au PR 0+000,
- RD 925 du PR 24+906 au PR 27+946,
- RD 96 du PR 0+000 au PR 3+443,
- RN 151 du PR 61+556 au PR 62+530,
- RD 80 du PR 4+252 au PR 2+552,

communes de DIORS et MONTIERCHAUME.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par SETEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département - Base Routière de CHÂTEAUROUX.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de DIORS et MONTIERCHAUME
L'entreprise SETEC
La Base Routière de CHÂTEAUROUX
La DIRCO
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX
Chateauroux Métropole -Hôtel de Ville-CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1298 du 14/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-822 du 14/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 62 du PR 0+000 au PR 3+280, à l'occasion de travaux de réalisation d'enrobés, commune de LUREUIL

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de LUREUIL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise COLAS présentée le 11 avril 2024,

Considérant que les travaux de réalisation d'enrobés n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-822 du 14/03/2024, du 18 mai au 18 juillet 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-822 du 14/03/2024 est prolongé du 18 mai au 18 juillet 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-822 du 14/03/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les Maires de LUREUIL et POULIGNY-SAINT-PIERRE
L'entreprise COLAS - Tél. : 06.60.70.26.49
La base routière de LE BLANC
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Le Maire de LUREUIL
Nom, Prénom, Qualité

MULTON Jean-M.
le Maire.

MAIRIE DE LUREUIL 36 (Indre)

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1299 du 14/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-786 du 11/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur les routes départementales suivantes :
- n° 58b du PR 0+000 au PR 2+785
- n° 58 du PR 0+000 au PR 3+194
- n° 18 du PR 14+704 au PR 16+865 et du PR 18+670 au PR 19+866
- n° 21 du PR 13+960 au PR 17+035 et du PR 12+536 au PR 13+000
- n° 15c du PR 1+635 au PR 3+015
- n° 15 du PR 44+760 au PR 45+150 et du PR 48+675 au PR 49+335
- n° 24 du PR 3+350 au PR 4+770
- n° 43 du PR 34+722 au PR 31+615
à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de VILLIERS, ARPHEUILLES, CLION-SUR-INDRE, SAULNAY, PAULNAY et SAINT-MICHEL-EN-BRENNE

Le Président du Conseil départemental
Le Maire de PAULNAY
Le Maire de VILLIERS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS BURGUN présentée le 30 avril 2024,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-786 du 11/03/2024, du 18 mai au 17 juillet 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-786 du 11/03/2024 est prolongé du 18 mai au 17 juillet 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-786 du 11/03/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les Maires de VILLIERS, ARPHEUILLES, CLION-SUR-INDRE, SAULNAY, PAULNAY et SAINT-MICHEL-EN-BRENNE
L'entreprise SAS BURGUN -Tél. : 06.48.92.47.56
Les Bases Routières de CHÂTILLON-SUR-INDRE et BUZANÇAIS
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

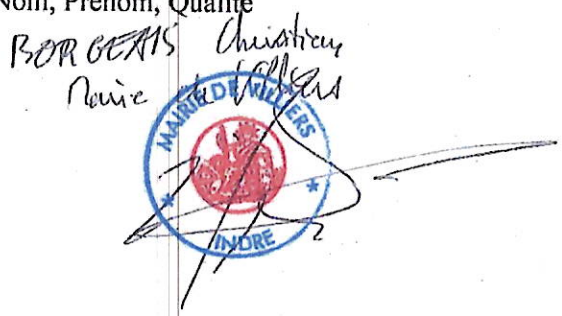
Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de PAULNAY
Nom, Prénom, Qualité



Le Maire de VILLIERS
Nom, Prénom, Qualité



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1300 du 14/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1077 du 12/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 20 du PR 29+638 au PR 35+573, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée en MBCF, communes de CHITRAY et NURET-LE-FERRON

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise COLAS présentée le 14 mai 2024,

Considérant que les travaux de réfection de chaussée en MBCF n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-1077 du 12/04/2024, du 18 au 31 mai 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-1077 du 12/04/2024 est prolongé du 18 au 31 mai 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-1077 du 12/04/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les Maires de CHITRAY, NURET-LE-FERRON, SAINT-GAULTIER et RIVARENNES
L'entreprise COLAS - Tél. : 06.67.34.12.71
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1301 du 14/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-861 du 18/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, à l'occasion des travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de NEUILLAY LES BOIS, LA CHAPELLE ORTHEMALE, MEOBECQ, SAINT LACTENCIN, ARGY et BUZANÇAIS

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BUZANÇAIS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS BURGUN présentée le 30 avril 2024,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-861 du 18/03/2024, du 18 mai au 17 juillet 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-861 du 18/03/2024 est prolongé du 18 mai au 17 juillet 2024.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

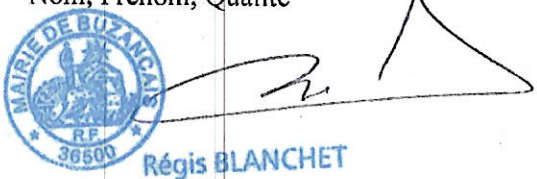
Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-861 du 18/03/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les Maires de NEUILLAY LES BOIS, LA CHAPELLE ORTHEMALE, MEOBECQ, SAINT LACTENCIN, ARGY et BUZANÇAIS
L'entreprise SAS BURGUN - Tél. : 06.48.92.47.56
La base routière de BUZANÇAIS
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Le Maire de BUZANCAIS
Nom, Prénom, Qualité



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1302 du 14/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-842 du 15/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de VENDOEUVRES et LA CHAPELLE-ORTHEMALE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS BURGUN présentée le 2 mai 2024,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-842 du 15/03/2024, du 18 mai au 17 juillet 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-842 du 15/03/2024 est prolongé du 18 mai au 17 juillet 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-842 du 15/03/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre .
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les Maires de VENDOEUVRES et LA CHAPELLE-ORTHEMALE
L'entreprise SAS BURGUN - Tél. : 06.48.92.47.56
La base routière de BUZANÇAIS
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1303 du 14/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 3 du PR 12+786 au PR 13+086, du 17 mai au 3 juin 2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau pour la fibre optique, commune de SAINT-AIGNY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SOCAVITE SAS présentée le 2 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 3 du PR 12+786 au PR 13+086, du 17 mai au 3 juin 2024, à l'occasion de travaux de remplacmeent d'un poteau pour la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 17 mai au 3 juin 2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau pour la fibre optique, réalisés par l'entreprise SOCAVITE SAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 3 du PR 12+786 au PR 13+086, commune de SAINT-AIGNY (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SOCAVITE SAS et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINT-AIGNY
L'entreprise SOCAVITE SAS - Tél. : 06.60.36.64.70
La base routière de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1304 du 14/05/2024

Portant réglementation de la circulation par interdiction aux véhicules affectés au transport de marchandises (sauf desserte locale) sur la route départementale n° 125 du PR 0+000 au PR 5+093, hors agglomération, communes de NEUILLAY-LES-BOIS et NIHERNE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Considérant la configuration de la route départementale (présence d'un ouvrage d'art), il est nécessaire d'interdire la circulation aux véhicules affectés au transport de marchandises (sauf desserte locale) sur la route départementale n° 125 du PR 0+000 au PR 5+093, hors agglomération, communes de NEUILLAY-LES-BOIS et NIHERNE,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
La circulation des véhicules affectés au transport de marchandises (sauf desserte locale) est interdite sur la route départementale n° 125 du PR 0+000 au PR 5+093, hors agglomération, communes de NEUILLAY-LES-BOIS et NIHERNE.

Article 2 :
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département.

Article 3 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

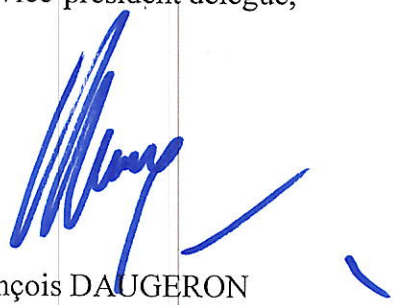
Article 4 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les Maires de NEUILLAY-LES-BOIS et NIHERNE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,



François DAUGERON

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1305 du 14/05/2024

Abrogeant l'arrêté n° 2024-D-1286 du 07/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 71 du PR 38+700 au PR 39+100, du 15/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de mise en place d'un échafaudage, commune de NERET

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de Monsieur Benoît JOUHANNEAU présentée le 07/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 71 du PR 38+700 au PR 39+100, du 15/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de mise en place d'un échafaudage,

Considérant que la restriction demandée dans l'article 1 a changé, il est nécessaire d'abroger l'arrêté n° 2024-D-1286 du 07/05/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-1286 du 07/05/2024 est abrogé.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Du 15/05/2024 au 30/06/2024, à l'occasion de travaux de mise en place d'un échafaudage, réalisés par Monsieur Benoît JOUHANNEAU, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 71 du PR 38+700 au PR 39+100, commune de NERET.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

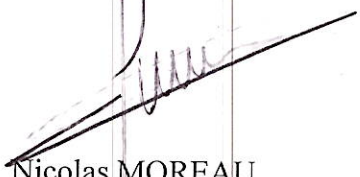
Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par Monsieur Benoît JOUHANNEAU, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de NERET
Monsieur Benoît JOUHANNEAU
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1306 du 14/05/2024

Portant changement du régime de priorité de la route départementale n° 27 au PR 90+034 à son intersection avec la voie communale, lieu-dit "Le Ribat", hors agglomération, commune de PAUDY

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de PAUDY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Considérant que l'intersection entre la voie communale, lieu-dit "Le Ribat" et la route départementale n° 27 au PR 90+034 est la seule pourvue d'un régime de priorité à droite sur l'itinéraire compris entre les communes de PAUDY et REUILLY,

Considérant que le changement de régime de priorité à cette intersection est de nature à améliorer la sécurité du carrefour,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
Tout véhicule circulant sur la voie communale, lieu-dit "Le Ribat", est tenu de marquer un temps d'arrêt "STOP" et doit laisser la priorité aux véhicules circulant sur la route départementale n° 27 au PR 90+034, commune de PAUDY.

Article 2 :
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département. Seul l'entretien des panneaux de pré-signalisation est à la charge de la collectivité gestionnaire de la voie sur laquelle ils sont implantés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

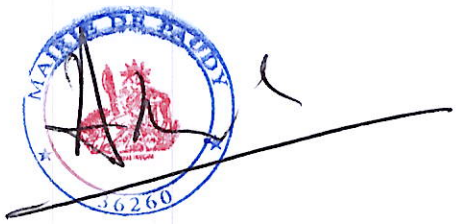
Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de PAUDY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,

François DAUGERON

Le Maire de PAUDY
Nom, Prénom, Qualité



Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1307 du 14/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-886 du 20/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de FONTGOMBAULT, SAUZELLES, SAINT-AIGNY et PREUILLY-LA-VILLE

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de SAUZELLES

Le Maire de SAINT-AIGNY

Le Maire de FONTGOMBAULT

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 22 avril 2024,

Considérant que les travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-886 du 20/03/2024, du 23/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 19/07/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-886 du 20/03/2024 est prolongé du 23/05/2024 au 24/05/2024 et du 28/05/2024 au 19/07/2024.

Les travaux seront supsendus du 25/05/2024 au 27/05/2024 en raison du passage de la Flamme Olympique

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-886 du 20/03/2024 restent inchangés.

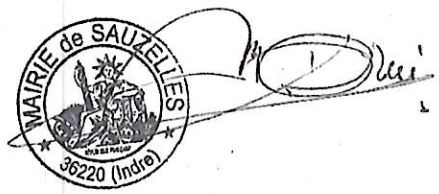
Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les maires de FONTGOMBAULT, SAUZELLES, SAINT-AIGNY et PREUILLY-LA-VILLE
L'entreprise AXIONE - Tél. : 06.60.90.54.22
La base routière de LE BLANC
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

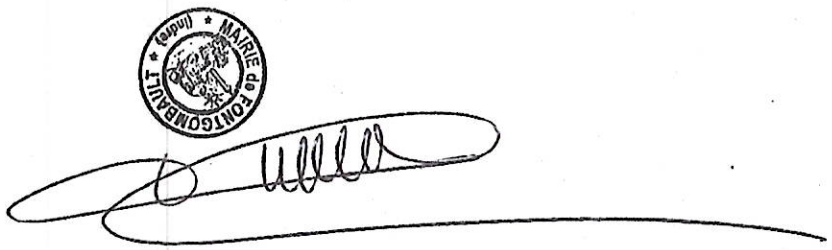
Le Maire de SAUZELLES
Nom, Prénom, Qualité
Martial DRU, Maire



Le Maire de SAINT-AIGNY
Nom, Prénom, Qualité
Jean - Louis CHÉZEAUX, Maire



Le Maire de FONTGOMBAULT
Nom, Prénom, Qualité



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1308 du 14/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 71 du PR 50+450 au PR 51+500, du 21/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux de renforcement BT, communes de LIGNEROLLES et PERASSAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SPIE CITYNETWORKS présentée le 25/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 71 du PR 50+450 au PR 51+500, du 21/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux de renforcement BT,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux de renforcement BT, réalisés par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 71 du PR 50+450 au PR 51+500, communes de LIGNEROLLES et PERASSAY.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de LIGNEROLLES et PERASSAY
L'entreprise SPIE CITYNETWORKS
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1309 du 14/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 38 du PR 7+170 au PR 7+770, du 20/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble BT et HTA ENEDIS, commune de BADECON-LE-PIN

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS LABRUX présentée le 03/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 38 du PR 7+170 au PR 7+770, du 20/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble BT et HTA ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 20/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble BT et HTA ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS LABRUX et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 38 du PR 7+170 au PR 7+770, commune de BADECON LE PIN.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS LABRUX et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de BADECON-LE-PIN
L'entreprise SAS LABRUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -

dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1310 du 14/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 12E du PR 0+000 au PR 5+757, du 21/05/2024 au 20/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes de SAINTE-FAUSTE et THIZAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'arrêté du 20 novembre 2023 du Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires nommant M. Philippe FAUCHET, en qualité de Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest, à compter du 1er décembre 2023,

Vu l'arrêté de M. LANXADE Thibault, Préfet de l'Indre, en date du 14 décembre 2023, portant délégation de signature à M. Philippe FAUCHET en matière de gestion et conservation du domaine routier national et exploitation des routes nationales,

Vu l'arrêté n° 2023-04-36 en date du 14 décembre 2023 du Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest donnant subdélégation de signature aux agents placés sous son autorité,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Vu l'avis favorable de Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest,

Vu la demande des Services du Département présentée le 25/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 12E du PR 0+000 au PR 5+757, du 21/05/2024 au 20/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 20/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires) sur la route départementale n° 12E du PR 0+000 au PR 5+757, communes de SAINTE-FAUSTE et THIZAY.

La durée d'intervention est estimée à 10 jours sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 12 du PR 31+531 au PR 37+466,
- RN 151 du 69+922 au PR 71+924,
- RD 82 du 9+499 au PR 7+498,
communes de SAINTE-FAUSTE, NEUVY-PAILLOUX et THIZAY.

Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière d'ISSOUDUN, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINTE-FAUSTE, THIZAY et NEUVY-PAILLOUX
La Base Routière d'ISSOUDUN
La DIRCO
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1311 du 14/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 8 du PR 9+850 au PR 20+765, du 21/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes de MOULINS-SUR-CEPHONS, GEHEE et JEU-MALOCHES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de SETEC présentée le 10/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 8 du PR 9+850 au PR 20+765, du 21/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par SETEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la route départementale n° 8 du PR 9+850 au PR 20+765, communes de MOULINS-SUR-CEPHONS, GEHEE et JEU-MALOCHES.

La durée des travaux est estimée à 3 semaines sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de circuler à **tous les véhicules y compris les Transports Exceptionnels**, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 8 du PR 20+765 au PR 25+849,
- RD 956 du PR 32+195 au PR 11+470,
- RD 960 du PR 41+453 au PR 54+096,
- RD 13 du PR 33+337 au PR 26+181,
- RD 8 du PR 2+281 au PR 9+850,

communes de MOULINS-SUR-CEPHONS, LEVROUX, BAUDRES, VICQ-SUR-NAHON, VALENÇAY, VEUIL, LUÇAY-LE-MÂLE, ECUEILLE et JEU-MALOCHES.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par SETEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département - Base Routière de LEVROUX.

La déviation et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge des services du Département - Base Routière de LEVROUX.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de GEHEE, MOULINS-SUR-CEPHONS, LEVROUX, BAUDRES, VICQ-SUR-NAHON, VALENÇAY, VEUIL, LUÇAY-LE-MÂLE, ECUEILLE et JEU-MALOCHES
L'entreprise SETEC
Les Bases Routières de LEVROUX et VALENÇAY
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1312 du 14/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 9A du PR 7+939 au PR 8+988, du 20/05/2024 au 14/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, commune de SAINT-GEORGES-SUR-ARNON

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de SAINT-GEORGES-SUR-ARNON

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'arrêté du 20 novembre 2023 du Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires nommant M. Philippe FAUCHET, en qualité de Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest, à compter du 1er décembre 2023,

Vu l'arrêté de M. LANXADE Thibault, Préfet de l'Indre, en date du 14 décembre 2023, portant délégation de signature à M. Philippe FAUCHET en matière de gestion et conservation du domaine routier national et exploitation des routes nationales,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Vu l'arrêté n° 2023-04-36 en date du 14 décembre 2023 du Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest donnant subdélégation de signature aux agents placés sous son autorité,

Vu l'avis favorable de la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest,

Vu la demande de SETEC présentée le 12/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 9A du PR 7+939 au PR 8+988, du 20/05/2024 au 14/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
Du 20/05/2024 au 14/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par SETEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 9A du PR 7+939 au PR 8+988, commune de SAINT-GEORGES-SUR-ARNON.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 9A du PR 8+988 au PR 9+041,
- RN 151 du PR 88+126 au PR 82+214,
- RD 8 du PR 54+671 au PR 59+394,
- RD 9A du PR 3+837 au PR 7+939,

communes de SAINT-GEORGES-SUR-ARNON, ISSOUDUN et CHOUDAY.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par SETEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière d'ISSOUDUN.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINT-GEORGES-SUR-ARNON, ISSOUDUN et CHOUDAY
L'entreprise SETEC
La DIRCO
La Base Routière d'ISSOUDUN
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de SAINT-GEORGES-SUR-ARNON
Nom, Prénom, Qualité

M. PALLAS Jacques, Marie

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1313 du 15/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 35 du PR 9+178 au PR 9+400, du 21/05/2024 au 21/07/2024, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS, commune de CHABRIS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de SEGEC présentée le 30/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 35 du PR 9+178 au PR 9+400, du 21/05/2024 au 21/07/2024, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 21/07/2024, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS, réalisés par SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 35 du PR 9+178 au PR 9+400, commune de CHABRIS.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par SEGEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CHABRIS
L'entreprise SEGEC
La Base Routière de VALENÇAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1314 du 15/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 93 du PR 6+723 au PR 9+000, du 21/05/2024 au 28/05/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage et compomac, commune de SACIERGES-SAINT-MARTIN

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 93 du PR 6+723 au PR 9+000, du 21/05/2024 au 28/05/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage et compomac,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 28/05/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage et compomac, réalisés par services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 93 du PR 6+723 au PR 9+000, commune de SACIERGES-SAINT-MARTIN.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 93 du PR 9+000 au PR 10+000, commune de SACIERGES-SAINT-MARTIN,
- RD 54 du PR 74+183 au PR 72+045, communes de SACIERGES-SAINT-MARTIN et SAINT-CIVRAN,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

- RD 46 du PR 42+098 au PR 48+045, communes de SAINT-CIVRAN et ROUSSINES,
- RD 10 du PR 50+276 au PR 45+272, communes de ROUSSINES et SACIERGES-SAINT-MARTIN.

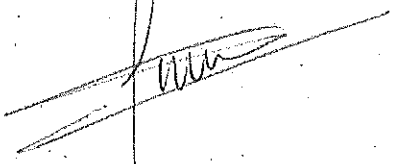
Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SACIERGES-SAINT-MARTIN, SAINT-CIVRAN et ROUSSINES
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1315 du 15/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 37 du PR 13+888 au PR 17+442, du 21/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux de remblais d'accotements et d'enduits superficiels d'usure, commune de ROUVRES-LES-BOIS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande du Service Matériels et Travaux présentée le 19/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 37 du PR 13+888 au PR 17+442, du 21/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux de remblais d'accotements et d'enduits superficiels d'usure,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 19/07/2024, à l'occasion des travaux de remblais d'accotements, réalisés par les Services du Département - Base Routière de VALENÇAY et d'enduits superficiels d'usure, réalisés par le Service Matériels et Travaux, la circulation sur la route départementale n° 37 du PR 13+888 au PR 17+442, commune de ROUVRES-LES-BOIS, sera réglementée selon les phases de chantier suivantes :

1) interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires)
2) limitée à 50 km/h à compter de l'achèvement des travaux d'enduits et jusqu'à la réalisation du balayage des rejets de granulats.

La route restera fermée la nuit qui suivra la réalisation de l'enduit.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de la phase 1, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 37 du PR 17+442 au PR 17+717,
- RD 34 du PR 17+1025 au PR 13+611,
- RD 956 du PR 24+344 au PR 18+577,
- RD 109 du PR 15+946 au PR 19+207,
- RD 37 du PR 13+095 au PR 13+888,

communes de ROUVRES-LES-BOIS, BAUDRES et VICQ-SUR-NAHON.

Article 3 :
La signalisation de chantier des travaux d'enduits superficiels d'usure nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Service Matériels et Travaux, chargé des travaux.

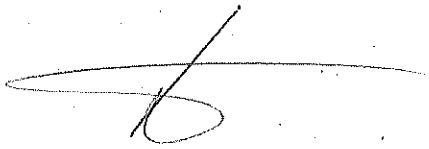
La signalisation de chantier des travaux de remblais d'accotements et de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière de VALENÇAY.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de ROUVRES-LES-BOIS, BAUDRES et VICQ-SUR-NAHON
Le Service Matériels et Travaux
Les Bases Routières de VALENÇAY et LEVROUX
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1316 du 15/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 74 du PR 20+875 au PR 21+025, du 21/05/2024 au 24/05/2024, à l'occasion de travaux d'installation d'une station hydrométrique, commune de JEU-LES-BOIS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des Services du Département - Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ruralité - Cellule Animation et Suivi des Travaux en Rivière présentée le 03/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 74 du PR 20+875 au PR 21+025, du 21/05/2024 au 24/05/2024, à l'occasion de travaux d'installation d'une station hydrométrique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 24/05/2024, à l'occasion de travaux d'installation d'une station hydrométrique, réalisés par la Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ruralité - Cellule Animation et Suivi des Travaux en Rivière et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 74 du PR 20+875 au PR 21+025, commune de JEU-LES-BOIS.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ruralité - Cellule Animation et Suivi des Travaux en Rivière et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de JEU-LES-BOIS
La Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ruralité - Cellule Animation et Suivi des Travaux en Rivière
La Base Routière d'ARDENTES
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1317 du 15/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée TRAIL DU GALET, le 18/05/2024, de 10:45 à 11:45, commune de CREVANT

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu la demande de Madame Mireille VILLEBASSE-GALLAND – COMITE DES FETES DE NOUZIERS présentée le 14/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée TRAIL DU GALET, le 18/05/2024, de 10:45 à 11:45,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée TRAIL DU GALET du 18/05/2024 de 10:45 à 11:45, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'une priorité de passage portée à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992, sur l'itinéraire suivant :
- RD 97 du PR 5+497 au PR 4+875, commune de CREVANT.

Les concurrents devront respecter les dispositions du code de la route, notamment l'article R.411-29 et suivants qui prévoient l'intervention de signaleurs en nombre suffisant et l'article R.412-9 qui précise que la circulation des véhicules s'effectue près du bord droit de la chaussée.

Le stationnement de tout véhicule dans les traverses d'agglomérations sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve.

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

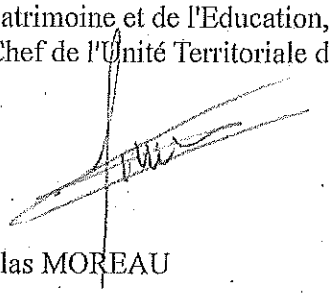
Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et la priorité qui s'y attache, ainsi que pour renseigner et diriger les usagers de la route.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CREVANT
Madame Mireille VILLEBASSE-GALLAND – COMITE DES FETES DE NOUZIERS
La préfecture de l'Indre
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1318 du 15/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 29 du PR 26+741 au PR 32+484, du 21/05/2024 au 21/06/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage, communes de CHAILLAC et BONNEUIL

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 29 du PR 26+741 au PR 32+484, du 21/05/2024 au 21/06/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 21/06/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage, réalisés par services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 29 du PR 26+741 au PR 32+484, communes de CHAILLAC et BONNEUIL.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 29 du PR 26+741 au PR 25+931, commune de CHAILLAC,
- RD 36 du PR 9+252 au PR 0+762, communes de CHAILLAC et TILLY,
- RD 44 du PR 47+020 au PR 51+469, communes de TILLY et BONNEUIL.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

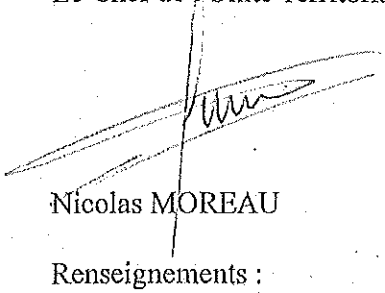
Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de CHAILLAC, BONNEUIL et TILLY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1319 du 15/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-865 du 18/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 36 du PR 20+106 au PR 20+658, du PR 21+301 au PR 22+512, du PR 24+275 au PR 24+921 et du PR 25+785 au PR 26+702, à l'occasion de travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique, commune de PARNAC

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de PARNAC

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 30/04/2024,

Considérant que les travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-865 du 18/03/2024, du 20/05/2024 au 20/06/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-865 du 18/03/2024 est prolongé du 20/05/2024 au 20/06/2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-865 du 18/03/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Le maire de PARNAC
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de PARNAC
Nom, Prénom, Qualité
Le Maire
Christine DEJOIE

MAIRIE de PARNAC 36 (Indre)

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1320 du 15/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 82 du PR 0+000 au PR 9+499, du 21/05/2024 au 27/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes d'ISSOUDUN, THIZAY et NEUVY-PAILLOUX

Le Président du Conseil départemental

Le Maire d'ISSOUDUN

Le Maire de THIZAY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'arrêté du 20 novembre 2023 du Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires nommant M. Philippe FAUCHET, en qualité de Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest, à compter du 1er décembre 2023,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Vu l'arrêté de M. LANXADE Thibault, Préfet de l'Indre, en date du 14 décembre 2023, portant délégation de signature à M. Philippe FAUCHET en matière de gestion et conservation du domaine routier national et exploitation des routes nationales,

Vu l'arrêté n° 2023-04-36 en date du 14 décembre 2023 du Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest donnant subdélégation de signature aux agents placés sous son autorité,

Vu l'avis favorable de la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest,

Vu la demande des Services du Département présentée le 18/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 82 du PR 0+000 au PR 9+499, du 21/05/2024 au 27/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 27/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 82 comme suit :
- **section 1** : du PR 0+000 au PR 7+498,
- **section 2** : du PR 7+498 au PR 9+499,
communes d'ISSOUDUN, THIZAY et NEUVY-PAILLOUX.

Les sections seront traitées de manière successive. La durée d'intervention est estimée à 5 jours sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de circuler de la **section 1** , la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 82 du PR 7+498 au PR 9+499,
- RN 151 du PR 71+924 au PR 80+440,
- RD 19 du PR 0+000 au PR 0+606,
communes de THIZAY, NEUVY-PAILLOUX, SAINT-AOUSTRILLE et ISSOUDUN.

Pendant la durée de l'interdiction de circuler de la **section 2** , la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RN 151 du PR 71+924 au PR 80+440,
- RD 19 du PR 0+000 au PR 0+606,
- RD 82 du PR 0+000 au PR 7+498,
communes de NEUVY-PAILLOUX, SAINT-AOUSTRILLE, ISSOUDUN et THIZAY.

Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière d'ISSOUDUN, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires d'ISSOUDUN, THIZAY, NEUVY-PAILLOUX et SAINT-AOUSTRILLE
La DIRCO
La Base Routière d'ISSOUDUN
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Le Maire d'ISSOUDUN
Nom, Prénom, Qualité

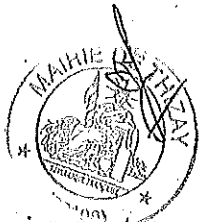


Le Maire,

André LAIGNEL

Le Maire de THIZAY
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire
Roland Bregeon



Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1321 du 15/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-841 du 15/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 5 du PR 9+225 au PR 15+000, à l'occasion de travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique, communes de PARNAC et MOUHET

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 30/04/2024,

Considérant que les travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-841 du 15/03/2024, du 20/05/2024 au 20/06/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

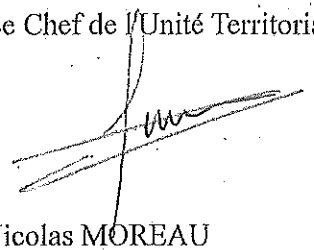
Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-841 du 15/03/2024 est prolongé du 20/05/2024 au 20/06/2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-841 du 15/03/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de

l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les maires de PARNAC et MOUHET
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1322 du 15/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-863 du 18/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 920 du PR 80+429 au PR 83+167 et du PR 83+594 au PR 84+200, à l'occasion de travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique, communes de VIGOUX et PARNAC

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de PARNAC

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 30/04/2024,

Considérant que les travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-863 du 18/03/2024, du 20/05/2024 au 20/06/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-863 du 18/03/2024 est prolongé du 20/05/2024 au 20/06/2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-863 du 18/03/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
226 Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les maires de VIGOUX et PARNAC
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36

Le CEI d'ARGENTON-SUR-CREUSE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de PARNAC
Nom, Prénom, Qualité
Le Maire
Christine DEJOIE

MAIRIE de PARNAC 36 (Indre)

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Agcorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1323 du 15/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-864 du 18/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 59 du PR 10+433 au PR 11+218, à l'occasion de travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique, commune de PARNAC

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de PARNAC

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 30/04/2024,

Considérant que les travaux de GC, AEOP pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-864 du 18/03/2024, du 20/05/2024 au 20/06/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-864 du 18/03/2024 est prolongé du 20/05/2024 au 20/06/2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-864 du 18/03/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Le maire de PARNAC
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre.

Nicolas MOREAU

Le Maire de PARNAC
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire
Christine DEJOIE

Mairie de PARNAC (36)

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1324 du 15/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-843 du 15/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de PALLUAU-SUR-INDRE et SAINT-GENOU

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise SAS BURGUN présentée le 30 avril 2024,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-843 du 15/03/2024, du 18 mai au 17 juillet 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-843 du 15/03/2024 est prolongé du 18 mai au 17 juillet 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-843 du 15/03/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les Maires de PALLUAU-SUR-INDRE et SAINT-GENOU
L'entreprise SAS BURGUN - Tél. : 06.48.92.47.56
La base routière de BUZANÇAIS
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes, par empêchement,
Le Chef du S.A.M.O,



Gilles JAMET

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1404 du 16/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 80 du PR 29+218 au PR 36+054 et du PR 36+650 au PR 40+165, du 20 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage, communes de NIHERNE et LUANT

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de VATAN,

Vu la demande de l'entreprise TEDO ELAGAGE présentée le 22 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 80 du PR 29+218 au PR 36+054 et du PR 36+650 au PR 40+165, du 20 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 20 mai au 19 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'élagage, réalisés par l'entreprise TEDO ELAGAGE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 80 du PR 29+218 au PR 36+054 et du PR 36+650 au PR 40+165, communes de NIHERNE et LUANT (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise TEDO ELAGAGE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

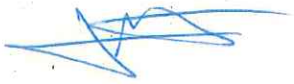
La longueur maximale de l'alternat B15 et C18 ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de NIHERNE et LUANT
L'entreprise TEDO ELAGAGE - Tél. : 06.75.74.82.42
La base routière de LE BLANC
L'UT de VATAN
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1405 du 16/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 129 du PR 6+900 au PR 7+200, du 03 juin au 02 août 2024, à l'occasion de travaux de terrassement devant un poste, commune de NURET-LE-FERRON

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS LABRUX présentée le 13 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 129 du PR 6+900 au PR 7+200, du 03 juin au 02 août 2024, à l'occasion de travaux de terrassement devant un poste,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 03 juin au 02 août 2024, à l'occasion de travaux de terrassement devant un poste, réalisés par l'entreprise SAS LABRUX et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 129 du PR 6+900 au PR 7+200, commune de NURET-LE-FERRON (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS LABRUX et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La longueur maximale de l'alternat ne devra pas excéder 150 m.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de NURET-LE-FERRON
L'entreprise SAS LABRUX - Tél. : 02.54.37.07.39
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1406 du 16/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 72 du PR 37+1145 au PR 42+646, du 28/05/2024 au 21/06/2024, à l'occasion de travaux de renforcement de voirie, communes de CUZION et ORSENNES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 72 du PR 37+1145 au PR 42+646, du 28/05/2024 au 21/06/2024, à l'occasion de travaux de renforcement de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 28/05/2024 au 21/06/2024, à l'occasion de travaux de renforcement de voirie, réalisés par les services du Département, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 72 du PR 37+1145 au PR 42+646, communes de CUZION et ORSENNES.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

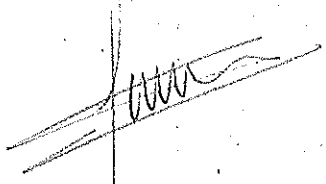
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de CUZION et ORSENNES
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -

dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1407 du 16/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 1 du PR 7+292 au PR 8+805, du 28 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux d'enrobés, commune de LA CHAPELLE-ORTHEMALE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des Services du Département présentée le 14 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 1 du PR 7+292 au PR 8+805, du 28 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux d'enrobés,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 28 mai au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux d'enrobés, réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires) sur la route départementale n° 1 du PR 7+292 au PR 8+805, commune de LA CHAPELLE-ORTHEMALE (hors agglomération).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 67A du PR 2+539 au PR 0+000, sur les communes de La Chapelle-Orthemale et Villedieu-sur-Indre
- RD 67 du PR 2+659 au PR 6+113, sur la commune de Villedieu-sur-Indre
- RD 27 du PR 51+614 au PR 45+561, sur les communes de Villedieu-sur-Indre et Neuillay-les-Bois
- RD 925 du PR 49+401 au PR 49+551, sur la commune de Neuillay-les-Bois
- RD 1E du PR 3+539 au PR 0+000, sur les communes de Neuillay-les-Bois et La Chapelle-Orthemale

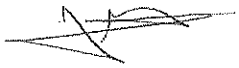
Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les Services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de LA CHAPELLE-ORTHEMALE, VILLEDIEU-SUR-INDRE et NEUILLAY-LES-BOIS
La base routière de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1408 du 16/05/2024

Portant réglementation de la circulation par limitation de la vitesse à 70 km/h sur la route départementale n° 12 du PR 40+390 au PR 41+240 dans les deux sens de circulation, hors agglomération, lieu-dit "Villefavant", commune de NEUVY-PAILLOUX

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Vu la demande du Maire de NEUVY-PAILLOUX,

Considérant la densité des constructions en traverse du hameau de "Villefavant", cette section de la RD 12, comprise entre la RN 151 et la RD 8 correspond à un environnement de type rase campagne avec peu d'accès particuliers, assure la transition entre le hameau "Villefavant" et l'agglomération de NEUVY-PAILLOUX, il est nécessaire de limiter la vitesse à 70 km/h sur la route départementale n° 12 du PR 40+390 au PR 41+240 dans les deux sens de circulation, hors agglomération, lieu-dit "Villefavant", commune de NEUVY-PAILLOUX

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
La circulation des véhicules sera limitée à 70 km/h sur la route départementale n° 12 du PR 40+390 au PR 41+240 dans les deux sens de circulation, hors agglomération, lieu-dit "Villefavant", commune de NEUVY-PAILLOUX.

Article 2 :
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département. Seul l'entretien des panneaux de pré-signalisation est à la charge de la collectivité gestionnaire de la voie sur laquelle ils sont implantés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Le Maire de NEUVY-PAILLOUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,

François DAUGERON

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1409 du 16/05/2024

Abrogeant l'arrêté n° 95-D-6175-Equip 382 SERBA/CDES du 06/12/1995, uniquement sur les voies désignées :
- VC n° 4 "Villesaison" au PR 38+840,
- VC n° 102 "Les Corneaux" au PR 40+750,
- VC n° 3 "Les Barreaux" au PR 40+790,

Portant changement du régime de priorité de la route départementale n° 12 à ses intersections avec les voies suivantes :
- VC n° 4 "Villesaison" au PR 38+840,
- VC n° 102 "Les Corneaux" au PR 40+750,
- VC n° 3 "Les Barreaux" au PR 40+790,
hors agglomération, commune de NEUVY-PAILLOUX

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de NEUVY-PAILLOUX

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Vu l'arrêté n° 95-D-6175-Equip 382 SERBA/CDES du 06/12/1995,

Considérant que l'harmonisation et la cohérence des régimes de priorité entre la route départementale n° 12 à ses intersections avec les voies suivantes :
- VC n° 4 "Villesaison" au PR 38+840,
- VC n° 102 "Les Corneaux" au PR 40+750,
- VC n° 3 "Les Barreaux" au PR 40+790,
sont de nature à améliorer la sécurité des usagers aux carrefours, commune de NEUVY-PAILLOUX

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Tout véhicule circulant sur les voies suivantes :
- VC n° 4 "Villesaison" au PR 38+840,
- VC n° 102 "Les Corneaux" au PR 40+750,
- VC n° 3 "Les Barreaux" au PR 40+790,
est tenu de marquer un temps d'arrêt "STOP" et doit laisser la priorité aux véhicules circulant sur la route départementale n° 12, commune de NEUVY-PAILLOUX.

Article 2 :
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département. Seul l'entretien des panneaux de pré-signalisation est à la charge de la collectivité gestionnaire de la voie sur laquelle ils sont implantés.

Article 3 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Le Maire de NEUVY-PAILLOUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,

François DAUGERON

Le Maire de NEUVY-PAILLOUX
Nom, Prénom, Qualité

DEVAU RETI
TRAIRE.

MAIRIE DE NEUVY-PAILLOUX (INDRE)

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1410 du 16/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 18 du PR 7+800 au PR 8+380, du 21 mai au 21 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur réseau d'assainissement, commune de CLION-SUR-INDRE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SGS FRANCE présentée le 06 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 18 du PR 7+800 au PR 8+380, du 21 mai au 21 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur réseau d'assainissement,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 21 mai au 21 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur réseau d'assainissement, réalisés par l'entreprise SGS FRANCE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 18 du PR 7+800 au PR 8+380, commune de CLION-SUR-INDRE (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SGS FRANCE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

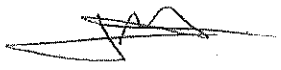
La longueur maximale de l'alternat ne doit pas excéder 150 m.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CLION-SUR-INDRE
L'entreprise SGS FRANCE - Tél. : 06.80.17.51.19
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1411 du 17/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 913 du PR 14+181 au PR 17+295, du 21/05/2024 au 26/05/2024 et du 28/05/2024 au 21/07/2024, à l'occasion de travaux de déploiement de la fibre optique, commune de BARAIZE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 06/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 913 du PR 14+181 au PR 17+295, du 21/05/2024 au 26/05/2024 et du 28/05/2024 au 21/07/2024, à l'occasion de travaux de déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 21/05/2024 au 26/05/2024 et du 28/05/2024 au 21/07/2024, à l'occasion de travaux de déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 913 du PR 14+181 au PR 17+295, commune de BARAIZE.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de BARAIZE
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1412 du 17/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-815 du 14/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 60 du PR 5+580 au PR 8+091, à l'occasion de travaux de rechargement d'accotement, commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande des Services du Département présentée le 16 mai 2024,

Considérant que les travaux de rechargement d'accotement n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-815 du 14/03/2024, du 19 mai au 19 juillet 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-815 du 14/03/2024 est prolongé du 19 mai au 19 juillet 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-815 du 14/03/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les Maires de LUREUIL et POULIGNY-SAINT-PIERRE
La base routière de LE BLANC
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1413 du 17/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 920 du PR 58+500 au PR 60+000, le 11 juin 2024, à l'occasion d'une formation sur la signalisation temporaire, commune de TENDU

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des Services du Département présentée le 06 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 920 du PR 58+500 au PR 60+000, le 11 juin 2024, à l'occasion d'une formation sur la signalisation temporaire,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Le 11 juin 2024, à l'occasion d'une formation sur la signalisation temporaire, organisée par les Services du Département, la circulation sera réglementée par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 920 du PR 58+500 au PR 60+000, commune de TENDU (hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de TENDU
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1414 du 17/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 59 du PR 7+1010 au PR 8+475 et du PR 7+800 au PR 7+1010, sur la rue de l'Église, sur la rue de la Font, sur l'allée des Acacias et sur la voie communale n° 1 (route de la Gare), le 16/06/2024 de 6h à 20h, à l'occasion d'une brocante, commune de SAINT-GILLES

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de SAINT-GILLES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de Monsieur Spike GROEN – Maire de SAINT-GILLES présentée le 25/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 59 du PR 7+1010 au PR 8+475 et du PR 7+800 au PR 7+1010, sur la rue de l'Église, sur la rue de la Font, sur l'allée des Acacias et sur la voie communale n° 1 (route de la Gare), le 16/06/2024 de 6h à 20h, à l'occasion d'une brocante,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
Le 16/06/2024 de 6h à 20h, à l'occasion de la brocante, organisée par la municipalité, la

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

circulation sera limitée à 30 km/h sur la route départementale n° 59 du PR 7+1010 au PR 8+475 et du PR 7+800 au PR 7+1010, sur la rue de l'Église, sur la rue de la Font, sur l'allée des Acacias et sur la voie communale n° 1 (route de la Gare), commune de SAINT-GILLES.

Le stationnement unilatéral sera organisé dans les secteurs les mieux adaptés aux configurations des lieux.
Des emplacements seront réservés pour faciliter le croisement de deux véhicules.

Article 2 :
Le 16/06/2024 de 6h à 20h, le stationnement sera interdit à tout véhicule, côté gauche, sur :
- la RD 59 du PR 7+800 au PR 7+1010, dans le sens RD 1 vers Saint-Gilles,
- la VC 1 (route de la Gare), sur 100 m dans le sens Saint-Gilles vers la RD 1,
commune de SAINT-GILLES.

Article 3 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de la manifestation.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINT-GILLES
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de SAINT-GILLES
Nom, Prénom, Qualité

GROEN Spike
Maire

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 - dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1415 du 17/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Prix du Comité des fêtes de CHASSENEUIL", le 23 juin 2024 de 14h30 à 18h00, commune de CHASSENEUIL-EN-BERRY

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de CHASSENEUIL-EN-BERRY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'AC CHASSENEUIL présentée le 16 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des concurrents, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Prix du Comité des fêtes de CHASSENEUIL", le 23 juin 2024 de 14h30 à 18h00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "Prix du Comité des fêtes de CHASSENEUIL" du 23 juin 2024 de 14h30 à 18h00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et imposer aux usagers de la route de circuler dans le sens de la course.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :
- RD 1a du PR 4+651 au PR 6+798
- VC 103 de la RD 1a à la VC 10
- VC 10 de la VC 103 à la RD 1
- RD 1 du PR 28+254 au PR 31+200

sur la commune de CHASSENEUIL-EN-BERRY (en et hors agglomération)

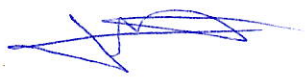
Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

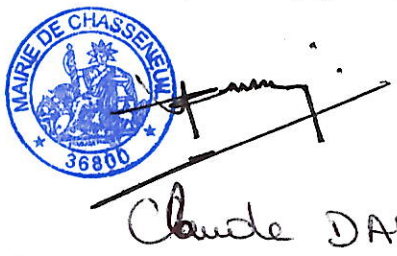
Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CHASSENEUIL-EN-BERRY
L'Amicale Cycliste de CHASSENEUIL
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Le Maire de CHASSENEUIL-EN-BERRY
Nom, Prénom, Qualité



Claude DAUZIER

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 - dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1416 du 17/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 40 du PR 12+920 au PR 20+345, du 1er juillet au 14 août 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes de VELLES et MOSNAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de VATAN,

Vu la demande de l'entreprise SETEC présentée le 08 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 40 du PR 12+920 au PR 20+345, du 1er juillet au 14 août 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 1er juillet au 14 août 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par l'entreprise SETEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la route départementale n° 40 du PR 12+920 au PR 20+345, communes de VELLES et MOSNAY.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, de la façon suivante, selon les besoins du chantier :

RD 40 barrée du PR 12+920 au PR 14+865 et déviée par :
- RD 40B du PR 0+000 au PR 6+951, sur les communes de Velles et Tendu
- RD 30 du PR 14+466 au PR 14+302, sur la commune de Tendu
- RD 920 du PR 57+961 au PR 51+002, sur les communes de Tendu et Velles
- RD 14 du PR 39+989 au PR 35+143, sur la commune de Velles
- RD 40 du PR 12+028 au PR 12+920, sur la commune de Velles

RD 40 barrée du PR 14+865 au PR 20+345 et déviée par :
- RD 40 du PR 20+345 au PR 22+821, sur les communes de Velles et Mosnay
- RD 927 du PR 30+079 au PR 38+524, sur les communes de Mosnay, Le Pêchereau et Saint-Marcel
- RD 920 du PR 63+819 au PR 57+961, sur les communes de Saint-Marcel et Tendu
- RD 30 du PR 14+302 au PR 14+466, sur la commune de Tendu
- RD 40B du PR 6+951 au PR 0+000, sur les communes de Tendu et Velles

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SETEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de VELLES, MOSNAY, LE PÊCHEREAU, SAINT-MARCEL et TENDU
L'entreprise SETEC - Tél. : 06.15.85.92.31
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
L'UT de VATAN
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1417 du 17/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales n° 917 du PR 8+296 au PR 8+985, n° 26 du PR 9+587 au PR 9+900 et n° 26b du PR 0+000 au PR 0+332, le 15/06/2024 de 6h à 18h, à l'occasion de la manifestation « Jour de fête des véhicules anciens et de la musique », commune de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de Monsieur Yves CLASTOT – Association Auto Moto Tracteur présentée le 11/03/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales n° 917 du PR 8+296 au PR 8+985, n° 26 du PR 9+587 au PR 9+900 et n° 26b du PR 0+000 au PR 0+332, le 15/06/2024 de 6h à 18h, à l'occasion de la manifestation « Jour de fête des véhicules anciens et de la

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

musique »,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
Le 15/06/2024 de 6h à 18h, à l'occasion de la manifestation « Jour de fête des véhicules anciens et de la musique », organisée par l'Association Auto Moto Tracteur, la circulation sera interdite à tout véhicule sur les routes départementales n° 917 du PR 8+296 au PR 8+985, n° 26 du PR 9+587 au PR 9+900 et n° 26b du PR 0+000 au PR 0+332, commune de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :

*** pour les poids lourds :**
- RD 917 du PR 8+296 au PR 3+470, commune de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE,
- RD 36 du PR 61+653 au PR 55+000, communes de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE et POULIGNY-SAINT-MARTIN,
- RD 940 du PR 9+973 au PR 7+148, communes de POULIGNY-SAINT-MARTIN et POULIGNY-NOTRE-DAME,
- RD 54 du PR 15+371 au PR 9+399, communes de POULIGNY-NOTRE-DAME et SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE,
- RD 26 du PR 8+874 au PR 9+585, commune de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE.

*** pour les véhicules légers :**
- RD 26e du PR 1+000 au PR 0+000,
- RD 26 du PR 10+830 au PR 9+900,
- RD 117 du PR 0+000 au PR 0+195,
- Rue du Saint Esprit (de la RD 117 à la RD 917),

commune de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE.

Article 3 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE, POULIGNY-SAINT-MARTIN et POULIGNY-NOTRE-DAME
Monsieur Yves CLASTOT – Association Auto Moto Tracteur
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
La sous-préfecture de LA CHÂTRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire,
François DAUGERON

MAIRIE DE SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE (Indre)

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1418 du 17/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 19 du PR 51+852 au PR 52+580, du 22/05/2024 au 22/07/2024, à l'occasion de travaux de raccordement ENEDIS, commune de SAINT-DENIS-DE-JOUHET

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SEGEC présentée le 07/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 19 du PR 51+852 au PR 52+580, du 22/05/2024 au 22/07/2024, à l'occasion de travaux de raccordement ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 22/05/2024 au 22/07/2024, à l'occasion de travaux de raccordement ENEDIS, réalisés par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 19 du du PR 51+852 au PR 52+580, commune de SAINT-DENIS-DE-JOUHET.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

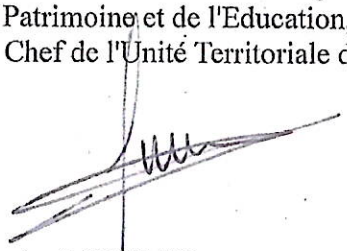
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINT-DENIS-DE-JOUHET
L'entreprise SEGEC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1419 du 17/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 53 du PR 16+832 au PR 21+890, du 24 mai au 20 juillet 2024, à l'occasion de travaux en régie virage béton, communes de SAINT-HILAIRE-SUR-BENAIZE, MAUVIÈRES et BÉLÂBRE,

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BÉLÂBRE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des Services du Département présentée le 3 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 53 du PR 16+832 au PR 21+890, du 24 mai au 20 juillet 2024, à l'occasion de travaux en régie virage béton,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Du 24 mai au 20 juillet 2024, à l'occasion de travaux en régie virage béton, réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 53 du PR 16+832 au PR 21+890, communes de SAINT-HILAIRE-SUR-BENAIZE, MAUVIÈRES (hors agglomération) et BÉLÂBRE (en et hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 88 du PR 16+000 au PR 13+1022, sur les communes de Saint-Hilaire-sur-Benaize et Mauvières
- RD 54 du PR 85+245 au PR 78+872, sur les communes de Mauvières et Bélâbre
- RD 927 du PR 73+10 au PR 73+549, sur la commune de Bélâbre

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les Services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINT-HILAIRE-SUR-BENAIZE, MAUVIÈRES et BÉLÂBRE
La base routière de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Le Maire de BÉLÂBRE
Nom, Prénom, Qualité
NEVIERE Alain, Adjoint



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1420 du 17/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée Championnats Régional de Cyclisme sur Route - Bonneuil, le 02/06/2024, de 06:00 à 20:00, communes de BONNEUIL, TILLY et CHAILLAC

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BONNEUIL

Le Maire de CHAILLAC

Le Maire de TILLY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de LE BLANC

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de la Haute-Vienne

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de la Vienne

Vu la demande de Monsieur Denis CLEMENT – Président du COMC présentée le 04/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée Championnats Régional de Cyclisme sur Route – Bonneuil, le 02/06/2024, de 06:00 à 20:00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
Pendant la course cycliste dénommée Championnats Régional de Cyclisme sur Route – Bonneuil du 02/06/2024 de 06:00 à 20:00, objet du présent arrêté et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, le stationnement et la circulation seront interdits dans les deux sens de circulation.

La course bénéficiera d'un usage privatif, elle emprunte l'itinéraire suivant :
- RD 29 du PR 34+650 au PR 35+090, commune de BONNEUIL,
- RD 44b du PR 5+000 au PR 0+000, communes de BONNEUIL et TILLY,
- RD 44 du PR 47+055 au PR 47+020, commune de TILLY,
- RD 36 du PR 0+762 au PR 6+820, communes de CHAILLAC et TILLY,
- VC entre la RD 36 et la RD 29, commune de CHAILLAC,
- RD 29 du PR 29+055 au PR 34+650, communes de CHAILLAC et BONNEUIL.

Article 2 :
La circulation sera déviée dans les 2 sens de circulation :
*** pour la RD 36 du PR 0+762 au PR 6+820, communes de TILLY et CHAILLAC par :**
- RD 44 du PR 44+020 au PR 38+528, communes de TILLY et LIGNAC,
- RD 32 du PR 46+995 au PR 45+242, commune de LIGNAC,
- RD 32b du PR 0+000 au PR 0+791, commune de LIGNAC,
- RD 53 du PR 4+941 au PR 0+000, communes de LIGNAC et CHAILLAC,
- RD 36 du PR 8+650 au PR 6+820, communes de CHAILLAC et TILLY.

*** pour la RD 29 du PR 35+090 au PR 29+055, communes de BONNEUIL et CHAILLAC par :**
- RD 29 du PR 29+055 au PR 25+931, communes de BONNEUIL et CHAILLAC,
- RD 36 du PR 9+252 au PR 8+650, commune de CHAILLAC,
- RD 53 du PR 4+941 au PR 0+000, communes de LIGNAC et CHAILLAC,
- RD 32b du PR 0+000 au PR 0+791, commune de LIGNAC,
- RD 32 du PR 46+995 au PR 45+242, commune de LIGNAC,
- RD 44 du PR 44+020 au PR 38+528, communes de TILLY et LIGNAC,
- RD 36 du PR 0+762 au PR 0+000, commune de TILLY,
- RD 121 du PR 21+037 au PR 23+138, commune de COULONGES (86),
- RD 123 du PR 3+597 au PR 6+846, commune de COULONGES (86),
- RD 7 du PR 49+862 au PR 51+733, commune de LUSSAC-LES-EGLISES (87),

- RD 105 du PR 11+624 au PR 16+480, communes de SAINT-MARTIN-LE-MAULT et LUSSAC-LES-EGLISES (87),
- RD 24 du PR 30+926 au PR 31+496, commune de SAINT-MARTIN-LE-MAULT (87),
- RD 29 du PR 36+271 au PR 35+090, commune de BONNEUIL.

Article 3 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et la priorité qui s'y attache, ainsi que pour renseigner et diriger les usagers de la route.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. Le Directeur général des services et aux responsables des services départementaux de la Haute-Vienne et de la Vienne,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre, de la Haute-Vienne et de la Vienne,
Les maires de BONNEUIL, TILLY, CHAILLAC, LIGNAC, COULONGES, SAINT-MARTIN-LE-MAULT et LUSSAC-LES-EGLISES,
Monsieur Denis CLEMENT – Président du COMC
La sous-préfecture de LE BLANC
l'UT de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de BONNEUIL
Nom, Prénom, Qualité le Maire, DIEZ POMMARES Robert.

MAIRIE DE BONNEUIL * 36 (Indre) *

Le Maire de CHAILLAC
Nom, Prénom, Qualité

Stéphane CAILLARD
2ème Adjoint
Par délégation du Maire

Le Maire de TILLY
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire de TILLY
Nom, Prénom, Qualité
HAUSSIRE Guylène, Maire



Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1427 du 21/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 36 du PR 43+000 au PR 43+715, du 27/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble BT et HTA ENEDIS, communes de SAINT-PLANTAIRE et ORSENNES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS LABRUX présentée le 15/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 36 du PR 43+000 au PR 43+715, du 27/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble BT et HTA ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 27/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble BT et HTA ENEDIS, réalisés par l'entreprise SAS LABRUX et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 36 du PR 43+000 au PR 43+715, communes de SAINT-PLANTAIRE et ORSENNES.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS LABRUX et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

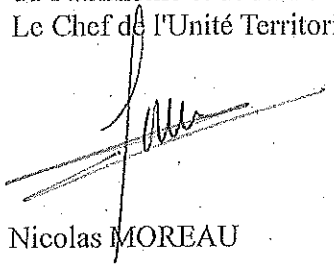
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINT-PLANTAIRE et ORSENNES
L'entreprise SAS LABRUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1428 du 21/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 33 du PR 9+246 au PR 14+197, du 22/05/2024 au 31/05/2024, à l'occasion de travaux d'abattage et de débardage de chênes, communes de LUÇAY-LE-MÂLE et JEU-MALOCHES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de la SCI de l'Allemandière présentée le 02/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 33 du PR 9+246 au PR 14+197, du 22/05/2024 au 31/05/2024, à l'occasion de travaux d'abattage et de débardage de chênes,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 22/05/2024 au 31/05/2024, à l'occasion de travaux d'abattage et de débardage de chênes, réalisés par la SCI de l'Allemandière et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de services publics) sur la route départementale n° 33 du PR 9+246 au PR 14+197, communes de LUÇAY-LE-MÂLE et JEU-MALOCHES.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, aucune déviation ne sera mise en place.

Article 3 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la SCI de l'Allemandière et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de LUÇAY-LE-MÂLE et JEU-MALOCHES
La SCI de l'Allemandière
La Base Routière de VALENÇAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1429 du 21/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée « course cyclosport à CELON », le 20/07/2024, de 14:00 à 18:00, commune de CELON

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de CELON

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu la demande de Madame Isabelle PASQUET – US ARGENTON CYCLISME présentée le 30/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée « course cyclosport à CELON », le 20/07/2024, de 14:00 à 18:00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée « course cyclosport à CELON » le 20/07/2024 de 14:00 à 18:00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et imposer aux usagers de la route de circuler dans le sens de la course.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :
- VC 1us1 entre la Mairie et la RD 920,
- RD 920 du PR 74+413 au PR 74+153,
- VC 3 entre la RD 920 et la VC 11,
- VC 11 entre la VC 3 et la VC 6s3,
- VC 6s3 entre la VC 11 et la VC 6s2,
- RD 920 (en traversée) au PR 72+670,
- VC 6s2 entre la VC 6s3 et la RD 54,
- RD 54 du PR 58+222 au PR 62+131,
- VC 1us1 entre la RD 54 et la Mairie,

commune de CELON.

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Article 3 :
La route départementale n° 920 servant d'itinéraire de délestage à l'autoroute A20, l'épreuve sportive pourra être arrêtée à tout moment en cas d'événement sur l'autoroute

nécessitant de transférer son trafic sur la route départementale n° 920.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CELON
Madame Isabelle PASQUET - US ARGENTON CYCLISME
Le CEI d'ARGENTON-SUR-CREUSE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Le Maire de CELON
Nom, Prénom, Qualité



Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 - dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1430 du 21/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 80 du PR 16+097 au PR 17+959, du 29/05/2024 au 26/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, communes de SAINT-MAUR et VINEUIL

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande du Service Matériels et Travaux présentée le 15/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 80 du PR 16+097 au PR 17+959, du 29/05/2024 au 26/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 29/05/2024 au 26/07/2024, à l'occasion des travaux d'enduits superficiels d'usure, réalisés par le Service Matériels et Travaux, la circulation sur la route départementale n° 80 du PR 16+097 au PR 17+959, communes de SAINT-MAUR et VINEUIL, sera réglementée selon les phases de chantier suivantes :

1) interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public)
2) limitée à 50 km/h à compter de l'achèvement des travaux d'enduits et jusqu'à la réalisation du balayage des rejets de granulats.

La durée des travaux est estimée à une semaine sur la période et la route restera fermée la nuit qui suivra la réalisation de l'enduit.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de la phase 1, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 956 du PR 46+054 au PR 49+318,
- RD 64 du PR 2+000 au PR 6+654,
communes de DÉOLS et SAINT-MAUR.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Service Matériels et Travaux, chargés des travaux.

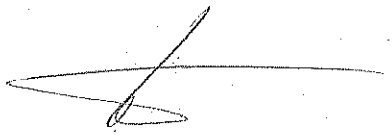
La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département - Base Routière de CHÂTEAUROUX.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
M. le Directeur de La Police Nationale
Les maires de VINEUIL, SAINT-MAUR et DÉOLS
Le Service Matériels et Travaux
Les Bases Routières de CHÂTEAUROUX et LEVROUX
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX
Chateauroux Métropole -Hôtel de Ville-CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1431 du 21/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les voies suivantes :
- RD n° 52 du PR 19+125 au PR 19+336,
- VC n° 6, de part et d'autre du carrefour de la RD n° 52 au PR 19+336 sur 125 m,
les 31 mai, 01, 02, 06, 07, 08, 13, 14 et 15 juin 2024, à l'occasion de manifestations culturelles à la ferme de Bellevue, commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'Association Caméléon Production présentée le 27/03/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les voies suivantes :
- RD n° 52 du PR 19+125 au PR 19+336,
- VC n° 6, de part et d'autre du carrefour de la RD n° 52 au PR 19+336 sur 125 m,
les 31 mai, 01, 02, 06, 07, 08, 13, 14 et 15 juin 2024, à l'occasion de manifestations culturelles à la ferme de Bellevue,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Les 31 mai, 01, 02, 06, 07, 08, 13, 14 et 15 juin 2024, à l'occasion de manifestations culturelles à la ferme de Bellevue, organisées par l'Association Caméléon Production, la circulation sera limitée à 50 km/h sur les voies suivantes :
- RD n° 52 du PR 19+125 au PR 19+336,
- VC n° 6, de part et d'autre du carrefour de la RD n° 52 au PR 19+336 sur 125 m,
commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY.

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs des manifestations.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY
L'association Caméléon Production
La Base Routière de VALENÇAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY
Nom, Prénom, Qualité

Segret Joky 2ème Adj

Mairie de Villentrois-Faverolles-en-Berry * 36 (Indre) *

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 - dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1441 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 38 du PR 19+377 au PR 19+743, le 26/05/2024, à l'occasion de travaux de pose d'une croix, commune de CLUIS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de Monsieur le Maire de CLUIS présentée le 16/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 38 du PR 19+377 au PR 19+743, le 26/05/2024, à l'occasion de travaux de pose d'une croix,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Le 26/05/2024, à l'occasion de la pose d'une croix, réalisés par SOS CALVAIRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera neutralisée dans le sens RD 990 vers Mouhers sur la route départementale n° 38 du PR 19+377 au PR 19+743, commune de CLUIS.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans le sens RD 990 vers Mouhers par :
- RD 990 du PR 31+457 au PR 31+240,

- VC 109,
commune de CLUIS.

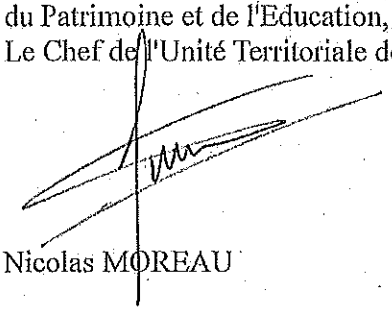
Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les services techniques de la commune et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CLUIS
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1442 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 19 du PR 58+351 au PR 59+050, du 31/05/2024 au 15/06/2024, à l'occasion de travaux de réalisation d'un branchement d'eau potable, commune de LA BUXERETTE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de le SIAEP DE L'AUZON présentée le 16/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 19 du PR 58+351 au PR 59+050, du 31/05/2024 au 15/06/2024, à l'occasion de travaux de réalisation d'un branchement d'eau potable,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 31/05/2024 au 15/06/2024, à l'occasion de travaux de réalisation d'un branchement d'eau potable, réalisés par le SIAEP DE L'AUZON et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 19 du PR 58+351 au PR 59+050, commune de LA BUXERETTE.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le SIAEP DE L'AUZON et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

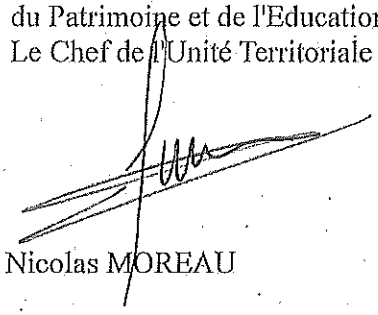
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de LA BUXERETTE
Le SIAEP DE L'AUZON
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1443 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 42 du PR 15+850 au PR 16+000, du 27/05/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'une vanne sur une canalisation d'eau potable, commune d'ARTHON

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SARL COLLAS Pierre présentée le 07/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 42 du PR 15+850 au PR 16+000, du 27/05/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'une vanne sur une canalisation d'eau potable,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 27/05/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux de remplacement d'une vanne sur une canalisation d'eau potable, réalisés par l'entreprise SARL COLLAS Pierre et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 42 du PR 15+850 au PR 16+000, commune d'ARTHON.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée des travaux est estimée à 2 jours sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SARL COLLAS Pierre et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

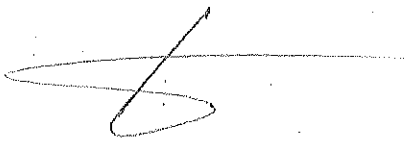
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire d'ARTHON
L'entreprise SARL COLLAS Pierre
La Base Routière de CHÂTEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX
Chateauroux Métropole -Hôtel de Ville-CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1444 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 40 du PR 13+600 au PR 13+750, du 27/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de terrassement pour l'installation d'un regard de sectorisation, commune de VELLES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de LE BLANC,

Vu la demande de l'entreprise SARL COLLAS Pierre présentée le 23/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 40 du PR 13+600 au PR 13+750, du 27/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de terrassement pour l'installation d'un regard de sectorisation,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 27/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de terrassement pour l'installation d'un regard de sectorisation, réalisés par l'entreprise SARL COLLAS Pierre et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 40 du PR 13+600 au PR 13+750, commune de VELLES.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée des travaux est estimée à 1 semaine sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SARL COLLAS Pierre et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

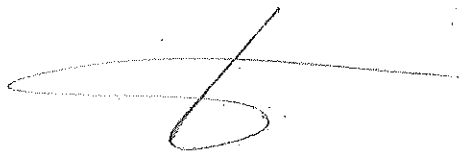
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de VELLES
L'entreprise SARL COLLAS Pierre
La Base Routière de CHÂTEAUROUX
L'Unité Territoriale de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1445 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Triathlon Championnat de France et Triathlon Harmonie Mutuelle Open de Bellebouche", le 25 mai 2024, de 09h30 à 13h30, communes de MÉZIÈRES-EN-BRENNE et VENDOEUVRES

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de MEZIERES-EN-BRENNE

Le Maire de VENDOEUVRES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande du Triathlon Club Châteauroux Métropole 36 présentée le 22 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Triathlon Championnat de France et Triathlon Harmonie Mutuelle Open de Bellebouche", le 25 mai 2024, de 09h30 à 13h30,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "Triathlon Championnat de France et Triathlon Harmonie Mutuelle Open de Bellebouche" du 25 mai 2024, de09h30 à 13h30, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et imposer aux usagers de la route de circuler dans le sens de la course.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :
- VC n° 2, sur la commune de Mézières-en-Brenne
- RD 925 du PR 64+725 au PR 60+455, sur les communes de Mézières-en-Brenne et Vendoeuvres
- RD 24 du PR 19+571 au PR 21+685, sur la commune de Vendoeuvres
- VC n° 21 de la RD 24 au PR 21+685 à la RD 21 au PR 28+970, sur la commune de Vendoeuvres
- RD 21 du PR 28+970 au PR 24+031, sur les communes de Vendoeuvres et Mézières-en-Brenne
- RD 14B du PR 4+372 au PR 6+694, sur la commune de Mézières-en-Brenne
- VC n° 1 de la RD 14B au PR 6+694 à la RD 925 au PR 67+455, sur la commune de Mézières-en-Brenne
- RD 925 du PR 67+455 au PR 64+725, sur la commune de Mézières-en-Brenne

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de MÉZIÈRES-EN-BRENNE et VENDOEUVRES
Le Triathlon Club Châteauroux Métropole 36
Les Bases Routières de CHÂTILLON-SUR-INDRE et BUZANÇAIS
La préfecture de l'Indre
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Le Maire de MEZIERES-EN-BRENNE
Nom, Prénom, Qualité

Pour le Maire, l'Adjoint
Michel BAUBERD

Le Maire de VENDOEUVRES
Nom, Prénom, Qualité
Pour le Maire
L'Adjoint délégué,
Mme Nicole DEVAUX

MAIRIE de VENDOEUVRES (Indre)

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1446 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 28+415 au PR 29+134, du 28/05/2024 au 25/06/2024, à l'occasion de travaux d'installation d'une clôture, commune de MAILLET

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de l'UT de LE BLANC

Vu la demande de Monsieur Thierry LE PELTIER présentée le 07/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 28+415 au PR 29+134, du 28/05/2024 au 25/06/2024, à l'occasion de travaux d'installation d'une clôture,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 28/05/2024 au 25/06/2024, à l'occasion de travaux d'installation d'une clôture, réalisés par Monsieur Thierry LE PELTIER, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 927 du PR 28+415 au PR 29+134, commune de MAILLET.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par Monsieur Thierry LE PELTIER, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

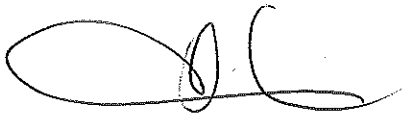
Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de MAILLET

UT de LE BLANC
Monsieur Thierry LE PELTIER
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1447 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 940 du PR 0+000 au PR 1+250, du 28/05/2024 au 27/07/2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique, communes de SAZERAY et POULIGNY-NOTRE-DAME

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 13/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 940 du PR 0+000 au PR 1+250, du 28/05/2024 au 27/07/2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 28/05/2024 au 27/07/2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 940 du PR 0+000 au PR 1+250, communes de SAZERAY et POULIGNY-NOTRE-DAME.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,

M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAZERAY et POULIGNY-NOTRE-DAME
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1448 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales :
- n° 25 du PR 8+474 au PR 8+509, du PR 9+506 au PR 9+717, du PR 9+986 au PR 10+014, du PR 10+092 au PR 10+374, du PR 11+417 au PR 11+676 et du PR 12+315 au PR 12+384,
- n° 13 du PR 56+692 au PR 56+746 et du PR 57+237 au PR 57+272,
- n° 16 du PR 24+652 au PR 24+977,
- n° 31 du PR 12+315 au PR 12+384,
- n° 31A du PR 1+484 au PR 1+537,
du 27/05/2024 au 27/07/2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de BAGNEUX et SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BAGNEUX

Le Maire de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande d'AXIONE présentée le 30/04/2024,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales :
- n° 25 du PR 8+474 au PR 8+509, du PR 9+506 au PR 9+717, du PR 9+986 au PR 10+014, du PR 10+092 au PR 10+374, du PR 11+417 au PR 11+676 et du PR 12+315 au PR 12+384,
- n° 13 du PR 56+692 au PR 56+746 et du PR 57+237 au PR 57+272,
- n° 16 du PR 24+652 au PR 24+977,
- n° 31 du PR 12+315 au PR 12+384,
- n° 31A du PR 1+484 au PR 1+537,
du 27/05/2024 au 27/07/2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
Du 27/05/2024 au 27/07/2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur les routes départementales :
- n° 25 du PR 8+474 au PR 8+509, du PR 9+506 au PR 9+717, du PR 9+986 au PR 10+014, du PR 10+092 au PR 10+374, du PR 11+417 au PR 11+676 et du PR 12+315 au PR 12+384,
- n° 13 du PR 56+692 au PR 56+746 et du PR 57+237 au PR 57+272,
- n° 16 du PR 24+652 au PR 24+977,
- n° 31 du PR 12+315 au PR 12+384,
- n° 31A du PR 1+484 au PR 1+537,
communes de BAGNEUX et SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h, voire 30 km/h sur section limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

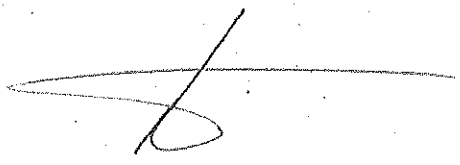
L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

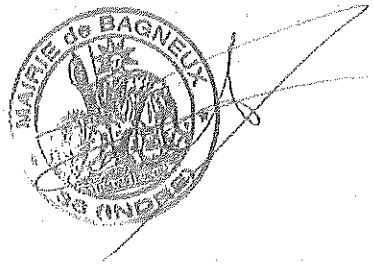
Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de BAGNEUX et SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE
L'entreprise AXIONE
La Base Routière de VALENÇAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

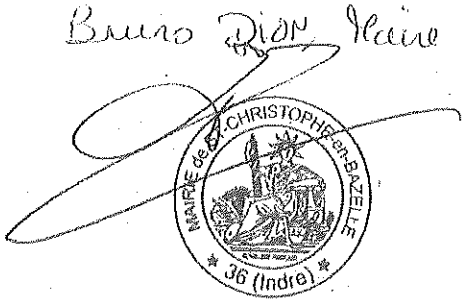


Laurent LÉGER

Le Maire de BAGNEUX
Nom, Prénom, Qualité
Petit Michel Maire



Le Maire de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE
Nom, Prénom, Qualité
Bruno Rion Maire



Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1449 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales :
- n° 40 du PR 2+410 au PR 2+834, du PR 5+152 au PR 5+355, du PR 8+350 au PR 11+070, du PR 13+180 au PR 13+250, du PR 13+410 au PR 13+800, du PR 14+830 au PR 15+350 et du PR 15+630 au PR 17+000,
- n° 14 du PR 33+200 au PR 33+280,
du 28/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux d'élagage d'arbres sous réseaux électriques HTA, communes de CHATEAUROUX, LE POINÇONNET et VELLES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de LE BLANC,

Vu la demande de l'entreprise TEDO ELAGAGE présentée le 22/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales :
- n° 40 du PR 2+410 au PR 2+834, du PR 5+152 au PR 5+355, du PR 8+350 au PR 11+070, du PR 13+180 au PR 13+250, du PR 13+410 au PR 13+800, du PR 14+830 au PR 15+350 et du PR 15+630 au PR 17+000,
- n° 14 du PR 33+200 au PR 33+280,
du 28/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux d'élagage d'arbres sous réseaux électriques HTA,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 28/05/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux d'élagage d'arbres sous réseaux électriques HTA, réalisés par l'entreprise TEDO ELAGAGE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur les routes départementales :
- n° 40 du PR 2+410 au PR 2+834, du PR 5+152 au PR 5+355, du PR 8+350 au PR 11+070, du PR 13+180 au PR 13+250, du PR 13+410 au PR 13+800, du PR 14+830 au PR 15+350 et du PR 15+630 au PR 17+000,
- n° 14 du PR 33+200 au PR 33+280,
communes de CHATEAUROUX, LE POINÇONNET et VELLES.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise TEDO ELAGAGE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Pour la RD 40 du PR 2+410 au PR 2+834, l'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

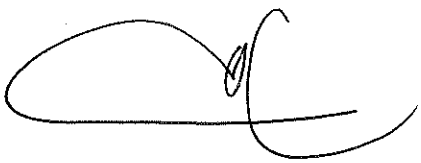
Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
M. le Directeur de la Police Nationale
Les maires de CHATEAUROUX, LE POINÇONNET et VELLES
L'entreprise TEDO ELAGAGE
La Base Routière de CHÂTEAUROUX
L'Unité Territoriale de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX
Chateauroux Métropole -Hôtel de Ville-CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1450 du 23/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales :
- n° 943 du PR 72+250 au PR 74+600
- n° 11 du PR 27+450 au PR 28+400
- échangeur "1E" de la RD 11 au PR 27+741 à la RD 943 au PR 72+896
- échangeur "1S" de la RD 943 au PR 72+567 à la RD 11 au PR 27+719
- échangeur "2E" de la RD 11 au PR 27+913 à la RD 943 au PR 72+717
- échangeur "2S" de la RD 943 au PR 73+006 à la RD 11 au PR 27+932
du 28 mai au 5 juillet 2024, à l'occasion de travaux de rabotage et d'enrobés, commune de BUZANÇAIS

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BUZANÇAIS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise SETEC présentée le 8 avril 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales :
- n° 943 du PR 72+250 au PR 74+600
- n° 11 du PR 27+450 au PR 28+400
- échangeur "1E" de la RD 11 au PR 27+741 à la RD 943 au PR 72+896
- échangeur "1S" de la RD 943 au PR 72+567 à la RD 11 au PR 27+719
- échangeur "2E" de la RD 11 au PR 27+913 à la RD 943 au PR 72+717
- échangeur "2S" de la RD 943 au PR 73+006 à la RD 11 au PR 27+932
du 28 mai au 5 juillet 2024, à l'occasion de travaux de rabotage et d'enrobés,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Du 28 mai au 5 juillet 2024, à l'occasion de travaux de rabotage et d'enrobés, réalisés par l'entreprise SETEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante, selon les besoins du chantier :

- par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 943 du PR 72+250 au PR 74+600, commune de BUZANÇAIS (en et hors agglomération) ;

- par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 11 du PR 28+400 au PR 27+450, commune de BUZANÇAIS (en et hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h (en agglomération) et à 50 km/h (hors agglomération).

- par interdiction de circuler à tout véhicule sur :
- échangeur "1E" de la RD 11 au PR 27+741 à la RD 943 au PR 72+896
- échangeur "1S" de la RD 943 au PR 72+567 à la RD 11 au PR 27+719
- échangeur "2E" de la RD 11 au PR 27+913 de la RD 943 au PR 72+717
- échangeur "2S" de la RD 943 au PR 73+006 à la RD 11 au PR 27+932
commune de BUZANÇAIS (en et hors agglomération).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, de la façon suivante, selon les besoins du chantier :

Echangeurs "1E", " 2E", "1S" et "2S" barrés et déviés par :
Pour les VL et PL :
- RD 943 du PR 72+567 au PR 74+246
- RD 138 du PR 4+239 au PR 3+140
- RD 1 du PR 0+000 au PR 0+446
- RD 11 du PR 27+450 au PR 27+937
sur la commune de Buzançais.

Pour les TE :
- RD 11 du 27+724 au PR 37+118, sur les communes de Buzançais et Vendoeuvres
- RD 925 du PR 58+515 au PR 83+960, sur les communes de Vendoeuvres, Mézières-en-Brenne, Paulnay et Azay-le-Ferron
- RD 975 du PR 22+533 au PR 5+950, sur les communes d'Azay-le-Ferron, Obterre, Murs et Châtillon-sur-Indre
- RD 943 du PR 95+495 au PR 72+896, sur les communes de Châtillon-sur-Indre, Clion-sur-Indre, Palluau-sur-Indre, Saint-Genou et Buzançais

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SETEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département.

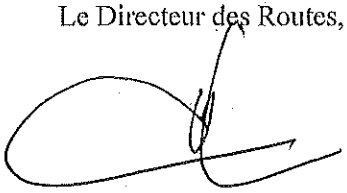
L'alternat, la déviation et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

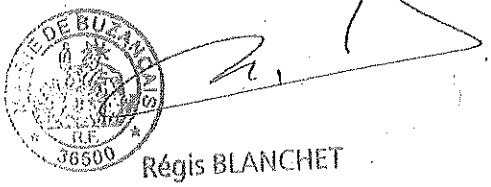
Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de BUZANÇAIS, VENDOEUVRES, MÉZIÈRES-EN-BRENNE, PAULNAY, AZAY-LE-FERRON, OBTERRE, MURS, CHÂTILLON-SUR-INDRE, CLION-SUR-INDRE, PALLUAU-SUR-INDRE et SAINT-GENOU
L'entreprise SETEC - Tél. : 06.15.85.92.31
Les bases routières de BUZANÇAIS et CHÂTILLON SUR INDRE
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Le Maire de BUZANCAIS
Nom, Prénom, Qualité



Régis BLANCHET

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1463 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales n° 71 du PR 43+650 au PR 44+326 et n° 26 du PR 16+800 au PR 17+200 du 08/07/2024 au 06/09/2024, à l'occasion de travaux de raccordement de producteurs HTA/BT, commune d'URCIERS

Le Président du Conseil départemental

Le Maire d'URCIERS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise TP RESEAUX CENTRE présentée le 03/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales n° 71 du PR 43+650 au PR 44+326 et n° 26 du PR 16+800 au PR 17+200 du 08/07/2024 au 06/09/2024, à l'occasion de travaux de raccordement de producteurs HTA/BT,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 08/07/2024 au 06/09/2024, à l'occasion de travaux de raccordement de producteurs HTA/BT, réalisés par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur les routes départementales n° 71 du PR 43+650 au PR 44+326 et n° 26 du PR 16+800 au PR

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél. 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

17+200, commune d'URCIERS.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h (hors agglomération) et à 30 km/h (en agglomération).

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire d'URCIERS
L'entreprise TP RESEAUX CENTRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire d'URCIERS
Nom, Prénom, Qualité
Le Maire,
Alain GUILLEMAIN

MAIRIE D'URCIERS (36160) INDRE

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1464 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 920 du PR 70+741 au PR 72+700, le 11/06/2024, à l'occasion d'une formation de signalisation temporaire des agents du CD36, commune de CELON

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 920 du PR 70+741 au PR 72+700, le 11/06/2024, à l'occasion d'une formation de signalisation temporaire des agents du CD36,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Le 11/06/2024, à l'occasion d'une formation de signalisation temporaire des agents du CD36, réalisés par les services du Département, la circulation sera réglementée par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 920 du PR 70+741 au PR 72+700, commune de CELON.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél. 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département.

Article 3 :
La route départementale n° 920 servant d'itinéraire de délestage à l'autoroute A20, la formation pourra être arrêtée à tout moment en cas d'événement sur l'autoroute nécessitant de transférer son trafic sur la route départementale n° 920.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CELON
Le CEI d'ARGENTON-SUR-CREUSE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :

Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1465 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 51 du PR 4+305 au PR 5+050, du 03/06/2024 au 02/07/2024, à l'occasion de travaux d'extension du réseau d'eau potable, commune de NEUVY-SAINT-SEPULCHRE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de Monsieur le Maire de NEUVY-SAINT-SEPULCHRE présentée le 25/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 51 du PR 4+305 au PR 5+050, du 03/06/2024 au 02/07/2024, à l'occasion de travaux d'extension du réseau d'eau potable,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 02/07/2024, à l'occasion de travaux d'extension du réseau d'eau potable, réalisés par les services techniques de la commune de NEUVY-SAINT-SEPULCHRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 51 du PR 4+305 au PR 5+050, commune de NEUVY-SAINT-SEPULCHRE.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les service techniques de la commune de NEUVY-SAINT-SEPULCHRE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de NEUVY-SAINT-SEPULCHRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1466 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 73 du PR 20+368 au PR 20+653, du 03/06/2024 au 02/08/2024, à l'occasion de travaux de raccordement AEP, communes de LA CHÂTRE et LACS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SEGEC présentée le 07/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 73 du PR 20+368 au PR 20+653, du 03/06/2024 au 02/08/2024, à l'occasion de travaux de raccordement AEP,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 02/08/2024, à l'occasion de travaux de raccordement AEP, réalisés par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 73 du PR 20+368 au PR 20+653, communes de LA CHÂTRE et LACS.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de LA CHÂTRE et LACS
L'entreprise SEGEC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1467 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les voies suivantes :
- RD 74 du PR 21+386 au PR 21+883,
- VC Route de la Place de Bellevue,
- VC Route du Pissereau,
- VC Chemin des écoles,
- VC rue Georges Sand,
- VC Chemin des vergers,
le 02/06/2024 de 05:30 à 20:00, à l'occasion de la brocante, commune de JEU-LES-BOIS

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de JEU-LES-BOIS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de LA CHÂTRE,

Vu la demande de la commune de Jeu-les-Bois pour le compte de l'association "Jeu de Mômes" présentée le 28/03/2024,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les voies suivantes :
- RD 74 du PR 21+386 au PR 21+883,
- VC Route de la Place de Bellevue,
- VC Route du Pissereau,
- VC Chemin des écoles,
- VC rue Georges Sand,
- VC Chemin des vergers,
le 02/06/2024 de 05:30 à 20:00, à l'occasion de la brocante,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
Le 02/06/2024 de 05:30 à 20:00, à l'occasion de la brocante, organisée par l'association "Jeu de Mômes", la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf exposants et véhicules de service public) sur :
- RD 74 du PR 21+386 au PR 21+883,
- VC Route de la Place de Bellevue,
- VC Route du Pissereau,
- VC Chemin des écoles,
- VC Rue Georges Sand,
- VC Chemin des vergers (sauf du carrefour RD 12B à la VC chemin des vergers sur 180 mètres où la circulation sera autorisée uniquement dans le sens RD 12B vers entrée du Parking 1),
commune de JEU-LES-BOIS.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 12B du PR 0+000 au PR 3+793,
- RD 19 du PR 33+1007 au PR 38+146,
- RD 69 du PR 20+358 au PR 22+916,
- RD 74 du PR 17+385 au PR 21+386,
communes de JEU-LES-BOIS et LYS-SAINT-GEORGES.

Article 3 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de la manifestation.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de JEU-LES-BOIS et LYS-SAINT-GEORGES
L'organisateur de la manifestation - Association des "Jeu de Mômes"
La Base routière de CHÂTEAUROUX
L'Unité Territoriale de LA CHÂTRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX
Chateauroux Métropole -Hôtel de Ville-CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Le Maire de JEU-LES-BOIS
Nom, Prénom, Qualité
BREUILLAUD Jacques
MAIRE



Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1468 du 24/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1023 du 08/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 35 du PR 7+000 au PR 7+800, à l'occasion de travaux de raccordement d'un producteur photovoltaïque, commune de CHABRIS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de TP RESEAUX CENTRE présentée le 25/04/2024,

Considérant que les travaux de raccordement d'un producteur photovoltaïque n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-1023 du 08/04/2024, du 01/06/2024 au 01/08/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-1023 du 08/04/2024 est prolongé du 01/06/2024 au 01/08/2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-1023 du 08/04/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Le Maire de CHABRIS
L'entreprise TP RESEAUX CENTRE
La Base Routière de VALENÇAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1469 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 975 du PR 43+579 au PR 43+917, du 28 mai au 28 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble HTA ENEDIS, commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise LABRUX présentée le 22 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 975 du PR 43+579 au PR 43+917, du 28 mai au 28 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble HTA ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 28 mai au 28 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'enfouissement de câble HTA ENEDIS, réalisés par l'entreprise LABRUX et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 975 du PR 43+579 au PR 43+917, commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE (hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise LABRUX et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de POULIGNY-SAINT-PIERRE
L'entreprise LABRUX - Tél. : 02.54.37.07.39
La base routière de LE BLANC
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX

Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1470 du 24/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-904 du 22/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur les routes départementales :
- n° 64 du PR 33+855 au PR 34+393,
- n° 11 du PR 8+385 au PR 9+894,
- n° 33C du PR 0+000 au PR 1+600,
- n° 8A du PR 1+453 au PR 2+028,
à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, communes de HEUGNES, VILLEGOUIN et ECUEILLE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de SAS BURGUN présentée le 30/04/2024,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-904 du 22/03/2024, du 28/05/2024 au 23/06/2024 et du 13/07/2024 au 27/07/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-904 du 22/03/2024 est prolongé du 28/05/2024 au 23/06/2024 et du 13/07/2024 au 27/07/2024.

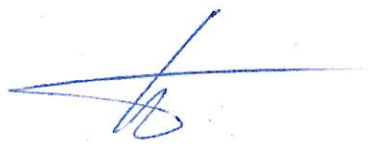
Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél: 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Les travaux seront suspendus du 24/06/2024 au 12/07/2024. En effet, l'entreprise SETEC intervient sur la RD 11 du PR 2+765 au PR 9+000 pour des travaux de réfection de chaussée en route barrée avec mise en place de déviations.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-904 du 22/03/2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les Maires de HEUGNES, VILLEGOUIN et ECUEILLE
L'entreprise SAS BURGUN
La Base Routière de LEVROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpc-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1484 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 71m du PR 0+000 au PR 1+842, du 03/06/2024 au 03/08/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage et de poutre de rive, commune de PERASSAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 71m du PR 0+000 au PR 1+842, du 03/06/2024 au 03/08/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage et de poutre de rive,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 03/08/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage et de poutre de rive, réalisés par les services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 71m du PR 0+000 au PR 1+842, commune de PERASSAY.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 71 du PR 53+254 au PR 54+554,
- RD 917 du PR 15+189 au PR 14+182,
commune de PERASSAY.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de PERASSAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1485 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales n° 71 du PR 64+320 au PR 67+500 et n° 71i du PR 0+000 au PR 0+300, du 29/05/2024 au 21/06/2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique, communes de VIGOULANT et SAZERAY

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de VIGOULANT

Le Maire de SAZERAY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 21/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales n° 71 du PR 64+320 au PR 67+500 et n° 71i du PR 0+000 au PR 0+300, du 29/05/2024 au 21/06/2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
Du 29/05/2024 au 21/06/2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 ou par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur les routes départementales n° 71 du PR 64+320 au PR 67+500 et n° 71i du PR 0+000 au PR 0+300, communes de VIGOULANT et SAZERAY.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h (hors agglomération) et à 30 km/h (en agglomération).

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de VIGOULANT et SAZERAY
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de VIGOULANT
Nom, Prénom, Qualité
René GÉNICHON

Le Maire de SAZERAY
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire,
Didier BRUNET

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Agecorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1486 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 111 du PR 0+000 au PR 9+000, du 29 mai au 16 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'entretien de chaussée compomac, communes d'AZAY-LE-FERRON, PAULNAY et VILLIERS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des Services du Département présentée le 23 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 111 du PR 0+000 au PR 9+000, du 29 mai au 16 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'entretien de chaussée compomac,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 29 mai au 16 juillet 2024, à l'occasion de travaux d'entretien de chaussée compomac, réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 111 du PR 0+000 au PR 9+000, communes d'AZAY-LE-FERRON, PAULNAY et VILLIERS (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, de la façon suivante, selon les besoins du chantier :

RD 111 barrée du PR 0+000 au PR 2+886 et déviée par :
- RD 43C du PR 3+312 au PR 0+000, sur la commune de Paulnay
- RD 925 du PR 78+327 au PR 82+015, sur les communes de Paulnay et Azay-le-Ferron

RD 111 barrée du PR 2+886 au PR 5+503 et déviée par :
- RD 43 du PR 38+099 au PR 34+722
- RD 925 du PR 78+289 au PR 78+327
- RD 43C du PR 0+000 au PR 3+312
sur la commune de Paulnay

RD 111 barrée du PR 5+503 au PR 9+000 et déviée par :
- RD 21 du PR 13+599 au PR 13+960, sur la commune de Villiers
- RD 18 du PR 14+704 au PR 19+866, sur les communes de Villiers et Paulnay
- RD 925 du PR 78+003 au PR 78+289, sur la commune de Paulnay
- RD 43 du PR 34+722 au PR 38+099, sur la commune de Paulnay

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les Services du Département, chargés des travaux.

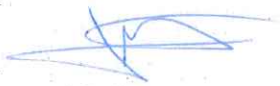
Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires d'AZAY-LE-FERRON, PAULNAY et VILLIERS
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX

Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1487 du 24/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 60+150 au PR 60+685, du 31 mai au 31 juillet 2024, à l'occasion de travaux sécurisation BT, commune d'OULCHES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SAS LABRUX présentée le 16 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 60+150 au PR 60+685, du 31 mai au 31 juillet 2024, à l'occasion de travaux sécurisation BT,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 31 mai au 31 juillet 2024, à l'occasion de travaux sécurisation BT, réalisés par l'entreprise SAS LABRUX et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 927 du PR 60+150 au PR 60+685, commune d'OULCHES (hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS LABRUX et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire d'OULCHES
L'entreprise SAS LABRUX - Tél. : 02.54.37.07.39
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1488 du 24/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1071 du 12/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 21 du PR 57+230 au PR 57+570, à l'occasion de travaux pour pose d'un poste électrique, commune de BOUESSE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise TP RESEAUX CENTRE présentée le 17 mai 2024,

Considérant que les travaux pour pose d'un poste électrique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-1071 du 12/04/2024, du 1er juin au 12 juillet 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-1071 du 12/04/2024 est prolongé du 1er juin au 12 juillet 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-1071 du 12/04/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Le Maire de BOUESSE
L'entreprise TP RESEAUX CENTRE - Tél. : 06.44.11.99.13
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1489 du 24/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1072 du 12/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur les routes départementales n° 30A du PR 2+520 au PR 2+780 et n° 30D du PR 0+000 au PR 0+400, à l'occasion de travaux sur réseau électrique, commune de MOSNAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise TP RESEAUX CENTRE présentée le 17 mai 2024,

Considérant que les travaux sur réseau électrique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-1072 du 12/04/2024, du 1er juin au 12 juillet 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-1072 du 12/04/2024 est prolongé du 1er juin au 12 juillet 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-1072 du 12/04/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les Maires de MOSNAY et LE PÊCHEREAU
L'entreprise TP RESEAUX CENTRE - Tél. : 06.44.11.99.13
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1492 du 27/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 40+220 au PR 40+320 au niveau du giratoire, du 03 au 28 juin 2024, afin de faciliter l'accès au chantier sur l'A20, commune de SAINT-MARCEL

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de l'entreprise COLAS présentée le 22 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 927 du PR 40+220 au PR 40+320 au niveau du giratoire, du 03 au 28 juin 2024, afin de faciliter l'accès au chantier sur l'A20,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 03 au 28 juin 2024, afin de faciliter l'accès au chantier sur l'A20, réalisé par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera limitée à 30 km/h sur la route départementale n° 927 du PR 40+220 au PR 40+320 au niveau du giratoire, commune de SAINT-MARCEL (hors agglomération).

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

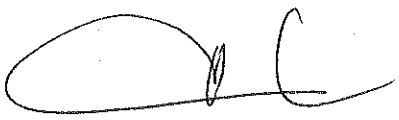
La limitation de vitesse et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINT-MARCEL
L'entreprise COLAS - Tél.: 06.60.70.26.49
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1493 du 27/05/2024

Portant réglementation du stationnement et des accès sur la route départementale n° 927 du PR 30+000 au PR 33+100 et réglementation du stationnement sur la route départementale n° 30d du PR 2+000 au PR 2+341, du 06 juillet 2024 - 10h au 07 juillet 2024 - 19h, à l'occasion du "DRAGBIKE RUN CAP SUD", communes de LE PÊCHEREAU et MOSNAY

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de LE PÊCHEREAU

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de M. Benjamin DEGOT, Association Run Cap Sud, présentée le 13 mai 2024,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des concurrents, il est nécessaire de réglementer le stationnement et les accès sur la route départementale n° 927 du PR 30+000 au PR 33+100 et réglementer le stationnement sur la route départementale n° 30d du PR 2+000 au PR 2+341, du 06 juillet 2024 - 10h au 07 juillet 2024 - 19h, à l'occasion du "DRAGBIKE RUN CAP SUD",

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETENT

Article 1 :
Du 06 juillet 2024 - 10h au 07 juillet 2024 - 19h, à l'occasion du "DRAGBIKE RUN CAP SUD", communes de LE PÊCHEREAU et MOSNAY, organisé par l'Association Run Cap Sud, tous accès et sortie à la manifestation s'effectuera à partir de la route départementale n° 927 par le carrefour aménagé au droit du PR 32+313.

Article 2 :
Tous les autres accès situés sur la route départementale n° 927 entre les PR 30+000 et PR 33+100 pouvant acheminer les usagers dans l'enceinte de la manifestation seront interdits du 06 juillet 2024 - 10h au 07 juillet 2024 - 19h.
Seuls les accès riverains et véhicules de services publics seront maintenus.

Article 3 :
Du 06 juillet 2024 - 10h au 07 juillet 2024 - 19h, le stationnement longitudinal, dans les deux sens de circulation, sera interdit :
- en bordure de la RD 927 du PR 30+000 au PR 33+100,
- en bordure de la RD 30d du PR 2+000 au PR 2+341, communes de Mosnay et Le Pêchereau
- en bordure de la VC 209 (entre la RD 927 et la VC 208)

Au droit de la manifestation **la vitesse sera limitée de la façon suivante** :
- RD 927 du PR 30+000 au PR 32+200 et du PR 32+500 au PR 33+100, la vitesse sera limitée à 70 km/h
- RD 927 du PR 32+200 au PR 32+500, la vitesse sera limitée à 50 km/h

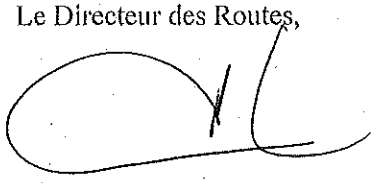
Article 4 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

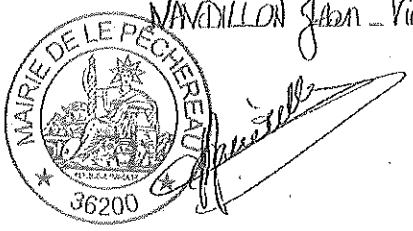
Article 7 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de LE PÊCHEREAU et MOSNAY
L'Association Run Cap Sud représenté par M. Benjamin DEGOT - Tél. : 06.50.68.36.06
La Base Routière de SAINT-GAULTIER
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
La préfecture de l'Indre
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Le Maire de LE PECHEREAU
Nom, Prénom, Qualité
VANDILLON Jean-Pierre, Maire



Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 - dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1494 du 27/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 39 du PR 0+635 au PR 1+330, du 20/07/2024 au 31/08/2024, à l'occasion de travaux de ravalement de façade, commune de MONTCHEVRIER

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de Monsieur Gilles MOREAU présentée le 13/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 39 du PR 0+635 au PR 1+330, du 20/07/2024 au 31/08/2024, à l'occasion de travaux de ravalement de façade,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 20/07/2024 au 31/08/2024, à l'occasion de travaux de ravalement de façade, réalisés par Monsieur Gilles MOREAU la circulation sera réglementée par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 39 du PR 0+635 au PR 1+330, commune de MONTCHEVRIER.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

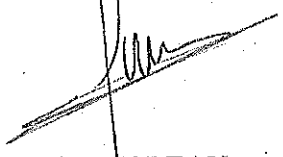
Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par Monsieur Gilles MOREAU, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de MONTCHEVRIER
Monsieur Gilles MOREAU
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ N° 2024_D_1495 du 28 MAI 2024

ARRÊTÉ portant modification de la modulation de la micro-crèche « Les Petits Poussins » située sur la commune de Châteauroux

LE PRÉSIDENT du CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1, L. 2324-1, L 2324-2, R. 2324-16 à R-2324-46-5 relatifs aux établissements d'accueil d'enfants de moins de 6 ans,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 214-2, L.214-7 et D. 214-7 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants,

Vu l'arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage,

Vu l'arrêté 2023-D-2235 du 31 août 2023 relatif au fonctionnement de la micro-crèche « Les Petits Poussins » située au **12-14 rue Just Veillat – 36000 CHÂTEAUROUX**,

Vu la demande d'autorisation de modification de la modulation de la micro-crèche « Les Petits Poussins » présentée par M. Jean GOURONC-FABRE le 07 mars 2024 et complété le 23 avril 2024,

Vu le projet d'établissement reçu le 07 mars 2024,

Vu le règlement intérieur reçu le 07 mars 2024,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la Victoire et des Alliés - CS 20639 - 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 - Fax : 02 54 27 60 69 - Email : contact@indre.fr - Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1er – Modalités d'accueil des enfants

Les modalités d'accueil des enfants sont modifiés comme suit :

La micro-crèche est ouverte du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00. Elle peut associer l'accueil régulier et l'accueil occasionnel.

La capacité d'accueil est de 12 enfants, âgés de 10 semaines à 3 ans révolus. Elle est modulée dans la journée de la façon suivante :

- de 7h00 à 8h00 : capacité de 3 places
- de 8h00 à 19h00 : capacité de 12 places

Article 2 – Modalités d'accueil des enfants en surnombre

La micro-crèche peut accueillir des enfants en surnombre sous réserve :

- de ne pas accueillir plus de 14 enfants sur une capacité de 12 places entre 8h00 et 19h00,
- de respecter les règles d'encadrement à tout instant au regard du nombre total d'enfants effectivement accueillis,
- de ne pas excéder un taux d'occupation hebdomadaire fixé à 675 heures correspondant au nombre d'heures de présence totale des enfants effectivement accueillis.

Le calcul du taux d'occupation hebdomadaire est consigné dans un tableau de bord qui justifie le respect des dispositions liées à l'accueil en surnombre au cours des deux mois précédents. Ce tableau de bord est communiqué au service de PMI comme un des éléments d'informations relatives aux caractéristiques de l'accueil. Il peut également être demandé dans le cadre d'une visite de contrôle.

Cet accueil en surnombre ne nécessite pas de surfaces supplémentaires.

Article 3 – Les autres articles sont inchangés.

Châteauroux, le 28 MAI 2024

Fait en 2 exemplaires.

Pour le Président du Conseil départemental
Le Vice-Président délégué à l'Action Sociale et aux Solidarités Humaines,

Gérard MAYAUD

2

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1499 du 28/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 19B du PR 0+000 au PR 2+000, du 03/06/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, communes de VOUILLON et MEUNET-PLANCHES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande du Service Matériels et Travaux présentée le 15/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 19B du PR 0+000 au PR 2+000, du 03/06/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 12/07/2024, à l'occasion des travaux d'enduits superficiels d'usure, réalisés par le Service Matériels et Travaux, la circulation sur la route départementale n° 19B du PR 0+000 au PR 2+000, communes VOUILLON et MEUNET-PLANCHES, sera réglementée selon les phases de chantier suivantes :

1) interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de service public)
2) limitée à 50 km/h à compter de l'achèvement des travaux d'enduits et jusqu'à la réalisation du balayage des rejets de granulats.

Les sections pour l'interdiction de circuler seront traitées de manière successive.

La durée des travaux est estimée à 2 jours sur la période et la route restera fermée la nuit qui suivra la réalisation de l'enduit.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de la phase 1, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :
- RD 925 du PR 15+615 au PR 13+516,
- RD 918 du PR 33+124 au PR 31+418,
communes de VOUILLON et MEUNET-PLANCHES.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Service Matériels et Travaux, chargé des travaux.

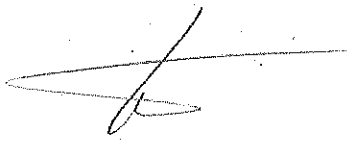
La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière d'ISSOUDUN.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de VOUILLON et MEUNET-PLANCHES
Le Service Matériels et Travaux
La Base Routière d'ISSOUDUN
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1500 du 28/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales n° 75 du PR 0+000 au PR 1+738, n° 21 du PR 70+294 au PR 73+297 et n° 48 du PR 6+221 au PR 8+018, du 01/06/2024 au 01/08/2024, à l'occasion de travaux sur le réseau aérien d'ENEDIS, communes d'ORSENNES et MONTCHEVRIER

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SEGEC présentée le 17/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales n° 75 du PR 0+000 au PR 1+738, n° 21 du PR 70+294 au PR 73+297 et n° 48 du PR 6+221 au PR 8+018, du 01/06/2024 au 01/08/2024, à l'occasion de travaux sur le réseau aérien d'ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 01/06/2024 au 01/08/2024, à l'occasion de travaux sur le réseau aérien d'ENEDIS, réalisés par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur les routes départementales n° 75 du PR 0+000 au PR 1+738, n° 21 du PR 70+294 au PR 73+297 et n° 48 du PR 6+221 au PR 8+018, communes d'ORSENNES et MONTCHEVRIER.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

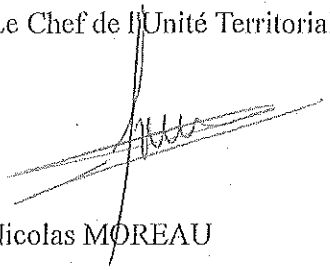
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires d'ORSENNES et MONTCHEVRIER
L'entreprise SEGEC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1501 du 28/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 50E du PR 1+899 au PR 3+750, du 1er au 30 juin 2024, à l'occasion de déterrage de blaireaux, commune de TOURNON-SAINT-MARTIN

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des services du Département présentée le 17 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 50E du PR 1+899 au PR 3+750, du 1er au 30 juin 2024, à l'occasion de déterrage de blaireaux,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 1er au 30 juin 2024, à l'occasion de déterrage de blaireaux, organisé par un lieutenant de louveterie, pour le compte des services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 50E du PR 1+899 au PR 3+750, commune de TOURNON-SAINT-MARTIN (hors agglomération).

Département de l'Indre
390 Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 6 du PR 7+107 au PR 4+696
- RD 60 du PR 0+000 au PR 3+154
sur la commune de Tournon-Saint-Martin

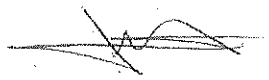
Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les Services du Département.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de TOURNON-SAINT-MARTIN
La base routière de LE BLANC
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1502 du 28/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 8 du PR 3+464 au PR 3+803, du 01/06/2024 au 14/06/2024, à l'occasion de sondages géologiques réalisés pour une étude de sol en vue d'un forage dirigé, commune d'ECUEILLE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de la Société Laonnoise de Travaux Publics (SLTP) présentée le 17/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 8 du PR 3+464 au PR 3+803, du 01/06/2024 au 14/06/2024, à l'occasion de sondages géologiques réalisés pour une étude de sol en vue d'un forage dirigé,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 01/06/2024 au 14/06/2024, à l'occasion de sondages géologiques réalisés pour une étude de sol en vue d'un forage dirigé, réalisés par la Société Laonnoise de Travaux Publics (SLTP) et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 8 du PR 3+464 au PR 3+803, commune d'ECUEILLE.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la Société Laonnoise de Travaux Publics (SLTP) et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire d'ECUEILLE
La Société Laonnoise de Travaux Publics (SLTP)
La Base Routière de LEVROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Éducation,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1503 du 28/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1156 du 24/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 91a du PR 2+316 au PR 3+076, à l'occasion de travaux de curage et busage de fossés en régie, commune de SAINT-PLANTAIRE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Considérant que les travaux de curage et busage de fossés en régie n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-1156 du 24/04/2024, du 01/06/2024 au 14/06/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

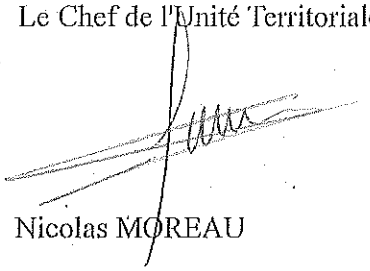
Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-1156 du 24/04/2024 est prolongé du 01/06/2024 au 14/06/2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-1156 du 24/04/2024 restent inchangés.

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les maires de SAINT-PLANTAIRE et ORSENNES
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre



Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1504 du 28/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 74 du PR 22+030 au PR 27+000, du 03/06/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, communes d'ARTHON et JEU-LES-BOIS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande du Service Matériels et Travaux présentée le 15/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 74 du PR 22+030 au PR 27+000, du 03/06/2024 au 19/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 19/07/2024, à l'occasion des travaux d'enduits superficiels d'usure, réalisés par le Service Matériels et Travaux, la circulation sur la route départementale n° 74, communes d'ARTHON et JEU-LES-BOIS, sera réglementée selon les phases de chantier suivantes :

1) interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) comme suit :
- **Section 1** : du PR 27+000 au PR 24+402,
- **Section 2** : du PR 24+402 au PR 22+030,
2) limitée à 50 km/h à compter de l'achèvement des travaux d'enduits et jusqu'à la réalisation du balayage des rejets de granulats du PR 22+030 au PR 27+000..

Les sections pour l'interdiction de circuler seront traitées de manière successive.

La durée des travaux est estimée à 2 semaines sur la période et la route restera fermée la nuit qui suivra la réalisation de l'enduit.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de circuler de la **section 1**, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 990 du PR 13+861 au PR 17+531,
- RD 12 du PR 5+795 au PR 9+315,
- RD 74 du PR 21+1011 au PR 24+402,
communes d'ARTHON et JEU-LES-BOIS.

Pendant la durée de l'interdiction de circuler de la **section 2**, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 74A du PR 0+000 au PR 2+665,.
- RD 12 du PR 11+345 au PR 9+315,
- RD 74 du PR 21+1011 au PR 22+030,
commune de JEU-LES-BOIS.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Service Matériels et Travaux, chargés des travaux.

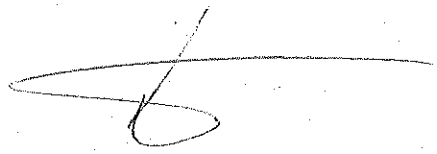
La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département - Base Routière de CHÂTEAUROUX.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de JEU-LES-BOIS et ARTHON
Le Service Matériels et Travaux
La Base Routière de CHÂTEAUROUX
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX
Chateauroux Métropole -Hôtel de Ville-CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1505 du 28/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 57 du PR 0+175 au PR 0+700, du 30/05/2024 au 30/07/2024, à l'occasion de travaux d'extension du réseau électrique BT, commune de POULAINES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de SOBECA Châteauroux présentée le 15/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 57 du PR 0+175 au PR 0+700, du 30/05/2024 au 30/07/2024, à l'occasion de travaux d'extension du réseau électrique BT,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 30/05/2024 au 30/07/2024, à l'occasion de travaux d'extension du réseau électrique BT, réalisés par SOBECA Châteauroux et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 57 du PR 0+175 au PR 0+700, commune de POULAINES.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par SOBECA Châteauroux et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

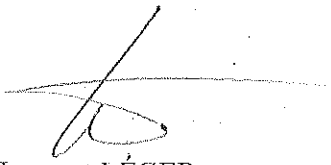
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de POULAINES
L'entreprise SOBECA Châteauroux
La Base Routière de VALENÇAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1506 du 28/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 64 du PR 41+500 au PR 41+940, du 29/05/2024 au 29/07/2024, à l'occasion de travaux de renforcement BT "Les Reboissières", commune de PREAUX

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SOBECA CHÂTEAUROUX présentée le 14/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 64 du PR 41+500 au PR 41+940, du 29/05/2024 au 29/07/2024, à l'occasion de travaux de renforcement BT "Les Reboissières",

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 29/05/2024 au 29/07/2024, à l'occasion de travaux de renforcement BT "Les Reboissières", réalisés par l'entreprise SOBECA CHÂTEAUROUX et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 64 du PR 41+500 au PR 41+940, commune de PREAUX.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SOBECA CHÂTEAUROUX et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

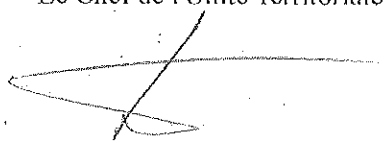
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de PREAUX
L'entreprise SOBECA CHÂTEAUROUX
La Base Routière de LEVROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1507 du 28/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 15 du PR 0+159 au PR 2+144, du 03/06/2024 au 29/07/2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande d'AXIONE présentée le 14/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 15 du PR 0+159 au PR 2+144, du 03/06/2024 au 29/07/2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 29/07/2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 15 du PR 0+159 au PR 2+144, commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h, voire 30 km/h sur section limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.
La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE
L'entreprise AXIONE
La Base Routière de VALENÇAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE
Nom, Prénom, Qualité
Bruno DION, Maire

MAIRIE de ST-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE 36 (Indre)

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1508 du 28/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 943 du PR 93+550 au PR 94+150, du 03 juin au 03 août 2024, à l'occasion de travaux de remplacement de vanne de sectionnement sur réseau AEP, commune de CLION-SUR-INDRE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande du Syndicat Intercommunal des Eaux de Clion présentée le 06 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 943 du PR 93+550 au PR 94+150, du 03 juin au 03 août 2024, à l'occasion de travaux de remplacement de vanne de sectionnement sur réseau AEP,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 03 juin au 03 août 2024, à l'occasion de travaux de remplacement de vanne de sectionnement sur réseau AEP, réalisés par le Syndicat Intercommunal des Eaux de Clion et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 943 du PR 93+550 au PR 94+150, commune de CLION-SUR-INDRE (hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Syndicat Intercommunal des Eaux de Clion et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

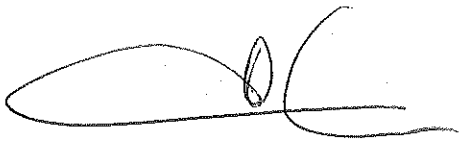
Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,

M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de CLION-SUR-INDRE
Le Syndicat Intercommunal des Eaux de Clion - Tél. : 06.12.42.43.03
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1514 du 29/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1285 du 07/05/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 58 du PR 0+510 au PR 1+570, à l'occasion de travaux de broyage de bois, commune de VILLIERS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise Groupe DP Bois et Énergie présentée le 24 mai 2024,

Considérant que les travaux de broyage de bois n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-1285 du 07/05/2024, du 08 au 15 juin 2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-1285 du 07/05/2024 est prolongé du 08 au 15 juin 2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-1285 du 07/05/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Le Maire de VILLIERS
L'entreprise Groupe DP Bois et Énergie - Tél. : 07.89.56.38.80
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1515 du 29/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-994 du 03/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 37 du PR 24+200 au PR 25+070, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de BRETAGNE

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BRETAGNE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande d'AXIONE présentée le 21/05/2024,

Considérant que les travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-994 du 03/04/2024, du 06/06/2024 au 07/07/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-994 du 03/04/2024 est prolongé du 06/06/2024 au 07/07/2024.

Les travaux ne devront pas interférer sur ceux de la même entreprise sur les RD 56 et RD 66 à la même période.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-994 du 03/04/2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les Maires de BRETAGNE, LINIEZ et BOUGES-LE-CHATEAU
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
Les Bases Routières de LEVROUX ET ISSOUDUN
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de BRETAGNE
Nom, Prénom, Qualité

M. Le Maire
Hugues Foucault

MAIRIE DE BRETAGNE (Indre)

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1516 du 29/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 943 du PR 80+000 au PR 81+000, du 3 au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux d'abattage d'arbres, communes de SAINT-GENOU et PALLUAU-SUR-INDRE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2023-08-21-00031 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande des services du Département présentée le 17 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 943 du PR 80+000 au PR 81+000, du 3 au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux d'abattage d'arbres,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 3 au 28 juin 2024, à l'occasion de travaux d'abattage d'arbres, réalisés par les services du Département, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat manuel par piquets K10 sur la route départementale n° 943 du PR 80+000 au PR 81+000, communes de SAINT-GENOU et PALLUAU-SUR-INDRE (hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

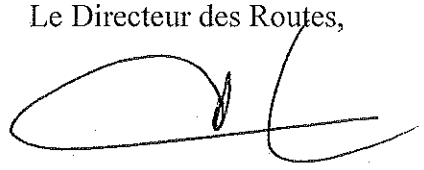
L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de SAINT-GENOU et PALLUAU-SUR-INDRE
La base routière de BUZANÇAIS
La DDT/SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1517 du 29/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 940 du PR 18+445 au PR 20+465 et sur les voies communales n° 131, 308, 19, 9, 309, 310 et 313, du 06/06/2024 au 10/06/2024, à l'occasion du 22ème Auto Rétro Sport de la Vallée Noire sur le circuit automobile Maurice TISSANDIER, communes de LA CHÂTRE, MONTGIVRAY, LACS et LOUROUER-SAINT-LAURENT

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de LA CHATRE

Le Maire de MONTGIVRAY

Le Maire de LACS

Le Maire de LOUROUER-SAINT-LAURENT

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-04-09-00001 du 9 avril 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de Monsieur Jean-Claude PICHON - Auto Rétro Sport de la Vallée

Noire – Association Lions Club de La Châtre en Berry présentée le 07/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 940 du PR 18+445 au PR 20+465 et sur les voies communales n° 131, 308, 19, 9, 309, 310 et 313, du 06/06/2024 au 10/06/2024, à l'occasion du 22ème Auto Rétro Sport de la Vallée Noire sur le circuit automobile Maurice TISSANDIER

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
Les 08/06/2024 et 09/06/2024 de 7 heures à 20 heures, à l'occasion du 22ème Auto Rétro Sport de la Vallée Noire sur le circuit automobile Maurice TISSANDIER, organisé par Auto Rétro Sport de la Vallée Noire – Association Le Lions Club de La Châtre en Berry, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de service public) sur :
- RD 940 du PR 18+445 au PR 20+465, communes de LA CHÂTRE et MONTGIVRAY,
- VC 131 des Sablons, commune de MONTGIVRAY,
- VC 308 entre la VC 9 de LOUROUER-SAINT-LAURENT et la RD 940 (route de BOURGES) pour sa partie comprise entre la VC 9 et le circuit, communes de MONTGIVRAY et LOUROUER-SAINT-LAURENT..

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction sur la RD 940, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 943 du PR 13+975 au PR 19+490, communes de LA CHÂTRE, MONTGIVRAY et NOHANT-VIC,
- RD 918 du PR 51+504 au PR 54+000, communes de NOHANT-VIC et SAINT-CHARTIER,
- RD 69 du PR 0+000 au PR 7+925, communes de SAINT-CHARTIER, VERNEUIL-SUR-IGNERAIE et THEVET-SAINT-JULIEN,
- RD 68 du PR 34+169 au PR 34+336, commune de THEVET-SAINT-JULIEN,
- RD 940 du PR 26+616 au PR 20+465, communes de THEVET-SAINT-JULIEN, LOUROUER-SAINT-LAURENT, LACS, MONTGIVRAY et LA CHÂTRE.

Article 3 :
La circulation des véhicules sera limitée à 70 km/h sur la route départementale n° 940 du PR 19+352 au PR 20+367, lorsque la route sera ouverte à la circulation, du 06/06/2024 au 10/06/2024.

Article 4 :
Les 08/06/2024 et 09/06/2024 de 7 heures à 20 heures, afin de faciliter la circulation aux abords du circuit, la circulation des véhicules sur l'itinéraire suivant se fera en sens unique sur :
- VC 19 de MONTGIVRAY, dans le sens RD 943 (route de CHATEAUROUX) vers le Château d'Ars,
- VC 308 (entre VC 19 et VC 9), dans le sens route de LOUROUER-SAINT-LAURENT vers le Château d'Ars, communes de MONTGIVRAY et LOUROUER-SAINT-LAURENT,
- VC 9 de LOUROUER-SAINT-LAURENT, dans le sens Château d'Ars vers RD 940 (route de BOURGES),
- VC 9 de MONTGIVRAY, dans le sens RD 940 (route de BOURGES) vers LACS,
- VC 309 dans le sens CHAVY vers LACS, communes de MONTGIVRAY et LACS,
- VC 310 des Bas Beauvais, dans le sens LACS vers LA CHÂTRE, communes de MONTGIVRAY et LACS,
- VC 313 des Pâtureaux, dans le sens CHAVY vers LA CHÂTRE, communes de MONTGIVRAY et LA CHÂTRE.

Les usagers circulant en sens inverse de cet itinéraire seront déviés par :
- RD 73 du PR 19+503 au PR 19+735, communes de LA CHÂTRE et MONTGIVRAY,
- RD 943 du PR 13+675 au PR 15+705, communes de LA CHÂTRE et MONTGIVRAY.

Article 5 :
Pendant le déroulement du 22ème Auto Rétro Sport, le stationnement sera interdit à tout véhicule sur l'itinéraire mis en sens unique.

Article 6 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de la manifestation.

Article 7 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 9 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,

M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de LA CHÂTRE, MONTGIVRAY, LACS, LOUROUER-SAINT-LAURENT, NOHANT-VIC, SAINT-CHARTIER, THEVET-SAINT-JULIEN et VERNEUIL-SUR-IGNERAIE
Monsieur Jean-Claude PICHON – Auto Rétro Sport de la Vallée Noire - Association
Lions Club de La Châtre en Berry
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
La sous-préfecture de LA CHÂTRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de LA CHATRE
Nom, Prénom, Qualité

MAIRIE DE LA CHÂTRE 36401

Patrick JUDALET

Le Maire de MONTGIVRAY
Nom, Prénom, Qualité

MAIRIE DE MONTGIVRAY (Indre)

Michel BLIN, Maire

Le Maire de LACS
Nom, Prénom, Qualité
MAURU Christiane, 1ère Adjointe

MAIRIE de LACS (INDRE) 36400

Le Maire de LOUROUER-SAINT-LAURENT
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire,
Pascal CHERAMY

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1518 du 29/05/2024

Portant réglementation de la circulation par limitation de la vitesse à 50 km/h sur la route départementale n° 54 du PR 57+625 au PR 57+825, lieux-dits « Les Pascauds » et « Les Bretons », communes de CELON et CEAULMONT

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Considérant que la visibilité est limitée au vu des vitesses pratiquées, il est nécessaire de limiter la vitesse à 50 km/h sur la route départementale n° 54 du PR 57+625 au PR 57+825, lieux-dits « Les Pascauds » et « Les Bretons », communes de CELON et CEAULMONT

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
La circulation des véhicules sera limitée à 50 km/h sur la route départementale n° 54 du PR 57+625 au PR 57+825, lieux-dits « Les Pascauds » et « Les Bretons », communes de CELON et CEAULMONT .

Article 2 :
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département.

Article 3 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de CELON et CEAULMONT
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,



François DAUGERON

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1519 du 29/05/2024

Abrogeant l'arrêté n° 2002-D-185 du 13/02/2002

Portant réglementation de la circulation par limitation de tonnage à 8 tonnes sur la route départementale n° 33A du PR 0+000 au PR 1+352, en et hors agglomération, commune de LYE

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de LYE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Vu l'arrêté du Conseil départemental du Loir-et-Cher en date du 1er juillet 2021 donnant délégation à Monsieur Laurent GAUTHIER, Responsable de la Division Routes Sud,

Vu l'avis favorable du Conseil départemental du Loir-et-Cher en date du 24 avril 2024,

Considérant que les travaux de réparation des cavités sous chaussée ont été effectués et que le passage des véhicules de plus de 8 tonnes sur la route départementale n° 33A du PR 0+000 au PR 1+352 ne porte plus atteinte à la sécurité des usagers, il est nécessaire d'abroger l'arrêté n° 2002-D-185 du 13/02/2002,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2002-D-185 du 13/02/2002 est abrogé.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter du retrait de la signalisation.

Article 3 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les Maires de LYE, COUFFY et MEUSNES
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,

François DAUGERON



Le Maire de LYE
Nom, Prénom, Qualité

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1520 du 29/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 19 du PR 29+025 au PR 37+130, du 03/06/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, communes d'ARDENTES, JEU-LES-BOIS et LYS-SAINT-GEORGES

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de LA CHÂTRE,

Vu la demande du Service Matériels et Travaux présentée le 15/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 19 du PR 29+025 au PR 37+130, du 03/06/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 12/07/2024, à l'occasion des travaux d'enduits superficiels d'usure, réalisés par le Service Matériels et Travaux, la circulation sur la route départementale n° 19, communes d'ARDENTES, JEU-LES-BOIS et LYS-SAINT-GEORGES, sera réglementée selon les phases de chantier suivantes :

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

1) interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) comme suit :
- **Section 1** : du PR 29+025 au PR 33+1007,
- **Section 2** : du PR 33+1007 au PR 35+543,
- **Section 3** : du PR 35+543 au PR 37+130,
2) limitée à 50 km/h à compter de l'achèvement des travaux d'enduits et jusqu'à la réalisation du balayage des rejets de granulats du PR 29+025 au PR 37+130.

Les sections pour l'interdiction de circuler seront traitées de manière successive.

La durée des travaux est estimée à 3 semaines sur la période et la route restera fermée la nuit qui suivra la réalisation de l'enduit.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de circuler de la **section 1**, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 19 du PR 29+025 au PR 28+230,
- VC "voie nouvelle" n° 51898,
- RD 12 du PR 16+068 au PR 11+345,
- RD 74A du PR 2+665 au PR 5+000,
- RD 12B du PR 2+281 au PR 3+793,
communes d'ARDENTES et JEU-LES-BOIS.

Pendant la durée de l'interdiction de circuler de la **section 2**, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 12A du PR 0+000 au PR 2+421,
- RD 38 du PR 39+723 au PR 36+987,
- RD 69 du PR 15+865 au PR 18+290,
- RD 69C du PR 0+000 au PR 1+965,
communes de JEU-LES-BOIS, MERS-SUR-INDRE et LYS-SAINT-GEORGES.

Pendant la durée de l'interdiction de circuler de la **section 3**, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 69C du PR 1+965 au PR 0+000,
- RD 69 du PR 18+290 au PR 20+358,
- RD 19 du PR 38+124 au PR 37+130,
communes de LYS-SAINT-GEORGES, JEU-LES-BOIS et MERS-SUR-INDRE.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Service Matériels et Travaux, chargés des travaux.

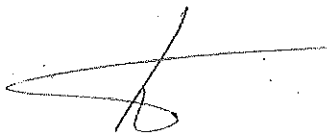
La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département - Base Routière de CHÂTEAUROUX.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires d'ARDENTES, JEU-LES-BOIS, MERS-SUR-INDRE et LYS-SAINT-GEORGES
Le Service Matériels et Travaux
La Base Routière de CHÂTEAUROUX
L'Unité Territoriale de LA CHÂTRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX
Chateauroux Métropole -Hôtel de Ville-CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1521 du 29/05/2024

Portant réglementation de la circulation par limitation de largeur à 3,30 m au niveau des 3 ouvrages d'art sur la route départementale n° 52 du PR 0+300 au PR 0+500, hors agglomération, commune de MENETOU-SUR-NAHON

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Considérant que la largeur libre entre les garde-corps en pierres et métalliques des 3 ouvrages d'art successifs est de 3,30 m,

Considérant que la circulation des véhicules ayant une largeur supérieure ou égale à 3,30 m est de nature à compromettre la conservation des garde-corps et des ouvrages d'art, il est nécessaire de limiter la largeur à 3,30 m sur la route départementale n° 52 du PR 0+300 au PR 0+500, hors agglomération, commune de MENETOU-SUR-NAHON

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
La circulation des véhicules d'une largeur supérieure ou égale à 3,30 m est interdite au niveau des 3 ouvrages d'art sur la route départementale n° 52 du PR 0+300 au PR 0+500, hors agglomération, commune de MENETOU-SUR-NAHON.

Article 2 :
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

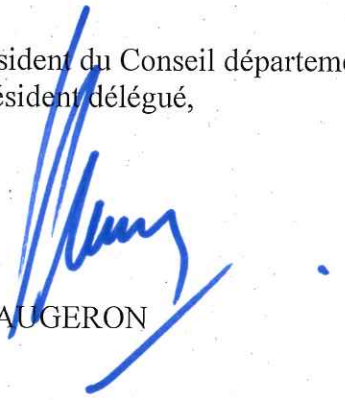
Article 4 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Le Maire de MENETOU-SUR-NAHON
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,



François DAUGERON

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

ARRETE N° 2024-D-1522 du 29/05/2024

Portant réglementation de la circulation par limitation de largeur à 4,00 m au niveau de l'ouvrage d'art sur la route départementale n° 8D du PR 1+260 au PR 1+280, hors agglomération, communes de GÉHÉE et SELLES-SUR-NAHON

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Considérant que la largeur libre entre les garde-corps métalliques de l'ouvrage d'art est de 4,00 m,

Considérant que la circulation des véhicules ayant une largeur supérieure ou égale à 4,00 m est de nature à compromettre la conservation des garde-corps de l'ouvrage d'art, il est nécessaire de limiter la largeur à 4,00 m sur la route départementale n° 8D du PR 1+260 au PR 1+280, hors agglomération, communes de GÉHÉE et SELLES-SUR-NAHON

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
La circulation des véhicules d'une largeur supérieure ou égale à 4,00 m est interdite au niveau de l'ouvrage d'art sur la route départementale n° 8D du PR 1+260 au PR 1+280, hors agglomération, communes de GÉHÉE et SELLES-SUR-NAHON.

Article 2 :
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les Maires de GÉHÉE et SELLES-SUR-NAHON
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,

François DAUGERON

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1523 du 29/05/2024

Portant réglementation de la circulation par limitation de tonnage à 7,5 tonnes au niveau de l'ouvrage d'art sur la route départementale n° 15D du PR 2+350 au PR 2+370, hors agglomération, commune de PELLEVOISIN

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Considérant que la structure de l'ouvrage est composée de poutrelles métalliques,

Considérant que la circulation des véhicules, véhicules articulés, trains doubles ou ensemble de véhicules ayant un poids total autorisé en charge ou un poids total roulant autorisé de plus de 7,5 tonnes est de nature à compromettre la conservation de cet ouvrage d'art, il est nécessaire de limiter le tonnage à 7,5 tonnes sur la route départementale n° 15D du PR 2+350 au PR 2+370, hors agglomération, commune de PELLEVOISIN

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
La circulation des véhicules d'un poids total de plus de 7,5 tonnes est interdite au niveau de l'ouvrage d'art sur la route départementale n° 15D du PR 2+350 au PR 2+370, hors agglomération, commune de PELLEVOISIN.

Article 2 :
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Le Maire de PELLEVOISIN
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,

François DAUGERON

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1530 du 30/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 23 du PR 0+000 au PR 0+820, en et hors agglomération, du 01/06/2024 à partir de 06:00 au 02/06/2024 jusqu'à 03:00, à l'occasion de la fête locale et de la brocante, commune de BAUDRES

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BAUDRES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de la Mairie de Baudres pour le compte de l'Association Animation de Baudres présentée le 24/05/2024,

Considérant que les prévisions météorologiques ne permettront pas le stationnement des spectateurs dans les champs,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 23 du PR 0+000 au PR 0+820, en et hors agglomération, du 01/06/2024 à partir de 06:00 au 02/06/2024 jusqu'à 03:00, à l'occasion de la fête locale et de la brocante,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
A l'occasion de la brocante organisée par l'Association Animation de Baudres, le 01/06/2024 à partir de 06:00 et jusqu'à la fin de la manifestation, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf véhicules de service public et exposants) sur la route départementale n° 23 du PR 0+000 au PR 0+820 dans les deux sens, en et hors agglomération, commune de BAUDRES.

A l'occasion de la fête locale organisée par l'Association Animation de Baudres, du 01/06/2024 après la brocante au 02/06/2024 jusqu'à 03:00, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf véhicules de service public) sur la route départementale n° 23 du PR 0+000 au PR 0+820 uniquement dans le sens Moulins-sur-Céphons vers le bourg de Baudres, en et hors agglomération, commune de BAUDRES.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée par :
- VC "Les Combes" sur 700 mètres,
- VC "rue des Tilleuls" sur 280 mètres,
- RD 34 du PR 11+516 au PR 11+969,
commune de BAUDRES.

Article 3 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de la manifestation.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de BAUDRES
L'organisateur de la manifestation - Association Animation de Baudres
La Base Routière de LEVROUX

Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de BAUDRES
Nom, Prénom, Qualité
Bruno LESSAUCT

MAIRIE DE BAUDRES (INDRE)

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1531 du 30/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 52 du PR 0+000 au PR 3+831 et du PR 4+972 au PR 9+596, du 03/06/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie, communes de MENETOU-SUR-NAHON, VAL-FOUZON et FONTGUENAND

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de MENETOU-SUR-NAHON

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-04-09-00001 du 9 avril 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande des Services du Département présentée le 17/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 52 du PR 0+000 au PR 3+831 et du PR 4+972 au PR 9+596, du 03/06/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie, réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires) sur la route départementale n° 52 du PR 0+000 au PR 3+831 (**phase 1**) et du PR 4+972 au PR 9+596 (**phase 2**), communes de MENETOU-SUR-NAHON, VAL-FOUZON et FONTGUENAND.

Les phase seront traitées de manière successive.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de la **phase 1**, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 52 du PR 3+831 au PR 4+338,
- RD 4 du PR 61+652 au PR 67+565,
- RD 25 du PR 20+547 au PR 16+872,
communes de VAL-FOUZON, CHABRIS et MENETOU-SUR-NAHON.

Pendant la durée de l'interdiction de la **phase 2**, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 956 du PR 6+101 au PR 1+379,
- RD 4A du PR 7+000 au PR 0+000,
- RD 52 du PR 4+338 au PR 4+972,
communes de FONTGUENAND, LA VERNELLE et VAL-FOUZON.

Article 3 :
La signalisation de déviation et de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière de VALENÇAY, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de MENETOU-SUR-NAHON, VAL-FOUZON, FONTGUENAND, CHABRIS et LA VERNELLE
La Base Routière de VALENÇAY
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de MENETOU-SUR-NAHON
Nom, Prénom, Qualité

LE MAIRE
Jean BONNIN

MAIRIE DE MENETOU S/ NAHON
INDRE

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1532 du 30/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-954 du 27/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 34 du PR 16+060 au PR 17+500 et du PR 19+045 au PR 23+1046, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de ROUVRES-LES-BOIS et GUILLY

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de GUILLY

Le Maire de ROUVRES-LES-BOIS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-04-09-00001 du 9 avril 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande d'AXIONE présentée le 14/05/2024,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Considérant que les travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-954 du 27/03/2024, du 01/06/2024 au 01/08/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-954 du 27/03/2024 est prolongé du 01/06/2024 au 01/08/2024.

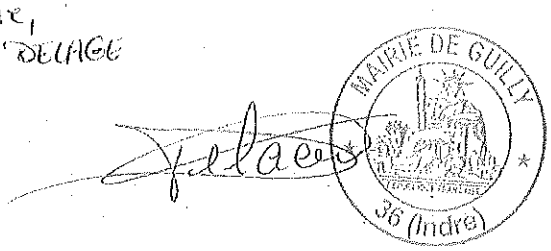
Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-954 du 27/03/2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les Maires de ROUVRES-LES-BOIS, BOUGES-LE-CHATEAU, VICQ-SUR-NAHON, VALENÇAY, FONTENAY, GUILLY et BAUDRES
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
Les Bases Routières de LEVROUX, VALENÇAY et ISSOUDUN
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

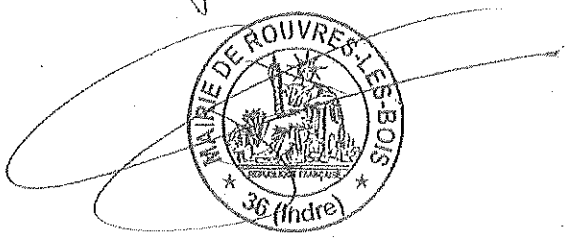
Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de GUILLY
Nom, Prénom, Qualité
le Maire,
Nadine DELAGE



Le Maire de ROUVRES-LES-BOIS
Nom, Prénom, Qualité
GUILLEMAIN Jean Michel



Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1533 du 30/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 10 du PR 39+860 au PR 41+179, le 2 juin 2024, de 8h00 à 19h30, à l'occasion de la course de caisses à savon, commune de PRISSAC

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de PRISSAC

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'Association La Manzatte, représentée par Monsieur CAYLA Pascal présentée le 5 février 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 10 du PR 39+860 au PR 41+179, le 2 juin 2024, de 8h00 à 19h30, à l'occasion de la course de caisses à savon,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Le 2 juin 2024, de 8h00 à 19h30, à l'occasion de la course de caisses à savon, organisée par l'Association La Manzatte, représentée par Monsieur CAYLA Pascal, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 10 du PR 39+860 au PR 41+179, commune de PRISSAC (en et hors agglomération).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 10 du PR 39+860 au PR 37+908
- RD 55 du PR 5+554 au PR 3+018
- RD 94 du PR 5+860 au PR 9+000
- RD 32 du PR 38+886 au PR 37+098
Commune de PRISSAC

Article 3 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de la manifestation.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de PRISSAC
L'Assocation La Manzatte, représentée par Monsieur CAYLA Pascal - Tél. : 07.77.97.11.41
La base routière de LE BLANC

Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc

Gaëtan LE MAB

Le Maire de PRISSAC
Nom, Prénom, Qualité
Bizardeau Dominique
2ème Adjoint

MAIRIE DE PRISSAC 36370 (Indre)

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1553 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 68 du PR 0+038 au PR 10+110, du 06/06/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes d'ISSOUDUN et SAINT-AUBIN

Le Président du Conseil départemental

Le Maire d'ISSOUDUN

Le Maire de SAINT-AUBIN

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-04-09-00001 du 9 avril 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande de SETEC ROGER MARTIN présentée le 10/04/2024,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 68 du PR 0+038 au PR 10+110, du 06/06/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
Du 06/06/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par SETEC ROGER MARTIN et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 68 du PR 0+038 au PR 10+110, communes d'ISSOUDUN et SAINT-AUBIN.

La durée d'intervention est estimée à 10 jours sur la période. La circulation sera rétablie durant le week-end.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 68 du PR 0+038 au PR 0+000,
- RD 918 du PR 18+096 au PR 24+101,
- RD 85 du PR 0+000 au PR 7+000,
- RD 68 du PR 10+238 au PR 10+110,

communes d'ISSOUDUN, CONDÉ et SAINT-AUBIN.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par SETEC ROGER MARTIN et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière d'ISSOUDUN.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires d'ISSOUDUN, SAINT-AUBIN et CONDÉ
L'entreprise SETEC ROGER MARTIN
La Base Routière d'ISSOUDUN
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire d'ISSOUDUN
Nom, Prénom, Qualité
André LAIGNEL
Maire

MAIRIE D'ISSOUDUN
36-INDRE

Le Maire de SAINT-AUBIN
Nom, Prénom, Qualité
M. BAILLY Gérard, Maire

MAIRIE DE SAINT-AUBIN (36100)

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1554 du 31/05/2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-986 du 02/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 1 du PR 55+990 au PR 56+040, à l'occasion de travaux de restauration des trottoirs et grenaillage de chaussée, communes de SAINT-BENOIT-DU-SAULT et LA CHATRE-L'ANGLIN

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de SAINT-BENOIT-DU-SAULT

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise COLAS présentée le 30/05/2024,

Considérant que les travaux de restauration des trottoirs et grenaillage de chaussée n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-986 du 02/04/2024, du 01/06/2024 au 30/06/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-986 du 02/04/2024 est prolongé du 01/06/2024 au 30/06/2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-986 du 02/04/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Les maires de SAINT-BENOIT-DU-SAULT et LA CHATRE- L'ANGLIN
L'entreprise COLAS
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Le Maire de SAINT-BENOIT-DU-SAULT
Nom, Prénom, Qualité
Le Maire,

Damien BARRÉ

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1555 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 925 du PR 74+000 au PR 74+700, du 08 juin au 08 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de PAULNAY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 24 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 925 du PR 74+000 au PR 74+700, du 08 juin au 08 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 08 juin au 08 juillet 2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 925 du PR 74+000 au PR 74+700, commune de PAULNAY (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de PAULNAY
L'entreprise AXIONE - Tél. : 06.99.92.25.90
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1556 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 71h du PR 1+500 au PR 2+900 et du PR 0+000 au PR 4+242, du 05/06/2024 au 09/08/2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique, communes de VIGOULANT et VIJON

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise AXIONE présentée le 24/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 71h du PR 1+500 au PR 2+900 et du PR 0+000 au PR 4+242, du 05/06/2024 au 09/08/2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 05/06/2024 au 09/08/2024, à l'occasion de travaux de GC pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante :

- par alternat manuel par piquets K10 ou par alternat par feux tricolores KR11 ou par alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la route départementale n° 71h

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

du PR 1+500 au PR 2+900, communes de VIGOULANT et VIJON.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- par interdiction de circuler à tout véhicule (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 71h du PR 0+000 au PR 4+242, communes de VIGOULANT et VIJON.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 71 du PR 63+438 au PR 66+132,
- RD 711 du PR 0+000 au PR 2+913,
commune de VIGOULANT.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de VIGOULANT et VIJON

L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1557 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 43 du PR 45+819 au PR 46+535, du 10 juin au 26 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur réseau électrique pour le compte d'ENEDIS, commune de MURS

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de l'entreprise SPIE présentée le 24 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 43 du PR 45+819 au PR 46+535, du 10 juin au 26 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur réseau électrique pour le compte d'ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

ARRETE

Article 1 :
Du 10 juin au 26 juillet 2024, à l'occasion de travaux sur réseau électrique pour le compte d'ENEDIS, réalisés par l'entreprise SPIE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 43 du PR 45+819 au PR 46+535, commune de MURS (hors agglomération).

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SPIE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire de MURS
L'entreprise SPIE - Tél. : 06.08.21.57.46
La Base Routière de CHÂTILLON-SUR-INDRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1558 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales :
- n° 56 du PR 0+000 au PR 1+200,
- n° 66 du PR 1+300 au PR 2+000,
du 05/06/2024 au 05/08/2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de BOUGES-LE-CHATEAU

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BOUGES-LE-CHATEAU

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande d'AXIONE présentée le 21/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales :
- n° 56 du PR 0+000 au PR 1+200,
- n° 66 du PR 1+300 au PR 2+000,
du 05/06/2024 au 05/08/2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Du 05/06/2024 au 05/08/2024, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera interdite à tout véhicule sur les routes départementales :
- n° 56 du PR 0+000 au PR 1+200,
- n° 66 du PR 1+300 au PR 2+000,
commune de BOUGES-LE-CHATEAU.

Les routes seront barrées successivement.

Les travaux ne devront pas interférer sur ceux de la même entreprise sur la RD 37 à la même période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de circuler sur la **RD 56**, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 56 du PR 1+200 au PR 4+044,
- RD 34 du PR 21+211 au PR 19+045,
- RD 37 du PR 17+717 au PR 21+105,
- RD 2 du PR 8+469 au PR 8+656,
communes de BOUGES-LE-CHATEAU et ROUVRES-LES-BOIS.

Pendant la durée de l'interdiction de circuler sur la **RD 66**, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 66 du PR 2+000 au PR 6+729,
- RD 31 du PR 33+198 au PR 28+734,
- RD 2 du PR 14+827 au PR 8+307,
- RD 66 du PR 0+000 au PR 1+300,
communes de LINIEZ, FONTENAY et BOUGES-LE-CHATEAU.

Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par AXIONE et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de ROUVRES-LES-BOIS, LINIEZ, FONTENAY et BOUGES-LE-CHATEAU
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
Les Bases Routières de LEVROUX et ISSOUDUN
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de BOUGES-LE-CHATEAU
Nom, Prénom, Qualité

MAIRIE DE BOUGES-LE-CHATEAU 36110

Le Maire,

Michel BRIENT

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1559 du 31 MAI 2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-992 du 03/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 34A du PR 7+100 au PR 7+870, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de BOUGES-LE-CHATEAU

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande d'AXIONE présentée le 21/05/2024,

Considérant que les travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-992 du 03/04/2024, du 06/06/2024 au 16/06/2024 et du 27/07/2024 au 06/08/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-992 du 03/04/2024 est prolongé du 06/06/2024 au 16/06/2024 et du 27/07/2024 au 06/08/2024.

Les travaux seront suspendus du 17/06/2024 au 26/07/2024. En effet, le Service Matériels et Travaux intervient sur la RD 34A du PR 0+000 au PR 10+797 pour des travaux d'enduits superficiels d'usure en route barrée avec mise en place de déviations.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-992 du 03/04/2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Le Maire de BOUGES-LE-CHATEAU
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
La Base Routière de LEVROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1560 du 31 MAI 2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-1024 du 08/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur les routes départementales :
- n° 28 du PR 60+580 au PR 60+783,
- n° 28B du PR 0+000 au PR 1+620,
à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de SAINT-PIERRE-DE-JARDS et REUILLY

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande d'AXIONE présentée le 17/05/2024,

Considérant que les travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-1024 du 08/04/2024, du 11/06/2024 au 11/08/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-1024 du 08/04/2024 est prolongé du 11/06/2024 au 11/08/2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-1024 du 08/04/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les Maires de SAINT-PIERRE-DE-JARDS et REUILLY
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
La Base Routière d'ISSOUDUN
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1561 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 42b du PR 0+000 au PR 4+000, du 10/06/2024 au 05/07/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie, communes de GOURNAY et NEUVY-SAINT-SEPULCHRE

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-04-09-00001 du 9 avril 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 42b du PR 0+000 au PR 4+000, du 10/06/2024 au 05/07/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de La Châtre

ARRETE

Article 1 :
Du 10/06/2024 au 05/07/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie, réalisés par services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

scolaires, riverains et véhicules de service public) sur la route départementale n° 42b du PR 0+000 au PR 4+000, communes de GOURNAY et NEUVY-SAINT-SEPULCHRE.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 990 du PR 26+102 au PR 25+617, commune de NEUVY-SAINT-SEPULCHRE,
- RD 927 du PR 17+700 au PR 21+211, communes de NEUVY-SAINT-SEPULCHRE et GOURNAY,
- RD 42 du PR 6+377 au PR 4+899, commune de GOURNAY.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de GOURNAY et NEUVY-SAINT-SEPULCHRE
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre

Nicolas MOREAU

Renseignements :
Unité Territoriale de La Châtre
2 rue Joseph Ageorges - 36400 LA CHATRE - Tél : 02.54.62.12.20 -
dgartpe-utlachatre@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1562 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 49 du PR 24+258 au PR 24+508, le 08/06/2024 de 19h00 à 23h00, à l'occasion de "La nuit des forêts", commune d'AMBRAULT

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande de la Mairie d'AMBRAULT présentée le 02/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 49 du PR 24+258 au PR 24+508, le 08/06/2024 de 19h00 à 23h00, à l'occasion de "La nuit des forêts",

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Le 08/06/2024 de 19h00 à 23h00, à l'occasion de "La nuit des forêts", organisée par le Conservatoire d'Espaces Naturels de la Région Centre-Val de Loire, l'Office National des Forêts et la Mairie d'AMBRAULT, le stationnement et le dépassement seront interdits à tout véhicule et la vitesse sera limitée à 50 km/h sur la route départementale n° 49 du PR 24+258 au PR 24+508, commune d'AMBRAULT.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de la manifestation.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Le maire d'AMBRAULT
Le Conservatoire d'Espaces Naturels de la Région Centre-Val de Loire
L'Office National des Forêts
La Base Routière d'ISSOUDUN
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D- 1563 du 31 MAI 2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-991 du 03/04/2024 concernant la réglementation de la circulation sur les routes départementales :
- n° 37 du PR 18+000 au PR 21+000,
- n° 34A du PR 10+300 au PR 10+797,
à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, communes de BOUGES-LE-CHATEAU et ROUVRES-LES-BOIS

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de BOUGES-LE-CHATEAU

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande d'AXIONE présentée le 21/05/2024,

Considérant que les travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-991 du 03/04/2024, du 07/06/2024 au 07/08/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETENT

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-991 du 03/04/2024 est prolongé du 07/06/2024 au 07/08/2024.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Les travaux seront suspendus sur la RD 34A du 17/06/2024 au 26/07/2024. En effet, le Service Matériels et Travaux intervient sur la même section de route départementale pour des travaux d'enduits superficiels d'usure en route barrée avec mise en place de déviations.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-991 du 03/04/2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les Maires de BOUGES-LE-CHATEAU et ROUVRES-LES-BOIS
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
La Base Routière de LEVROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le Maire de BOUGES-LE-CHATEAU
Nom, Prénom, Qualité

Le Maire,

Michel BRIENT

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1564 du 31 MAI 2024

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° 2024-D-952 du 27/03/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la route départementale n° 56 du PR 0+200 au PR 1+300, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, commune de BOUGES-LE-CHATEAU

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande d'AXIONE présentée le 14/05/2024,

Considérant que les travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° 2024-D-952 du 27/03/2024, du 01/06/2024 au 01/08/2024,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
L'arrêté n° 2024-D-952 du 27/03/2024 est prolongé du 01/06/2024 au 01/08/2024.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° 2024-D-952 du 27/03/2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre
Les Maires de BOUGES-LE-CHATEAU et ROUVRES-LES-BOIS
L'entreprise AXIONE
Le RIP 36
La Base Routière de LEVROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1565 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 85 du PR 0+000 au PR 1+347 et du PR 1+866 au PR 3+167, du 03/06/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure, commune de CONDÉ

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-04-09-00001 du 9 avril 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu la demande du Service Matériels et Travaux présentée le 15/04/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 85 du PR 0+000 au PR 1+347 et du PR 1+866 au PR 3+167, du 03/06/2024 au 12/07/2024, à l'occasion de travaux d'enduits superficiels d'usure,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 12/07/2024, à l'occasion des travaux d'enduits superficiels d'usure, réalisés par le Service Matériels et Travaux, la circulation sur la route départementale n° 85 du PR 0+000 au PR 1+347 (**section 1**) et du PR 1+866 au PR 3+167 (**section 2**), commune de CONDÉ, sera réglementée selon les phases de chantier suivantes :

1) interdite à tout véhicule (sauf riverains et véhicules de service public)
2) limitée à 50 km/h à compter de l'achèvement des travaux d'enduits et jusqu'à la réalisation du balayage des rejets de granulats.

Les sections pour l'interdiction de circuler seront traitées de manière successive.

La durée des travaux est estimée à 3 jours sur la période et la route restera fermée la nuit qui suivra la réalisation de l'enduit.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de la **section 1**, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 918 du PR 24+101 au PR 18+377,
- RD 131 du PR 0+000 au PR 7+000,
communes de CONDÉ et ISSOUDUN.

Pendant la durée de l'interdiction de la **section 2**, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation, par :
- RD 70 du PR 4+066 au PR 0+000,
- RD 918 du PR 29+580 au PR 18+377,
- RD 131 du PR 0+000 au PR 7+000,
- RD 85 du PR 1+347 au PR 1+866,
communes de CONDÉ, MEUNET-PLANCHES et ISSOUDUN.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Service Matériels et Travaux, chargé des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière d'ISSOUDUN.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de CONDÉ, MEUNET-PLANCHES et ISSOUDUN
Le Service Matériels et Travaux
La Base Routière d'ISSOUDUN
La DDT / SPREN - cité administrative - 36000 CHATEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,



Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1566 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 57 B du PR 0+000 au PR 6+779, du 03/06/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie, communes de POULAINES et VAL-FOUZON

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu la demande des Services du Département présentée le 17/05/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 57 B du PR 0+000 au PR 6+779, du 03/06/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Vatan

ARRETE

Article 1 :
Du 03/06/2024 au 28/06/2024, à l'occasion de travaux de reprofilage en régie, réalisés par les Services du Département, la circulation sera interdite à tout véhicule (sauf transports scolaires) sur la route départementale n° 57 B du PR 0+000 au PR 3+011 (**phase 1**) et du PR 3+011 au PR 6+779 (**phase 2**), communes de POULAINES et VAL-FOUZON.

Les phases seront traitées de manière successive.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction de circuler de la **phase 1**, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 13 du PR 49+661 au PR 51+568,
- RD 57 du PR 3+997 au PR 1+406,
communes de POULAINES et VAL-FOUZON.

Pendant la durée de l'interdiction de circuler de la **phase 2**, la circulation sera déviée dans les deux sens, par :
- RD 57B du PR 6+779 au PR 7+000,
- RD 4 du PR 61+652 au PR 67+565,
- RD 25 du PR 20+547 au PR 16+073,
- RD 57 du PR 7+000 au PR 3+997,
- RD 13 du PR 51+568 au PR 49+661,
communes de VAL-FOUZON, CHABRIS, MENETOU-SUR-NAHON et POULAINES

Article 3 :
La signalisation de déviation et de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière de VALENÇAY, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires de POULAINES, VAL-FOUZON, MENETOU-SUR-NAHON et CHABRIS
La Base Routière de VALENÇAY
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Renseignements :
Unité Territoriale de Vatan
11 avenue de la Sentinelle - 36150 VATAN - Tél : 02.54.03.47.00 -
dgartpe-utvatan@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRETE N° 2024-D-1567 du 31/05/2024

Portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 913 du PR 1+730 au PR 5+750, du 17 juin au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, communes d'ARGENTON-SUR-CREUSE et CEAULMONT

Le Président du Conseil départemental

Le Maire d'ARGENTON-SUR-CREUSE

Le Maire de CEAULMONT

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 2018,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2024-D-870 du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Chef de l'unité territoriale de LA CHÂTRE,

Vu la demande de l'entreprise AEL présentée le 29 mai 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la route départementale n° 913 du PR 1+730 au PR 5+750, du 17 juin au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de l'unité territoriale de Le Blanc

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRETENT

Article 1 :
Du 17 juin au 12 juillet 2024, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par l'entreprise AEL et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores KR11 sur la route départementale n° 913 du PR 1+730 au PR 5+750, communes d'ARGENTON-SUR-CREUSE et CEAULMONT (en et hors agglomération).

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h (en agglomération) et à 50 km/h (hors agglomération).

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise AEL et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée d'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre
Les maires d'ARGENTON-SUR-CREUSE et CEAULMONT
L'entreprise AEL - Tél. : 06.43.60.17.61

La Base Routière de SAINT-GAULTIER
L'UT de LA CHÂTRE
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc



Gaëtan LE MAB

Le Maire d'ARGENTON-SUR-CREUSE
Nom, Prénom, Qualité

M. Jean-Marie FAUGONNIER
Maire-adjoint

MAIRIE D'ARGENTON-SUR-CREUSE (Indre)

Le Maire de CEAULMONT
Nom, Prénom, Qualité

MAIRIE DE CEAULMONT (INDRE)

L'Adjoint au Maire,
Gilles LOUSTALOT

Renseignements :
Unité Territoriale du Blanc
2 ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC - Tél : 02.54.48.99.90 -
dgartpe-utleblanc@indre.fr

Délai et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Limoges.

CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

n° FINESS EJ : 360005391

2024-2028

Conclu entre :

L'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Indre
21 rue du 11 Novembre
36000
CHATEAUROUX
N° Finess EJ : 360005391
N° SIREN : 775189269
Représentée par Monsieur Yves DENIEUL, Président de l'ADPEP 36

D'une part,

Et

L'AGENCE REGIONALE DE SANTE CENTRE-VAL DE LOIRE
Cité Coligny
131 rue du Faubourg Bannier
45044 ORLEANS
Représentée par Madame Clara De Bort, Directrice Générale

D'autre part et

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'INDRE (pour le CAMSP)
Dénommé le département
Place de la Victoire et des Alliés – CS20639
36020 CHATEAUROUX Cedex

représenté par Monsieur Marc FLEURET, Président du Conseil départemental

Table des matières

Visas et références juridiques 3
Article 1 : OBJET DU CONTRAT 4
Article 2 : IDENTIFICATION DU GESTIONNAIRE ET PERIMETRE DU CONTRAT 7
2-1 Le gestionnaire 7
2-2 Les ESMS couvert par le CPOM 9
Article 3 : LE DIAGNOSTIC PARTAGE 9
Article 4 : OBJECTIFS ET PLAN D'ACTIONS DU CPOM 9
Article 5 : LES MODALITES DE LA PRISE EN COMPTE DE L'ACTIVITE 10
5-1 Objectifs d'activité 10
5-2 Modalités de suivi de l'activité 11
Article 6 : LA PROCEDURE BUDGETAIRE 12
6-1 Détermination de la dotation Globalisée Commune (DGC) 12
6-2 Détermination de l'allocation de ressources fixée par le Département de l'Indre (CAMSP) 12
6-3 Evolution de la dotation globalisée commune de référence 12
6-4 Versement de la dotation globalisée commune de référence 13
6-5 Affectation des résultats comptables 13
6-6 Modalités de suivi des éléments financiers du contrat 14
6-7 Les investissements pluriannuels 15
6-7 Frais de siège 15
Article 7 : LES MODALITES DE SUIVI DU CONTRAT 15
7-1 Le suivi du contrat 15
7-2 Les contrôles de l'ARS et du Département 16
7-3 Le renouvellement du contrat 17
Article 8 : LA DUREE DU CONTRAT 17
8-1 La durée du contrat 17
8-2 Conditions de révision et de résiliation 17
Article 9 : LITIGES 18
Sommaire des annexes 19

Visas et références juridiques

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-11, L.313-12-2, R.314-39 à R.314-43-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment le IV de l'article L.5217-2, le cas échéant ;

Vu le décret du 7 juin 2023 portant nomination de Madame Clara de BORT en qualité de Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire à compter du 12 juin 2023 ;

Vu la délibération n° CD 20210701-001 en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil départemental de l'Indre ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 modifié par l'arrêté du 22 mars 2018, portant programmation de la signature des CPOM des établissements et services médico-sociaux de l'ARS Centre-Val de Loire et du Conseil départemental de l'Indre ;

Vu le Projet Régional de Santé de la région Centre-Val de Loire 2023-2028 ;

Vu le schéma départemental en faveur de l'enfance et de la famille 2018-2023 de l'Indre adopté le 15 juin 2018 ;

Vu le règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de l'Indre (RDAS) adopté le 14 avril 2023 ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Association ADPEP 36 en date du 09 février 2024 autorisant la signature du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Dans une recherche constante de qualité et d'efficience des réponses apportées aux citoyens, l'ARS du Centre-Val de Loire, le Conseil Départemental de l'Indre et l'ADPEP 36 utilisent la contractualisation comme levier de mise en œuvre de l'évolution de l'offre médico-sociale en région Centre Val de Loire afin de construire des réponses individualisées pour les personnes en situation de handicap, plus inclusives dans lesquelles les soins, l'accompagnement social et médico-social se complètent pour soutenir le projet de vie de la personne.

Les objectifs du présent contrat s'appuient sur les axes fondamentaux inscrits dans les lois du 2 janvier 2002 et 11 février 2005, sur les axes déployés dans le cadre de la démarche « Une réponse accompagnée pour tous », et sur les objectifs inscrits dans le Projet Régional de Santé 2023/2028 et le schéma départemental en faveur des personnes handicapées 2021-2025 de l'Indre.

Ils s'appuient également sur les projets stratégiques des organismes gestionnaires, dans la limite des objectifs et priorités des différents schémas.

Dans le cadre de la négociation du présent contrat, l'ADPEP 36, l'ARS du Centre-Val de Loire et le Conseil départemental de l'Indre ont constitué un comité de pilotage (COPIL) représenté par :

Pour l'ADPEP 36 :
- Le directeur général,
- Le directeur adjoint de financier,
- Les directeurs de pôle,
- La responsable qualité et projets,

Pour le Département de l'Indre par :
- Le responsable du service programmation et tarification et son adjoint à la Direction de la Prévention et du Développement Social (DPDS) ;

- Le gestionnaire référent de l'Organisme gestionnaire au service programmation et tarification à la Direction de la Prévention et du Développement Social (DPDS).

Pour l'ARS Centre-Val de Loire :
- La Référente territoriale « parcours prévention sanitaire et médico-social » – DD de l'Indre
- La Gestionnaire administrative et budgétaire du secteur personnes handicapées de la direction de l'offre médico-sociale.

Article 1 : OBJET DU CONTRAT

Le CPOM est une source de simplification administrative dans la mesure où il devient le document unique de contractualisation pour le gestionnaire d'un ou plusieurs établissements, et un levier de performance pour les établissements et services médico-sociaux.

Ce contrat définit les objectifs et engagements du gestionnaire et les moyens qui lui sont alloués pendant la durée du contrat par l'ARS et le Département.

Il doit permettre, en définissant des orientations stratégiques partagées avec le gestionnaire, la déclinaison par objectifs des orientations :
- du Projet Régional de Santé (PRS) de l'ARS dans les territoires,
- du schéma départemental en faveur des personnes handicapées 2021-2025 de l'Indre
- du projet associatif de l'association ADPEP

Ces orientations doivent se traduire dans un plan d'actions concrètes qui répondent aux axes suivants :

I) Axes prioritaires de l'ARS

1- Adapter l'offre médico-sociale afin de répondre aux besoins et spécificités des personnes accompagnées, développer les réponses et les pratiques permettant de structurer des parcours inclusifs pour les personnes

Le CPOM étant un outil de déclinaison des priorités des politiques médico-sociales, la transformation de l'offre s'y inscrit à travers les points suivants :
- Améliorer la réponse aux besoins en proximité des territoires.
- Répondre aux besoins spécifiques et parfois complexes des personnes en fonction du type de handicap.
- Anticiper, prévenir et gérer les ruptures de parcours.
- Construire une offre souple, diversifiée, coordonnée qui répond aux besoins et attentes de la personne en situation de handicap.
- Favoriser le recours aux dispositifs de droit commun à tous les âges de la vie.

2- Prévenir les ruptures de parcours, l'absence ou inadéquation de solution et contribuer ainsi à la structuration de l'offre médico-sociale sur les territoires

La logique de parcours est un enjeu majeur des orientations régionales, départementales et du projet associatif de l'ADPEP.

Afin de garantir un parcours en adéquation avec les besoins des personnes accompagnées, la participation des différents acteurs à la mise en place de la démarche « une réponse accompagnée pour tous » est nécessaire au travers :
- de la participation aux groupes opérationnels de synthèse et à l'élaboration de Plan d'Accompagnement Global (PAG),
- en cas de refus d'admission à l'issue d'une décision d'orientation de la CDAPH prise dans le cadre d'un PAG tel que prévu par l'article 89 de la Loi de modernisation du système de santé, à motiver le refus d'admission,
- de l'utilisation de l'outil Via Trajectoire (outil de suivi des orientations) pour l'ensemble des usagers concernés,
- du reporting des informations nécessaires dans le répertoire opérationnel des ressources (ROR),
- du remplissage du tableau de bord de la performance.

Les coopérations territoriales

Le gestionnaire doit également s'inscrire au travers de ses ESMS, dans l'organisation territoriale de l'offre médico-sociale et la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

La logique de parcours conduit à inscrire tous les ESMS du gestionnaire dans l'organisation territoriale de l'offre médico-sociale et la réduction des inégalités sociales et territoriale de santé.

La logique de parcours conduit à une ouverture des établissements et services médico-sociaux sur le territoire, un renforcement de la qualité et de l'efficience ainsi qu'une exigence de coordination des acteurs dans le cadre d'une offre adaptée aux besoins des personnes accompagnées.

Les coopérations territoriales s'entendent entre les établissements du gestionnaire mais aussi avec l'ensemble des acteurs parties prenantes aux parcours dont les acteurs de droit commun.

Les objectifs et les actions en matière de coopération devront aussi permettre une optimisation de la gestion des moyens humains et financiers, permettant à chacun de remplir leurs missions auprès des personnes accompagnées.

3- Rendre effectif le droit à l'autodétermination des personnes en situation de handicap

Chaque acteur doit s'engager dans une démarche visant à rendre la personne actrice de son parcours :
- Reconnaitre l'expertise des usagers, de donner la parole aux personnes elles-mêmes et bâtir des actions qui leur correspondent.
- Valoriser le pouvoir d'agir.
- Favoriser l'autonomie et la participation des personnes.

4- Améliorer la qualité des accompagnements et favoriser l'adaptation des pratiques professionnelles

En articulation avec les référentiels de bonnes pratiques de la Haute Autorité en Santé (HAS), une politique d'amélioration continue de la qualité est menée dans les ESSMS. Elle s'inscrit dans l'obligation règlementaire d'adhérer à la démarche d'évaluation interne et externe.

Pour cela, différents axes sont à mettre en place :
Développer un accompagnement adapté tout au long de la vie.
Mettre en œuvre les objectifs et les actions s'inscrivant dans une logique d'inclusion de la personne garantissant l'autonomie des personnes accompagnées.

Les objectifs du contrat concourront au respect du droit des usagers par le biais de leur participation au projet institutionnel, et, en particulier, à l'accès à la santé des personnes en situation de handicap.

La qualité de l'accompagnement passe aussi par des actions que le gestionnaire et les ESMS conduiront auprès des aidants.

Le CPOM permettra de décliner également l'accompagnement au changement des pratiques professionnelles dans le cadre de la transformation de l'offre.

5- Améliorer l'efficience, le pilotage des ESMS et garantir l'optimisation des ressources

Dans le cadre de la contractualisation, une attention particulière doit être portée à la gouvernance à l'égard des structures sur les axes suivants :

- Ressources humaines :

  Il s'agit de donner à la politique de ressources humaines, une dimension stratégique et prospective en matière de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC), de gestion de la masse salariale, de dialogue social, de formation et qualification, de santé et sécurité au travail.

- Situation patrimoniale et financière :

  La gestion du patrimoine doit s'adapter aux évolutions des besoins et des techniques

d'accompagnement des personnes en situation de handicap.

Pour cela, une gestion doit être assurée afin de pérenniser le fonctionnement de la (les) structures. Le présent CPOM pourra intégrer un contrat de retour à l'équilibre si la situation financière du gestionnaire l'exige.

Tout projet immobilier devra intégrer dans ses réflexions la logique d'inclusion, d'inscription de l'ESMS en proximité des besoins et de mutualisation sur le territoire.

Tout projet devra faire l'objet en amont d'une validation par l'ARS Centre-Val de Loire et/ou le Conseil Départemental de l'Indre.

- Optimisation de la gestion des prestations :

  Rechercher le meilleur rapport qualité/coût des différentes prestations dont le gestionnaire a la charge. Des mutualisations et/ou regroupements pourront être proposés concernant les achats et les moyens notamment en personnel.

- Système d'information et dématérialisation au sein des ESMS :

  Il s'agit de veiller à disposer d'un système d'information adapté au pilotage des activités, en privilégiant la dématérialisation des échanges et des données.

  Une attention particulière sera portée à l'informatisation des dossiers de soins individualisés, au déploiement des nouvelles technologies au profit des personnes accompagnées, ainsi qu'aux logiciels métiers.

II) Axes prioritaires du Conseil départemental de l'Indre

En date du 15 juin 2018, le Département a adopté son schéma départemental en faveur de l'enfance et de la famille 2018-2023. Les objectifs stratégiques et les déclinaisons opérationnelles ont été déclinés sur les axes suivants :

AXE 1 : RENFORCER LA PREVENTION ET LE SOUTIEN A LA PARENTALITE

Les orientations proposées visent à rechercher plus d'efficacité dans les actions de prévention, et à adapter, diversifier, les modalités d'accompagnement et à rechercher des réponses aux situations dites « critiques » qui mettent en échec les dispositifs habituels et que les partenaires ont préféré qualifier de « complexes ».

Dans ce cadre les actions proposées sont les suivantes :

- Renforcer l'éducation à la parentalité en faisant mieux faire connaître les dispositifs d'accompagnements des parents, en menant des actions pour responsabiliser les futurs parents et parents sur leur rôle et en apportant une attention particulière à des publics identifiés comme fragiles
- Confirmer le rôle central de la PMI (Protection Maternelle et Infantile)
- Renforcer le travail partenarial pour mieux accompagner les familles en favorisant un dépistage le plus précoce possible des dysfonctionnements familiaux et en faisant vivre le réseau entre partenaires spécialisés ou non.

AXE 2 : FAIRE EVOLUER LES MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT

La recherche d'une plus grande efficience de nos actions en matière de protection de l'enfance, passe, en complément du renforcement de la prévention, par une recherche permanente de l'amélioration de nos modalités d'intervention et d'accompagnement.

Dans ce cadre les actions proposées sont les suivantes :

- Adapter les modalités d'accompagnement des dispositifs et intervenants existants à la diversité et à l'évolution des besoins en veillant à la qualité de l'évaluation de la situation et en recherchant l'élaboration d'un plan d'aide adapté, en articulant mieux les différents dispositifs et intervenants et

les adapter aux besoins de chaque situation et faisant évoluer le cadre de la prise en charge ASE selon la situation ;

- Diversifier les modes d'accompagnement en renforçant les interventions de prévention non contractualisées en circonscription d'action sociale (CAS), en créant une nouvelle forme d'accompagnement (l'accompagnement individualisé de proximité), en renforçant l'accompagnement vers l'insertion des jeunes confiés, sans projet de formation et d'insertion et en développant des modes d'accueil répondant aux besoins spécifiques des Mineurs Non Accompagnés ;
- Mieux prendre en compte les « situations complexes »

Article 2 : IDENTIFICATION DU GESTIONNAIRE ET PERIMETRE DU CONTRAT

2-1 Le gestionnaire

Carte d'identité du gestionnaire :

Dénomination sociale	ADPEP 36
Statut juridique	Association loi 1901
N° FINESS juridique	36 0005 391
Siège Social	21 rue du 11 Novembre 1918 – 36000 CHATEAUROUX
N° SIRET	775 189 269 00274
Code APE	8899 A
Téléphone	02.54.34.56.24
E-mail	dg@adpep36.fr
Président	M. Yves DENIEUL
Directeur Général	M. Ludovic DUTOUR

Annexe 1 : Organigramme
Annexe 2 : Suivi des actions et outils réglementaires depuis la loi 2002-2

Orientations stratégiques :

Nous intervenons dans les domaines de la petite enfance, de l'éducation, des loisirs, du social, du médico-social et du sanitaire.
Ces dernières années, nous défendons le principe **d'une société inclusive, garante de l'accès de tous aux droits communs** : droit à l'éducation, à la formation, à la culture, au sport, aux loisirs, aux soins, à la vie sociale et à l'emploi.

L'Association des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Indre (ADPEP 36 dite les PEP 36) contribue dans le cadre des missions publiques qui lui sont confiées, **à l'intégration scolaire, à l'insertion sociale et professionnelle des enfants, des adolescents et des adultes en situation de handicap**, dans le département de l'Indre.
Les PEP 36 s'identifie par ses valeurs mises en œuvre dans son dernier projet associatif 2022-**2026 « Agir pour une société solidaire et inclusive ».**
Ce projet affirme avec force l'émancipation de chacun par l'accès de tous sans distinction ni discrimination à l'éducation, à la culture, à la vie citoyenne, au travail et aux loisirs.
L'intégration dans la société des enfants et des adultes en situation de handicap demeure la préoccupation majeure des PEP 36 et nous nous efforçons chaque jour de promouvoir une société inclusive.
Depuis 100 ans, nos actions sont guidées par **les valeurs de Laïcité, Solidarité, Égalité et Citoyenneté**.
Ces valeurs sont indissociables les unes des autres. Elles s'enrichissent de leurs nécessaires interactions.
Elles participent à la construction d'une société plus inclusive, plus éclairée et plus solidaire à la fois.
Laïcité et Solidarité sont les valeurs fondatrices et fondamentales de notre association et de tous les projets qu'elle initie. Elles donnent force et sens à notre engagement quotidien depuis la création de l'association.

La laïcité affirme l'absolue liberté de conscience et l'égalité de tous par-delà les différences. La solidarité s'affirme comme le principe fondateur du contrat social qui assure l'autonomie de chacun et respecte la valeur de l'individu.
Ces deux fondements sont l'assurance des libertés individuelles ou collectives dans l'esprit d'une tolérance mutuelle.

Ils sont la reconnaissance de l'égalité des droits à toute personne.
Les PEP 36 rejettent toute forme de discrimination de quelque nature soit-elle envers les enfants d'âge scolaire, les jeunes et les adultes en difficulté sociale ou en situation de handicap.
Ces valeurs nous conduisent au quotidien dans nos différentes activités et services que l'association mets en œuvre depuis de longues années.
Dans le cadre des missions publiques qui lui sont confiées, en lien avec le projet associatif et le projet fédéral « Agir pour une société solidaire et inclusive », elle contribue à l'inclusion scolaire, à l'inclusion professionnelle et sociale des enfants, des jeunes et des adultes en situation de handicap dans le département de l'Indre.
L'ADPEP 36 propose ainsi ses services à plus de 3 000 personnes accompagnées et emploie 203,15 ETP de salariés au 31 décembre 2022.
Le dernier projet associatif « Agir pour une société solidaire et inclusive » a rapidement privilégié le choix d'une **organisation en plate-forme de services et de prestations** en passant **d'une « logique de places à une logique de prestations adaptées aux besoins »**.

Un plan d'action organisationnel s'est décliné sous la forme du « projet PEP 2021 » qui a commencé ses premiers travaux fin 2017. En effet, cette transformation de l'offre de service impliquait plusieurs évolutions incontournables dans :

- L'organisation des établissements et services,
- Les modèles d'accompagnement,
- Les pratiques et postures professionnelles des acteurs,
- Le modèle managérial et le mode de gouvernance de l'association,

Aujourd'hui, la vision stratégique en plate-forme de services et de prestations coordonnée peut permettre d'une part de répondre **aux attentes et besoins de la personne et à leurs évolutions** au fil du temps, par une prise en compte de leur parcours et leurs projets de vie.
D'autre part, ce fonctionnement modifie aussi les relations entre professionnels et bénéficiaires, nécessite de **nouveaux rapports avec l'environnement en mobilisant les ressources nécessaires** non seulement au sein des structures accompagnantes médico-sociales mais aussi à l'extérieur. Ce d'autant plus qu'il s'agit de privilégier autant que possible **l'accès au milieu ordinaire**.
Cette nouvelle logique d'accompagnement permet également **de décloisonner les interventions des structures médico-sociales, de la santé, de la petite enfance, de la scolarité et de l'insertion professionnelle**..., afin d'améliorer **leur coordination et leur complémentarité et de créer une culture commune**.
En s'appuyant sur ce concept, **le projet associatif 2022 – 2026** (validé par une assemblée générale extraordinaire du 22 mars 2022) a impulsé **ce changement de l'offre de nos établissements et services en se prolongeant vers de nouvelles missions**.
Ceci a conduit les équipes à proposer la mise en place de nouveaux dispositifs au plus près des besoins pour être en adéquation avec la demande sociétale et l'évolution des politiques sociales.
Nous allons travailler sur des projets d'accompagnement plus inclusifs pour répondre aux objectifs suivants :

- **Agir sur les lieux de vie** des bénéficiaires pour valoriser et adapter toutes les ressources disponibles ainsi que la posture des accompagnants (famille, professionnels de structures, professeurs, employeur...)
- **Fluidifier les accompagnements par une coordination** des interventions entre les différents acteurs (coordinateurs de parcours et d'activités) et les bénéficiaires,
- **Limiter les ruptures de parcours** entre le milieu ordinaire et les structures médico-sociales,

Ainsi, l'association cherche à toujours s'adapter au contexte règlementaire, à la demande des familles, à la nécessaire ouverture de ses dispositifs sur l'extérieur mais également vers l'intérieur. Un « vivre ensemble » que l'association propose au travers de prestations innovatrices valorisant ainsi les personnes accompagnées en s'appuyant sur leurs potentialités. L'ADPEP 36 impulse une dynamique de travail de décloisonnement, de partage et d'échanges avec tous les partenaires ce qui lui permet d'asseoir de nouvelles postures professionnelles spécifiques et coresponsables.
Nos objectifs sont de mettre en **synergie l'ensemble des moyens humains et institutionnels du territoire** pour pouvoir répondre au plus près des besoins des enfants, des adolescents et des jeunes adultes en situation de handicap.

Notre volonté est d'aller au-delà d'une coordination entre les différents acteurs du territoire en donnant aux personnes accompagnées **le « pouvoir d'agir »** et ce quel que soit leur différence pour éviter une rupture de parcours. **Il ne s'agit pas aujourd'hui de faire plus mais de faire autrement pour obtenir mieux.**

2-2 Les ESMS couvert par le CPOM

A la signature du contrat, le référencement de l'établissement est le suivant :

Dépt	N° Finess ET principal	Catégorie (nouvelle nomenclature)	Raison sociale	Commune d'implantation	Capacité autorisée	Capacité installée et financée
36	360000236	DAME	DAME	VALENCAY	200	200
36	360000277	CMPP	CMPP	CHATEAUROUX	10 000 séances	10 000 séances
36	360002208	ESAT	ESAT HLM	VALENCAY	17	17
36	360004329	ESAT	ESAT de Valençay	VALENCAY	98	98
36	36000412	CAMSP	CAMSP	CHATEAUROUX	115	115

Article 3 : LE DIAGNOSTIC PARTAGE

Le diagnostic partagé repose sur l'analyse des documents suivants :

- des fiches individuelles Indicateurs de la performance tirées des indicateurs transmis par le gestionnaire par le biais du Tableau de bord de la performance du secteur médico-social ;
- des résultats et des préconisations des évaluations de l'ESMS ;
- du diagnostic financier et budgétaire ;
- de documents complémentaires transmis par le gestionnaire ;
- en cas de renouvellement, du bilan du précédent CPOM.

La synthèse de ces indicateurs sert de base d'échanges pour aboutir à un consensus entre le gestionnaire et l'ARS sur les points forts, les points à améliorer ainsi que sur les objectifs et actions prioritaires au regard des axes stratégiques, à inscrire dans le présent contrat.

Les diagnostics partagés sont annexés au présent contrat.

Annexe 3 : Diagnostic l'ESMS contractants
Annexe 4 : Etat des provisions et fonds dédiés
Annexe 5 : Gestion prévisionnelle de la masse salariale
Annexe 6 : Tableau des départs à la retraite
Annexe 7 : Ratios financiers du bilan consolidé par ESMS

Article 4 : OBJECTIFS ET PLAN D'ACTIONS DU CPOM

Les objectifs opérationnels et le plan d'actions inscrits au CPOM sont directement issus du diagnostic partagé entre le gestionnaire et l'ARS.

Ils mettent en application l'ensemble des orientations et des objectifs mentionnés à l'article 1.

Les fiches actions de l'Association ADPEP 36 sont intégrées dans une stratégie globale consolidée autour des orientations suivantes :

Fiches Actions	Objectifs stratégiques
Fiche Action N°1	**Améliorer l'efficience des établissements et services par une meilleure gestion des ressources humaines et des coûts** « Faire évoluer activités vers une plateforme de services et de prestations »
Fiche Action N°2	**Favoriser l'inclusion sociale et scolaire des enfants de 0 à 25 ans** « Se transformer en Pôle DAME : IME/EME/SESSAD » (Prestations de scolarisation, internat, externat, inclusion scolaire et ambulatoire)
Fiche Action N°3	**Favoriser l'Inclusion scolaire des enfants en situation de handicap** « Mettre en œuvre l'externalisation des unités d'enseignements et couvrir la demande territoriale » (La Châtre)
Fiche Action n°4	**Le DAME sur Valençay : un lieu de vie, de répit, de loisir et d'ouverture** « Proposer une offre de répit »
Fiche Action N°5	**Développer de nouvelles compétences au service de la diversification et de l'évolution de l'offre** « Déploiement d'une GPEC en intégrant des nouvelles fonctions et des nouvelles compétences »
Fiche Action N°6	**Valorisation d'un patrimoine associatif au regard des enjeux stratégiques et de la réglementation** « Adapter et aménager les structures en lien avec les différents projets d'activités »
Fiche Action N°7	**Développer des outils sécurisés de la communication interne et externe** « Informatisation des échanges et des données en lien avec les bénéficiaires, les salariés et les partenaires »
Fiche Action N°8	**Favoriser la fluidité des parcours entre la formation et le travail en milieu protégé et/ou en milieu ordinaire pour les personnes en situation de handicap** « Organiser une plateforme d'appui et ressources pour l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap »
Fiche Action N°9	**Développer des dispositifs ressources au bénéfice d'un environnement et d'un parcours inclusif** « Mettre en place le Service d'Appui et de Continuité à l'Accompagnement des Parcours » (SACAP)
Fiche Action N°10	**Favoriser la prévention et l'accompagnement parental autour de la Petite Enfance sur le territoire** « Développer le dispositif d'appui et de ressources « Attrape-Rêve » pour les tous petits ainsi que leurs parents »
Fiche Action N°11	**Favoriser la formation et l'inclusion professionnelle des usagers en situation de handicap** « Créer un centre de formation professionnel labélisé »

Annexe 8 : Fiches actions

Article 5 : LES MODALITES DE LA PRISE EN COMPTE DE L'ACTIVITE

5-1 Objectifs d'activité

Le CPOM par ces enjeux a également pour finalité d'objectiver et d'optimiser l'activité l'ESMS.

L'Association ADPEP 36 s'engage à tendre vers un taux d'occupation de :

N° FINESS	ESMS	Activité	Places autorisées	Taux d'occupation	File active
360000236	DAME	Accueil de jour	200	92 %	250*
		Hébergement		92 %	
		Accueil de répit		80%	
		Ambulatoire		90 %	

360000277	CMPP	Ambulatoire	10 000 séances/actes	90 %	250
360002208	ESAT HLM	Accueil de jour	17	90%	**Non concerné**
360004329	ESAT	Accueil de jour	98	90%	**Non concerné**
36000412	CAMSP	Ambulatoire	115	90 %	250

250 : objectif de la file active à atteindre dans la dernière année du CPOM et en fonction de la réglementation applicable au dispositif intégré*

et évalué au moyen des indicateurs suivants :
- Le taux d'occupation (calculé en divisant le nombre de journées réalisées dans l'année par l'établissement ou service par le nombre de journées théoriques correspondant à la capacité autorisée et financée multipliée par le nombre de journées d'ouverture de la structure) ;
- Le nombre de personnes accompagnées au cours de l'année civile ;
- Le nombre de prestations réalisées au cours de l'année civile.

Si l'activité réalisée est inférieure aux objectifs contractualisés, et sous réserve de circonstances particulières justifiant tout ou partie de cette sous-activité, la dotation globale ou le forfait de la structure concernée pourra faire l'objet d'un abattement.

L'activité s'apprécie en fonction des indicateurs mentionnés ci-dessus. Le pourcentage d'abattement de la dotation globale de financement est défini par établissement et service au regard de la dégradation d'au moins deux des trois indicateurs.

5-2 Modalités de suivi de l'activité

Chaque année, le gestionnaire devra transmettre, aux autorités de tarification :

- au 31 octobre N-1 : les tableaux relatifs à l'activité prévisionnelle N par ESMS et par activité médico-sociale. Un tableau devra également préciser des données concernant les résidents dont le domicile de secours est situé dans un autre Département que le Département de l'Indre.
- au 31 janvier N à l'ARS : une mise à jour de l'activité prévisionnelle relative aux bénéficiaires de l'amendement Creton pour l'année en cours.

Au regard du suivi de l'activité et des financements portés par chaque Département en lien avec les domiciles de secours des usagers, le gestionnaire s'engage à transmettre mensuellement un état des présences notamment sur les factures émises auprès des non-résidents du Département (ressources comprises), des non bénéficiaires de l'aide sociale et des stagiaires.

Cet état mensuel devra être transmis auprès du Département avant le 5 du mois suivant en précisant :
- L'activité réalisée pour les résidents du Département;
- L'activité réalisée par des non-résidents du Département ainsi que le montant des factures émises sur celle-ci,
- L'activité facturée pour les usagers non bénéficiaires de l'aide sociale ainsi que celle provenant des stages
- La participation des résidents du Département au titre des frais de séjour (ressources).

Article 6 : LA PROCEDURE BUDGETAIRE

6-1 Détermination de la dotation Globalisée Commune (DGC)

La Dotation Globalisée Commune, ci-après nommée DGC, a été définie par les parties présentes au contrat.

Elle correspond à la somme des « Budgets Base Zéro » (BBZ) de chaque établissement et service.

Pour la première année du contrat, elle est consolidée de la manière suivante :

N° FINESS	Établissement ou service	*Base reconductible au 01/01/2024*	DGC financée par l'ARS	DGC financée par le CD
360000236	DAME	6 633 301.24	6 633 301.24	Non concerné
360000277	CMPP	1 274 626.87	1 274 626.87	Non concerné
360002208	ESAT HLM	256 136.79	256 136.79	Non concerné
360004329	ESAT	1 412 388.27	1 412 388.27	Non concerné
36000412	CAMSP	1 206 821.19	976 365.87	230 455.32

Une décision annuelle de tarification sera notifiée chaque année par l'ARS Centre-Val de Loire au gestionnaire et précisera le montant des ressources attribuées à l'ESMS (= DGC).

6-2 Détermination de l'allocation de ressources fixée par le Département de l'Indre (CAMSP)

Conformément aux dispositions de l'article L. 2112-8 du code de la santé publique, la dotation globale de financement des centres d'action médico-sociale précoce mentionnés au 3° du I de l'article L. 312-1 du présent code est versée :

1° Pour 20 % de cette dotation, par le département d'implantation, dans les conditions fixées au sous-paragraphe 1 du paragraphe 2 de la sous-section 3 de la présente section ;

2° Pour 80 % de cette dotation, par la sécurité sociale dans les conditions fixées par les articles R. 174-16-1 à R. 174-16-5 du code de la sécurité sociale.

6-3 Evolution de la dotation globalisée commune de référence

Actualisation et modulation de la DGC :

Cette dotation sera actualisée chaque année en fonction du taux d'évolution des dotations régionales limitatives mentionnées aux articles L.314.3 et L.314-4 du code l'action sociale et des familles et de la politique de la convergence tarifaire appliquée par l'ARS Centre-Val de Loire.

Les signataires conviennent de ne pas appliquer le cadre de la procédure contradictoire pour les ESMS sous CPOM.

Une modulation de la DGC pourra être réalisée par l'autorité de tarification au regard de la réalisation des objectifs d'activités fixés au présent contrat (cf. article 5-1 : Objectifs d'activité l'ESMS).
Dans ce cas, l'ARS communiquera en amont de la procédure budgétaire l'éventualité d'un abattement de la dotation ou du forfait.
En cas de décision d'abattement, celle-ci sera notifiée concomitamment à la notification du tarif au gestionnaire.
Lorsqu'un établissement accueille régulièrement des personnes relevant de l'Amendement Creton, le gestionnaire doit transmettre chaque année, à l'ARS Centre Val de Loire, au plus tard le 31 janvier, la part des financements constatés en N-1 relevant d'une prise en charge par les conseils départementaux.

La dotation globale de l'année N sera minorée de la part de ces produits constatés. (cf. articles R.314-115 du code de l'action sociale et des familles)

Crédits non reconductibles :

Le présent contrat implique que son exécution s'effectue à enveloppe constante, sans recours à des financements complémentaires. Néanmoins, les ESMS pourront être éligibles à l'attribution de crédits non reconductibles selon les besoins recensés, les possibilités et les priorités de l'ARS Centre-Val de Loire, en lien avec les objectifs poursuivis.

Toute modification de la DGC hors crédits d'actualisation et opérations nouvelles prévues au contrat fera l'objet d'un avenant au contrat.

6-4 Versement de la dotation globalisée commune de référence

L'ADPEP 36 est désignée pour percevoir la dotation globalisée. Celle-ci est versée par un unique organisme d'Assurance Maladie : la caisse pivot compétente sur la durée du CPOM est la CPAM de l'Indre.

6-5 Affectation des résultats comptables

Le contrat définit les modalités d'affectation des résultats en lien avec les objectifs. Elles doivent être conformes aux règles définies aux articles R.314-232 à 237 du CASF même pour les résultats des exercices antérieurs au CPOM (cf. article R.314-43 du CASF).

Les modalités d'affectation des résultats antérieurs au CPOM doivent obéir aux mêmes règles que celles des années CPOM. Aucune reprise des résultats antérieurs à la signature du CPOM ne sera possible.

L'ARS Centre-Val de Loire conserve la possibilité de réformer les résultats, conformément aux articles L.313-14-2, R.314-52 et R.314-236 du CASF, si elle constate des dépenses manifestement étrangères par leur nature ou par leur importance aux nécessités de gestion des établissements et service. Cette récupération viendra en déduction de la tarification de l'exercice qui suit celui au cours duquel il a été constaté.

Concernant les jeunes en Amendement Creton, les prix de journée pour lesquels la facturation est à la charge des conseils départementaux doivent leur être facturés, constituant ainsi une recette supplémentaire au budget de l'exercice considéré. Ces recettes ne constituent en aucun cas des recettes supplémentaires et ne peuvent servir à augmenter le montant des dépenses approuvées.

Le CPOM fixe les modalités d'affectation des résultats en lien avec les objectifs. Le gestionnaire est libre d'affecter à la fin de chaque exercice, ses résultats, compte tenu des priorités définies ci-dessous. Ces derniers sont affectés aux comptes de résultats dont les résultats sont issus.
Pour autant, l'affectation des résultats devra s'effectuer en fonction des moyens et actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés au contrat. Il est également tenu compte des projets d'investissements du gestionnaire.

→ Affectation des résultats excédentaires et par ordre de priorité :
Les résultats excédentaires du compte de résultat principal et de chaque compte de résultat annexe sont affectés au cours de l'exercice suivant celui auquel il se rapporte, selon les modalités suivantes :
- En priorité à l'apurement des déficits antérieurs à ce compte de résultat ;
- A un compte de report à nouveau ;
- Au financement de mesures d'investissement ;
- A un compte de réserve de compensation ;
- A un compte de réserve de trésorerie dans la limite de la couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 III du CASF).
- A un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité ;

A prioriser lors des négociations en fonction de la santé financière des structures, des projets et des objectifs fixés hors le n°1 Apurement des déficits qui reste en priorité 1.

L'affectation des résultats devra s'effectuer en fonction des moyens et actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés au contrat. Il est également tenu compte des projets d'investissements du gestionnaire.

→ Affectation des résultats déficitaires :
La couverture des déficits relève de la responsabilité du gestionnaire. Le déficit doit être couvert :
- En priorité par le compte de report à nouveau excédentaire puis, le cas échéant par la reprise par la réserve de compensation du compte de résultat concerné ;
- Pour le surplus, affecté à un compte de report à nouveau déficitaire de ce compte de résultat.

L'Association ADPEP 36 s'engage à rechercher l'équilibre financier par le meilleur rapport qualité coût possible de ses prestations et à effectuer les démarches nécessaires pour regrouper et/ou mutualiser à chaque fois que possible les moyens et/ou les dépenses.

6-6 Modalités de suivi des éléments financiers du contrat

À compter de l'exercice qui suit la signature du contrat (2025), le gestionnaire devra produire chaque année un **état prévisionnel des recettes et des dépenses** (EPRD) unique regroupant à minima l'ensemble des activités du périmètre du CPOM dans les conditions et les délais fixés par les articles R.314-210 et suivants du code de l'action sociale et des familles, notamment :

- Un compte de résultat prévisionnel principal, dans lequel sont prévus et autorisés les charges et les produits de l'activité principale de l'établissement ou du service,
- Le cas échéant, d'un ou plusieurs comptes de résultats prévisionnels annexes dans lesquels sont prévus et autorisés les charges et les produits de chacune des activités annexes, définies dans les conditions fixées à l'article R. 314-217,
- Un tableau de calcul de la capacité d'autofinancement prévisionnelle, laquelle est reprise dans le tableau de financement prévisionnel,
- Un tableau de financement prévisionnel dans lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses, dénommées respectivement ressources stables et emplois stables, relatives aux opérations d'investissement se rapportant à l'ensemble des établissements et services relevant de l'état des prévisions de recettes et de dépenses,
- Un tableau retraçant l'impact de ces prévisions sur le fonds de roulement et la trésorerie de ces établissements et services,
- Un plan global de financement pluriannuel, simulant la trajectoire financière des établissements et services sur une période glissante de six ans,
- Un tableau de répartition des charges communes inscrites dans les comptes de résultat prévisionnels.

Pour l'année du CPOM (2024 – signature du CPOM) :

- Il est dérogé à la procédure budgétaire annuelle contradictoire et itérative prévue au II de l'article L.314-7 du CASF conformément à la possibilité ouverte par les articles R.314-42 et R.314-43-1 du CASF.
- En lieu et place de cette procédure, une décision de chaque autorité de tarification fixera l'allocation globale annuelle de moyens ainsi que la répartition entre les différents établissements entrant dans le champ du présent contrat.
- L'association en fonction de ses priorités et de la décision de tarification de l'autorité, déterminera les budgets exécutoires par groupe fonctionnel qu'il transmettra à l'autorité de tarification.

L'état réalisé des recettes et des dépenses (ERRD) se substitue au compte administratif à partir de l'exercice budgétaire qui suit la signature du contrat.

La transmission des comptes administratifs des exercices avant EPRD perdure.

Les éléments financiers devront être transmis à l'autorité de tarification au plus tard le 30 avril N+1 qui suit l'exercice auquel il se rapporte.

En cas d'absence de transmission des documents, les autorités de contractualisation et de tarification fixent d'office l'affectation du résultat.

6-7 Les investissements pluriannuels

Les investissements des établissements de ADPEP 36 prévus pendant la période effective du CPOM ont fait l'objet de Plans Pluriannuels d'Investissements (PPI) expressément validés par l'ARS Centre-Val de Loire et le Conseil Départemental pour le CAMSP.

Etablis sur durée de 5 ans et par établissements et services, ces PPI intègrent les mesures de renouvellement ordinaire des biens amortissables qui trouvent leur autofinancement par les mécanismes comptables et financiers habituels (section d'investissement/dotation aux amortissements).
En sus de ce renouvellement ordinaire, des investissements, des projets supplémentaires d'investissement (liées souvent à la sécurité/mise aux normes/réhabilitation lourde des locaux) sont également inclus dans les PPI.

Tout surcoût issu des PPI pesant sur le budget d'exploitation devra être financé dans les limites de la Dotation Globalisée Commune.

L'organisme devra prioriser entre les différents plans pluriannuels de financement et d'investissement ; la consolidation de ces derniers devant être globalement équilibrée.
Tout recours à l'emprunt de l'organisme pour ce motif devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable à l'ARS du Centre-Val de Loire.
Les éventuels frais financiers découlant d'emprunts nouveaux devront être compris dans les PPI et ne pas générer de surcoûts.
Les PPI pourront être modifiés dans la limite des amortissements autorisés. L'ARS du Centre-Val de Loire et le Conseil Départemental (pour le CAMSP) devront en être informés.

Aucun autre investissement augmentant la dotation aux amortissements ne pourra être engagé sans accord express de l'ARS du Centre-Val de Loire et du Conseil Départemental (pour le CAMSP) et, le cas échéant, entraînera une révision des PPI concernés. L'accord de l'ARS du Centre-Val de Loire et du Conseil Départemental (pour le CAMSP) fera l'objet d'un avenant au contrat.

Annexe 9 : Plans Pluriannuels d'Investissements des ESMS

6-7 Frais de siège

La dotation globalisée commune de référence inclut des frais de siège à reverser par les ESMS du gestionnaire,
Les frais de siège ont été autorisés par décision en date du 01 décembre 2022 par l'ARS Centre Val de Loire à hauteur de 5.70%.

L'autorisation arrive à échéance au 31 décembre 2026 et devra faire l'objet d'une renégociation dans le courant de l'année 2026, indépendamment de l'exécution du présent contrat.

Annexe 11 : arrêté portant autorisation des frais de siège

Article 7 : LES MODALITES DE SUIVI DU CONTRAT

7-1 Le suivi du contrat

Il appartient au gestionnaire de mettre en place la gouvernance et les outils internes requis au suivi du présent contrat.

Annuellement le gestionnaire s'engage à :
- Renseigner les indicateurs du tableau de bord de la performance pour sa structure,
- Transmettre l'activité réalisée par modalité d'accueil, en fonction des tableaux de suivi d'activité annexés au CPOM
- Transmettre l'activité réalisée et les recettes constatées au titre des jeunes accueillis au titre de l'Amendement Creton

Le suivi annuel

Le gestionnaire doit transmettre annuellement à l'ARS et au Conseil Départemental (pour le CAMSP) un bilan annuel de l'état d'avancement du plan d'actions (*annexe 10 : Suivi et évaluation de la réalisation du CPOM*) en même temps que l'ERRD (au 30 avril).

Le bilan à mi-parcours

Le contrat fait l'objet d'un suivi dans le cadre d'un bilan à mi-parcours, réalisé au cours de la troisième année du contrat par un comité de suivi.

Le COPIL prend la dénomination de « comité de suivi » à compter de la signature du contrat.

Ce comité de suivi peut s'adjoindre, au besoin, la collaboration d'autres partenaires impliqués (MDPH, Education Nationale, DIRECCTE...) en fonction les objectifs opérationnels du CPOM.

Le bilan à mi-parcours a pour objet :
- L'examen de l'état d'avancement des actions prévues au contrat ;
- L'évaluation intermédiaire des résultats sur la base des indicateurs prévus au contrat et issus notamment des indicateurs de la performance ;
- L'analyse des perspectives pour les années à venir ;
- La définition des éventuels avenants afin de réajuster les objectifs et les moyens initiaux lorsque les circonstances le justifient.

L'analyse est menée sur la base d'un rapport annuel d'étape transmis par le gestionnaire des ESMS, qui permet d'apprécier l'état d'avancement des objectifs du CPOM et d'un tableau de suivi des indicateurs du contrat.
A ces documents peuvent être ajoutés les documents et comptes rendus qu'il **produit dans le cadre de ses obligations légales et réglementaires** : évaluations, documents budgétaires et comptables, données du tableau de bord de la performance, etc.

La réunion du comité de suivi doit se dérouler entre le 1er juin et le 30 septembre de l'année considérée.
Un compte rendu partagé doit être rédigé pour permettre d'apprécier ce point d'étape.

☞ Option : un comité de suivi supplémentaire au cours de la quatrième année d'exécution du contrat

En cas de difficultés lors du dialogue de gestion se tenant la troisième année ou afin d'anticiper la prorogation ou le renouvellement du contrat, l'agence régionale de santé peut ajouter un dialogue de gestion supplémentaire au cours de la quatrième année d'exécution du contrat.

☞ La prise en compte des circonstances imprévisibles ou exceptionnelles

En dehors des dialogues de gestion, il est de la responsabilité de chaque partie signataire de saisir le comité de suivi lorsque des circonstances (notamment des difficultés financières) ou faits nouveaux font peser un risque fort sur les conditions d'exécution du contrat, tant du point de vue des objectifs que des moyens.

La partie signataire concernée saisit les autres parties de manière circonstanciée, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou tout autre moyen permettant d'attester que la saisine a bien été portée à la connaissance des destinataires.

A compter de la dernière date de réception attestée, les membres du comité de suivi disposent de deux mois pour convenir, par tout moyen approprié (réunion, échange de courriers, etc.) des suites à donner à la saisine.

7-2 Les contrôles de l'ARS et du Département

L'ARS et le Conseil Départemental de l'Indre (pour le CAMSP) pourront procéder, à tout moment, dans le cadre de leurs prérogatives, au contrôle sur pièces et sur place de l'utilisation des financements attribués au titre du contrat et de la qualité de la prise en charge des usagers.

Le gestionnaire s'engage à faciliter le contrôle par les autorités de contractualisation et de tarification de la réalisation des objectifs, en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives et de la bonne application de la réglementation en vigueur.

7-3 Le renouvellement du contrat

Au cours de la cinquième année du contrat, un bilan final est produit par le gestionnaire et examiné par le comité de suivi.

Le comité examine les résultats obtenus par le gestionnaire sur la base d'un bilan proposé par celui-ci. Compte tenu de ce bilan final, le comité de suivi établit des propositions de priorités et d'objectifs pour le CPOM prenant la suite du contrat arrivant à échéance.
Ce bilan alimentera le diagnostic pour le renouvellement du CPOM.

Au moment du bilan N-2 avant l'échéance du contrat, si aucune des parties n'a manifesté le souhait de proroger le contrat en vigueur, les parties signataires entament une négociation en vue d'un nouveau contrat.

Article 8 : LA DUREE DU CONTRAT

8-1 La durée du contrat

Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens est conclu pour une durée de cinq ans à compter du 01/01/2024.

La durée initiale de cinq ans du contrat peut être prorogée pour une durée maximale d'un an, au cours de laquelle le contrat continue de produire ses effets, dans les conditions de formalités allégées décrites ci-après :

Au plus tard six mois avant l'échéance prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, une partie signataire souhaitant la prorogation simple du contrat le notifie aux autres parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester de la remise du document aux destinataires.
Celles-ci ont un mois pour signaler leur accord ou leur désaccord par les mêmes moyens. A défaut de réponse dans ce délai, l'accord est réputé acquis.
En cas de désaccord sur la prorogation entre les parties à l'issue de la période d'un mois, une négociation en vue de la conclusion d'un nouveau contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens est ouverte sans délai.

A l'échéance de la prorogation d'un an lorsque celle-ci a été convenue entre les parties, un avenant prolongeant d'un an le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens peut être conclu entre les parties. Cet avenant n'est pas renouvelable.

8-2 Conditions de révision et de résiliation

Chacune des parties peut demander la révision ou la résiliation du contrat en cas de modification substantielle des dispositions législatives et/ou réglementaires qui rendent l'exécution du présent contrat impossible, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conditions de révision

Les parties signataires peuvent convenir d'une révision du CPOM, compte tenu des conclusions du comité de suivi à l'issue des dialogues de gestion ou des saisines exceptionnelles.
Cette révision prend la forme d'un avenant au CPOM. Cet avenant ne peut avoir pour effet de modifier la durée initialement prévue du CPOM.

Un avenant peut notamment intervenir à titre d'exemple lors :
- D'une modification législative ou réglementaire importante ;
- De l'adoption de nouvelles orientations des politiques publiques ;
- D'une modification du périmètre du CPOM ;
- D'une mise en place d'un plan de retour à l'équilibre financier.

Conditions de résiliation

Le présent contrat pourra être résilié :
- De plein droit selon l'évolution législative ou règlementaire ;
- De plein droit en cas de suspension ou retrait de l'autorisation administrative ;
- De plein droit en cas de fermeture définitive de l'établissement (cessation d'activité) ;
- Avant son terme en cas de non-respect des engagements par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux signataires du contrat, ladite résiliation ne prendra effet qu'à l'échéance d'un délai de six mois (6mois) à compter de la réception de la lettre recommandée.

Article 9 : LITIGES

Chacune des parties peut demander la révision ou la résiliation du contrat en cas de modification substantielle des dispositions législatives et/ou réglementaires qui rendent l'exécution du présent contrat impossible, par lettre recommande avec accusé de réception.

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître entre elles au cours de l'exécution du présent contrat, par le biais de réunions entre les parties avec compte rendu et documents à l'appui.
En cas d'échec de la tentative de conciliation, le différent pourra être porté devant le tribunal administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLEANS ou le tribunal administratif de Limoges, 2 cours Bugeaud – CS 40410 – 87011 LIMOGES Cédex (pour l'Indre).

Si le litige porte sur la tarification, il sera porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes - Cour Administrative d'Appel de Nantes - 2 place de l'Edit de Nantes - BP 18 529 - 44 185 NANTES CEDEX 4.

Fait en 3 exemplaires originaux,

A Orléans, le 22 AVR. 2024

Pour l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire,
La Directrice Générale,

Clara De BORT

Pour le Département de l'Indre,
Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Marc FLEURET

Pour l'association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Indre,
Le Président,

Yves DENIEUL

Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Indre
11 rue du 11 Novembre - 36000 CHATEAUROUX
Tél. 02 54 34 56 24 - Fax 02 54 07 22 72

Sommaire des annexes

Annexe 1 : Organigramme de l'Association ADPEP 36

Annexe 2 : Suivi des actions et outils réglementaires de la loi 2002-2

Annexe 3 : Diagnostic/bilan du précédent CPOM

Annexe 4 : Etat des provisions et fonds dédiés

Annexe 5 : Gestion prévisionnelle de la masse salariale

Annexe 6 : Tableau des départs à la retraite

Annexe 7 : Ratios financiers du bilan consolidé par ESMS

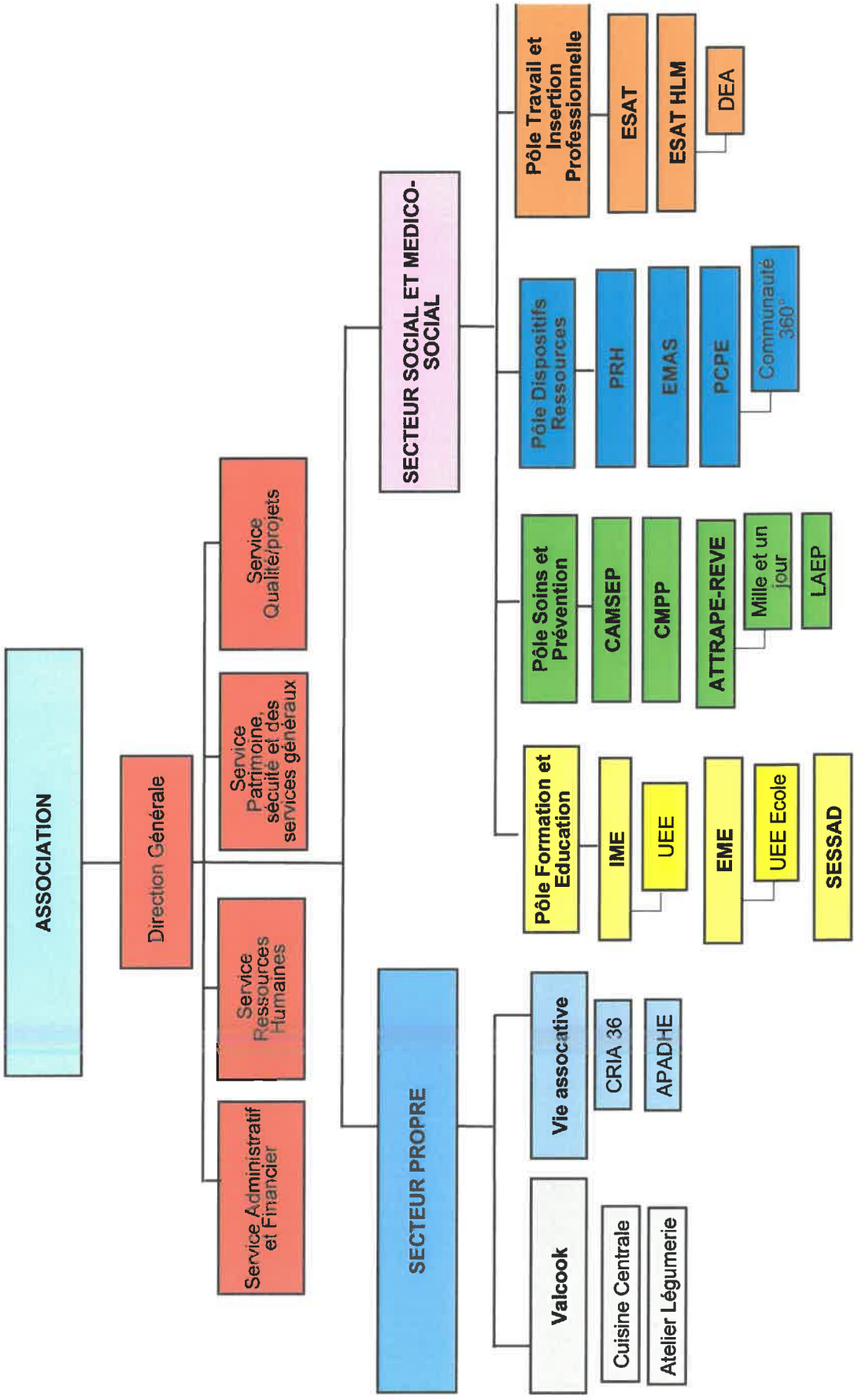
Annexe 8 : Fiches actions

Annexe 9 : Plans Pluriannuels d'Investissements

Annexe 10 : Suivi et évaluation de la réalisation du CPOM

Annexe 11 : arrêté portant autorisation des frais de siège

ORGANIGRAMME - ACTIVITES DE L'ADPEP 36



Suivi de la réalisation des objectifs du CPOM ADPEP 2016-2019

Date : juil-21

OBJECTIFS	ACTIONS	INDICATEURS ET FORMULES DE CALCUL	INDICATEURS DE RESULTATS	ECHEANCE	ETAT DE REALISATION (A: atteint, PA : partiellement atteint, NA : non atteint)							COMMENTAIRES/ACTIONS A POURSUIVRE
					2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Objectif stratégique :												
Fiche action n°1	**Dispositif d'accueil des personnes accompagnées**											
Améliorer l'environnement physique et professionnel de l'accueil des personnes accompagnées et/ou de leurs représentants aux entrées des ESMS	Définition des fiches de fonctions des agents administratifs intégrant une fonction d'accueil	Enquête de satisfaction Enquête relative à l'amélioration des conditions de travail Réalisation effective des aménagements et transformations des locaux Nombre et type de formation	8 fiches de poste	2015							A	2 fiches de poste secrétaire de direction (CMPP/CAMSEP) 3 fiches de poste secrétaire médicale (CMPP/CAMSEP/SESSAD) 3 fiches de poste secrétaire médicale sur antenne (Valençay/Issoudun/La Châtre sur les 3 services confondus).
	Mobiliser des actions de formations pour les agents concernés dans le cadre du budget annuel de formation de l'association		5 formations 23 participants.	2016	A		A		A		A	**En 2015 :** - Le dossier de l'enfant --> 2 participants ; **En 2017 :** - Attente et liste d'attente --> 3 participants ; . **En 2019 :** - Secrétaire CMPP/CAMSEP --> 1 participant ; - GPA Sérafin PH --> 10 participants ; **En 2021 :** - Secrétaire en CMPP/CAMSEP --> 5 participants ; - GPA --> équipe SESSAD/DISPOSITIFS ; - Ecrits professionnels et transmissions --> 2 participants ;
	Rapprochement des services CMPP, CAMSEP, SESSAD sur Valencay et La Châtre		2 déménagements	2016		A			A			Rapprochement des antennes CMPP/CAMSEP/SESSAD : - La Chatre (2016) : en location - Valençay (2020) : en location
	Projet de réhabilitation des espaces d'accueil à Chateauroux financés sur les produits financiers de l'association		Travaux de réhabilitation Budget réalisé : 270 500 €	2017							A	Travaux de réhabilitation de l'immeuble rue du 11 novembre en septembre 2021 mutualisation poste d'accueil SESSAD/CMPP/CAMSEP réaménagement des locaux SESSAD/CMPP agrandissement espaces collectifs mutalisés SESSAD/CMPP/CAMSEP
	Projet d'extension des locaux du site de l'EME SESSAD à Issoudun pouvant accueillir les antennes CMPP et CAMSEP		Travaux extension Budget réalisé : 316 310	2018							A	Travaux extension site EME/SESSAD (livraison en mai 2021) : Rapprochement des antennes CMPP/CAMSEP et mutualisation poste d'accueil SESSAD/CMPP/CAMSEP/EME.
Fiche action n°2	**PARTICIPATION DES USAGERS**											
Construire un questionnaire adapté CMPP/CAMSEP/SESSAD	Travail en réunion institutionnelle conformément au plan d'amélioration de la qualité définie dans chaque service	Existence materielle du formulaire etude des retours du questionnaire	1 questionnaire transmis aux familles tous les ans CAMSEP/CMPP/SESSAD	2015	A	A	A	A	A	A	A	Effectué pour les services SESSAD/CMPP/CAMSEP Réactualisation/mise à jour de l'enquête de satisfaction à destination des familles en 2021 pour le secteur enfant
	Utilisation du temps institutionnel des équipes pluridisciplinaires		1 jour de réunion institutionnelle par an pour le SESSAD, 3 demies journées par an de réunions institutionnelles pour le CMPP/CAMSEP.	2015		A	A	A	A	A	A	
Fiche action n°3	**TRIPTYQUE RELATIF A L'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS AVEC AUTISME OU TED**											
Création d'une UE pour une scolarisation adaptée des enfants autistes	Répondre à l'appel à projet sur le projet de dépistage et diagnostic précoce de l'autisme	Evaluation de l'accompagnement des enfants Adaptation du projet de service CAMSEP CMPP Nombre et qualité des formations Tableau de suivi des enfants accomapgnés	Projet non retenu	2015	A							Participation à la mise en place de la PCO (Intervention du directeur médical du CAMSEP).
	Renforcement de la formation labellisée autisme des personnels du CAMSEP CMPP de l'EME		5 formations 34 participants 459 heures	2015	A		A			A		**En 2015 :** - Formation PECS et diagnostic précoce de l'autisme pour le CAMSEP --> 30 participants. Nombre d'heure : 14h00. **En 2017 :** - Autisme et psychiatrie pour l'EME --> 1 participant. Nombre d'heure : 14h00 ; - L'enfant qui a peur de l'enfant hyperactif pour CAMSEP --> 1 participant. Nombre d'heure : 6h00. **En 2020 :** - Troubles spectre autistique --> 1 participant. Nombre d'heure : 14h00 - Dépistage précoce et prise en charge des jeunes enfants atteints de TSA --> 1 participant. Nombre d'heure : 5H00.
	Création d'une unité d'enseignement intégrée dans une classe en école maternelle			2016		NA						
	Mise à disposition d'un enseignant spécialisé			2017			NA					
	Recrutement de personnel en mesure nouvelle			2017			NA					
Fiche action n°4	**PROFESSIONNALISATION DES PRATIQUES**											
Professionnaliser les pratiques	Constitution de groupes de travail intra établissement pour la construction de référentiels professionnels	Bilan des actions de formation diffusion des projets de services actualisés	Réactualisation et diffusion des projets de service	2015								
	Mobiliser des actions de formation pour les professionnels concernés		25 sessions + 81 heures de formations	2019			A		A	A		**En 2017** - **EME** : 4 sessions "*Fonctions institutionnelles*" : 12 heures - **SESSAD** : 4 sessions "*Fonctions institutionnelles*" : 12 heures - **CAMSEP** : 4 sessions "*Fonctions institutionnelles*" : 12 heures - **CMPP** : 4 sessions "*Fonctions institutionnelles*" : 12 heures **En 2019 :** - **EME/CAMSEP** : 2 sessions "*Réflexion - coordination de pratiques entre les différentes fonctions occupées par les professionnels du service*" : 12 heures - **CMPP/SESSAD** : 2 sessions "Fonctions institutionnelles" : 6 heures **En 2020 :** - **EME/CAMSEP** : 2 sessions "*Réflexion - coordination de pratiques entre les différentes fonctions occupées par les professionnels du service*" : 6 heures - **CMPP/SESSAD** : 1 session "*Fonctions institutionnelles*" : 3 heures - **CMPP** : 2 sessions "Analyse de la pratique institutionnelle" : 6 heures
Fiche action n°5	**AMELIORER LA QUALITE DE LA COMMUNICATION**											
Mobiliser la communication au service des besoins des personnes accomapgnées	Travail en équipe de direction , participation des salariés dans le cadre des réunions institutionnelles existantes		**CODIR mensuels** : - 35 réunions des commissions PEP 2021	2015	A	A	A	A	A	A	A	Mise en place des CODIR mensuels depuis 2015. **Mise en place du Projet PEP 2021 :** - Mise en place d'un COPIL ; - Mise en place de 8 commissions --> 63 salariés concernés.
	Concertation des instances représentatives du personnel		Réunions mensuelles 11 par an.	2016					A			Mise en place du CSE en 2018 et des obligations de consultation annuelle sur les orientations stratégiques de l'association.
	Financement d'un nouveau poste de chef de service éducatif à temps plein par redeploiement			2015	A							Création d'un poste de chef de service à l'IME Chantemerle à coûts constants
	Mobiliser des actions de formations pour les agents concernés dans le cadre du budget annuel de formation de l'association		12 jours de formation des cadres de direction	2019					A			Mise en place d'une formation des cadres de direction en 2018 sur le management et l'accompagnement au changement.
Fiche action n°6	**REHABILITATION DES LOCAUX**											
Adapter des nouvelles conditions d'accompagnement des usagers au projet de service	Construction d'un atelier horticulture	Réception des travaux Enquete de satisfaction	**Budget réalisé** : 732 631,23 €	2017							A	Livraison atelier horticulture
	Construction d'un internat		**Budget réalisé** : 1 785 000 €	2019							PA	Livraison des travaux de réhabilitation (10 studios) en décembre 2021. Livraison construction d'un internat de 20 places en décembre 2022.
Fiche action n°7	**RECRUTEMENT ET ADAPTATION DES COMPETENCES**											
Maintenir le niveau de qualité des prestations	Optimiser les pratiques de recrutement	Taux de satisfaction des offres de soins activités ESMS	Nombre ETP non pourvus au 31/12/2020 : - 2,50 ETP d'orthonophiste ; - 0,55 ETP de médecin psychiatre ; - 0,39 ETP de psychologue.	2019			A	A		A		**Recrutement 2 ETP orthophonistes :** - 1 orthophoniste passée à temps pleins le 01/01/2019 ; - 1 orthophoniste recrutée le 01/01/2019. **Recrutement médecins :** - 1 médecin recuté le 01/04/2017 sur le CAMSEP Châteauroux ; - 1 médecin recruté le 12/05/2016 sur le CAMSEP Valençay ; - 1 médecin recruté le 22/01/2016 sur le CAMSEP La Châtre.
	S'integrer dans la coopération entre professionnels de santé			2019						A		Intégration du CTS du Boischaut Nord Signature de conventions d'exercice libéral
	Mobiliser des actions de formations		1 salarié formé aux thérapies familiales	2019						A	A	A	**En 2019/2020/2021 :** - Formation thérapie familiale --> 1 participant.
Fiche action n°8	**DEVELOPPER UNE CULTURE DE L INCLUSION SCOLAIRE**											
Développer une culture professionnelle intégrant l'inclusion scolaire	Participation au groupe technique départemental de coordination et de suivi de la scolarisation des élèves en situation de handicap	Nombre de jeunes bénéficiant d'une inclusion scolaire Nombre de conventions signées avec les directions des écoles		2015								
	Mobiliser des actions de formations			2019						A		En 2020 : - Société inclusive, décloisonnement de l'offre de service --> 2 participants. Nombre d'heure : 21h00
	Développer des partenariats avec les écoles		3 unités d'enseignements externalisées, soit 33 places sur 125 agrées (24%).	2019		A			A			Ouverture de l'UEE au collège Beaulieu (Châteauroux) pour 12 places en avril 2016. Ouverture de l'UEE au collège Balzac (Issoudun) pour 12 places en septembre 2019. Ouverture de l'UEE en école primaire Michelet (Issoudun) pour 6 places en septembre 2019. **Redéploiement des moyens humains de l'IME :** - 2,50 ETP d'enseignants spécialisés mis à disposition EN - 3,50 ETP de moniteurs éducateurs (dont la création d'un poste à coûts constants) - 0,20 ETP d'éducateur sportif - 0,10 ETP de psychologue - 0,20 ETP de chef de service

Annexe - départs en retraite par ESMS sur les 5 années du CPOM

=> indiquer par ESMS les départs potentiels en retraite sur 5 ans, le coût et les financements prévus pour les couvrir (exemple : provisions déjà passées, assurance particulière, sur le budget de fonctionnement ect...)

catégorie professionnelle		Etp total	Etp établ	Date naissance	Date arrivée entreprise	Date départ prévu	Sal brut chargé	nombre de mois à payer	Total
Médecin	IME	0,40	0,20	07/12/1950	03/10/2022	07/12/2015	2 703,97	-	-
Agent de service intérieur	IME	1,00	1,00	03/01/1960	01/10/2013	02/01/2025	2 063,84	1	2 064
Animateur formation	IME	1,00	1,00	17/08/1963	12/09/2011	16/08/2028	2 602,33	3	7 807
Moniteur éducateur	IME	1,00	1,00	18/09/1963	01/09/1989	17/09/2028	1 652,61	6	9 916
Agent de service intérieur	CAMSEP	0,77	0,49	17/07/1963	01/09/1995	16/07/2028	1 281,63	6	4 803
Agent de service intérieur	CMPP	1,00	0,31	14/05/1962	02/04/1983	14/05/2027	2 705,64	6	5 032
Agent de service intérieur	CMPP	0,77	0,28	17/07/1963	01/09/1995	16/07/2028	1 282,00	6	2 797
Médecin	EME	0,15	0,15	01/12/1960	01/09/1998	01/12/2025	2 327,44	6	13 965
Agent de service intérieur	EME	1,00	1,00	21/01/1962	01/09/2004	21/01/2027	2 445,52	3	7 337
Educateur spécialisé	EME	1,00	1,00	04/03/1962	02/12/1994	04/03/2027	5 237,77	6	31 427
Agent de service intérieur	EME	1,00	0,27	14/05/1962	02/04/1983	14/05/2027	2 705,64	6	4 383
Orthophoniste	EME	0,45	0,45	06/06/1962	01/09/1999	06/06/2027	2 901,06	6	17 406
Moniteur éducateur	EME	1,00	1,00	31/01/1963	01/09/1986	31/01/2028	3 589,98	6	21 540
Médecin	ESAT	0,33	0,33	19/01/1955	01/07/2022	19/01/2020	7 007,82	-	-
Agent administratif principal	ESAT	1,00	0,95	08/12/1961	15/09/2008	08/12/2026	2 822,92	3	8 045
Chef de service	ESAT	1,00	1,00	28/01/1962	02/04/2012	31/12/2025	6 793,41	3	20 380
Agent de service intérieur	ESAT	1,00	0,42	14/05/1962	02/04/1983	14/05/2027	2 705,64	6	6 818
Moniteur atelier 2nd classe	ESAT	1,00	1,00	28/04/1963	14/02/1994	27/04/2028	2 898,59	6	17 392
Agent administratif principal	ESAT HLM	1,00	0,05	08/12/1961	15/09/2008	08/12/2026	2 822,92	3	423
Chef de service	ESAT HLM	1,00	1,00	04/07/1962	02/05/1989	30/09/2024	7 912,16	6	47 473
Médecin	SESSAD	0,40	0,20	07/12/1950	03/10/2022	07/12/2015	2 703,97	-	-
									229 098

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées dans les comptes des établissements à hauteur de 20 % par an sur les 5 années qui précèdent le départ estimé du salarié.
Ainsi, fin 2023 par exemple l'établissement doit avoir réussi à provisionner 100% du coût des indemnités 2024.
Les dotations aux provisions sont cependant conditionnées au fait que l'établissement doit être excédentaire et ce après la constitution de la provision.

Si les provisions devaient être insuffisantes pour couvrir le coût des indemnités, c'est le budget de l'établissement que serait utilisé, l'association n'ayant pas d'autres sources de financement.

SUIVI DE RÉALISATION DU CPOM

OBJECTIFS	ACTIONS	INDICATEURS ET FORMULES DE CALCUL	ÉCHÉANCE	ÉTAT DE RÉALISATION (A: atteint, PA : partiellement atteint, NA : non atteint)					COMMENTAIRES/ACTIONS À POURSUIVRE
				2024	2025	2026	2027	2028	
Objectif stratégique :									
Fiche action n°1									
Fiche action n°2									
Fiche action n°3									
Fiche action n°4									
Fiche action n°5									
Fiche action n°6									

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

SUIVI DE RÉALISATION DU CPOM

OBJECTIFS	ACTIONS	INDICATEURS ET FORMULES DE CALCUL	ÉCHÉANCE	ÉTAT DE RÉALISATION (A: atteint, PA : partiellement atteint, NA : non atteint)					COMMENTAIRES/ACTIONS À POURSUIVRE
				2024	2025	2026	2027	2028	
Fiche action n°7									
Fiche action n°8									
Fiche action n°9									
Fiche action n°10									
Fiche action n°11									

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

Ratios financiers issus du bilan consolidé

Annexe 11

519 Année N-2	Endettement	Vétusté des immo	FR en jours d'exploitation	BFR en jours d'exploitation	Trésorerie en jours d'exploitation	CAF
DAME	15,77%	64,55%	193,34	- 18,44	174,90	861 739,92
ESAT	24,38%	63,47%	114,20	32,50	146,70	67 588,49
ESAT HLM	0,00%	57,00%	307,27	87,07	394,34	95 114,08
CAMSEP	0,00%	74,19%	256,98	34,76	291,38	56 462,43
CMPP	0,00%	61,16%	85,81	40,48	204,29	118 930,56
Total						

Année N-1	Endettement	Vétusté des immo	FR en jours d'exploitation	BFR en jours d'exploitation	Trésorerie en jours d'exploitation	CAF
DAME	14,04%	63,92%	168,43	- 1,24	167,18	957 289,76
ESAT	22,76%	63,91%	80,40	19,54	102,11	49 727,02
ESAT HLM	0,00%	73,31%	434,84	66,37	442,03	77 304,30
CAMSEP	0,00%	45,67%	214,16	28,51	250,29	134 987,27
CMPP	0,00%	47,18%	109,50	39,95	221,13	218 475,81
Total						

Année N	Endettement	Vétusté des immo	FR en jours d'exploitation	BFR en jours d'exploitation	Trésorerie en jours d'exploitation	CAF
DAME	12,14%	63,74%	152,17	- 65,63	86,54	842 907,47
ESAT	25,24%	68,20%	14,47	75,37	98,31	53 698,83
ESAT HLM	0,00%	84,64%	456,58	- 25,38	541,41	56 973,14
CAMSEP	0,00%	48,19%	283,20	59,18	310,64	11 210,73
CMPP	0,00%	49,81%	141,99	- 37,43	220,66	146 649,84
Total						

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

ANNEXE 9 : Gestion prévisionnelle de la masse salariale

NOM DE L'ESMS .	DAME

IME - EME - SESSAD - PCPE - COM 360 - EMAS - DAR

Pour les ESMS sous CCB 66	2023		2024				2025				2026				2027				2028				Analyse sur les		
	ETP	Rémunération annuelle totale	ETP	Indemnité de départ (retraite)	Rémunération annuelle totale	Ecart rémunération annuelle (N - N-1)	ETP	Indemnité de départ (retraite)	Rémunération annuelle totale	Ecart rémunération annuelle (N+1 - N)	ETP	Indemnité de départ (retraite)	Rémunération annuelle totale	Ecart rémunération annuelle (N+2 - N+1)	ETP	Indemnité de départ (retraite)	Rémunération annuelle totale	Ecart rémunération annuelle (N+3 - N+2)	ETP	Indemnité de départ (retraite)	Rémunération annuelle totale	Ecart rémunération annuelle (N+4 - N+3)	Ecart ETP (N+5 - N)	Total des indemnités de départ (retraite)	Ecart rémunération annuelle (N+4 - N)
Cadres/administratifs																									
Cadre classe 1 niveau 1	0,450	36 211 €	0,450		36 211 €	- €	0,450		36 211 €	- €	0,450		37 080 €	869 €	0,450		37 080 €	- €	0,450		37 080 €	- €	-	- €	869 €
Cadre classe 1 niveau 1	0,230	3 400 €	0,230		17 621 €	14 221 €	0,230		17 621 €	- €	0,230		18 761 €	1 140 €	0,230		18 761 €	- €	0,230		18 761 €	- €	-	- €	15 361 €
Cadre classe 1 niveau 1	0,320	25 597 €	0,320		25 597 €	- €	0,320		25 597 €	- €	0,320		26 209 €	612 €	0,320		26 209 €	- €	0,320		26 209 €	- €	-	- €	612 €
Cadre classe 1 niveau 1	0,350	34 046 €	0,350		34 608 €	562 €	0,350		34 608 €	- €	0,350		34 717 €	109 €	0,350		35 277 €	560 €	0,350		35 277 €	- €	-	- €	1 231 €
Cadre classe 1 niveau 1	0,350	34 046 €	0,350		34 608 €	562 €	0,350		34 608 €	- €	0,350		34 717 €	109 €	0,350		35 277 €	560 €	0,350		35 277 €	- €	-	- €	1 231 €
Cadre classe 1 niveau 1	0,250	24 202 €	0,250		24 596 €	394 €	0,250		24 596 €	- €	0,250		24 676 €	80 €	0,250		25 080 €	404 €	0,250		25 080 €	- €	-	- €	878 €
Cadre classe 1 niveau 2	0,450	36 211 €	0,450		36 211 €	- €	0,450		36 211 €	- €	0,450		37 080 €	869 €	0,450		37 080 €	- €	0,450		37 080 €	- €	-	- €	869 €
Cadre classe 1 niveau 2	0,230	17 621 €	0,230		17 621 €	- €	0,230		17 621 €		0,230		18 761 €		0,230		18 761 €		0,230		18 761 €	- €	-	- €	1 140 €
Cadre classe 1 niveau 2	0,320	25 597 €	0,320		25 597 €	- €	0,320		25 597 €	- €	0,320		26 209 €	612 €	0,320		26 209 €	- €	0,320		26 209 €	- €	-	- €	612 €
Cadre classe 1 niveau 2	0,600	42 036 €	0,600		42 036 €	- €	0,600		42 036 €	- €	0,600		43 136 €	1 100 €	0,600		43 136 €	- €	0,600		43 136 €	- €	-	- €	1 100 €
Cadre classe 1 niveau 2	0,200	13 757 €	0,200		13 757 €	- €	0,200		13 757 €	- €	0,200		14 113 €	356 €	0,200		14 113 €	- €	0,200		14 113 €	- €	-	- €	356 €
Cadre classe 1 niveau 2	0,200	13 757 €	0,200		13 757 €	- €	0,200		13 757 €	- €	0,200		14 113 €	356 €	0,200		14 113 €	- €	0,200		14 113 €	- €	-	- €	356 €
Cadre classe 2 niveau 2	0,800	57 881 €	0,800		59 004 €	1 123 €	0,800		59 004 €	- €	0,800		59 229 €	225 €	0,800		60 345 €	1 116 €	0,800		60 345 €	- €	-	- €	2 464 €
Cadre classe 2 niveau 2	1,000	72 741 €	1,000		72 741 €	- €	1,000		72 741 €	- €	1,000		74 446 €	1 705 €	1,000		74 446 €	- €	1,000		74 446 €	- €	-	- €	1 705 €
Cadre classe 2 niveau 2	0,200	14 127 €	0,200		14 342 €	215 €	0,200		14 342 €	- €	0,200		14 447 €	105 €	0,200		14 665 €	218 €	0,200		14 665 €	- €	-	- €	538 €
Cadre classe 2 niveau 2	1,000	82 738 €	1,000		83 480 €	742 €	1,000		84 510 €	1 030 €	1,000		84 510 €	- €	1,000		85 247 €	737 €	1,000		86 284 €	1 037 €	-	- €	3 546 €
Technicien qualifié	1,000	44 937 €	1,000		44 937 €	- €	1,000		45 986 €	1 049 €	1,000		48 079 €	2 093 €	1,000		48 079 €	- €	1,000		49 200 €	1 121 €	-	- €	4 263 €
Technicien qualifié	0,500	24 799 €	0,500		25 213 €	414 €	0,500		26 046 €	833 €	0,500		26 046 €	- €	0,500		26 465 €	419 €	0,500		27 298 €	833 €	-	- €	2 499 €
Technicien qualifié	0,250	8 747 €	0,250		8 747 €	- €	0,250		9 061 €	314 €	0,250		9 061 €	- €	0,250		9 061 €	- €	0,250		9 424 €	363 €	-	- €	677 €
Technicien qualifié	0,200	8 782 €	0,200		8 782 €	- €	0,200		9 408 €	626 €	0,200		9 408 €	- €	0,200		9 408 €	- €	0,200		9 408 €	- €	-	- €	626 €
Technicien supérieur	0,100	4 033 €	0,100		4 198 €	165 €	0,100		4 331 €	133 €	0,100		4 458 €	127 €	0,100		4 629 €	171 €	0,100		4 803 €	174 €	-	- €	770 €
Technicien supérieur	0,100	4 033 €	0,100		4 198 €	165 €	0,100		4 331 €	133 €	0,100		4 458 €	127 €	0,100		4 629 €	171 €	0,100		4 803 €	174 €	-	- €	770 €
Technicien supérieur	0,100	4 033 €	0,100		4 198 €	165 €	0,100		4 331 €	133 €	0,100		4 458 €	127 €	0,100		4 629 €	171 €	0,100		4 803 €	174 €	-	- €	770 €
Technicien supérieure	1,000	50 542 €	1,000		51 404 €	862 €	1,000		53 125 €	1 721 €	1,000		53 125 €	- €	1,000		53 984 €	859 €	1,000		55 704 €	1 720 €	-	- €	5 162 €
Technicien supérieure	1,000	52 187 €	1,000		52 187 €	- €	1,000		53 049 €	862 €	1,000		54 764 €	1 715 €	1,000		54 764 €	- €	1,000		54 764 €	- €	-	- €	2 577 €
Technicien supérieure	0,650	21 360 €	0,650		22 432 €	1 072 €	0,650		23 302 €	870 €	0,650		24 163 €	861 €	0,650		25 346 €	1 183 €	0,650		26 530 €	1 184 €	-	- €	5 170 €
Médical																									
Aide-soignant	1,000	33 874 €	1,000		35 390 €	1 516 €	1,000		35 390 €	- €	1,000		37 127 €	1 737 €	1,000		37 127 €	- €	1,000		37 127 €	- €	-	- €	3 253 €
Aide-soignant	1,000	38 388 €	1,000		38 388 €	- €	1,000		40 177 €	1 789 €	1,000		40 177 €	- €	1,000		40 177 €	- €	1,000		41 365 €	1 188 €	-	- €	2 977 €
Infirmier	1,000	53 921 €	1,000		53 921 €	- €	1,000		54 119 €	198 €	1,000		56 284 €	2 165 €	1,000		56 284 €	- €	1,000		56 284 €	- €	-	- €	2 363 €
Médecin spécialiste	0,150	23 667 €	0,150		24 084 €	417 €	0,150	13 965 €	24 084 €	- €	0,150		24 084 €	- €	0,150		24 218 €	134 €	0,150		24 624 €	406 €	-	13 965 €	957 €
Médecin spécialiste chef de se	0,200	32 965 €	0,200		32 965 €	- €	0,200		32 965 €	- €	0,200		32 965 €	- €	0,200		32 965 €	- €	0,200		32 965 €	- €	-	- €	- €
Médecin spécialiste chef de se	0,050	8 078 €	0,050		8 078 €	- €	0,050		8 078 €	- €	0,050		8 078 €	- €	0,050		8 078 €	- €	0,050		8 078 €	- €	-	- €	- €
Médecin spécialiste chef de se	0,200	32 678 €	0,200		32 678 €	- €	0,200		32 678 €	- €	0,200		32 678 €	- €	0,200		32 678 €	- €	0,200		32 678 €	- €	-	- €	- €
Neuro psychologue	0,250	17 561 €	0,050		17 775 €	214 €	0,050		17 775 €	- €	0,050		17 991 €	216 €	0,050		18 210 €	219 €	0,050		18 210 €	- €	- 0,200	- €	649 €
Neuro psychologue	0,100	6 866 €	0,100		6 952 €	86 €	0,100		6 952 €	- €	0,100		7 033 €	81 €	0,100		7 115 €	82 €	0,100		7 115 €	- €	-	- €	249 €
Neuropsychologue	0,150	10 598 €	0,150		10 718 €	120 €	0,150		10 718 €	- €	0,150		10 849 €	131 €	0,150		16 307 €	5 458 €	0,150		16 307 €	- €	-	- €	5 709 €
Neuropsychologue	0,200	11 753 €	0,200		11 968 €	215 €	0,200		11 968 €	- €	0,200		12 161 €	193 €	0,200		12 303 €	142 €	0,200		12 303 €	- €	-	- €	550 €
Orthophoniste	0,050	3 227 €	0,050		3 227 €	- €	0,050		3 227 €	- €	0,050		3 227 €	- €	0,050		3 227 €	- €	0,050		3 227 €	- €	-	- €	- €
Orthophoniste	0,540	35 218 €	0,540		35 218 €	- €	0,540		35 218 €	- €	0,540		35 218 €	- €	0,540		35 218 €	- €	0,540		35 218 €	- €	-	- €	- €
Orthophoniste	0,450	29 218 €	0,450		29 218 €	- €	0,450		29 218 €	- €	0,450		29 218 €	- €	0,450	17 406 €	27 130 €	-2 088 €	0,450		25 069 €	-2 061 €	-	17 406 €	-4 149 €
Orthophoniste	1,000	55 916 €	1,000		55 916 €	- €	1,000		55 916 €	- €	1,000		55 916 €	- €	1,000		65 184 €	9 268 €	1,000		65 184 €	- €	-	- €	9 268 €
Psychologue	0,200	12 622 €	0,200		12 959 €	337 €	0,200		12 959 €	- €	0,200		13 127 €	168 €	0,200		13 299 €	172 €	0,200		13 299 €	- €	-	- €	677 €
Psychologue	0,200	15 477 €	0,200		15 477 €	- €	0,200		15 477 €	- €	0,200		15 477 €	- €	0,200		15 477 €	- €	0,200		15 477 €	- €	-	- €	- €
Psychologue	0,750	61 452 €	0,750		61 452 €	- €	0,750		61 452 €	- €	0,750		61 452 €	- €	0,750		61 452 €	- €	0,750		61 452 €	- €	-	- €	- €
Psychologue	0,500	37 092 €	0,500		37 448 €	356 €	0,500		37 948 €	500 €	0,500		37 948 €	- €	0,500		38 305 €	357 €	0,500		40 334 €	2 029 €	-	- €	3 242 €
Psychologue	0,800	58 592 €	0,800		58 954 €	362 €	0,800		60 060 €	1 106 €	0,800		60 060 €	- €	0,800		60 430 €	370 €	0,800		61 529 €	1 099 €	-	- €	2 937 €
Psychologue	0,300	23 708 €	0,300		23 708 €	- €	0,300		23 708 €	- €	0,300		23 708 €	- €	0,300		23 708 €	- €	0,300		23 708 €	- €	-	- €	- €
Psychologue	0,250	20 017 €	0,250		20 017 €	- €	0,250		20 017 €	- €	0,250		20 017 €	- €	0,250		20 017 €	- €	0,250		20 017 €	- €	-	- €	- €
Psychologue	0,300	22 047 €	0,300		22 260 €	213 €	0,300		22 551 €	291 €	0,300		22 551 €	- €	0,300		22 765 €	214 €	0,300		23 978 €	1 213 €	-	- €	1 931 €
Psychologue	0,500	35 448 €	0,500		35 660 €	212 €	0,500		36 306 €	646 €	0,500		36 306 €	- €	0,500		36 519 €	213 €	0,500		37 163 €	644 €	-	- €	1 715 €
Psychologue	0,400	27 945 €	0,400		28 290 €	345 €	0,400		28 290 €	- €	0,400		28 637 €	347 €	0,400		28 988 €	351 €	0,400		28 988 €	- €	-	- €	1 043 €
Psychomotricien	0,700	45 392 €	0,700		45 392 €	- €	0,700		45 392 €	- €	0,700		45 392 €	- €	0,700		45 392 €	- €	0,700		45 392 €	- €	-	- €	- €
Psychomotricien	0,500	32 099 €	0,500		32 099 €	- €	0,500		32 099 €	- €	0,500		32 099 €	- €	0,500		32 099 €	- €	0,500		32 099 €	- €	-	- €	- €
Psychomotricien	0,450	27 912 €	0,450		27 912 €	- €	0,450		28 225 €	313 €	0,450		29 174 €	949 €	0,450		29 174 €	- €	0,450		29 174 €	- €	-	- €	1 262 €
Psychomotricien	0,200	10 581 €	0,200		10 581 €	- €	0,200		11 076 €	495 €	0,200		11 076 €	- €	0,200		11 076 €	- €	0,200		11 569 €	493 €	-	- €	988 €
Psychomotricien	0,550	34 259 €	0,550		34 259 €	- €	0,550		34 652 €	393 €	0,550		35 815 €	1 163 €	0,550		35 815 €	- €	0,550		35 815 €	- €	-	- €	1 556 €
Psychomotricien	0,750	42 390 €	0,750		44 156 €	1 766 €	0,750		44 156 €	- €	0,750		44 156 €	- €	0,750		44 340 €	184 €	0,750		46 325 €	1 985 €	-	- €	3 935 €
Psychomotricien	0,400	26 801 €	0,400		28 223 €	1 422 €	0,400		26 801 €	-1 422 €	0,400		26 801 €	- €	0,400		30 496 €	3 695 €	0,400		32 116 €	1 620 €	-	- €	5 315 €
Psychomotricien	0,400	22 194 €	0,400		24 757 €	2 563 €	0,400		23 101 €	-1 656 €	0,400		23 101 €	- €	0,400		23 196 €	95 €	0,400		24 219 €	1 023 €	-	- €	2 025 €
Soignant																									
Educatif et social																									
Aide médico-psychologique	0,800	29 494 €	0,800		29 582 €	88 €	0,800		30 611 €	1 029 €	0,800		30 611 €	- €	0,800		30 700 €	89 €	0,800		31 722 €	1 022 €	-	- €	2 228 €
Aide médico-psychologique	0,990	34 356 €	0,990		34 714 €	358 €	0,990		35 756 €	1 042 €	0,990		35 756 €	- €	0,990		37 259 €	1 503 €	0,990		37 259 €	- €	-	- €	2 903 €
Aide médico-psychologique	0,010	779 €	0,010		779 €	- €	0,010		788 €	9 €	0,010		793 €	5 €	0,010		804 €	11 €	0,010		804 €	- €	-	- €	25 €
Aide médico-psychologique	1,000	38 079 €	1,000		39 380 €	1 301 €	1,000		39 380 €	- €	1,000		39 731 €	351 €	1,000		40 786 €	1 055 €	1,000		40 786 €	- €	-	- €	2 707 €
Aide médico-psychologique	1,000	36 404 €	1,000		37 127 €	723 €	1,000		37 127 €	- €	1,000		37 943 €	816 €	1,000		38 533 €	590 €	1,000		38 533 €	- €	-	- €	2 129 €
Aide médico-psychologique	1,000	36 129 €	1,000		37 517 €	1 388 €	1,000		37 643 €	126 €	1,000		39 232 €	1 589 €	1,000		39 380 €	148 €	1,000		39 380 €	- €	-	- €	3 251 €
Aide médico-psychologique	1,000	37 127 €	1,000		37 243 €	116 €	1,000		38 533 €	1 290 €	1,000		38 533 €	- €	1,000		38 652 €	119 €	1,000		39 943 €	1 291 €	-	- €	2 816 €
Aide médico-psychologique	1,000	35 390 €	1,000		36 837 €	1 447 €	1,000		37 127 €	290 €	1,000		37 127 €	- €	1,000		38 299 €	1 172 €	1,000		38 533 €	234 €	-	- €	3 143 €
Animateur de formation	1,000	41 020 €	1,000		41 020 €	- €	1,000		44 375 €	3 355 €	1,000		44 375 €	- €	1,000		47 083 €	2 708 €	1,000	7 807 €	43 968 €	-3 115 €	-	7 807 €	2 948 €
Assistante sociale spécialisée	0,400	21 869 €	0,400		21 869 €	- €	0,400		22 864 €	995 €	0,400		22 864 €	- €	0,400		22 864 €	- €	0,400		22 864 €	- €	-	- €	995 €
Conseillère en économie famili	1,000	65 184 €	1,000		65 184 €	- €	1,000		65 184 €	- €	1,000		65 184 €	- €	1,000		65 184 €	- €	1,000		65 184 €	- €	-	- €	- €
Coordinateur de parcours spécifique - FICHE 9						- €	1,000		45 000 €	45 000 €	1,000		45 000 €	- €	1,000		45 000 €	- €	1,000		45 000 €	- €	1,000	- €	45 000 €
Coordinateur activité	0,200	8 583 €	0,200		8 756 €	173 €	0,200		8 756 €	- €	0,200		9 226 €	470 €	0,200		9 472 €	246 €	0,200		9 472 €	- €	-	- €	889 €
Coordinateur activité	0,200	7 221 €	0,200		7 245 €	24 €	0,200		7 485 €	240 €	0,200		7 485 €	- €	0,200		7 512 €	27 €	0,200		7 766 €	254 €	-	- €	545 €
Coordinateur activité	0,200	8 677 €	0,200		8 721 €	44 €	0,200		8 721 €	- €	0,200		8 965 €	244 €	0,200		9 016 €	51 €	0,200		9 016 €	- €	-	- €	339 €
Coordinateur activité	0,200	10 388 €	0,200		10 388 €	- €	0,200		10 388 €	- €	0,200		10 543 €	155 €	0,200		10 848 €	305 €	0,200		10 848 €	- €	-	- €	460 €
Coordinateur activité	0,200	8 469 €	0,200		8 591 €	122 €	0,200		8 763 €	172 €	0,200		8 763 €	- €	0,200		9 016 €	253 €	0,200		9 368 €	352 €	-	- €	899 €
Coordinateur activité	0,200	11 163 €	0,200		11 163 €	- €	0,200		11 163 €	- €	0,200		11 163 €	- €	0,200		11 163 €	- €	0,200		11 163 €	- €	-	- €	- €
Coordinateur activité	0,200	10 471 €	0,200		10 466 €	-5 €	0,200		10 466 €	- €	0,200		10 960 €	494 €	0,200		10 960 €	- €	0,200		10 960 €	- €	-	- €	489 €
Coordinateur d'activité	0,200	10 224 €	0,200		10 293 €	69 €	0,200		10 600 €	307 €	0,200		10 817 €	217 €	0,200		10 817 €	- €	0,200		11 104 €	287 €	-	- €	880 €

Coordinateur d'activité	0,800	41 864 €	0,800		42 157 €	293 €	0,800		43 417 €	1 260 €	0,800		44 320 €	903 €	0,800		44 320 €	- €	0,800		45 507 €	1 187 €	-	- €	3 643 €
Coordinateur d'activité	0,200	11 411 €	0,200		11 742 €	331 €	0,200		11 742 €	- €	0,200		11 742 €	- €	0,200		11 923 €	181 €	0,200		12 293 €	370 €		- €	882 €
Coordinateur d'activité	0,800	46 806 €	0,800		48 157 €	1 351 €	0,800		48 157 €	- €	0,800		48 157 €	- €	0,800		48 930 €	773 €	0,800		50 455 €	1 525 €		- €	3 649 €
Coordinateur de parcours	0,200	8 583 €	0,200		8 756 €	173 €	0,200		8 756 €	- €	0,200		9 226 €	470 €	0,200		9 472 €	246 €	0,200		9 472 €	- €	-	- €	889 €
Coordinateur de parcours	1,000	60 711 €	1,000		60 711 €	- €	1,000		60 711 €	- €	1,000		62 402 €	1 691 €	1,000		63 613 €	1 211 €	1,000		63 613 €	- €	-	- €	2 902 €
Coordinateur de parcours	0,500	27 447 €	0,500		27 447 €	- €	0,500		28 702 €	1 255 €	0,500		28 702 €	- €	0,500		28 702 €	- €	0,500		28 702 €	- €	-	- €	1 255 €
Coordinateur de parcours	0,800	41 027 €	0,800		42 477 €	1 450 €	0,800		42 879 €	402 €	0,800		43 171 €	292 €	0,800		43 171 €	- €	0,800		44 473 €	1 302 €	-	- €	3 446 €
Coordinateur de parcours	0,800	35 817 €	0,800		38 732 €	2 915 €	0,800		38 732 €	- €	0,800		41 219 €	2 487 €	0,800		41 219 €	- €	0,800		41 924 €	705 €	-	- €	6 107 €
Coordinateur de parcours	0,200	8 183 €	0,200		8 897 €	714 €	0,200		8 897 €	- €	0,200		9 581 €	684 €	0,200		9 581 €	- €	0,200		9 813 €	232 €	-	- €	1 630 €
Coordinateur de parcours	0,200	10 021 €	0,200		10 368 €	347 €	0,200		10 469 €	101 €	0,200		10 543 €	74 €	0,200		10 543 €	- €	0,200		10 855 €	312 €	-	- €	834 €
Coordinateur	0,250	11 950 €	0,250		11 950 €	- €	0,250		12 418 €	468 €	0,250		12 681 €	263 €	0,250		12 809 €	128 €	0,250		12 895 €	86 €	-	- €	945 €
Educateur spécialisé	0,800	35 102 €	0,800		35 817 €	715 €	0,800		35 817 €	- €	0,800		37 769 €	1 952 €	0,800		38 732 €	963 €	0,800		38 732 €	- €	-	- €	3 630 €
Educateur spécialisé	1,000	65 562 €	1,000		67 173 €	1 611 €	1,000		67 173 €	- €	1,000		67 173 €	- €	1,000		67 173 €	- €	1,000		67 173 €	- €	-	- €	1 611 €
Educateur spécialisé	0,200	10 533 €	0,200		10 628 €	95 €	0,200		10 628 €	- €	0,200		10 845 €	217 €	0,200		11 153 €	308 €	0,200		11 153 €	- €	-	- €	620 €
Educateur spécialisé	0,800	34 631 €	0,800		35 129 €	498 €	0,800		35 830 €	701 €	0,800		35 830 €	- €	0,800		36 866 €	1 036 €	0,800		38 324 €	1 458 €	-	- €	3 693 €
Educateur spécialisé	1,000	60 028 €	1,000		60 028 €	- €	1,000		60 028 €	- €	1,000		60 028 €	- €	1,000		63 009 €	2 981 €	1,000		63 009 €	- €	-	- €	2 981 €
Educateur spécialisé	1,000	59 268 €	1,000		61 928 €	2 660 €	1,000		61 928 €	- €	1,000		62 817 €	889 €	1,000		62 817 €	- €	1,000		65 557 €	2 740 €	-	- €	6 289 €
Educateur spécialisé	1,000	65 449 €	1,000		65 673 €	224 €	1,000		67 728 €	2 055 €	1,000		68 409 €	681 €	1,000		68 409 €	- €	1,000		69 689 €	1 280 €	-	- €	4 240 €
Educateur spécialisé	1,000	66 878 €	1,000		66 878 €	- €	1,000		66 878 €	- €	1,000		66 878 €	- €	1,000	31 427 €	44 104 €	-22 774 €	1,000		35 788 €	-8 316 €	-	31 427 €	-31 090 €
Educateur spécialisé	1,000	63 613 €	1,000		63 613 €	- €	1,000		63 928 €	315 €	1,000		67 399 €	3 471 €	1,000		67 399 €	- €	1,000		67 399 €	- €	-	- €	3 786 €
Educateur spécialisé	0,800	43 138 €	0,800		37 674 €	-5 464 €	0,800		43 551 €	5 877 €	0,800		44 448 €	897 €	0,800		45 713 €	1 265 €	0,800		45 713 €	- €	-	- €	2 575 €
Educateur spécialisé	1,000	65 184 €	1,000		65 184 €	- €	1,000		65 184 €	- €	1,000		65 184 €	- €	1,000		65 184 €	- €	1,000	21 540 €	37 609 €	-27 575 €	-	21 540 €	-27 575 €
Educateur spécialisé	0,500	26 965 €	0,500		26 965 €	- €	0,500		27 171 €	206 €	0,500		28 213 €	1 042 €	0,500		28 213 €	- €	0,500		28 213 €	- €	-	- €	1 248 €
Educateur spécialisé	1,000	50 594 €	1,000		51 923 €	1 329 €	1,000		52 366 €	443 €	1,000		52 811 €	445 €	1,000		52 811 €	- €	1,000		54 181 €	1 370 €		- €	3 587 €
Educateur spécialisé	1,000	68 549 €	1,000		68 549 €	- €	1,000		68 549 €	- €	1,000		68 549 €	- €	1,000		68 549 €	- €	1,000		68 549 €	- €	-	- €	- €
Educateur spécialisé	0,800	52 863 €	0,800		53 109 €	246 €	0,800		53 109 €	- €	0,800		53 109 €	- €	0,800		53 109 €	- €	0,800		54 444 €	1 335 €	-	- €	1 581 €
Educateur spécialisé	1,000	50 153 €	1,000		50 892 €	739 €	1,000		50 892 €	- €	1,000		51 347 €	455 €	1,000		53 630 €	2 283 €	1,000		53 630 €	- €	-	- €	3 477 €
Educateur spécialisé	1,000	55 010 €	1,000		55 659 €	649 €	1,000		57 593 €	1 934 €	1,000		57 593 €	- €	1,000		58 236 €	643 €	1,000		60 170 €	1 934 €	-	- €	5 160 €
Educateur spécialisé	1,000	54 286 €	1,000		55 657 €	1 371 €	1,000		57 024 €	1 367 €	1,000		57 024 €	- €	1,000		58 317 €	1 293 €	1,000		59 606 €	1 289 €	-	- €	5 320 €
Educateur spécialisé	0,400	19 208 €	0,400		20 322 €	1 114 €	0,400		20 322 €	- €	0,400		21 099 €	777 €	0,400		21 099 €	- €	0,400		22 161 €	1 062 €	-	- €	2 953 €
Educateur spécialisé	0,200	9 532 €	0,200		10 084 €	552 €	0,200		10 084 €	- €	0,200		10 466 €	382 €	0,200		10 466 €	- €	0,200		10 991 €	525 €	-	- €	1 459 €
Educateur spécialisé	1,000	39 232 €	1,000		40 496 €	1 264 €	1,000		40 747 €	251 €	1,000		42 192 €	1 445 €	1,000		42 483 €	291 €	1,000		43 567 €	1 084 €	-	- €	4 335 €
Educateur spécialisé	0,250	11 529 €	0,250		11 529 €	- €	0,250		12 052 €	523 €	0,250		12 389 €	337 €	0,250		12 403 €	14 €	0,250		12 409 €	6 €	-	- €	880 €
Educateur spécialisé	1,000	39 811 €	1,000		39 811 €	- €	1,000		41 393 €	1 582 €	1,000		42 521 €	1 128 €	1,000		44 672 €	2 151 €	1,000		46 203 €	1 531 €	-	- €	6 392 €
Educateur sportif Niveau IV	0,800	42 536 €	0,800		42 536 €	- €	0,800		42 536 €	- €	0,800		43 171 €	635 €	0,800		44 444 €	1 273 €	0,800		44 444 €	- €	-	- €	1 908 €
Educateur sportif Niveau IV	0,800	42 638 €	0,800		42 638 €	- €	0,800		42 638 €	- €	0,800		42 638 €	- €	0,800		42 638 €	- €	0,800		43 203 €	565 €		- €	565 €
Educateur technique	1,000	44 161 €	1,000		45 460 €	1 299 €	1,000		45 460 €	- €	1,000		45 460 €	- €	1,000		46 978 €	1 518 €	1,000		46 978 €	- €	-	- €	2 817 €
Educateur technique spécialisé	1,000	51 081 €	1,000		51 081 €	- €	1,000		51 081 €	- €	1,000		51 884 €	803 €	1,000		53 498 €	1 614 €	1,000		53 498 €	- €	-	- €	2 417 €
Educateur technique spécialisé	1,000	49 780 €	1,000		50 524 €	744 €	1,000		50 892 €	368 €	1,000		50 892 €	- €	1,000		52 491 €	1 599 €	1,000		53 630 €	1 139 €	-	- €	3 850 €
Educateur technique spécialisé	1,000	37 236 €	1,000		38 777 €	1 541 €	1,000		40 314 €	1 537 €	1,000		41 666 €	1 352 €	1,000		41 883 €	217 €	1,000		42 967 €	1 084 €	-	- €	5 731 €
Moniteur-éducateur	0,800	35 765 €	0,800		36 372 €	607 €	0,800		36 975 €	603 €	0,800		36 975 €	- €	0,800		38 230 €	1 255 €	0,800		39 493 €	1 263 €	-	- €	3 728 €
Moniteur-éducateur	0,200	9 013 €	0,200		9 239 €	226 €	0,200		9 383 €	144 €	0,200		9 383 €	- €	0,200		9 686 €	303 €	0,200		9 979 €	293 €	-	- €	966 €
Moniteur-éducateur	1,000	57 366 €	1,000		57 366 €	- €	1,000		57 366 €	- €	1,000		57 366 €	- €	1,000		57 366 €	- €	1,000	9 916 €	52 249 €	-5 117 €	-	9 916 €	-5 117 €
Moniteur-éducateur	1,000	43 711 €	1,000		44 904 €	1 193 €	1,000		44 904 €	- €	1,000		45 031 €	127 €	1,000		46 421 €	1 390 €	1,000		46 421 €	- €	-	- €	2 710 €
Moniteur-éducateur	1,000	36 709 €	1,000		36 816 €	107 €	1,000		38 006 €	1 190 €	1,000		38 163 €	157 €	1,000		39 850 €	1 687 €	1,000		39 850 €	- €	-	- €	3 141 €
Moniteur-éducateur	0,460	24 232 €	0,460		24 232 €	- €	0,460		24 958 €	726 €	0,460		25 484 €	526 €	0,460		25 484 €	- €	0,460		25 484 €	- €	-	- €	1 252 €
Moniteur-éducateur	0,800	35 489 €	0,800		35 658 €	169 €	0,800		35 658 €	- €	0,800		36 661 €	1 003 €	0,800		36 859 €	198 €	0,800		36 859 €	- €	-	- €	1 370 €
Moniteur-éducateur	1,000	48 841 €	1,000		48 949 €	108 €	1,000		48 949 €	- €	1,000		50 421 €	1 472 €	1,000		50 513 €	92 €	1,000		50 513 €	- €		- €	1 672 €
Moniteur-éducateur	1,000	46 003 €	1,000		46 758 €	755 €	1,000		46 758 €	- €	1,000		47 391 €	633 €	1,000		48 276 €	885 €	1,000		48 276 €	- €	-	- €	2 273 €
Moniteur-éducateur	1,000	35 776 €	1,000		36 129 €	353 €	1,000		36 129 €	- €	1,000		37 264 €	1 135 €	1,000		37 643 €	379 €	1,000		37 643 €	- €	-	- €	1 867 €
Moniteur-éducateur	0,800	45 755 €	0,800		45 755 €	- €	0,800		45 755 €	- €	0,800		45 755 €	- €	0,800		45 755 €	- €	0,800		45 755 €	- €	-	- €	- €
Moniteur-éducateur	0,500	26 512 €	0,500		26 501 €	-11 €	0,500		26 501 €	- €	0,500		27 768 €	1 267 €	0,500		27 768 €	- €	0,500		27 768 €	- €	-	- €	1 256 €
Moniteur-éducateur	1,000	48 949 €	1,000		48 949 €	- €	1,000		50 233 €	1 284 €	1,000		50 513 €	280 €	1,000		50 513 €	- €	1,000		52 267 €	1 754 €	-	- €	3 318 €
Moniteur-éducateur	1,000	50 335 €	1,000		51 376 €	1 041 €	1,000		51 376 €	- €	1,000		52 787 €	1 411 €	1,000		53 792 €	1 005 €	1,000		53 792 €	- €	-	- €	3 457 €
Référent proximité	0,400	21 212 €	0,400		21 212 €	- €	0,400		22 274 €	1 062 €	0,400		22 274 €	- €	0,400		23 294 €	1 020 €	0,400		23 294 €	- €	-	- €	2 082 €
Référent proximité	1,000	54 286 €	1,000		54 286 €	- €	1,000		55 200 €	914 €	1,000		57 024 €	1 824 €	1,000		57 024 €	- €	1,000		57 886 €	862 €	-	- €	3 600 €
Educateur de jeunes enfants	1,000	39 811 €	1,000		39 811 €	- €	1,000		41 393 €	1 582 €	1,000		42 521 €	1 128 €	1,000		44 672 €	2 151 €	1,000		46 203 €	1 531 €	-	- €	6 392 €
Educateur de jeunes enfants - FICHE 3						- €	0,500		22 500 €	22 500 €	0,500		22 500 €	- €	0,500		22 500 €	- €	0,500		22 500 €	- €	0,500	- €	22 500 €
Logistique																									
Agent de service intérieur	0,040	1 061 €	0,040		1 061 €	- €	0,040		1 061 €	- €	0,040		1 061 €	- €	0,040		1 061 €	- €	0,040		1 061 €	- €	-	- €	- €
Agent de service intérieur	0,677	24 595 €	0,677		24 688 €	93 €	0,677		24 688 €	- €	0,677		24 688 €	- €	0,677		25 231 €	543 €	0,677		25 273 €	42 €	-	- €	678 €
Agent de service intérieur	1,000	25 976 €	1,000		25 976 €	- €	1,000		26 274 €	298 €	1,000		26 302 €	28 €	1,000		26 302 €	- €	1,000		26 302 €	- €	-	- €	326 €
Agent de service intérieur	1,000	25 976 €	1,000		25 976 €	- €	1,000	2 064 €	25 976 €	- €	1,000		26 087 €	111 €	1,000		26 302 €	215 €	1,000		26 302 €	- €	-	2 064 €	326 €
Agent de service intérieur	1,000	27 276 €	1,000		27 276 €	- €	1,000		27 276 €	- €	1,000		27 276 €	- €	1,000		28 961 €	1 685 €	1,000		29 118 €	157 €	-	- €	1 842 €
Agent de service intérieur	1,000	44 638 €	1,000		44 638 €	- €	1,000		44 784 €	146 €	1,000		46 376 €	1 592 €	1,000	7 337 €	41 760 €	-4 616 €	1,000		41 496 €	-264 €	-	7 337 €	-3 142 €
Agent de service intérieur	0,270	11 273 €	0,270		11 273 €	- €	0,270		11 273 €	- €	0,270		11 273 €	- €	0,270	4 383 €	10 585 €	-688 €	0,270		10 262 €	-323 €	-	4 383 €	-1 011 €
Agent de service intérieur	0,300	8 062 €	0,300		8 062 €	- €	0,300		8 062 €	- €	0,300		8 062 €	- €	0,300		8 062 €	- €	0,300		8 062 €	- €	-	- €	- €
Agent de service intérieur	0,030	796 €	0,030		796 €	- €	0,030		817 €	21 €	0,030		834 €	17 €	0,030		834 €	- €	0,030		834 €	- €	-	- €	38 €
Agent technique	1,000	32 658 €	1,000		32 658 €	- €	1,000		32 892 €	234 €	1,000		34 068 €	1 176 €	1,000		34 068 €	- €	1,000		34 068 €	- €	-	- €	1 410 €
Agent technique	1,000	39 410 €	1,000		39 410 €	- €	1,000		41 505 €	2 095 €	1,000		42 552 €	1 047 €	1,000		42 552 €	- €	1,000		42 552 €	- €	-	- €	3 142 €
Agent technique	1,000	34 068 €	1,000		34 068 €	- €	1,000		34 068 €	- €	1,000		35 367 €	1 299 €	1,000		35 367 €	- €	1,000		35 367 €	- €	-	- €	1 299 €
Agent technique	1,000	42 168 €	1,000		43 324 €	1 156 €	1,000		43 902 €	578 €	1,000		43 902 €	- €	1,000		44 841 €	939 €	1,000		45 311 €	470 €	-	- €	3 143 €
Maîtresse de maison	1,000	36 715 €	1,000		36 862 €	147 €	1,000		36 862 €	- €	1,000		38 249 €	1 387 €	1,000		38 376 €	127 €	1,000		38 376 €	- €	-	- €	1 661 €
Maîtresse de maison	1,000	37 112 €	1,000		37 259 €	147 €	1,000		37 259 €	- €	1,000		38 650 €	1 391 €	1,000		38 773 €	123 €	1,000		38 773 €	- €	-	- €	1 661 €
Ouvrier qualifié	0,700	30 392 €	0,700		30 392 €	- €	0,700		30 483 €	91 €	0,700		31 444 €	961 €	0,700		30 483 €	-961 €	0,700		31 363 €	880 €	-	- €	971 €
Ouvrier qualifié	0,300	9 049 €	0,300		9 049 €	- €	0,300		9 120 €	71 €	0,300		9 487 €	367 €	0,300		9 487 €	- €	0,300		9 487 €	- €	-	- €	438 €
Ouvrier qualifié surveillant de nuit	0,323	11 832 €	0,323		11 877 €	45 €	0,323		11 877 €	- €	0,323		11 877 €	- €	0,323		12 120 €	243 €	0,323		12 145 €	25 €	-	- €	313 €
Ouvrier qualifié surveillant de nuit	1,000	36 862 €	1,000		36 862 €	- €	1,000		36 862 €	- €	1,000		36 987 €	125 €	1,000		38 376 €	1 389 €	1,000		38 376 €	- €	-	- €	1 514 €
TOTAL	94,840	4 916 458 €	94,640	- €	4 978 009 €	61 551 €	96,140	16 029 €	5 096 405 €	118 396 €	96,140	- €	5 166 569 €	69 024 €	96,140	60 553 €	5 208 859 €	42 290 €	96,140	39 263 €	5 215 406 €	6 547 €	1,30 €	115 845 €	298 948 €

Remarques :

FICHE ACTION N°10

Objectif stratégique	**Favoriser la prévention et l'accompagnement parental autour de la Petite Enfance sur le territoire**
Objectif opérationnel	**Développer le dispositif d'appui et de ressources « Attrape-Rêve » pour les tous petits ainsi que leurs parents**
Contexte et enjeux	⇒ Contexte d'augmentation importante des demandes d'admissions et de la file active du CAMSEP, des enfants, repérés tardivement, souvent à l'école maternelle (rapport d'activité) ⇒ Constat d'un environnement de développement familial, mis à mal soit par des carences éducatives ou des fragilités dans le rôle parental, soit par des difficultés socio-économiques grandissantes et identifiées sur le département (Schéma départemental de l'enfant et de la famille 2018-2022) ⇒ Application du projet associatif 2022-2026 : projet « PEP 2021 » ⇒ Circulaire n°2019-012 du 04 septembre 2019 - Fonds national du soutien à la parentalité ⇒ Schéma départemental des services aux familles de l'Indre ⇒ Décret n°76-389 du 15 avril 1976 (annexe XXXII bis) ⇒ Instruction N°DGCS/SD3B/2021/105 du 14 mai 2021 – dispositif d'accompagnement à la périnatalité et à la parentalité des personnes en situation de handicap ⇒ Circulaire N°2015-011 du 13 mai 2015 – Financement et agrément des lieux d'accueils enfants/parents

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
• **Stabiliser une offre d'accompagnement sur la ville de Châteauroux :** - Ouverture du LAEP sur 5 demi-journées par semaine (matin) - Ouverture aux parents des ateliers « 1001 jours » sur 2 demi-journées par semaine (après-midi)	X				
• **Elargir la prestation de service du LAEP sur les villes de Valençay et La Châtre :** - Ouverture d'une journée par ville - Constitution d'une équipe mobile dédiée				X	
• **Offrir une prestation d'accompagnement des futurs parents et parents en situation de handicap :** - Création d'ateliers spécifiques de valorisation de compétences - Adopter une position de médiateur pour les professionnels des dispositifs s'adressant aux parents en situation de handicap		X			
- Constitution d'un lieu de ressourcement ou de répit familial			X		
• **Offrir une prestation d'accompagnement des familles monoparentales :** - Création d'ateliers spécifiques de valorisation de compétences - Constitution d'un lieu de ressourcement ou de répit familial				X	
• **Relancer le Réseau d'Ecoute et d'Appui Aux Parents (REAAP) sur le territoire :** - Création d'un réseau de partenaires SAVS, SAMSAH, SAAD, SIAAD, GERC, PMI, Education Nationale, secteur de la pédiatrie hôpital, MDPH, CAF, établissements d'accueils de jeunes enfants				X	
- Mise en place d'un Comité de suivi stratégique REAAP en lien avec le PRH				X	
• **Renouveler la convention LAEP tous les 5 ans (CAF + ARS)** - Demande d'avenant de la convention d'objectifs et de financement CAF pour prolongement de financement d'août 2026 à décembre 2026 en conformité avec la durée du CPOM				X	
- Demande d'avenant de la convention de subvention ARS pour prolongement de financement de juillet 2025 à décembre 2026 en conformité avec la durée du CPOM					X

• **Déploiement des missions du PRH sur le département de l'Indre :** - **Module 1** : Informer, accueillir et accompagner un parent dans la recherche d'un mode de garde adapté à son enfant - **Module 2** : Sensibiliser, former et accompagner les professionnels de la Petite Enfance - **Module 3** : Animer un réseau départemental de partenaires (mise à disposition d'outils pédagogiques pour répondre aux besoins des enfants accueillis)		X				
Partenaire(s) et acteur(s)	⇒ Directeur Général ⇒ Directeur de Pôle Soins et Prévention ⇒ Equipe pluri professionnelles (équipe « Attrape-Rêve » : salariés + bénévoles) ⇒ CAF de l'Indre ⇒ MSA Berry-Touraine					
		Redéploiement/ Mutualisation sur 3,5 ans (2022 - 06/2026)	**Subvention sur 1,5 ans (07/2025 - 2026)**		**Mesure nouvelle (Pérenne)**	**Mesure complémentaire (CNR)**
			CAF	**ARS FIR**		
Moyens financiers	Certification du poste de coordination de service					**3 000 €**[1]
	Formation des accueillants LAEP (professionnels et bénévoles) : Parentalité et accueil					**2 763 €**[1]
	Constitution d'une équipe mobile et dédiée : • **LAEP sur Châteauroux** (0,50 ETP psychomotricienne + 0,40 ETP de psychologue + 1,00 ETP d'éducatrice jeune enfant)	**297 500 €**	**65 000 €**	**75 000 €**		
	• **LAEP sur Valençay et La Châtre** (0,20 ETP de psychomotricienne + 0,16 ETP de psychologue + 0,40 ETP d'éducateur jeune enfant)		**27 000 €**	**32 000 €**		
	• **Sur les dispositifs à destination des familles en situation de handicap et des familles monoparentales** (0,20 ETP de psychomotricienne + 0,14 ETP de psychologue + 0,60 ETP d'éducateur jeune enfant)			**60 000 €**		
	PRH : Mise en place d'une convention contributive		**325 000 €** *(5 x 65 000)*	**100 000 €** *(5 x 20 000)*		

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

Moyens organisationnels	⇒ Alimenter régulièrement la réflexion collective ⇒ Recrutement des professionnels sur les antennes de La Châtre et Valençay ⇒ Mutualisation d'un lieu d'accueil sur les antennes de La Châtre et Valençay ⇒ Réorganisation du fonctionnement de l'Attrape-Rêve ⇒ Réorganisation des plannings des professionnels ⇒ Travailler le partenariat avec la CAF et l'ARS
Indicateurs de suivi de l'action	⇒ File active de familles rencontrées (dont familles en situation de handicap et monoparentales) ⇒ Nombre de thématiques proposées ⇒ Nombre de personnes formées et informées (dont familles en situation de handicap et monoparentales) ⇒ Liste d'attente du CAMSEP ⇒ Rapport d'activité

FICHE ACTION N°2

Objectif stratégique	**Favoriser l'inclusion sociale et scolaire des enfants de 0 à 25 ans**
Objectif opérationnel	**Se transformer en Pôle DAME : IME/EME/SESSAD** Prestations Scolarisation, internat, externat, inclusion scolaire et ambulatoire
Contexte et enjeux	⇒ Application du Plan Régional de Santé 2023-2028 (ARS Centre-Val de Loire) ⇒ Démarche d'accompagnement au changement CREAI/URIOPSS (2021/2023) ⇒ Coopération partenariale et territoriale des structures concernées ⇒ Travail en réseau avec le PRH et l'EMAS ⇒ Mise à jour des arrêtés d'autorisation IME/EME/SESSAD ⇒ Application du projet associatif 2022-2026 : projet « PEP 2021 »

Descriptif des actions	Calendrier 2024	2025	2026	2027	2028
• **Démarche d'accompagnement au changement (CREAI/URIOPSS) :** - Phase diagnostic des ressources des territoires	X				
- Phase de construction et d'expérimentation des accompagnements	X				
- Phase d'évaluation et de suivi des accompagnements		X	X		
• Création d'un DAME avec 4 antennes territoriales : Valençay/Châteauroux/Issoudun/La Châtre • Ecriture du projet établissement DAME		X			
• Travailler la sectorisation de l'intervention du DAME PEP36 sur la communauté de commune de Châteauroux			X		
• Proposer une extension non-importante du SESSAD Châteauroux de 10 places par le biais d'un AMI.		X			
• Travailler une convention constitutive avec l'ensemble des partenaires : - Pour positionner une école de secteur ou une école de référence pour chaque usager accompagné par le DAME			X		
- Pour consolider l'offre des unités d'enseignements du DAME					
• Développement d'une unité d'appui médico-sociale sur La Châtre en lien avec les antennes CMPP/CAMSEP (cf. Fiche action « ***Favoriser l'inclusion scolaire*** »)		X			
• Développer une offre de prestations (répit, accueil de jour) auprès d'un public 0-3 ans (mutualisation, convention, partenariat...)				X	
• Formations des professionnels à l'accompagnement inclusif			X	X	X
• Mise en place de l'analyse des pratiques professionnelles dans le cadre du passage en DAME					
• Développement des partenariats (organismes gestionnaires, collectivités territoriales, écoles, dispositifs ressources etc.).	X	X	X	X	X

Partenaire(s) et acteur(s)	⇒ Directeur Général ⇒ Responsable des Ressources Humaines ⇒ L'équipe de direction du Pôle DAME ⇒ Associations, MDPH, Education Nationale

Moyens financiers		**Redéploiement/ Mutualisation**	**Mesure nouvelle (Pérenne)**	**Reprise (CNR)**
	Démarche d'accompagnement CREAI/URIOPSS			**16 000 €**
	Ecriture projet établissement DAME			**25 000 €**
	Extension SESSAD - 1 psychomot - 0.50 psychologue - 2 éduc spé		**Fonction du projet retenu en AMI**	

FICHE ACTION N°2

	Formations des professionnels à l'accompagnement inclusif			**39 000 €**
	- 1 auxiliaire puéricultrice - 1 Coordinateur de parcours - 2 Educ Spé - 1 Psychomotricien - 0.20 Intervenant extérieur - 1 EJE - Budget de fonctionnement		**Fonction du projet retenu en AMI et du cofinancement CAF**	
Moyens organisationnels	⇒ Signature de conventions ⇒ Ecriture du projet établissement DAME ⇒ Recherche de nouveaux locaux sur La Châtre ⇒ Participation à la démarche d'accompagnement CREAI/URIOPSS			
Indicateurs de suivi de l'action	⇒ Date d'installation dans les locaux de la Châtre ⇒ Nombre d'enfants suivi en DAME ⇒ Nombre d'enfant suivi en CAMSEP / CMPP sur Châteauroux ⇒ Nombre de professionnels formés à l'accompagnement inclusif ⇒ Nombre d'enfants sur liste d'attente sur le secteur DAME de Châteauroux			

FICHE ACTION N°3

Objectif stratégique	Favoriser l'Inclusion scolaire des enfants en situation de handicap
Objectif opérationnel	Mettre en œuvre l'externalisation des unités d'enseignements et couvrir la demande territoriale (La Châtre)
Contexte et enjeux	⇒ Application du Plan Régional de Santé 2023-2028 (ARS Centre-Val de Loire) ⇒ Démarche d'accompagnement au changement CREAI/URIOPSS (2021/2023) ⇒ Coopération partenariale et territoriale des structures concernées ⇒ Travail en réseau avec le PRH et l'EMAS ⇒ Circulaire du 26 novembre 2020 – Mise en place du dispositif EMAS ⇒ Instruction DGCS/SD3B/CNSA/2021/98 – Mai 2021 Cadre de référence de l'EMAS ⇒ Mise à jour des arrêtés d'autorisation IME/EME/SESSAD ⇒ Application du projet associatif 2022-2026 : projet « PEP 2021 »

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
• **Elargir le développement des missions de l'EMAS** : - **Module 1** : Accueil, écoute et conseils auprès des professionnels de l'Education Nationale - **Module 2** : Soutien à l'appui et à la continuité de l'accompagnement des enfants par les professionnels de l'Education Nationale - **Module 3** : Actions de sensibilisation et de formation à destination des professionnels de l'Education Nationale	X				
• **Elargir le champ des UEE de l'antenne DAME de Châteauroux** : - Externaliser une UEE d'école maternelle à Châteauroux			X		
• **Développer une réponse inclusive sur le secteur d'Issoudun** : - Créer une ***unité d'enseignement médico-sociale*** à partir de l'EME de d'Issoudun - Travailler avec les écoles primaires de référence - Travailler avec le collège de référence - Travailler avec le lycée de référence					
		X			
			X		
				X	
• **Développer une réponse inclusive sur le secteur de La Châtre** : - Créer une ***unité d'enseignement médico-sociale*** à partir de l'EME de Châteauroux - Travailler avec les écoles primaires de référence - Travailler avec le collège de référence - Travailler avec le lycée de référence - Installer une unité médico-sociale DAME en mutualisant avec les services CMPP/CAMSEP	X				
	X				
		X			
			X		
	X				

• **Consolider l'offre d'accompagnement des projets d'orientation professionnelle des 16-25 ans dans le cadre du déploiement DAME** : - Favoriser les mises en stages des jeunes 14-25 ans en milieu ordinaire et/ou protégé. Cette prestation mutualisée est assurée depuis 2019 par le pôle travail – inclusion professionnelle ADPEP 36 - Proposer un accompagnement de type SESSAD pro pour 7 jeunes apprentis en file active (mise en œuvre du projet déposé dans le cadre de l'AMI 2019) • **Dédier des moyens et organiser cette prestation en lien avec les autres dispositifs du pôle travail – inclusion professionnelle**	X	X	X	X	X

Partenaire(s) et acteur(s)	⇒ Education Nationale (IEN-AESH) ⇒ Collectivités territoriales (mairies et conseil départemental) ⇒ Directeur Général ⇒ Equipe de direction du Pôle Education et Formation (DAME) ⇒ Directrice du SACAP			
Moyens financiers		**Redéploiement/ Mutualisation**	**Mesure nouvelle (Pérenne)**	**Mesure nouvelle (CNR)**
	EMAS : Renouvellement de la convention de la contribution des moyens financiers	**230 000 €** *(3,60 ETP de charges de personnel + charges de fonctionnement)*		
	Mise à disposition des 3 postes Education Nationale sur les UEE	Financement des détachements par convention de l'Education Nationale		
	Création d'un poste EJE pour l'antenne DAME d'Issoudun	**45 000 €** (1 ETP de charges de personnel)		
	Création d'une unité proposant des prestations d'accueil de jour sur le site de La Châtre	**20 000 €** *(Charges de fonctionnement)*		
	Réaménagement des locaux de La Châtre			**25 000 €**[1] *(Mobilier)*
	Mise en place d'un « **SESSAD PRO** » de 7 places : équipe dédiée : 1,00 ETP ES ; 0,50 ETP CESF ; 0,30 ETP psychologue	**120 000 €** *(1,50 ETP de charges de personnel + charges de fonctionnement)*		
Moyens *organisationnels*	⇒ Redéploiement des professionnels sur le secteur de La Châtre ⇒ Réorganisation interne de l'EME de Châteauroux ⇒ Réorganisation interne de l'EME d'Issoudun ⇒ Réorganisation des transports des usagers ⇒ Mobiliser des ressources matérielles (locaux, moyens, etc.) de l'Education Nationale au profit des enfants accompagnés par l'UEE			
Indicateurs de suivi de l'action	⇒ File active EMAS ⇒ Nombres d'enfants inscrits en DAME ⇒ Nombre d'heures d'enseignement en établissement scolaire ⇒ Nombre de stages pour les jeunes 16-25 ans du DAME ⇒ Nombre d'apprentis accompagnés			

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

FICHE ACTION N°4

Objectif stratégique	**Le DAME sur Valençay : un lieu de vie, de répit, de loisirs et d'ouverture**
Objectif opérationnel	**Redynamiser le site en restructurant et en ouvrant vers l'extérieur**
Contexte et enjeux	⇒ Redimensionnement de l'internat collectif (20 places + 3 places d'urgences) et réhabilitation des studios (10 places) ⇒ Application du Plan Régional de Santé 2023-2028 (ARS Centre-Val de Loire) ⇒ Démarche d'accompagnement au changement CREAI/URIOPSS (2021/2023) ⇒ Coopération partenariale et territoriale des structures concernées ⇒ Mise à jour des arrêtés d'autorisation IME/EME/SESSAD ⇒ Application du projet associatif 2022-2026 : projet « PEP 2021 »

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
• **Rédaction d'un projet de service hébergement et de ses prestations**		X			
• **Proposer une offre de répit** - Accueil 3 places d'urgence (week-end et vacances scolaires)		X			
- Ouverture à 330 jours d'internat au lieu de 205 jours		X			
• **Réhabilitation d'un espace multi-activités** : - Création d'une bibliothèque, une salle informatique, un espace bien-être et détente et un espace d'expression artistique.			X		
• **Ferme pédagogique :** - Eduquer à l'environnement (diverses approches : sensible, sensorielle, scientifique, créative, ludique qui permettent d'ancrer l'enseignement dans le réel et le concret, de mieux comprendre les liens ville-campagne et apporter du bien-être)		X			
• **Médiation animale (zoothérapie)** - Optimiser le développement social, affectif, cognitif, sensoriel et moteur de l'usager			X		
• **Développer les liens intergénérationnels** - Partenariat avec les EHPADs et maisons de retraite : liens intergénérationnels				X	

Partenaire(s) et acteur(s)	⇒ Directeur Général ⇒ Equipe de direction du Pôle DAME ⇒ Education Nationale ⇒ L'équipe d'internat ⇒ L'équipe projet immobilier ⇒ Responsable de la ferme pédagogique ⇒ EHPAD, écoles, collèges ⇒ Cellule reconversion gendarmerie

		Redéploiement/ Mutualisation	Mesure nouvelle (Pérenne)	Mesure nouvelle (CNR)
Moyens financiers	Budget offre de répit permanente sur 330 jours :	**205 000€** *(Redéployé de l'IME : 5 places d'internat en accueil permanent + 3 places d'urgences)* **120 000 €** *(3,50 ETP de charges de personnel + charges de fonctionnement) (Fonds octroyés AMI 2019)*		
	Budget offre de répit / accueil d'urgence		En fonction d'un AMI	
	Budget ferme pédagogique :	**50 000 €** *(1,00 ETP de coordinatrice de la ferme pédagogique + charges de fonctionnement)*		
	- Budget de fonctionnement			**30 000 €**[1] *(Mobilier/matériel)*
	- Equipement d'ouverture de la ferme			**65 365€** versés en 2022
Moyens organisationnels	⇒ Constitution d'une équipe internat ⇒ Constitution d'une équipe d'accueil de jour ⇒ Reclassement d'un poste ETS vers un poste de responsable « ferme pédagogique » ⇒ Convention de partenariat avec l'EHPAD et maison de retraite ⇒ Travaux construction/réhabilitation de la ferme pédagogique au sein de l'IME de Valençay ⇒ Travaux réhabilitation sur bâtiments existants			
Indicateurs de suivi de l'action	⇒ Taux d'occupation des places d'urgences ⇒ Nombres de conventions de partenariats d'utilisation des locaux ⇒ Nbre de jeunes inscrits dans chaque prestation proposée			

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

FICHE ACTION N°5

Objectif stratégique	**Développer de nouvelles compétences au service de la diversification et de l'évolution de l'offre**
Objectif opérationnel	**Déploiement d'une GPEC en intégrant des nouvelles fonctions et des nouvelles compétences**
Contexte et enjeux	⇒ Application du Plan Régional de Santé 2023-2028 (ARS Centre-Val de Loire) ⇒ HAS RBPP ⇒ Démarche d'accompagnement au changement CREAI/URIOPSS (2021/2023) ⇒ Coopération partenariale et territoriale des structures concernées ⇒ Application du projet associatif 2022-2026 : projet « PEP 2021 »

Descriptif des actions	Calendrier 2024	2025	2026	2027	2028
• **Pôle Travail et Insertion Professionnelle** : - Mise en place des temps de coordinateurs d'activités (sur les 4 antennes)			X	X	
• **Pôle Soins et Prévention** : - Formation de « coordinateur de projet » (CAMSEP)		X			
- Formation de « coordinateur de projet » (CMPP)			X		
- Formation de « coordinateur de projet » (Attrape-Rêve)				X	
• **Pôle Education et Formation** : - Création d'un poste d'aide-soignante en lien avec l'offre de répit et la gestion des situations complexes			X		
- Mise en place de temps de coordinateurs d'activités	X				
- Formation « snoezelen »	X	X	X		
- Création de poste d'un Neuropsychologue 1 ETP	X	X			
• **Pôle SACAP** : - Certification « coordinateur de parcours complexes » (PCPE) : 18 000€ (pour les 3 dispositifs)		X	X		
- Certification « coordinateur de parcours complexes » (PRH)			X	X	
- Certification « coordinateur de parcours complexes » (EMAS)			X	X	
- Formation de 8 « coordinateurs de parcours » : 30 000€			X	X	
• **Formations développement – maintien et adaptation des compétences pour tous les pôles confondus** : - Formation public TSA, TND, DYS, troubles du psychisme, troubles psychiatriques, public polyhandicapé, troubles du comportement - Formation secret partagé - Formation « SERAFIN-PH » - Formation sur le risque suicidaire - Formation comportement défis	X	X	X	X	X
• **Démarche bientraitance :** - Certification AFNOR « Référent bientraitance » : 2 750€	X				
- Mise en place des commissions « bientraitance » associative			X		
• **Projet de formations individuelles :** - Un référent « snoezelen » **:** 2 500€	X				
- Un référent « pratique avancée » : 11 000€				X	X

Partenaire(s) et acteur(s)	⇒ Le Directeur Général ⇒ La responsable des Ressources Humaines ⇒ La responsable financière ⇒ La responsable qualité ⇒ Les directeurs de Pôles ⇒ L'OPCO Santé

		Redéploiement/ Mutualisation	Mesure nouvelle (Pérenne)	Mesure nouvelle (CNR)
Moyens financiers	Formations développement – maintien et adaptation des compétences pour tous les pôles confondus	**45 000 €** *(Financé sur le PDC associatif)*		
	Création de 1 ETP Neuropsychologue *	**75 000 €** *(1 ETP de charges de personnel)*		
	Formations développement de nouvelles compétences (coordinateur de parcours, référent bientraitance, référent snoezelen, etc.)			**65 000 €**[1]
Moyens organisationnels	⇒ Elaborer le plan de développement et de compétences pluriannuel ⇒ Réorganisation des organigrammes			
Indicateurs de suivi de l'action	⇒ Nombres de personnes formées ⇒ Nombres de personnes certifiées ⇒ Nombres de sessions de formations ⇒ Nombres d'avenants CDI de reclassement			

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

FICHE ACTION N°6

Objectif stratégique	**Valorisation d'un patrimoine associatif au regard des enjeux stratégiques et de la réglementation**					
Objectif opérationnel	**Adapter et aménager les structures en lien avec les différents projets d'activités**					
Contexte et enjeux	⇒ Application du Plan Régional de Santé 2023-2028 (ARS Centre-Val de Loire) ⇒ Plan d'aide à l'investissement de la CNSA ⇒ Application du projet associatif 2022-2026 : projet « PEP 2021 » ⇒ Rénovation énergétique des bâtiments ⇒ Obligation d'accessibilité des ERP aux personnes handicapées					
Descriptif des actions	**Calendrier**					
	2024	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
• **Site de La Châtre (DAME, CMPP/CAMSEP) :** - Création d'unité de proximité - Installation déménagement des services CMPP/CAMSEP	X				
• **Les sites du Pôle Travail :** **Phase 1 :** **Site de Valençay (ESAT) :** - Réhabilitation réfectoire			X		
Phase 2 : **Site d'Issoudun (ESAT) :** - Réhabilitation espace restauration - Réhabilitation locaux administratif	X	X			
Phase 3 : **Site de Levroux (ESAT) :** - Réhabilitation locaux sociaux : vestiaires, salle détente			X		
• **Site de Valençay (IME Chantemerle) :** **Phase 1 :** - Hébergement	X				
- Réhabilitation salle multi-activités		X			
Phase 2 : - Réhabilitation et mise aux normes des bâtiments existants (rénovation énergétique)		X		X	
Phase 3 : - Démolition anciens locaux internat				X	
• **Site de Châteauroux (EME) :** - Réhabilitation et adaptation des locaux		X			
Partenaire(s) et acteur(s)	⇒ Directeur Général ⇒ Responsable Patrimoine Sécurité ⇒ Directeurs de Pôles concernés ⇒ Le référent PAI de l'ARS Centre-Val de Loire ⇒ Cabinet de développement de la transition énergétique ⇒ Architectes / Maître d'œuvre – AMO / Entreprises / banques					

		Redéploiement/ Mutualisation	Mesure nouvelle (Pérenne)	Mesure complémentaire (CNR, PAI)
Moyens financiers[1]	**Site de Valençay (ESAT) : Phase 2**	**50 000 €** *(17 551 € financés sur réserve d'investissement ESAT)*		
	Site d'Issoudun (ESAT) : Phase 3	**118 278€** *(118 278 € Financés sur réserve d'investissement ESAT*		
	Site de Levroux (ESAT) : Phase 4 :	**100 000 €** *(34 575 € Financés sur réserve d'investissement ESAT)*		
	Site de La Châtre (DAME, CMPP/CAMSEP) :	**20 000 €**		
	Site de Valençay (IME Chantemerle) : Phase 1 Internat	**1 500 000 €** *(1 000 000 € financés par emprunt, 338579 € sur la réserve de compensation des charges d'amortissement et 161 421 € par autofinancement)*		
	Site de Valençay (IME Chantemerle) : Phase 1 Salle multi activités	**300 000 €** (9 506 € sur la réserve de compensation des charges d'amortissement, er 290 494 **€** *en autofinancement*		
	Site de Valençay (IME Chantemerle) : Phase 2 Rénovation énergétique 2025			**MONTANT A DEFINIR** *(Sous réserve financement PAI)*
	Site de Valençay (IME Chantemerle) : Phase 2 Rénovation énergétique 2027			**MONTANT A DEFINIR** *(Sous réserve financement PAI)*
	Site de Valençay (IME Chantemerle) : Phase 3 Démolition ancien internat	**100 000 €** *(100 000 € Financés en autofinancement)*		**300 000€** *Désamiantage et démolition*
	Site de Châteauroux (EME) :	**100 000 €** *(Financés sur réserve d'investissement)*		
Moyens organisationnels	⇒ Elaborer le plan pluriannuel d'investissement ⇒ Souscription d'emprunt bancaire ⇒ Mise en place d'une équipe projet pour les travaux de l'IME ⇒ Mise en place d'audits et diagnostics énergétiques pour les travaux de l'IME ⇒ Signature d'une convention avec « ADEME » ⇒ Signature d'une convention avec le cabinet de développement de la transition énergétique ⇒ Signature d'une convention CNSA/ARS (demande de PAI)			
Indicateurs de suivi de l'action	⇒ Enquête de satisfaction des personnes accueillies			

[1] Dans l'hypothèse d'investissements importants le gestionnaire devra s'engager à constituer de demande de subvention PAI (plan d'aide à l'investissement) et le dépôt d'un PPI (plan pluriannuel d'investissement). Tous les investissements (travaux, réhabilitations, achats…) doivent être approuvés par l'autorité compétente en amont de toute exécution dans le cadre d'un PPI.

FICHE ACTION N°7

Objectif stratégique	**Développer des outils sécurisés de la communication interne et externe**
Objectif opérationnel	**Informatisation des échanges et des données en lien avec les bénéficiaires, les salariés et les partenaires**
Contexte et enjeux	⇒ Application du Plan Régional de Santé 2023-2028 (ARS Centre-Val de Loire) ⇒ Appel à projet Programme ESMS Numérique (phase 2) ⇒ Réglementation RGPD ⇒ Renouvellement du système informatique interne ⇒ Application du projet associatif 2022-2026 : projet « PEP 2021 »

Descriptif des actions	Calendrier 2024	2025	2026	2027	2028
• **Renouvellement du système de télécommunications :** - Renouvellement des serveurs informatiques - Mise en place du nouveau réseau inter communication (liens internet entre site principal et sites distants) - Mise en place du nouveau réseau de téléphonie	X				
• **Mise en place du Dossier Usager Informatisé (DUI) :** - Mise en place de la procédure d'achat (RESAH) - Mise en place de l'application métier - Formation des utilisateurs (bénéficiaires/salariés)	X X 	 X	 	 	
• **Mise en application de la RGPD :** - Formation sensibilisation des professionnels - Elaboration du plan de mise en conformité - Mise en place de la mission DPO	X X	X X 	 	 	
• **Renouvellement des applications métiers :** - Renouvellement logiciel métier « EPRD / ERRD » - Renouvellement logiciel métier « Suite RH » et gestion des temps - Renouvellement logiciel qualité « AGEVAL »	X X	 X 	 	 	
• **Mise en place d'une base documentaire unique :** - Mise en commun de l'écriture des procédures et protocoles de travail - Centralisation des documents sur le logiciel qualité « AGEVAL »	X	X	X	X	X

Partenaire(s) et acteur(s)	⇒ Directeur Général ⇒ Responsable qualité ⇒ Responsable Patrimoine et Sécurité ⇒ Directeurs de Pôle ⇒ Cabinet juridique (DPO) ⇒ Référents ESMS Numérique ARS Centre-Val de Loire ⇒ Editeurs de logiciels (DUI/AGEVAL/Intranet) ⇒ Société d'infogérance informatique ⇒ AMO (accompagnement au déploiement du DUI) ⇒ RESAH

		Redéploiement/ Mutualisation	Subventions	Mesure nouvelle (Pérenne)	Mesure complémentaire (CNR)
Moyens financiers	**Renouvellement du système de télécommunications**	**150 000 €** *(Financés sur réserve d'investissement du siège)*			
	Mise en place du Dossier Usager Informatisé (DUI)		**545 000 €** *(CNSA/ARS)*		
	Mise en application de la RGPD	**7 200 €** *(Mission DPO)*			
	Mise en place d'un site intranet	**15 000 €** *(Financés sur réserve d'investissement du siège)*			
	Renouvellement logiciel métier « EPRD / ERRD »	**55 000 €** *(Financés sur réserve d'investissement du siège)*			
	Renouvellement logiciel métier « Suite RH » et gestion des temps	**50 000 €** *(Financés sur réserve d'investissement du siège)*			**30 000 €**[1] *(Frais de formation)*
	Renouvellement logiciel qualité « AGEVAL »	**25 000 €** *(Financés sur réserve d'investissement du siège)*			
Moyens organisationnels	⇒ Temps de formations (RGPD/application métiers) ⇒ Groupe d'expression des besoins (DUI) ⇒ Conventions partenariats (DUI) ⇒ Réunion de la commission qualité (validation des procédures/protocoles)				
Indicateurs de suivi de l'action	⇒ Nombre de personnes formées par application métiers				

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

FICHE ACTION N°8

Objectif stratégique	**Favoriser la fluidité des parcours entre la formation et le travail en milieu protégé et/ou en milieu ordinaire pour les personnes en situation de handicap**
Objectif opérationnel	**Organiser une plateforme d'appui et ressources pour l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap**
Contexte et enjeux	⇒ Application du Plan Régional de Santé 2023-2028 (ARS Centre-Val de Loire) ⇒ Application du Programme Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH) : plan d'action 2018-2022 ⇒ Application du projet associatif 2022-2026 : projet « PEP 2021 » ⇒ Loi 2016-1088 du 8 aout 2016 relative au dispositif emploi accompagné ⇒ Disparition du CFAS sur le territoire de l'Indre ⇒ Appel à manifestation d'intérêts ARS (29/11/2019) – Création « SESSAD PRO » ⇒ Carence d'UEE lycée sur le territoire de l'Indre

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
• **Consolider les moyens et sécuriser le financement de l'ESAT HLM :** - Financement des 4 aides aux postes liées à l'extension d'agrément de 2017 (arrêté 2017-DOMS-PH36-0078)	X	X	X	X	X
• **Transformer progressivement les places ESAT en Dispositif ESAT :** - Rédaction d'un projet d'établissement du pôle Travail et Insertion professionnelle			X	X	
- Globaliser un agrément à 115 postes dans une logique de gestion annualisé en file active		X	X	X	
• **Elargir les missions du dispositif emploi accompagné 36-18 :** - Organisation et animation d'une plateforme emploi accompagné par département (Indre et Cher)	X				
• **Etendre l'offre de service de la plateforme d'appui et de ressources aux entreprises adaptées de l'Indre pour favoriser les transitions professionnelles des salariés :** - S'appuyer sur le retour d'expérience de la convention 2021 ADPEP 36 / ASPI construction bois • Mobiliser des financements de la DREETS pour étendre cette mission auprès des autres entreprises adaptées			X	X	
• **Développer l'accès à la formation pour les travailleurs d'ESAT et favoriser leur accès aux droits** - Création d'un poste référent formation et accès aux droits		X			

Partenaire(s) et acteur(s)	⇒ Directeur Général ⇒ Equipe de direction du Pôle travail- insertion professionnelle ⇒ Associations gestionnaires de l'Indre et du Cher porteuses du DEA 36-18 ⇒ SPE – AGEFIPH – FIPHFP- MDPH - ARS			
Moyens Financiers		**Redéploiement/ Mutualisation**	**Mesure nouvelle (Pérenne)**	**Mesure complémentaire (CNR)**
	Financement sur 5 ans des 4 aides aux postes pour l'ESAT HLM en attente du décret de transformation des ESAT			**240 000 €**
	Création d'un poste de référent formation et accès au droit à 1,00 ETP[1]	40 000 €		
Moyens organisationnels	⇒ Signatures de conventions partenariales : organisation en plateforme départementale DEA ⇒ Organisation d'une plateforme d'appui et ressources pour l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap			
Indicateurs de suivi de l'action	⇒ Nombre de sorties en milieu ordinaire de travail pour les travailleurs d'ESAT ⇒ Nombre d'anciens travailleurs d'ESAT suivis en milieu ordinaire de travail dans le cadre du maintien dans l'emploi ⇒ Nombre de bénéficiaires suivis par le DEA et nombre de personnes en emploi ⇒ Nombre de salariés d'entreprises adaptés accompagnés dans les transitions professionnelles			

[1] Sous réserve d'obtention de crédits sur la stratégie nationale de réforme des ESAT

FICHE ACTION N°9

Objectif stratégique	**Développer des dispositifs ressources au bénéfice d'un environnement et d'un parcours inclusif**
Objectif opérationnel	**Mettre en place le Service d'Appui et de Continuité à l'Accompagnement des Parcours (SACAP)**
Contexte et enjeux	⇒ Application du projet associatif 2023-2028 : projet « PEP 2021 » ⇒ Application du Plan Régional de Santé 2023-2028 (ARS Centre-Val de Loire) ⇒ RAPT - novembre 2018 ⇒ Rapport Piveteau « zéro sans solution » - juin 2014 ⇒ Loi 2002-2 du 02 janvier 2002 ⇒ Loi 2005 du 11 février 2005 ⇒ Loi 26 janvier 2016 - Modernisation du système de santé (situations complexes, PAG, GOS) ⇒ Instruction DGCS/SD3B/2016/119 - Mise en place des PCPE - avril 2016 ⇒ Schéma départemental des services aux familles (CAF) 2021/2025 – Mise en place du PRH 0-11 ans

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
• **Positionner la Communauté 360** comme un dispositif aiguillant les bénéficiaires en fonction de leurs besoins et de leurs attentes sur l'ensemble du département de l'Indre	X	X			
• **Ecriture du projet de service de la Communauté 360**	X				
• **Positionner le PCPE comme dispositif :** - Expert des situations critiques ≠ des situations complexes (EMASC)	X	X			
- Ressource du DAME		X			
- Renouvellement la convention ARS de juin 2023 à décembre 2026		X			
- Mettre à jour la convention avec la MDPH de l'Indre pour revoir le processus d'entrée et de sortie du dispositif en collaboration avec l'ARS		X			
- Mener des actions de collaboration avec les différents partenaires du territoire dans une logique de complémentarité	X	X	X	X	X
• **Elargir le développement des missions de l'EMAS :** - Dispositif ressource du DAME au bénéfice des ESSMS	X	X			
- Cf. fiche action « ***Favoriser l'inclusion scolaire*** »					
• **Proposition de mise en place d'une Cellule de Coordination des Parcours Spécifiques (CCPS) en lien avec la RAPT** - Identification et d'orientation des situations d'appui, des situations complexes, des situations critiques		X	X		
- Coordination des offres de répit et constitution d'une équipe mobile d'appui à partir du collectif associatif			X	X	

<table>
<tr><td>Partenaire(s) et acteur(s)</td><td colspan="4">⇒ Directeur Général
⇒ Equipe de direction du SACAP
⇒ L'Education Nationale (IEN-ASH)
⇒ MDPH
⇒ CAF de l'Indre
⇒ Comité Régional Stratégique (PCPE)
⇒ Réseau de la Petite Enfance
⇒ Réseau associatif ESSMS et sanitaire
⇒ Réseaux professionnels exerçant en libéral
⇒ Collectivités territoriales
⇒ Coordinatrices de dispositifs et de parcours</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Moyens financiers</td><td></td><td>Redéploiement/ Mutualisation</td><td>Mesure nouvelle (Pérenne)</td><td>Mesure nouvelle (CNR)</td></tr>
<tr><td>PCPE :
Renouvellement de la convention de la contribution des moyens financiers</td><td>150 000 €</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>CCPS :
Octroi d'un budget dédié (poste de coordinateur de parcours spécifique)</td><td></td><td>En fonction des AMI</td><td></td></tr>
<tr><td>Communauté 360° :
Renouvellement de la convention de la contribution des moyens financiers</td><td>100 000 €</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Moyens organisationnels</td><td colspan="4">⇒ Candidater à l'appel à projet de la Communauté 360
⇒ Structurer l'ensemble des Dispositifs et Ressources au sein d'un même Pôle de compétences (SACAP)
⇒ Permettre aux professionnels d'accéder à la formation qualifiante (réorganisation du service, planning, etc.)
⇒ Optimiser la transversalité des prestations directes et indirectes avec l'ensemble des Pôles associatifs
⇒ Offrir une continuité d'accompagnement (astreinte socio-éducative) tout au long de l'année à travers la mutualisation des différents dispositifs du Pôle</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi de l'action</td><td colspan="4">⇒ File active PCPE/PRH/CCPS/Service de coordination de parcours
⇒ Enquête de satisfaction par dispositifs
⇒ Rapports d'activité
⇒ Nombres de conventions partenariales
⇒ Nombres de salariés diplômés d'une qualification « coordinateur de parcours »</td></tr>
</table>

ADPEP 36

Désignation de l'établissement

CAMSEP

Adresse

21, rue 11 Novembre 1918 - 36000 CHATEAUROUX

Code Finess 360003412

Plan Pluriannuel d'Investissement
P.P.I.
Exercice 2024 à 2028

Personne habilitée à représenter l'établissement

Ludovic DUTOUR



Président du conseil d'administration

Yves DENIEUL



CAMSEP

PLAN DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT (FRI)						
RESSOURCES						
Augmentation des fonds propres (associatifs ou apports)						
Réserves des plus-values nettes (établissements publics)						
Subventions d'investissement						
Excédents ou réserves de trésorerie affectés à l'investissement						
Réserves de compensation des charges d'amortissement						
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations						
Transfert Réserve d'investissement sur biens mutualisée						
Emprunts prévus au plan						
Autres dettes financières (dont dépôts et cautionnements reçus…)						
Amortissements des actifs acquis avant le démarrage du plan	43 986	41 169	39 351	35 560	31 947	28 333
Amortissements des acquisitions du plan						
- Terrains						
- Constructions						
- Installations techniques, matériels et outillages	4 082	13 384	19 945	21 521	23 599	25 418
- Autres immobilisations corporelles						
Amortissements des charges à répartir sur plusieurs exercices						
Comptes de liaison investissement						
Total = **A**	48 068	54 553	59 296	57 080	55 545	53 751
EMPLOIS						
Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat						
Rep sur Subv Invest ou Réserve d'invest sur biens acquis avant le démarrage du plan	5 305	5 305	5 305	4 282	3 607	3 607
Rep sur Subv Invest ou Réserve d'invest sur biens acquis pendant le plan	2 205	5 607	6 821	6 821	6 821	6 821
Transfert Réserve d'investissement sur biens mutualisée						
Remboursement des emprunts antérieurs						
Remboursement des emprunts prévus au plan						
Investissements prévus au plan						
- Terrains						
- Constructions						
- Installations techniques, matériels et outillages	66 750	153 750	6 750	23 250	23 250	23 250
- Autres immobilisations corporelles						
Charges à répartir sur plusieurs exercices						
Comptes de liaison investissement						
Total = **B**	74 260	164 662	18 876	34 353	33 678	33 678
VARIATION NETTE DU FRI (A - B) = C	-26 192	-110 109	40 420	22 727	21 867	20 072
FRI INITIAL = D	257 251	231 059	120 950	161 370	184 097	205 964
FRI CUMULE = D + C = E	231 059	120 950	161 370	184 097	205 964	226 036
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (FRE)						
RESSOURCES						
Excédent et provisions affectés à la couverture du BFR						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Reprise des déficits d'exploitation						
Autres (dont variations des droits acquis non provisionnés)						
Comptes de liaison trésorerie						
Total = **F**	0	0	0	0	0	0
EMPLOIS						
Reprise à l'investissement des réserves de trésorerie (art. R.314-48 du CASF)						
Reprise sur les réserves de compensation des déficits						
Reprise sur les provisions pour risques et charges						
Reprise des excédents:						
- à la réduction des charges d'exploitation						
- affecté aux mesures d'exploitation						
Reprise sur fonds dédiés						
Autres (dont variations des droits acquis non provisionnés)						
Comptes de liaison trésorerie						
Total = **G**	0	0	0	0	0	0
VARIATION NETTE DU FRE = (F - G) = H	0	0	0	0	0	0
FRE INITIAL = I	518 834	518 834	518 834	518 834	518 834	518 834
FRE CUMULE = I + H = J	518 834	**518 834**	**518 834**	**518 834**	**518 834**	**518 834**
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL CUMULE (E + J)	749 893	639 784	680 204	702 932	724 799	744 871

CAMSEP

PLAN DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)						
AUGMENTATIONS						
Stocks : rotation plus lente						
Stocks : effet volume et/ou prix						
Créances : allongement des délais de paiement et/ou effet volume/prix						
Dettes : diminution (volume et/ou prix) ou accélération des délais de réglement						
Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants						
Autres postes d'augmentations (congés payés..)						
Comptes de liaison (cycle d'exploitation)						
Total = K	0	0	0	0	0	0
DIMINUTIONS						
Réduction des stocks						
Créances : diminution (volume et/ou prix) ou accélération des délais de paiement						
Dettes : allongement des délais de règlement et/ou effet volume/prix						
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants						
Autres postes de diminutions (congés payés..)						
Comptes de liaison (cycle d'exploitation)						
Total = L	0	0	0	0	0	0
VARIATION NETTE DU BFR = (K - L) = M	0	0	0	0	0	0
BFR INITIAL = N	-162 180	-162 180	-162 180	-162 180	-162 180	-162 180
BFR CUMULE = N + M = O	-162 180	-162 180	-162 180	-162 180	-162 180	-162 180
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE = C + H - M = P	-26 192	-110 109	40 420	22 727	21 867	20 072
TRESORERIE INITIALE	938 266	912 074	801 965	842 385	865 112	886 979
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	912 074	801 965	842 385	865 112	886 979	907 051
(estimations des montants à ajouter en fin d'année)						
Dettes fournisseurs d'immobilisations						
Autres postes (fonds des majeurs protégés,...)						
Montant minimum de liquidité nécessaires						
LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE	912 074	801 965	842 385	865 112	886 979	907 051

CAMSEP

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Montant brut	Amort. et dépréciation	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	9 121,41	9 121,41	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	12 273,27	12 273,27	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles				
Terrains	10 880,12	1 442,08	9 438,04	9 661,25
Constructions	710 458,19	275 914,07	434 544,12	449 543,26
Installations techniques, matériel et outillage	125 926,07	89 404,68	36 521,39	39 267,98
Autres immobilisations corporelles	186 378,48	119 313,27	67 065,21	51 492,16
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières			0,00	
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	1 055 037,54	507 468,78	547 568,76	549 964,65
Comptes de liaison (1)	238 018,54		238 018,54	141 551,31
TOTAL II	238 018,54	0,00	238 018,54	141 551,31
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	0,00		0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00		0,00	0,00
En-cours de production (biens et services)	0,00		0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00		0,00	0,00
Marchandises	108,02		108,02	41,94
Avances et acomptes versés sur commandes			0,00	
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	223,16		223,16	0,00
Autres créances	7 268,88		7 268,88	9 476,35
Valeurs mobilières de placement	0,00		0,00	0,00
Disponibilités	869 990,71		869 990,71	687 992,68
Charges constatées d'avance	441,83		441,83	1 894,76
TOTAL III	878 032,60	0,00	878 032,60	699 405,73
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV			0,00	
Primes de remboursement des obligations V			0,00	
Ecart de conversion (actif) VI			0,00	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**2 171 088,68**	**507 468,78**	**1 663 619,90**	**1 390 921,69**

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an : ..... Dont à plus d'un an .....

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

CAMSEP

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
FOND PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	317 781,62	317 781,62
Réserves de compensation	172 406,60	179 999,21
Excédents affectés à la coouverture du besoin en fonds de roulement	26 870,71	26 870,71
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	75 499,61	-11 017,76
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	108,00	0,00
Résultat sous sontrôle de tiers financeurs		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	168 920,87	70 010,28
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	28 961,58	30 533,18
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations		
Autres provisions reglementées	71 590,13	71 590,13
Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	862 139,12	685 767,37
Comptes de liaison	410 048,35	357 123,41
TOTAL II	410 048,35	357 123,41
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Fonds dédiés	221 592,98	247 801,66
TOTAL III	221 592,98	247 801,66
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	77 176,29	6 070,54
Dettes sociales et fiscales	116 874,73	94 158,71
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (5)	870,71	
Produits constatés d'avance	-25 082,28	
TOTAL IV	169 839,45	100 229,25
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**1 663 619,90**	**1 390 921,69**

(1) dont compte 1201 :..... et compte 1291 :..... : résultats sous contrôle de tiers financeurs

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(3) En particulier: aux cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.

(4) Dont à plus d'un an : ..... Dont à moins d'un an :.....

(5) Dont fonds des majeurs protégés : .....

CAMSEP

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT - 2024-2028

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût (par tranche si nécessaire)	Date de réalisation probable	Durée d'amortis-sement	Mode d'amortis-sement	Financement prévu					
						Autofi-nancement (1)	Subvention ou apport (2)	Emprunts (3)			Total (de 1 à 3)
								Montant	Taux	Durée	
1	Mobilier	5 000	01/07/2024	10	Linéaire	5 000					5 000
2	TWINGO DJ475BH - 2014	19 000	01/07/2024	7	Linéaire	19 000					19 000
3	Outillage	2 500	01/07/2024	5	Linéaire	2 500					2 500
4	Matériel informatique	2 250	01/07/2024	5	Linéaire	2 250					2 250
5	Aménagement locaux la châtre	25 000	01/07/2024	20	Linéaire	25 000					25 000
6	Rénovation menuiseries stores chtx	100 000	01/07/2024	20	Linéaire	51 466	48 534				100 000
7											
8	Mobilier	2 000	01/07/2025	10	Linéaire	2 000					2 000
9	Outillage	2 500	01/07/2025	5	Linéaire	2 500					2 500
10	Matériel informatique	2 250	01/07/2025	3	Linéaire	2 250					2 250
11											
12	Mobilier	5 000	01/07/2026	10	Linéaire	5 000					5 000
13	Outillage	1 000	01/07/2026	5	Linéaire	1 000					1 000
14	Matériel informatique	2 250	01/07/2026	3	Linéaire	2 250					2 250
15	Aménagement divers	15 000	01/07/2026	15	Linéaire	15 000					15 000
16											
17	Mobilier	5 000	01/07/2027	10	Linéaire	5 000					5 000
18	Outillage	1 000	01/07/2027	5	Linéaire	1 000					1 000
19	Matériel informatique	2 250	01/07/2027	3	Linéaire	2 250					2 250
20	Aménagement divers	15 000	01/07/2027	15	Linéaire	15 000					15 000
21											

22	Mobilier	5 000	01/07/2028	10	Linéaire	5 000					5 000
23	Outillage	1 000	01/07/2028	5	Linéaire	1 000					1 000
24	Matériel informatique	2 250	01/07/2028	3	Linéaire	2 250					2 250
25	Aménagement divers	15 000	01/07/2028	15	Linéaire	15 000					15 000
TOTAL		**230 250**				**181 716**	**48 534**	**0**			**230 250**

CAMSEP

TABLEAU DES EMPRUNTS AUTORISES ET CONTRACTES

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Rembourse-ment du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CAMSEP

TABLEAU DES EMPRUNTS NOUVEAUX SOUMIS A AUTORISATION

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Rembourse-ment du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
TOTAL				0	0	0	0	0

CAMSEP

BILAN FINANCIER D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

BIENS	2020	2021	2022	FINANCEMENTS	2020	2021	2022
Biens stables				**Financements stables**			
Immobilisations incorporelles brutes	21 394,68	21 394,68	21 394,68	Apports ou fonds associatifs			
Immobilisations corporelles brutes				Réserves des plus values nettes (1)			
- Terrains		10 086,83	10 880,12	Excédents affectés à l'investissement	317 781,62	317 781,62	317 781,62
- Constructions	486 677,61	700 576,41	710 458,19	Subventions d'investissements	32 438,08	30 533,18	28 961,58
- Installations techniques, matériels et outillages	57 795,87	123 171,80	125 926,07	Réserve de compensation des charges d'amortissement	45 489,32	107 416,77	103 809,60
- Autres immobilisations corporelles	5 960,71	155 272,30	186 378,48	Provisions pour renouvellement des immobilisations	56 126,24	54 428,36	52 730,48
				Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif	74 140,25	71 590,13	71 590,13
				Emprunts et dettes financières			
Immobilisations en cours	7 253,35			Dépôts et cautionnements reçus			
Immobilisations financières				Amortissements des immobilisations			
				- Agencements de terrain		425,58	1 442,08
Amortissements comptables excédentaires différés (2)				- Constructions	230 092,72	251 033,15	275 914,07
Charges à répartir				- Installations, matériels et outillages techniques	79 129,60	83 903,82	89 404,68
Autres				- Autres immobilisations corporelles	92 713,18	103 780,14	119 313,27
				Amortissement des immobilisations incorporelles	21 394,68	21 394,68	21 394,68
				Autres (3)	914,69	914,69	914,69
Comptes de liaison investissement	156 446,09			Comptes de liaison investissement		227 031,36	229 031,36
TOTAL II	**735 528,31**	**1 010 502,02**	**1 055 037,54**	TOTAL I	**950 220,38**	**1 270 233,48**	**1 312 288,24**
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (I-II)	0,00	0,00	0,00	**FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)**	214 692,07	259 731,48	257 250,70
Actifs stables d'exploitation				**Financements stables d'exploitation**			
				Excédent et provisions affectés à la couverture du BFR	26 870,71	26 870,71	26 870,71
Report à nouveau déficitaire (4)	8 055,01	8 055,01	8 055,01	Réserves de compensation des déficits	72 582,44	72 582,44	68 597,00
Résultat déficitaire (4)	3 877,44			Résultat excédentaire (4)		70 010,28	168 920,87
				Report à nouveau excédentaire affecté à : (4)	64 526,60	-3 877,44	82 639,93
Droits acquis par les salariés non provisionnés (5)				- réduction des charges d'exploitation			
				- financement de mesures d'exploitation			
				Provisions pour risques et charges	47 556,48		
				Fonds dédiés	238 784,10	193 373,30	168 862,50
Autres				Autres			
Comptes de liaison trésorerie (stable)	23 930,86	73 551,31	170 018,54	Comptes de liaison trésorerie (stable)	147 035,09	130 092,05	181 016,99
TOTAL IV	**35 863,31**	**81 606,32**	**178 073,55**	TOTAL III	**597 355,42**	**489 051,34**	**696 908,00**
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III-IV)	0,00	0,00	0,00	**FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)**	561 492,11	407 445,02	518 834,45
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF	0,00	0,00	0,00	**FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF**	776 184,18	667 176,48	776 085,15
Valeurs d'exploitation				**Dettes d'exploitation**			
Stocks				Avances reçues			
Avances et acomptes versés				Fournisseurs d'exploitation	4 742,93	6 070,54	77 110,21
Organismes payeurs, usagers				Dettes sociales	110 668,45	94 158,71	116 874,73
				Dettes fiscales			
Créances diverses d'exploitation	801,27		223,16	Dettes diverses d'exploitation			870,71
Créances irrécouvrables en non-valeur (6)	6 994,00	9 518,29	7 035,94	Dépréciation des stocks et créances			
Charges constatées d'avance	2 622,90	1 894,76	441,83	Produits constatés d'avance			-25 082,28
Dépenses pour congés payés (7)		0,00	-107,92	Ressources à reverser à l'aide sociale			
				Fonds déposés par les résidents			
Autres				Autres			
Comptes de liaison exploitation				Comptes de liaison exploitation			
TOTAL VI	**10 418,17**	**11 413,05**	**7 593,01**	TOTAL V	**115 411,38**	**100 229,25**	**169 773,37**
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)**	**104 993,21**	**88 816,20**	**162 180,36**
Liquidités				**Financements à court terme**			
Valeurs mobilières de placement				Fournisseurs d'immobilisations	200,71		
Disponibilités	813 378,10	687 992,68	869 990,71	Fonds des majeurs protégés			
Autres			274,88	Concours bancaires courants			
				Ligne de trésorerie			
				Intérêts courus non échus			
				Autres			
Comptes de liaison trésorerie	68 000,00	68 000,00	68 000,00	Comptes de liaison trésorerie			
TOTAL VIII	**881 378**	**755 993**	**938 266**	TOTAL VII	**201**	**0**	**0**
TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)	**881 177**	**755 993**	**938 266**	**TRESORERIE NEGATIVE (VIII-VII)**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	**1 663 188**	**1 859 514**	**2 178 970**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)**	**1 663 188**	**1 859 514**	**2 178 970**

(1) Concerne les établissements publics: compte 1064.
(2) Compte 1161
(3) Exemple: résultats non contrôlés ou non affectés par des tiers financeurs.
(4) Sous contrôle de tiers financeurs.
(5) Compte 1163: compte épargne-temps (CET), provisions pour départ à la retraite non provisionnés en application du 3° de l'article R.314-45 du CASF
(6) Concerne les établissements publics.
(7) Compte 1162, concerne les établissements privés

CAMSEP

TABLEAU DE SURCOUTS D'EXPLOITATION		2024	2025	2026	2027	2028	
Surcoûts (+) ou économies (-) sur les amortissements et frais financiers du Groupe III							
amortissements de l'exercice précédent la première année du plan	a	39 817	39 817	39 817	39 817	39 817	---------->
Amortissements sur acquisitions antérieures à la 1ère année du plan		41 169	39 351	35 560	31 947	28 333	---------->
Amortissements des nouveaux investissements	A	13 384	19 945	21 521	23 599	25 418	---------->
Amortissements des charges à répartir		0	0	0	0	0	---------->
Surcoûts liés aux amortissements = A - (a)		14 736	19 479	17 263	15 728	13 934	
Frais financiers de l'exercice précédent la première année du plan	b						---------->
Frais financiers sur emprunts antérieurs à la 1ère année du plan	B						---------->
Frais financiers sur emprunts nouveaux							---------->
Surcoûts liés aux frais financiers = B - (b)		0	0	0	0	0	
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE I		-5 000	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000	
Charges afférentes à l'exploitation courante							
- Téléphonie (Renégociation contrats).....		-5 000	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000	
-.....							
-.....							
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE II		0	0	0	0	0	
Charges afférentes au personnel							
-.....							
-.....							
-.....							
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE III		-10 912	-12 126	-11 103	-10 428	-10 428	
Autres charges afférentes à la structure							
(hors amortissements et frais financiers détaillés ci-dessus)							
- Reprises de subventions.....		-10 912	-12 126	-11 103	-10 428	-10 428	
TOTAL DES SURCOUTS ET/OU ECONOMIES calculés pour chaque année par rapport à l'année précédant la première année du plan		**-1 176**	**353**	**-840**	**-1 700**	**-3 495**	

Procédure distincte d'investissement

Les dernières informations sur notre site W
http://cifosoleil.free.fr/

Article R314-17 du C.A.S.F.

4° Les établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'actif immobilisé brut est inférieur à deux fois le montant fixé en application du alinéa de l'article L. 612-4 du code de commerce ne sont pas tenus d'établir un plan pluriannuel d'investissement prévu à l'article R. 314-20 (soit 3

Article R314-20 du C.A.S.F.

I. - Les programmes d'investissement et leurs plans de financement, ainsi que les emprunts dont la durée est supérieure à un an, doivent être ap par l'autorité de tarification.

A cette fin, ils font l'objet d'une **présentation distincte des propositions budgétaires**, selon des formes fixées par arrêté du ministre chargé de sociale.

L'autorité de tarification peut subordonner son accord à la mise en oeuvre d'un financement par reprise sur réserve de trésorerie, dans les condi fixées au II de l'article R. 314-48.

II. - Les programmes et les emprunts mentionnés au I sont réputés approuvés sans réserves si l'autorité de tarification n'a pas fait connaître d'op dans **un délai de 60 jours** à compter de leur réception.

III. - Les dispositions du présent article sont applicables aux modifications des programmes d'investissement, de leurs plans de financement, ou emprunts, lorsque ces modifications sont susceptibles d'entraîner une augmentation des charges de la section d'exploitation.

Nom de l'établissement:	Institut
Année du dernier exercice clos:	2013

SOMMAIRE

Bilan propre - Annexe 4
Bilan financier - Annexe 8
Tableau des emprunts autorisés et contractés - Annexe 6
Programme d'investissement - Annexe 5
Tableau des emprunts nouveaux soumis à autorisation - Annexe 7
Plan pluriannuel de financement - Annexe 2
Tableau des surcoûts d'exploitation - Annexe 10

Les PEP 36
La solidarité en action
Association Départementale
des Pupilles de l'Enseignement
Public de l'Indre
www.adpep36.fr

Le 30/11/2023

Plan Pluriannuel d'Investissement 2024-2028
CMPP ADPEP 36

Le Plan Pluriannuel d'Investissement présenté concerne le CMPP

Les investissements :

L'établissement a bénéficié au cours des dernières années :

- d'affectation d'excédent à la réserve de compensation des charges d'amortissement. Cette réserve, contrairement à la réserve d'investissement, n'a pas vocation à être capitalisée. Elle doit servir à financer des investissements et à être reprise pour venir en atténuation de dotations aux amortissements. Au 31/12/2022, sur les 327 492 € en compte, 102 008.94 € sont déjà affectés au financement d'investissements et 225 482.98 € restent à engager.
- de subventions d'investissement pour un montant de 27 971.20 € encore non engagées sur des investissements.
- De fonds dédiés à l'investissements d'un total de 82 485.61 € dont 75 429.69 € restent à engager sur des investissements.

Les investissements du CMPP représentent 258 500 euros sur la période 2024-2028 dont 163 000 euros financés par reprises des réserves pour couverture des charges d'amortissement, des subventions d'investissements, ou des fonds dédiés à l'investissement.

Les investissements significatifs concernent :
-Les travaux de remplacement des menuiseries et des stores à Châteauroux pour 100 000 € financés par reprise de réserve, de subvention ou de fonds dédiés.
-Le remplacement de 2 véhicules pour 38 000 € financés par reprise de réserve, de subvention ou de fonds dédiés.
-L'installation de climatisation à Châteauroux pour 20 000 € financés par reprise de réserve, de subvention ou de fonds dédiés.
-L'aménagement des locaux de la Châtre pour 25 000 € € financés par reprise de réserve, de subvention ou de fonds dédiés.

Le tableau des surcouts :

Les PEP 36
la solidarité en action
Association Départementale
des Pupilles de l'Enseignement
Public de l'Indre
www.adpep36.fr

L'ensemble des investissements vont générer des dotations aux amortissements qui vont évoluer de 46 777 € à 55 615 € fin 2028 générant des surcoûts de 7 640 € en 2024 à 16 478 € en 2028.

L'établissement n'a aucun emprunt en cours et ne prévoit pas d'en contractualiser un.

Afin de compenser ces évolutions de charges l'association propose :
- Une économie sur les abonnements téléphoniques et internet de l'ordre de 1 000 € par an à compter du 01 janvier 2025 (renégociation des contrats effectuée en 2023)
- Une augmentation des reprises de subventions d'investissements, fonds dédié à l'investissements ou reprises de réserve pour la couverture des charges d'amortissement de 12 833 € en 2024 à 18 560 € en 2028

Ces différentes ressources permettent de proposer un tableau des surcoûts à l'équilibre sur la durée du PPI.

Le Bilan financier
Au 31/12/2022 (dernier exercice clos) le bilan financier fait ressortir un FRI positif de 327 847 €.
L'évolution du FRI sur la durée du PPI va évoluer de 207 408 € en 2024 à la suite de la réalisation des travaux sur les menuiseries et les stores, pour revenir à 250 189 € fin 2028.
La trésorerie quant à elle demeure stable autour de 600 000 €.

ADPEP 36

Désignation de l'établissement

CMPP

Adresse

21, rue 11 Novembre 1918 - 36000 CHATEAUROUX

Code Finess 360000277

Plan Pluriannuel d'Investissement
P.P.I.
Exercice 2024 à 2028

Personne habilitée à représenter l'établissement

Ludovic DUTOUR



Président du conseil d'administration

Yves DENIEUL



CMPP

PLAN DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT (FRI)						
RESSOURCES						
Augmentation des fonds propres (associatifs ou apports)						
Réserves des plus-values nettes (établissements publics)						
Subventions d'investissement						
Excédents ou réserves de trésorerie affectés à l'investissement						
Réserves de compensation des charges d'amortissement						
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations						
Transfert Réserve d'investissement sur biens mutualisée						
Emprunts prévus au plan						
Autres dettes financières (dont dépôts et cautionnements reçus…)						
Amortissements des actifs acquis avant le démarrage du plan	40 145	37 465	36 428	34 969	32 457	29 945
Amortissements des acquisitions du plan						
- Terrains						
- Constructions						
- Installations techniques, matériels et outillages	1 638	9 312	17 498	20 789	23 284	25 669
- Autres immobilisations corporelles						
Amortissements des charges à répartir sur plusieurs exercices						
Comptes de liaison investissement						
Total = **A**	41 783	46 777	53 926	55 758	55 741	55 615
EMPLOIS						
Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat						
Rep sur Subv Invest ou Réserve d'invest sur biens acquis avant le démarrage du plan	5 572	5 572	5 572	4 769	3 607	3 607
Rep sur Subv Invest ou Réserve d'invest sur biens acquis pendant le plan	1 094	7 261	13 596	14 952	14 952	14 952
Transfert Réserve d'investissement sur biens mutualisée						
Remboursement des emprunts antérieurs						
Remboursement des emprunts prévus au plan						
Investissements prévus au plan						
- Terrains						
- Constructions						
- Installations techniques, matériels et outillages	33 250	156 250	28 750	24 500	24 500	24 500
- Autres immobilisations corporelles						
Charges à répartir sur plusieurs exercices						
Comptes de liaison investissement						
Total = **B**	39 916	169 083	47 918	44 222	43 060	43 060
VARIATION NETTE DU FRI (A - B) = C	1 867	-122 306	6 008	11 536	12 681	12 555
FRI INITIAL = D	327 847	329 715	207 408	213 417	224 953	237 634
FRI CUMULE = D + C = E	329 715	207 408	213 417	224 953	237 634	250 189
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (FRE)						
RESSOURCES						
Excédent et provisions affectés à la couverture du BFR						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Reprise des déficits d'exploitation						
Autres (dont variations des droits acquis non provisionnés)						
Comptes de liaison trésorerie						
Total = **F**	0	0	0	0	0	0
EMPLOIS						
Reprise à l'investissement des réserves de trésorerie (art. R.314-48 du CASF)						
Reprise sur les réserves de compensation des déficits						
Reprise sur les provisions pour risques et charges						
Reprise des excédents:						
- à la réduction des charges d'exploitation						
- affecté aux mesures d'exploitation						
Reprise sur fonds dédiés						
Autres (dont variations des droits acquis non provisionnés)						
Comptes de liaison trésorerie						
Total = **G**	0	0	0	0	0	0
VARIATION NETTE DU FRE = (F - G) = H	0	0	0	0	0	0
FRE INITIAL = I	435 234	435 234	435 234	435 234	435 234	435 234
FRE CUMULE = I + H = J	435 234	**435 234**	**435 234**	**435 234**	**435 234**	**435 234**
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL CUMULE (E + J)	764 949	642 642	648 651	660 187	672 868	685 423

CMPP

PLAN DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)						
AUGMENTATIONS						
Stocks : rotation plus lente						
Stocks : effet volume et/ou prix						
Créances : allongement des délais de paiement et/ou effet volume/prix						
Dettes : diminution (volume et/ou prix) ou accélération des délais de réglement						
Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants						
Autres postes d'augmentations (congés payés..)						
Comptes de liaison (cycle d'exploitation)						
Total = K	0	0	0	0	0	0
DIMINUTIONS						
Réduction des stocks						
Créances : diminution (volume et/ou prix) ou accélération des délais de paiement						
Dettes : allongement des délais de règlement et/ou effet volume/prix						
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants						
Autres postes de diminutions (congés payés..)						
Comptes de liaison (cycle d'exploitation)						
Total = L	0	0	0	0	0	0
VARIATION NETTE DU BFR = (K - L) = M	0	0	0	0	0	0
BFR INITIAL = N	**114 742**	114 742	114 742	114 742	114 742	114 742
BFR CUMULE = N + M = O	**114 742**	**114 742**	**114 742**	**114 742**	**114 742**	**114 742**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE = C + H - M = P	1 867	-122 306	6 008	11 536	12 681	12 555
TRESORERIE INITIALE	**648 340**	650 207	527 901	533 909	545 445	558 127
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	**650 207**	**527 901**	**533 909**	**545 445**	**558 127**	**570 681**
(estimations des montants à ajouter en fin d'année)						
Dettes fournisseurs d'immobilisations						
Autres postes (fonds des majeurs protégés,...)						
Montant minimum de liquidité nécessaires						
LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE	**650 207**	**527 901**	**533 909**	**545 445**	**558 127**	**570 681**

CMPP

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Montant brut	Amort. et dépréciation	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	9 121,41	9 121,41	0,00	
Autres immobilisations incorporelles	9 762,86	9 762,86	0,00	
Immobilisations incorporelles en cours			0,00	
Immobilisations corporelles				
Terrains	10 874,12	1 466,09	9 408,03	9 630,64
Constructions	699 219,39	262 364,42	436 854,97	458 626,09
Installations techniques, matériel et outillage	105 699,68	72 193,92	33 505,76	36 707,80
Autres immobilisations corporelles	215 278.19	168 121,45	47 156,74	36 093,91
Immobilisations corporelles en cours			0,00	0,00
Immobilisations financières			0,00	
Participations et créances rattachées à des participations			0,00	
Autres titres immobilisés			0,00	
Prêts			0,00	
Autres immobilisations financières			0,00	
TOTAL I	1 049 955,65	523 030,15	526 925,50	541 058,44
Comptes de liaison (1)	297 913,76		297 913,76	415 915,39
TOTAL II	297 913,76	0,00	297 913,76	415 915,39
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures			0,00	
Autres approvisionnements			0,00	
En-cours de production (biens et services)			0,00	
Produits intermédiaires et finis			0,00	
Marchandises			0,00	
Avances et acomptes versés sur commandes			0,00	
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	302 736,35		302 736,35	46,79
Autres créances	0,00		0,00	0,00
Valeurs mobilières de placement			0,00	
Disponibilités	650 129,55		650 129,55	658 484,59
Charges constatées d'avance	455,74		455,74	2 023,13
TOTAL III	953 321,64	0,00	953 321,64	660 554,51
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV			0,00	
Primes de remboursement des obligations V			0,00	
Ecart de conversion (actif) VI			0,00	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**2 301 191,05**	**523 030,15**	**1 778 160,90**	**1 617 528,34**

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an : ..... Dont à plus d'un an .....

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

CMPP

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
FOND PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	386 896,21	386 896,21
Réserves de compensation	418 312,25	309 920,33
Excédents affectés à la coouverture du besoin en fonds de roulement	134 615,87	134 615,87
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	128 698,46	104 851,22
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-6 086,57	12 354,20
Résultat sous sontrôle de tiers financeurs	0,00	
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	91 544,50	117 405,56
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	27 971,20	27 971,20
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations		
Autres provisions reglementées	71 193,17	71 193,17
Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	1 253 145,09	1 165 207,76
Comptes de liaison	130 821,35	119 960,71
TOTAL II	130 821,35	119 960,71
Provisions pour risques	1 006,50	1 715,01
Provisions pour charges	70 729,59	70 729,59
Fonds dédiés	132 218,05	130 262,36
TOTAL III	203 954,14	202 706,96
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	70 751,57	12 740,38
Dettes sociales et fiscales	117 699,00	108 124,98
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 789,75	8 787,55
Autres dettes (5)		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	190 240,32	129 652,91
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**1 778 160,90**	**1 617 528,34**

(1) dont compte 1201 :..... et compte 1291 :..... : résultats sous contrôle de tiers financeurs

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(3) En particulier: aux cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.

(4) Dont à plus d'un an : ..... Dont à moins d'un an :.....

(5) Dont fonds des majeurs protégés : .....

CMPP

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT - 2024-2028

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût (par tranche si nécessaire)	Date de réalisation probable	Durée d'amortis-sement	Mode d'amortis-sement	Financement prévu					
						Autofi-nancement (1)	Subvention ou apport (2)	Emprunts (3)			Total (de 1 à 3)
								Montant	Taux	Durée	
1	Mobilier	5 000	01/07/2024	10	Linéaire	5 000					5 000
2	TWINGO DJ432BH - 2014	19 000	01/07/2024	7	Linéaire	0	19 000,00				19 000
3	Outillage	5 000	01/07/2024	5	Linéaire	5 000					5 000
4	Matériel informatique	2 250	01/07/2024	5	Linéaire	2 250					2 250
5	Rénovation menuiseries stores chtx	100 000	01/07/2024	20	Linéaire	0	100 000,00				100 000
6	Aménagement locaux la chatre	25 000	01/09/2024	15	Linéaire	0	25 000,00				25 000
7											
8	Mobilier	5 000	01/07/2025	10	Linéaire	5 000					5 000
9	TWINGO DS781VG - 2015	19 000	01/07/2025	7	Linéaire	0	19 000,00				19 000
10	Outillage	2 500	01/07/2025	5	Linéaire	2 500					2 500
11	Matériel informatique	2 250	01/07/2025	3	Linéaire	2 250					2 250
12											
13	Mobilier	10 000	01/07/2026	10	Linéaire	10 000					10 000
14	Outillage	2 250	01/07/2026	5	Linéaire	2 250					2 250
15	Matériel informatique	2 250	01/07/2026	3	Linéaire	2 250					2 250
16	Aménagement divers	10 000	01/07/2026	15	Linéaire	10 000					10 000
17											
18	Mobilier	10 000	01/07/2027	10	Linéaire	10 000					10 000
19	Outillage	2 250	01/07/2027	5	Linéaire	2 250					2 250
20	Matériel informatique	2 250	01/07/2027	3	Linéaire	2 250					2 250
21	Aménagement divers	10 000	01/07/2027	15	Linéaire	10 000					10 000

22											
23	Mobilier	10 000	01/07/2028	10	Linéaire	10 000					10 000
24	Outillage	2 250	01/07/2028	5	Linéaire	2 250					2 250
25	Matériel informatique	2 250	01/07/2028	3	Linéaire	2 250					2 250
26	Aménagement divers	10 000	01/07/2028	15	Linéaire	10 000					10 000
TOTAL		**258 500**				**95 500**	**163 000,00**	**0**			**258 500**

CMPP

TABLEAU DES EMPRUNTS AUTORISES ET CONTRACTES

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Rembourse-ment du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CMPP

TABLEAU DES EMPRUNTS NOUVEAUX SOUMIS A AUTORISATION

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Rembourse-ment du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
TOTAL				0	0	0	0	0

CMPP

BILAN FINANCIER D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

BIENS	2020	2021	2022
Biens stables			
Immobilisations incorporelles brutes	18 884,27	18 884,27	18 884,27
Immobilisations corporelles brutes			
- Terrains		10 080,83	10 874,12
- Constructions	462 812,94	696 977,33	699 219,39
- Installations techniques, matériels et outillages	77 633,06	104 659,02	105 699,68
- Autres immobilisations corporelles	175 071,74	193 774,62	215 278,19
Immobilisations en cours	208 991,34		
Immobilisations financières			
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			
Charges à répartir			
Autres			
Comptes de liaison investissement		152 419,05	152 419,05
TOTAL II	**943 393,35**	**1 176 795,12**	**1 202 374,70**
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (I-II)	0,00	0,00	0,00
Actifs stables d'exploitation			
Report à nouveau déficitaire (4)			
Résultat déficitaire (4)			
Droits acquis par les salariés non provisionnés (5)			
Autres			
Comptes de liaison trésorerie (stable)	365 832,08	263 496,34	145 494,71
TOTAL IV	**365 832,08**	**263 496,34**	**145 494,71**
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III-IV)	0,00	0,00	0,00
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF	0,00	0,00	0,00
Valeurs d'exploitation			
Stocks			
Avances et acomptes versés			
Organismes payeurs, usagers			302 736,35
Créances diverses d'exploitation		46,79	
Créances irrécouvrables en non-valeur (6)			
Charges constatées d'avance	2 673,56	2 023,13	455,74
Dépenses pour congés payés (7)			
Autres			
Comptes de liaison exploitation			
TOTAL VI	**2 673,56**	**2 069,92**	**303 192,09**
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)	**0,00**	**0,00**	**114 741,52**
Liquidités			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	619 118,00	658 484,59	650 129,55
Autres			
Comptes de liaison trésorerie			
TOTAL VIII	**619 118**	**658 485**	**650 130**
TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)	**600 226**	**649 697**	**648 340**
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	**1 931 018**	**2 100 846**	**2 301 191**

FINANCEMENTS	2020	2021	2022
Financements stables			
Apports ou fonds associatifs	12 354,20	12 354,20	12 354,20
Réserves des plus values nettes (1)			
Excédents affectés à l'investissement	386 896,21	386 896,21	386 896,21
Subventions d'investissements	28 304,50	27 971,20	27 971,20
Réserve de compensation des charges d'amortissement	221 699,15	219 100,00	327 491,92
Provisions pour renouvellement des immobilisations		84 450,12	82 485,61
Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif	74 171,48	71 193,17	71 193,17
Emprunts et dettes financières			
Dépôts et cautionnements reçus			
Amortissements des immobilisations			
- Agencements de terrain		450,19	1 466,09
- Constructions	218 494,82	238 351,24	262 364,42
- Installations techniques, matériel et outillage	63 934,68	67 951,22	72 193,92
- Autres immobilisations corporelles	148 072,96	157 680,71	168 121,45
Amortissement des immobilisations incorporelles	18 634,61	18 884,27	18 884,27
Autres (3)			
Comptes de liaison investissement		96 799,69	98 799,69
TOTAL I	**1 172 562,61**	**1 382 082,22**	**1 530 222,15**
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)	229 169,26	205 287,10	327 847,45
Financements stables d'exploitation			
Excédent et provisions affectés à la couverture du BFR	134 615,87	134 615,87	134 615,87
Réserves de compensation des déficits	90 820,33	90 820,33	90 820,33
Résultat excédentaire (4)	71 318,79	117 405,56	91 544,50
Report à nouveau excédentaire affecté à : (4)	33 532,43	104 851,22	128 698,46
- réduction des charges d'exploitation			
- financement de mesures d'exploitation			
Provisions pour risques et charges	124 967,15	72 444,60	71 736,09
Fonds dédiés	129 088,29	45 812,24	49 732,44
Autres			-18 440,77
Comptes de liaison trésorerie (stable)	33 603,45	23 161,49	32 021,66
TOTAL III	**617 946,31**	**589 111,31**	**580 728,58**
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)	252 114,23	325 614,97	435 233,87
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF	481 283,49	530 902,07	763 081,32
Dettes d'exploitation			
Avances reçues			
Fournisseurs d'exploitation	8 645,99	12 740,38	70 751,57
Dettes sociales	112 971,42	108 124,98	117 699,00
Dettes fiscales			
Dettes diverses d'exploitation			
Dépréciation des stocks et créances			
Produits constatés d'avance			
Ressources à reverser à l'aide sociale			
Fonds déposés par les résidents			
Autres			
Comptes de liaison exploitation			
TOTAL V	**121 617,41**	**120 865,36**	**188 450,57**
EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	**118 943,85**	**118 795,44**	**0,00**
Financements à court terme			
Fournisseurs d'immobilisations	18 891,66	8 787,55	1 789,75
Fonds des majeurs protégés			
Concours bancaires courants			
Ligne de trésorerie			
Intérêts courus non échus			
Autres			
Comptes de liaison trésorerie			
TOTAL VII	**18 892**	**8 788**	**1 790**
TRESORERIE NEGATIVE (VIII-VII)	**0**	**0**	**0**
TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	**1 931 018**	**2 100 846**	**2 301 191**

(1) Concerne les établissements publics: compte 1064
(2) Compte 1161
(3) Exemple: résultats non contrôlés ou non affectés par des tiers financeurs.
(4) Sous contrôle de tiers financeurs.
(5) Compte 1163. compte épargne-temps (CET), provisions pour départ à la retraite non provisionnés en application du 3° de l'article R.314-45 du CASF
(6) Concerne les établissements publics.
(7) Compte 1162, concerne les établissements privés

CMPP

TABLEAU DE SURCOUTS D'EXPLOITATION		2024	2025	2026	2027	2028	
Surcoûts (+) ou économies (-) sur les amortissements et frais financiers du Groupe III							
amortissements de l'exercice précédent la première année du plan	a	39 137	39 137	39 137	39 137	39 137	---------->
Amortissements sur acquisitions antérieures à la 1ère année du plan		37 465	36 428	34 969	32 457	29 945	---------->
Amortissements des nouveaux investissements	A	9 312	17 498	20 789	23 284	25 669	---------->
Amortissements des charges à répartir		0	0	0	0	0	---------->
Surcoûts liés aux amortissements = A - (a)		7 640	14 789	16 621	16 604	16 478	
Frais financiers de l'exercice précédent la première année du plan	b						---------->
Frais financiers sur emprunts antérieurs à la 1ère année du plan	B						---------->
Frais financiers sur emprunts nouveaux							---------->
Surcoûts liés aux frais financiers = B - (b)		0	0	0	0	0	
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE I		-1 000	-1 000	-1 000	-1 000	-1 000	
Charges afférentes à l'exploitation courante							
- Téléphonie (Renégociation abonnements).....		-1 000	-1 000	-1 000	-1 000	-1 000	
-.....							
-.....							
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE II		0	0	0	0	0	
Charges afférentes au personnel							
-.....							
-.....							
-.....							
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE III		-12 833	-19 168	-19 722	-18 560	-18 560	
Autres charges afférentes à la structure							
(hors amortissements et frais financiers détaillés ci-dessus)							
- Reprises de subventions.....		-12 833	-19 168	-19 722	-18 560	-18 560	
-.....							
TOTAL DES SURCOUTS ET/OU ECONOMIES calculés pour chaque année par rapport à l'année précédant la première année du plan		**-6 193**	**-5 379**	**-4 101**	**-2 956**	**-3 082**	

Procédure distincte d'investissement

Les dernières informations sur notre site W
http://cifosoleil.free.fr/

Article R314-17 du C.A.S.F.

4° Les établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'actif immobilisé brut est inférieur à deux fois le montant fixé en application du alinéa de l'article L. 612-4 du code de commerce ne sont pas tenus d'établir un plan pluriannuel d'investissement prévu à l'article R. 314-20 (soit 3

Article R314-20 du C.A.S.F.

I. - Les programmes d'investissement et leurs plans de financement, ainsi que les emprunts dont la durée est supérieure à un an, doivent être a par l'autorité de tarification.

A cette fin, ils font l'objet d'une **présentation distincte des propositions budgétaires**, selon des formes fixées par arrêté du ministre chargé de sociale.

L'autorité de tarification peut subordonner son accord à la mise en oeuvre d'un financement par reprise sur réserve de trésorerie, dans les condi fixées au II de l'article R. 314-48.

II. - Les programmes et les emprunts mentionnés au I sont réputés approuvés sans réserves si l'autorité de tarification n'a pas fait connaître d'o dans **un délai de 60 jours** à compter de leur réception.

III. - Les dispositions du présent article sont applicables aux modifications des programmes d'investissement, de leurs plans de financement, ou emprunts, lorsque ces modifications sont susceptibles d'entraîner une augmentation des charges de la section d'exploitation.

Nom de l'établissement:	Institut
Année du dernier exercice clos:	2022

SOMMAIRE

Bilan propre - Annexe 4
Bilan financier - Annexe 8
Tableau des emprunts autorisés et contractés - Annexe 6
Programme d'investissement - Annexe 5
Tableau des emprunts nouveaux soumis à autorisation - Annexe 7
Plan pluriannuel de financement - Annexe 2
Tableau des surcoûts d'exploitation - Annexe 10

Les PEP 36
La solidarité en action
Association Départementale
des Pupilles de l'Enseignement
Public de l'Indre
www.adpep36.fr

Le 30/11/2023

Plan Pluriannuel d'Investissement 2024-2028
DAME ADPEP 36

Le Plan Pluriannuel d'Investissement présenté concerne le DAME soit :

- L'IME Chantemerle
- L'EME Chantemerle
- Le SESSAD
- L'EMAS
- Le PCPE
- La Communauté 360
- Le DAR
-

Les investissements :

Le Dame a bénéficié au cours des dernières années :

- d'affectations d'excédents à la réserve de compensation des charges d'amortissement. Cette réserve, contrairement à la réserve d'investissement, n'a pas vocation à être capitalisée. Elle doit servir à financer des investissements et à être reprise pour venir en atténuation de dotations aux amortissements. Au 31/12/2022, sur les 1 442 145 € en compte, 874 530 € sont déjà affectés au financement d'investissements et 567 674 € restent à engager.
- de subventions d'investissement pour un montant de 32 837 €, encore non engagées sur des investissements.
- De fonds dédiés à l'investissements d'un total de 205 084 € à engager sur des investissements.

Les investissements du Dame représentent 1 263 000 euros sur la période 2024-2028 dont 294 000 euros financés par reprises des réserves pour couverture des charges d'amortissement, des subventions d'investissements, ou des fonds dédiés à l'investissement.

Les investissements significatifs concernent :

-Des travaux de remise aux normes et d'isolation sur l'IME pour 100 000 € en 2026.
-La mise en place d'un accueil partagé pour 200 000 € sur l'IME en 2028
-La rénovation des locaux de l'EME de Châteauroux pour 100 000 € en 2026 financés par reprise de réserve, de subvention ou de fonds dédiés.

SIÈGE ADMINISTRATIF
CHÂTEAUROUX
21 rue du 11 novembre 1918
36000 CHÂTEAUROUX
Tel : 02 54 34 56 24
siège@adpep36.fr
Direction générale : dg@adpep36.fr
Pôle ressources humaines : rrh@adpep36.fr
Pôle financier : raf@adpep36.fr
Pôle patrimoine : rpatrimoine@adpep36.fr
Pôle qualité-projets : rqp@adpep36.fr

Les PEP 36
La solidarité en action
Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Indre
www.adpep36.fr

-Le renouvellement de véhicules de 10 ans et plus pour 532 000 € sur les 5 ans du CPOM pour les établissements du DAME, dont 169 000€ financés par reprise de réserve, de subvention ou de fonds dédiés.

Le tableau des surcouts :

L'ensemble des investissements vont générer des dotations aux amortissements qui vont évoluer de 389 799 € à 420 164 € fin 2028 progressant de 52 581 € en 2024 à 82 946 € en 2028.
Afin de compenser ces évolutions de charges qui vont de + 95 078 € en 2024 à 118 352 € en 2028, l'association propose :

-Une économie sur les abonnements téléphoniques et internet de l'ordre de 5 000 € par an à compter du 01 janvier 2024 (renégociation des contrats effectuée en 2023)

-Une augmentation des reprises de subventions d'investissements, fonds dédié à l'investissements ou reprises de réserve pour la couverture des charges d'amortissement de 69 469 € en 2024 à 84 168 € en 2028

-L'utilisation des produits financiers pour équilibrer le PPI de 33 000 € par an.

Ces différentes ressources permettent de proposer un tableau des surcoûts à l'équilibre sur la durée du PPI.

Le Bilan financier

Au 31/12/2022 (dernier exercice clos) le bilan financier fait ressortir un FRI positif de 90 743 €. Sur 2023, afin de financer les travaux de l'Internat, l'association a contractualisé un prêt de 1 000 000 €, utilisé ses fonds propres et fait un apport de trésorerie en compte de liaison de 750 000 €.
Ce compte de liaison investissement est une avance de trésorerie effectuée par les établissements de l'Adpep 36 sous gestion non contrôlée.

Il n'est pas prévu d'abonder la réserve d'investissement ou la réserve de compensation des charges d'amortissement sur la durée du PPI.
Mais des abondements seront proposés dans la mesure où le Dame sera excédentaire et que la réserve de compensation sera suffisamment dotée.

Le FRI sur la durée du PPI bien que faible, demeure positif malgré les annuités qui génèrent annuellement près de 70 000 € de remboursements.

La trésorerie du Dame reste extrêmement positive à plus de 1 200 000 €.

La direction

SIÈGE ADMINISTRATIF
CHÂTEAUROUX
21 rue du 11 novembre 1918
36000 CHÂTEAUROUX
Tel : 02 54 34 56 24
siege@adpep36.fr
Direction générale : dg@adpep36.fr
Pôle ressources humaines : rrh@adpep36.fr
Pôle financier : raf@adpep36.fr
Pôle patrimoine : rpatrimoine@adpep36.fr
Pôle qualité-projets : rqp@adpep36.fr

ADPEP 36

Désignation de l'établissement

DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

Plan Pluriannuel d'Investissement
P.P.I.
Exercice 2024 à 2028

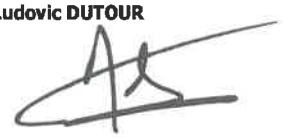
Adresse

21, rue 11 Novembre 1918 - 36000 CHATEAUROUX

Code Finess 360 000 236

Personne habilitée à représenter l'établissement

Ludovic DUTOUR



Président du conseil d'administration

Yves DENIEUL



DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

PLAN DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT (FRI)						
RESSOURCES						
Augmentation des fonds propres (associatifs ou apports)						
Réserves des plus-values nettes (établissements publics)						
Subventions d'investissement						
Excédents ou réserves de trésorerie affectés à l'investissement						
Réserves de compensation des charges d'amortissement						
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations						
Plus-values de cessions d'actifs / Dons et legs en capital						
Emprunts prévus au plan	1 000 000					
Autres dettes financières (dont dépôts et cautionnements reçus…)						
Amortissements des actifs acquis avant le démarrage du plan	325 078	282 766	266 452	238 579	202 071	194 526
Amortissements des acquisitions du plan	37 273	107 033	153 634	180 509	210 532	225 639
- Agencements de terrain						
- Constructions						
- Installations techniques, matériel et outillage						
- Autres immobilisations corporelles						
Amortissements des charges à répartir sur plusieurs exercices						
Comptes de liaison investissement	750 000					
Total = **A**	2 112 350	389 799	420 086	419 088	412 604	420 164
EMPLOIS						
Rep sur Subv Invest ou Réserve d'invest sur biens acquis avant le démarrage du plan	76 626	74 006	68 376	67 348	62 085	56 822
Rep sur Subv Invest ou Réserve d'invest sur biens acquis pendant le plan	2 831	13 658	23 115	28 479	37 775	45 541
Reprise sur les réserves de compensation des charges d'amortissement						
Transfert Réserve d'investissement sur biens mutualisée						
Remboursement des emprunts antérieurs	76 186	75 766	70 515	73 150	75 883	78 343
Remboursement des emprunts prévus au plan						
Investissements prévus au plan	1 958 500	199 000	136 500	426 000	186 500	311 000
- Agencements de terrain						
- Constructions						
- Installations techniques, matériel et outillage						
- Autres immobilisations corporelles						
Charges à répartir sur plusieurs exercices						
Fonds dédiés à l'investissement						
Comptes de liaison investissement						
Total = **B**	2 114 143	362 430	298 506	594 976	362 243	491 706
VARIATION NETTE DU FRI (A - B) = C	-1 793	27 369	121 580	-175 888	50 361	-71 542
FRI INITIAL = D	90 743	88 950	116 319	237 900	62 011	112 372
FRI CUMULE = D + C = E	88 950	116 319	237 900	62 011	112 372	40 830
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (FRE)						
RESSOURCES						
Excédent et provisions affectés à la couverture du BFR						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Reprise des déficits d'exploitation						
Autres (dont variations des droits acquis non provisionnés)						
Comptes de liaison trésorerie						
Total = **F**	0	0	0	0	0	0
EMPLOIS						
Reprise à l'investissement des réserves de trésorerie (art. R.314-48 du CASF)						
Reprise sur les réserves de compensation des déficits						
Reprise sur les provisions pour risques et charges						
Reprise des excédents:						
- à la réduction des charges d'exploitation						
- affecté aux mesures d'exploitation						
Reprise sur fonds dédiés						
Autres (dont variations des droits acquis non provisionnés)						
Comptes de liaison trésorerie						
Total = **G**	0	0	0	0	0	0
VARIATION NETTE DU FRE = (F - G) = H	0	0	0	0	0	0
FRE INITIAL = I	2 127 468	2 127 468	2 127 468	2 127 468	2 127 468	2 127 468
FRE CUMULE = I + H = J	2 127 468	**2 127 468**	**2 127 468**	**2 127 468**	**2 127 468**	**2 127 468**
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL CUMULE (E + J)	2 216 418	2 243 787	2 365 367	2 189 479	2 239 840	2 168 298

DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

PLAN DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)						
AUGMENTATIONS						
Stocks : rotation plus lente						
Stocks : effet volume et/ou prix						
Créances : allongement des délais de paiement et/ou effet volume/prix						
Dettes : diminution (volume et/ou prix) ou accélération des délais de réglement						
Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants						
Autres postes d'augmentations (congés payés..)						
Comptes de liaison (cycle d'exploitation)						
Total = K	0	0	0	0	0	0
DIMINUTIONS						
Réduction des stocks						
Créances : diminution (volume et/ou prix) ou accélération des délais de paiement						
Dettes : allongement des délais de règlement et/ou effet volume/prix						
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants						
Autres postes de diminutions (congés payés..)						
Comptes de liaison (cycle d'exploitation)						
Total = L	0	0	0	0	0	0
VARIATION NETTE DU BFR = (K - L) = M	0	0	0	0	0	0
BFR INITIAL = N	956 710	956 710	956 710	956 710	956 710	956 710
BFR CUMULE = N + M = O	956 710	956 710	956 710	956 710	956 710	956 710
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE = C + H - M = P	-1 793	27 369	121 580	-175 888	50 361	-71 542
TRESORERIE INITIALE	1 261 501	1 259 708	1 287 077	1 408 657	1 232 769	1 283 130
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	1 259 708	1 287 077	1 408 657	1 232 769	1 283 130	1 211 588
(estimations des montants à ajouter en fin d'année)						
Dettes fournisseurs d'immobilisations						
Autres postes (fonds des majeurs protégés,...)						
Montant minimum de liquidité nécessaires						
LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE	1 259 708	1 287 077	1 408 657	1 232 769	1 283 130	1 211 588

DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Montant brut	Amort. et dépréciation	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	194 790,83	194 790,83	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	70 575,21	70 575,21	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles				
Terrains	95 435,23	13 012,65	82 422,58	91 021,58
Constructions	4 724 825,94	2 536 255,21	2 188 570,73	1 947 684,90
Installations techniques, matériel et outillage	779 993,68	532 004,81	247 988,87	286 128,31
Autres immobilisations corporelles	2 087 103,44	1 655 113,01	431 990,43	408 593,75
Immobilisations corporelles en cours	537 400,56	0,00	537 400,56	258 657,07
Immobilisations financières			0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations	0,00		0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00		0,00	0,00
Prêts	53 389,62		53 389,62	53 389,62
Autres immobilisations financières	0,00		0,00	0,00
TOTAL I	8 543 514,51	5 001 751,72	3 541 762,79	3 045 475,23
Comptes de liaison (1)	1 190 855,86		1 190 855,86	546 995,74
TOTAL II	1 190 855,86	0,00	1 190 855,86	546 995,74
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	0,00		0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00		0,00	0,00
En-cours de production (biens et services)	0,00		0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00		0,00	0,00
Marchandises	0,00		0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00		0,00	342,12
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	1 297 165,20		1 297 165,20	10 659,06
Autres créances	0,00		0,00	0,00
Valeurs mobilières de placement	0,00		0,00	0,00
Disponibilités	974 690,05		974 690,05	2 591 571,58
Charges constatées d'avance	3 187,48		3 187,48	12 813,61
TOTAL III	2 275 042,73	0,00	2 275 042,73	2 615 386,37
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV			0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations V			0,00	0,00
Ecart de conversion (actif) VI			0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**12 009 413,10**	**5 001 751,72**	**7 007 661,38**	**6 207 857,34**

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an : ..... Dont à plus d'un an .....

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
FOND PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	0,00	0,00
Fonds associatifs avec droit de reprise	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	0,00	0,00
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	802 741,52	802 741,52
Réserves de compensation	305 305,65	237 901,06
Réserve de compensation des charges d'amortissement	1 442 145,33	1 331 542,35
Excédents affectés à la coouverture du besoin en fonds de roulement	345 710,65	345 710,65
Autres réserves	0,00	0,00
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	728 190,70	728 190,70
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	0,00	0,00
Résultat sous sontrôle de tiers financeurs	89 883,01	325 701,80
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	0,00	0,00
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	55 678,36	60 238,61
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	81 487,74	78 550,26
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement	0,00	0,00
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	28,11	0,00
Autres provisions reglementées	67 212,49	67 212,49
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00
TOTAL I	3 918 383,56	3 977 789,44
Comptes de liaison		
TOTAL II	0,00	0,00
Provisions pour risques	58 133,63	57 127,95
Provisions pour charges	20 983,95	20 983,95
Fonds dédiés	1 213 011,45	1 026 745,82
TOTAL III	1 292 129,03	1 104 857,72
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	320 810,56	369 889,32
Emprunts et dettes financières divers (3)	53 643,81	54 302,36
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0,00	0,00
Redevables créditeurs	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	798 740,47	188 213,55
Dettes sociales et fiscales	589 513,19	431 996,07
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 188,91	76 709,11
Autres dettes (5)	11 251,85	4 099,77
Produits constatés d'avance	0,00	0,00
TOTAL IV	1 797 148,79	1 125 210,18
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**7 007 661,38**	**6 207 857,34**

(1) dont compte 1201 :..... et compte 1291 :..... : résultats sous contrôle de tiers financeurs

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(3) En particulier: aux cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.

(4) Dont à plus d'un an : ..... Dont à moins d'un an :.....

DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT - 2024-2028

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût (par tranche si nécessaire)	Date de réalisation probable	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement	Financement prévu					
						Autofinancement (1)	Subvention ou apport (2)	Emprunts (3)			Total (de 1 à 3)
								Montant	Taux	Durée	
1	IME										
2	Installations techniques	10 000	01/07/2024	10	Linéaire	10 000					10 000
3	Outillage	2 000	01/07/2024	5	Linéaire	2 000					2 000
4	Matériel informatique	3 500	01/07/2024	3	Linéaire	3 500					3 500
5	CLIO 3874SN36 - 2008	20 000	01/07/2024	7	Linéaire	20 000					20 000
6	CLIO 4747SP36 - 2008	20 000	01/07/2024	7	Linéaire	20 000					20 000
7	TRAFIC CY027DQ - 2013 uee	35 000	01/07/2024	7	Linéaire	35 000					35 000
8	Mobilier	5 000	01/07/2024	10	Linéaire	5 000					5 000
9											
10	Installations techniques	10 000	01/07/2025	10	Linéaire	10 000					10 000
11	CLIO AC052SF - 2009	20 000	01/07/2025	7	Linéaire	20 000					20 000
12	LOGAN AD790GK - 2009	20 000	01/07/2025	7	Linéaire	20 000					20 000
13	Outillage	2 000	01/07/2025	5	Linéaire	2 000					2 000
14	Matériel informatique	3 500	01/07/2025	5	Linéaire	3 500					3 500
15	Mobilier	10 000	01/07/2025	10	Linéaire	10 000					10 000
16											
17	Installations techniques	40 000	01/07/2026	10	Linéaire	40 000					40 000
18	Réhabilitation et mise au norme des bâtiments e	100 000	01/07/2026	20	Linéaire	100 000					100 000
19	LOGAN BE532LZ - 2010	34 000	01/07/2026	7	Linéaire	34 000					34 000
20	MERCEDES CP414XN - 2014	75 000	01/07/2026	12	Linéaire	75 000					75 000
21	Outillage	5 000	01/07/2026	5	Linéaire	5 000					5 000

22	Matériel informatique	5 000	01/07/2026	5	Linéaire	5 000				5 000
23	Mobilier	10 000	02/07/2026	10	Linéaire	10 000				10 000
24										
25	LODGY DQ533HW - 2015	20 000	01/07/2027	7	Linéaire	20 000				20 000
26	TRAFIC DW844BL - 2015	35 000	01/07/2027	7	Linéaire	35 000				35 000
27	Outillage	5 000	01/07/2027	5	Linéaire	5 000				5 000
28	Matériel informatique	5 000	01/07/2027	5	Linéaire	5 000				5 000
29	Mobilier	10 000	01/07/2027	10	Linéaire	10 000				10 000
30										
31	Installations techniques	40 000	01/07/2028	10	Linéaire	40 000				40 000
32	Mise en place d'un accueil partagé	200 000	01/07/2028	20	Linéaire	200 000				200 000
33	Outillage	5 000	01/07/2028	5	Linéaire	5 000				5 000
34	Matériel informatique	5 000	01/07/2028	5	Linéaire	5 000				5 000
35	Mobilier	10 000	01/07/2028	10	Linéaire	10 000				10 000
	EME									
1	Informatique	2 500	01/07/2024	3	Linéaire	2 500				2 500
2	chauffage	25 000	01/07/2024	15	Linéaire	25 000				25 000
3	TWINGO 7278SE36 - 2005	20 000	01/07/2024	7	Linéaire	20 000				20 000
4	Mobilier	2 000	01/07/2024	10	Linéaire	2 000				2 000
5	Outillage	3 000	01/07/2024	5	Linéaire	3 000				3 000
6										
7	Installation exterieure	10 000	01/07/2025	20	Linéaire	10 000				10 000
8	LOGAN AD841GK - 2009	20 000	01/07/2025	7	Linéaire	20 000				20 000
9	Informatique	1 000	01/07/2025	3	Linéaire	1 000				1 000
10	Outillages	3 000	01/07/2025	5	Linéaire	3 000				3 000
11	Installation complexes	5 000	01/07/2025	7	Linéaire	5 000				5 000
12	Mobilier classes	5 000	01/07/2025	10	Linéaire	5 000				5 000

13											
14	Réhabilitation locaux Chatêauroux	100 000	01/07/2026	20	Linéaire	-	100 000				100 000
15	LOGAN BE761LZ - 2010	20 000	01/07/2026	7	Linéaire	20 000					20 000
16	Informatique	2 000	01/07/2026	3	Linéaire	2 000					2 000
17	Outillages	3 000	01/07/2026	5	Linéaire	3 000					3 000
18	Mobilier classes	5 000	01/07/2026	10	Linéaire	5 000					5 000
19											
20	TRAFIC CY240DG - 2013	35 000	01/07/2027	7	Linéaire	-	35 000				35 000
21	Informatique	2 000	01/07/2027	3	Linéaire	2 000					2 000
22	Outillages	3 000	01/07/2027	5	Linéaire	3 000					3 000
23	Mobilier classes	5 000	01/07/2027	10	Linéaire	5 000					5 000
24											
25	TRAFIC EA266VM - 2016	34 000	01/07/2028	7	Linéaire	-	34 000				34 000
26	Informatique	2 000	01/07/2028	3	Linéaire	2 000					2 000
27	Outillages	3 000	01/07/2028	5	Linéaire	3 000					3 000
28	Mobilier classes	5 000	01/07/2028	10	Linéaire	5 000					5 000
29											
	SESSAD										
1	Informatique	2 500	01/07/2024	3	Linéaire	2 500					2 500
2	Mobilier	3 000	01/07/2024	10	Linéaire	3 000					3 000
3	Outillage	500	01/07/2024	5	Linéaire	500					500
4	TWINGO AC626NB - 2009	20 000	01/07/2024	7	Linéaire	-	20 000				20 000
5	Construction site La Châtre	25 000	01/07/2024	30	Linéaire	-	25 000				25 000
6											
7	Informatique	1 500	01/07/2025	3	Linéaire	1 500					1 500
8	Mobilier	5 000	01/07/2025	10	Linéaire	5 000					5 000
9	Outillage	500	01/07/2025	5	Linéaire	500					500
10	TWINGO AD512HV - 2009	20 000	01/07/2025	7	Linéaire	-	20 000				20 000

11											
12	Informatique	2 500	01/07/2026	3	Linéaire	2 500					2 500
13	Mobilier	4 000	01/07/2026	10	Linéaire	4 000					4 000
14	Outillage	500	01/07/2026	5	Linéaire	500					500
15	CLIO BC940DG - 2010	20 000	01/07/2026	7	Linéaire	-	20 000				20 000
16											
17	CLIO CY523DQ - 2013	20 000	01/07/2027	7	Linéaire	-	20 000				20 000
18	CLIO DV789GT - 2015	20 000	01/07/2027	7	Linéaire	-	20 000				20 000
19	Informatique	2 500	01/07/2027	3	Linéaire	2 500					2 500
20	Mobilier	4 000	01/07/2027	10	Linéaire	4 000					4 000
21											
22	Informatique	2 500	01/07/2028	3	Linéaire	2 500					2 500
23	Mobilier	4 000	01/07/2028	10	Linéaire	4 000					4 000
24	Outillage	500	01/07/2028	5	Linéaire	500					500
25											
	PCPE										
1	208 EP525QF - 2017	24 000	01/07/2027	7	Linéaire	24 000					24 000
	TOTAL	**1 263 000**				**969 000**	**294 000**	**-**			**1 263 000**

DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

TABLEAU DES EMPRUNTS AUTORISES ET CONTRACTES

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Rembourse-ment du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
BPVF - EME ISSOUDUN	06/06/2011	20	3,95%	600 000,00	313 221,01	56 028,17	43 441,05	11 803,55
BPVF - IME	19/05/2008	15		200 000,00	7 589,55	85,93	7 589,55	85,93
BPVF - IME	31/03/2023	20	3,43%	1 000 000,00	1 000 000,00	383 286,16	26 449,18	25 424,03
TOTAL				**1 800 000,00**	**1 320 810,56**	**439 400,26**	**77 479,78**	**37 313,51**

DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

TABLEAU DES EMPRUNTS NOUVEAUX SOUMIS A AUTORISATION

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Rembourse-ment du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
TOTAL				0	0	0	0	0

DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

BILAN FINANCIER D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

BIENS	2020	2021	2022
Biens stables			
Immobilisations incorporelles brutes	265 366,04	265 366,04	265 366,04
Immobilisations corporelles brutes			
- Terrains	2 391,60	94 641,94	95 435,23
- Constructions	4 144 564,79	4 321 752,80	4 724 825,94
- Installations techniques, matériels et outillages	720 989,14	770 233,66	779 993,68
- Autres immobilisations corporelles	1 739 008,32	1 938 600,19	2 087 103,44
Immobilisations en cours	30 236,76	258 657,07	537 400,56
Immobilisations financières	54 589,62	53 389,62	53 389,62
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			
Charges à répartir			
Autres			
Comptes de liaison investissement			
TOTAL II	6 957 146,27	7 702 641,32	8 543 514,51
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (I-II)	0,00	0,00	0,00
Actifs stables d'exploitation			
Report à nouveau déficitaire (4)			
Résultat déficitaire (4)			
Droits acquis par les salariés non provisionnés (5)			
Autres			
Comptes de liaison trésorerie (stable)			
TOTAL IV	0,00	0,00	0,00
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III-IV)	0,00	0,00	0,00
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF	0,00	0,00	0,00
Valeurs d'exploitation			
Stocks			
Avances et acomptes versés	827,56	342,12	
Organismes payeurs, usagers	16 047,86	10 659,06	1 297 165,20
Créances diverses d'exploitation			0,00
Créances irrécouvrables en non-valeur (6)			
Charges constatées d'avance	18 335,84	12 813,61	3 187,48
Dépenses pour congés payés (7)			
Autres			
Comptes de liaison exploitation	955 014,28	620 002,79	1 055 862,91
TOTAL VI	990 225,54	643 817,58	2 356 215,59
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)	301 451,30	19 508,19	956 710,08
Liquidités			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	2 782 085,23	2 591 571,58	974 690,05
Autres			
Comptes de liaison trésorerie	99 100,00	100 000,00	310 000,00
TOTAL VIII	2 881 185,23	2 691 571,58	1 284 690,05
TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)	2 859 274,31	2 614 862,47	1 261 501,14
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	10 828 557,04	11 038 030,48	12 184 420,15

FINANCEMENTS	2020	2021	2022
Financements stables			
Apports ou fonds associatifs			
Réserves des plus values nettes (1)			
Excédents affectés à l'investissement	802 741,52	802 741,52	802 741,52
Subventions d'investissements	84 936,69	78 550,26	81 487,74
Réserve de compensation des charges d'amortissement	1 390 756,96	1 331 542,35	1 442 145,33
Provisions pour renouvellement des immobilisations			
Fonds dédiés à l'investisement (2)	218 843,97	210 677,90	209 122,13
Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif	76 092,75	67 212,49	67 212,49
Emprunts et dettes financières	471 874,64	424 191,68	374 454,37
Dépôts et cautionnements reçus			
Amortissements des immobilisations			
- Agencements de terrain	1 249,50	3 620,36	13 012,65
- Constructions	2 223 346,13	2 374 067,90	2 536 255,21
- Installations techniques, matériel et outillage	438 490,59	484 105,35	532 004,81
- Autres immobilisations corporelles	1 435 313,81	1 530 006,44	1 655 113,01
Amortissement des immobilisations incorporelles	261 681,24	265 366,04	265 394,15
Dépenses refusées par l'autorité de tarification (2) (5)	-236 827,92	-247 883,42	-247 883,42
Dépréciation des immobilisations			
Autres (3)	728 190,70	728 190,70	728 190,70
Comptes de liaison investissement	23 964,76	173 007,05	175 007,05
TOTAL I	7 920 655,34	8 225 396,62	8 634 257,74
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)	963 509,07	522 755,30	90 743,23
Financements stables d'exploitation			
Excédent et provisions affectés à la couverture du BFR	345 710,65	345 710,65	345 710,65
Réserves de compensation des déficits	222 660,92	237 901,06	305 305,65
Résultat excédentaire (4)	266 647,80	60 238,61	55 678,36
Report à nouveau excédentaire affecté à : (4)	311 122,06	573 585,22	337 766,43
- réduction des charges d'exploitation			
- financement de mesures d'exploitation			
Provisions pour risques et charges	234 129,61	78 111,90	79 117,58
Fonds dédiés	816 945,50	816 067,92	1 003 889,32
Autres			
Comptes de liaison trésorerie (stable)			
TOTAL III	2 197 216,54	2 111 615,36	2 127 467,99
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)	2 197 216,54	2 111 615,36	2 127 467,99
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF	3 160 725,61	2 634 370,66	2 218 211,22
Dettes d'exploitation			
Avances reçues			
Fournisseurs d'exploitation	187 484,64	188 213,55	798 740,47
Dettes sociales	491 415,67	431 996,07	589 513,19
Dettes fiscales			
Dettes diverses d'exploitation			
Dépréciation des stocks et créances			
Produits constatés d'avance			
Ressources à reverser à l'aide sociale			
Fonds déposés par les résidents			
Autres	9 873,93	4 099,77	11 251,85
Comptes de liaison exploitation			
TOTAL V	688 774,24	624 309,39	1 399 505,51
EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	0,00	0,00	0,00
Financements à court terme			
Fournisseurs d'immobilisations	21 910,92	76 709,11	23 188,91
Fonds des majeurs protégés			
Concours bancaires courants			
Ligne de trésorerie			
Intérêts courus non échus			
Autres			
Comptes de liaison trésorerie			
TOTAL VII	21 910,92	76 709,11	23 188,91
TRESORERIE NEGATIVE (VIII-VII)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	10 828 557,04	11 038 030,48	12 184 420,15

(1) Concerne les établissements publics: compte 1064.

(2) Compte 1161

0,00

(3) Exemple: résultats non contrôlés ou non affectés par des tiers financeurs.

(4) Sous contrôle de tiers financeurs.

(5) Compte 1163: compte épargne-temps (CET), provisions pour départ à la retraite non provisionnés en application du 3° de l'article R.314-45 du CASF

(6) Concerne les établissements publics.

(7) Compte 1162, concerne les établissements privés

DAME (IME-EME-EMAS-PCPE-COM360-SESSAD)

TABLEAU DE SURCOUTS D'EXPLOITATION							
		2024	2025	2026	2027	2028	
Surcoûts (+) ou économies (-) sur les amortissements et frais financiers du Groupe III							
amortissements de l'exercice précédent la première année du plan	a	337 218	337 218	337 218	337 218	337 218	---------->
Amortissements sur acquisitions antérieures à la 1ère année du plan	A	282 766	266 452	238 579	202 071	194 526	---------->
Amortissements des nouveaux investissements		107 033	153 634	180 509	210 532	225 639	---------->
Amortissements des charges à répartir		0	0	0	0	0	---------->
Surcoûts liés aux amortissements = A - (a)		52 581	82 868	81 870	75 386	82 946	
Frais financiers de l'exercice précédent la première année du plan	b	14 208	14 208	14 208	14 208	14 208	---------->
Frais financiers sur emprunts antérieurs à la 1ère année du plan	B	11 890	10 531	9 207	7 830	6 398	---------->
Frais financiers sur emprunts nouveaux		32 825	31 559	30 248	29 751	29 153	---------->
Surcoûts liés aux frais financiers = B - (b)		30 507	27 882	25 247	23 373	21 343	
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE I		-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	
Charges afférentes à l'exploitation courante							
- Téléphonie (Renégociation contrats)		-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	
-							
-							
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE II		0	0	0	0	0	
Charges afférentes au personnel							
-							
-							
-							
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE III		-102 469	-106 296	-110 631	-114 665	-117 168	
Autres charges afférentes à la structure (hors amortissements et frais financiers détaillés ci-dessus)							
- Reprises de subventions		-69 469	-73 296	-77 631	-81 665	-84 168	
- Produits financiers		-33 000	-33 000	-33 000	-33 000	-33 000	
TOTAL DES SURCOUTS ET/OU ECONOMIES calculés pour chaque année par rapport à l'année précédant la première année du plan		**-24 382**	**-546**	**-8 514**	**-20 906**	**-17 879**	

Procédure distincte d'investissement

Les dernières informations sur notre site W
http://cifosoleil.free.fr/

Article R314-17 du C.A.S.F.

4° Les établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'actif immobilisé brut est inférieur à deux fois le montant fixé en application d alinéa de l'article L. 612-4 du code de commerce ne sont pas tenus d'établir un plan pluriannuel d'investissement prévu à l'article R. 314-20 **(soit**

Article R314-20 du C.A.S.F.

I. - Les programmes d'investissement et leurs plans de financement, ainsi que les emprunts dont la durée est supérieure à un an, doivent être a l'autorité de tarification.
A cette fin, ils font l'objet d'une **présentation distincte des propositions budgétaires**, selon des formes fixées par arrêté du ministre chargé d sociale.
L'autorité de tarification peut subordonner son accord à la mise en oeuvre d'un financement par reprise sur réserve de trésorerie, dans les cond au II de l'article R. 314-48.
II. - Les programmes et les emprunts mentionnés au I sont réputés approuvés sans réserves si l'autorité de tarification n'a pas fait connaître d'o dans **un délai de 60 jours** à compter de leur réception.
III. - Les dispositions du présent article sont applicables aux modifications des programmes d'investissement, de leurs plans de financement, ou emprunts, lorsque ces modifications sont susceptibles d'entraîner une augmentation des charges de la section d'exploitation.

Nom de l'établissement:	Institut
Année du dernier exercice clos:	2022

SOMMAIRE

Bilan propre - Annexe 4
Bilan financier - Annexe 8
Tableau des emprunts autorisés et contractés - Annexe 6
Programme d'investissement - Annexe 5
Tableau des emprunts nouveaux soumis à autorisation - Annexe 7
Plan pluriannuel de financement - Annexe 2
Tableau des surcoûts d'exploitation - Annexe 10

Les PEP 36
la solidarité en action
Association Départementale
des Pupilles de l'Enseignement
Public de l'Indre
www.adpep36.fr

Le 30/11/2023

Plan Pluriannuel d'Investissement 2024-2028
Esat ADPEP 36

Le Plan Pluriannuel d'Investissement présenté concerne l'Esat

Les investissements :

L'établissement a bénéficié au cours des dernières années :
- d'affectation d'excédent à la réserve de compensation des charges d'amortissement. Cette réserve, contrairement à la réserve d'investissement, n'a pas vocation à être capitalisée. Elle doit servir à financer des investissements et à être reprise pour venir en atténuation de dotations aux amortissements. Au 31/12/2022, sur les 190 468 € en compte, 72 190 € sont déjà affectés au financement d'investissements et 118 278 € restent à engager.
- de subventions d'investissement pour un montant de 42 500 € encore non engagées sur des investissements.
- De fonds dédiés à l'investissements d'un total de 10 458 € à engager sur des investissements.

Les investissements du Esat représentent 345 778 euros sur la période 2024-2028 dont 170 404 euros financés par reprises des réserves pour couverture des charges d'amortissement, des subventions d'investissements, ou des fonds dédiés à l'investissement.

Les investissements significatifs concernent :

Les travaux de remise aux normes de l'Esat de Valençay pour 24 000 € en 2024, dont 17 551 € financés par reprise de réserve, de subvention ou de fonds dédiés.
Les travaux de remise aux normes de l'Esat de Issoudun pour 118 278 € en 2025 financés par reprise de réserve, de subvention ou de fonds dédiés.
Les travaux de remise aux normes de l'Esat de Levroux pour 50 000 € en 2025, dont 34 575 € financés par reprise de réserve, de subvention ou de fonds dédiés.
La réfection de la toiture de l'Esat de Issoudun pour 25 000 € en 2026,
Le remplacement de 5 véhicules de 10 ans et plus pour 100 000 €,

Le tableau des surcouts :

Les PEP 36
La solidarité en action
Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Indre
www.adpep36.fr

L'ensemble des investissements vont générer des dotations aux amortissements qui vont évoluer de 45 077 € à 56 495 € fin 2028 générant des surcoûts de 4 816 € en 2024 à 16 234 € en 2028.

L'établissement a deux emprunts en cours se terminant après 2028.

Afin de compenser ces évolutions de charges l'association propose :

- Une économie sur les abonnements téléphoniques et internet de l'ordre de 1 000 € par an à compter du 01 janvier 2024 (renégociation des contrats effectuée en 2023)
- Une augmentation des reprises de subventions d'investissements, fonds dédié à l'investissements ou reprises de réserve pour la couverture des charges d'amortissement de 8 349 € en 2024 à 17 703 € en 2028

Ces différentes ressources permettent de proposer un tableau des surcoûts à l'équilibre sur la durée du PPI.

Le Bilan financier

Au 31/12/2022 (dernier exercice clos) le bilan financier fait ressortir un FRI positif de 196 619 €.
Compte tenu des prévisions d'investissements, afin que le FRI ne deviennent pas négatif, l'établissement va bénéficier en 2025 d'une avance de trésorerie interne sur la ligne « compte de liaison investissement » de 150 000 €.
Nous ne prévoyons pas d'abonder la réserve d'investissement, ainsi que la réserve pour couverture des charges d'amortissement dans la mesure où l'établissement ne parvient pas à réaliser d'excédents pour le moment.
Afin de retrouver une situation excédentaire, plusieurs actions sont menées au niveau de l'établissement et au niveau associatif comme par exemple :

- Un travail d'organisation des effectifs salariés de l'Esat afin de bénéficier de plus de souplesse et de polyvalence dans la gestion du personnel. Ce travail permettra d'avoir une réponse adaptée à la problématique posée par l'éclatement de l'Esat sur 4 antennes, de moins recourir à des personnels en CDD pour pallier les absences et donc de réduire le coût de la masse salariale.
- Une renégociation des contrats de téléphonie sur 2023 qui génèrera en année plein une économie de près de 40 000 € pour les établissements et services de l'association.
- Une renégociation du contrat de maintenance du SI qui génèrera en année pleine pour les établissements et services de l'association une économie de 17 000 €.

Dés lors que l'établissement retrouvera une situation excédentaire, et après avoir rétabli un FRE positif, les affectations d'excédents seront proposés pour venir abonder le FRI.

Compte tenu de ces mesures, le FRI reste positif sur la durée du PPI.
La trésorerie quant à elle demeure stable autour de 260 000 €.

SIÈGE ADMINISTRATIF
CHÂTEAUROUX
21 rue du 11 novembre 1918
36000 CHÂTEAUROUX
Tel : 02 54 34 56 24
siege@adpep36.fr
Direction générale : dg@adpep36.fr
Pôle ressources humaines : rrh@adpep36.fr
Pôle financier : raf@adpep36.fr
Pôle patrimoine : rpatrimoine@adpep36.fr
Pôle qualité-projets : rqp@adpep36.fr

ADPEP 36

Désignation de l'établissement

ESAT

Adresse

13, rue du Tivoli - 36600 VALENCAY

Code Finess 360004329

Plan Pluriannuel d'Investissement
P.P.I.
Exercice 2024 à 2028

Personne habilitée à représenter l'établissement

Ludovic DUTOUR



Président du conseil d'administration

Yves DENIEUL



ESAT

PLAN DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT (FRI)						
RESSOURCES						
Augmentation des fonds propres (associatifs ou apports)						
Réserves des plus-values nettes (établissements publics)						
Subventions d'investissement						
Excédents ou réserves de trésorerie affectés à l'investissement						
Réserves de compensation des charges d'amortissement						
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations						
Plus-values de cessions d'actifs / Dons et legs en capital						
Emprunts prévus au plan						
Autres dettes financières (dont dépôts et cautionnements reçus…)						
Amortissements des actifs acquis avant le démarrage du plan	43 580	40 721	39 338	34 919	30 141	30 141
Amortissements des acquisitions du plan						
- Terrains						
- Constructions						
- Installations techniques, matériels et outillages	1 497	7 104	13 752	23 221	26 354	30 743
- Autres immobilisations corporelles						
Amortissements des charges à répartir sur plusieurs exercices						
Comptes de liaison investissement			150 000			
Total = A	45 077	47 824	203 090	58 140	56 495	60 884
EMPLOIS						
Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat						
Rep sur Subv Invest ou Réserv d'invest sur biens acquis avant le démarrage du plan	8 343	8 082	7 738	7 738	7 738	7 738
Rep sur Subv Invest ou Réserv d'invest sur biens acquis pendant le plan	7	450	4 713	8 532	9 965	12 816
Reprise sur les provisions pour renouvellement des immobilisations						
Remboursement des emprunts antérieurs	11 311	11 047	11 259	11 477	11 701	12 511
Remboursement des emprunts prévus au plan						
Investissements prévus au plan						
- Terrains						
- Constructions						
- Installations techniques, matériels et outillages	49 109	81 500	189 778	31 500	26 500	26 500
- Autres immobilisations corporelles						
Charges à répartir sur plusieurs exercices						
Comptes de liaison investissement						
Total = B	68 769	101 078	213 488	59 247	55 904	59 565
VARIATION NETTE DU FRI (A - B) = C	-23 692	-53 254	-10 398	-1 106	591	1 319
FRI INITIAL = D	196 619	172 926	119 672	109 275	108 168	108 759
FRI CUMULE = D + C = E	172 926	119 672	109 275	108 168	108 759	110 078
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (FRE)						
RESSOURCES						
Excédent et provisions affectés à la couverture du BFR						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Reprise des déficits d'exploitation						
Autres (dont variations des droits acquis non provisionnés)						
Comptes de liaison trésorerie						
Total = F	0	0	0	0	0	0
EMPLOIS						
Reprise à l'investissement des réserves de trésorerie (art. R.314-48 du CASF)						
Reprise sur les réserves de compensation des déficits						
Reprise sur les provisions pour risques et charges						
Reprise des excédents:						
- à la réduction des charges d'exploitation						
- affecté aux mesures d'exploitation						
Reprise sur fonds dédiés						
Autres (dont variations des droits acquis non provisionnés)						
Comptes de liaison trésorerie						
Total = G	0	0	0	0	0	0
VARIATION NETTE DU FRE = (F - G) = H	0	0	0	0	0	0
FRE INITIAL = I	-140 433	-140 433	-140 433	-140 433	-140 433	-140 433
FRE CUMULE = I + H = J	-140 433	-140 433	-140 433	-140 433	-140 433	-140 433
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL CUMULE (E + J)	32 494	-20 760	-31 158	-32 264	-31 674	-30 355

ESAT

PLAN DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL	2023	2024	2025	2026	2027	2028
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)						
AUGMENTATIONS						
Stocks : rotation plus lente						
Stocks : effet volume et/ou prix						
Créances : allongement des délais de paiement et/ou effet volume/prix						
Dettes : diminution (volume et/ou prix) ou accélération des délais de réglement						
Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants						
Autres postes d'augmentations (congés payés..)						
Comptes de liaison (cycle d'exploitation)						
Total = K	0	0	0	0	0	0
DIMINUTIONS						
Réduction des stocks						
Créances : diminution (volume et/ou prix) ou accélération des délais de paiement						
Dettes : allongement des délais de règlement et/ou effet volume/prix						
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants						
Autres postes de diminutions (congés payés..)						
Comptes de liaison (cycle d'exploitation)						
Total = L	0	0	0	0	0	0
VARIATION NETTE DU BFR = (K - L) = M	0	0	0	0	0	0
BFR INITIAL = N	-292 677	-292 677	-292 677	-292 677	-292 677	-292 677
BFR CUMULE = N + M = O	-292 677	-292 677	-292 677	-292 677	-292 677	-292 677
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE = C + H - M = P	-23 692	-53 254	-10 398	-1 106	591	1 319
TRESORERIE INITIALE	348 863	325 170	271 916	261 519	260 412	261 003
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	325 170	271 916	261 519	260 412	261 003	262 322
(estimations des montants à ajouter en fin d'année)						
Dettes fournisseurs d'immobilisations						
Autres postes (fonds des majeurs protégés,...)						
Montant minimum de liquidité nécessaires						
LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE	325 170	271 916	261 519	260 412	261 003	262 322

ESAT

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Montant brut	Amort. et dépréciation	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	86 297,74	86 297,74	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	2 578,91	2 578,91	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles				
Terrains	84 549,11	3 169,64	81 379,47	1 142,10
Constructions	1 136 572,73	589 645,58	546 927,15	554 032,12
Installations techniques, matériel et outillage	131 307,01	63 055,11	68 251,90	68 961,95
Autres immobilisations corporelles	308 814,23	199 166,05	109 648,18	55 623,51
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières			0,00	
Participations et créances rattachées à des participations			0,00	
Autres titres immobilisés			0,00	
Prêts			0,00	
Autres immobilisations financières			0,00	
TOTAL I	1 750 119,73	943 913,03	806 206,70	679 759,68
Comptes de liaison (1)	92 496,65		92 496,65	208 451,63
TOTAL II	92 496,65	0,00	92 496,65	208 451,63
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures			0,00	
Autres approvisionnements			0,00	
En-cours de production (biens et services)			0,00	
Produits intermédiaires et finis			0,00	
Marchandises			0,00	
Avances et acomptes versés sur commandes			0,00	
Créances (2)			0,00	
Créances redevables et comptes rattachés (3)			0,00	568,97
Autres créances			0,00	
Valeurs mobilières de placement			0,00	
Disponibilités	199 382,95		199 382,95	467 024,48
Charges constatées d'avance	1 439,30		1 439,30	2 394,13
TOTAL III	200 822,25	0,00	200 822,25	469 987,58
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV			0,00	
Primes de remboursement des obligations V			0,00	
Ecart de conversion (actif) VI			0,00	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**2 043 438,63**	**943 913,03**	**1 099 525,60**	**1 358 198,89**

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an : ..... Dont à plus d'un an .....

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

ESAT

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
FOND PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement		
Réserves de compensation	376 872,26	386 342,56
Excédents affectés à la coouverture du besoin en fonds de roulement		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	177 323,38	132 634,28
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous sontrôle de tiers financeurs		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	-19 998,91	68 515,25
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	16 549,49	18 154,90
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations		
Réserves des plus-values nettes d'actif	9 500,00	11 926,84
Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	560 246,22	617 573,83
Comptes de liaison	56 237,24	211 794,55
TOTAL II	56 237,24	211 794,55
Provisions pour risques	19 182,15	26 507,32
Provisions pour charges	2 987,00	2 987,00
Fonds dédiés	32 328,71	61 079,97
TOTAL III	54 497,86	90 574,29
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	344 510,92	373 823,58
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	28 546,25	28 012,57
Dettes sociales et fiscales	43 126,94	36 420,07
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 360,17	0,00
Autres dettes (5)		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	428 544,28	438 256,22
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**1 099 525,60**	**1 358 198,89**

(1) dont compte 1201 :..... et compte 1291 :..... : résultats sous contrôle de tiers financeurs

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(3) En particulier: aux cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.

(4) Dont à plus d'un an : ..... Dont à moins d'un an :.....

(5) Dont fonds des majeurs protégés : .....

ESAT

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT - 2024-2027

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût (par tranche si nécessaire)	Date de réalisation probable	Durée d'amortis-sement	Mode d'amortis-sement	Financement prévu					
						Autofi-nancement (1)	Subvention ou apport (2)	Emprunts (3)			Total (de 1 à 3)
								Montant	Taux	Durée	
1	Réha./ mise aux normes batiments (Valencay)	25 000	01/07/2024	20	Linéaire	7 449	17 551				25 000
2	TRAFIC BE382RZ - 2010 - La Chatre	24 000	01/07/2024	10	Linéaire	24 000					24 000
3	KANGOO AC519FP - 2009 - Issoudun	16 000	01/07/2024	7	Linéaire	16 000					16 000
4	Poste informatique	1 500	01/07/2024	3	Linéaire	1 500					1 500
5	Mobilier nouveaux locaux	5 000	01/07/2024	10	Linéaire	5 000					5 000
6											
7	Aménagement bâtiment (Issoudun)	118 278	01/11/2025	20	Linéaire	0	118 277,88				118 278
8	CLIO CL670GT - 2012 - Valençay	20 000	01/10/2025	7	Linéaire	20 000					20 000
9	Poste informatique	1 500	01/07/2025	3	Linéaire	1 500					1 500
10	Vestiaires-accueil-réfectoire-bureau Levroux	50 000	01/07/2025	20	Linéaire	15 425	34 575				50 000
11											
12	Poste informatique	1 500	01/07/2026	3	Linéaire	1 500					1 500
13	Révision toiture sur réfectoire (Issoudun)	25 000	01/07/2026	20	Linéaire	25 000					25 000
14	Mobilier nouveaux locaux	5 000	01/07/2026	10	Linéaire	5 000					5 000
15											
16	KANGOO ER651TD - 2017	20 000	01/07/2027	5	Linéaire	20 000					20 000
17	Poste informatique	1 500	01/07/2027	3	Linéaire	1 500					1 500
18	Mobilier	5 000	01/07/2027	10	Linéaire	5 000					5 000
19											
20	Véhicule	20 000	01/07/2028	5	Linéaire	20 000					20 000
21	Poste informatique	1 500	01/07/2028	3	Linéaire	1 500					1 500
22	Mobilier	5 000	01/07/2028	10	Linéaire	5 000					5 000

TOTAL	345 778				175 374	170 404	0			345 778

ESAT

TABLEAU DES EMPRUNTS AUTORISES ET CONTRACTES

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Rembourse-ment du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
BPVF	23/04/2018	15	1,39%	120 000,00	85 309,39	6 213,70	7 730,85	1 136,67
CDC	01/05/1998	32	4,33%	102 445,74	45 451,54	3 289,81	3 580,28	440,13
TOTAL				**222 445,74**	**130 760,93**	**9 503,51**	**11 311,13**	**1 576,80**

ESAT

TABLEAU DES EMPRUNTS NOUVEAUX SOUMIS A AUTORISATION

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Rembourse-ment du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
TOTAL				0	0	0	0	0

ESAT

BILAN FINANCIER D'UN ETABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MEDICO SOCIAL

BIENS	2020	2021	2022
Biens stables			
Immobilisations incorporelles brutes	28 439,63	28 555,67	28 928,24
Immobilisations corporelles brutes			
- Terrains	116,05	2 126,57	3 854,57
- Constructions	502 090,55	502 090,55	789 504,92
- Installations techniques, matériels et outillages	76 042,14	99 547,73	116 762,98
- Autres immobilisations corporelles	198 792,21	234 691,37	263 591,22
Immobilisations en cours			18 786,35
Immobilisations financières	16 648,18	16 648,18	16 648,18
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			
Charges à répartir			
Autres			
Comptes de liaison investissement	795,64	3 322,80	
TOTAL II	822 924,40	886 982,87	1 238 076,46
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (II-I)	0,00	0,00	0,00
Actifs stables d'exploitation			
Report à nouveau déficitaire (4)	6 001,35	8 670,15	9 328,68
Résultat déficitaire (4)		658,54	
Droits acquis par les salariés non provisionnés (5)			
Autres			
Comptes de liaison trésorerie (stable)	4 649,34	110 134,53	301 263,77
TOTAL IV	10 650,69	119 463,22	310 592,45
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III-IV)	0,00	0,00	140 432,62
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF	0,00	0,00	0,00
Valeurs d'exploitation			
Stocks			
Avances et acomptes versés			
Organismes payeurs, usagers	7 323,71	7 825,36	42 392,83
Créances diverses d'exploitation	25 149,14	19 851,45	16 267,76
Créances irrécouvrables en non-valeur (6)			
Charges constatées d'avance	5 184,89	3 764,91	426,12
Dépenses pour congés payés (7)			
Autres			
Comptes de liaison exploitation			
TOTAL VI	37 657,74	31 441,72	59 086,71
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Liquidités			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	528 250,15	392 567,58	365 060,27
Autres			
Comptes de liaison trésorerie	1 700,00		
TOTAL VIII	529 950,15	392 567,58	365 060,27
TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)	**520 549,89**	**362 336,27**	**348 862,76**
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	**1 401 182,98**	**1 430 455,39**	**1 972 815,89**

FINANCEMENTS	2020	2021	2022
Financements stables			
Apports ou fonds associatifs			
Réserves des plus values nettes (1)			
Excédents affectés à l'investissement	213 293,40	205 234,75	205 234,75
Subventions d'investissements	41 561,45	42 064,89	60 824,45
Réserve de compensation des charges d'amortissement	184 734,39	184 734,39	176 675,74
Fonds dédiés à l'investissement (2)			10 458,06
Provisions pour renouvellement des immobilisations			
Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif	37 269,75	37 269,75	37 269,75
Emprunts et dettes financières	116 600,77	106 960,58	123 787,93
Dépôts et cautionnements reçus			
Amortissements des immobilisations			
- Agencements de terrain		36,12	251,62
- Constructions	251 327,69	271 834,27	484 410,06
- Installations techniques, matériel et outillage	46 727,50	52 963,95	75 153,47
- Autres immobilisations corporelles	152 213,04	165 558,90	195 187,38
Amortissement des immobilisations incorporelles	24 082,95	26 933,68	28 593,85
Autres (3)	36 848,25	36 848,25	36 848,25
Comptes de liaison investissement	1 310,40	634,61	
TOTAL I	1 105 969,59	1 131 074,14	1 434 695,31
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)	283 045,19	244 091,27	196 618,85
Financements stables d'exploitation			
Excédent et provisions affectés à la couverture du BFR	8 497,35	8 497,35	8 497,35
Réserves de compensation des déficits	33 346,36	33 346,36	33 346,36
Résultat excédentaire (4)	23 422,20		3 059,91
Report à nouveau excédentaire affecté à : (4)	-2 668,80	23 422,19	23 422,19
- réduction des charges d'exploitation			
- financement de mesures d'exploitation			
Provisions pour risques et charges	28 306,69	21 170,42	15 484,21
Fonds dédiés			
Autres			
Comptes de liaison trésorerie (stable)	41 939,56	80 418,39	86 349,81
TOTAL III	132 843,36	166 854,71	170 159,83
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)	122 192,67	47 331,45	0,00
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF	405 237,86	291 482,76	58 186,23
Dettes d'exploitation			
Avances reçues			
Fournisseurs d'exploitation	18 477,80	9 692,39	244 620,50
Dettes sociales	134 491,97	92 602,84	107 142,74
Dettes fiscales			
Dettes diverses d'exploitation			
Dépréciation des stocks et créances			
Produits constatés d'avance			
Ressources à reverser à l'aide sociale			
Fonds déposés par les résidents			
Autres			
Comptes de liaison exploitation			
TOTAL V	152 969,77	102 295,23	351 763,24
EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	**115 312,03**	**70 853,51**	**292 676,53**
Financements à court terme			
Fournisseurs d'immobilisations	9 370,24	16 313,24	2 674,84
Fonds des majeurs protégés			
Concours bancaires courants			
Ligne de trésorerie			
Intérêts courus non échus	30,02	27,45	32,07
Autres			
Comptes de liaison trésorerie		13 890,62	13 490,60
TOTAL VII	9 400,26	30 231,31	16 197,51
TRESORERIE NEGATIVE (VIII-VII)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	**1 401 182,98**	**1 430 455,39**	**1 972 815,89**

(1) Concerne les établissements publics: compte 1064.
(2) Compte 1161
(3) Exemple: résultats non contrôlés ou non affectés par des tiers financeurs.
(4) Sous contrôle de tiers financeurs.
(5) Compte 1163: compte épargne-temps (CET), provisions pour départ à la retraite non provisionnés en application du 3° de l'article R.314-45 du CASF
(6) Concerne les établissements publics.
(7) Compte 1162, concerne les établissements privés

ESAT

TABLEAU DE SURCOUTS D'EXPLOITATION		2024	2025	2026	2027	2028	
Surcoûts (+) ou économies (-) sur les amortissements et frais financiers du Groupe III							
amortissements de l'exercice précédent la première année du plan	a	40 261	40 261	40 261	40 261	40 261	---------->
Amortissements sur acquisitions antérieures à la 1ère année du plan		43 580	40 721	39 338	34 919	30 141	---------->
Amortissements des nouveaux investissements	A	1 497	7 104	13 752	23 221	26 354	---------->
Amortissements des charges à répartir		0	0	0	0	0	---------->
Surcoûts liés aux amortissements = A - (a)		4 816	7 563	12 829	17 879	16 234	
Frais financiers de l'exercice précédent la première année du plan	b	1 577	1 577	1 577	1 577	1 577	---------->
Frais financiers sur emprunts antérieurs à la 1ère année du plan	B	1 820	1 590	1 353	1 110	862	---------->
Frais financiers sur emprunts nouveaux							---------->
Surcoûts liés aux frais financiers = B - (b)		243	13	-224	-467	-715	
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE I		-1 000	-1 000	-1 000	-1 000	-1 000	
Charges afférentes à l'exploitation courante							
- Téléphonie (renégociation contrats).....		-1 000	-1 000	-1 000	-1 000	-1 000	
-.....							
-.....							
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE II		0	0	0	0	0	
Charges afférentes au personnel							
-.....							
-.....							
-.....							
Surcoûts (+) ou économies (-) sur le GROUPE III		-8 349	-8 531	-12 451	-16 269	-17 703	
Autres charges afférentes à la structure (hors amortissements et frais financiers détaillés ci-dessus)							
- Reprises de subventions.....		-8 349	-8 531	-12 451	-16 269	-17 703	
-.....							
TOTAL DES SURCOUTS ET/OU ECONOMIES calculés pour chaque année par rapport à l'année précédant la première année du plan		**-4 291**	**-1 955**	**-845**	**143**	**-3 184**	

Procédure distincte d'investissement

Les dernières informations sur notre site W
http://cifosoleil.free.fr/

Article R314-17 du C.A.S.F.

4° Les établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'actif immobilisé brut est inférieur à deux fois le montant fixé en application de alinéa de l'article L. 612-4 du code de commerce ne sont pas tenus d'établir un plan pluriannuel d'investissement prévu à l'article R. 314-20 (soit 3

Article R314-20 du C.A.S.F.

I. - Les programmes d'investissement et leurs plans de financement, ainsi que les emprunts dont la durée est supérieure à un an, doivent être a par l'autorité de tarification.

A cette fin, ils font l'objet d'une **présentation distincte des propositions budgétaires**, selon des formes fixées par arrêté du ministre charge d sociale.

L'autorité de tarification peut subordonner son accord à la mise en oeuvre d'un financement par reprise sur réserve de trésorerie, dans les condi fixées au II de l'article R. 314-48.

II. - Les programmes et les emprunts mentionnés au I sont réputés approuvés sans réserves si l'autorité de tarification n'a pas fait connaître d'o dans **un délai de 60 jours** à compter de leur réception.

III. - Les dispositions du présent article sont applicables aux modifications des programmes d'investissement, de leurs plans de financement, ou emprunts, lorsque ces modifications sont susceptibles d'entraîner une augmentation des charges de la section d'exploitation.

Nom de l'établissement:	Institut
Année du dernier exercice clos:	2013

SOMMAIRE

Bilan propre - Annexe 4
Bilan financier - Annexe 8
Tableau des emprunts autorisés et contractés - Annexe 6
Programme d'investissement - Annexe 5
Tableau des emprunts nouveaux soumis à autorisation - Annexe 7
Plan pluriannuel de financement - Annexe 2
Tableau des surcoûts d'exploitation - Annexe 10

Suivi de la réalisation des objectifs du CPOM ADPEP 2016-2019

Date : juil-21

OBJECTIFS	ACTIONS	INDICATEURS ET FORMULES DE CALCUL	INDICATEURS DE RESULTATS	ECHEANCE	ETAT DE REALISATION (A: atteint, PA : partiellement atteint, NA : non atteint)							COMMENTAIRES/ACTIONS A POURSUIVRE
					2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Objectif stratégique :												
Fiche action n°1	**Dispositif d'accueil des personnes accompagnées**											
Améliorer l'environnement physique et professionnel de l'accueil des personnes accompagnées et/ou de leurs représentants aux entrées des ESMS	Définition des fiches de fonctions des agents administratifs intégrant une fonction d'accueil	Enquête de satisfaction Enquête relative à l'amélioration des conditions de travail Réalisation effective des aménagements et transformations des locaux Nombre et type de formation	8 fiches de poste	2015							A	2 fiches de poste secrétaire de direction (CMPP/CAMSEP) 3 fiches de poste secrétaire médicale (CMPP/CAMSEP/SESSAD) 3 fiches de poste secrétaire médicale sur antenne (Valençay/Issoudun/La Châtre sur les 3 services confondus).
	Mobiliser des actions de formations pour les agents concernés dans le cadre du budget annuel de formation de l'association		5 formations 23 participants.	2016	A		A		A		A	**En 2015 :** - Le dossier de l'enfant --> 2 participants ; **En 2017 :** - Attente et liste d'attente --> 3 participants ; . **En 2019 :** - Secrétaire CMPP/CAMSEP --> 1 participant ; - GPA Sérafin PH --> 10 participants ; **En 2021 :** - Secrétaire en CMPP/CAMSEP --> 5 participants ; - GPA --> équipe SESSAD/DISPOSITIFS ; - Ecrits professionnels et transmissions --> 2 participants ;
	Rapprochement des services CMPP, CAMSEP, SESSAD sur Valencay et La Châtre		2 déménagements	2016		A			A			Rapprochement des antennes CMPP/CAMSEP/SESSAD : - La Chatre (2016) : en location - Valençay (2020) : en location
	Projet de réhabilitation des espaces d'accueil à Chateauroux financés sur les produits financiers de l'association		Travaux de réhabilitation Budget réalisé : 270 500 €	2017							A	Travaux de réhabilitation de l'immeuble rue du 11 novembre en septembre 2021 mutualisation poste d'accueil SESSAD/CMPP/CAMSEP réaménagement des locaux SESSAD/CMPP agrandissement espaces collectifs mutalisés SESSAD/CMPP/CAMSEP
	Projet d'extension des locaux du site de l'EME SESSAD à Issoudun pouvant accueillir les antennes CMPP et CAMSEP		Travaux extension Budget réalisé : 316 310	2018							A	Travaux extension site EME/SESSAD (livraison en mai 2021) : Rapprochement des antennes CMPP/CAMSEP et mutualisation poste d'accueil SESSAD/CMPP/CAMSEP/EME.
Fiche action n°2	**PARTICIPATION DES USAGERS**											
Construire un questionnaire adapté CMPP/CAMSEP/SESSAD	Travail en réunion institutionnelle conformément au plan d'amélioration de la qualité définie dans chaque service	Existence materielle du formulaire etude des retours du questionnaire	1 questionnaire transmis aux familles tous les ans CAMSEP/CMPP/SESSAD	2015	A	A	A	A	A	A	A	Effectué pour les services SESSAD/CMPP/CAMSEP Réactualisation/mise à jour de l'enquête de satisfaction à destination des familles en 2021 pour le secteur enfant
	Utilisation du temps institutionnel des équipes pluridisciplinaires		1 jour de réunion institutionnelle par an pour le SESSAD, 3 demies journées par an de réunions institutionnelles pour le CMPP/CAMSEP.	2015		A	A	A	A	A	A	
Fiche action n°3	**TRIPTYQUE RELATIF A L'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS AVEC AUTISME OU TED**											
Création d'une UE pour une scolarisation adaptée des enfants autistes	Répondre à l'appel à projet sur le projet de dépistage et diagnostic précoce de l'autisme	Evaluation de l'accompagnement des enfants Adaptation du projet de service CAMSEP CMPP Nombre et qualité des formations Tableau de suivi des enfants accompagnés	Projet non retenu	2015	A							Participation à la mise en place de la PCO (Intervention du directeur médical du CAMSEP).
	Renforcement de la formation labellisée autisme des personnels du CAMSEP CMPP de l'EME		5 formations 34 participants 459 heures	2015	A		A			A		**En 2015 :** - Formation PECS et diagnostic précoce de l'autisme pour le CAMSEP --> 30 participants. Nombre d'heure : 14h00. **En 2017 :** - Autisme et psychiatrie pour l'EME --> 1 participant. Nombre d'heure : 14h00 ; - L'enfant qui a peur de l'enfant hyperactif pour CAMSEP --> 1 participant. Nombre d'heure : 6h00. **En 2020 :** - Troubles spectre autistique --> 1 participant. Nombre d'heure : 14h00 - Dépistage précoce et prise en charge des jeunes enfants atteints de TSA --> 1 participant. Nombre d'heure : 6H00.
	Création d'une unité d'enseignement intégrée dans une classe en école maternelle			2016		NA						
	Mise à disposition d'un enseignant spécialisé			2017			NA					
	Recrutement de personnel en mesure nouvelle			2017			NA					
Fiche action n°4	**PROFESSIONNALISATION DES PRATIQUES**											
Professionnaliser les pratiques	Constitution de groupes de travail intra établissement pour la construction de référentiels professionnels	Bilan des actions de formation diffusion des projets de services actualisés	Réactualisation et diffusion des projets de service	2015								
	Mobiliser des actions de formation pour les professionnels concernés		25 sessions + 81 heures de formations	2019			A		A	A		**En 2017** - **EME** : 4 sessions "*Fonctions institutionnelles*" : 12 heures - **SESSAD** : 4 sessions "*Fonctions institutionnelles*" : 12 heures - **CAMSEP** : 4 sessions "*Fonctions institutionnelles*" : 12 heures - **CMPP** : 4 sessions "*Fonctions institutionnelles*" : 12 heures **En 2019 :** - **EME/CAMSEP** : 2 sessions "*Réflexion - coordination de pratiques entre les différentes fonctions occupées par les professionnels du service*" : 12 heures - **CMPP/SESSAD** : 2 sessions "Fonctions institutionnelles" : 6 heures **En 2020 :** - **EME/CAMSEP** : 2 sessions "*Réflexion - coordination de pratiques entre les différentes fonctions occupées par les professionnels du service*" : 6 heures - **CMPP/SESSAD** : 1 session "*Fonctions institutionnelles*" : 3 heures - **CMPP** : 2 sessions "Analyse de la pratique institutionnelle" : 6 heures
Fiche action n°5	**AMELIORER LA QUALITE DE LA COMMUNICATION**											
Mobiliser la communication au service des besoins des personnes accompagnées	Travail en équipe de direction , participation des salariés dans le cadre des réunions institutionnelles existantes		**CODIR mensuels** : - 35 réunions des commissions PEP 2021	2015	A	A	A	A	A	A	A	Mise en place des CODIR mensuels depuis 2015. **Mise en place du Projet PEP 2021 :** - Mise en place d'un COPIL ; - Mise en place de 8 commissions --> 63 salariés concernés.
	Concertation des instances représentatives du personnel		Réunions mensuelles 11 par an.	2016					A			Mise en place du CSE en 2018 et des obligations de consultation annuelle sur les orientations stratégiques de l'association.
	Financement d'un nouveau poste de chef de service éducatif à temps plein par redeploiement			2015	A							Création d'un poste de chef de service à l'IME Chantemerle à coûts constants
	Mobiliser des actions de formations pour les agents concernés dans le cadre du budget annuel de formation de l'association		12 jours de formation des cadres de direction	2019					A			Mise en place d'une formation des cadres de direction en 2018 sur le management et l'accompagnement au changement.
Fiche action n°6	**REHABILITATION DES LOCAUX**											
Adapter des nouvelles conditions d'accompagnement des usagers au projet de service	Construction d'un atelier horticulture	Réception des travaux Enquete de satisfaction	**Budget réalisé** : 732 631,23 €	2017							A	Livraison atelier horticulture
	Construction d'un internat		**Budget réalisé** : 1 785 000 €	2019							PA	Livraison des travaux de réhabilitation (10 studios) en décembre 2021. Livraison construction d'un internat de 20 places en décembre 2022.
Fiche action n°7	**RECRUTEMENT ET ADAPTATION DES COMPETENCES**											
Maintenir le niveau de qualité des prestations	Optimiser les pratiques de recrutement	Taux de satisfaction des offres de soins activités ESMS	Nombre ETP non pourvus au 31/12/2020 : - 2,50 ETP d'orthonophiste ; - 0,55 ETP de médecin psychiatre ; - 0,39 ETP de psychologue.	2019			A	A		A		**Recrutement 2 ETP orthophonistes :** - 1 orthophoniste passée à temps pleins le 01/01/2019 ; - 1 orthophoniste recrutée le 01/01/2019. **Recrutement médecins :** - 1 médecin recuté le 01/04/2017 sur le CAMSEP Châteauroux ; - 1 médecin recruté le 12/05/2016 sur le CAMSEP Valençay ; - 1 médecin recruté le 22/01/2016 sur le CAMSEP La Châtre.
	S'integrer dans la coopération entre professionnels de santé			2019						A		Intégration du CTS du Boischaut Nord Signature de conventions d'exercice libéral
	Mobiliser des actions de formations		1 salarié formé aux thérapies familiales	2019						A	A	A	**En 2019/2020/2021 :** - Formation thérapie familiale --> 1 participant.
Fiche action n°8	**DEVELOPPER UNE CULTURE DE L INCLUSION SCOLAIRE**											
Développer une culture professionnelle intégrant l'inclusion scolaire	Participation au groupe technique départemental de coordination et de suivi de la scolarisation des élèves en situation de handicap	Nombre de jeunes bénéficiant d'une inclusion scolaire Nombre de conventions signées avec les directions des écoles		2015								
	Mobiliser des actions de formations			2019						A		En 2020 : - Société inclusive, décloisonnement de l'offre de service --> 2 participants. Nombre d'heure : 21h00
	Développer des partenariats avec les écoles		3 unités d'enseignements externalisées, soit 33 places sur 125 agrées (24%).	2019		A			A			Ouverture de l'UEE au collège Beaulieu (Châteauroux) pour 12 places en avril 2016. Ouverture de l'UEE au collège Balzac (Issoudun) pour 12 places en septembre 2019. Ouverture de l'UEE en école primaire Michelet (Issoudun) pour 6 places en septembre 2019. **Redéploiement des moyens humains de l'IME :** - 2,50 ETP d'enseignants spécialisés mis à disposition EN - 3,50 ETP de moniteurs éducateurs (dont la création d'un poste à coûts constants) - 0,20 ETP d'éducateur sportif - 0,10 ETP de psychologue - 0,20 ETP de chef de service

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

DECISION N°2022-DOMS-FDS-159

Portant renouvellement d'autorisation de l'inscription d'une quote-part pour frais de siège social dans les tarifications applicables aux établissements et services gérés par l'Association **Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Indre (ADPEP 36)**, pour la période 2022 à 2026.

N° FINESS: 360005391

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE CENTRE-VAL DE LOIRE,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, L.314-1 à L.314-7.VI et R.314-87 à R.314-94-2 ainsi que R.314-129 relatif aux frais de siège

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé (ARS) ;

Vu le décret du 27 mars 2019 portant nomination de M. Laurent HABERT, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Centre-Val de Loire à compter du 17 avril 2019 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la demande d'autorisation et de renouvellement d'autorisation des frais de siège ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant la liste des pièces prévues au III de l'article R.314-91 du CASF relatif à la demande d'autorisation et de renouvellement d'autorisation des frais de siège, et modifié par les arrêtés du 20 décembre 2007 et du 23 décembre 2014;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2013 fixant la liste des pièces prévues au III de l'article 89 du décret du 22 octobre 2003 relatif à la demande d'autorisation et de renouvellement d'autorisation des frais de siège, et modifié par l'arrêté du 24 février 2008 ;

Vu l'arrêté N°2014 -OSMS-PH36-0137 en date du 29 décembre 2014 portant autorisation de frais de siège pour l'ADPEP 36 sur la période 2015-2019 ;

Vu l'arrêté de prorogation N°2019-DMS-PH36-0098 du 14 octobre 2019 couvrant l'exercice 2020;

Vu l'arrêté de prorogation N°2019-DMS-PH36-0098 du 15 juin 2021 couvrant l'exercice 2021;

Vu la demande de renouvellement des frais de siège social formulée par l'Association ADPEP 36 le 17 octobre 2022;

Considérant qu'en application de l'article R.314-90 du Code de l'action sociale et des familles l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire est l'autorité compétente pour statuer sur l'autorisation de financement des frais de siège social de l'Association ADPEP 36 ;

Considérant l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Indre (CD36) en date du 16 novembre 2022;

Considérant le rapport final d'instruction établi par l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire en date du 30 novembre 2022;

ARS Centre-Val de Loire
Cité Coligny – 131 rue du faubourg Bannier – BP 74409 – 45044 Orléans Cedex 1
Standard 02 38 77 32 32 / Fax 02 38 54 46 03

DECIDE

Article 1er: L'association « Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Indre » (ADPEP 36), dont le siège social est situé 21 rue du 11 Novembre 1918, 36000 CHATEAUROUX est autorisée à percevoir une quote-part pour frais de siège social à compter du 1er janvier 2022.

Article 2: Les prestations rendues par le siège social de l'ADPEP 36 aux structures correspondent à celles mentionnées à l'article R.314-88 du Code de l'action sociale et des familles, dans les domaines suivants :

- 1° de direction générale
- 2° de comptabilité
- 3° de ressources humaines et juridiques
- 4° de gestion financière
- 5° de service de recherche et développement
- 6° de service de sécurité et d'hygiène
- 7° de coordination
- 8° de communication

Article 3: En application de l'article R.314-93 du code de l'action sociale et des familles, l'association ADPEP 36 est autorisée à percevoir une quote-part pour frais de siège social au moyen d'un taux unique de **5.70 %.**

Ce pourcentage est calculé sur le montant des charges brutes dernier exercice clos pour l'ensemble des structures gérées par l'association, déduction faite des charges exceptionnelles et provisions (c67à c68 sauf c681), des quotes-parts frais de siège (c65) mais également des crédits non reconductibles non provisionnés et des dépenses rejetées qui auront été notifiées.

Pour les budgets commerciaux des établissements et services d'aide par le travail, le calcul est basé sur les charges brutes pérennes diminuées de l'aide aux postes.

Pour les structures nouvellement créées, il sera tenu compte des charges de l'exercice en cours ou à défaut des propositions budgétaires arrêtées en année pleine.

Article 4: En vertu de l'article R.314-87 du code de l'action sociale et des familles, cette quote-part est applicable pendant 5 ans à compter du 01 janvier 2022, soit durant les exercices civils et budgétaires de 2022 à 2026 inclus. Elle pourra être abrogée si les conditions de son octroi cessent d'être remplies.

Elle peut être révisée avant terme au regard d'un dossier présenté conformément à l'article R.314-88 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5: Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 ORLEANS, soit d'un télé-recours sur le site : https://www.telerecours.fr.

Article 6: Le Directeur Général Adjoint de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire, est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région.

Fait à ORLEANS, Le 01 DEC. 2022

Pour le Directeur Général
De l'Agence régionale de santé Centre-Val de Loire,
La Directrice de l'offre médico-sociale,

Anne DU PEUTY

ARS Centre-Val de Loire
Cité Coligny – 131 rue du faubourg Bannier – BP 74409 – 45044 Orléans Cedex 1
Standard . 02 38 77 32 32 / Fax : 02 38 54 46 03

Direction de l'offre médico-sociale

Conseil départemental de l'Indre

CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

n° FINESS EJ : 450018106

2024 – 2028

Conclu entre :

Nom du gestionnaire
Dénommée l'UGECAM Centre

Adresse : 18 Rue Théophile CHOLLET _ 45000 ORLEANS
N°FINESS EJ : 450018106
SIREN : 423 864 941
Représenté par Mme Edwige RIVOIRE – Directrice Générale dûment habilitée à cet effet

D'une part,

Et

L'AGENCE REGIONALE DE SANTE CENTRE-VAL DE LOIRE
Dénommée l'ARS
Cité Coligny
131 rue du faubourg Bannier
45044 ORLEANS

Représentée par Madame Clara de BORT, Directrice Générale

D'autre part et

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'INDRE (pour le SAMSAH situé à Châteauroux)
Dénommé le Département
Place de la Victoire et des Alliés – CS20639
36020 CHATEAUROUX Cedex

représenté par Monsieur Marc FLEURET, Président du Conseil départemental

Table des matières

Article 1 : OBJET DU CONTRAT 6
Article 2 : IDENTIFICATION DU GESTIONNAIRE ET DU PERIMETRE DU CONTRAT 7
2.1 Le gestionnaire 7
2.2 Les ESMS et les activités couvertes par le CPOM 9
2.3 L'habilitation à recevoir des bénéficiaires à l'aide sociale départementale 10
2.4 Les partenariats du gestionnaire avec d'autres acteurs du territoire 10
Article 3 : DIAGNOSTIC PARTAGE 13
Article 4 : OBJECTIFS ET PLAN D'ACTIONS DU CPOM 14
Article 5 : OBJECTIF RELATIF A l'ACTIVITE DES ESMS 14
5.1 Objectifs d'activité 14
5.2 Modalités de suivi de l'activité 16
Article 6 : La procédure budgétaire 16
6.1 Calendrier budgétaire 16
6.2 Modalités de détermination des allocations de ressources 17
6.2.1 Détermination des allocations de ressources fixées par l'ARS 17
6.2.2 Détermination des allocations de ressources fixées par le Département de l'Indre et des prix de journée Hébergement pour la section « accompagnement à la vie sociale et à l'hébergement » pour le SAMSAH situé à Châteauroux 18
6.2.3 Évolution de l'allocation de ressources 19
6.3 Modalité de versement des ressources de la dotation globalisée commune 20
6.4 Affectation des résultats comptables (commun) 20
6.5 Frais de siège 21
6.6 Les investissements pluriannuels 22
Article 7 : LES MODALITES DE SUIVI DU CONTRAT 22
7.1 Le suivi du contrat 22
7.2 Les contrôles de l'ARS et du Département 23
7.3 Le renouvellement du contrat 23
Article 8 : LA DUREE DU CONTRAT 24
8.1 La durée du contrat 24
8.2 Conditions de révision/de résiliation 24
Article 9 : LITIGES 25

Visas et références juridiques

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-11, L.313-12-2, R.314-39 à R.314-43-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment le IV de l'article L.5217-2, le cas échéant ;

Vu le décret du 7 juin 2023 portant nomination de Madame Clara de BORT en qualité de Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire à compter du 12 juin 2023 ;

Vu la délibération n° CD 20210701-001 en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil départemental de l'Indre ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 modifié par l'arrêté du 22 mars 2018, portant programmation de la signature des CPOM des établissements et services médico-sociaux de l'ARS Centre-Val de Loire et du Conseil départemental de l'Indre ;

Vu le Projet Régional de Santé de la région Centre-Val de Loire 2023-2028 ;

Vu le schéma départemental en faveur des personnes handicapées 2021-2025 de l'Indre adopté le 2 avril 2021 ;

Vu le règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de l'Indre (RDAS) adopté le 14 avril 2023 ;

Vu la délibération du Conseil de l'UGECAM Centre lors de sa réunion du 29 juin 2017 portant nomination de Mme Edwige RIVOIRE en qualité de Directrice de l'UGECAM Centre à compter du 01 octobre 2017,

Vu le projet régional stratégique de l'UGECAM Centre 2019-2022 ;

Vu l'arrêté :

- 08 janvier 2009 portant autorisation de création de la MAS (N° FINESS ET : 36000 3578) situé à Gireugne,
- 18 mai 2009 portant autorisation de création du SAMSAH (N° FINESS ET : 36000 4568) situé à Châteauroux,
- 10-OSMS-PH18-0039 du 30 juin 2010 portant autorisation de création de l'ITEP Chantoiseau (N° FINESS ET : 18000 2255) situé à Saint Florent sur Cher,
- 10-OSMS-PH18-0041 du 30 juin 2010 portant autorisation de création d'un Institut Médico Educatif (IME) de 45 places à SAINT FLORENT SUR CHER sur le site du Châtelier, (N° FINESS ET : 18000 8765)
- 10-OSMS-PH18-0040 du 30 juin 2010 portant autorisation de création du SESSAD (N° FINESS ET : 18000 1216) situé à Bourges,
- 2018-DOMS-PH28-0372 du 29 novembre 2018 portant autorisation de création d'une Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) de 20 places à ILLIERS COMBRAY par transformation de 33 places de soins de suite et de réadaptation non spécialisés du Centre de Réadaptation Fonctionnelle (CRF) de Beaurouvre à ILLIERS COMBRAY géré par l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurances Maladie (UGECAM° du Centre-ALPC.

Vu l'arrêté modificatif :

- 2015-OSMS-PH18-0054 du 30 avril 2015 portant autorisation d'extension non importante de 10 places de l'IME Le Châtelier à SAINT FLORENT SUR CHER par diminution de 10 places de l'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique du Cher, gérés par l'Union pour la Gestion des Etablissements de l'Assurance Maladie (UGECAM) du Centre,
- 2015-OSMS-PH18-0096 du 30 juillet 2015 portant autorisation d'extension non importante de 5 places du Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) départemental UGECAM géré par l'Union pour la Gestion des Etablissements de l'Assurance Maladie (UGECAM) du Centre, portant la

capacité totale du service de 50 à 55 places ; d'identification de 10 places du service destiné à la prise en charge d'enfants souffrant de troubles du spectre autistique ; de création d'une antenne à Aubigny-sur-Nère.du 30 avril 2015,

- 2016-OSMS-PH18-0051 portant autorisation d'extension non importante de 7 places de l'IME « Le Châtelier » pour la prise en charge des enfants présentant des troubles du spectre autistique dans le cadre d'une unité d'enseignement maternel, portant la capacité totale du service 55 à 62 places,

- 2018-DOMS-PH18-0373 du 29 novembre 2018 portant diminution de la capacité du SESSAD départemental de Bourges au bénéfice du DITEP, et modification de l'autorisation de l'ITEP du Cher en dispositif intégré ITEP/SESSAD (DITEP),

- 2019-DOMS-PH36-0097 du 09 septembre 2019 portant autorisation d'extension non importante de 4 places de la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) de SAINT MAUR gérée par l'Union pour la Gestion des Etablissements de Caisses d'Assurance Maladie du Centre (UGECAM), portant sa capacité totale de 21 à 25 places,

- 2022-DOMS-PH18-142 du 18 août 2022 portant autorisation d'extension non importante de 7 places de l'IME Le Châtelier de SAINT FLORENT SUR CHER pour la prise en charge d'enfants présentant des troubles du spectre autistique dans le cadre d'une unité d'enseignement en maternelle par l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses de l'Assurance Maladie (UGECAM) Centre-ALPC, portant la capacité totale de l'établissement de 62 à 69 places,

- 2022-DOMS-PH36-156 et n° 2022-D-3337 du 2 décembre 2022 portant autorisation d'extension non importante de 3 places du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH), géré par l'Union pour la Gestion des Etablissements de Caisses d'Assurance Maladie du Centre (UGECAM), portant sa capacité totale de 20 à 23 places à compter du 1er janvier 2023.

- 2022-DOMS-PH18-192 du 19 décembre 2022 portant autorisation d'extension non importante de 10 places de l'IME Le Châtelier de SAINT FLORENT SUR CHER dans le cadre du Dispositif d'Auto Régulation (DAR) géré par l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses de l'Assurance Maladie (UGECAM) Centre-ALPC, portant la capacité totale de l'établissement de 69 à 79 places,

- 2023-DOMS-PH18-106 du 14 septembre 2023 portant autorisation d'extension non importante de 10 places de l'Institut médico Educatif (IME) Le Châtelier de SAINT FLORENT SUR CHER dans le cadre du Dispositif d'Auto Régulation (DAR), géré par l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses de l'Assurance Maladie (UGECAM) Centre ALPC, portant la capacité totale de l'établissement de 79 à 89 places,

- 2023-DOMS-PH36-0132 du 31 octobre 2023 autorisant le changement d'adresse de la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) de SAINT MAUR gérée par l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses de l'Assurance Maladie du Centre (UGECAM) au 10 rue du Grand Poirier, 36000 CHATEAUROUX ; le changement de dénomination de la MAS qui devient MAS Jean-Louis BONCOEUR.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Dans une recherche constante de qualité et d'efficience des réponses apportées aux citoyens, l'ARS Centre-Val de Loire, le Conseil Départemental de l'Indre et l'UGECAM Centre utilisent la contractualisation comme levier de mise en œuvre de l'évolution de l'offre médico-sociale afin de construire des réponses individualisées pour les personnes en situation de handicap, plus inclusives dans lesquelles les soins, l'accompagnement social et médico-social se complètent pour soutenir le projet de vie de la personne.

Les objectifs du présent contrat s'appuient sur les axes fondamentaux inscrits dans les lois du 2 janvier 2002 et 11 février 2005, sur les axes déployés dans le cadre de la démarche « Une réponse accompagnée pour tous », sur les objectifs inscrits dans le Projet Régional de Santé 2023-2028 et dans le Schéma départemental en faveur des personnes handicapées 2021-2025 de l'Indre.

Ils s'appuient également sur le projet stratégique de l'organisme gestionnaire, dans la limite des objectifs et priorités des différents schémas et des enveloppes budgétaires des autorités de tarification.

Les signataires du présent CPOM s'inscrivent dans une démarche conjointe et volontaire de transparence et d'engagements réciproques tant dans les actions entreprises, l'attribution et la gestion des moyens financiers que dans l'évaluation des résultats atteints.

Les modalités de négociations du contrat :

Dans le cadre de la négociation du présent contrat, l'UGECAM Centre, le Conseil Départemental l'Indre et l'ARS Centre Val de Loire ont constitué un comité de pilotage (COPIL) représenté par :

Pour l'UGECAM Centre:

- La directrice de l'UGECAM Centre ;
- Le Directeur des établissements du Cher et de l'Indre ;
- La Responsable Administrative et Financière des établissements du Cher et de l'Indre.

Pour l'ARS Centre-Val de Loire :

- La Directrice de l'Offre Médico-Social à l'ARS CVL
- Les Référents territoriaux « parcours prévention sanitaire et médico-social » de l'Indre, du Cher, et de l'Eure-et-Loir
- La Gestionnaire administrative et budgétaire du secteur personnes handicapées de la direction de l'offre médico-sociale

Pour le Conseil Départemental de l'Indre :

- Le responsable du service programmation et tarification et son adjoint à la Direction de la Prévention et du Développement Social (DPDS) ;
- Le gestionnaire référent de l'Organisme gestionnaire au service programmation et tarification à la Direction de la Prévention et du Développement Social (DPDS).

En cas de besoin, d'autres partenaires peuvent être invités à participer au COPIL.

Le COPIL est également chargé de s'assurer de la bonne exécution du contrat. Il sera dénommé « comité de suivi » à la signature du contrat.

Article 1 : OBJET DU CONTRAT

Le CPOM est une source de simplification administrative dans la mesure où il devient le document unique de contractualisation pour le gestionnaire d'un ou plusieurs établissements, et un levier de performance pour les établissements et services médico-sociaux.

Ce contrat définit les objectifs et engagements du gestionnaire et les moyens qui lui sont alloués pendant la durée du contrat par l'ARS et le Département.

Il doit permettre, en définissant des orientations stratégiques partagées avec le gestionnaire, la déclinaison par objectifs des orientations :
- du Projet Régional de Santé (PRS) de l'ARS dans les territoires,
- du Schéma départemental en faveur des personnes handicapées 2021-2025 de l'Indre
- du projet régional stratégique de l'UGECAM Centre 2019-2022

Ces orientations doivent se traduire dans un plan d'actions concrètes qui répondent aux axes suivants :

I) Axes prioritaires de l'ARS

1/ Prévenir les ruptures de parcours, absence ou inadéquation de solutions

2/ Développer les réponses et les pratiques permettant de structurer des parcours inclusifs pour les personnes en situation de handicap avec les acteurs de droit commun et les ressources sanitaires, sociales et médico-sociales, adapter l'offre afin de répondre aux besoins et spécificités des personnes accompagnées (virage inclusif)

3/ Citoyenneté, rendre effectif le droit à l'autodétermination des personnes en situation de handicap et prendre en compte l'expression de leur environnement familial

4/ Améliorer la qualité de l'accompagnement et favoriser l'adaptation des pratiques professionnelles

5/ Améliorer l'efficience, le pilotage des ESMS et garantir l'optimisation des ressources

Tout projet immobilier devra intégrer dans ses réflexions la logique d'inclusion, d'inscription de l'ESMS en proximité des besoins et de mutualisation sur le territoire et **devra faire l'objet en amont d'une validation par l'ARS Centre-Val de Loire et/ou le Conseil Départemental de l'Indre.**

II) Axes prioritaires du Conseil départemental de l'Indre

En date du 2 avril 2021, Le Département a adopté son schéma départemental du handicap 2021-2025. Les objectifs stratégiques et les déclinaisons opérationnelles ont été déclinés sur les axes suivants :

AXE 1 : PARTICIPER AU DÉPLOIEMENT DE LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE

Il s'agit d'accompagner les actions visant à l'adaptation des activités sociales ouvertes « à tous » pour qu'elles deviennent effectivement et réellement accessibles aux personnes en situation de handicap.

Dans ce cadre les actions proposées sont les suivantes :
- Développer à destination des personnes en situation de handicap des actions de prévention santé et de lutte contre l'isolement communes avec d'autres publics connaissant les mêmes difficultés ;
- Développer les actions de formation et d'information auprès du monde sportif, culturel, de loisirs, pour rendre les activités plus facilement accessibles aux personnes en situation de handicap ;
- Développer les initiatives destinées à favoriser la mobilité en territoires ruraux ;

- Développer l'information et la formation des administrations et guichets d'accès aux droits : mairie, agences France service, organismes de sécurité sociale, etc... pour leur permettre d'être des relais locaux

efficaces pour les personnes en situation de handicap dans la recherche de réponses adaptées à leur situation.

AXE 2 : DÉVELOPPER LES RESSOURCES SPECIFIQUES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP NÉCESSAIRES A LA VIE DANS LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE

Même si la société s'adapte et s'ouvre aux personnes en situation de handicap, celles-ci doivent pouvoir bénéficier d'accompagnements spécifiques pour compenser leur situation de handicap. De plus, pour permettre l'accès à ces ressources spécifiques, une communication et des informations doivent être développées, à destination des personnes en situation de handicap elles-mêmes, mais aussi des professionnels.

Dans ce cadre les actions proposées sont les suivantes :

- Donner une lisibilité sur les dispositifs spécifiques ;
- Accompagner les professionnels dans l'accès à l'information ;
- Promouvoir une offre d'habitat adapté, en poursuivant l'aide à l'adaptation des logements privés et en accompagnant le développement de l'habitat inclusif ;
- Veiller à l'accès aux soins des personnes en situation de handicap, dans le cadre des soins à domicile, de l'accès aux soins hospitaliers, en favorisant également le recours aux outils de la e-santé ;
- Adapter les interventions des services à domicile aux besoins des personnes en situation de handicap et déroger aux tarifs ministériels d'aide humaine pour développer l'accès aux services et la réponse aux besoins ;
- Mieux prendre en compte les aidants, acteurs indispensables à l'accompagnement des personnes en situation de handicap, en développant des actions spécifiques d'information et de formation pour les accompagner, et en proposant des solutions de répit facilement mobilisables.

AXE 3 : POURSUIVRE L'ADAPTATION DES RÉPONSES SPECIALISEES

Ces réponses spécialisées restent nécessaires. Elles doivent cependant s'adapter et se réorganiser dans une logique et un fonctionnement moins intégrés. Accepter de n'être qu'un accompagnement nécessaire mais temporaire dans la vie de la personne.

Dans ce cadre les actions proposées sont les suivantes :

- Poursuivre le développement de l'accueil familial ;
- Adapter le fonctionnement des SAVS à la logique de parcours ;
- Poursuivre le développement des SAMSAH ;
- Favoriser l'exercice de la parentalité au sein des foyers d'hébergement ;
- Développer l'offre d'accueil de jour et temporaire en FAM ;
- Poursuivre les efforts de rénovation, restructuration des établissements ;
- Poursuivre les efforts d'adaptation des établissements, et leur ouverture, vers des activités sociales extérieures ;
- Améliorer la fluidité des parcours par le travail en réseau.

Article 2 : IDENTIFICATION DU GESTIONNAIRE ET DU PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 Le gestionnaire

Carte d'identité du gestionnaire

Dénomination sociale	UGECAM Centre
Date de création	01/06/1999
Statut juridique	Organisme de droit privé à but non lucratif
N° FINESS juridique	450018106
Siège Social	18 Rue Théophile CHOLLET _ 45000 ORLEANS
N° SIREN	423 864 941 000 236
Code APE	753 A _ Activités générales de Sécurité Sociale

Téléphone	02.38.83.33.33
Fax	
E-mail	secretariat.ug-centre@ugecam.assurance-maladie.fr
La/les conventions collectives applicables	Convention collective UCANSS du 08 février 1957
Président du Conseil	M. Pascal SIRY
Directeur général	Mme Edwige RIVOIRE

Annexe 1 : Organigramme

Orientations stratégiques du gestionnaire :

L'UGECAM Centre ALPC gère 17 établissements sanitaires et médico-sociaux spécialisés dans le handicap, l'enfance inadaptée, la personne âgée dépendante, les soins de suite spécialisés et la réadaptation professionnelle.

Issu de la création des établissements sanitaires et médico-sociaux en 1945 et la mise en place des 13 unions régionales en 2000, le Groupe UGECAM (Union pour la Gestion des Caisses de l'Assurance Maladie) est un groupe de l'Assurance Maladie :

- 158 sites répartis dans 13 UGECAM en région
- 137 structures médico-sociales
- 83 structures sanitaires
- 13 800 professionnels
- 15 900 lits et places

Au quotidien, l'UGECAM Centre ALPC et les professionnels qui la composent s'appuient sur les valeurs et principes suivants pour guider leurs actions :

- Une mission de service public, bâtie sur les valeurs fondatrices de l'Assurance Maladie : égalité, solidarité, accessibilité.
- Un accès aux soins ouvert à tous, sans discrimination : l'UGECAM Centre ALPC prend en charge ses usagers, sans considération sociale, familiale ou financière. Elle veille à maintenir l'égalité d'accès de tous.
- Une proximité valorisée : dans un souci d'efficacité et de qualité, l'UGECAM Centre ALPC se positionne au plus près des populations pour garantir, suivre et anticiper la réponse à leurs besoins.

Une prise en charge personnalisée : l'UGECAM Centre ALPC axe son développement sur la prise en charge de la personne dans son intégralité. Grâce à la mise en commun des compétences des professionnels de santé et du médico-social, tous les aspects qui participent à la réinsertion sont pris en compte : médicaux, familiaux, financiers, professionnels, sociaux...

Projet régional stratégique 2019-2022 :

Au service de nos patients, résidents et usagers, notre projet régional dessine la trajectoire d'évolution de nos établissements et pratiques pour 4 ans. Il porte l'ambition d'une participation active aux transformations que connait le système de santé et d'une contribution au développement d'une société inclusive.
C'est cette ambition qui constitue le fil conducteur des actions que nous avons identifiées comme devant être conduites avec énergie et méthode sur la période. Ces actions relèvent de quatre domaines complémentaires : le développement, la qualité, l'engagement et la performance.



Dans une période de transformation et de recomposition, nous nous organisons pour utiliser la totalité du potentiel de nos équipes et équipements, répondre aux besoins et ancrer nos établissements sur leur territoire, pour prendre part au développement du numérique en santé et pour saisir les opportunités de réponse à des besoins nouveaux.



En cohérence avec le projet de groupe UGECAM nous renforçons notre orientation vers le champ de la réadaptation et du handicap neurologiques et vers les prises en charge ambulatoires et évoluons pour proposer la forme d'accompagnement médico-sociale la plus adaptée au potentiel et au souhait des personnes, en interaction avec le milieu ordinaire. Nous apportons un soutien global à nos patients, résidents et usagers en renforçant nos actions en matière d'accès aux soins, de prévention et d'insertion médico-économique et en encourageant la participation des usagers et des familles dans nos établissements. Nous continuons à améliorer notre maîtrise des risques sur les processus de prise en charge et intégrons la prévention et la gestion des crises dans nos fonctionnements.

Engagement

Forts des valeurs de l'Assurance Maladie, nous engageons nos établissements dans trois dimensions essentielles. Nous intégrons les enjeux liés au développement durable et prenons progressivement en compte cette dimension dans nos investissements et dans les domaines de la maintenance, des achats et des déplacements. Nous mettons en place une démarche éthique et bientraitance soutenant la qualité de vie au travail des professionnels les aidant à résoudre difficultés et conflits.
Nous accompagnons les équipes dans les changements par une démarche pragmatique et en rénovant le projet managérial de notre organisme.

Performance

Nous traitons nos difficultés économiques en équilibrant l'optimisation de nos recettes d'activité et la maîtrise de nos charges d'exploitation, en améliorant notre pilotage économique et le soutien apporté aux équipes managériales des établissements dans ce domaine. Nous réorganisons nos fonctions supports pour faire de notre dimension régionale un gage d'efficience et de sécurité.

2.2 Les ESMS et les activités couvertes par le CPOM

A la signature du contrat, le référencement des établissements et services et des activités sont les suivants:

Dépt	N° Finess principal	Catégorie	Raison sociale	Commune d'implantation	Capacité autorisée	Capacité installée et financée
28	280007741	MAS	MAS DE BEAUROUVRE	ILLIERS-COMBRAY	20	20
18	180001216	SESSAD	SESSAD DEPARTEMENTAL UGECAM	BOURGES	10	10
18	180002255	DITEP	DITEP DU CHER	SAINT-FLORENT-SUR-CHER	128	128
18	180008765	IME	IME LE CHATELIER	SAINT-FLORENT-SUR-CHER	89	89
36	360003578	MAS	MAS JEAN-LOUIS BONCOEUR	CHATEAUROUX	25	25
36	360004568	SAMSAH	SAMSAH JEAN-LOUIS BONCOEUR	CHATEAUROUX	23	23

Le tableau ci-dessous précise de manière globale, les modalités d'accueil des activités médico-sociales du périmètre du CPOM.

Type d'ESMS	Activités	Capacité installée
MAS 28	Hébergement complet	16
	Accueil temporaire	4
SESSAD	Ambulatoire	10
DITEP	Hébergement complet (internat)	128
	Accueil de jour	
	Ambulatoire	
IME	Hébergement complet (internat)	7
	Accueil de jour	48
	UEMA Bourges	7
	UEMA Vierzon	7
	DAR Bourges	10
	DAR Vierzon	10
MAS 36	Hébergement complet	24
	Accueil temporaire	1

SAMSAH	Prestation en milieu ordinaire	23

2.3 L'habilitation à recevoir des bénéficiaires à l'aide sociale départementale

Les places des établissements pour adultes en situation de handicap sont habilitées pour la totalité de la capacité à l'aide sociale.

Les modalités d'application de l'habilitation à l'aide sociale, de facturation ainsi que les modalités de contribution des personnes en situation de handicap sont mentionnées dans le CASF (notamment l'article R131-2) et dans le règlement départemental d'aide sociale.

Toute prestation d'aide sociale, qu'elle relève de l'aide sociale obligatoire ou de l'aide sociale facultative, doit faire l'objet d'une demande d'admission à l'aide sociale et d'une décision d'admission délivrée par l'autorité habilitée à la délivrer, destinée à vérifier que les conditions de sa délivrance, légales et réglementaires, qu'elles relèvent de considérations liées à la résidence, à l'âge ou aux conditions de ressources, sont réunies.

Aide sociale en établissement :

Pour la prise en charge des frais d'hébergement des personnes accueillies dans un établissement social ou médico-social, habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale ou dans un établissement de santé dispensant des soins de longue durée, la décision d'attribution de l'aide sociale peut prendre effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement si la demande a été déposée dans les deux mois qui suivent ce jour. Ce délai peut être prolongé une fois, dans la limite de deux mois, par le président du Conseil Départemental ou le préfet.

Le jour d'entrée s'entend, pour les pensionnaires payants, du jour où l'intéressé, faute de ressources suffisantes, n'est plus en mesure de s'acquitter de ses frais de séjour.

Aide sociale à domicile :

Pour la prise en charge au titre de l'aide sociale à domicile, les demandes tendant à obtenir le bénéfice de l'aide sociale prévue aux titres III et IV du livre II du CASF prennent effet au premier jour de la quinzaine suivant la date à laquelle elles ont été présentées.

2.4 Les partenariats du gestionnaire avec d'autres acteurs du territoire

DITEP, IME, UEMA, DAR et SESSAD TSA du Cher :

IDENTIFICATION	NATURE	CONVENTION	
		Oui	Non
Protection de l'enfance			
Les services de la DEF (ASE)	Suivi et mesures		X
Les services de la PJJ	Suivi et mesures		X
Le foyer départemental d'accueil	Hébergement		X
Les lieux de vie	Hébergement		X
L'Equipe Mobile Handicap ASE	Expertise et coordination de projet	X	
Assistants Familiaux	Sensibilisation et immersion	X	
Education Nationale			
Unités d'enseignement internes	Mise à disposition d'enseignants		X
Unités d'enseignement externe	Mise à disposition d'enseignant au collège Voltaire et Saint Exupéry	X	
EMAS	Appui et expertise	X	
Ensemble des établissements scolaires	Suivi et soutien		
MDPH			
CDAPH	Suivi, expertise et bilans		X
RAPT	Expertise et accompagnement		X
Table ronde	Gestion liste d'attente		X

EMASC (Equipe mobile aux situations complexes)	Expertise et soutien	X	
Social			
CMS départementaux	Suivis, orientations, mesures		X
SIAO	Suivis, orientations, mesures		X
Services Tutélaires	Suivis, orientations, mesures		X
Sanitaire / Soins			
CMPEA départemental	Collaboration médicale		X
Pharmacies de St Florent	Délivrance des traitements		X
CHS Georges SAND	Gestion de crise (hospitalisation, situations complexes)		X
CHS Georges SAND	Travaux d'intérêt généraux du médecin psychiatre	X	
Orthophonistes libéraux	Suivi, bilans	X	
Psychomotriciens libéraux	Suivi, bilans	X	
CH Jacques COEUR	Sensibilisation aux soins		X
Centre Ressources Autisme de Tours	Diagnostic, accompagnement sur site		X
CMPEA départemental	Collaboration médicale		X
Pharmacies de St Florent	Délivrance des traitements		X
Médico-social			
PEP18	Co-portage des EMHASE et EMASC	X	
Autres ESMS	Stages, orientations ...		X
SESAME Autisme	Activités, orientations, activités éco-pédagogiques	X	
Council of International Fellowship	Echanges interprofessionnels		X
Ecole de travailleur social (ERTS, CFA-SMS...)	Accueil de stagiaires, apprentis		X
Activités			
Lycée Agricole Le Subdray	Temps inclusifs		X
Entreprises	Stages, Contrat d'alternance		X
Centres de Formations	Scolarité		X
Mission Locale	Co construction des projets professionnels		X
Club canins Le Subdray	Chiens visiteurs	X	
Bourges XV	Temps inclusifs	X	
Mairie de Saint-Florent	Participation à la vie locale scolaire		X
Associations handisport	Activités sportives		X
Médiathèque Saint Florent	Visite, emprunt de documents	X	
Bibliothèque du Subdray	Activités pédagogiques, éducatives et scolaires	X	
Collège Voltaire	Inclusion des jeunes par le sport	X	
Comité du Cher Judo	Séances découvertes et initiation	X	
EMMAUS	Autonomie, inclusion	X	
Association Saint Amandoise	Sport	X	
Processus support			
Pyramide PECS France	Supervision et formations	X	
Marchés UGECAM entreprises	Entretien, location de linge, sécurité, transport, formations, consultants, DASRI, etc.	X	
Autorégulation	Formations	X	
AIRE	Représentation	X	
Etablissements de formation	Organisation de l'accueil stagiaire	X	
URIOPSS	Représentation	X	
Commission Santé Mentale	Représentation		X

MAS et SAMSAH 36 :

IDENTIFICATION	NATURE	CONVENTION	
		Oui	Non
Sanitaire / Soins			
CODESPA	Soin palliatif	X	
HARTMANN	Matériel incontinence et hygiène	X	
Equipe Mobile de Gériatrie	Analyse des besoins PHV (Personnes handicapées Vieillissantes)	X	
Laboratoire d'analyse biologique - LESCAROUX	Analyse biologique	X	
Pharmacien - ROUSSEL	Sécurisation du circuit du médicament et bon usage du médicament	X	
Dr Nguyen	Médecin psychiatre		X

Dr Chapus	Dentiste		X
	Kinésithérapeute		X
Harmonie médical service	Matériel médical		X
Cap – vital	Matériel médical		X
Médico-social			
Services MJPM	Services mandataires		X
Groupement des MAS du département	Echange inter structures		X
Activités			
Bruno Boucher Musicien intervenant	Activités musicale	X	
Sandrine DAMOUR	Art thérapie	X	
Emmaüs Connect	Inclusion numérique	X	
Emmaüs	Inclusion – bénévolat		X
Compagnie Barda	Activités théâtrales	X	
Processus support			
Advitam	Formation	X	
APAVE	Formation	X	
API – restauration	Fourniture de repas	X	
Appel médical	Intérim/ RH	X	
Centre val de Loire équipe territoriale d'hygiène médicosociale	Formation et appui en hygiène et risques infectieux	X	
Nutrisens	Repas textures modifiées		X
Elis Berry	DASRI		
Lavox	Entretien et location du linge	X	

MAS de Beaurouvre :

IDENTIFICATION	NATURE	CONVENTION	
		Oui	Non
Sanitaire / Soins			
Réseau de soins palliatifs	Améliorer les soins et l'accompagnement des patients en phase palliative ou terminale de maladie grave	X	
ASSAD-HAD	Coordination et complémentarité entre ASSAD-HAD et MAS pour garantir la continuité des prises en charge et de l'accompagnement (établir les modes de fonctionnement des 2 structures)	X	
Fondation Texier-Gallas pour le cabinet mobile de soins bucco-dentaires	Unité mobile intervenant pour améliorer les conditions d'accès aux soins bucco-dentaires des personnes en situation de dépendance	X	
Centre d'appui pour la prévention des infections associées aux soins Centre-Val-de-Loire	Aider les établissements médico-sociaux à mettre en place, piloter et conduire une stratégie de maîtrise du risque infectieux en interne	X	
Les infirmières libérales du SCP Cabinet infirmier de l'Ozanne (Laure DUROCHER et Agnès VASSORT)	Prise en charge de certains résidents à la demande des médecins (pose de perfusions sous cutanée...) et coordination avec les autres professionnels de santé de l'établissement	X	
Centre hospitalier de Dreux (portant sur le recours au SAMU 28)	Mise à disposition des moyens humains et matériels pour assurer la continuité et la qualité des soins, développer les outils de communication facilitant la transmission d'informations, faciliter la participation des professionnels de santé à la mise en œuvre de la coopération et à l'évaluation de celle-ci	X	
Activités culturelles / sociales /sportives			
Daniel MIGAUD – Atelier Mobile d'expression créatrice	Fourniture du matériel pour les activités de modelage et de peinture	X	
Club Illiers Cyclo Sport	Rompre l'isolement des cérébrolésés en les faisant participer à des temps partagés autour du vélo avec les adhérents de ce club	X	
Emmanuelle BELLANGER	Atelier socio-esthétique permettant d'accéder à une meilleure estime de soi, apporter un moment de bien-être et valoriser l'apparence des résidents	X	
Centre équestre de la Noue Gadoue	Atelier équitation permettant de profiter d'activités extérieures avec des chevaux, et de travailler la mobilité et la motricité	X	

Julien GANACHE (coach vocal)	Atelier musique pour se reconnecter avec son corps, partager et revivre des émotions autour de la chanson ou réaliser des activités en groupe	X	
MAS ANAIS	Rencontre entre les résidents des 2 MAS autour d'APA tous les mois avec alternance de lieu une fois sur deux	X	
FAM « Les Tamaris »	Rencontre entre les résidents des 2 institutions autour d'APA tous les mois avec alternance de lieu une fois sur deux, et rompre l'isolement des personnes cérébrolésées	X	
Médiathèque intercommunale de Combray	Contribuer à répondre aux besoins de tous dans les domaines de la formation, de l'information, de la culture personnelle et des loisirs	X	
Frédéric PREAULT (musicothérapie)	Atelier musicothérapie pour proposer un espace musical où chacun peut librement exprimer son ressenti, développer la créativité musicale et développer l'écoute	X	
ICADE	Mécénat : amélioration du quotidien et la qualité de vie des résidents – Acquisition d'un vélo « Cyclo-duo »	X	

Article 3 : DIAGNOSTIC PARTAGE

Les parties signataires du présent CPOM ont souhaité préalablement à sa conclusion réaliser conjointement un diagnostic objectif et documenté de la situation de chaque établissement et service couvert par le contrat, à la fois qualitatif et quantitatif.

Un COPIL composé de représentants de l'UGECAM Centre et de représentants de la délégation territoriale du Cher et de l'Indre et du Conseil Départemental de l'Indre, a été initié afin de garantir la bonne démarche du processus de contractualisation entre les trois parties.

Le diagnostic partagé repose sur l'analyse des documents suivants :

- des fiches individuelles Indicateurs de la performance tirées des indicateurs transmis par le gestionnaire par le biais du Tableau de bord de la performance du secteur médico-social dont les données restent à valider par les autorités de tarification),
- des résultats et des préconisations des évaluations de la MAS 36 et du SAMSAH,
- des résultats et des préconisations des évaluations des ESMS du Cher en cours et qui seront transmis dès réception,
- du diagnostic financier et budgétaire,
- de documents complémentaires transmis par le gestionnaire,
- en cas de renouvellement, du bilan du précédent CPOM.

La synthèse de ces indicateurs a permis d'aboutir à un consensus le gestionnaire, l'ARS et le Conseil Départemental de l'Indre sur les points forts, les points à améliorer ainsi que sur les objectifs et actions prioritaires au regard des axes stratégiques, à inscrire dans le présent contrat.

Annexe 2 : Bilan du précédent CPOM
Annexe 3 : Diagnostics - Fiches individuelles (réf. TDB 2022)
Annexe 4 : Bilans financiers au 31/12/2022
Annexe 5 : Tableaux ratios provisions et fonds dédiés
Annexe 6 : Historique des CNR
Annexe 7 : Tableaux des effectifs
Annexe 8 : Etat des lieux des départs en retraite prévisionnels

Article 4 : OBJECTIFS ET PLAN D'ACTIONS DU CPOM

Les objectifs opérationnels et le plan d'actions inscrits au CPOM sont directement issus du diagnostic partagé entre le gestionnaire, l'ARS et le Département. Ils mettent en application l'ensemble des orientations et des objectifs mentionnés à l'article 1.

Les fiches actions du gestionnaire sont intégrées dans une stratégie globale consolidée autour des orientations suivantes :

Fiches Actions	Objectifs stratégiques
Fiche Action N°1	**Transformation de l'offre : faire évoluer les autorisations en fonction des besoins du public et du territoire.**
Fiche Action N°2	**Développer la notion de parcours SAMSAH-MAS et favoriser la mutualisation des plateaux techniques. Développer l'inclusion dans la société.**
Fiche Action N°3	**Transformation de l'offre : faire évoluer les autorisations en fonction des besoins du public et du territoire.**
Fiche Action n°4	**Développement des compétences des professionnels et de l'environnement pour l'ensemble des établissements du CPOM.**
Fiche Action N°5	**Soutenir l'inclusion pour les enfants TCC et/ou TND (TSA et autres).**
Fiche Action N°6	**Mener une politique de transition écologique.**
Fiche Action N°7	**Transformation de l'offre : faire évoluer les autorisations en fonction des besoins du public et du territoire.**
Fiche Action N°8	**Développement des prises en charge externalisées à l'école élémentaire.**
Fiche Action N°9	**Développer les fonctions ressources des établissements pour soutenir l'environnement et favoriser l'inclusion.**
Fiche Action N°10	**Consolider le fonctionnement et le positionnement de l'établissement sur son territoire**
Fiche Action N°11	**Sécuriser et développer les système d'informations.**
Fiche Action N°12	**Création d' un lieu de vie pour les jeunes à double vulnérabilité (situation de handicap et protection de l'enfance) sous réserve de la validation du CD18.**
Fiche Action N°13	**Prendre en compte les besoins et les attentes en matière d'accès aux soins et de vie affective et sexuelle.**

Annexe 9 : Fiches actions

Article 5 : OBJECTIF RELATIF A L'ACTIVITE DES ESMS

5.1 Objectifs d'activité

Le CPOM, par ces enjeux, a également pour finalité d'objectiver et d'optimiser l'activité du ou des ESMS.

L'UGECAM Centre s'engage à tendre vers un taux d'occupation de :

N° FINESS	Type d'ESMS	Activités	Capacité installée	Taux d' occupation	File active
280007741	**MAS 28**	Hébergement complet (internat)	16	90%	
		Accueil temporaire	4	80%	+/- 20

180001216	**SESSAD**	Ambulatoire	10	90%	+/- 18
180002255	**DITEP**	Hébergement complet (internat)	128	90%	+/- 166
		Accueil de jour			
		Ambulatoire			
180008765	**IME**	Hébergement complet (internat)	7	90%	+/- 9
		Accueil de jour	48	90%	+/- 62
		UEMA Bourges	7	90%	
		UEMA Vierzon	7	90%	
		DAR Bourges	10	90%	
		DAR Vierzon	10 en 2026	90%	
360003578	**MAS 36**	Hébergement complet (internat)	24	90%	
		Accueil temporaire	1	80%	+/- 5
360004568	**SAMSAH**	Ambulatoire	23	90%	+/- 30

Les capacités précisées dans le cadre de l'accompagnement sont un minimum, le gestionnaire travaillant sur une notion de file active.

La **file active** correspond au nombre de personnes accompagnées par un établissement ou service, au moins une fois dans l'année et sans distinction de durée. Une personne est comptabilisée dans la file active lorsqu'un document individuel de prise en charge ou contrat de séjour est formalisé.

La file active a vocation à valoriser les efforts fournis par les ESMS pour fluidifier le parcours des personnes accompagnées.

Pour les ESSMS relevant d'une autorisation départementale :

L'atteinte des objectifs d'optimisation de l'activité sera évaluée par le suivi des indicateurs suivants : le taux d'activité (ou d'occupation) par établissement et un ratio de file active/autorisation, annuel et sur les mois de juin et décembre de chaque année.

La non-atteinte des objectifs fixés au présent contrat et/ou de l'activité prévisionnelle pourra faire l'objet d'une minoration des DGC. Cette révision est envisagée à l'issue des dialogues de gestion organisés entre l'ARS, le Conseil départemental et l'UGECAM Centre, et qui auront pour objet d'apprécier, au-delà de l'atteinte des cibles identifiées, les moyens mobilisés par le gestionnaire pour y parvenir.

Elle peut être également émise au regard d'excédents jugés structurels. Ainsi, s'il est observé la dégradation conjointe de trois indicateurs d'optimisation de l'activité pour un ESMS (taux d'occupation et file active inférieurs à la cible et un excédent structurel de plus de 5% de la dotation), un ajustement sera envisagé à l'issue du dialogue de gestion annuel.

Pour les établissements et services relevant de l'unique compétence de l'ARS :

Si l'activité réalisée est inférieure aux objectifs contractualisés, et sous réserve de circonstances particulières justifiant tout ou partie de cette sous-activité, la dotation globale ou le forfait de la structure concernée pourra faire l'objet d'un abattement.

L'activité s'apprécie en fonction des indicateurs mentionnés ci-dessus. Le pourcentage d'abattement de la dotation globale est défini par établissement et service. Il correspond à la moitié de la différence entre l'objectif d'activité fixé dans le contrat et l'activité réellement constatée (article R.314-43-2 du CASF).

Les conditions de réduction de la dotation globale ou du forfait global faisant, lors de la signature du présent CPOM, l'objet de travaux entre l'ARS et le Conseil Départemental, les parties au contrat conviennent que les modalités pourront être revues par voie d'avenant.

Une décision annuelle de tarification sera notifiée chaque année par l'ARS Centre-Val de Loire au gestionnaire et précisera le montant des ressources attribuées à l'ESMS (= DGC).

6.2.2 Détermination des allocations de ressources fixées par le Département de l'Indre et des prix de journée Hébergement pour la section « accompagnement à la vie sociale et à l'hébergement » pour le SAMSAH situé à Châteauroux

Cadre général

La tarification des frais d'accompagnement à la vie sociale et d'hébergement du SAMSAH fournis par l'établissement est arrêtée chaque année par le Président du Conseil départemental sous forme d'un prix de journée qui, en fonction de l'activité prévisionnelle, donne lieu au versement d'une dotation globale selon les modalités précisées par la convention relative aux modalités de paiement (cf. annexe 6).

Le contrat de séjour détaille la liste et la nature des prestations prises en charge et le cas échéant celles restant à la charge de la personne accueillie.

Au moment de l'entrée en établissement, aucune caution ne peut être demandée à une personne admise au titre de l'aide sociale.

Modalités de fixation du ou des tarif(s)

Pour la première année du CPOM : (2024 qui sera l'année de base zéro)

Dans le cadre de la procédure contradictoire de la première année du CPOM, l'UGECAM a transmis au Département au plus tard le 31 octobre de l'année 2023 ses propositions budgétaires et leurs annexes. Si le Département demande des compléments, ils devront être transmis au plus tard dans un délai de quinze jours à la suite de la demande.

Parallèlement, le Département procédera à une **démarche dite « vérité des coûts, des prix, des prestations »** sur la base du compte administratif des trois derniers exercices clos et du budget prévisionnel 2023.

Sur la base des propositions budgétaires de l'établissement et suite à la démarche dite « vérité des coûts, des prix, des prestations », le prix de journée est arrêté par le Président du Conseil départemental de l'Indre en divisant le montant des charges nettes d'exploitation autorisé par l'activité retenue de la section accompagnement à la vie sociale et à l'hébergement de l'exercice 2024.

Conditions d'actualisation et de revalorisation des tarifs pour les années suivantes :

Le Département arrête chaque année un **objectif annuel d'évolution des dépenses** prévu à l'article R. 314-40 du CASF. Ce taux ne constitue ni un droit, ni un maximum mais un indicateur. Il s'applique sur des dépenses hors charges financières, dotations aux amortissements et éventuellement des indemnités de départ en retraite prises en compte au réel et autorisées.

Le Département reste attaché au **principe d'une concertation annuelle**. Afin de préparer la rencontre annuelle entre le Département et l'UGECAM, ce dernier devra fournir, au plus tard, pour le 31 octobre les documents suivants :

- Un rapport détaillé et justifié laissant apparaître ses besoins, ses problématiques et l'état de ses demandes ;
- L'analyse de l'activité réalisée en exercice N-1 et prévisionnelle sur les exercices n et n+1, détaillant l'activité réalisée pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale de l'Indre et celle hors Indre ;
- Une étude financière d'impact et des surcoûts ;
- Des documents justificatifs de toutes ces demandes particulières.

Cette rencontre permettra de débattre pour le SAMSAH et selon les orientations du Département :

- Des modalités de fonctionnement de l'établissement ;
- De l'évolution de l'activité ;

- Des impacts financiers sur la tarification dans le cadre du CPOM ;
- De l'évolution de la réalisation du Projet Pluriannuel d'Investissement (PPI).

A l'issue de cette démarche, le Département pourra soit :

- Appliquer le taux directeur ainsi que la prise en compte de l'évolution spécifique des charges financières, des dotations aux amortissements ;
- Retenir l'activité proposée, ou la règle de la moyenne des trois derniers exercices clos ou une activité autre correspondant à l'analyse de la situation de l'établissement ;
- Prendre en compte, en totalité ou partiellement, les demandes spécifiques exprimées, des évolutions spécifiques repérées (GVT, évolutions sociales et fiscales...) et ainsi faire évoluer le budget de l'établissement ou du service selon ces données partagées. Le tarif ainsi établi pour les années 2025, 2026, 2027 et 2028 est arrêté par le Président du Conseil départemental.

Modalités de versement des frais d'accompagnement à la vie sociale et à l'hébergement

Il est convenu que :

- Les frais d'accompagnement à la vie sociale et à l'hébergement du SAMSAH pour les bénéficiaires de l'aide sociale de l'Indre sont versés, conformément à la fiche 57 du Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS), intitulée « Hébergement en établissement social ou médico-social recevant habituellement des personnes en situation de handicap »,
- La convention relative aux modalités de paiement signée entre le département et l'organisme gestionnaire est annexée au présent CPOM (annexes 6 et 7),
- Pour les autres bénéficiaires, les frais d'hébergement sont réglés par le Département du domicile de secours sur la base du tarif journalier fixé par le Président du Conseil départemental de l'Indre.

6.2.3 Évolution de l'allocation de ressources

Actualisation et modulation de la DGC ou des ressources

La DGC sera actualisée chaque année en fonction du taux d'évolution des dotations régionales limitatives mentionnées aux articles L.314.3 et L.314-4 du code l'action sociale et des familles, de la politique de la convergence tarifaire appliquée par l'ARS Centre-Val de Loire et des orientations budgétaires annuelles votées par le Conseil Départemental.

Les signataires conviennent de ne pas appliquer le cadre de la procédure contradictoire pour les ESMS sous CPOM.

Le Département n'appliquera pas la disposition de l'article 50 de la loi de financement de la sécurité sociale 2018 qui prévoit la suppression de l'opposabilité des conventions collectives des travailleurs des ESMS aux financeurs. Les établissements sous sa compétence seront financés dans la limite des dispositions conventionnelles et de la dotation accordée.

Une modulation de la DGC ou des ressources pourra être réalisée par les autorités de tarification au regard de la réalisation des objectifs d'activités fixés au présent contrat *(Cf. article 5 : Objectifs d'activité des ESMS)*.

Dans le cas d'une non-réalisation des objectifs d'activité en année N-1, l'ARS et le Conseil Départemental communiqueront en amont de la procédure budgétaire de l'année N l'éventualité d'un abattement des dotations. En cas de décision d'abattement, celle-ci sera notifiée concomitamment à la notification du tarif au gestionnaire. Une telle hypothèse fera l'objet d'une concertation entre les partenaires.

Lorsqu'un établissement accueille régulièrement des personnes relevant de **l'Amendement Creton**, le gestionnaire doit transmettre chaque année, à l'ARS Centre-Val de Loire, au plus tard le 31 janvier, la part des financements constatés en N-1 relevant d'une prise en charge par les conseils départementaux.

La dotation globale de l'année N sera minorée de la part de ces produits constatés (Cf. articles R.314-115 du code de l'action sociale et des familles).

Les DG ou les ressources peuvent être modifiées par la signature d'un avenant au CPOM pour les raisons suivantes :

- Les projets nouveaux (hors ceux prévus au CPOM en cours) proposés et validés, de part et d'autre, en réponse aux besoins exprimés sur le territoire de santé du Département et dans le respect de la réglementation du régime des autorisations en vigueur ;
- Tout projet nouveau, dans le périmètre de l'autorisation, sous réserve d'une concertation préalable et d'un accord de financement des moyens nécessaires.
- Les modifications législatives, réglementaires, conventionnelles, pouvant avoir une conséquence significative sur les produits et les charges, et dès lors qu'elles s'imposent au Conseil départemental et aux établissements concernés par le présent contrat.

Le comité de suivi sera saisi par l'une des parties en vue d'en étudier et d'en prendre en compte les incidences.

Toute modification de la DGC ou des ressources hors crédits d'actualisation et opérations nouvelles prévues au contrat fera l'objet d'un avenant au contrat.

6.3 Modalité de versement des ressources de la dotation globalisée commune

Le gestionnaire (n° FINESS 450018106) est désigné pour percevoir les allocations de ressources.

Désignation des caisses pivots :

- au titre de la dotation globalisée soins : CPAM du Loiret
- au titre de la dotation globalisée hébergement : le Département l'Indre

6.4 Affectation des résultats comptables (commun)

Le présent contrat définit les modalités d'affectation des résultats en lien avec les objectifs, conformément aux règles définies aux articles R.314-232 à 237 du CASF.

L'ARS et le conseil départemental conservent la possibilité de réformer les résultats, conformément aux articles L.313-14-2, R.314-52 et R.314-236 du CASF, si elles constatent des dépenses manifestement étrangères par leur nature ou par leur importance et qui ne sont pas justifiées par les nécessités de la gestion normale des établissements et services.
Cette récupération viendra en déduction de la tarification de l'exercice sur lequel il est constaté ou de l'exercice qui suit.

Pour les établissements relevant de la compétence du Conseil départemental :
L'affectation des résultats N-2 et N-1 des établissements ou services sous compétence départementale sera réalisé en lien avec les directives actées lors des examens des comptes administratifs concernés et ce, en application des articles R.314-51 et 52 du CASF.

Pour les établissements et services relevant de l'unique compétence de l'ARS :
Les résultats antérieurs au CPOM ne pourront faire l'objet d'aucune reprise par l'ARS conformément aux textes réglementaires. Les résultats excédentaires des exercices antérieurs devront être affectés à la réalisation des objectifs mentionnés au présent contrat.

Concernant les jeunes en Amendement Creton, les prix de journée pour lesquels la facturation est à la charge des conseils départementaux doivent leur être facturés, constituant ainsi une recette supplémentaire au budget de l'exercice considéré. Ces recettes ne constituent en aucun cas des recettes supplémentaires et ne peuvent servir à augmenter le montant des dépenses approuvées.

Le CPOM fixe les modalités d'affectation des résultats en lien avec les objectifs :

- Le gestionnaire est libre d'affecter à la fin de chaque exercice, « hors amendements Creton », ses résultats, sous réserve du maintien des cibles relatives à l'optimisation de l'activité et de la réalisation des objectifs fixés au contrat et jugés réalisables dans la limite des DGC et ce, compte tenu des priorités définies ci-dessous

- Les résultats sont affectés aux comptes de résultats dont ils sont issus. Néanmoins, après constatation des résultats, et respect des deux conditions précédemment citées, une fongibilité est possible au niveau de leurs affectations entre les ESMS relevant du même financeur
- En l'absence de retour de l'ERRD, les autorités de tarification fixent d'office le montant et l'affectation du ou des résultats (article R.314-237 du CASF)

Affectation des résultats excédentaires :

Les résultats excédentaires du compte de résultat principal et de chaque compte de résultat annexe sont affectés au cours de l'exercice suivant celui auquel il se rapporte, selon les modalités suivantes :

- En priorité à l'apurement des déficits antérieurs à ce compte de résultat ;
- A un compte de report à nouveau ;
- Au financement de mesures d'investissement ;
- A un compte de réserve de compensation ;
- A un compte de réserve de trésorerie dans la limite de la couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 III du CASF).
- A un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité ;

A prioriser lors des négociations en fonction de la santé financière des structures, des projets et des objectifs fixés hors le n°1 Apurement des déficits qui reste en priorité 1.

L'affectation des résultats devra s'effectuer en fonction des moyens et actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés au contrat. Il est également tenu compte des projets d'investissements du gestionnaire.

Affectation des résultats déficitaires :

La couverture des déficits relève de la responsabilité du gestionnaire. Le déficit doit être couvert :

- En priorité par le compte de report à nouveau excédentaire puis, le cas échéant par la reprise par la réserve de compensation du compte de résultat concerné ;
- Pour le surplus, affecté à un compte de report à nouveau déficitaire de ce compte de résultat.

L'UGECAM s'engage à rechercher l'équilibre financier par le meilleur rapport qualité coût possible de ses prestations et à effectuer les démarches nécessaires pour regrouper et/ou mutualiser à chaque fois que possible les moyens et/ou les dépenses.

Pour les établissements relevant de la compétence du Conseil départemental :

S'il est constaté au cours de deux exercices consécutifs, une variation du résultat global de plus ou moins de 5 % par rapport aux dotations annuelles globales autorisées, une analyse des causes sera réalisée conjointement. Ces résultats pourront :

- en cas d'excédents : engendrer une réduction des charges d'exploitation en N+2 des ESMS concernés s'ils sont corrélés à une sous-activité,
- en cas de déficits : engendrer des mesures correctives.

6.5 Frais de siège

La dotation globalisée commune de référence inclut des frais de siège à reverser par les ESMS du gestionnaire,

Les frais de siège ont été autorisés par décision en date du 29 décembre 2023 par l'ARS Centre Val de Loire à hauteur de 2,50 %.

L'autorisation arrive à échéance au 31 décembre 2027 et devra faire l'objet d'une renégociation dans le courant de l'année 2027, indépendamment de l'exécution du présent contrat.

Annexe 10 : arrêté portant autorisation des frais de siège

6.6 Les investissements pluriannuels

Eu égard aux projets d'investissements envisagés il n'est pas possible d'intégrer en l'état dans le CPOM un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) pour chaque structure.
Postérieurement à la signature du CPOM ces derniers feront l'objet de concertation, d'analyse et de validation par les autorités de tarification.
L'intégration dans le CPOM se fera par avenant.

Article 7 : LES MODALITES DE SUIVI DU CONTRAT

7.1 Le suivi du contrat

Il appartient au gestionnaire de mettre en place la gouvernance et les outils internes requis au suivi du présent contrat.

Deux réunions du comité de pilotage seront organisées au cours du CPOM, à mi-parcours et au cours de la cinquième année du contrat. Le comité de suivi peut s'adjoindre, au besoin, la collaboration d'autres partenaires impliqués (MDPH, Éducation nationale, DIRECCTE, etc.) par les objectifs opérationnels du CPOM.

Les financeurs se réservent toutefois la possibilité de solliciter des réunions intermédiaires dans le cadre du dialogue de gestion opéré avec l'UGECAM Centre.

Des réunions complémentaires pourront être organisées selon les objectifs à atteindre l'année considérée à la demande du gestionnaire ou de l'ARS Centre-Val de Loire ou du Conseil Départemental en fonction du rapport annuel communiqué par le gestionnaire en même temps que l'ERRD.

Le suivi annuel :

Le gestionnaire s'engage à transmettre à l'ARS et au Conseil Départemental, un rapport annuel comprenant un bilan de l'état d'avancement du plan d'actions et un tableau de suivi des indicateurs. Ces documents seront transmis dans les mêmes délais que les éléments financiers soit au plus tard le 30 avril N+1.

De plus, le gestionnaire s'engage à :
- Renseigner les indicateurs du tableau de bord de la performance pour l'ensemble de ses structures,
- Transmettre l'activité réalisée par modalité d'accueil, en fonction des tableaux de suivi d'activité annexés au CPOM,
- Transmettre l'activité réalisée et les recettes constatées au titre des jeunes accueillis au tire de l'Amendement Creton.

A ces documents peuvent être ajoutés les documents et comptes rendus qu'il produit **dans le cadre de ses obligations légales et réglementaires** : évaluations internes/externes, documents budgétaires et comptables, données du tableau de bord de la performance, etc.

Le bilan à mi-parcours :

Le contrat fait l'objet d'un suivi dans le cadre d'un bilan à mi-parcours, réalisé au cours de la troisième année du contrat par un comité de suivi.

Le bilan à mi-parcours a pour objet :
- L'examen de l'état d'avancement des actions prévues au contrat,
- L'évaluation intermédiaire des résultats sur la base des indicateurs prévus au contrat et issus notamment des indicateurs de la performance,
- L'analyse des perspectives pour les années à venir,
- La définition des éventuels avenants afin de réajuster les objectifs et les moyens initiaux lorsque les circonstances le justifient.

Un compte rendu partagé doit être rédigé pour permettre d'apprécier ce point d'étape.

☞ Option : un comité de suivi supplémentaire au cours de la quatrième année d'exécution du contrat

En cas de difficultés lors du dialogue de gestion se tenant la troisième année ou afin d'anticiper la prorogation ou le renouvellement du contrat, l'ARS, le Conseil Départemental ou le gestionnaire peuvent ajouter un dialogue de gestion supplémentaire au cours de la quatrième année d'exécution du contrat.

☞ La prise en compte des circonstances imprévisibles ou exceptionnelles

En dehors des dialogues de gestion, il est de la responsabilité de chaque partie signataire de saisir le comité de suivi lorsque des circonstances (notamment des difficultés financières) ou faits nouveaux font peser un risque fort sur les conditions d'exécution du contrat, tant du point de vue des objectifs que des moyens.
La partie signataire concernée saisit les autres parties de manière circonstanciée, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou tout autre moyen permettant d'attester que la saisine a bien été portée à la connaissance des destinataires.

À compter de la dernière date de réception attestée, les membres du COPIL disposent de deux mois pour convenir, par tout moyen approprié (réunion, échange de courriers, etc.) des suites à donner à la saisine.

7.2 Les contrôles de l'ARS et du Département

L'ARS et le Conseil Départemental de l'Indre (pour le SAMSAH situé à Châteauroux) pourront procéder, à tout moment, dans le cadre de leurs prérogatives, au contrôle sur pièces et sur place de l'utilisation des financements attribués au titre du contrat et de la qualité de la prise en charge des usagers.

Le gestionnaire s'engage à faciliter le contrôle par les autorités de contractualisation et de tarification de la réalisation des objectifs, en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives et de la bonne application de la réglementation en vigueur.

7.3 Le renouvellement du contrat

Au cours de la cinquième année du contrat, un bilan final est produit par le gestionnaire et examiné par le comité de suivi.

Le comité examine les résultats obtenus par le gestionnaire sur la base d'un bilan proposé par celui-ci. Compte tenu de ce bilan final, le comité de suivi établit des propositions de priorités et d'objectifs pour le CPOM prenant la suite du contrat arrivant à échéance.

Ce bilan alimentera le diagnostic pour le renouvellement du CPOM.

Article 8 : LA DUREE DU CONTRAT

8.1 La durée du contrat

Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens est conclu pour une durée de cinq ans à compter **du 01/01/2024.**

La durée initiale de cinq ans du contrat peut être prorogée pour une durée maximale d'un an, au cours de laquelle le contrat continue de produire ses effets, dans les conditions de formalités allégées décrites ci-après :

Au plus tard six mois avant l'échéance prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, une partie signataire souhaitant la prorogation simple du contrat le notifie aux autres parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester de la remise du document aux destinataires.

Celles-ci ont un mois pour signaler leur accord ou leur désaccord par les mêmes moyens. A défaut de réponse dans ce délai, l'accord est réputé acquis.

En cas de désaccord sur la prorogation entre les parties à l'issue de la période d'un mois, une négociation en vue de la conclusion d'un nouveau contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens est ouverte sans délai.

À l'échéance de la prorogation d'un an lorsque celle-ci a été convenue entre les parties, un avenant prolongeant d'un an le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens peut être conclu entre les parties. Cet avenant n'est pas renouvelable.

8.2 Conditions de révision/de résiliation

Chacune des parties peut demander la révision ou la résiliation du contrat en cas de modification substantielle des dispositions législatives et/ou réglementaires qui rendent l'exécution du présent contrat impossible, par lettre recommande avec accusé de réception.

Conditions de révision :

Les parties signataires peuvent convenir d'une révision du CPOM, compte tenu des conclusions du comité de suivi à l'issue des dialogues de gestion ou des saisines exceptionnelles.

Cette révision prend la forme d'un avenant au CPOM qui précise les éléments modifiés du contrat. Cet avenant ne peut avoir pour effet de modifier la durée initialement prévue du CPOM.

Un avenant peut notamment intervenir à titre d'exemple lors :
- d'une modification législative ou réglementaire importante,
- de l'adoption de nouvelles orientations des politiques publiques,
- d'une modification du périmètre du CPOM,
- d'une mise en place d'un plan de retour à l'équilibre financier,
- du changement de personne morale gestionnaire des établissements ou services couverts par le contrat. L'autorisation de gestion a été accordée au nom du gestionnaire.

Toute modification de gestionnaire fera l'objet d'une demande de transfert d'autorisation auprès des autorités compétentes.

En cas de cession de son activité, et sous réserve du transfert de l'autorisation par les autorités de tarification, le cessionnaire reprendra l'intégralité des engagements souscrits dans le contrat et ses avenants successifs. Le contrat continuera alors de plein droit.

Conditions de résiliation :

Le présent contrat pourra être résilié :
- de plein droit selon l'évolution législative ou réglementaire,

- de plein droit en cas de suspension ou retrait de l'autorisation administrative,
- de plein droit en cas de fermeture définitive de l'établissement (cessation d'activité),
- avant son terme en cas de non-respect des engagements par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux signataires du contrat, ladite résiliation ne prendra effet qu'à l'échéance d'un délai de six mois à compter de la réception de la lettre recommandée.

Article 9 : LITIGES

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître entre elles au cours de l'exécution du présent contrat, par le biais de réunions entre les parties avec compte rendu et documents à l'appui.

En cas d'échec de la tentative de conciliation, le différent pourra être porté devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans (ou le tribunal administratif de Limoges, 2 cours Bugeaud – CS 40410 – 87011 LIMOGES Cédex pour l'Indre).

Si le litige porte sur la tarification, il sera porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes, Cour administrative d'appel de Nantes, 2 Place de l'Édit de Nantes, BP 18529, 44185 Nantes cedex 4.

Orléans, le 25 AVR. 2024
En 3 exemplaires originaux

Pour l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

La Directrice générale

Pour le Conseil Départemental de l'Indre
Le Président

Marc FLEURET

Pour l'UGECAM Centre,

La Directrice générale

Edwige RIVOIRE

Sommaire des annexes

Annexe 1 : Organigramme

Annexe 2 : Bilan du précédent CPOM

Annexe 3 : Diagnostics - Fiches individuelles (réf. TDB 2022)

Annexe 4 : Bilans financiers au 31/12/2022

Annexe 5 : Tableaux ratios provisions et fonds dédiés

Annexe 6 : Historique des CNR

Annexe 7 : Tableaux des effectifs

Annexe 8 : Etat des lieux des départs en retraite prévisionnels

Annexe 9 : Fiches actions

Annexe 10 : arrêté portant autorisation des frais de siège

CREDITS NON RECONDUCTIBLES OBTENUS DE L'ARS

MAS DE BEAUROUVRE

Année	Montant	Objet
2022	1 470,73	Formation APP
2022	20 674,13	Installation systéme de mise à l'eau pour la balnéothérapie et domotisation de l'ascenseur
2022	8 937,73	Reprise de déficit ca 2020
2021	7 200,00	Formation Snoezelen et aspiration endotrachéale
2021	5 000,00	Acquisition d'un vélo pousseur
2021	19 287,00	Adaptation de la salle de bain collective pour limiter les troubles musculo-squelettiques
2020	17 250,00	COVID - prime exceptionnelle
2020	17 562,54	COVID - produits d'entretien + fournitures médicales
2020	6 179,81	COVID - renfort en personnel
2020	1 080,00	COVID - masques
2020	150,00	COVID - prime exceptionnelle
2020	1 477,71	COVID - produits d'entretien + fournitures médicales
2020	1 079,05	COVID - renfort en personnel

Suivi des PCA

2022	1 470,73	CNR formation APP
2022	20 674,13	CNR installation systéme de mise à l'eau pour la balnéothérapie et domotisation de l'ascenseur
2021	4 217,00	DM ARS du 20/12/2021 - Formation Snoezelen (CNR 2021)
2021	9 392,00	DM ARS du 20/12/2021 - Adaptation de la salle de bain collective pour limiter les troubles squelletiques

CREDITS NON RECONDUCTIBLES ET PCA - ITEP DU CHER

ITEP DU CHER

Année	Montant	Objet	
2022	17 689,66 €	Formation coordinateur + AFNOR + CNIA + Autorégulation	
2022	780,31 €	Gratification stagiaire	
2022	1 482,00 €	Transports Enfants pour situations complexes	19 951,97 €
2021	27 122,00 €	Soutien à la formation (supervision PECS et form ABA)	
2021	2 759,00 €	Gratification stagiaire	29 881,00 €
2020	75 000,00 €	Equipe mobile renfort RH	
2020	50 500,00 €	COVID Prime exceptionnelle	
2020	6 615,00 €	COVID Stock masques 15 semaines	
2020	6 187,30 €	COVID Petit matériel médical	138 302,30 €
2019	15 396,00 €	Renforcement personnel et coût pour situation particulière	
2019	16 409,00 €	Renforcement personnel et coût pour situation particulière	31 805,00 €
2018	30 000,00 €	Elaboration DUERP + supervision PECS	
2018	40 000,00 €	Transports Enfants	70 000,00 €
2018	10 000,00 €	Transports Enfants	
2018	8 000,00 €	Formation PEC Autisme	18 000,00 €
2017	7 617,00 €	Soutien à l'investissement (rénovation pavillon)	
2017	30 000,00 €	Frais de transport	
2017	31 850,00 €	Soutien à la formation des handicaps	
2017	15 815,00 €	Soutien à l'investissement (rénovation pavillon)	
2017	25 000,00 €	Frais de transport	110 282,00 €
2016	18 010,00 €	Formation Public ITEP	
2016	15 000,00 €	Transports Enfants	33 010,00 €
2015	2 258,00 €	Formation Autisme	
2015	24 750,00 €	Formation du personnel	
2015	26 194,05 €	Remplacement Personnel	
2015	84 165,00 €	Soutien investissement	137 367,05 €
2014	5 700,00 €	Formation (moniteur éducateur apprentissage)	
2014	14 000,00 €	Remplacement Personnel	
2014	6 685,00 €	Soutien investissement (sécurisation des locaux)	26 385,00 €
2013	18 023,50 €	Formation Bientraitance, gestion violence, surveillant nuit	
2013	50 000,00 €	Personnel de remplacement	
2013	49 000,00 €	Surcoût transport	117 023,50 €
2012	2 760,00 €	Formation de 2 tuteurs	
2012	2 161,00 €	Gratification stagiaire	
2012	130 000,00 €	Surcoût remplacement	134 921,00 €
2011	18 116,00 €	Réhabilitation atelier	
2011	4 946,00 €	Formation Veilleur de nuit	
2011	9 200,00 €	Evaluation Externe	
2010	3 200,00 €	Formation CAFERUIS	35 462,00 €
2009	48 235,00 €	Départ en retraite	48 235,00 €
2008	26 122,00 €	Surcoût CAE	
2008	15 897,00 €	Départ en retraite	42 019,00 €
2007	8 191,00 €	Surcoût CAE	
2007	4 421,00 €	Départ en retraite	
2007	4 800,00 €	Déplacement Centrale Incendie	
2007	1 500,00 €	Installation Siphon de sol en cuisine	
2007	1 250,00 €	Création d'un sanitaire en cuisine pédagogique	
2007	3 500,00 €	Aménagement d'une cloison sur un pavillon	23 662,00 €
2006	15 933,00 €	Surcoût CAE	
2006	47 871,00 €	Départ en retraite	
2006	36 288,00 €	Indemnité de licenciement	100 092,00 €
	1 116 398,82 €		

Objet	Année Attribution	Produits enregistrés en déc 2022	Produits repris courant 2023	Solde à enregistrer fin 2023
Formation - CNR	2018	17 013,00 €		17 013,00 €
Subvention Accompagment et Formation	2019	142 000,00 €		142 000,00 €
Formation ABA et supervision PECS - CNR	2021	27 122,00 €		27 122,00 €
Subvention MMA pour simulateur conduite	2022	4 043,00 €		4 043,00 €
Subvention ASS pour Tovertafel	2022	5 490,00 €	5 490,00 €	- €
		195 668,00 €	5 490,00 €	190 178,00 €

IME LE CHATELIER

Année	Montant	Objet	
2022	51 557,39 €	Formation coordinateur + AFNOR + CNIA + Autorégulation	
2022	7 758,00 €	Transports Enfants pour situations complexes	59 315,39 €
2021	33 793,00 €	Soutien à la formation (supervision PECS, PECS niv2 et form ABA)	
2021	16 519,00 €	Participation à gestion des situations complexes	
2021	1 741,00 €	Gratification stagiaire	52 053,00 €
2020	31 000,00 €	COVID Prime exceptionnelle	
2020	5 346,00 €	COVID Stock masques 15 semaines	
2020	11 646,12 €	COVID Petit matériel médical	47 992,12 €
2019	40 000,00 €	Mise en oeuvre prestations externalisées DAME	
2019	100 000,00 €	Transformation en DAME - aide forfaitaire	
2019	10 216,00 €	Renforcement personnel et coût pour situation particulière	
2019	25 440,00 €	Renforcement personnel et coût pour situation particulière	175 656,00 €
2018	15 000,00 €	Soutien à la formation élaboration DUERP + supervison PECS	
2018	2 557,00 €	Transport V CAMUZAT PINTO	
2018	14 000,00 €	Transports Enfants	31 557,00 €
2018	10 000,00 €	Formation PEC Autisme	10 000,00 €
2017	30 000,00 €	Soutien investissement (monte charge)	30 000,00 €
2016	12 550,00 €	Formation Autisme	
2016	40 000,00 €	Transports Enfants	52 550,00 €
2015	12 116,00 €	Formation Autisme	
2015	10 748,00 €	Formation du personnel	

2015	10 000,00 €	Remplacement de personnel	
2015	1 564,00 €	Soutien à l'investissement	
2015	5 536,00 €	Transport d'enfants	39 964,00 €
2014	19 900,00 €	Formation (ABA , moniteur éducateur en apprentissage)	
2014	14 000,00 €	Remplacement de personnel	
2014	21 056,00 €	Soutien investissement (sécurisation des locaux)	
2014	18 200,00 €	Transport d'enfants	73 156,00 €
2013	9 547,00 €	Formation Bientraitance, Evaluation interne, Master 1 Resdos	9 547,00 €
2012	4 500,00 €	Transport d'enfants	
2012	2 760,00 €	Formation de 2 tuteurs	
2012	2 161,00 €	Gratification stagiaire	
2012	10 000,00 €	Surcoût remplacement	
2012	5 000,00 €	Soutien à l'investissement (portail)	
2012	94 894,73 €	Travaux (cuisine 30 000, clés 50 000, réseau info 14 894)	119 315,73 €
2011	9 989,00 €	Mise aux normes sécurité incendie	
2011	19 720,00 €	Rénovation Pavillon	
2011	920,00 €	Formation formateur Autisme	
2011	7 400,00 €	Evaluation externe	38 029,00 €
2010	1 000,00 €	Gratification stagiaire	1 000,00 €
2009	84 267,00 €	Départ Retraite	84 267,00 €
2008	19 035,00 €	Surcoût CAE	
2008	5 549,00 €	Départ Retraite	
2008	4 000,00 €	Réhabilitation salle de bain	28 584,00 €
2007	57 185,00 €	Indemnité de licenciement	
2007	22 953,00 €	Départ Retraite	
2007	35 000,00 €	Réfection des toitures	
2007	5 000,00 €	Mise aux normes électriques	
2007	1 000,00 €	Portes en aluminium	121 138,00 €
2006	29 294,00 €	Surcoût CAE	
2006	62 594,00 €	Départ Retraite	91 888,00 €
	1 066 012,24 €		

Objet	Année Attribution	Produits enregistrés en déc 2022	Produits repris courant 2023	Solde à enregistrer fin 2023
Aide forfaitaire mise en œuvre DAME	2019	100 000,00 €		100 000,00 €
Formation ABA et supervision PECS	2021	33 793,00 €		33 793,00 €
Subvention ASS pour Tovertafel	2022	5 490,00 €	5 490,00 €	- €
Frais de formation (CNIA) - CNR	2022	41 756,39 €		41 756,39 €
		181 039,39 €	**5 490,00 €**	**175 549,39 €**

SESSAD

Année	Montant	Objet	
2022	4 493,91 €	Formation coordinateur + AFNOR + CNIA + Autorégulation	4 493,91 €
2021	686,00 €	Soutien à la formation (form PECS niv 2 + form ABA)	686,00 €
2020	3 000,00 €	COVID Prime exceptionnelle	
2020	405,00 €	COVID Stock masques 15 semaines	3 405,00 €
2018	4 905,00 €	Formation PECS	
2018	5 364,00 €	Investissements = rénovation bâtiments	10 269,00 €
2017	6 820,00 €	Soutien à la formation professionnelle	
2017	32 991,19 €	Soutien à l'investissement (agencement nouveaux locaux)	39 811,19 €
2015	2 258,00 €	Formation Autisme	
2015	7 009,00 €	Formation du personnel	
2015	16 000,00 €	Remplacement de Personnel	25 267,00 €
2014	8 648,00 €	Remplacement de Personnel	8 648,00 €
2013	1 908,00 €	Formation Bientraitance Analyse systémique Génogramme	1 908,00 €
2012	1 380,00 €	Formation d'un tuteur	
2012	2 161,00 €	Gratification stagiaire	
2012	1 363,00 €	Soutien à l'investissement (porte coupe feu)	
2012	16 144,00 €	Autres (mise aux normes P Sémard)	21 048,00 €
2011	7 400,00 €	Evaluation externe	7 400,00 €
2009	15 992,00 €	Départ Retraite	15 992,00 €
2008	4 697,00 €	Surcoût CAE	
2008	9 990,00 €	Départ Retraite	
2008	1 000,00 €	Réfection cuisine	15 687,00 €
2007	2 698,00 €	Surcoût CAE	
2007	1 271,00 €	Indemnité Licenciement	3 969,00 €
2006	5 827,00 €	Surcoût CAE	
2006	6 416,00 €	Départ Retraite	12 243,00 €
	170 827,10 €		

UEM

Année	Montant	Objet	
2021	12 789,00 €	Soutien à la formation (supervision PECS, PECS niv2)	12 789,00 €
2020	2 500,00 €	COVID Prime exceptionnelle	
2020	675,00 €	COVID Stock masques 15 semaines	3 175,00 €
2018	11 500,00 €	Formation Supervision PECS	11 500,00 €
2017	10 780,00 €	Soutien formation Autisme	
2017	14 000,00 €	Frais de transport	24 780,00 €
2016	38 447,00 €	Achats immobilisations corporelles	38 447,00 €
	90 691,00 €		

CREDITS NON RECONDUCTIBLES et PCA - MAS SAMSAH

MAS DE L'INDRE

Année	Montant	Objet	
2022	7 353,67 €	Formation ABA PECS	
2022	669,18 €	Gratification stagiaire	
2022	6 063,51 €	Dépenses de personnel non pérennes - Période COVID	14 086,36 €
2021	16 000,00 €	Soutien à la formation (supervision PECS et formation ABA)	
2021	1 723,00 €	Gratification stagiaire	
2021	3 521,00 €	Frais transport MAS accueil de jour	21 244,00 €
2020	27 000,00 €	COVID Prime Exceptionnelle	
2020	2 430,00 €	COVID Stock masques pour 15 semaines	
2020	17 265,80 €	COVID Petit matériel médical	
2020	62 448,52 €	COVID Renfort de personnel	
2020	5 998,81 €	séjour de répit - vacances	115 143,13 €
2019	23 672,00 €	Formation Professionnelle	
2019	6 243,00 €	Frais transport MAS accueil de jour	29 915,00 €
2018	6 773,00 €	5 lits médicalisés	
2018	7 480,00 €	Analyse de la pratique + Snoezelen 2	14 253,00 €
2018	11 500,00 €	Formation PEC autisme	
2018	1 281,00 €	Frais transport MAS accueil de jour	12 781,00 €
2017	26 070,00 €	Mobilier salle activité - 5 lits médicalisés - véhicule	
2017	42 975,00 €	Remédiation cognitive, écrits professionnels, événements indésirables, approche éthique de l'accompagnement, analyse de la pratique, PECS	
2017	3 654,00 €	Gratification stagiaire	
2017	3 923,00 €	DUERP	
2017	14 277,00 €	Remplacement CAFERUIS	90 899,00 €
2016	6 387,00 €	Transport Accueil de Jour	
2016	114 233,00 €	Crédits de contractualisation - charges d'amortissement	
2016	25 104,00 €	Bientraitance, Snoezelen, analyse de la pratique, gestion agressivité et violence	145 724,00 €
2015	10 780,00 €	Formation Autisme	
2015	23 652,00 €	Formation du Personnel	
2015	39 359,00 €	Réfection des chéneaux, vestiaires, sécurisation des accès	73 791,00 €
2014	18 000,00 €	Formation sur le public accueilli	
2014	8 000,00 €	Salle Apaisement	
2014	62 493,94 €	Indemnité retraite - CET - recrutement 0,5 ETP cadre	88 493,94 €
	606 330,43 €		

Objet	Année Attribution	Produits enregistrés en déc 2022	Produits repris courant 2023	Solde à enregistrer fin 2023
Formation	2019	7 443,00 €		7 443,00 €
Formation ABA et supervision PECS - CNR ARS	2021	16 000,00 €		16 000,00 €
CNSA Acompte Construction	2021	92 148,30 €		92 148,30 €
Subvention ASS - Towertafel	2022	10 000,00 €	10 000,00 €	- €
		125 591,30 €	10 000,00 €	115 591,30 €

SAMSAH 36

Année	Montant	Objet	
2020	6 000,00 €	COVID Prime Exceptionnelle	
2020	810,00 €	COVID Stock masques pour 15 semaines	
2020	2 563,63 €	COVID Petit matériel médical	9 373,63 €
2019	7 471,00 €	Formation du personnel	7 471,00 €
2018	7 884,00 €	Remédiation cognitive + soins esthétiques relation d'aide	7 884,00 €
2017	784,00 €	Soutien à la formation	
2017	3 654,00 €	Gratification stagiaire	4 438,00 €
2016	1 512,00 €	Gratification stagiaire	1 512,00 €
2015	10 162,00 €	Formation du personnel	10 162,00 €
	40 840,63 €		

UGECAM DU CENTRE
EXERCICE 2022

ETABLISSEMENT **ITEP DU CHER**

PROVISIONS

état des lieux - nature des provisions - conseil d'administration	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			PROVISIONS POUR DEPRECIATION D'ACTIF	
	1511 provision litiges	15887 intéressement	1588 provision charges	4916 prov.pour créances prescrites	4964 prov.pour créances douteuses
Situation au 1er janvier 2022	**117 000,09**	**81 265,00**	**104 371,11**		
Nature : Litiges Personnel (Ropero)(Schilling)	117 000,09				
Nature : Intéressement Mercier - CH Châteauroux			1 524,71		
Nature : Formation et accompagnement public			102 846,40		
Nature : amendements CRETON			Transfert au 1151068		
Nature : Intéressement 2022		81 265,00			
Reprise sur provision - Conseil Ugecam	**117 000,09**	**81 265,00**	**0,00**		
Nature : Litiges Personnel (Ropero)(Schilling)	117 000,09				
Nature : Reprise Intéressement 2021		81 265,00			
Constitution de provision - Conseil Ugecam	**0,00**	**88 601,00**	**1 385,97**		
Nature : Intéressement 2022		88 601,00			
Nature : Intéressement Mercier - CH Châteauroux			1 385,97		
Situation au 31 décembre 2022	**0,00**	**88 601,00**	**105 757,08**		
Nature : Litiges Personnel (Ropero)(Schilling)	0,00				
Nature : Intéressement Mercier - CH Châteauroux			2 910,68		
Nature : Formation et accompagnement public			102 846,40		
Nature : amendements CRETON					
Nature : Intéressement 2022		88 601,00			

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

Détail Fonds dédiés à l'exploitation - Bilans financiers 2022

	Fonds dédiés à l'exploitation	Détail	Compte	Libellé selon plan comptable	
ITEP	1 100 663,75 €	942 289,30 €	115012-115912	Report à nouveau médico-sociales sous gestion contrôlée	correspond au reclassement du compte 1151068 pour 649780,93€ du compte 1151168 pour 121744€ solde déjà présent dans les comptes au 31/12//2021, l'annulation de résultat 2020 suite à la réception de la notification soit 540 093,74€ puis l'affectation du résultat 2021 mis sur le 115012 car notification non recue pour 742891,76€. Le compte 115912 correspond au reclassemnt du compte 1151968
		158 374,45 €	1105	Report à nouveau créditeur médico-social hors gestion contrôlée	Correspond au reclassement du compte 1106 solde déjà présent au 31/12/2021
IME	328 399,63 €	240 136,47 €	115012-11508	Report à nouveau médico-sociales sous gestion contrôlée	115012 correspond au reclassement du compte 1151068 pour 243025,37€, du compte 115111 pour 22309,25€ puis l'annulation de l'affectation de résultat 2020 suite à la réception de la notification soit -202159,36€ puis affectation du résutat 2021 sans notification pour 149853,3€. Compte 11508 correspond au reclassement du compte 1151165 pour 27 107,91 € deja présent au 31/12/2021
		88 263,16 €	1105	Report à nouveau créditeur médico-social hors gestion contrôlée	Correspond au reclassement du compte 1106 solde déjà présent au 31/12/2021
SESSAD TSA	366 291,84 €	300 466,80 €	115012	Report à nouveau sous gestion contrôlée	correspond au reclassement du compte 1151068 pour 99217,13€ et du compte 1151168 pour 196155,11€ , à l'annulation de l'affectation du résultat 2020 suite à réception de la notification pour -99217,13€ puis comptabilisation du résultat 2021 en attente de notification pour 104291,69€
		65 845,04 €	1105	Report à nouveau créditeur médico-social hors gestion contrôlée	Correspond au reclassement du compte 1106 solde déjà présent au 31/12/2021
MAS	128 633,04 €	128 633,04 €	11502	Report à nouveau sous gestion contrôlée	correspond au reclassement du compte 115100 pour 49376,3€, à l'annulation du résultat 2020 suite à notification pour -49660,98€ et l'affectation résultat 2021 en attente de notification pour 128917,72€
SAMSAH ARS	270 906,48 €	174 745,65 €	1105	Report à nouveau créditeur médico-social hors gestion contrôlée	Correspond au reclassement du compte 1106 solde déjà présent au 31/12/2021
		96 160,83 €	115012	Report à nouveau sous gestion contrôlée	correspond au reclassement du 1151068 pour 39676,08€ déjà présent dans les comptes au 31/12/2021, à l'affectation du resultat 2021 sans notification 56484,75€

UGECAM DU CENTRE
EXERCICE 2022

ETABLISSEMENT **IME LE CHATELIER**

PROVISIONS

639

état des lieux - nature des provisions - conseil d'administration	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				PROVISIONS POUR DEPRECIATION D'ACTIF	
	1511 provision pour litiges	1572 provision pour grosses réparations	15887 provision intéressement	1588 provision pour charges	4916 prov.pour créances prescrites	4964 prov.pour créances douteuses
Situation au 1er janvier 2022						
	102 888,10		49 831,00	0,00		
Litiges Personnel (Ropero)(Schilling)(Koch)	102 888,10					
Amendements CRETON				Transfert au 1151068		
Intéressement 2021			49 831,00			
Reprise de Provision - Exercice 2022						
conseil d'administration	102 888,10	0,00	49 831,00	0,00	néant	néant
Intéressement 2021			49 831,00			
Litiges Personnel (Ropero)(Schilling)(Koch)	102 888,10					
Constitution de Provision - Exercice 2022						
conseil d'administration	0,00	néant	54 078,00	0,00	néant	néant
Intéressement 2022			54 078,00			
Litiges Personnel						
Situation au 31/12/2022						
	0,00		54 078,00	0,00		
Litiges Personnel (Ropero)(Schilling)(Koch)	0,00					
Amendements CRETON				Transfert au 1151068		
Intéressement 2022			54 078,00			

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024
Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

UGECAM DU CENTRE
EXERCICE 2022

640 ETABLISSEMENT **MAS DE L'INDRE**

PROVISIONS

état des lieux - nature des provisions - conseil d'administration	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				PROVISIONS POUR DEPRECIATION D'ACTIF	
	1511 provision pour litiges	1572 provision pour grosses réparations	15887 intéressement	1588 provision pour charges	4916 prov.pour créances prescrites	4964 prov.pour créances douteuses
Situation au 1er janvier 2022	**0,00**	**0,00**	**29 657,00**	**0,00**		
Dossier Personnel Prud'homme						
Intéressement 2021			29 657,00			
	0,00	0,00	29 657,00	0,00		
Reprise de Provision - Conseil 2022						
Intéressement 2021			29 657,00			
	0,00	0,00	30 007,00	0,00		
Constitution de Provision - Conseil 2022						
Intéressement 2022			30 007,00			
Dossier litiges (Bertrand)	2 000,00					
Situation au 31/12/2022	**2 000,00**	**0,00**	**30 007,00**	**0,00**		
Dossier litiges (Bertrand)	2 000,00					
Intéressement 2022			30 007,00			

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024
Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

UGECAM DU CENTRE
EXERCICE 2022

641 ETABLISSEMENT **SAMSAH 36 - ARS**

PROVISIONS

état des lieux - nature des provisions - conseil d'administration	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				PROVISIONS POUR DEPRECIATION D'ACTIF	
	1511 provision pour litiges	1572 provision pour grosses réparations	15887 intéressement	1588 provision pour charges	4916 prov.pour créances prescrites	4964 prov.pour créances douteuses
Situation au 1er janvier 2022 Intéressement 2021			**6 504,00** 6 504,00	**0,00**		
Reprise de Provision - Conseil 2022 Intéressement 2021			6 504,00 6 504,00	0,00		
Constitution de Provision - Conseil 2022 Intéressement 2022			6 666,00 6 666,00	0,00		
Situation au 31/12/2022 Intéressement 2022	néant	néant	**6 666,00** 6 666,00	**0,00**		

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024
Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

UGECAM DU CENTRE
EXERCICE 2022

642 ETABLISSEMENT

SAMSAH 36 - CD 36

PROVISIONS

état des lieux - nature des provisions - conseil d'administration	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				PROVISIONS POUR DEPRECIATION D'ACTIF	
	1511 provision pour litiges	1572 provision pour grosses réparations	15887 intéressement	1588 provision pour charges	4916 prov.pour créances prescrites	4964 prov.pour créances douteuses
Situation au 1er janvier 2022			**1 928,00**	**0,00**		
Intéressement 2021			1 928,00			
			1 928,00	0,00		
Reprise de Provision - Conseil 2022						
Intéressement 2021			1 928,00			
			2 068,00	0,00		
Constitution de Provision - Conseil 2022						
Intéressement 2022			2 068,00			
Situation au 31/12/2022	néant	néant	**2 068,00**	**0,00**		
Intéressement 2022			2 068,00			

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

UGECAM DU CENTRE
EXERCICE 2022

643 ETABLISSEMENT **SESSAD TSA**

PROVISIONS

état des lieux - nature des provisions - conseil d'administration	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				PROVISIONS POUR DEPRECIATION D'ACTIF	
	1511 provision pour litiges	1572 provision pour grosses réparations	15887 intéressement	1588 provision pour charges	4916 prov.pour créances prescrites	4964 prov.pour créances douteuses
Situation au 1er janvier 2022	**5 238,81**		**3 968,00**			
Intéressement 2021			3 968,00			
Litiges Personnel (Ropero)(Schilling)	5 238,81					
Reprise de Provision - Conseil de 2022	**0,00**		**3 968,00**			
Intéressement 2021			3 968,00			
Litiges Personnel (Ropero)(Schilling)	5 238,81					
Constitution de Provision - Conseil de 2022	**0,00**		**3 584,00**			
Intéressement 2022			3 584,00			
Litiges Personnel						
Situation au 31/12/2022	**0,00**	**0,00**	**3 584,00**			
Intéressement 2022			3 584,00			
Litiges Personnel (Ropero)(Schilling)	0,00					

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024
Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

UGECAM DU CENTRE
EXERCICE 2022

644 ETABLISSEMENT | UEM de l'IME

PROVISIONS

état des lieux - nature des provisions - conseil d'administration	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				PROVISIONS POUR DEPRECIATION D'ACTIF	
	1511 provision pour litiges	1572 provision pour grosses réparations	15887 intéressement	1588 provision pour charges	4916 prov.pour créances prescrites	4964 prov.pour créances douteuses
Situation au 1er janvier 2022	**0,00**		**4 959,00**			
Intéressement 2021			4 959,00			
Reprise de Provision - Conseil de 2022	**0,00**		**4 959,00**			
Intéressement 2021			4 959,00			
Constitution de Provision - Conseil de 2022	**0,00**		**6 564,00**			
Intéressement 2022			6 564,00			
Situation au 31/12/2022	**0,00**	**0,00**	**6 564,00**			
Intéressement 2022			6 564,00			

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

I.T.E.P.

Fiche Individuelle ESMS

Finess : 180002255

D A P F Q

DITEP DU CHER

Org.Privé non Lucr.

UGECAM CENTRE (450018106)

Org.Régime Prot Soc.

RTE D'ISSOUDUN 18400 SAINT FLORENT SUR CHER

Téléphone : 02 48 55 10 96 Email : philippe.debroye@ugecam.assurance-maladie.fr

Sources de financement	Assurance maladie	Date d'ouverture	01/09/1978
Nomenclature comptable applicable	M22	Date d'autorisation	03/01/2017
Modalités de tarification/Option tarifaire	/	Autorisation spécifique	0
CPOM en cours	OUI		
Date d'entrée en vigueur du CPOM	01/01/2015	Régime de l'ESMS au regard des obligations d'évaluation externe	ESMS autorisé et ouvert avant le 3 janvier 2002
Date d'échéance du CPOM	31/12/2019		
Partenaires signataires du CPOM	ARS	Groupe homogène	ITEP
Etablissement mono-site	NON	Date de construction de l'établissement ou date de la dernière grosse rénovation	01/09/1978
Etablissement mono-bâtiment	NON		
Nature du droit	PROPRIETAIRE	Superficie des locaux en m2	6 044
Contraintes architecturales	OUI	Superficie des terrains en m2	82 554
Nombre de chambres individuelles / total	4 / 16	Nombre total de places d'hébergement installées au 31.12	128
Nombre de places autorisées HP/HT/AJ	128 / 0 / 0		

Taux de Remplissage du Tableau de bord	Taux occupation	Nombre de CDD de remplacement	Taux de rotation du personnel	Taux Absentéisme du personnel	Taux de CAF	Taux endettement	Taux d'ETP vacants au 31/12	Taux de vétusté des constructions	Taux de vétusté des équipements	Fonds de roulement en jours de charges courantes	Projet établissement
100%		20	16,3%	12,5%	17,61%	0,0%	13,0%	62%	89%	231	31/07/2015

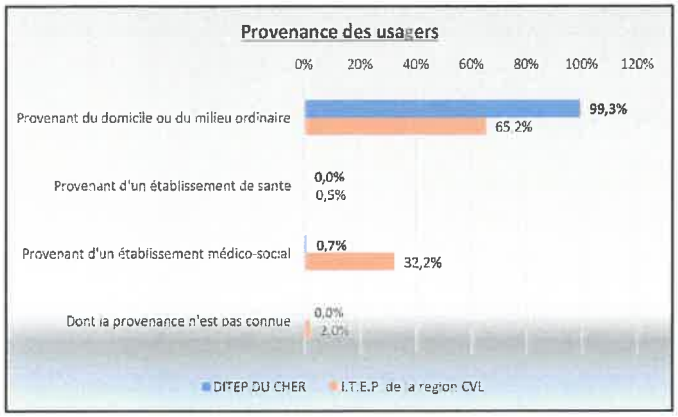
FINESS	SITE	CATEGORIE	RAISON SOCIALE	ADRESSE		CAPACITE INSTALLEE			128
180002255	P	I.T.E.P.	DITEP DU CHER	18207	SAINT FLORENT SUR CHER	Tous projets	Héberg. Comp. Inter.	Diff.Psy.troubl.Comp	23
180002255	P	I.T.E.P.	DITEP DU CHER	18207	SAINT FLORENT SUR CHER	Tous projets	Milieu ordinaire	Diff.Psy.troubl.Comp	45
180002255	P	I.T.E.P.	DITEP DU CHER	18207	SAINT FLORENT SUR CHER	Tous projets	Accueil de Jour	Diff.Psy.troubl.Comp	60
180008740	S	I.T.E.P.	DITEP DU CHER - SITE SECONDAIRE	18033	BOURGES	Tous projets	Milieu ordinaire	Diff.Psy.troubl.Comp	

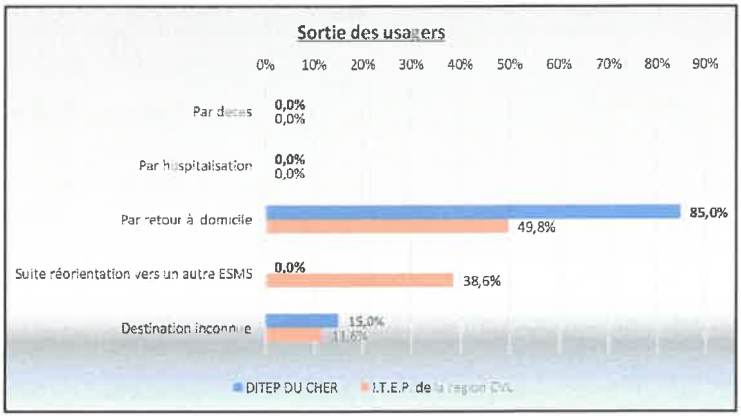
ACTIVITES

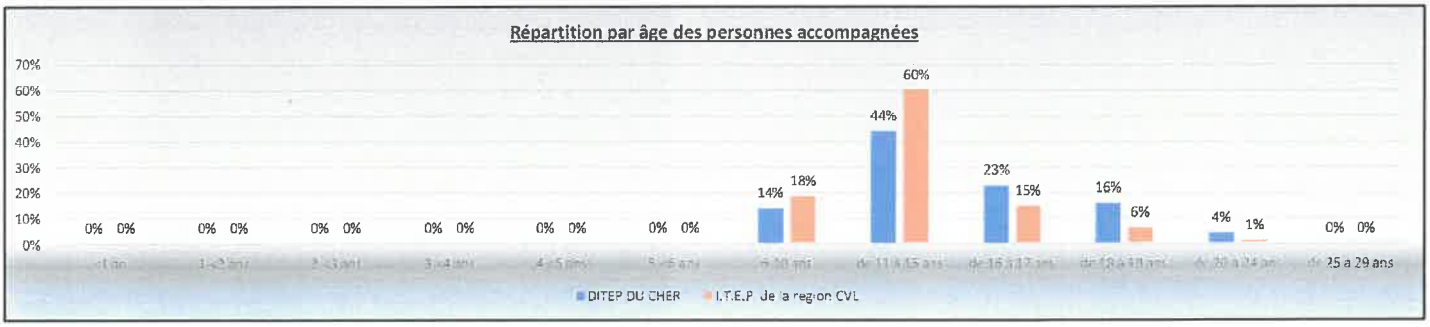
Taux d'occupation

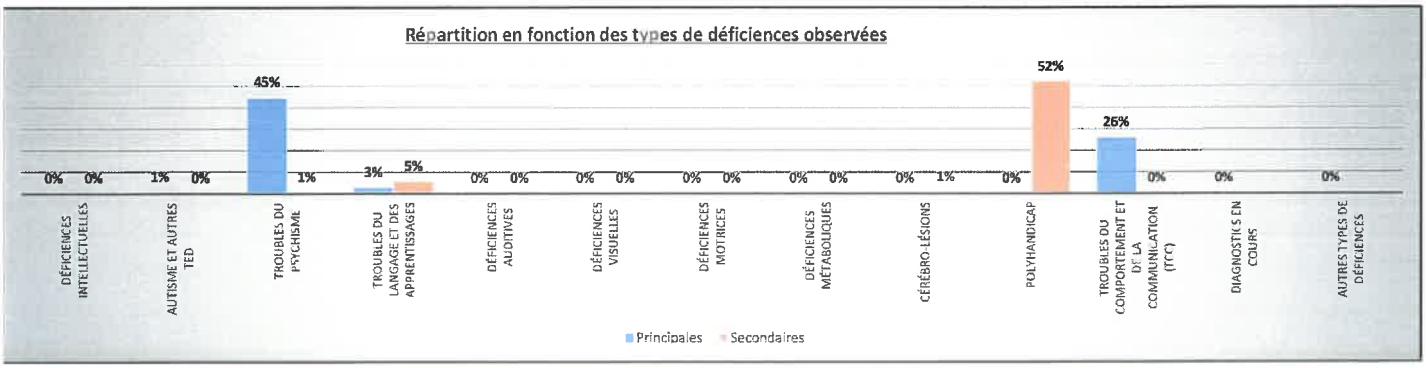
Type d'hébergement	Nombre de jours d'ouverture	Nombre de Places	2019	2020	2021	2022
Externat						
Semi-Internat					96,26%	
Internat					52,17%	
Autre 1						
Autre 2					128,74%	
Autre 3						

Places disponibles	Moyenne sur 3 ans	2021	2022
Externat			
Semi-Internat			
Internat			
Autre 1			
Autre 2			









Convention avec des équipes mobiles	AUCUNE	Partenariat avec un réseau de santé	NON
Signature de la convention plan Bleu	NON	Convention avec une équipe de HAD	NON
Coopération inter-établissements	GIP	Nombre de places habilitées à l'aide sociale départementale à l'hébergement Part des places HASsur les places d'hébergement permanent	
Partenariat avec des acteurs de la coordination médico-sociale	NON	Mission d'appui-ressource sur le territoire	NON
Modalités d'organisation de l'hébergement temporaire et/ou de l'accueil de jour			

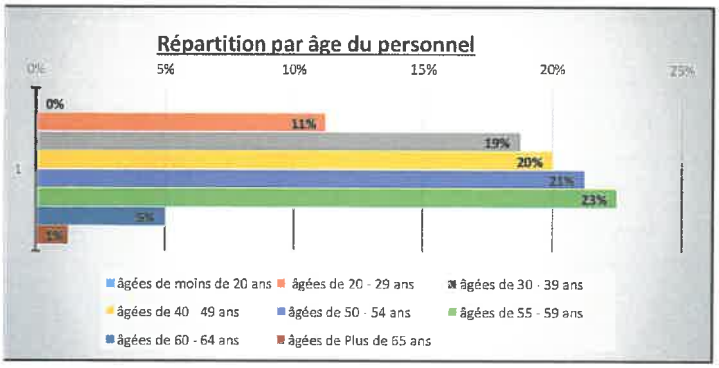
RESSOURCES HUMAINES

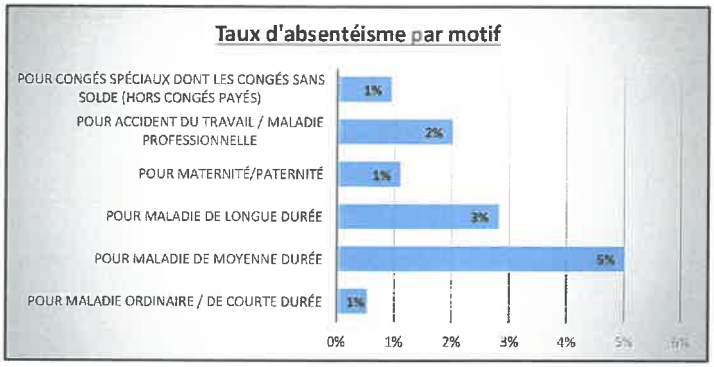
ETP Total	ETP Total	Direction /Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Autres
2021	70,35	5,99	7,88	9,51	3,00	39,50	1,39	2,90	0,00	0,18	0,00
2020	62,98		7,04	8,97	3,00	38,70	2,80	2,32	0,00	0,15	0,00
2019	65,88	6,56	5,88	9,84	3,00	35,50	2,80	1,90	0,00	0,18	0,22

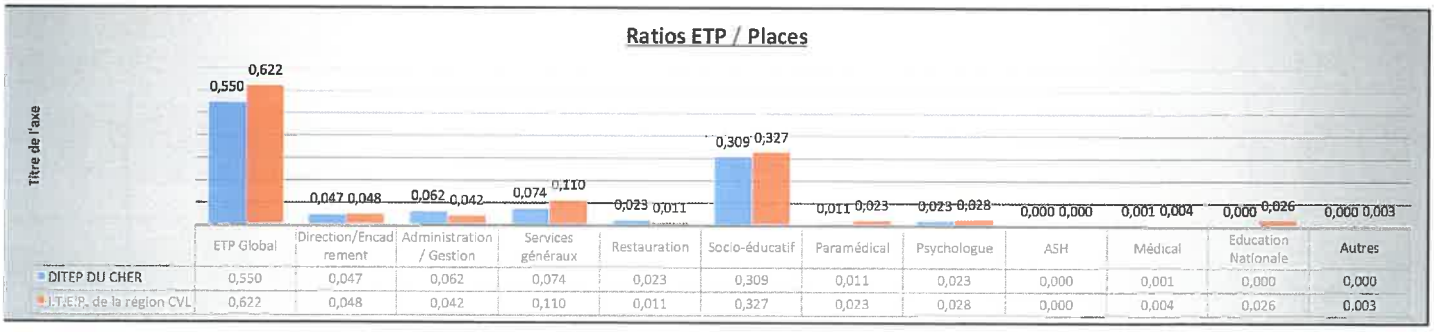
	Socio-éducatif	Aide médico-psychologique	Animateur	Moniteur éducateur	Educateur spécialisé	Assistant social	Autre Socio-éducatif
2021	39,50	0,50	0,00	8,00	10,00	0,00	21,00
2020	38,70	0,50	0,00	6,00	12,50	0,70	19,00
2019	35,50	0,50	0,00	9,00	10,00	0,00	16,00

	Paramédical	Infirmier	Aide médico-psychologique	Aide soignant	Kinésithérapeute	Psychomotricien	Ergothérapeute	Orthophoniste	Autre Paramédical
2021	1,39	0,00	0,00	0,00	0,00	1,25	0,00	0,00	0,14
2020	2,80	1,00	0,00	0,00	0,00	1,55	0,00	0,25	0,00
2019	2,80	1,00	0,00	0,00	0,00	1,55	0,00	0,25	0,00

	Médical	Médecin Coordonnateur	Autres Médical
2021	0,18	0,00	0,18
2020	0,15	0,15	0,00
2019	0,18	0,13	0,00







Taux d'ETP (équivalent temps plein) vacants au 31/12 en %	13,00%	Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOINS	7,66%
		Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOCIO EDUCATIVE	5,34%
Taux de prestations externes en %	0,28%	Taux de rotation des personnels sur effectifs réels en %	16,25 (National 11,33)
Taux de personnels occupant une fonction de gestion d'équipe ou de "management" en %	8,51%	Taux d'absentéisme (hors formation) en %	12,47 (National 10,18)
		Nombre de CDD de remplacement	0
Démarche formalisée de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences	OUI	Organisation comprenant un pool de remplacement	NON

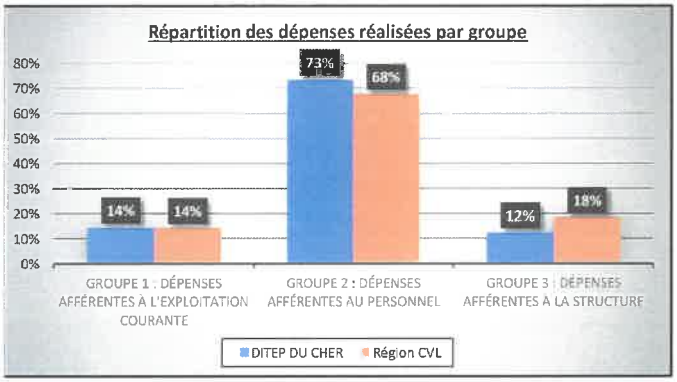
BUDGET & FINANCES

Charges*	2019	2020	2021	2021	2020	2019	Produits*
Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	650 015	637 733	743 795	5 678 148	5 670 611	5 555 571	Groupe I : produits de la tarification
Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	3 995 330	4 183 241	3 813 767	144 198	195 126	191 948	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation
Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	738 167	771 372	642 239	120 346	266 702	173 855	Groupe III : produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables
Résultat	537 861	540 094	742 892				**Marge Brute**
	9,08%	**8,81%**	**12,50%**				

** données ERRD 2021 non vérifiées*

Taux d'atteinte des prévisions de recettes	2019	2020	2021	Taux d'atteinte des prévisions de dépenses	2019	2020	2021
	106,38%	106,74%	103,98%		97,01%	97,17%	90,98%

Taux d'utilisation de la dotation en soins	2019	2020	2021	Etablissement sous CPOM	
				Date d'effet	



Ratios financiers	2019	2020	2021	Région
Taux de CAF	15,8%	13,2%	17,6%	10,9%
Taux de vétusté des constructions	60,4%	63,8%	61,9%	60,5%
Taux de vétusté des équipements	88,7%	87,9%	89,0%	75,2%
Taux d'endettement	0,0%	0,0%	0,0%	24,0%
Fonds de roulement en jours de charges courantes	168	155	231	23

Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021	Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021
Durée de la dette financière en années				Fonds de roulement Net Global (en jours)			
Taux de vétusté des constructions				Trésorerie (en jours)			
Taux de vétusté des installations				Taux de Marge Brute			
Rotation des dettes fournisseurs en jours				Taux de CAF			
Rotation des dettes sociales en jours				Taux de réserve de compensation des déficits (minimum 10%)			

RESSOURCES MATERIELLES

Nature du droit d'occupation du ou des bâtiment(s)	PROPRIETAIRE	Date de construction de l'établissement / dernière grosse rénovation assimilable à une reconstruction	PROPRIETAIRE
Réalisation du diagnostic accessibilité des bâtiments	OUI	Date de réalisation du diagnostic accessibilité	10/03/2011
Avis favorable de la commission de sécurité	OUI	Date de passage de la dernière commission de sécurité & avis positif	20/07/2016 OUI
Respect de la réglementation incendie	OUI	Respect de la réglementation relative à l'amiante	OUI
Respect de la réglementation énergétique	OUI	Respect de la réglementation accessibilité	NON
Accès à un groupe électrogène	NON	Plateau technique / Equipement en propre	Salles équipées kinésithérapie ou psychomotricité Salles d'ateliers pédagogiques équipées Salle de soins Salle de pesée
Organisation des transports	MIXTE		
Nombre de véhicules adaptés au 31/12	0		
Nombre de véhicules (hors adaptés) au 31/12	17	Accessibilité au transport collectif	OUI

DEMARCHE QUALITE

Livret d'Accueil	
Oui	01/09/2019

Règlement de Fonctionnement	
Oui	15/09/2016

Contrat de séjour	
Oui	01/09/2019

Conseil de la vie sociale	
Oui	14/10/2019

Charte des droits & liberté
OUI

Projet d'Etablissement ou de Service	
Oui	31/07/2015

Date dernière Evaluation Interne	Externe
21/05/2013	28/11/2014

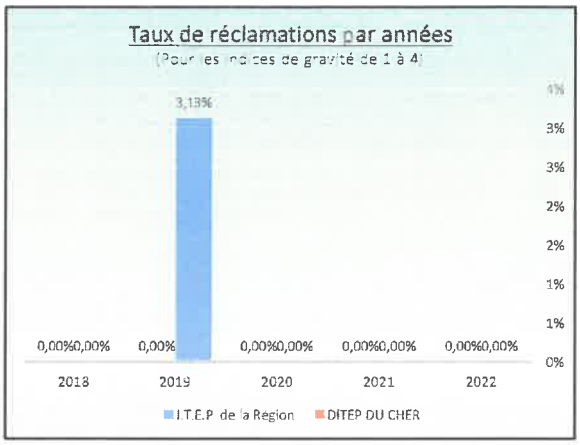
Formalisation de la démarche de gestion des risques et de lutte contre la maltraitance	Démarche de certification complémentaire		Certification sur : Fonctions administratives et de Gestion	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions logistiques ou support
OUI	NON					

Date d'effet du prochain CPOM	Renouvellement d'Autorisation		Prochaine Evaluation
1/1/2025	1/3/2032	1er Trim 2024	

Fonction publique / convention collective	Nature du diplôme du directeur
FONCTION PUBLIQUE : Titre IV de la fonction publique hospitalière (y compris les stagiaires, contractuels, vacataires, auxiliaires)	Diplôme Niveau 1 - DESSMS (Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social)

Inspections / Signalements / (Evaluations)

Réclamations						
Années	Nombre de Réclamations	Gravité 0	Gravité 1	Gravité 2	Gravité 3	Gravité 4
2022						
2021						
2020	1	1				
2019						
2018	5	5				



Déclarations de l'établissements de 2017 à 2022						
Date de déclaration	EIG associé aux Soins	Lieu de survenue	Evénements/incidents dans un établissement ou organisme	Evénements indésirables/graves associés aux soins	Vigilances	Autres
		Aucune déclaration de l'établissement				

	Exaustivité & qualité des **D**onnées transmises aux autorités
	TDB >98% + ERRD/CA + Annexe activité + Annexe RH
	Activité à un niveau satisfaisant
	TO > 95%
	Gestion des ressources du **P**ersonnel satisfaisante
	Taux rotation < Moyenne région + Postes vaccants < MR + Accidents < 5%
	Situation **F**inancière satisfaisante
	FRNG > 60j + MB > 6% + Emprunts < 50% + Réserve déficits > 10% des charges
	Qualité de prise en charge
	Taux de réclamations 1-4 < MR + EIG >1 dernière année + EE sans incontournable

Légende
- Données ANAP
- Données Finess
- Données Maquettes
- Données Annexes CNSA
- Données EIG & Réclamations

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

I.M.E.

Fiche Individuelle ESMS

Finess : 180008765

D A P F Q

IME LE CHATELIER

Org.Privé non Lucr.

UGECAM CENTRE (450018106)

Org.Régime Prot.Soc.

R DU CHATELIER 18400 SAINT FLORENT SUR CHER

Téléphone : 02 48 55 01 15 Email : philippe.debroye@ugecam.assurance-maladie.fr

Sources de financement	Assurance maladie	Date d'ouverture	30/06/2010
Nomenclature comptable applicable	M22	Date d'autorisation	30/06/2010
Modalités de tarification/Option tarifaire	/	Autorisation spécifique	0
CPOM en cours	OUI		
Date d'entrée en vigueur du CPOM	01/01/2015	Régime de l'ESMS au regard des obligations d'évaluation externe	ESMS autorisé et ouvert après le 21 juillet 2009
Date d'échéance du CPOM	31/12/2019		
Partenaires signataires du CPOM	ARS	Groupe homogène	IME de 51 à 100 places
Etablissement mono-site	OUI	Date de construction de l'établissement ou date de la dernière grosse rénovation	01/09/1970
Etablissement mono-bâtiment	NON		
Nature du droit	PROPRIETAIRE	Superficie des locaux en m2	10 276
Contraintes architecturales	OUI	Superficie des terrains en m2	265 577
Nombre de chambres individuelles / total	13 / 13	Nombre total de places d'hébergement installées au 31.12	55
Nombre de places autorisées HP/HT/AJ	55 / 0 / 0		

Taux de Remplissage du Tableau de bord	Taux occupation	Nombre de CDD de remplacement	Taux de rotation du personnel	Taux Absentéisme du personnel	Taux de CAF	Taux endettement	Taux d'ETP vacants au 31/12	Taux de vétusté des constructions	Taux de vétusté des équipements	Fonds de roulement en jours de charges courantes	Projet établissement
100%		60	19,5%	16,4%	10,91%	0,0%	19,8%	76%	91%	275	31/07/2015

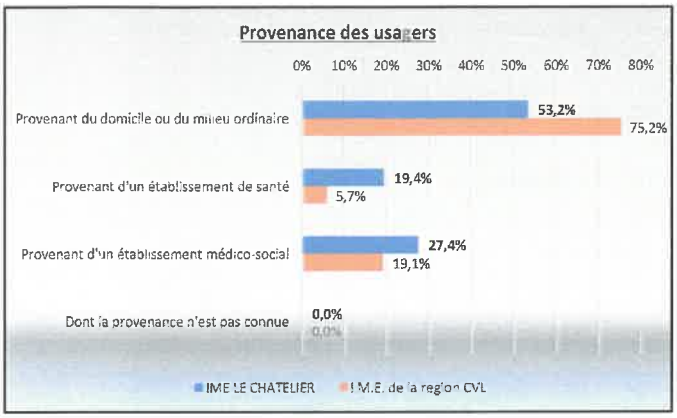
FINESS	SITE	CATEGORIE	RAISON SOCIALE	ADRESSE		CAPACITE INSTALLEE			62
180008765	P	I.M.E.	IME LE CHATELIER	18207	SAINT FLORENT SUR CHER	Tous projets	Héberg. Comp. Inter.	Handicap psychique	8
180008765	P	I.M.E.	IME LE CHATELIER	18207	SAINT FLORENT SUR CHER	Tous projets	Héberg. Comp. Inter.	Trbl.Spectr.autisme	5
180008765	P	I.M.E.	IME LE CHATELIER	18207	SAINT FLORENT SUR CHER	Tous projets	Accueil de Jour	Handicap psychique	22
180008765	P	I.M.E.	IME LE CHATELIER	18207	SAINT FLORENT SUR CHER	Tous projets	Accueil de Jour	Trbl.Spectr.autisme	20
180009649	S	I.M.E.	UEMA ECOLE MATERNELLE MARYSE BASTIE	18033	BOURGES	A.A.A.S.	A.J.A.M.O	Trbl.Spectr.autisme	7

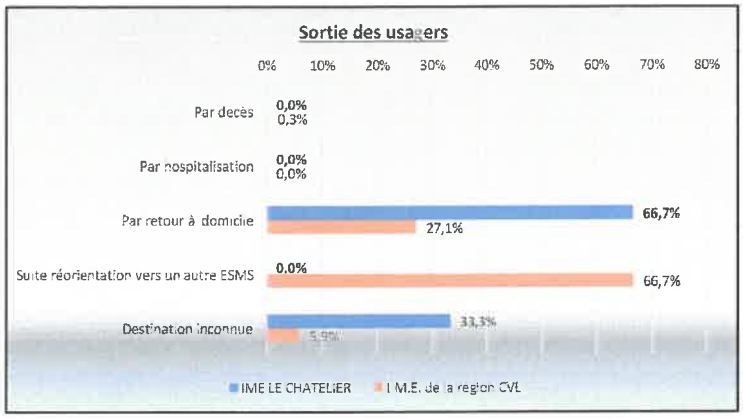
ACTIVITES

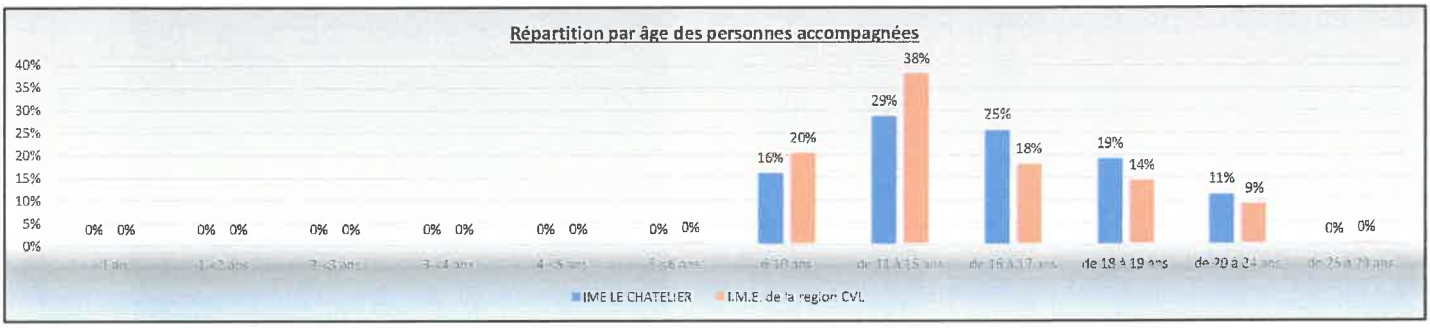
Taux d'occupation

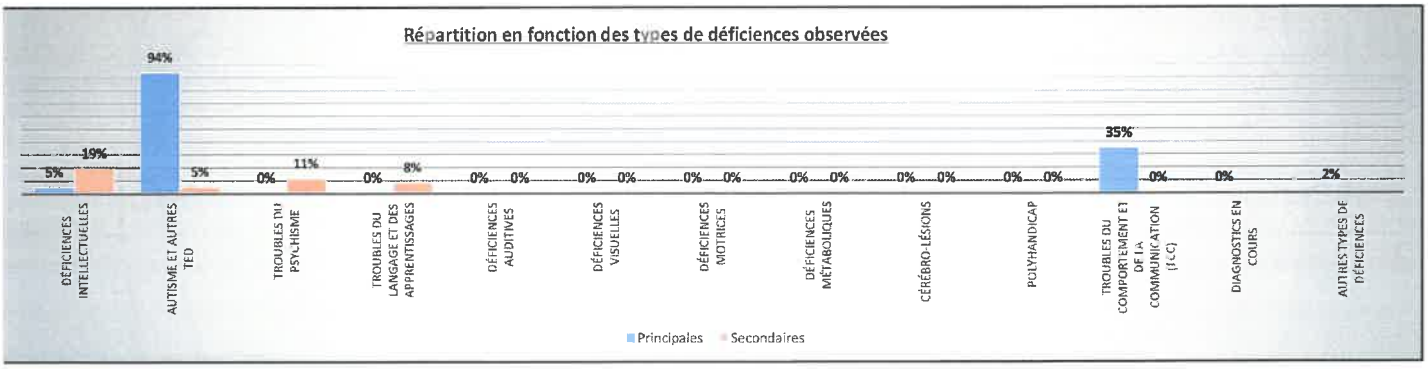
Type d'hébergement	Nombre de jours d'ouverture	Nombre de Places	2019	2020	2021	2022
Externat						
Semi-Internat					128,72%	
Internat					34,62%	
Autre 1						
Autre 2					66,67%	
Autre 3						

Places disponibles	Moyenne sur 3 ans	2021	2022
Externat			
Semi-Internat			
Internat			
Autre 1			
Autre 2			









Convention avec des équipes mobiles	AUCUNE	Partenariat avec un réseau de santé	NON
Signature de la convention plan Bleu	NON	Convention avec une équipe de HAD	NON
Coopération inter-établissements	GIP	Nombre de places habilitées à l'aide sociale départementale à l'hébergement Part des places HASsur les places d'hébergement permanent	
Partenariat avec des acteurs de la coordination médico-sociale	NON	Mission d'appui-ressource sur le territoire	NON
Modalités d'organisation de l'hébergement temporaire et/ou de l'accueil de jour			

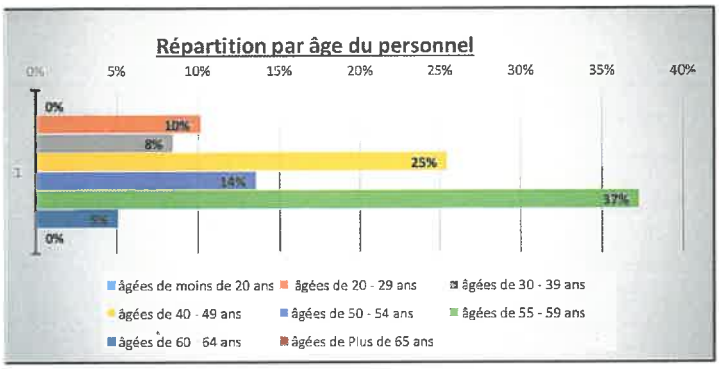
RESSOURCES HUMAINES

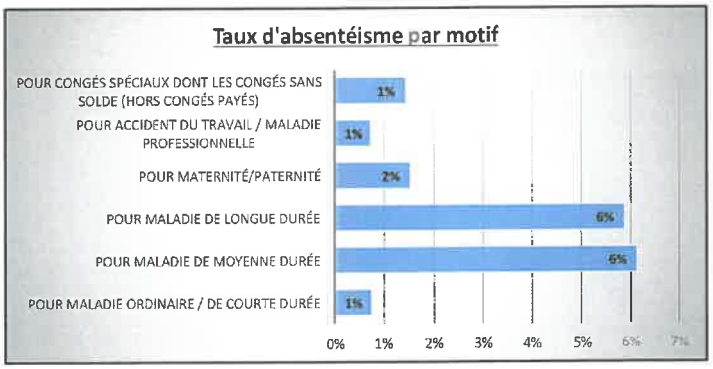
ETP Total	ETP Total	Direction /Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Autres
2021	43,20	4,50	3,44	6,82	1,00	23,25	2,21	1,80	0,00	0,18	0,00
2020	43,16		3,61	6,26	1,00	25,75	4,74	1,80	0,00	0,00	0,00
2019	44,00	3,80	3,44	6,52	1,00	23,75	3,69	1,80	0,00	0,00	0,00

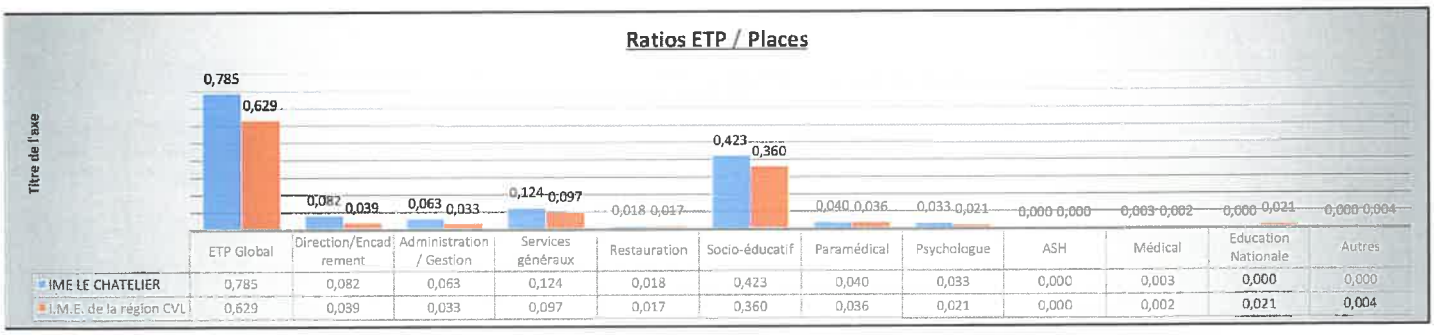
	Socio-éducatif	Aide médico-psychologique	Animateur	Moniteur éducateur	Educateur spécialisé	Assistant social	Autre Socio-éducatif
2021	23,25	4,00	0,00	3,00	4,00	0,00	12,25
2020	25,75	5,00	0,00	1,70	6,75	0,30	12,00
2019	23,75	3,00	0,00	1,00	6,75	1,00	12,00

	Paramédical	Infirmier	Aide médico-psychologique	Aide soignant	Kinésithérapeute	Psychomotricien	Ergothérapeute	Orthophoniste	Autre Paramédical
2021	2,21	1,00	0,00	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	0,71
2020	4,74	3,00	0,00	0,00	0,00	0,80	0,00	0,23	0,71
2019	3,69	2,00	0,00	0,00	0,00	0,80	0,00	0,00	0,89

	Médical	Médecin Coordonnateur	Autres Médical
2021	0,18	0,00	0,18
2020	0,00	0,00	0,00
2019	0,00	0,00	0,00







Taux d'ETP (équivalent temps plein) vacants au 31/12 en %	19,77%	Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOINS	6,46%
		Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOCIO EDUCATIVE	13,30%
Taux de prestations externes en %	1,88%	Taux de rotation des personnels sur effectifs réels en %	19,49 (National 11,11)
Taux de personnels occupant une fonction de gestion d'équipe ou de "management" en %	10,42%	Taux d'absentéisme (hors formation) en %	19,41 (National 10,51)
		Nombre de CDD de remplacement	0
Démarche formalisée de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences	OUI	Organisation comprenant un pool de remplacement	NON

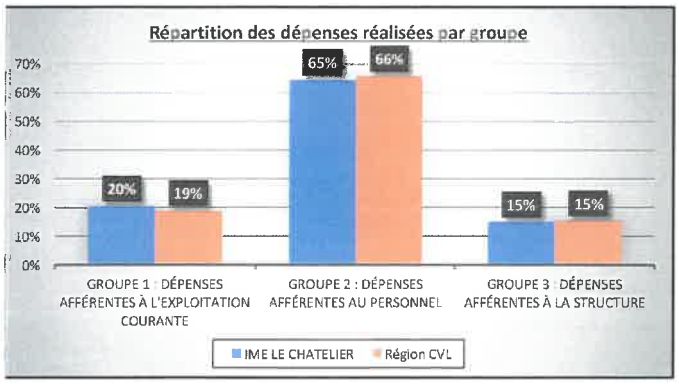
BUDGET & FINANCES

Charges*	2019	2020	2021	2021	2020	2019	Produits*
Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	652 347	672 235	810 104	3 965 662	3 899 426	3 795 377	Groupe I : produits de la tarification
Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	2 617 845	2 887 249	2 559 541	82 151	231 554	113 407	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation
Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	525 114	512 848	596 287	67 972	143 512	60 027	Groupe III : produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables
Résultat	173 505	202 159	149 853				**Marge Brute**
	4,37%	**4,73%**	**3,64%**				

** données ERRD 2021 non vérifiées*

Taux d'atteinte des prévisions de recettes	2019	2020	2021	Taux d'atteinte des prévisions de dépenses	2019	2020	2021
	111,64%	104,31%	108,69%		105,12%	99,39%	102,83%

Taux d'utilisation de la dotation en soins	2019	2020	2021	Etablissement sous CPOM	
				Date d'effet	



Ratios financiers	2019	2020	2021	Région
Taux de CAF	10,9%	10,2%	10,9%	6,6%
Taux de vétusté des constructions	74,1%	74,4%	75,9%	51,1%
Taux de vétusté des équipements	88,9%	88,4%	90,6%	75,6%
Taux d'endettement	0,1%	0,0%	0,0%	13,2%
Fonds de roulement en jours de charges courantes	233	0	275	142

Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021	Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021
Durée de la dette financière en années				Fonds de roulement Net Global (en jours)			
Taux de vétusté des constructions				Trésorerie (en jours)			
Taux de vétusté des installations				Taux de Marge Brute			
Rotation des dettes fournisseurs en jours				Taux de CAF			
Rotation des dettes sociales en jours				Taux de réserve de compensation des déficits (minimum 10%)			

RESSOURCES MATERIELLES

Nature du droit d'occupation du ou des bâtiment(s)	PROPRIETAIRE	Date de construction de l'établissement / dernière grosse rénovation assimilable à une reconstruction	PROPRIETAIRE
Réalisation du diagnostic accessibilité des bâtiments	OUI	Date de réalisation du diagnostic accessibilité	11/03/2011
Avis favorable de la commission de sécurité	OUI	Date de passage de la dernière commission de sécurité & avis positif	20/04/2016 OUI
Respect de la réglementation incendie	OUI	Respect de la réglementation relative à l'amiante	OUI
Respect de la réglementation énergétique	OUI	Respect de la réglementation accessibilité	NON
Accès à un groupe électrogène	OUI EN PROPRE	Plateau technique / Equipement en propre	Balnéothérapie Salle de stimulation sensorielle Salles équipées kinésithérapie ou psychomotricité Salles d'ateliers pédagogiques équipées Salle de soins
Organisation des transports	MIXTE		
Nombre de véhicules adaptés au 31/12	1		
Nombre de véhicules (hors adaptés) au 31/12	16	Accessibilité au transport collectif	OUI

DEMARCHE QUALITE

Livret d'Accueil	
Oui	01/04/2016

Règlement de Fonctionnement	
Oui	30/11/2015

Contrat de séjour	
Oui	01/04/2016

Conseil de la vie sociale	
Oui	11/12/2015

Charte des droits & liberté
Oui

Projet d'Etablissement ou de Service	
Oui	31/07/2015

Date dernière Evaluation	
Interne	Externe
28/02/2014	20/07/2017

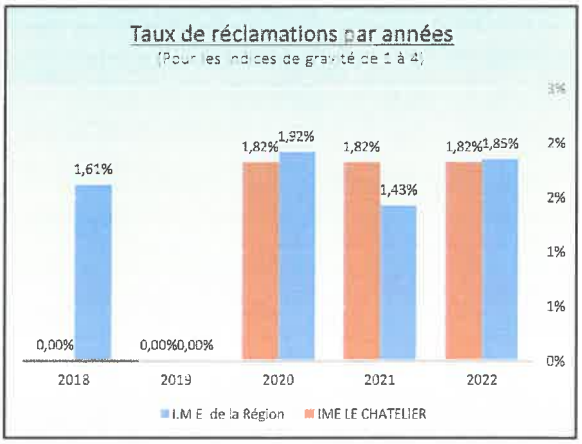
Formalisation de la démarche de gestion des risques et de lutte contre la maltraitance	Démarche de certification complémentaire		Certification sur : Fonctions administratives et de Gestion	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions logistiques ou support
OUI	NON					

Date d'effet du prochain CPOM	Renouvellement d'Autorisation	Prochaine Evaluation
1/1/2025	6/30/2025	1er Trim 2024

Fonction publique / convention collective	Nature du diplôme du directeur
FONCTION PUBLIQUE : Titre IV de la fonction publique hospitalière (y compris les stagiaires, contractuels, vacataires, auxiliaires)	Diplôme Niveau 1 - DESSMS (Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social)

Inspections / Signalements / (Evaluations)

Réclamations						
Années	Nombre de Réclamations	Gravité 0	Gravité 1	Gravité 2	Gravité 3	Gravité 4
2022	1		1			
2021	1			1		
2020	1		1			
2019						
2018	2	2				



Déclarations de l'établissements de 2017 à 2022						
Date de déclaration	EIG associé aux Soins	Lieu de survenue	Evénements/incidents dans un établissement ou organisme	Evénements indésirables/graves associés aux soins	Vigilances	Autres
14/10/2022	Non	IME LE CHATELIER	Acte(s) de violence autres			
06/10/2021	Non	IME LE CHATELIER	Acte(s) de violence autres			
04/07/2017	Non	IME LE CHATELIER	Maltraitance			
04/07/2017	Non	IME LE CHATELIER	Maltraitance			
04/07/2017	Non	IME LE CHATELIER	Evénements/incidents dans une structure autres			

	Exaustivité & qualité des **D**onnées transmises aux autorités
	TDB >98% + ERRD/CA + Annexe activité + Annexe RH
	Activité à un niveau satisfaisant
	TO > 95%
	Gestion des ressources du **P**ersonnel satisfaisante
	Taux rotation < Moyenne région + Postes vaccants < MR + Accidents < 5%
	Situation **F**inancière satisfaisante
	FRNG > 60j + MB > 6% + Emprunts < 50% + Réserve déficits > 10% des charges
	Qualité de prise en charge
	Taux de réclamations 1-4 < MR + EIG >1 dernière année + EE sans incontournable

Légende

- Données ANAP
- Données Finess
- Données Maquettes
- Données Annexes CNSA
- Données EIG & Réclamations

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

M.A.S.

Fiche Individuelle ESMS

Finess : 280007741

D A P F Q

MAS DE BEAUROUVRE

Org.Privé non Lucr.
UGECAM CENTRE (450018106)
Org.Régime Prot.Soc.

28120 ILLIERS COMBRAY

Téléphone : 02 37 33 25 00 Email : direction.beaurouvre.ug-centre@ugecam.assurance-maladie.fr

Sources de financement	0	Date d'ouverture	09/01/2019
Nomenclature comptable applicable	0	Date d'autorisation	01/01/2018
Modalités de tarification/Option tarifaire	/	Autorisation spécifique	0
CPOM en cours	0		
Date d'entrée en vigueur du CPOM		Régime de l'ESMS au regard des obligations d'évaluation externe	0
Date d'échéance du CPOM			
Partenaires signataires du CPOM		Groupe homogène	M.A.S.
Etablissement mono-site		Date de construction de l'établissement ou date de la dernière grosse rénovation	
Etablissement mono-bâtiment		Superficie des locaux en m2	
Nature du droit		Superficie des terrains en m2	
Contraintes architecturales		Nombre total de places d'hébergement installées au 31.12	#VALEUR!
Nombre de chambres individuelles / total	/		

Taux de Remplissage du Tableau de bord	Taux occupation	Nombre de CDD de remplacement	Taux de rotation du personnel	Taux Absentéisme du personnel	Taux de CAF	Taux endettement	Taux d'utilisation de la dotation soins	Taux de vétusté des constructions	Taux de vétusté des équipements	Fonds de roulement en jours de charges courantes	Projet établissement
Non Validé											

FINESS	SITE	CATEGORIE	RAISON SOCIALE	ADRESSE		CAPACITE INSTALLEE			20
280007741	P	M.A.S.	MAS DE BEAUROUVRE	28196	ILLIERS COMBRAY	A.A.M.P.H	Héberg. Comp. Inter.	Cérébro lésés	16
280007741	P	M.A.S.	MAS DE BEAUROUVRE	28196	ILLIERS COMBRAY	A.A.M.P.H	Acc.temporaire	Cérébro lésés	4

ACTIVITES

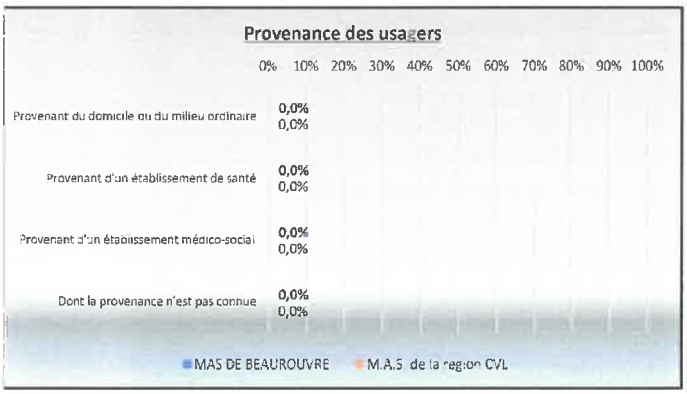
Taux d'occupation

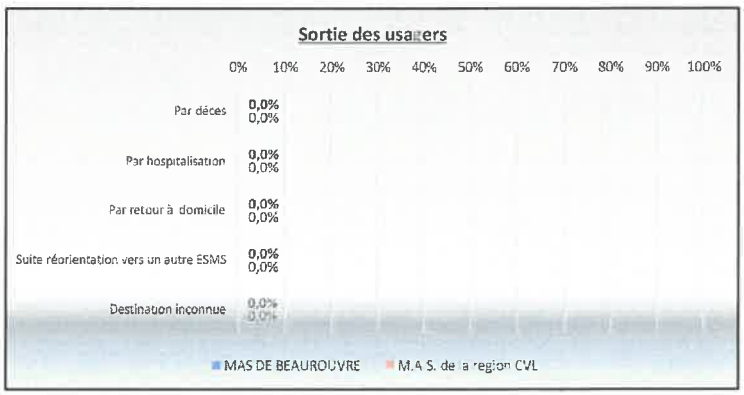
Type d'hébergement	Nombre de jours d'ouverture	Nombre de Places	2019	2020	2021	2022
Externat						
Semi-Internat						
Internat					71,70%	

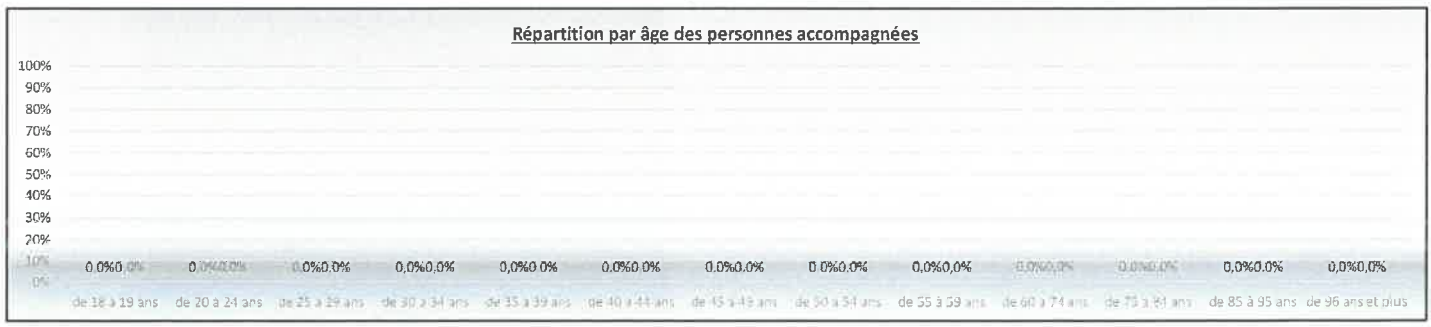
Places disponibles	Moyenne sur 3 ans	2021	2022
Externat			
Semi-Internat			
Internat			

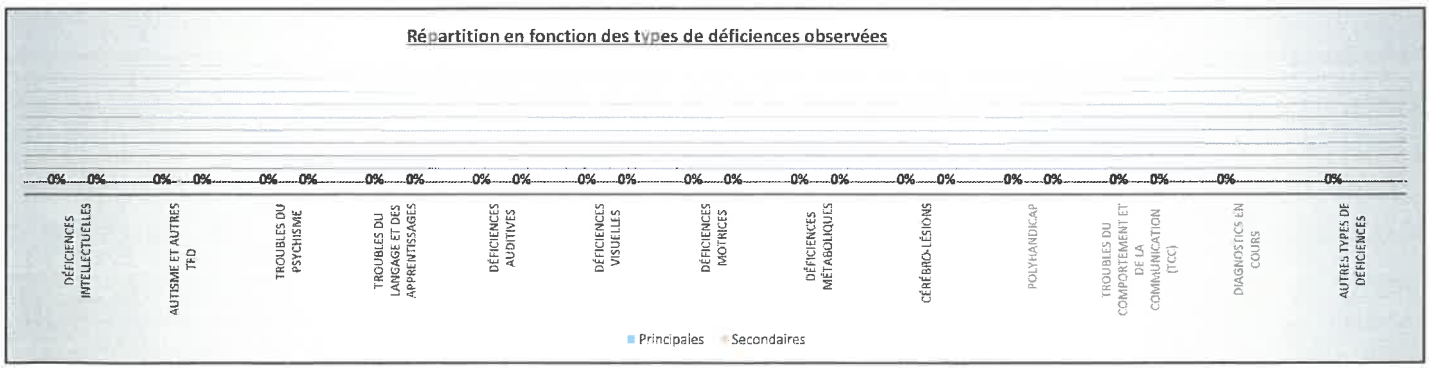
Source : cadres CNSA ERRD/CA 2021

	MAS DE BEAUROUVRE			Département	Région
	2019	2020	2021	2021	
Taux de rotation des lits/places financés (hors accompagnement temporaire) en %					
Durée moyenne de séjour en nombre d'années					
Taux de réalisation de l'activité				0%	0%
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en accompagnement permanent					
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en hébergement temporaire					
Taux d'occupation des places autorisés en accueil de jour					
Nombre moyen de journées d'absence des personnes accompagnées sur la période					
Taux d'admission sur les lits/places					
File active des personnes accompagnées sur la période					
Part des personnes bénéficiant d'une mesure de protection (acc. social ou protection juridique) en %					
Taux d'occupation des places habilitées par des personnes bénéficiaires de l'aide sociale départementale en %					
Taux de personnes en dérogation ou hors autorisation					
Taux d'hospitalisation complète (dont hospitalisation à domicile) en %					

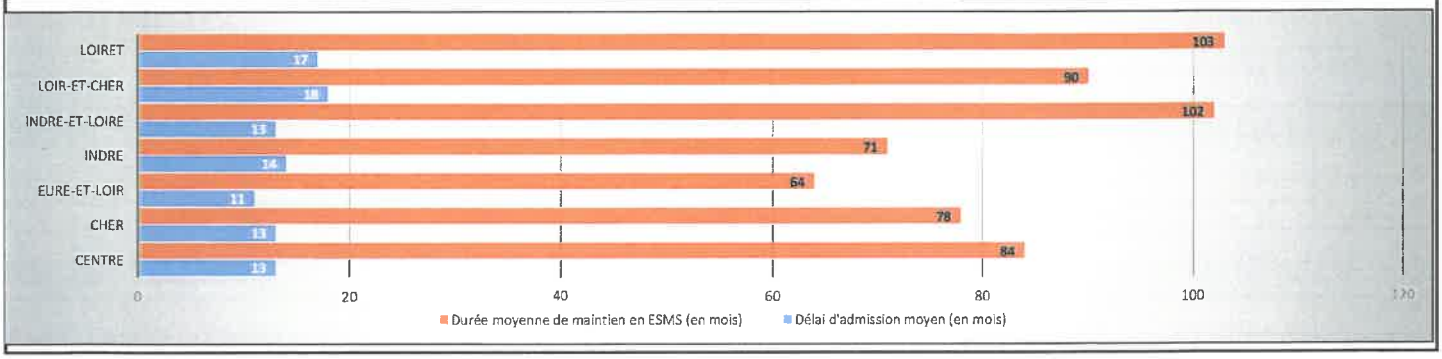








Places installées	Usagers accueillis	Usagers "Amendement Creton"	Usagers en liste d'attente	Taux d'occupation	Ratio LA/PI	Délai d'admission moyen en mois	Durée moyenne de maintien en ESMS en mois
12	20	0	16	167%	133%	7	6



Convention avec des équipes mobiles		Partenariat avec un réseau de santé	
Signature de la convention plan Bleu		Convention avec une équipe de HAD	
Coopération inter-établissements		Nombre de places habilitées à l'aide sociale départementale à l'hébergement Part des places HASsur les places d'hébergement permanent	
Partenariat avec des acteurs de la coordination médico-sociale		Mission d'appui-ressource sur le territoire	
Modalités d'organisation de l'hébergement temporaire et/ou de l'accueil de jour			

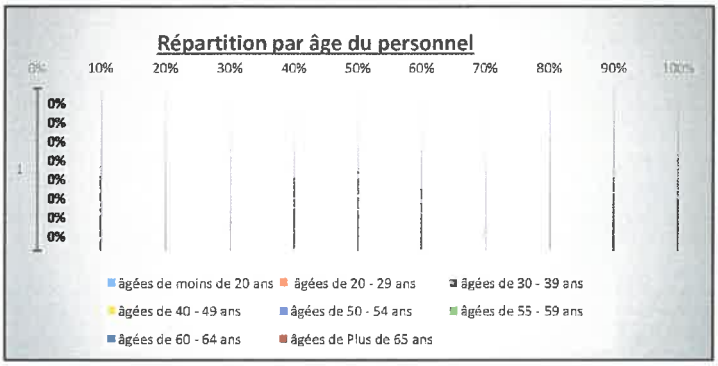
RESSOURCES HUMAINES

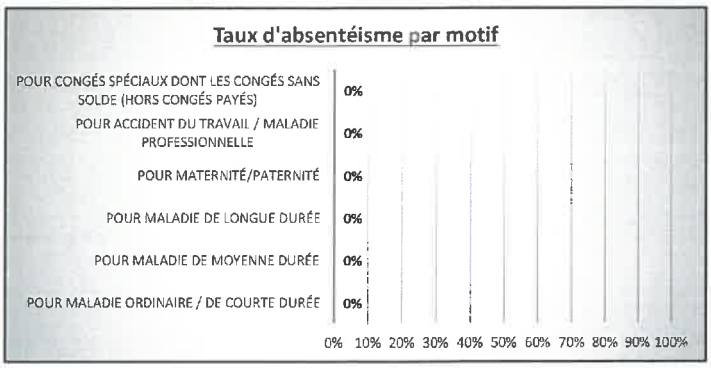
ETP Total	ETP Total	Direction /Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Autres
2021	0,00										
2020	0,00										
2019	0,00										

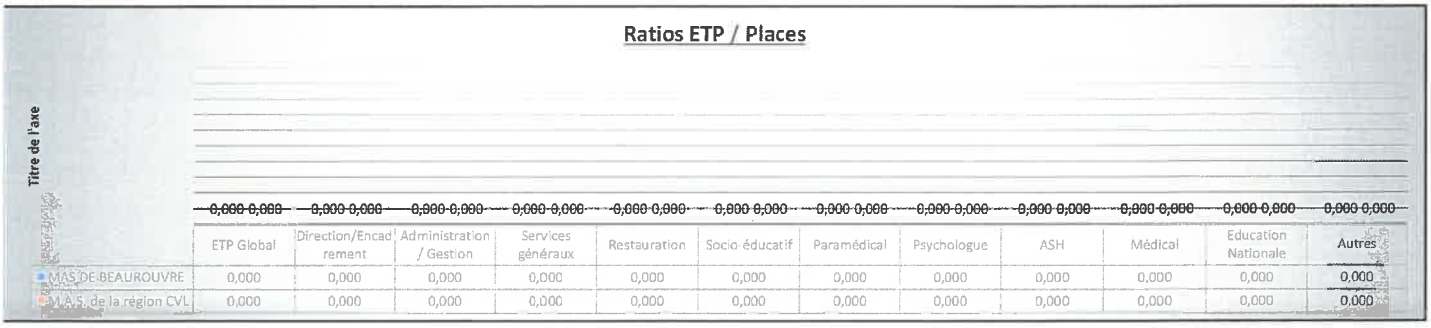
	Socio-éducatif	Aide médico-psychologique	Animateur	Moniteur éducateur	Educateur spécialisé	Assistant social	Autre Socio-éducatif
2021	0,00						
2020	0,00						
2019	0,00						

	Paramédical	Infirmier	Aide médico-psychologique	Aide soignant	Kinésithérapeute	Psychomotricien	Ergothérapeute	Orthophoniste	Autre Paramédical
2021	0,00								
2020	0,00								
2019	0,00								

	Médical	Médecin Coordonnateur	Autres Médical
2021	0,00		
2020	0,00		
2019	0,00		







Taux d'ETP (équivalent temps plein) vacants au 31/12 en %		Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOINS	
		Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOCIO EDUCATIVE	
Taux de prestations externes en %		Taux de rotation des personnels sur effectifs réels en %	(National 14,29)
Taux de personnels occupant une fonction de gestion d'équipe ou de "management" en %		Taux d'absentéisme (hors formation) en %	(National 14,87)
		Nombre de CDD de remplacement	
Démarche formalisée de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences		Organisation comprenant un pool de remplacement	

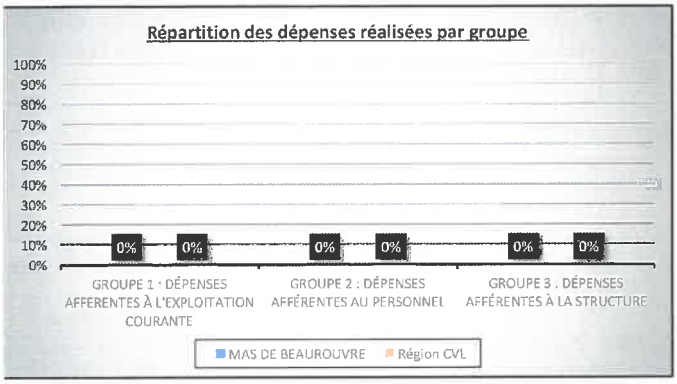
BUDGET & FINANCES

Charges*	2019	2020	2021	2021	2020	2019	Produits*
Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	345 709	439 437	636 720	1 416 308	1 117 701	893 750	Groupe I : produits de la tarification
Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	552 948	685 113	769 364	160 450	81 912	65 715	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation
Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	70 741	87 559	158 124	12 922	13 491	0	Groupe III : produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables
Résultat	-9 933	995	25 472				**Marge Brute**
	-1,04%	**0,08%**	**1,60%**				

** données ERRD 2021 non vérifiées*

Taux d'atteinte des prévisions de recettes	2019	2020	2021	Taux d'atteinte des prévisions de dépenses	2019	2020	2021

Taux d'utilisation de la dotation en soins	2019	2020	2021	Etablissement sous CPOM	0 €
				Date d'effet	



Ratios financiers	2019	2020	2021	Région
Taux de CAF				
Taux de vétusté des constructions				
Taux de vétusté des équipements				
Taux d'endettement				
Fonds de roulement en jours de charges courantes				

Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021	Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021
Durée de la dette financière en années				Fonds de roulement Net Global (en jours)	-54	62	
Taux de vétusté des constructions	32%	14%		Trésorerie (en jours)	-57	41	
Taux de vétusté des installations	39%	52%		Taux de Marge Brute	15,6%	13,2%	
Rotation des dettes fournisseurs en jours	43	43		Taux de CAF	15,6%	12,7%	
Rotation des dettes sociales en jours	170	141		Taux de réserve de compensation des déficits (minimum 10%)			

RESSOURCES MATERIELLES

Nature du droit d'occupation du ou des bâtiment(s)		Date de construction de l'établissement / dernière grosse rénovation assimilable à une reconstruction	
Réalisation du diagnostic accessibilité des bâtiments		Date de réalisation du diagnostic accessibilité	
Avis favorable de la commission de sécurité		Date de passage de la dernière commission de sécurité & avis positif	
Respect de la réglementation incendie		Respect de la réglementation relative à l'amiante	
Respect de la réglementation énergétique		Respect de la réglementation accessibilité	
Accès à un groupe électrogène		Plateau technique / Equipement en propre	
Organisation des transports			
Nombre de véhicules adaptés au 31/12			
Nombre de véhicules (hors adaptés) au 31/12		Accessibilité au transport collectif	

DEMARCHE QUALITE

Livret d'Accueil		Règlement de Fonctionnement		Contrat de séjour		Conseil de la vie sociale	
Non		Non		Non		Non	

Charte des droits & liberté		Projet d'Etablissement ou de Service		Date dernière Evaluation Interne	Externe
		Non			

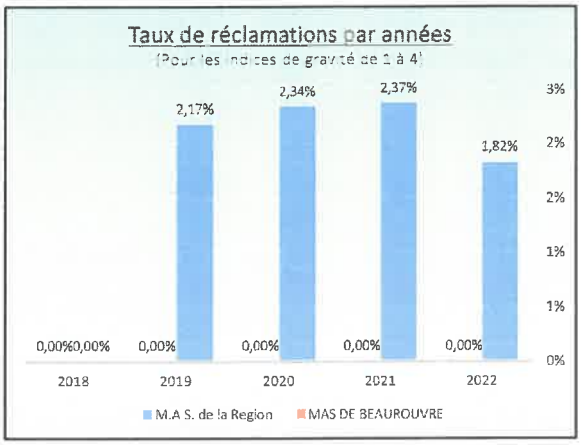
Formalisation de la démarche de gestion des risques et de lutte contre la maltraitance	Démarche de certification complémentaire		Certification sur : Fonctions administratives et de Gestion	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions logistiques ou support

Renouvellement d'Autorisation			
Date d'effet du prochain CPOM	1/1/2026	1/1/2033	1er Trim 2025	Prochaine Evaluation

Fonction publique / convention collective	Nature du diplôme du directeur
FONCTION PUBLIQUE : Titre IV de la fonction publique hospitalière (y compris les stagiaires, contractuels, vacataires, auxiliaires)	Diplôme Niveau 1 - DESSMS (Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social)

Inspections / Signalements / (Evaluations)

Réclamations						
Années	Nombre de Réclamations	Gravité 0	Gravité 1	Gravité 2	Gravité 3	Gravité 4
2022						
2021						
2020						
2019						
2018						



Déclarations de l'établissements de 2017 à 2022						
Date de déclaration	EIG associé aux Soins	Lieu de survenue	Evénements/incidents dans un établissement ou organisme	Evénements indésirables/graves associés aux soins	Vigilances	Autres
18/09/2022	Non	MAS DE BEAUROUVRE		Disparition inquiétante et fugues (Hors SDRE/SDJ/SDT)		

	Exaustivité & qualité des Données transmises aux autorités
	TDB >98% + ERRD/CA + Annexe activité + Annexe RH
	Activité à un niveau satisfaisant
	TO > 95%
	Gestion des ressources du Personnel satisfaisante
	Taux rotation < Moyenne région + Postes vaccants < MR + Accidents < 5%
	Situation Financière satisfaisante
	FRNG > 60j + MB > 6% + Emprunts < 50% + Réserve déficits > 10% des charges
	Qualité de prise en charge
	Taux de réclamations 1-4 < MR + EIG >1 dernière année + EE sans incontournable

Légende

- Données ANAP
- Données Finess
- Données Maquettes
- Données Annexes CNSA
- Données EIG & Réclamations

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

M.A.S.

Fiche Individuelle ESMS

Finess : 360003578

D A P F Q

MAS DE SAINT MAUR

Org.Privé non Lucr.

UGECAM CENTRE (450018106)

Org.Régime Prot.Soc.

36250 SAINT MAUR

Téléphone : 02 54 03 47 80 Email : masdelindre@ugecam-centre.fr

Sources de financement	Assurance maladie	Date d'ouverture	08/06/2009
Nomenclature comptable applicable	M22	Date d'autorisation	08/01/2009
Modalités de tarification/Option tarifaire	/	Autorisation spécifique	0
CPOM en cours	OUI	Régime de l'ESMS au regard des obligations d'évaluation externe	ESMS autorisé et ouvert entre le 3 janvier 2002 et le 21 juillet 2009
Date d'entrée en vigueur du CPOM	01/01/2015		
Date d'échéance du CPOM	31/12/2019		
Partenaires signataires du CPOM	ARS	Groupe homogène	MAS de 1 à 30 places
Etablissement mono-site	OUI	Date de construction de l'établissement ou date de la dernière grosse rénovation	01/01/1964
Etablissement mono-bâtiment	OUI	Superficie des locaux en m2	2 200
Nature du droit	AUTRE	Superficie des terrains en m2	2 000
Contraintes architecturales	OUI	Nombre total de places d'hébergement installées au 31.12	21
Nombre de chambres individuelles / total	21 / 21		

Taux de Remplissage du Tableau de bord	Taux occupation	Nombre de CDD de remplacement	Taux de rotation du personnel	Taux Absentéisme du personnel	Taux de CAF	Taux endettement	Taux d'utilisation de la dotation soins	Taux de vétusté des constructions	Taux de vétusté des équipements	Fonds de roulement en jours de charges courantes	Projet établissement
100%	100%	7	36,5%	6,6%	8,69%	0,0%			76%	481	01/06/2015

FINESS	SITE	CATEGORIE	RAISON SOCIALE	ADRESSE		CAPACITE INSTALLEE			21
360003578	P	M.A.S.	MAS DE SAINT MAUR	36202	SAINT MAUR	A.A.S.P.H	Héberg. Comp. Inter.	Handicap psychique	19
360003578	P	M.A.S.	MAS DE SAINT MAUR	36202	SAINT MAUR	A.A.S.P.H	Acc.tmp.de jour	Handicap psychique	2

ACTIVITES

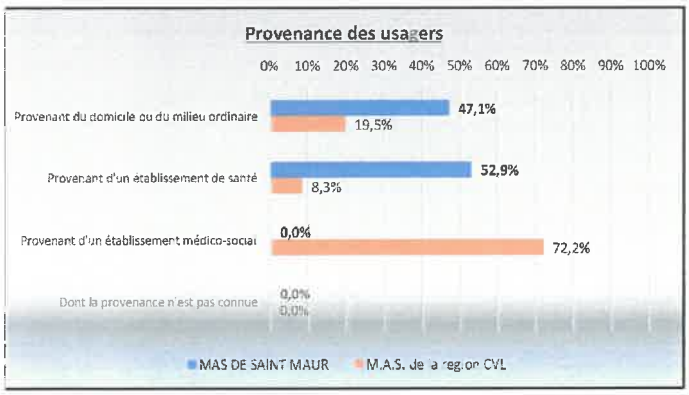
Taux d'occupation

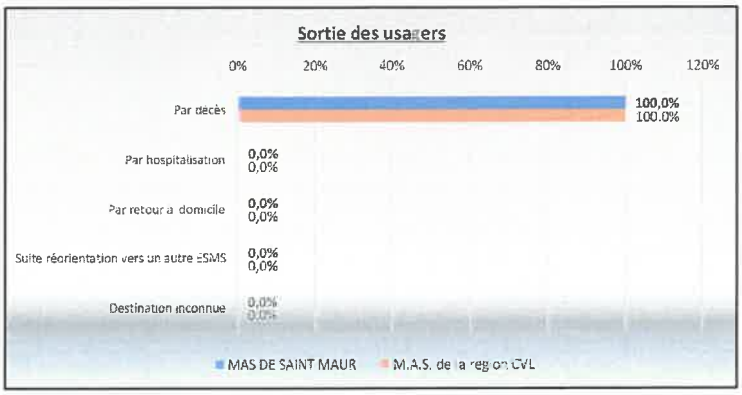
Type d'hébergement	Nombre de jours d'ouverture	Nombre de Places	2019	2020	2021	2022
Externat						
Semi-Internat						
Internat					80,53%	
Autre 1					18,08%	
Autre 2						
Autre 3						

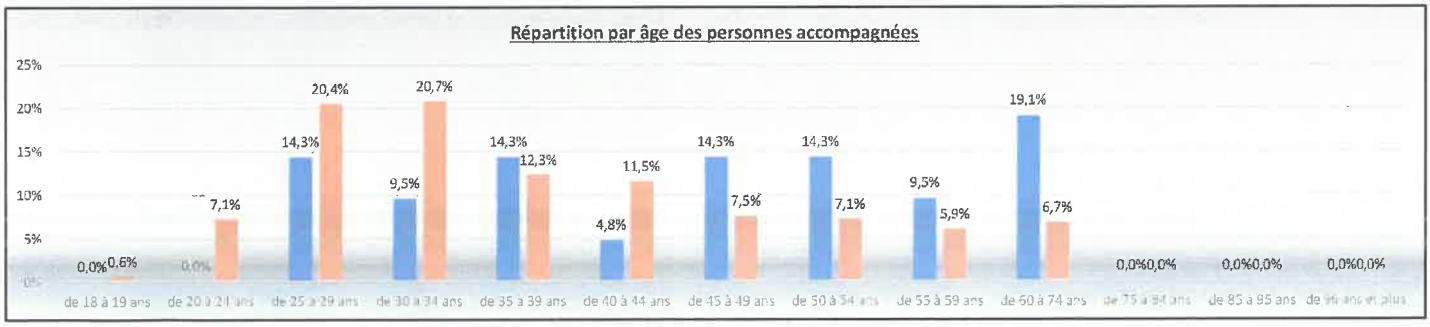
Places disponibles	Moyenne sur 3 ans	2021	2022
Externat			
Semi-Internat			
Internat			
Autre 1			
Autre 2			

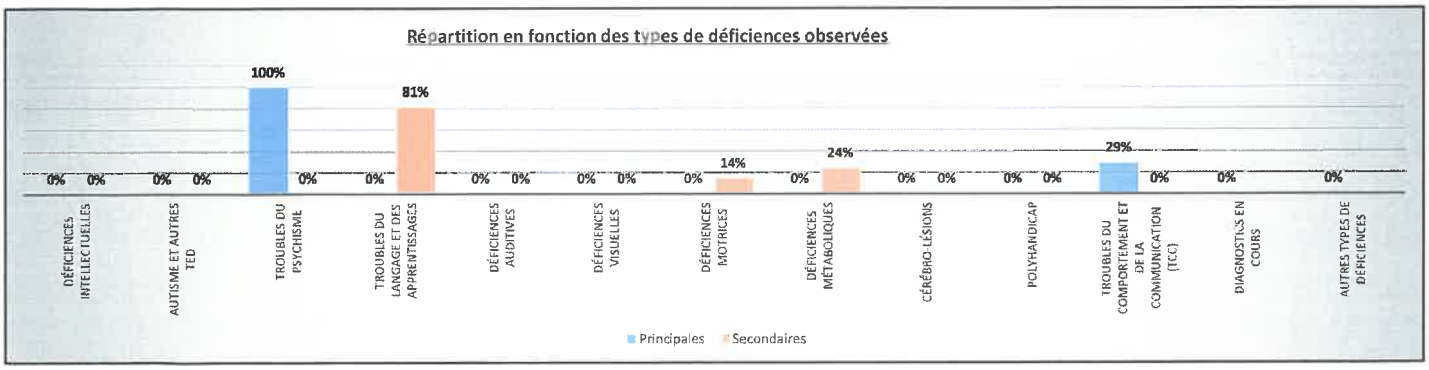
Source : cadres CNSA ERRD/CA 2021

	MAS DE SAINT MAUR			Département	Région
	2019	2020	2021	2021	
Taux de rotation des lits/places financés (hors accompagnement temporaire) en %		3%	5%	4%	5%
Durée moyenne de séjour en nombre d'années		10,3	12,7	15,77	16,19
Taux de réalisation de l'activité				100%	94%
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en accompagnement permanent		100%	100%	101%	93%
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en hébergement temporaire		68%	100%	67%	66%
Taux d'occupation des places autorisés en accueil de jour				103%	70%
Nombre moyen de journées d'absence des personnes accompagnées sur la période		73,6	49,6	17,89	24,55
Taux d'admission sur les lits/places		0%	5%		
File active des personnes accompagnées sur la période		21	25	24	23
Part des personnes bénéficiant d'une mesure de protection (acc. social ou protection juridique) en %		90%	100%	97%	97%
Taux d'occupation des places habilitées par des personnes bénéficiaires de l'aide sociale départementale en %					
Taux de personnes en dérogation ou hors autorisation		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux d'hospitalisation complète (dont hospitalisation à domicile) en %		5,93%		0,14%	0,56%

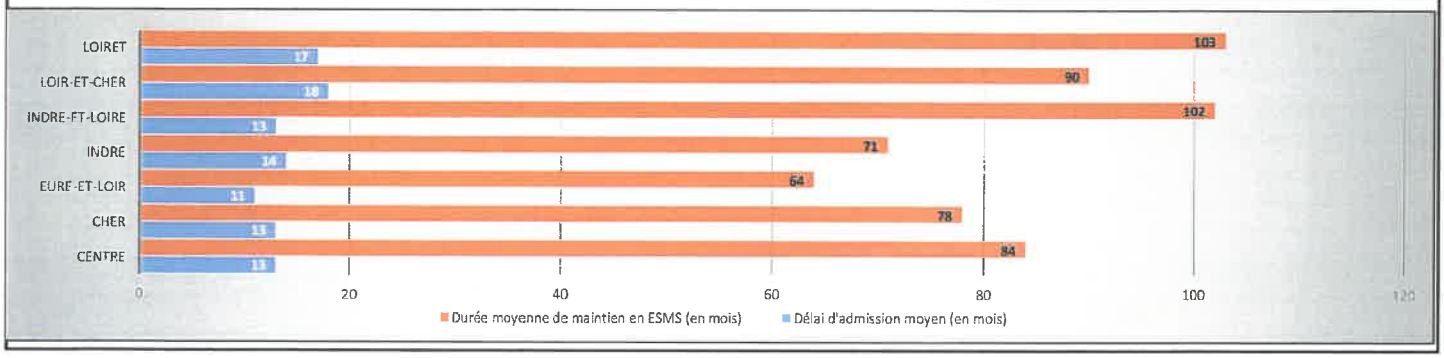








Places installées	Usagers accueillis	Usagers "Amendement Creton"	Usagers en liste d'attente	Taux d'occupation	Ratio LA/PI	Délai d'admission moyen en mois	Durée moyenne de maintien en ESMS en mois
21	15	0	1	71%	5%	14	0



Convention avec des équipes mobiles	AUCUNE	Partenariat avec un réseau de santé	OUI réseau de santé soins palliatifs
Signature de la convention plan Bleu	OUI	Convention avec une équipe de HAD	NON
Coopération inter-établissements	PAS DE COOPERATION	Nombre de places habilitées à l'aide sociale départementale à l'hébergement Part des places HASsur les places d'hébergement permanent	
Partenariat avec des acteurs de la coordination médico-sociale	NON	Mission d'appui-ressource sur le territoire	NON
Modalités d'organisation de l'hébergement temporaire et/ou de l'accueil de jour	Accueil de jour semaine Accueil de nuit semaine Accueil de jour week-end Accueil de nuit week-end		

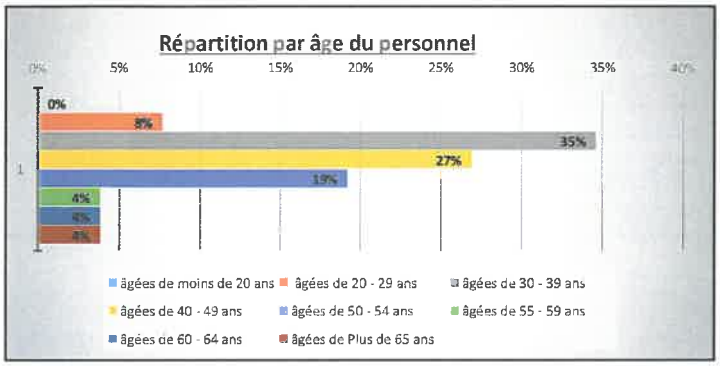
RESSOURCES HUMAINES

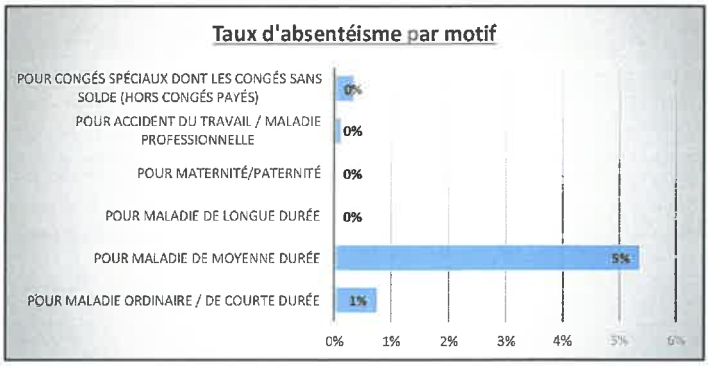
ETP Total	ETP Total	Direction /Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Autres
2021	26,00	1,90	→ 0,50	→ 0,50	→ 0,00	↑ 17,35	↓ 2,20	↑ 0,45	↑ 3,00	→ 0,10	→ 0,00
2020	20,88		0,50	0,50	0,00	4,00	13,34	0,44	2,00	0,10	0,00
2019	0,00										

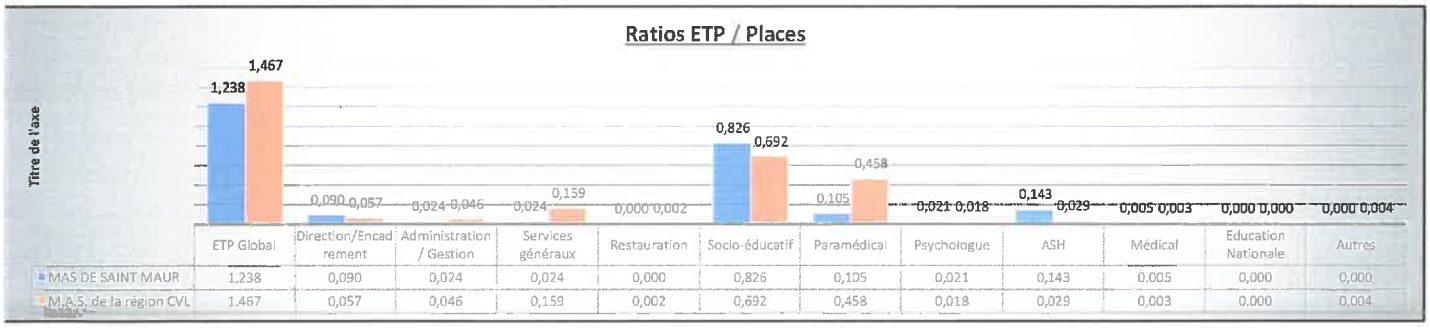
	Socio-éducatif	Aide médico-psychologique	Animateur	Moniteur éducateur	Educateur spécialisé	Assistant social	Autre Socio-éducatif
2021	17,35	3,00	0,00	0,00	1,00	0,00	13,35
2020	4,00	3,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00
2019	0,00						

	Paramédical	Infirmier	Aide médico-psychologique	Aide soignant	Kinésithérapeute	Psychomotricien	Ergothérapeute	Orthophoniste	Autre Paramédical
2021	2,20	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20	0,00	0,00
2020	13,34	1,32	0,00	11,62	0,00	0,20	0,20	0,00	0,00
2019	0,00								

	Médical	Médecin Coordonnateur	Autres Médical
2021	0,10	0,10	0,00
2020	0,10	0,00	0,10
2019	0,00		







Taux d'ETP (équivalent temps plein) vacants au 31/12 en %	9,81%	Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOINS	3,12%
		Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOCIO EDUCATIVE	6,69%
Taux de prestations externes en %	14,28%	Taux de rotation des personnels sur effectifs réels en %	38,54 (National 14,29)
Taux de personnels occupant une fonction de gestion d'équipe ou de "management" en %	7,31%	Taux d'absentéisme (hors formation) en %	8,58 (National 14,67)
		Nombre de CDD de remplacement	0
Démarche formalisée de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences	OUI	Organisation comprenant un pool de remplacement	NON

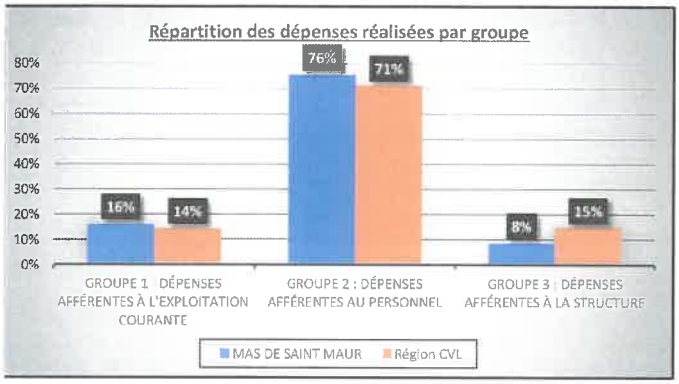
BUDGET & FINANCES

Charges*	2019	2020	2021	2021	2020	2019	Produits*
Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	293 508	310 729	312 197	1 889 644	1 799 095	1 697 515	Groupe I : produits de la tarification
Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	1 463 803	1 488 619	1 477 281	156 225	170 191	204 948	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation
Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	136 591	152 177	165 099	37 626	31 900	35 262	Groupe III : produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables
Résultat	43 822	49 661	128 918				**Marge Brute**
	2,26%	**2,48%**	**6,19%**				

** données ERRD 2021 non vérifiées*

Taux d'atteinte des prévisions de recettes	2019	2020	2021	Taux d'atteinte des prévisions de dépenses	2019	2020	2021
		107,56%	114,34%			105,12%	107,26%

Taux d'utilisation de la dotation en soins	2019	2020	2021	Etablissement sous CPOM	0 €
				Date d'effet	



Ratios financiers	2019	2020	2021	Région
Taux de CAF		3,0%	8,7%	8,9%
Taux de vétusté des constructions				32,7%
Taux de vétusté des équipements		74,0%	76,1%	67,4%
Taux d'endettement		0,0%	0,0%	32,9%
Fonds de roulement en jours de charges courantes		0	481	118

Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021	Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021
Durée de la dette financière en années				Fonds de roulement Net Global (en jours)			
Taux de vétusté des constructions				Trésorerie (en jours)			
Taux de vétusté des installations				Taux de Marge Brute			
Rotation des dettes fournisseurs en jours				Taux de CAF			
Rotation des dettes sociales en jours				Taux de réserve de compensation des déficits (minimum 10%)			

RESSOURCES MATERIELLES

Nature du droit d'occupation du ou des bâtiment(s)	AUTRE	Date de construction de l'établissement / dernière grosse rénovation assimilable à une reconstruction	AUTRE
Réalisation du diagnostic accessibilité des bâtiments	OUI	Date de réalisation du diagnostic accessibilité	01/04/2016
Avis favorable de la commission de sécurité	OUI	Date de passage de la dernière commission de sécurité & avis positif	01/05/2014 OUI
Respect de la réglementation incendie	OUI	Respect de la réglementation relative à l'amiante	OUI
Respect de la réglementation énergétique	NON	Respect de la réglementation accessibilité	NON
Accès à un groupe électrogène	OUI EN LOCATION OU MIS A DISPOSITION	Plateau technique / Equipement en propre	Salle de stimulation sensorielle Salles équipées kinésithérapie ou psychomotricité Salle de soins Salle de pesée Autres
Organisation des transports	EN INTERNE		
Nombre de véhicules adaptés au 31/12	1		
Nombre de véhicules (hors adaptés) au 31/12	4	Accessibilité au transport collectif	OUI

DEMARCHE QUALITE

Livret d'Accueil	
Oui	01/09/2015

Règlement de Fonctionnement	
Oui	01/09/2015

Contrat de séjour	
Oui	01/09/2015

Conseil de la vie sociale	
Oui	08/09/2020

Charte des droits & liberté
OUI

Projet d'Etablissement ou de Service	
Oui	01/06/2015

Date dernière Evaluation Interne	Externe
01/06/2019	01/01/1900

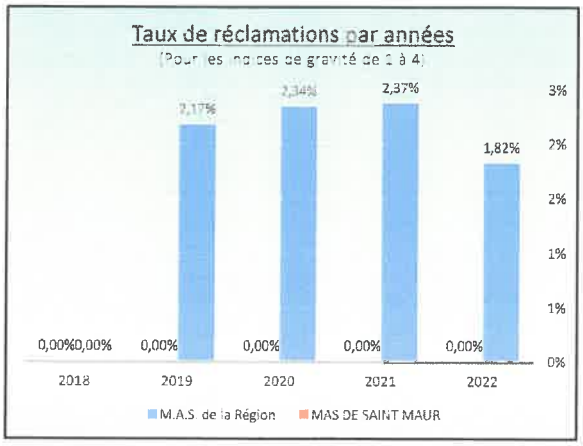
Formalisation de la démarche de gestion des risques et de lutte contre la maltraitance	Démarche de certification complémentaire		Certification sur : Fonctions administratives et de Gestion	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions logistiques ou support
OUI	NON					

Date d'effet du prochain CPOM	Renouvellement d'Autorisation		Prochaine Evaluation
1/1/2024	1/8/2024	2ème Trim 2023	

Fonction publique / convention collective	Nature du diplôme du directeur
FONCTION PUBLIQUE : Titre IV de la fonction publique hospitalière (y compris les stagiaires, contractuels, vacataires, auxiliaires)	Diplôme Niveau 1 - DESSMS (Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social)

Inspections / Signalements / (Evaluations)

Réclamations						
Années	Nombre de Réclamations	Gravité 0	Gravité 1	Gravité 2	Gravité 3	Gravité 4
2022						
2021						
2020						
2019						
2018						



Déclarations de l'établissements de 2017 à 2022						
Date de déclaration	EIG associé aux Soins	Lieu de survenue	Evénements/incidents dans un établissement ou organisme	Evénements indésirables/graves associés aux soins	Vigilances	Autres
		Aucune déclaration de l'établissement				

★☆☆☆☆	Exaustivité & qualité des Données transmises aux autorités
	TDB >98% + ERRD/CA + Annexe activité + Annexe RH
☆★☆☆☆	Activité à un niveau satisfaisant
	TO > 95%
☆☆★☆☆	Gestion des ressources du Personnel satisfaisante
	Taux rotation < Moyenne région + Postes vaccants < MR + Accidents < 5%
☆☆☆★☆	Situation Financière satisfaisante
	FRNG > 60j + MB > 6% + Emprunts < 50% + Réserve déficits > 10% des charges
☆☆☆☆★	Qualité de prise en charge
	Taux de réclamations 1-4 < MR + EIG >1 dernière année + EE sans incontournable

Légende

- Données ANAP
- Données Finess
- Données Maquettes
- Données Annexes CNSA
- Données EIG & Réclamations

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

S.A.M.S.A.H.

Fiche Individuelle ESMS

Finess : 360004568

D A P F Q

SAMSAH UGECAM CHATEAUROUX

Org.Privé non Lucr.

UGECAM CENTRE (450018106)

Org.Régime Prot.Soc.

89 R AMPERE 36000 CHATEAUROUX

Téléphone : 02 54 07 82 33 Email : samsah36@ugecam-centre.fr

Sources de financement	Assurance maladi€D	Date d'ouverture	09/10/2009
Nomenclature comptable applicable	M22	Date d'autorisation	18/05/2009
Modalités de tarification/Option tarifaire	/	Autorisation spécifique	0
CPOM en cours	OUI		
Date d'entrée en vigueur du CPOM	01/01/2015	Régime de l'ESMS au regard des obligations d'évaluation externe	ESMS autorisé avant le 21 juillet 2009 et ouvert après le 21 juillet 2009
Date d'échéance du CPOM	31/12/2019		
Partenaires signataires du CPOM	ARS	Groupe homogène	SAMSAH
Etablissement mono-site	OUI	Date de construction de l'établissement ou date de la dernière grosse rénovation	01/01/2007
Etablissement mono-bâtiment	OUI		
Nature du droit	SOUS CONTRAT LOCATIF DE TYPE BAIL	Superficie des locaux en m2	220
Contraintes architecturales	OUI	Superficie des terrains en m2	0
Nombre de chambres individuelles / total	/	Nombre total de places d'hébergement installées au 31.12	#VALEUR!

Taux de Remplissage du Tableau de bord	Taux occupation	Nombre de CDD de remplacement	Taux de rotation du personnel	Taux Absentéisme du personnel	Taux de CAF	Taux endettement	Taux d'ETP vacants au 31/12	Taux de vétusté des constructions	Taux de vétusté des équipements	Fonds de roulement en jours de charges courantes	Projet établissement
100%	111%	0	11,1%	15,1%	15,99%	0,0%	100,0%		0%	254	06/06/2016

FINESS	SITE	CATEGORIE	RAISON SOCIALE	ADRESSE		CAPACITE INSTALLEE			20
360004568	P	S.A.M.S.A.H.	SAMSAH UGECAM CHATEAUROUX	36044	CHATEAUROUX	AMSAH	Milieu ordinaire	Déf.du Psychisme SAI	20

ACTIVITES

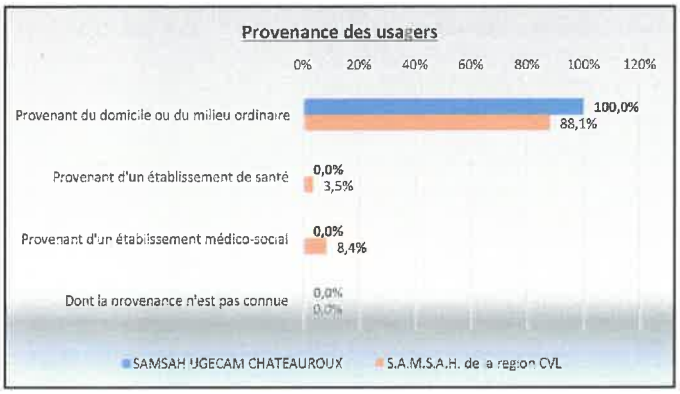
Taux d'occupation

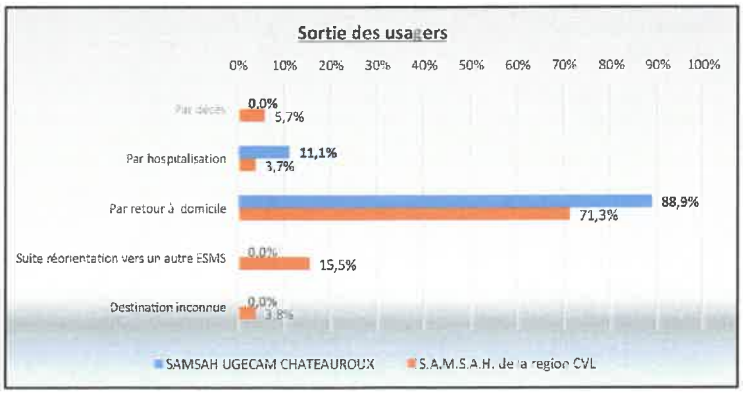
Type d'hébergement	Nombre de jours d'ouverture	Nombre de Places	2019	2020	2021	2022
Externat						
Semi-Internat						
Internat						
Autre 1					111,20%	
Autre 2						
Autre 3						

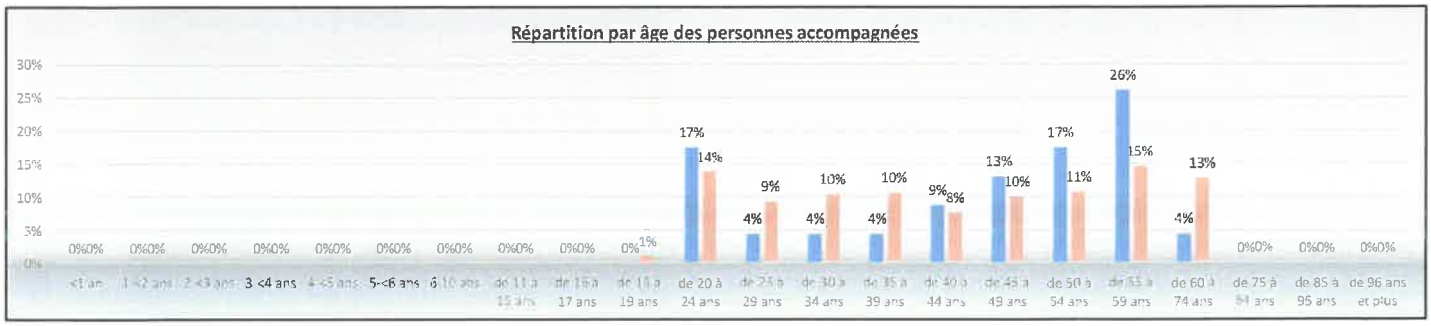
Places disponibles	Moyenne sur 3 ans	2021	2022
Externat			
Semi-Internat			
Internat			
Autre 1			
Autre 2			

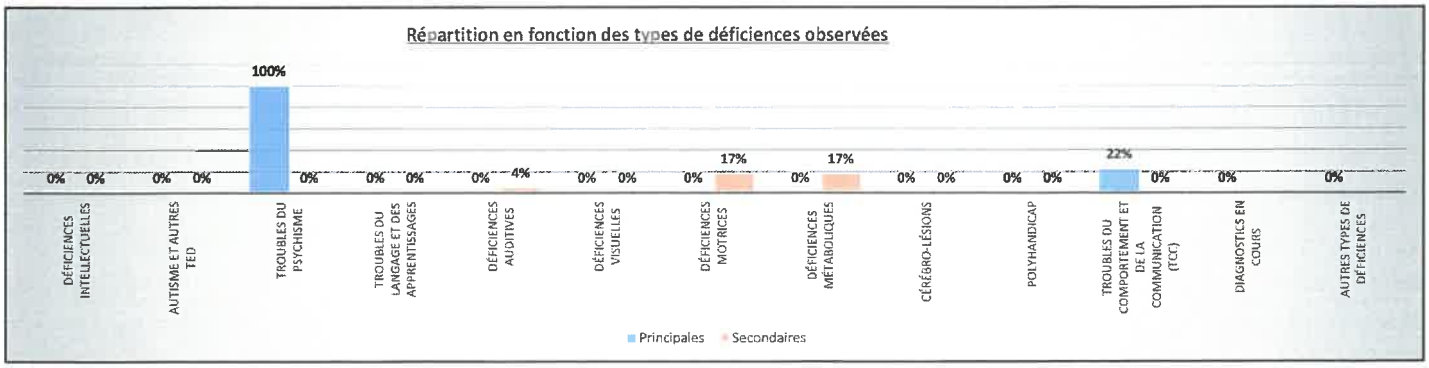
Source : cadres CNSA ERRD/CA 2021

	SAMSAH UGECAM CHATEAUROUX			Département	Région
	2019	2020	2021	2021	
Taux de rotation des lits/places financés (hors accompagnement temporaire) en %		50%	50%	75%	36%
Durée moyenne de séjour en nombre d'années		1,6	0,9	1,16	1,96
Taux de réalisation de l'activité				0%	0%
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en accompagnement permanent		101%	111%	107%	118%
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en hébergement temporaire					
Taux d'occupation des places autorisés en accueil de jour					
Nombre moyen de journées d'absence des personnes accompagnées sur la période				5,56	12,30
Taux d'admission sur les lits/places		40%	55%		
File active des personnes accompagnées sur la période		29	32	29	41
Part des personnes bénéficiant d'une mesure de protection (acc. social ou protection juridique) en %		55%	83%	70%	57%
Taux d'occupation des places habilitées par des personnes bénéficiaires de l'aide sociale départementale en %					
Taux de personnes en dérogation ou hors autorisation		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux d'hospitalisation complète (dont hospitalisation à domicile) en %					

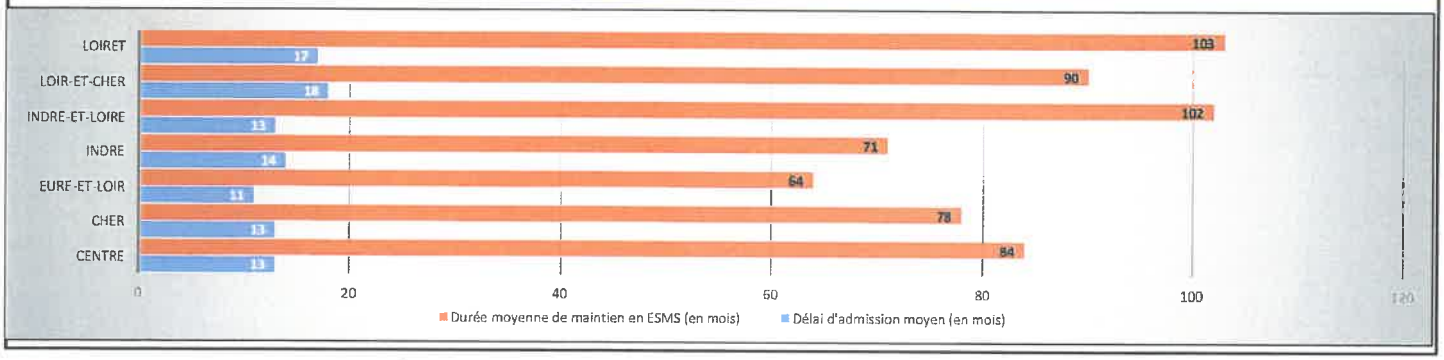








Places installées	Usagers accueillis	Usagers "Amendement Creton"	Usagers en liste d'attente	Taux d'occupation	Ratio LA/PI	Délai d'admission moyen en mois	Durée moyenne de maintien en ESMS en mois
20	22	0	3	110%	15%	0	0



Convention avec des équipes mobiles	AUCUNE	Partenariat avec un réseau de santé	OUI réseau de santé soins palliatifs
Signature de la convention plan Bleu	NON	Convention avec une équipe de HAD	NON
Coopération inter-établissements	PAS DE COOPERATION	Nombre de places habilitées à l'aide sociale départementale à l'hébergement Part des places HASsur les places d'hébergement permanent	
Partenariat avec des acteurs de la coordination médico-sociale	NON	Mission d'appui-ressource sur le territoire	NON
Modalités d'organisation de l'hébergement temporaire et/ou de l'accueil de jour			

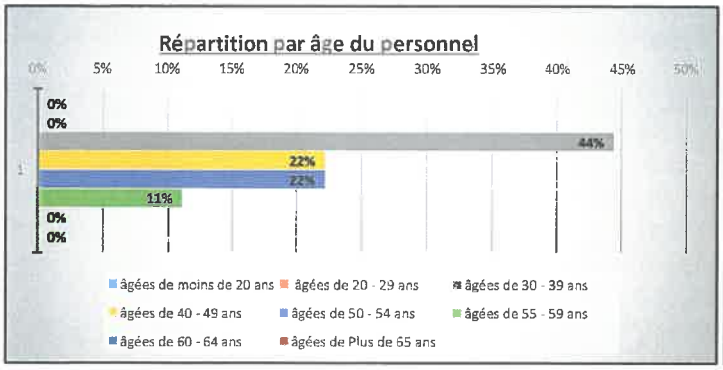
RESSOURCES HUMAINES

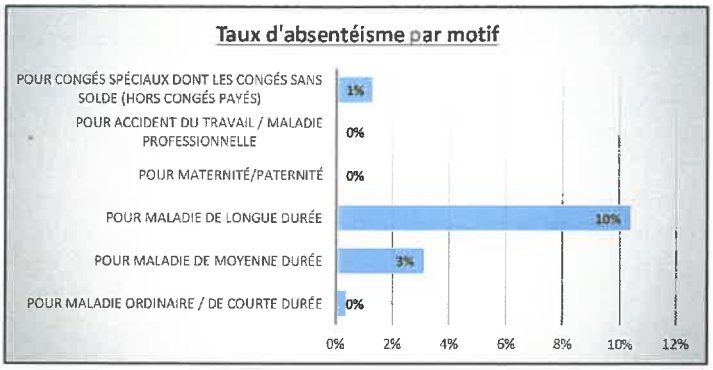
ETP Total	ETP Total	Direction /Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Autres
2021	**8,00**	0,00	→ 1,00	→ 0,00	→ 0,00	↑ 6,00	↑ 1,00	↓ 0,00	→ 0,00	→ 0,00	→ 0,00
2020	5,75		1,00	0,00	0,00	4,70	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00
2019	0,00										

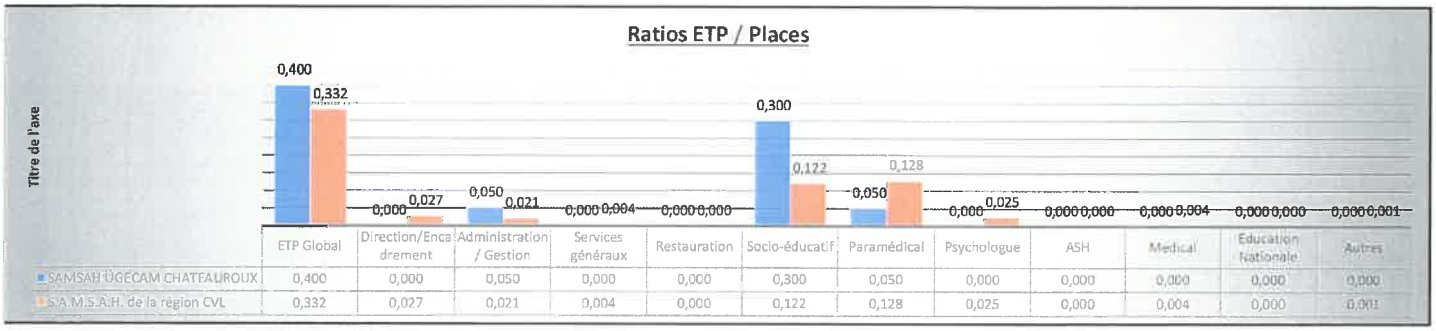
	Socio-éducatif	Aide médico-psychologique	Animateur	Moniteur éducateur	Educateur spécialisé	Assistant social	Autre Socio-éducatif
2021	**6,00**	4,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00
2020	4,70	3,00	0,00	0,30	1,00	0,70	0,70
2019	0,00						

	Paramédical	Infirmier	Aide médico-psychologique	Aide soignant	Kinésithérapeute	Psychomotricien	Ergothérapeute	Orthophoniste	Autre Paramédical
2021	**1,00**	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2019	0,00								

	Médical	Médecin Coordonnateur	Autres Médical
2021	**0,00**	0,00	0,00
2020	0,00	0,00	0,00
2019	0,00		







	ETP Global	Direction/Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Medical	Education Nationale	Autres
SAMSAH UGECAM CHATEAUROUX	0,400	0,000	0,050	0,000	0,000	0,300	0,050	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
S.A.M.S.A.H. de la région CVL	0,332	0,027	0,021	0,004	0,000	0,122	0,128	0,025	0,000	0,004	0,000	0,001

Taux d'ETP (équivalent temps plein) vacants au 31/12 en %	100,00%	Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOINS	100,00%
		Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOCIO EDUCATIVE	0,00%
Taux de prestations externes en %		Taux de rotation des personnels sur effectifs réels en %	11,11 (National 12,5)
Taux de personnels occupant une fonction de gestion d'équipe ou de "management" en %	1,25%	Taux d'absentéisme (hors formation) en %	15,14 (National 8,52)
		Nombre de CDD de remplacement	0
Démarche formalisée de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences	OUI	Organisation comprenant un pool de remplacement	NON

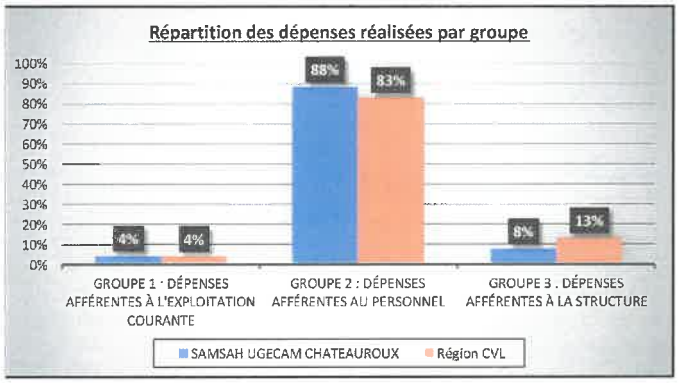
BUDGET & FINANCES

Charges*	2019	2020	2021	2021	2020	2019	Produits*
Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 198	16 206	14 306	322 276	332 927	319 549	Groupe I : produits de la tarification
Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	258 336	281 420	316 664	15 442	17 855	27 983	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation
Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	27 958	28 551	27 072	76 808	5 214	5 591	Groupe III : produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables
Résultat	53 631	29 819	56 485				**Marge Brute**
	15,19%	**8,38%**	**13,63%**				

** données ERRD 2021 non vérifiées*

Taux d'atteinte des prévisions de recettes	2019	2020	2021	Taux d'atteinte des prévisions de dépenses	2019	2020	2021
		112,27%	129,83%			95,22%	112,14%

Taux d'utilisation de la dotation en soins	2019	2020	2021	Etablissement sous CPOM	0 €
				Date d'effet	



Ratios financiers	2019	2020	2021	Région
Taux de CAF		16,0%	16,0%	15,0%
Taux de vétusté des constructions				18,9%
Taux de vétusté des équipements		29,7%	0,4%	67,1%
Taux d'endettement		0,0%	0,0%	7,6%
Fonds de roulement en jours de charges courantes		0	254	251

Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021	Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021
Durée de la dette financière en années				Fonds de roulement Net Global (en jours)			
Taux de vétusté des constructions				Trésorerie (en jours)			
Taux de vétusté des installations				Taux de Marge Brute			
Rotation des dettes fournisseurs en jours				Taux de CAF			
Rotation des dettes sociales en jours				Taux de réserve de compensation des déficits (minimum 10%)			

RESSOURCES MATERIELLES

Nature du droit d'occupation du ou des bâtiment(s)	SOUS CONTRAT LOCATIF DE TYPE BAIL	Date de construction de l'établissement / dernière grosse rénovation assimilable à une reconstruction	SOUS CONTRAT LOCATIF DE TYPE BAIL
Réalisation du diagnostic accessibilité des bâtiments	OUI	Date de réalisation du diagnostic accessibilité	01/01/2016
Avis favorable de la commission de sécurité	NON	Date de passage de la dernière commission de sécurité & avis positif	
Respect de la réglementation incendie	OUI	Respect de la réglementation relative à l'amiante	OUI
Respect de la réglementation énergétique	NON	Respect de la réglementation accessibilité	NON
Accès à un groupe électrogène	NON	Plateau technique / Equipement en propre	Aucun
Organisation des transports	EN INTERNE		
Nombre de véhicules adaptés au 31/12	0		
Nombre de véhicules (hors adaptés) au 31/12	3	Accessibilité au transport collectif	OUI

DEMARCHE QUALITE

Livret d'Accueil	
Oui	01/09/2015

Règlement de Fonctionnement	
Oui	01/06/2016

Contrat de séjour	
Oui	01/09/2016

Conseil de la vie sociale	
Oui	09/10/2009

Charte des droits & liberté	
OUI	

Projet d'Etablissement ou de Service	
Oui	06/06/2016

Date dernière Evaluation Interne	Externe
01/09/2019	16/12/2016

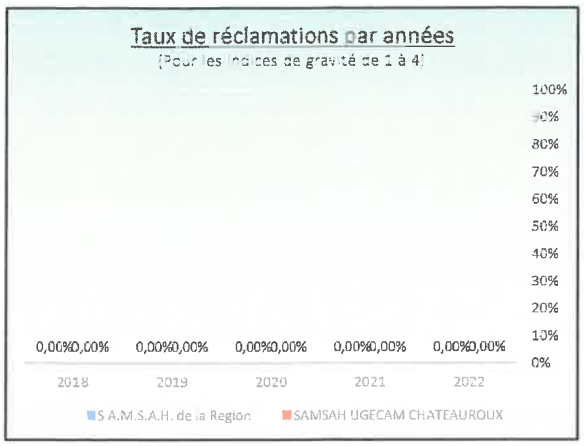
Formalisation de la démarche de gestion des risques et de lutte contre la maltraitance	Démarche de certification complémentaire		Certification sur : Fonctions administratives et de Gestion	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions logistiques ou support
OUI	NON					

Date d'effet du prochain CPOM	Renouvellement d'Autorisation		Prochaine Evaluation
1/1/2024	5/18/2024	2ème Trim 2023	

Fonction publique / convention collective	Nature du diplôme du directeur
FONCTION PUBLIQUE : Titre IV de la fonction publique hospitalière (y compris les stagiaires, contractuels, vacataires, auxiliaires)	Diplôme Niveau 1 - DESSMS (Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social)

Inspections / Signalements / (Evaluations)

Réclamations						
Années	Nombre de Réclamations	Gravité 0	Gravité 1	Gravité 2	Gravité 3	Gravité 4
2022						
2021						
2020						
2019						
2018						



Déclarations de l'établissements de 2017 à 2022						
Date de déclaration	EIG associé aux Soins	Lieu de survenue	Evénements/incidents dans un établissement ou organisme	Evénements indésirables/graves associés aux soins	Vigilances	Autres
		Aucune déclaration de l'établissement				

	Exaustivité & qualité des Données transmises aux autorités
	TDB >98% + ERRD/CA + Annexe activité + Annexe RH
	Activité à un niveau satisfaisant
	TO > 95%
	Gestion des ressources du Personnel satisfaisante
	Taux rotation < Moyenne région + Postes vaccants < MR + Accidents < 5%
	Situation Financière satisfaisante
	FRNG > 60j + MB > 6% + Emprunts < 50% + Réserve déficits > 10% des charges
	Qualité de prise en charge
	Taux de réclamations 1-4 < MR + EIG >1 dernière année + EE sans incontournables

Légende
- Données ANAP
- Données Finess
- Données Maquettes
- Données Annexes CNSA
- Données EIG & Réclamations

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

S.E.S.S.A.D.

Fiche Individuelle ESMS

Finess : 180001216

D A P F Q

SESSAD DEPARTEMENTAL UGECAM

Org.Privé non Lucr.

UGECAM CENTRE (450018106)

Org.Régime Prot.Soc.

4 AV PIERRE SEMARD 18000 BOURGES

Téléphone : 02 48 67 01 55 Email : philippe.debroye@ugecam.assurance-maladie.fr

Sources de financement	Assurance maladie	Date d'ouverture	15/10/1995
Nomenclature comptable applicable	M22	Date d'autorisation	03/01/2017
Modalités de tarification/Option tarifaire	/	Autorisation spécifique	0
CPOM en cours	OUI		
Date d'entrée en vigueur du CPOM	01/01/2015	Régime de l'ESMS au regard des obligations d'évaluation externe	ESMS autorisé et ouvert avant le 3 janvier 2002
Date d'échéance du CPOM	31/12/2019		
Partenaires signataires du CPOM	ARS	Groupe homogène	SESSAD de 1 à 60 places
Etablissement mono-site	OUI	Date de construction de l'établissement ou date de la dernière grosse rénovation	01/09/1970
Etablissement mono-bâtiment	NON		
Nature du droit	PROPRIETAIRE	Superficie des locaux en m2	10 276
Contraintes architecturales	OUI	Superficie des terrains en m2	265 577

Taux de Remplissage du Tableau de bord	Taux occupation	Nombre de CDD de remplacement	Taux de rotation du personnel	Taux Absentéisme du personnel	Taux de CAF	Taux endettement	Taux d'ETP vacants au 31/12	Taux de vétusté des constructions	Taux de vétusté des équipements	Fonds de roulement en jours de charges courantes	Projet établissement
100%	131%	0	10,4%	5,2%	34,71%	0,0%	16,3%	31%	94%	2 039	31/07/2015

FINESS	SITE	CATEGORIE	RAISON SOCIALE	ADRESSE		CAPACITE INSTALLEE			10
180001216	P	S.E.S.S.A.D.	SESSAD DEPARTEMENTAL UGECAM	18033	BOURGES	Tous projets	Milieu ordinaire	Trbl.Spectr.autisme	10

ACTIVITES

Taux d'occupation

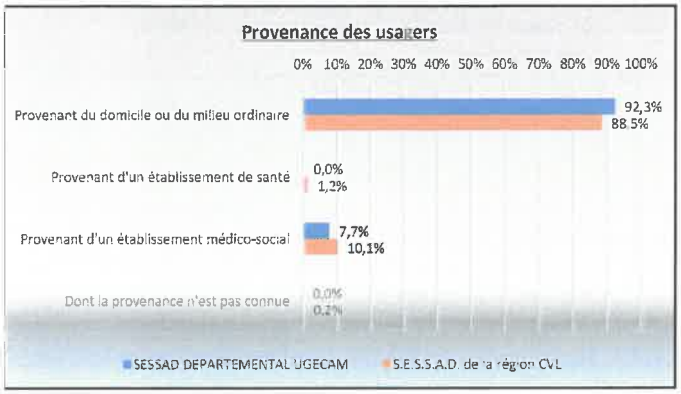
Type d'hébergement	Nombre de jours d'ouverture	Nombre de Places	2019	2020	2021	2022
Autre 1					130,62%	
Autre 2						
Autre 3						

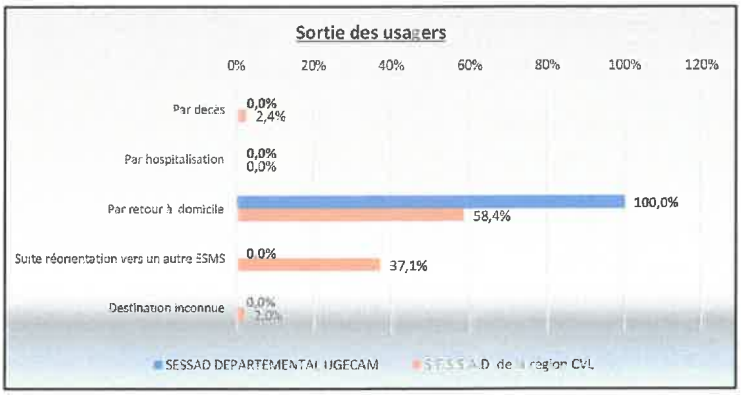
Source : cadres CNSA ERRD/CA 2021

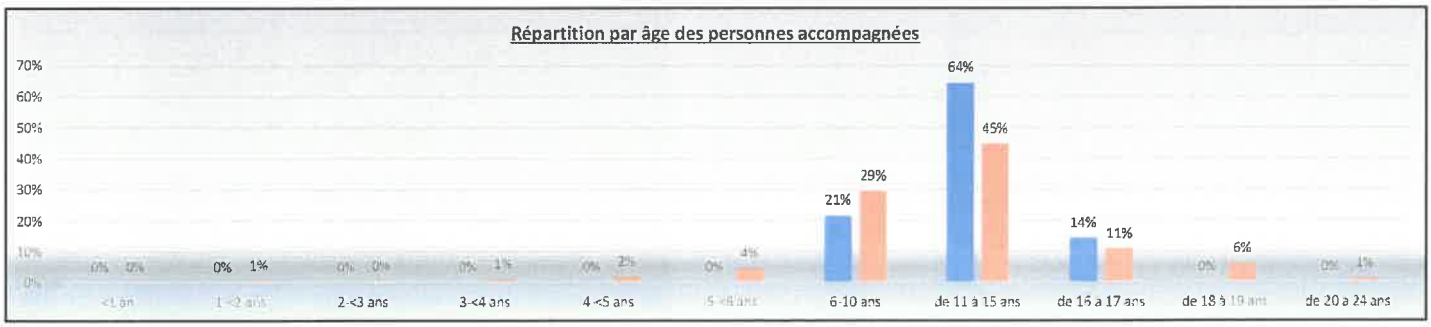
Séances

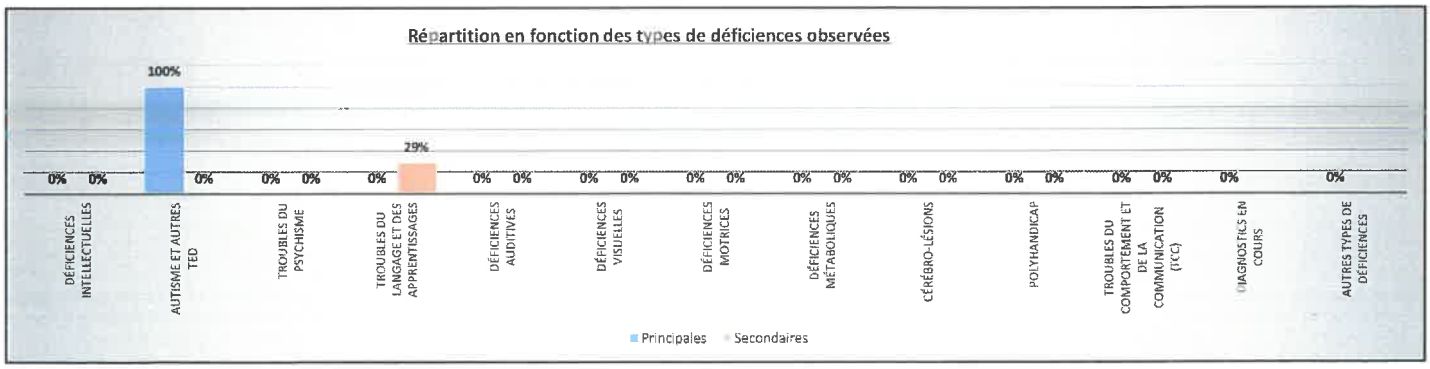
2019	2020	2021	2022
	0	2742	
0			

	SESSAD DEPARTEMENTAL UGECAM			Département	Région
	2019	2020	2021	2021	
Taux de rotation des lits/places financés (hors accompagnement temporaire) en %	15%	45%	15%	18%	27%
Durée moyenne de séjour en nombre d'années	9,7	1,4	3,8	3,47	3,97
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en accompagnement permanent	100%	122%	131%	89%	97%
Nombre moyen de journées d'absence des personnes accompagnées sur la période				13,80	10,32
Taux d'admission sur les lits/places	20%	50%	10%		
File active des personnes accompagnées sur la période	14	20	16	32	41
Part des personnes bénéficiant d'une mesure de protection (acc. social ou protection juridique) en %	0%	0%	0%	3%	12%
Taux de personnes en dérogation ou hors autorisation	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,23%

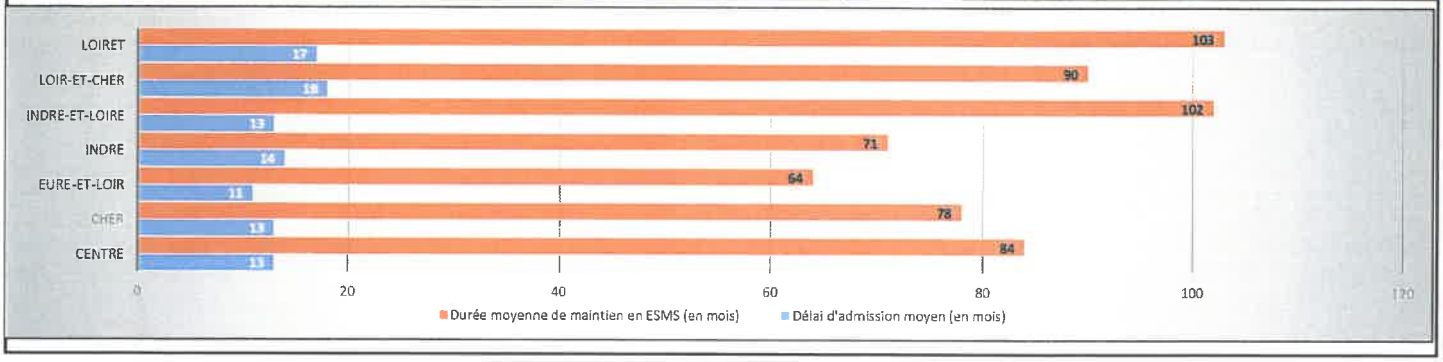








VIA Trajectoire							
Places installées	Usagers accueillis	Usagers "Amendement Creton"	Usagers en liste d'attente	Taux d'occupation	Ratio LA/PI	Délai d'admission moyen en mois	Durée moyenne de maintien en ESMS en mois
55	63	0	42	115%	76%	12	0



Convention avec des équipes mobiles	AUCUNE	Partenariat avec un réseau de santé	NON
Signature de la convention plan Bleu	NON	Convention avec une équipe de HAD	NON
Coopération inter-établissements	GIP	Nombre de places habilitées à l'aide sociale départementale à l'hébergement Part des places HASsur les places d'hébergement permanent	
Partenariat avec des acteurs de la coordination médico-sociale	NON	Mission d'appui-ressource sur le territoire	NON
Modalités d'organisation de l'hébergement temporaire et/ou de l'accueil de jour			

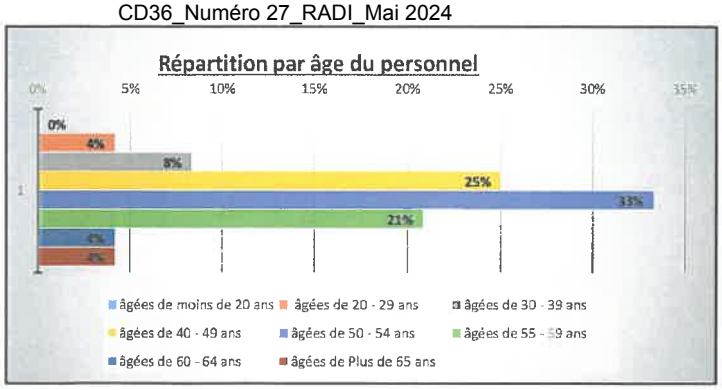
RESSOURCES HUMAINES

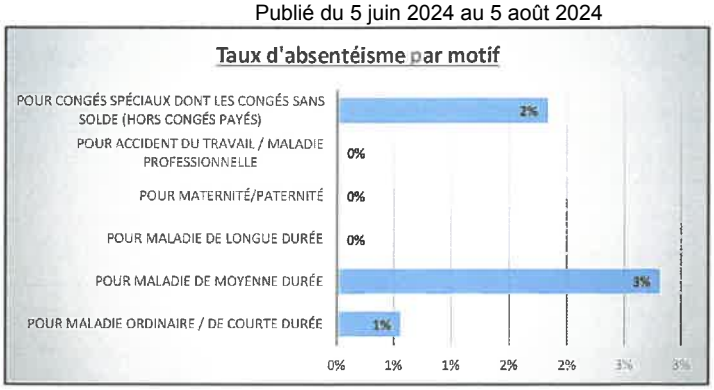
ETP Total	ETP Total	Direction /Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Autres
2021	**3,88**	0,51	↓ 0,49	↑ 0.27	→ 0,00	↑ 2,00	↓ 0,00	↑ 0,61	→ 0,00	→ 0,00	→ 0,00
2020	2,69		0,66	0,21	0,00	1,50	0,16	0,16	0,00	0,00	0,00
2019	3,22	0,54	0,49	0,24	0,00	1,70	0,15	0,10	0,00	0,00	0,00

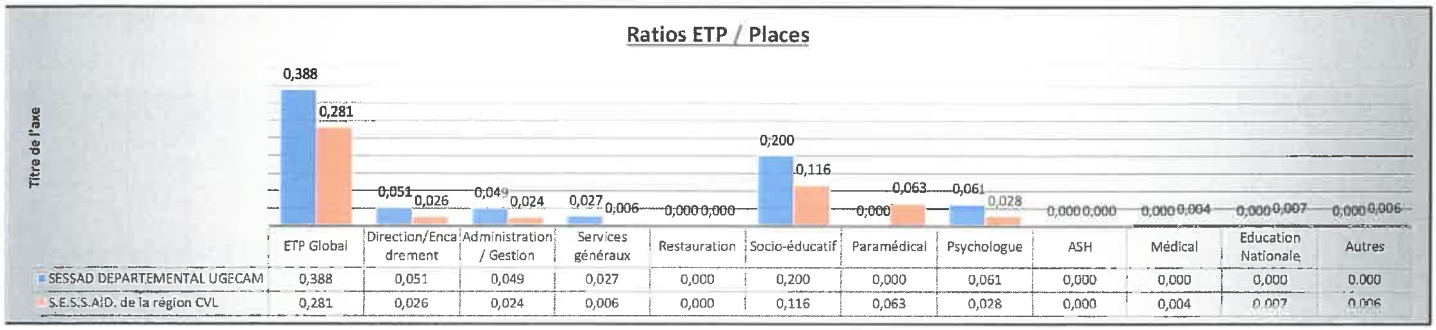
	Socio-éducatif	Aide médico-psychologique	Animateur	Moniteur éducateur	Educateur spécialisé	Assistant social	Autre Socio-éducatif
2021	**2,00**	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
2020	1,50	0,00	0,00	0,00	1,50	0,00	0,00
2019	1,70	1,00	0,00	0,70	0,00	0,00	0,00

	Paramédical	Infirmier	Aide médico-psychologique	Aide soignant	Kinésithérapeute	Psychomotricien	Ergothérapeute	Orthophoniste	Autre Paramédical
2021	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	0,00	0,00	0,00
2019	0,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,00	0,00	0,00

	Médical	Médecin Coordonnateur	Autres Médical
2021	**0,00**	0,00	0,00
2020	0,00	0,00	0,00
2019	0,00	0,00	0,00







	ETP Global	Direction/Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Education Nationale	Autres
SESSAD DEPARTEMENTAL UGECAM	0,388	0,051	0,049	0,027	0,000	0,200	0,000	0,061	0,000	0,000	0,000	0,000
S.E.S.S.A.D. de la région CVL	0,281	0,026	0,024	0,006	0,000	0,116	0,063	0,028	0,000	0,004	0,007	0,006

Taux d'ETP (équivalent temps plein) vacants au 31/12 en %	36,34%	Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOINS	36,34%
		Dont taux d'ETP vacants concernant la fonction SOCIO EDUCATIVE	0,00%
Taux de prestations externes en %	2,41%	Taux de rotation des personnels sur effectifs réels en %	10,42 (National 10,42)
Taux de personnels occupant une fonction de gestion d'équipe ou de "management" en %	13,14%	Taux d'absentéisme (hors formation) en %	5,23 (National 8)
		Nombre de CDD de remplacement	0
Démarche formalisée de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences	OUI	Organisation comprenant un pool de remplacement	NON

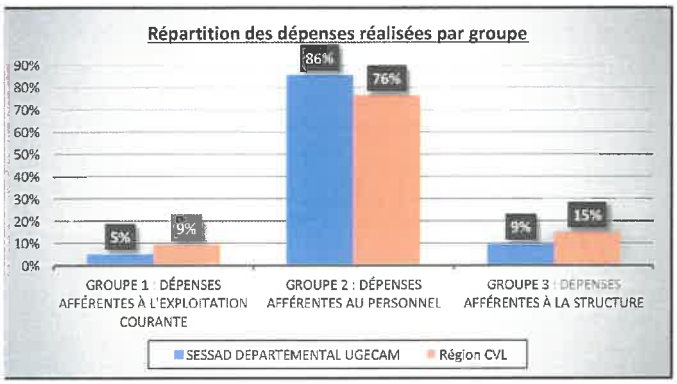
BUDGET & FINANCES

Charges*	2019	2020	2021	2021	2020	2019	Produits*
Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 927	9 281	11 208	315 264	309 778	302 938	Groupe I : produits de la tarification
Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	118 464	240 861	191 237	6 138	11 150	-2 381	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation
Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	45 645	21 665	21 123	6 458	50 097	27 085	Groupe III : produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables
Résultat	153 606	99 217	104 292				**Marge Brute**
	46,88%	**26,74%**	**31,81%**				

** données ERRD 2021 non vérifiées*

Taux d'atteinte des prévisions de recettes	2019	2020	2021	Taux d'atteinte des prévisions de dépenses	2019	2020	2021
	120,69%	108,22%	106,67%		88,41%	57,48%	72,74%

Taux d'utilisation de la dotation en soins	2019	2020	2021	Etablissement sous CPOM	0 €
				Date d'effet	



Ratios financiers	2019	2020	2021	Région
Taux de CAF	29,8%	55,1%	34,7%	12,0%
Taux de vétusté des constructions	24,0%		30,8%	51,1%
Taux de vétusté des équipements	93,5%	92,2%	94,3%	71,2%
Taux d'endettement	0,0%	0,0%	0,0%	6,2%
Fonds de roulement en jours de charges courantes	1 548	0	2 039	288

Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021	Périmètre de l'ERRD	2019	2020	2021
Durée de la dette financière en années				Fonds de roulement Net Global (en jours)			
Taux de vétusté des constructions				Trésorerie (en jours)			
Taux de vétusté des installations				Taux de Marge Brute			
Rotation des dettes fournisseurs en jours				Taux de CAF			
Rotation des dettes sociales en jours				Taux de réserve de compensation des déficits (minimum 10%)			

RESSOURCES MATERIELLES

Nature du droit d'occupation du ou des bâtiment(s)	PROPRIETAIRE	Date de construction de l'établissement / dernière grosse rénovation assimilable à une reconstruction	PROPRIETAIRE
Réalisation du diagnostic accessibilité des bâtiments	OUI	Date de réalisation du diagnostic accessibilité	11/03/2011
Avis favorable de la commission de sécurité	OUI	Date de passage de la dernière commission de sécurité & avis positif	20/04/2016 OUI
Respect de la réglementation incendie	OUI	Respect de la réglementation relative à l'amiante	OUI
Respect de la réglementation énergétique	OUI	Respect de la réglementation accessibilité	NON
Accès à un groupe électrogène	OUI EN PROPRE	Plateau technique / Equipement en propre	Balnéothérapie Salle de stimulation senscrielle Salles équipées kinésithérapie ou psychomotricité Salles d'ateliers pédagogiques équipées Salle de soins
Organisation des transports	MIXTE		
Nombre de véhicules adaptés au 31/12	1		
Nombre de véhicules (hors adaptés) au 31/12	2	Accessibilité au transport collectif	OUI

DEMARCHE QUALITE

Livret d'Accueil	
Oui	28/11/2017

Règlement de Fonctionnement	
Oui	05/11/2015

Contrat de séjour	
Oui	28/11/2017

Conseil de la vie sociale	
Oui	12/10/2021

Charte des droits & liberté	
OUI	

Projet d'Etablissement ou de Service	
Oui	31/07/2015

Date dernière Evaluation Interne	Externe
30/07/2013	02/01/2015

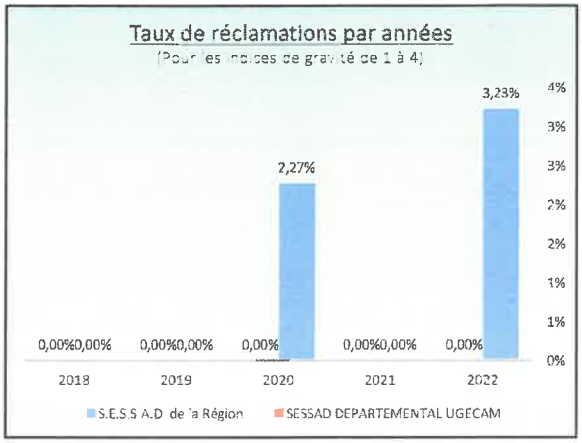
Formalisation de la démarche de gestion des risques et de lutte contre la maltraitance	Démarche de certification complémentaire		Certification sur : Fonctions administratives et de Gestion	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions logistiques ou support
OUI	NON					

Renouvellement d'Autorisation			
Date d'effet du prochain CPOM	1/1/2025	1/3/2032	1er Trim 2024	Prochaine Evaluation

Fonction publique / convention collective	Nature du diplôme du directeur
FONCTION PUBLIQUE : Titre IV de la fonction publique hospitalière (y compris les stagiaires, contractuels, vacataires, auxiliaires)	Diplôme Niveau 1 - DESSMS (Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social)

Inspections / Signalements / (Evaluations)

Réclamations						
Années	Nombre de Réclamations	Gravité 0	Gravité 1	Gravité 2	Gravité 3	Gravité 4
2022						
2021						
2020						
2019						
2018						



Déclarations de l'établissements de 2017 à 2022						
Date de déclaration	EIG associé aux Soins	Lieu de survenue	Evénements/incidents dans un établissement ou organisme	Evénements indésirables/graves associés aux soins	Vigilances	Autres
		Aucune déclaration de l'établissement				

	Exaustivité & qualité des Données transmises aux autorités
	TDB >98% + ERRD/CA + Annexe activité + Annexe RH
	Activité à un niveau satisfaisant
	TO > 95%
	Gestion des ressources du Personnel satisfaisante
	Taux rotation < Moyenne région + Postes vaccants < MR + Accidents < 5%
	Situation Financière satisfaisante
	FRNG > 60j + MB > 6% + Emprunts < 50% + Réserve déficits > 10% des charges
	Qualité de prise en charge
	Taux de réclamations 1-4 < MR + EIG >1 dernière année + EE sans incontournable

Légende
- Données ANAP
- Données Finess
- Données Maquettes
- Données Annexes CNSA
- Données EIG & Réclamations

Fiche Action n°1

Etablissement concerné	SAMSAH					
Objectifs stratégiques	**Transformation de l'offre : faire évoluer les autorisations en fonction des besoins du public et du territoire**					
Objectif opérationnels	• Augmentation de 2 places au SAMSAH sans financement supplémentaire • Augmentation de 7 places au SAMSAH financées					
Contexte et enjeux	• Schéma départemental du handicap 2021-2025 (Fiche action 18) • Liste attente importante (+50 au 31/12/2023) • Taux encadrement suffisant pour assurer l'augmentation de l'activité • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.4 – L'ESSMS co-construit sa stratégie d'accompagnement et son inscription dans le territoire, dans une approche inclusive => *critère 3.4.3 – L'ESSMS s'inscrit dans des projets communs avec les partenaires du territoire pour renforcer l'offre d'accompagnement..*					
Descriptif des actions	Calendrier					
	2024	2025	2026	2027	2028	
Modification de l'arrêté	x	x				
Partenaires et acteurs	• Conseil Départemental 36 • ARS Centre Val de Loire					
Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)	Mesure complémentaire		
2024		x				
2025 CD36			40 747 €			
2025 ARS			140 000 €			
Moyens organisationnels						
2024	Effectif existant sans recrutement					
2025	Recrutement à prévoir					
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	Mesure de l'activité					

Fiche Action n°2

Etablissement concerné	MAS 36, SAMSAH 36, et MAS 28
Objectifs stratégiques	• **Développer la notion de parcours SAMSAH-MAS et favoriser la mutualisation des plateaux techniques** • **Développer l'inclusion dans la société**
Objectif opérationnels	Développer les actions partenariales (culturelles, sportives, santé, lutte contre l'isolement surtout en milieu rural, mobilité, ...)
Contexte et enjeux	• Schéma départemental du handicap 2021-2025 • Politique inclusive et développement de l'autodétermination • La Conférence Nationale du Handicap 2023 : agir pour l'accessibilité universelle dont le sport, le loisir.... • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.3 et 3.4 – L'ESSMS facilite la participation sociale de la personne accompagnée ; coconstruit sa stratégie d'accompagnement et son inscription dans le territoire, dans une approche inclusive (*critères 3.3.1/3.4.1/3.4.2/3.4.3/3.4.4 et 3.4.5)*

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
Mutualisation des supports techniques (de soins ou thérapeutiques) (salle Snoezelen, balnéothérapie, cuisine pédagogique...)	x	x	x	x	x
Développer les partenariats extérieurs mobilisables en soutien à l'inclusion (cartographie et formalisation)	x	x			
Proposer des solutions de répit ou de relai pour éviter les ruptures de parcours et soutenir le maintien à domicile (place d'accueil temporaire, expérimentation MAS hors les murs)	x	x	x	x	x
Travail avec les partenaires autour de l'accompagnement à la vie autonome (PEVA, GEM Psy, Pair-aidance....)		x	x	x	x
Logement inclusif envisagé pour les personnes accompagnées nécessitant une transition entre l'institution et un logement de droit commun				x	x

Partenaires et acteurs	• Collaboration professionnelle des équipes MAS-SAMSAH • Autres ESMS • LADAPT (PEVA), GEM Psy • Dispositifs de droit commun

Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)	Mesure complémentaire
Mutualisation des supports techniques (de soins ou thérapeutiques) (salle Snoezelen, balnéothérapie, cuisine pédagogique...)	x	x		
Formaliser les partenariats extérieurs par des conventions	x			
Proposer des solutions de répit ou de relai pour éviter les ruptures de parcours	x			

Moyens organisationnels	• Collaboration et coordination des équipes • Communication vers les partenaires extérieurs
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	• Nombre de convention • Nombre de bénéficiaires utilisateurs • Nombre de bénéficiaires accompagnés vers l'inclusion

Fiche Action n°3

Etablissement concerné	IME _ SESSAD TSA _ UEMA s et DAR s
Objectifs stratégiques	**Transformation de l'offre : faire évoluer les autorisations en fonction des besoins du public et du territoire**
Objectif opérationnels	Transformer l'IME, le SESSAD TSA , les 2 UEMA et les 2 DAR en DAME (Dispositif d'Accompagnement Médico Educatif)
Contexte et enjeux	• La Conférence Nationale du Handicap 2023 : transformer les établissements médico sociaux pour enfants en plateforme de services coordonnés • Liste attente importante en ambulatoire (30 jeunes) • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.4 – L'ESSMS coconstruit sa stratégie d'accompagnement et son inscription dans le territoire, dans une approche inclusive => *Critère 3.4.4 – L'ESSMS est force de proposition et d'innovation pour améliorer la qualité des accompagnements et les modalités d'intervention.*

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
Modifier les arrêtés	x				
Extension de l'autorisation de 0 à 20 ans sur l'ensemble du DAME	x				
Fluidifier et coordonner les parcours	x	x			
Former les équipes à l'autodétermination	x	x	x	x	x
Communiquer, informer et accompagner les familles dans le cadre des parcours et du dispositif	x	x	x	x	x
Renforcer l'implication des familles dans les parcours des jeunes, et développer la guidance parentale dès le plus jeune âge (ateliers parents et intervention précoce sur les lieux d'accueil (crèches, MAM....))		x	x	x	x
Augmenter le nombre d'accompagnement en ambulatoire par la fluidification des parcours (10 places)	x				

Partenaires et acteurs	• ARS • MDPH 18 • Education Nationale

Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)	Mesure complémentaire[1]
Formation				x
Coordination de parcours		x		
Augmenter le nombre d'accompagnement en ambulatoire (10 places) par réduction de 4 places du DITEP		x		

Moyens organisationnels	Réactualiser l'organigramme
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	• Mesure de l'activité • Mesurer les actions de formation

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

Fiche Action n°4

Etablissement concerné	MAS 36_SAMSAH 36_DITEP_IME_SESSAD TSA_UEMA et DAR_ MAS 28
Objectifs stratégiques	**Développement des compétences des professionnels et de l'environnement pour l'ensemble des établissements du CPOM**
Objectif opérationnels	• Certifier et former les professionnels d'accompagnement y compris pour les situations complexes. • Sensibiliser et soutenir les familles et l'environnement
Contexte et enjeux	• Stratégie nationale 2023-2027 pour les Troubles Neuro Développementaux • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.5 – L'ESSMS définit et déploie sa stratégie de préservation de l'autonomie et de prévention du risque d'isolement de la personne accompagnée => *critère 3.5.3 – Les professionnels sont régulièrement sensibilisés et/ou formés à la préservation de l'autonomie et à la prévention du risque d'isolement des personnes accompagnées.* • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.8 – L'ESSMS définit et déploie une politique ressources humaines au service de sa stratégie et de la qualité de l'accompagnement => *Critère 3.8.4 – L'ESSMS met au service des accompagnements une équipe de professionnels formés et qualifiés.*

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
CAP HANDEO (Certification des établissements et services TSA)	x	x			
Autorégulation	x	x	x	x	x
Formations comportementales	x	x	x	x	x
Formation Communication Alternative Améliorée (CAA)	x	x	x	x	x
Certification d'Intervenant en Autisme des professionnels (CNIA)	x	x	x	x	x
Supervisions et accompagnement de la pratique	x	x	x	x	x
Formation PCM (Professional Crisis Management)	x	x	x	x	x
Sensibilisation des familles et de l'environnement	x	x	x	x	x
Formations bientraitance régulières	x	x	x	x	x
Formations pour les coordinations de parcours	x	x	x	x	x

Partenaires et acteurs	ARS Organismes de formation

Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)	Mesure complémentaire[1]
Certification CAP HANDEO				x
Formations				x
Supervisions	x			
Sensibilisation des familles et de l'environnement		x		

Moyens organisationnels	Gestion des planning
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	Nombre de personnes formées par type de formation et de certification

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

Fiche Action n°5

Etablissement concerné	DITEP et IME_SESSAD TSA_UEMAs et DARs
Objectifs stratégiques	**Soutenir l'inclusion pour les enfants TCC et/ou TND (TSA et autres)**
Objectif opérationnels	• Favoriser l'accès au droit commun • Limiter le nombre d'amendements creton
Contexte et enjeux	• Conférence Nationale du Handicap 2023 • Stratégie nationale 2023-2027 pour les Troubles Neuro Développementaux • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.4 – L'ESSMS coconstruit sa stratégie d'accompagnement et son inscription dans le territoire, dans une approche inclusive => *critère 3.4.1 – L'ESSMS met en œuvre une approche inclusive des accompagnements proposés et critère 3.4.2 – L'ESSMS s'inscrit dans des partenariats pour enrichir son offre d'accompagnement au bénéfice des personnes.*

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
Favoriser l'accès et le maintien à la scolarité et à la formation professionnelle en développant plus particulièrement la scolarisation en lycée	x	x	x	x	x
Favoriser l'accès aux activités périscolaires	x	x	x	x	x
Expérimenter et développer l'implantation des dispositifs dans les murs de l'école (actuellement LEAP Bengy S/ Craon, DAR)	x	x	x	x	
Développer les immersions en entreprise	x	x	x	x	x
Permettre le parcours de vie dans toutes ses dimensions	x	x	x	x	x
Préparer les orientations des jeunes dès l'âge de 14/15 ans pour limiter les amendements creton	x	x	x	x	x
Favoriser la mobilité (maîtrise des transports en commun, permis de conduire…)	x	x	x	x	x
Favoriser l'entrée dans la vie active et son maintien en partenariat avec les dispositifs existants (Dispositif Emploi Accompagné)		x	x	x	x

Partenaires et acteurs	• Education Nationale • Entreprises et Centres de formation • Collectivités territoriales • Groupement d'Entraide Mutuelle (GEM) et Associations • Mission locale

Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)[2]	Mesure complémentaire
Coordination de parcours		x		
Expérimentation dans les murs de l'école par la mise à disposition de professionnels		x	x	

Moyens organisationnels	Identification du réseau
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	• Nombre d'enfants scolarisés et de formations professionnelles • Nombre de sortie positive (emploi, logement inclusif, établissement adapté …)

[2] L'allocation de crédits nouveaux pérennes liés aux appels à projets, AMI, AAC se feront selon les projets retenus après décision de la commission de sélection.

Fiche Action n°6

Etablissement concerné	MAS_ SAMSAH _ DITEP_ IME_SESSAD TSA_UEMAs et DARs
Objectifs stratégiques	**Mener une politique de transition écologique**
Objectif opérationnels	• S'inscrire dans une démarche écoresponsable • Rénover le bâti des établissements • Equiper les établissements de matériel pour favoriser les modes de transport verts
Contexte et enjeux	• Réchauffement climatique • Coûts énergétiques • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.15 – L'ESSMS s'inscrit dans une dynamique d'innovation et d'évolution sociétale => *critère 3.15.1 – L'ESSMS définit et met en œuvre sa stratégie d'optimisation des achats et de développement durable.* • Rapport ANAP 2019

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
Amélioration des performances énergétiques des bâtiments (isolation, production de chauffage, eco-gestes...)	x	x	x	x	x
Développer le label ECOCERT pour les cuisines (circuits couts, gestion des déchets ..)	x	x			
Adapter la flotte automobile aux véhicules électriques	x	x	x	x	x
Optimiser les circuits de transports des personnes accompagnées	x	x	x	x	x

Partenaires et acteurs	• ARS • Entreprises			
Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)	Mesure complémentaire[1]
Travaux				x[3]
Investissement véhicules				x[3]
Moyens organisationnels	• Plan pluriannuel d'investissement • Sensibilisation des professionnels • Responsable Assurance Qualité			
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	• Travaux réalisés • Actions réalisées			

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle. Par ailleurs, dans l'hypothèse d'investissements importants le gestionnaire devra s'engager à constituer de demande de subvention PAI (plan d'aide à l'investissement) et le dépôt d'un PPI (plan pluriannuel d'investissement).

[3] Tous les investissements (travaux, réhabilitations, achats...) doivent être approuvés par l'autorité compétente en amont de toute exécution dans le cadre d'un PPI.

Fiche Action n°7

Etablissement concerné	DITEP
Objectifs stratégiques	**Transformation de l'offre : faire évoluer les autorisations en fonction des besoins du public et du territoire**
Objectif opérationnels	• Intervention précoce • Extension de l'accompagnement dès la naissance • Réajuster la capacité du DITEP à 120 places
Contexte et enjeux	• Décret DITEP 2017-620 du 24 avril 2017. • Code de l'Education (L131-1 à L131-13) : élève à partir de 3 ans. • Conférence Nationale du Handicap 2023 : permettre la prise en charge des enfants diagnostiqués précocement. • Besoins repérés (EMAS). • Le Business plan de la MAS prévoyait la création de 2 places en redéploiement de l'ITEP par la suppression de 4 places ITEP. • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.4 – L'ESSMS coconstruit sa stratégie d'accompagnement et son inscription dans le territoire, dans une approche inclusive => *critère 3.4.3 – L'ESSMS s'inscrit dans des projets communs avec les partenaires du territoire pour renforcer l'offre d'accompagnement.*.

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
Communiquer, informer et accompagner les familles dans le cadre des parcours et du dispositif	x	x	x	x	x
Mise en place d'actions dédiées à la guidance parentale dès le plus jeune âge (ateliers parents et intervention précoce sur les lieux d'accueil (crèches, MAM....)		x	x	x	x
Diminution de 4 places du DITEP sur la modalité accueil de jour, suite à la création de 2 places supplémentaires sur la MAS conformément au projet	x				
Diminution de 4 places du DITEP sur la modalité accueil de jour au bénéfice de la création de 10 places au SESSAD TSA	x				

Partenaires et acteurs	• ARS • Education Nationale • MDPH			
Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)	Mesure complémentaire
Extension de l'autorisation de 0 à 20 ans	x			
Diminution de 4 places du DITEP sur la modalité accueil de jour, suite à la création de 2 places supplémentaires sur la MAS conformément au projet	x			
Diminution de 4 places du DITEP sur la modalité accueil de jour au bénéfice de la création de 10 places au SESSAD TSA	x			
Moyens organisationnels	Embauche d'un/une EJE à terme			
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	• Décret • Nombre des accompagnements de 0 à 6 ans			

Fiche Action n°8

Etablissement concerné	DITEP				
Objectifs stratégiques	**Développement des prises en charge externalisées à l'école élémentaire**				
Objectif opérationnels	Création d'UEE ou de DAR TCC				
Contexte et enjeux	• Référentiel HAS • Recommandations HAS sur la scolarité • Conférence Nationale du Handicap 2023 : soutien à la scolarisation • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.4 – L'ESSMS co-construit sa stratégie d'accompagnement et son inscription dans le territoire, dans une approche inclusive => *critère 3.4.3 – L'ESSMS s'inscrit dans des projets communs avec les partenaires du territoire pour renforcer l'offre d'accompagnement..*				
Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
Création d'une UEE ou d'un DAR en accord avec l'Education Nationale	x	x			
Partenaires et acteurs	• ARS • Education Nationale • Collectivités locales				
Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)[1]	Mesure complémentaire	
Personnels dédiés		x	X Dont Personnel Education Nationale		
Moyens organisationnels	Organigramme revu pour le déploiement du personnel				
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	• Création du dispositif • Nombre d'enfants accompagnés				

[1] L'allocation de crédits nouveaux pérennes liés aux appels à projets, AMI, AAC se feront selon les projets retenus après décision de la commission de sélection.

Fiche Action n°9

Etablissement concerné	MAS_SAMSAH_DITEP_ IME_SESSAD TSA _ UEMAs _ DARs
Objectifs stratégiques	**Développer les fonctions ressources des établissements pour soutenir l'environnement et favoriser l'inclusion.**
Objectif opérationnels	Aller au plus près des structures de droit commun pour les former, les sensibiliser et les accompagner afin de favoriser l'inclusion.
Contexte et enjeux	• Conférence Nationale du Handicap 2023 : transformer les établissements en plateforme. • Décret DITEP 2017-620 du 24 avril 2017. • Référentiel évaluation HAS OBJECTIF 3.4 – L'ESSMS co-construit sa stratégie d'accompagnement et son inscription dans le territoire, dans une approche inclusive (*critères 3.4.1/3.4.2/3.4.3/3.4.4 et 3.4.5)*

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
EMAS	x	x	x	x	x
EMHASE	x	x	x	x	x
EMASC	x	x	x	x	x
Formations externes de sensibilisation	x	x	x	x	x
Formation des assistants familiaux	x	x	x	x	x
Développer la fonction ressource pour le Pôle Handicap Psychique				x	x
Accueil des situations complexes	x	x	x	x	x
Intervention et sensibilisation des personnels de l'Education Nationale (AESH, nouveaux directeurs, enseignant référent...)	x	x	x	x	x

Partenaires et acteurs	• ARS • ASE • Education Nationale • MDPH

Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)[2]	Mesure complémentaire[1]
Formations				x
Accueil des situations critiques	X Appui PCPE			
Accueil des situations complexes				X
Développer la fonction ressource pour le Pôle Handicap Psychique				X

Moyens organisationnels	Mobilisation du plateau technique
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	Nombre de formations dispensées Nombre d'interventions des fonctions ressources

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

[2] L'allocation de crédits nouveaux pérennes liés aux appels à projets, AMI, AAC se feront selon les projets retenus après décision de la commission de sélection.

Fiche Action n°10

Etablissement concerné	MAS 28
Objectifs stratégiques	**Consolider le fonctionnement et le positionnement de l'établissement sur son territoire**
Objectif opérationnels	Consolider la qualité des accompagnements Diversifier les modalités d'accompagnement
Contexte et enjeux	Création récente (Arrêté d'autorisation de création du 29/11/2018) par redéploiement de places de SSR.

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
Poursuivre la formation des équipes et la formalisation du fonctionnement	x	x	x	x	x
Développer le recours aux moyens de communication alternative et améliorée		x	x		
Déployer une activité d'accueil de jour		x	x		
Expérimenter des actions d'appui ressources pour favoriser l'inclusion, en fonction des opportunités territoriales			x	x	x
Renforcer et formaliser les partenariats pour faciliter les parcours et le maintien à domicile	x	x			

Partenaires et acteurs	MAS 36 et MAS 28 Partenaires du territoire			
Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)[2]	Mesure complémentaire[1]
Formation des équipes	x			x
Déploiement CAA				x
Déploiement d'une activité d'accueil de jour		x	x	
Expérimenter des actions appui ressources		x		x
Renforcer les partenariats	x			
Moyens organisationnels	Renforcement de l'animation régionale MS Ugecam			
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	• Evaluation externe • Nombre de partenariats formalisés et mis en œuvre • Nombre de bénéficiaires d'actions inclusives et de parcours vers l'inclusion et soutien au maintien à domicile			

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

[2] L'allocation de crédits nouveaux pérennes liés aux appels à projets, AMI, AAC se feront selon les projets retenus après décision de la commission de sélection.

Fiche Action n°11

Etablissement concerné	MAS 36_SAMSAH 36_DITEP_IME_SESSAD TSA_UEMA et DAR_ MAS 28
Objectifs stratégiques	**Sécuriser et développer les systèmes d'informations**
Objectif opérationnels	• Sécuriser les SI et engager les services dans le programme ESMS numérique et déployer les usages en particulier. • Utiliser des outils numériques collaboratifs dans le traitement des situations des usagers en particulier le ROR et Via Trajectoire.
Contexte et enjeux	• ESMS numérique (DUI, Via Trajectoire) • Cyber santé • Protection des données

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
Déploiement du DUI (logiciel AIRMES)	x				
Utilisation de Via Trajectoire pour l'ensemble des demandes d'admission, en collaboration avec la MDPH			X		
Politique de protection des données et de cyber sécurité en lien avec les réseaux de la CNAM	x	x	x	x	x

Partenaires et acteurs	MDPH CNAM Support technique DUI

Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)	Mesure complémentaire
	x			

Moyens organisationnels	Service informatique et correspondant local
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	• Nombre de dossiers complétés sur ViaTrajectoire • Nombre de personnes avec DUI actif

Fiche Action n°12

Etablissement concerné	DITEP _ DAME					
Objectifs stratégiques	**Création d' un lieu de vie pour les jeunes à double vulnérabilité (situation de handicap et protection de l'enfance) sous réserve de la validation du CD18.**					
Objectif opérationnels	Offrir un cadre propice au développement du jeune et rompre avec les ruptures vécues dans le passage d'un mode d'accueil à l'autre en érigeant des repères permanents.					
Contexte et enjeux	Plus de 25 % des enfants pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance sont également en situation de handicap. Ils constituent donc un public avec une double vulnérabilité. Seulement 3 % de ces jeunes sont dans des établissements spécialisés dans l'accueil de jeune en situation de handicap.					
Descriptif des actions		Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Acquisition et ouverture du lieu d'accueil dès validation du CD18			x			
1 Place de répit			x			
Partenaires et acteurs	CD18 ARS					
Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation		Mesure nouvelle (pérenne)[4]		Mesure complémentaire
CD18				x		
ARS		x				
Moyens organisationnels						
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	Ouverture du lieu Nombre de personnes accueillies au 31.12					

[4] Sous réserve accord et validation par les autorités compétentes (ARS CVL et CD 18).

Fiche Action n°13

Etablissement concerné	MAS 36_SAMSAH 36_DITEP_IME_SESSAD TSA_UEMA et DAR_ MAS 28
Objectifs stratégiques	**Prendre en compte les besoins et les attentes en matière d'accès aux soins et de vie affective et sexuelle.**
Objectif opérationnels	• Prévenir, repérer et gérer les comportements, sexuels, problématiques ainsi que les violences. • Prévenir et réduire les risques et les dommages en santé sexuelle. • Favoriser l'accès aux soins.
Contexte et enjeux	• Recommandation HAS du 31 mai 2022 (Vie affective et sexuelle dans le cadre de l'accompagnement ESMS) • Politique inclusive et développement de l'autodétermination.

Descriptif des actions	Calendrier				
	2024	2025	2026	2027	2028
Développer les actions d'habituation aux soins	x	x	x	x	x
Identification du réseau de santé sur le territoire	x	x			
Former les professionnels à la vie affective et sexuelle		x			

Partenaires et acteurs	• Planning familial, CRPVIAS (Centre Ressource Régional parentalité – vie intime affective et sexuelle), CRIAVS (Centre Ressource pour Intervenant auprès d'Auteur de Violence Sexuelle) • Organisme de formation • Professionnels de santé libéraux			
Moyens financiers	Sans moyen supplémentaire	Redéploiement / Mutualisation	Mesure nouvelle (pérenne)	Mesure complémentaire[1]
				x
Moyens organisationnels	Création de groupes de travail Temps de réunion			
Indicateurs de suivi de l'action (1 ou 2 max)	Nombre de personnels formés Nombre d'actions réalisées			

[1] Les demandes de CNR sont à effectuer à l'ARS CVL en amont de tous engagements de dépenses avec à l'appui des justificatifs et des devis. Les CNR seront délégués conformément aux priorisations du cahier des charges régional ARS CVL et en fonction de la disponibilité d'enveloppe annuelle.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

DECISION N° 2023-DOMS-FDS-0007
Portant renouvellement pour la période **2023-2027** d'autorisation de l'inscription d'une quote-part pour **Frais de Siège** Social dans les tarifications applicables aux établissements et services gérés par la direction régionale commune (FINESS EJ : 450018106) du groupement des **UGECAM** Centre et Auvergne-Limousin-Poitou-Charentes (ALPC)

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1.I, L.314-1 à L.314-7.VI et R.314-87 à R.314-94-2 ainsi que R.314-129 relatif aux frais de siège

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 7 juin 2023 portant nomination de Madame de BORT Clara en qualité de Directrice Générale de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire à compter du 12 juin 2023 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la demande d'autorisation et de renouvellement d'autorisation des frais de siège ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant la liste des pièces prévues au III de l'article R.314-91 du CASF relatif à la demande d'autorisation et de renouvellement d'autorisation des frais de siège, et modifié par les arrêtés du 20 décembre 2007 et du 23 décembre 2014;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2013 fixant la liste des pièces prévues au III de l'article 89 du décret du 22 octobre 2003 relatif à la demande d'autorisation et de renouvellement d'autorisation des frais de siège, et modifié par l'arrêté du 24 février 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2010 portant autorisation de l'inscription d'une quote-part pour Frais de Siège Social dans les tarifications applicables aux établissements et services gérés par l'association UGECAM Centre pour 2010-2014, et prorogé sur 2015-2022 par avenants ;

Vu le Contrat d'Objectifs et de Moyens entre l'UGECAM Centre et l'ARS CVL conclu le 11/12/2014, pour la période 2015-2019, prorogé sur 2020-2023 ;

Considérant la Lettre Réseau de la CNAM n°LR-DGU-1/2018 du 16 février 2018, relative aux modalités de gestion budgétaire et comptable des budgets des sièges des UGECAM et des frais de siège imputés à leurs établissements, dans un contexte de mutualisation renforcée des fonctions support et de déploiement d'un logiciel commun de Gestion Economique et Financière (GEF).

Considérant la demande présentée le 20 avril 2023 par la direction régionale commune (FINESS EJ : 450018106) du groupement des UGECAM Centre et Auvergne-Limousin-Poitou-Charentes (ALPC) pour le renouvellement sur la période 2023-2027 de l'autorisation de frais de siège, et complétée les 29 juin et 12 juillet 2023 ;

Considérant qu'en application de l'article R.314-90 du Code de l'action sociale et des familles (CASF), l'Agence Régionale de Santé du Centre-Val de Loire, est compétente pour instruire la demande, du fait de l'implantation géographique du Siège, et de la part des produits de la tarification provenant de l'Assurance Maladie ;

ARS Centre-Val de Loire
Cité Coligny – 131 rue du faubourg Bannier – BP 74409 – 45044 Orléans Cedex 1
Standard . 02 38 77 32 32 / Fax : 02 38 54 46 03

Considérant la transmission tardive du dossier de FDS aux autorités financeurs (ARS Nouvelle Aquitaine, ARS Auvergne-Rhône-Alpes, et les Conseils Départementaux), qui ne leur ont pas permis de transmettre un avis à l'autorité instructrice dans un délai raisonnable ;

Considérant le rapport final d'instruction établi par la Direction de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence Régionale de Santé en date du 20 décembre 2023 ;

DECIDE

Article 1er : la direction régionale commune (FINESS EJ : 450018106) du groupement des **UGECAM** Centre et Auvergne-Limousin-Poitou-Charentes (ALPC), régi par le régime général de Sécurité Social, située au 10 rue Théophile Chollet 45 000 ORLEANS, est autorisée par renouvellement à percevoir des frais de siège à compter du 1er janvier 2023.

Article 2 : Les prestations servies par le siège aux structures, correspondent à celles mentionnées à l'article R.314-88 du Code de l'action sociale et des familles, soit les prestations suivantes :

- 1° l'élaboration et l'actualisation du projet d'établissement, y compris par des travaux portant sur un projet global de l'organisme gestionnaire ;
- 2° l'adaptation des moyens des établissements et services, à l'amélioration de la qualité du service rendu et à la mise en œuvre de modalités d'intervention coordonnées ;
- 3° la mise en œuvre ou à l'amélioration de systèmes d'information, et ceux qui sont nécessaires à l'établissement des indicateurs mentionnés à l'article R. 314-28 du CASF ;
- 4° la mise en place de procédures de contrôle interne, et à l'exécution de ces contrôles ;
- 5° la conduite des études mentionnées à l'article R. 314-61du CASF (veille juridique) ;
- 6° la réalisation de prestations de service ou d'étude pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux qui concourent à des économies d'échelle ;
- 7° l'élaboration des contrats prévus à l'article R. 314-43-1 du CASF (contrats pluriannuels).

Article 3 : En application de l'article R.314-93 du code de l'action sociale et des familles, la direction régionale commune du groupement des **UGECAM** Centre et Auvergne-Limousin-Poitou-Charentes (ALPC) est autorisée à appliquer un taux de prélèvement fixé à **2.50%** sur les charges brutes des sections d'exploitation de l'ensemble des établissements et services gérés par l'association.

Ce taux unique est applicable sur la durée de l'autorisation. Il peut être revu dans le cadre d'une révision de cette dernière.
De ce fait, la procédure contradictoire annuelle prévue à l'art R.314-91 pour le budget du Siège n'est plus requise.

Article 4 : Le montant des charges brutes est calculé sur la base du dernier exercice clos et arrêté, pour l'ensemble des structures gérées par l'association, déduction faite des charges exceptionnelles (c67), des provisions (c68), des quotes-parts frais de siège (c65) mais également des crédits non reconductibles non provisionnés et des dépenses rejetées qui auront été notifiées.

Article 5 : En application de l'article R.314-87 du CASF, la présente autorisation est délivrée pour 5 ans soit la période **2023-2027**. Cette autorisation peut être prorogée annuellement par avenant, et être abrogée si les conditions de son octroi, cessent d'être remplies.

Article 6 : Le périmètre actuel des structures gérées par le groupement UGECAM Centre-ALPC et couvert par l'autorisation de prélèvement, est le suivant :

	FINESS EJ	Raison sociale EJ	FINESS ET	Raison sociale EJ	DEPT ET
			8 ETABLISSEMENTS SANITAIRES (SSR Centres de soins de suite et réadaptation - CRF Centres de rééducation fonctionnelle)		
1	450018106	UGECAM CENTRE	280000266	SSR spécialisé CRF BEAUROUVRE	EURE ET LOIRE
2			280007261	SSR spécialisé HDJ CRF BEAUROUVRE	EURE ET LOIRE
3			370000218	SSR spécialisé CRF LE CLOS ST VICTOR	INDRE ET LOIRE
4			450002456	SSR spécialisé CRFA LE COTEAU	LOIRET
5	870015336	UGECAM ALPC	150780708	SSR polyvalent Maurice DELORT	CANTAL
6			630780559	SSR MECS TZA-NOU spécialisé OBESITE PEDIATRIQUE	PUY DE DOME
7			630011823	SSR HDJ spécialisé OBESITE NUTRITION	PUY DE DOME
8			790000269	SSR LES TERRASSES spécialisé OBESITE PEDIATRIQUE	LES DEUX SEVRES
			SF	SSR HDJ LES TERRASSES	LES DEUX SEVRES
			860780436	SSR polyvalent LA COLLINE ENSOLEILLEE	VIENNE
			870000171	SSR polyvalent LA CHENAIE	HAUTE VIENNE
			18 ETABLISSEMENTS MEDICOSOCIAUX et DISPOSITIFS		
9	450018106	UGECAM CENTRE	180002255	DITEP DU CHER CHANTOISEAU - principal	CHER
10			180008740	DITEP DU CHER CHANTOISEAU - secondaire	CHER
11			180001216	SESSAD LE CHATELIER	CHER
12			180008765	IME LE CHATELIER	CHER
				EMAS (Equipe médicosociale d'appui à la scolarisation)	
13			180009649	UEMA LE CHATELIER Ecole M. Bastier (unité d'enseignement maternelle autisme)	CHER
			180010498	UEMA LE CHATELIER Ecole M. Caron (unité d'enseignement maternelle autisme)	CHER
14			180010563	DAR LE CHATELIER (dispositif d'autorégulation - école élémentaire Jean Mace)	CHER
15			180010852	DAR LE CHATELIER (dispositif d'autorégulation - école élémentaire Bodin Zay)	CHER
16			280007741	MAS 28 BEAUROUVRE	EURE ET LOIRE
17			360003578	MAS 36 JEAN-LOUIS BONCOEUR	INDRE
18			360004568	SAMSAH 36 JEAN-LOUIS BONCOEUR	INDRE
			450004098	EHPAD TSC LES OMBRAGES	LOIRET
19	870015336	UGECAM ALPC	630788198	EHPAD TSC LES VERSANNES	PUY DE DOME
				PLATEFORME MEDICOSOCIALE LA PASSERELLE	
20			SF	DEA LES TERRASSES (Dispositif d'Emploi Accompagné)	LES DEUX SEVRES
22			790007330	ESPO (ex CPO) LES TERRASSES	LES DEUX SEVRES
23			SF	ESRP LES TERRASSES	LES DEUX SEVRES
24			790007280	UEROS LES TERRASSES	LES DEUX SEVRES
25			790017495	SAMSAH LES TERRASSES	LES DEUX SEVRES
26			790017552	SAVS LES TERRASSES	LES DEUX SEVRES
			SF	CLANA LES TERRASSES (Pôle Ressources Célébralésion Acquise en Nouvelle Aquitaine)	LES DEUX SEVRES
			870015468	EHPAD TSC LA CHENAIE	HAUTE VIENNE

Par dérogation au CASF, il intègre les SSR de l'opérateur qui participaient précédemment.
Ce périmètre pourra intégrer tout nouvel ESMS au cours de la période de l'autorisation, par avenant.
A défaut, la structure rejoindra le périmètre lors du renouvellement suivant.

Article 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la date de publication au Recueil des actes administratifs :

- soit d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire, Cité Coligny, 131 rue du faubourg Bannier, BP 74409, 45044 Orléans Cedex 1,
- soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1.

Article 8 : La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé du Centre-Val de Loire, est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture de Région.

Fait à ORLEANS, le 29 DEC. 2023

P/ La directrice générale

Bertrand MOULIN
Directeur général adjoint

ARS Centre-Val de Loire – Délégation départementale du Loiret
Cité Coligny – 131 rue du faubourg Bannier – BP 74409 – 45044 Orléans Cedex 1
Standard : 02 38 77 32 32 / Fax 02 38 77 47 85

ORGANIGRAMME CPOM au 15 janvier 2024

UGECAM DU CENTRE / Mme RIVOIRE: Directrice

M. DEBROYE - Directeur CPOM du Berry
1 ETP

Directeur MAS Beaurouvre (28)
0,20 ETP

Pôle de Compétence Administratif
- Responsable Administrative : 1 ETP
- Secrétaire de direction : 1 ETP
- Assistante R.H et ordonnateurs : 3 ETP
- Comptable : 1 ETP
- Responsable Assurance Qualité : 1 ETP

Pôle de Compétence Logistique
- Responsable logistique : 1 ETP
- Référent Entretien : 3 ETP
- Assistant informatique : 1 ETP
- Ouvrier entretien : 5 ETP

Cuisine
- Responsable Equipe cuisine : 1 ETP
- Chef cuisinier : 1 ETP
- Cuisinier : 3 ETP

Directrice adjointe DITEP Etablissements
1 ETP

ITEP PLATEFORME / ITEP CHANTOISEAU
Chef de service
1 ETP (recrutement en cours)

Coordonnatrice DITEP
1 ETP

Administratif
- Assistante Administrative : 2 ETP

Educatif
- Educateur Spécialisé : 3 ETP
- Moniteur Educateur : 1 ETP
- Educateur Spécialisé : 4 ETP
- Educateur Sportif : 2 ETP
- Moniteur Educateur : 5 ETP
- Animateur Degré 2 : 1 ETP
- Animatrice socio educative : 1 ETP
- Assistant Socio Educatif : 6,5 ETP
- Ag.S : 1 ETP vacant
- (1 apprenti ME)

Technique
- Educateur Technique Spécialisé : 3 ETP
- Référent technique : 1 ETP
- Educateur Technique Spécialisé : 2 ETP
- Référent technique : 2 ETP

Soins/Para Médical
- Psychiatre : 0,18 et 0,32 ETP vacant
- Coordinatrice infirmière : 1 ETP
- Psychomotricien : 1 ETP
- Psychologue : 2 ETP
- Ergothérapeute : 0,5 ETP (recrutement en cours)
- Orthophoniste : 0,8 ETP vacant
- Médecin Généraliste : 0,13 ETP vacant

Logistique
- Employé Technique de collectivité : 3 ETP
- Maîtresse de maison : 0,56 2 ETP

Surveillants de nuit
- Veilleur : 2 ETP

AMBULATOIRE
Chef de service
1 ETP

Administratif
- Assistante Administrative : 1,6 ETP

Educatif
- Educateur Spécialisé : 3 ETP
- EJE : 1 ETP recrutement en cours
- Moniteur Educateur : 2 ETP
- Animateur degré 2 : 2 ETP

Soins/Para Médical
- Psychologue : 1 ETP
- Neuropsychologue : 1 ETP (recrutement en cours)

Directeur Adjoint DAME
1 ETP (recrutement en cours)

AMBULATOIRE
Chef de service
1 ETP

Administratif
- Assistante Administrative : 0,4 ETP

DAR Bourges
Unité d'Enseignement en Maternelle pour Autistes

Educatif
- EJE : 1 ETP
- Moniteur Educateur : 1 ETP
- Assistant Socio Educatif : 1 ETP
- AMP : 1 ETP

Paramédical
- Orthophoniste : 0,12 ETP
- Ergothérapeute
- Psychomotricien : 0,7 ETP
- Psychologue : 0,3 ETP

UEM Vierzon
Unité d'Enseignement en Maternelle pour Autistes

Educatif
- EJE : 1 ETP
- Moniteur Educateur : 1 ETP
- Animateur Socio Educatif : 1 ETP
- AES : 1 ETP

Paramédical
- Orthophoniste : 0,12 ETP
- Ergothérapeute
- Psychomotricien
- Psychologue PEP18 : 0,4 ETP

DAR Bourges

Educatif
- Moniteur Educateur : 1 ETP
- AMP : 1 ETP

Paramédical
- Ergothérapeute
- Psychomotricienne

DAR Vierzon

Educatif
- Moniteur Educateur : 1 ETP
- Ag.S : 1,5 ETP vacant

Paramédical
- Ergothérapeute : 0,5 ETP (recrutement en cours)

SESSAD TSA

Coordonnateur
0,5 ETP

Educatif
- Educateur Spécialisé : 0,75 ETP
- Animateur degré 2 : 1 ETP
- et 1 ETP recrutement en cours)

Paramédical
- Psychologue : 0,5 ETP
- Psychomotricien : 0,3 ETP
- Orthophoniste : 0,2 ETP vacant

Bourg St Chron
- Animateur Socio Educatif : 1 ETP

UEE St Exupéry
- Educateur Spécialisé : 1 ETP

IME LE CHATELIER
Chefe de Service
1 ETP (recrutement en cours)

Coordonnateur IME
1,5 ETP

Administratif
- Assistante de Direction : 1 ETP
- Assistante Administrative : 1 ETP
- Agent d'accueil : 1 ETP

Educatif
- Educateur Spécialisé : 2 ETP et 1 recrutement en cours
- Moniteur Educateur : 2 ETP
- Educateur Sportif :1 ETP
- EJE : 1 ETP
- AMP : 3 ETP
- AES : 1 ETP
- Assistant Socio Educatif : 3,5 ETP
- (2 Apprentie ES)
- (1 Apprentie EJE)

Technique
- Educateur Technique Spécialisé : 3 ETP
- Référent Technique : 3 ETP

Soins/Para Médical
- Psychiatre : 0,18 et 0,02 ETP vacant
- Infirmière : 2 ETP
- Art-thérapeute : 0,96 ETP
- Orthophoniste 0,2 ETP vacant
- Psychomotricien : 1 ETP
- Ergothérapeute : 1,6 ETP
- Psychologue : 2,2 ETP
- Médecin Généraliste : 0,1 ETP vacant

Surveillants de nuit
- Aide soignant de nuit : 1 ETP

Logistique
- Lingère : 1 ETP
- Employé Technique de collectivité : 5 ETP

Directeur Adjoint MAS SAMSAH de l'Indre (36)
1 ETP

MAS DE L'INDRE
Chefe de Service
1 ETP

Administratif
- Assistante de Direction : 1 ETP

Service Généraux
- ASH : 2 ETP
- ASH de nuit : 2 ETP
- Maîtresse de maison : 1 ETP

Socio-Educatif
- Educateur Technique Spécialisé : 1 ETP
- Educateur Sportif : 1 ETP

Médico-social
- AMP : 2 ETP et 1 ETP vacant
- Aide Soignant de nuit : 2,77 ETP
- Aide Soignant : 8 ETP
- AES : 1 ETP

Soins / Paramédical
- Médecin généraliste : 0,11
- Infirmière : 1 ETP et (1 recrutement en cours)
- Ergothérapeute : 0,2
- Psychologue : 0 5 ETP

Logistique
- Ouvrier d'entreben : 0 50

SAMSAH
Chefe de Service
1 ETP

Administratif
- Secrétaire : 0,58 ETP

Equipe PEC
- Educateur Spécialisé : 1 ETP
- et 1 recrutement en cours
- AMP : 2
- CESF : 0 69 ETP et 0,31 ETP vacant)

Soins / Paramédical
- Infirmière : 1 ETP
- Psychologue : 0,5 ETP

MAS DE BEAUROUVRE
Chefe de service
1 ETP

Administration-Gestion
- Secrétaire : 0,20 ETP
- Technicien comptable : 0,12 ETP
- Technicien admissions / facturation: 0,20 ETP
- Technicien RH : 0,20 ETP
- Autres cadres de direction et administratif : 0,30 ETP

Service Généraux
- Ouvrier technique : 0,10

Personnel médico Technique
- Préparateur en pharmacie : 0,10 ETP

Personnel médical
- Pharmacien : 0,10 ETP
- Médecin spécialiste : 0,22 ETP

Personnel Educatif
- Educateur Spécialisé :1 ETP et 1 vacant
- Assistant de service social : 0,50 ETP

Personnel de soins
- AMP : 6 ETP
- Aide soignant : 7 ETP
- Aide soignant de nuit : 1 ETP vacant
- Infirmier : 1,98 ETP
- Infirmier de nuit : 1 ETP vacant
- Agent des services hospitaliers : 2 ETP
- Psychomotricien : 0,10 ETP
- Intervenant en activités physiques adaptées : 0,4 ETP
- Ergothérapeute : 0,3 ETP
- Masseur kinésithérapeute : 0,3 ETP

RATIOS FINANCIERS - DONNEES 2022

Taux de CAF

	ITEP	IME	SESSAD	UEM	MAS	SAMSAH ARS	SAMSAH CD 36
Somme classe 7 réalisée	6 768 374,00	4 634 010,00	345 166,00	406 917,00	2 122 368,00	371 795,00	112 564,00
Résultat Exercice	1 010 885,00	401 838,00	90 975,00	281,00	- 147 678,00	- 32 215,00	- 948,00
Compte 68	300 649,00	238 357,00	8 645,00	7 762,00	59 213,00	10 494,00	3 515,00
Compte 78	207 555,00	154 825,00	11 561,00	4 994,00	35 777,00	6 504,00	2 608,00
Compte 775	-	-	-	-	-	-	-
Compte 675	-	-	-	-	-	-	-
Compte 777	544,00	4 567,00	-	-	-	-	-
Compte 778	456,00	-	-	-	-	-	-
	16,81%	**10,75%**	**26,40%**	**0,76%**	**-5,95%**	**-7,73%**	**-0,04%**

Taux de vétusté des constructions

	ITEP	IME	SESSAD	UEM	MAS	SAMSAH ARS	SAMSAH CD 36
Compte 2813	2 738 946,74	4 323 492,52	1 565,32	-	5 783,97	21,92	9,22
Compte 2814	1 405,69	-	14 402,54	-	30 220,36	-	-
Compte 213	4 384 165,64	5 646 562,47	3 660,00	-	19 004,90	214,14	91,75
Compte 214	6 013,78	-	39 411,93	-	61 772,48	-	-
	62,42%	**76,57%**	**37,07%**		**44,57%**	**10,24%**	**10,05%**

Taux de vétusté des équipements

	ITEP	IME	SESSAD	UEM	MAS	SAMSAH ARS	SAMSAH CD 36
Compte 2815 (amort cumulés)	723 363,02	818 718,33	13 004,07	5 326,33	31 032,42	196,03	84,01
Compte 2818 (amort cumulés)	843 473,84	859 157,44	62 735,39	40 072,10	159 540,48	30 270,00	1 943,66
Compte 215 (valeur brute)	834 838,23	919 194,63	14 326,35	5 892,53	50 064,87	857,47	367,49
Compte 218 (valeur brute)	976 556,21	943 791,10	169 613,89	49 287,02	196 028,77	38 444,21	3 965,58
	86,50%	**90,06%**	**41,18%**	**82,27%**	**77,44%**	**77,52%**	**46,80%**

Taux endettement

	ITEP	IME	SESSAD	UEM	MAS	SAMSAH ARS	SAMSAH CD 36
Solde créditeur compte 10	3 647 120,00	1 524 244,00	829 204,00	183 012,00	801 004,00	37 585,00	3 728,00
Solde créditeur compte 13 (131-139)	1 580,00	6 399,00	-	-	-	-	-
Solde créditeur compte 14	53 042,00	34 211,00	25 277,00	638,00	35 658,00	-	-
Solde créditeur compte 15	194 358,00	54 078,00	3 584,00	6 564,00	32 007,00	6 666,00	2 068,00
Solde créditeur compte 16	-	725,00	-	-	-	-	-
Solde créditeur compte 17	19 562,61	2 384 407,00			3 900 000,00		
Solde compte 11 report à nouveau	653 030,00	- 801 893,00	312 734,00	74 179,00	113 832,00	183 340,00	- 24 616,00
Solde compte 12 résultat de l'exercice	1 010 885,00	401 838,00	90 975,00	281,00	- 147 678,00	- 32 215,00	- 948,00
	0,35%	**66,18%**	**0,00%**	**0,00%**	**82,37%**	**0,00%**	**0,00%**

Durée apparente de la dette en année de CAF

	ITEP	IME	SESSAD	UEM	MAS	SAMSAH ARS	SAMSAH CD 36
Solde créditeur compte 16	-	725,00	-	-	-	-	-
Solde créditeur compte 17	19 562,61	2 384 407,00			3 900 000,00		
Résultat Exercice	1 010 885,00	401 838,00	90 975,00	281,00	- 147 678,00	- 32 215,00	- 948,00
Compte 68	300 649,00	238 357,00	8 645,00	7 762,00	59 213,00	10 494,00	3 515,00
Compte 78	207 555,00	154 825,00	11 561,00	4 994,00	35 777,00	6 504,00	2 608,00
Compte 775	-	-	-	-	-	-	-
Compte 675	-	-	-	-	-	-	-
Compte 777	544,00	4 567,00	-	-	-	-	-
Compte 778	456,00	-	-	-	-	-	-
	0,02	**4,96**	-	-	**- 31,39**	-	-

Taux Endettement en année de CA

	ITEP	IME	SESSAD	UEM	MAS	SAMSAH ARS	SAMSAH CD 36
Solde créditeur compte 16		725,00	-	-	-	-	-
Solde créditeur compte 17	19 562,61	2 384 407,00			3 900 000,00		
Recettes Activité	6 428 840,00	4 376 257,00	336 795,00	392 479,00	1 913 803,00	362 427,00	98 989,00
	0,00	**0,55**	**0,00**	**0,00**	**2,04**	**0,00**	**0,00**

Fonds de roulement net global en jours de charges courantes

	ITEP	IME	SESSAD	UEM	MAS	SAMSAH ARS	SAMSAH CD 36
Fonds de roulement net global	3 901 447,00	3 007 064,00	1 271 783,00	244 993,00	1 325 527,00	184 008,00	- 22 194,00
Comptes 60 à 65 réalisés	5 455 431,00	3 993 640,00	254 546,00	398 874,00	2 210 833,00	393 516,00	109 998,00
	261	**275**	**1824**	**224**	**219**	**171**	**-74**

Réserve de compensation des déficits en % des produits courants

	ITEP	IME	SESSAD	UEM	MAS	SAMSAH ARS	SAMSAH CD 36
Compte 10686	213 310,00	132 217,00			66 562,00		
Compte 10687	741 017,00	534 546,00	172 638,00	42 085,00	246 371,00		
Total Charges 6	5 757 489,00	4 232 172,00	263 191,00	406 636,00	2 270 047,00	404 010,00	113 513,00
	61	**58**	**239**	**38**	**50**	**0**	**0**

DEPART EN RETRAITE DES AGENTS + 50 ANS
CPOM BERRY - ETB DU CHER

05/09/2023

Nom d'Usage	Fonction	Structure	Naissance	Age de Départ Théorique	Date Prévisible (si départ 63 ans)	Indemnité Brute	Indemnité Chargée		
FARES K	ES	DITEP	sept-60	62 ans	1 octobre 2022	10 068,08 €	16 108,93 €		
CARDUNER L	ES	IME	nov-61	62 ans + 3 mois	1er mars 2024	9 228,42 €	14 765,47 €		
DI NARDO C	Veilleur	DITEP	mars-62	62 ans + 6 mois	1er octobre 2024	6 727,59 €	10 764,14 €		
COLAS S.	AMP	IME	déc-62	62 ans + 6 mois	1er juillet 2024	8 387,30 €	13 419,68 €	55 058,22 €	2024
BOUTIN C.	ES	IME	mars-63	62 ans + 9 mois	1 janvier 2026	8 493,72 €	13 589,95 €		
BUSTOS JA.	ETS	DITEP	avr-63	62 ans + 9 mois	1 février 2026	11 485,00 €	18 376,00 €		
BARBIER B	ETC	IME	juin-63	62 ans + 9 mois	1er avril 2026	6 534,90 €	10 455,84 €		
SMITH T	Ouv Entretien	Pôle Comp	déc-63	62 ans + 9 mois	1er octobre 2026	8 124,90 €	12 999,84 €	55 421,63 €	2026
GUIGNARD S	ETC	IME	mai-64	63 ans	1 juin 2027	6 806,31 €	10 890,10 €		
BREYNAERT C	Arthérapeute	IME	juil-64	63 ans	1 août 2027	5 695,29 €	9 112,46 €		
NOISELIET B	AMP	UEM	août-64	63 ans	1 septembre 2027	8 675,93 €	13 881,49 €		
GOURICHON JM	Référent Technique	IME	août-64	63 ans	1 septembre 2027	8 161,10 €	13 057,76 €		
STEPHAN H	ES	IME	août-64	63 ans	1 septembre 2027	10 120,56 €	16 192,90 €	63 134,70 €	2027
JOUSSE D	ETS	DITEP	déc-64	63 ans	1er janvier 2028	11 117,65 €	17 788,24 €		
FARES N	Lingère	IME-DITEP	août-64	63 ans	1 septembre 2027	6 947,72 €	11 116,35 €		
GRAZON E	Ouv Entretien	Pôle Comp	janv-65	63 ans + 3 mois	1 mai 2028	6 603,03 €	10 564,85 €		
DELIZ E	Dir Adj	IME	mars-65	63 ans + 3 mois	1er juill 2028	12 794,28 €	20 470,85 €		
BALU O.	ETS	DITEP	août-65	63 ans + 3 mois	1er décembre 2028	10 514,15 €	16 822,64 €	76 762,93 €	2028
JACOB Ph.	Agent Adm	IME	oct-65	63 ans + 3 mois	1er février 2029				
CASAMAYOR J Ch	Cuisinier chef	IME	nov-65	63 ans + 3 mois	1er mars 2029				
INGREMEAU RIZKALLAH E.	Psychiatre	IME-DITEP	nov-65	63 ans + 3 mois	1er mars 2029				
CHAMBENOIS L	Arthérapeute	IME	nov-65	63 ans + 3 mois	1er mars 2029				
DEVAUX O	ES	DITEP	déc-65	63 ans + 3 mois	1er avril 2030				
CARVAHLO COELHO E	Ouv Entretien	Pôle Comp	déc-65	63 ans + 3 mois	1er avril 2030				
ASSADET P.	ETC	IME	oct-66	63 ans + 6 mois	1er mai 2030				
LOEUILLET F	ES	IME-GEM	oct-66	63 ans + 6 mois	1er mai 2030				
SMITH A.	Aux Méd Educ	DITEP	oct-66	63 ans + 6 mois	1er mai 2030				
BESANCON Th.	Assist Soc Educ	IME	août-66	63 ans + 6 mois	1er mars 2030				
PASDELOUP L.	ETS	IME	juin-66	63 ans + 6 mois	1er janv 2030				
MINCHIN F.	ES	IME	mai-66	63 ans + 6 mois	1er déc 2029				
MALLIERE E	Resp cuisine	DITEP	nov-66	63 ans + 6 mois	1er juin 2030				
HERISSON M.	Secrétaire	DITEP	nov-66	63 ans + 6 mois	1er juin 2030				
GARNAULT MP.	ES	DITEP	juin-67	63 ans + 9 mois	1er avril 2031				
LOPES A.	ETS	IME	août-67	63 ans + 9 mois	1er juin 2031				
LEVASSEUR L.	AMP	IME	avr-67	63 ans + 9 mois	1er février 2031				
CHERRIER MC	ETC	DITEP	juil-67	63 ans + 9 mois	1 mai 2031				
HERVE D.	Psychologue	DITEP	déc-67	63 ans + 9 mois	1er octobre 2031				
DEBROYE P.	Directeur	DITEP IME SESSAD	avr-68	64 ans	1er mai 2032				
GUNET M	ETC	DITEP	mai-68	64 ans	1er juin 2032				
PEREIRA P.	Ouv Entretien	Pôle Comp	juil-68	64 ans	1er aout 2032				
REY A	ETC	IME	août-68	64 ans	1 septembre 2032				
DE OLIVEIRA I	Secrétaire	DITEP	mars-69	64 ans	1er avril 2033				
BOUCHE C.	AMP	DITEP	juin-69	64 ans	1er juillet 2033				
CHERRIER C	Ordonnateur	Pôle Comp	juil-69	64 ans	1er aout 2033				
VIVEN B	Coordonnateur	SESSAD TSA	juil-69	64 ans	1er aout 2033				
COLAS M	Assist RH	Pôle Comp	sept-69	64 ans	1er oct 2033				
DUMARCEL	Référent Technique	DITEP	mai-69	64 ans	1er juin 2033				
TISSERAND	ES	DITEP	mars-69	64 ans	1er avril 2033				
PATRAUD N	Aux Méd Educ	IME	mars-69	64 ans	1er avril 2033				
BERNARD EHINGER R.	Référent Technique	DITEP	déc-69	64 ans	1er janv 2033				
CASTELLET M.	Resp Logistique	Pôle Comp	oct-70	64 ans	1er nov 2034				
NAUDIN T	Ouv Entretien	Pôle Comp	déc-70	64 ans	1er janv 2035				
DAUTREMENT K	Dir Adj	DITEP	juin-71	64 ans	1er juil 2035				
LADISLAS R	ME	DITEP	mars-71	64 ans	1er avr 2035				
MARTINEAU F	ETS	DITEP	févr-71	64 ans	1er mars 2035				
BARACHET So	Coordonnateur	DITEP	juin-72	64 ans	1er juillet 2036				
DORME F	ETS	IME	juin-72	64 ans	1er juillet 2036				
PUIG F	Assist Info	Pôle Comp	mars-73	64 ans	1er avril 2037				
SCHOETTEL I	ME	UEM	sept-73	64 ans	1er octobre 2037				

Agents + 55 ans	42 agents
Agents de 50 à 54 ans	18 agents

DEPART EN RETRAITE DES AGENTS + 50 ANS
MAS DE BEAUROUVRE

au 12/09/2023

Nom d'Usage	Fonction	Naissance	Age de Départ Théorique	Date Prévisible (si départ 63 ans)	IDR	pas de provision pour les IDR
POCIC A	AIDE MEDICO PSYCHOLOGIQUE	avr-72	64 ans	2036	9 907	
BRETON O	AIDE MEDICO PSYCHOLOGIQUE	juin-72	64 ans	2036	8 704	
MARTIN S	Aide soignant(e)	août-72	64 ans	2036	8 483	
TAILLANDIER K	AGENT DE SERV.HOTELIER/HOSPITALIER	déc-72	64 ans	2036	4 413	
ALFRED S	Préparateur en pharmacie	août-70	64 ans	2034	1 244	
GOUGNOT I	Technicien comptable	nov-66	63 ans	2030	888	
SESPLUGUES F	Secrétaire	avr-67	63 ans	2031	2 584	
LE ROY M	Secrétaire	oct-62	62 ans	2024	2 506	
MARC D	Directeur Etablissement	nov-60	62 ans	2023	4 836	
GABRIEL M	Pharmacien	sept-61	62 ans	2025	2 485	
BAUDRY B	Médecin spécialiste	sept-55	62 ans	2025	6 495	

DEPART EN RETRAITE DES AGENTS + 50 ANS
CPOM BERRY - ETBS de l'INDRE *05/09/2023*

Nom d'Usage	Naissance	Fonction	Structure	Age de Départ Théorique	Date Prévisible (si départ 63 ans)	Indemnité brute	Indemnité Chargée		
DEZALIS T	juil-64	ES	SAMSAH	63 ans	1 août 2027	12 062,27 €	19 299,63 €		
BOULLE L	janv-64	ETS	MAS	63 ans	1er fev 2027	10 750,30 €	17 200,48 €	**36 500,11 €**	2027
AUBARD C	mars-68	AMP	MAS	64 ans	1er avril 2032				
DODU S	mai-71	Aide Soignant	MAS	64 ans	1er juin 2035				
DASSONVILLE F	nov-72	CESF	SAMSAH	64 ans	1er déc 2036				
PEARON S	juin-72	AMP	MAS	64 ans	1er juillet 2036				
RICHARD G	août-73	Aide Soignant	MAS	64 ans	1er sept 2036				

Agents + 55 ans 3 agents

Agents de 50 à 54 ans 4 agents

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

Suivi de la réalisation des objectifs du CPOM UGECAM 2015 - 2019

Effectué par: UGECAM et ARS CVL

OBJECTIFS	INDICATEURS DE RESULTAT	VALEUR CIBLE (par indicateur)	ECHEANCE	ETAT DE REALISATION			COMMENTAIRES/ACTIONS A POURSUIVRE
				Réalisé	En cours	Non réalisé	
Objectif stratégique : Adapter l'offre de service à la demande							
Fiche action n°1	**Adapter la plateforme ITEP sur Saint Florent de manière autonome**						
1- Permettre l'accueil de jour des jeunes de plus de 16 ans ayant des difficultés d'insertion, sur le site du Châtelier pour les activités de pré-professionnalisation (ateliers métallerie, espaces verts et atelier de préparation au travail posté).	Le fonctionnement de l'internat est adapté dans un lieu dédié sur l'ITEP	Effectif	2017	X			Suite à la dénonciation du bail de l'internat de la plateforme sur Bourges et du SESSAD de Bourges, l'internat pour les jeunes de la plateforme est assuré au coup par coup en fonction des projets et des stages dans le cadre d'une convention avec le foyer de jeunes travailleurs de Bourges. Minimum une chambre est louée et disponible en permanence.
	Aménagement d'un lieu d'accueil de jour à proximité des ateliers sur le site du Châtelier	Effectif		X			Ce lieu est réalisé et permet la prise des repas du midi pour les jeunes de la plateforme sur le site du Châtelier. Un lieu d'accueil est également à proximité des ateliers.
2- Mutualiser l'internat sur l'ITEP (Chantoiseau ou plateforme de BOURGES)	L'adaptation de l'autorisation prend en compte le maximum de 8 internes sur la plateforme	Arrêté		x			L'internat est pris en compte dans le cadre d'une convention avec le foyer de jeunes travailleurs de Bourges. Possibilité de prendre une deuxième chambre au FJT de Bourges
	La séparation physique des lieux IME / ITEP est effective		2017	X			La séparation physique de l'IME et de l'ITEP (plateforme) a été finit soit près de 3 km de clôture. Il a été également refait l'ensemble des clôtures de l'ITEP de Chantoiseau à la fois pour répondre à la sécurisation des jeunes et aux exigences du plan Vigipirate. Les travaux de sécurisation de la fosse sur la plateforme de l'ITEP sont réalisés pour moitié.
Fiche action n°2	**Faire évoluer les autorisations en fonction des besoins du public et du territoire**						
1- Adapter l'offre proposée aux besoins du territoire (IME, ITEP, SESSAD)	Les agréments revus	Arrêté	2015	x			Arrêté n° 2015-OSMS-PH18-0054, en date du 30 avril 2015, portant autorisation d'extension non importante de 10 places de l'IME par diminution de 10 places de l'ITEP Arrêté n° 2015-OSMS-PH18-0096, en date du 30 juillet 2015, portant autorisation : . d'extension non importante de 5 places de SESSAD . d'identification de 10 places du service destinées à la prise en charge d'enfants souffrant de TSA . de création d'une antenne à Aubigny sur Nère Le fonctionnement des établissements dans le cadre des nouveaux agréments est effectif. Le SESSAD a une liste d'attente de 120% de sa capacité et l'ITEP Chantoiseau un déficit de journées. La liste d'attente sera étudiée dans le cadre du DITEP. Enc e qui concerne le SESSAD TSA de 10 places il y a une liste d'attente de 12 jeunes.
	L'effectivité des créations et des transferts de places pour l'ensemble des établissements		2015	x			
2- Adapter le nombre de places d'internat sur l'IME et l'ITEP en fonction du nombre de jeunes accueillis en simultanée.	Les agréments revus	Arrêté	2015	x			
	L'effectivité des créations et des transferts de places pour l'ensemble des établissements		2015	x			
3- Couvrir la zone nord du département en SESSAD			2015	x			Le SESSAD intervient sur tout le département et a déjà des jeunes du nord du département en prise en charge.
4- Identifier 10 places TSA au SESSAD.			2015	x			Les places TSA sont effectives et identifiées et nous avons au 31 décembre 2015, 12 enfants ayant des Troubles du Spectre Autistique.
5- Adapter les dispositifs de prises en charge au niveau de la scolarité, de la formation professionnelle.			2015/2016	x		F	Les dispositifs de prise en charge au niveau de la scolarité et de la formation professionnelle ont été pris en compte au niveau de projet d'établissement et sont effectifs au regard de la mise en place de ses prises en charge (appartements, salles, ateliers scolaires, classe externalisée, création Unité d'Enseignement en Maternelle ...). D'autre partenariat pourront etre mis en place dans le cadre du CPOM, voir pour le maintien AFPA en espaces verts. Fin de CEAS à la rentrée 2018, réforme de la formation
6- Faire évoluer les modalités d'accompagnement dans les murs et hors les murs			2015	x			Les modalités de prises en charge sont incluses dans le nouveau projet d'établissement.
7- Diversifier les prises en charge pour les enfants orientés en ITEP			2018	x			Mis en place dans le cadre du DITEP
8- Favoriser les admissions et limiter les refus d'orientation.			2017	x			Toutes les demandes et orientations sont reçues pour affiner et la demande
9- Eviter les décrochages et les sorties prématurées		Effectif	2015	x			Pris en compte dans le projet d'établissement. Mission spécifique liée au service de suite et à la plateforme.
10- Créer 5 places au SAMSAH		Agrément			x		Création de 3 places en 2023
11- Créer 1 place à la MAS		Agrément	2015	x			
Fiche action n°3	**Développer des ramassages des jeunes en interne pour limiter le coût des transports**						
Maîtriser le coût des transports pour ne pas avoir d'augmentation sur la durée	Nombre de tournées internes	2 tournées internes mises en place actuellement	2016	x			Le coût des transports continuent d'augmenter malgré la mise en place de marchés, ils dépendent du lieu d'habitation dans le département des jeunes. Les taxis sont déjà regroupés par tournée pour limiter le ramassage de plusieurs jeunes. A cela s'ajoute des transports de jeunes hors département (Indre), jeunes dont les parents ont déménagé ou dont les réponses ne sont pas adaptées sur l'Indre. Nos jeunes ne bénéficient pas des avantages Rémi-Agglobus

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Budget taxis	258 153,00 €	340 386,00 €	378 859,00 €	426 792,00 €	422 669,47 €	395 820,50 €	551 312,30 €	572 881,00 €
Coût global des transports	339 797,00 €	375 708,00 €	409 022,00 €	452 103,00 €	439 199,47 €	409 635,50 €	563 722,30 €	601 036,00 €

Fiche action n°4	**Adapter l'offre et les modalités de prise en charge à une population d'enfants et d'adolescents âgés de 6 à 20 ans souffrant d'autisme et autres TED**						
1- Répondre aux besoins départementaux identifiés : réduire la liste d'attente abaisser l'âge d'admission	Ouverture effective de l'Unité pour les plus jeunes	Effectif	2015	x			L'unité pour les plus jeunes a été ouverte en septembre 2015 dans un bâtiment entièrement rénové.
2- Améliorer les pratiques professionnelles	Evaluations effectives		2017	x			L'évaluation de la situation de chaque enfant est réalisée chaque année en équipe pluridisciplinaire. L'équipe s'est dotée d'un outil supplémentaire : le ROCS (Référentiel d'Observation des Compétences Sociales). Les équipes sont supervisées deux jours par mois sur l'IME et un jour par mois sur l'UEMA sur les pratiques de l'ABA et du PECS.
3- Enrichir et diversifier les modalités d'intervention pour une approche intégrative prenant en compte toutes les dimensions affectées par ces troubles globaux du développement.	Formation initiale des nouveaux personnels aux caractéristiques générales de l'autisme		2019	x			Les nouveaux personnels sont inclus dans les formations liées à l'autisme et des formations spécifiques si nécessaire sont réalisées éventuellement
4- Solliciter, stimuler, apaiser, instruire, étayer les enfants	Formation continue en autisme des personnels: ABA	fonctionnel ayant concerné l'ensemble du personnel.	2015	x			L'ensemble du personnel embauché en 2017 a été formé.
	* conforter les formations PECS et TEACCH	Projet d'Etablissement	2016	x			Une formation de 4 jours est prévue pour l'ensemble du personnel, plus une formation TED sur les Théories d'Echanges et de Développement.
	* Formations plus spécifiques pour les éducateurs et psychologues		2016	x			La chef de service a obtenu un D.U. Autisme
5- Soutenir les familles	Régularité des synthèses, PPA (calendrier), des rencontres avec les parents		2016	x			Une synthèse et un PPA ont lieu une fois par an. Elles sont formalisées dans le cadre du projet d'établissement.
6- Entrer dans un processus de labellisation éventuel			2016		x		Labellisation en 2024-2025. Actuellement formation CNIA en cours.

OBJECTIFS	INDICATEURS DE RESULTAT	VALEUR CIBLE (par indicateur)	ECHEANCE	ETAT DE REALISATION			COMMENTAIRES/ACTIONS A POURSUIVRE
				Réalisé	En cours	Non réalisé	
Fiche action n°4 Bis	**Mise en œuvre d'une unité d'enseignement maternelle pour enfant autiste**						
Installation et mise en œuvre d'une unité d'enseignement maternelle autiste sur le département du cher	Date d'ouverture effective	Ouverture	2016	x			L'unité d'enseignement à ouvert en septembre 2016, elle est actuellement dans sa deuxième année scolaire avec un effectif complet des professionnels.
Accueil de 7 enfants autistes et accompagnement au sein de l'UEMA	Nombre d'enfants accueillis Profil des enfants accueillis	Effectif	2016	x			7 enfants sont accueillis sur l'UEM, ils ont tous été orientés ou diagnostiqués en collaboration avec le dispositif de diagnostic précoce. La rentrée 2018-2019 a été préparée pour le moment il y a 6 enfants prévus. Les difficultés concernent le partenariat avec l'hôpital psychiatrique qui n'oriente pas vers le dispositif de diagnostic précoce.
Objectif stratégique : Développer une réponse de qualité							
Fiche action n°5	**Accompagner la qualité de l'accompagnement des usagers de la MAS**						
1- Améliorer la qualité de l'accompagnement des usagers de la MAS grâce à différents leviers	Nombre d'actions de formation organisées 2017	16					En 2017, l'établissement a réalisé un formation ABA, une formation sur la réhabilitation psychosociale, et une formation sur les écrits professionnels à laquelle ont participé tous les salariés. Une supervision PECS a lieu une journée par mois.
2- Favoriser le confort physique et psychologique des personnes	Nombre de professionnels formés dans l'année 2017	29					Les formations sont proposés à chaque professionnel
	Nombre de séances d'analyse de la pratique	9					Les séances d'analyse de la pratique ont lieu tous les mois (sauf été) depuis 2014 pour tous les personnels d'accompagnements (nuit y compris), une organisation spécifique a été mise en place
	Nombre de partenariats engagés, conventions et échanges			x			Signature de la charte Romain JACOB avec le Centre Hospitalier de CHATEAUROUX. Nombreuses coopérations avec des professionnels libéraux (psychiatre, orthophoniste, dentiste, ...). L'établissement a également une convention avec la MDPH, UUFOLEP, Equidif, ... (Voir liste au début du diagnostic.
	Nombre de réunions des comités de suivi et d'évaluation	2	2017	x			Le projet d'établissement a été réalisé en 2015. Les axes de progrès du projet d'établissement seront intégrés à ceux de l'évaluation interne et le premier comité de suivi a lieu annuellement.
	Informatisation des dossiers des usagers			x			DUI AIRMES installé en 2023
Fiche action n°6	**Sensibiliser les professionnels aux recommandations de bonnes pratiques et développer la bientraitance**						
1- Sensibiliser et former l'ensemble des personnels aux Bonnes Pratiques Professionnelles et à la bientraitance.	Nombre de RBPP étudiées	Les RBPP sont abordées lors des réunions pluridisciplinaire			x		Des RBPP ont été ciblées, dans le cadre du projet d'établissement. La bientraitance a été étudiée dans le cadre de la formation des référents bientraitance. Une charte de bientraitance a été formalisée pour les professionnels des ESMS.
	Nombre de salariés concernés	107 agents (sur 133 de l'ITEP) ont bénéficié d'une formation en 2017 29 sur la MAS 7 sur le SAMSAH					
	Nombre de formations et budget consacré	28 Formations suivies sur l'ITEP 16 pour la MAS 7 pour le SAMSAH en 2017	2019				
2- Avoir une référente bientraitance certifiée AFNOR sur chaque établissement	Nombre de référents bientraitance formés	16 personnes ont suivi la formation référent bientraitance					
3- Généraliser l'analyse de la pratique sur la MAS et le SAMSAH	Nombre de séances d'analyse de la pratique réalisées tous établissements confondus et la proportion de personnels participants	[illegible] d'analyse de la pratique en 2017. La totalité des personnes assurant la prise en charge y [illegible]					

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Cumulé
Budget formation ITEP	26 276 €	35 268 €	38 082 €	45 664 €	32 138,51	60 128,41	48 270,65	115 339,55	**145 290 €**
Budget formation MAS	39 129 €	30 061 €	41 589 €	21 308 €	71 868,90	18 535,45	34 547,83	85 212,55	**132 087 €**
Budget formation SAMSAH	8 810 €	10 450 €	8 749 €	3 013 €					**31 022 €**
Budget formation IME	26 259 €	41 333 €	42 125 €	45 459 €	27 452,68	20 044,00	27 321,73	18 963,89	**155 176 €**
Budget formation SESSAD	15 723 €	3 771 €	8 193 €	9 156 €	2 392,57	326,40	1 253,82	1 047,14	**36 843 €**
Référents bientraitants formés en 2015 : ITEP : 7 personnes IME : 3 personnes SESSAD : 2 personnes MAS : 3 personnes SAMSAH : 3 personnes									
Seuls les personnels logistiques et administratifs ne bénéficient pas de séances d'analyse de la pratique.									
ITEP	15 385 €	16 515 €	17 260 €	13 455 €	13 601,63 €	2 962,50 €	12 767,50 €	17 374,00 €	**79 179 €**
IME	8 168 €	8 100 €	8 100 €	10 582 €	12 922,50 €	1 782,50 €	12 007,50 €	14 294,00 €	**49 655 €**
SESSAD	5 688 €	4 000 €	4 000 €	4 612 €	483,00 €	105,00 €			**18 888 €**
MAS	6 280 €	6 280 €	5 652 €	4 573 €	5 880,00 €	1 796,66 €	4 573,33 €	2 970,00 €	**30 462 €**
SAMSAH	3 140 €	3 140 €	2 826 €	2 286 €					**11 392 €**

Objectif stratégique : Renforcer la coopération et la communication interne et externe							
Fiche action n°7	**Mutualiser les compétences des cinq structures**						
1- Mutualiser les compétences entre établissements concernant l'administratif, la direction, la logistique, les paramédicaux et l'éducatif. Mutualiser les fonctions administratives entre autres, l'ordonnancement, la comptabilité et les ressources humaines	Regroupement des services administratifs	Effectif	2016	x			L'ensemble des services administratifs sont mutualisés. La gestion des paies est centralisée au siège.
	Intervention multi sites des services logistiques			x			Des interventions logistiques des établissements du Cher vers l'Indre ont lieu, entre autre au niveau informatique.
2- Créer une dynamique médico-sociale autour des établissements de l'UGECAM œuvrant dans le champ du handicap			2015	x			Il y a eu la mutualisation sur l'ITEP et la MAS du poste de psychomotricienne qui a pu être embauchée à temps plein, avec une intervention à 80 % sur l'ITEP et 20 % sur la MAS. De plus, des formations en commun ont lieu entre la MAS, le SAMSAH, l'ITEP, l'IME et le SESSAD sur les référents bientraitance, sur la sensibilisation à l'ABA fonctionnel ; et du personnel de l'IME a fait une formation au personnel de la MAS sur l'utilisation des pictogrammes.
3- Créer une direction commune à ces établissements	Nombre de réunion de cadres communes	35 réunions	2015	x			Toutes les réunions de cadres sont communes et ont lieu une fois par semaine.
	Prévision des DUERP commun		2017-2018	x			Les DUERP ont été réalisés sur les cinq établissements mais ne sont pas communs ils ne le peuvent pas).
4- Mettre en place un comité de suivi des évaluations internes par établissement	Nombre de réunions des comités de suivi		2016	x			Deux comités de suivi par établissement et par an : un en avril et un en novembre.
Fiche action n°8	**Mutualiser les instances représentatives du personnel**						
Avoir des I.R.P. mutualisées et fonctionnelles pour l'ensemble des agents des établissements du CPOM pour faciliter la représentativité du personnel.	Etat d'avancée des instances représentatives du personnel		2016	x			
	Comité d'entreprise commun			x			
	Délégation du personnel MAS / SAMSAH			x			
	CHSCT commun			x			Il y aura deux CHSCT : un par département
Fiche action n°9	**Développer les systèmes d'information des établissements**						
1- Mettre en place un dossier unique de l'usager sur chaque établissement	Logiciel du dossier usager mis en place			x			DUI mis en place en 2023
2- Mettre en place un logiciel de gestion du temps	Logiciel de gestion du temps mis en place		2016		x		Un logiciel succinct existe mais une démarche régionale est en cours pour avoir un logiciel de planning commun.
3- Etendre à la MAS et au SAMSAH le logiciel Bluemedi pour la gestion documentaire.	Logiciel Bluemedi mis en place			x			Mis en place et effectif sur tous les établissements.
Objectif stratégique : Adapter les locaux au public accueilli							

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024
Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

OBJECTIFS	INDICATEURS DE RESULTAT	VALIDATEUR POSSIBLE (pour rédacteur)	ECHEANCE	ETAT DE REALISATION			COMMENTAIRES/ACTIONS A POURSUIVRE
				Réalisé	En cours	Non réalisé	
Fiche action n°10 Etudier l'adaptation des locaux de la MAS							
Améliorer la qualité de l'accompagnement des résidents de la MAS par une adaptation et un aménagement du bâti qui correspondent aux besoins des résidents accueillis.	Réalisation d'études de faisabilité architecturale		2017	x			La MAS a déménagé dans ses nouveaux locaux en juin 2023
	Bilan annuel sur les avancées de cette fiche		2019	x			
Fiche action n°11 Mettre en place l'accessibilité							
1- Rendre les établissements accessibles conformément aux diagnostics	Etat des travaux réalisés par les établissements au regard du diagnostic accessibilité	Arrêté Préfectoral AD'A	2019		x		L'AD'AP a été réalisé avec un échéancier sur 9 ans. Des travaux d'accessibilité sont réalisés chaque année sur l'ensemble des établissements.
2- Prendre en compte la dimension accessibilité dans le projet de la MAS				x			

Tableau des Effectifs - MAS BEAUROUVRE

PERSONNEL DE DIRECTION ET ADMINISTRATIF		
Secrétaire	0,20	
Technicien comptable	0,12	
Technicien RH	0,20	
Directeur Etablissement	0,20	
Autres cadres de direction et administratif	0,10	
Autres cadres de direction et administratif	0,20	
Technicien Admissions/Facturation	0,20	1,22
PERSONNEL EDUCATIF		
Educateur spécialisé 1	1,00	
Educateur spécialisé 2	1,00	
Cadre socio-éducatif	1,00	
Assistant de service social	0,50	3,50
PERSONNEL MEDICAL		
Médecin spécialiste	0,22	
Pharmacien	0,10	0,32
PERSONNEL MEDICO TECHNIQUE		
Préparateur en pharmacie	0,1	0,1
PERSONNEL TECHNIQUE ET OUVRIER		
Autres techniciens des services techniques et ouvriers	0,1	0,1
PERSONNEL DE SOINS		
Aide Médico-Psychologique 1	1	
Aide Médico-Psychologique 2	1	
Aide Médico-Psychologique 3	1	
Aide Médico-Psychologique 4	1	
Aide Médico-Psychologique 5	1	
Aide Médico-Psychologique 6	1	
Aide Soignant 1	1	
Aide Soignant 2	1	
Aide Soignant 3	1	
Aide Soignant 4	1	
Aide Soignant 5	1	
Aide Soignant 6	1	
Aide Soignant 7	1	
1 AS de nuit 1	1	
Infirmier 1	0,98	
Infirmier 2	1	
0,5 IDE de nuit	0,5	
0,5 IDE de nuit	0,5	
Agent des services hôteliers/hospitaliers des services soins 1	0,5	
Agent des services hôteliers/hospitaliers des services soins 2	0,5	
Agent des services hôteliers/hospitaliers des services soins 3	1	
Psychomotricien	0,1	
Intervenant en activités physiques adaptées	0,4	
Ergothérapeute	0,3	
Masseur Kinésithérapeute	0,3	20,08
		25,32

Projection Masse Salariale
1 032 300,00 €

TABLEAU DES EFFECTIFS CPOM - PROJECTION 2024-2028

(avec les recrutements en cours et avec les postes vacants)

SERVICE	METIER	NIVEAU	REPARTITION ETP DITEP	IME	SESSAD TSA	UEM	MAS	SAMSAH ARS	SAMSAH CD36	TOTAL ETP	SOUS TOTAL SERVICE	OBSERVATIONS
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR	10	0,6	0,4						1		
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR ADJOINT	8	1							1		
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR ADJOINT	8		1						1		Recrutement en cours
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR ADJOINT	8					0,9		0,1	1		
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E		1						1		Recrutement en cours
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E	1							1		
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E	1							1		Recrutement en cours
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E		1						1		
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E					1			1		
DIRECTION ENCADREMENT	RESPONSABLE ADM	7	0,64	0,3	0,06					1		
DIRECTION ENCADREMENT	RESPONSABLE LOG	5B	0,67	0,3	0,03					1		
DIRECTION ENCADREMENT	COORDONNATEUR	6E	1							1		
DIRECTION ENCADREMENT	COORDONNATEUR	6E		0,5	0,5					1		Chgt Niveau
DIRECTION ENCADREMENT	COORDONNATEUR	6E		1						1		
DIRECTION ENCADREMENT	ASSISTANTE DIRECTION	5B	0,64	0,3	0,06					1		
DIRECTION ENCADREMENT	RAQ	6	1							1		
DIRECTION ENCADREMENT			7,55	5,8	0,65	0	1,9	0	0,1		16	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE RH ORDO	5A	0,64	0,3	0,06					1		
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE DIRECT RH	5A					0,5	0,25	0,25	1		
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANT DIRECTION	4		1						1		
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE RH ORDO	4	0,64	0,3	0,06					1		
ADMINISTRATION-GESTION	COMPTABLE	4	0,64	0,30	0,06					1,00		Agent à 29h actuellement
ADMINISTRATION-GESTION	ORDONNATEUR	4	0,64	0,3	0,06					1		
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4		1						1		
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	1							1		
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	1							1		
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	1							1		
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	0,6		0,4					1		
ADMINISTRATION-GESTION	SECRETAIRE	3						0,29	0,29	0,58		Agent à 20h
ADMINISTRATION-GESTION	AGENT ACCUEIL	3		1						1		
ADMINISTRATION-GESTION			6,16	4,20	0,64	0,00	0,50	0,54	0,54		12,58	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,67	0,3	0,03					1		
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,67	0,3	0,03					1		
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,67	0,3	0,03					1		
SERVICES GENERAUX	ASSIST INFORM	4	0,67	0,3	0,03					1		
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	0,3	0,03					1		
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	0,3	0,03					1		
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	0,3	0,03					1		
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	0,3	0,03					1		
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	0,3	0,03					1		
SERVICES GENERAUX	LINGERE	3		1,00						1,00		Agent à 31H actuellement
SERVICES GENERAUX	MAITRESSE MAISON	3					1			1		
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3					0,50			0,50		Agent à 17H30
SERVICES GENERAUX	ETC	2		1						1		
SERVICES GENERAUX	ETC	2		1						1		
SERVICES GENERAUX	ETC	2		1						1		
SERVICES GENERAUX	ETC	2		1						1		Sur IME pour Transports (transfert crédits Gpe I)
SERVICES GENERAUX	ETC	2		1						1		

SERVICES GENERAUX	ETC	2	1							1		
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1							1		
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1							1		
SERVICES GENERAUX	ASH	2					1			1		
SERVICES GENERAUX	ASH	2					1			1		
SERVICES GENERAUX	ASH NUIT	2					1			1		
SERVICES GENERAUX	ASH NUIT	2					1			1		
SERVICES GENERAUX			9,03	8,70	0,27	0,00	5,50	0,00	0,00		**23,50**	
RESTAURATION	RESPONSABLE CUISINE	5B	1							1		
RESTAURATION	CHEF CUISINIER	4		1						1		
RESTAURATION	CUISINIER	3	1							1		
RESTAURATION	CUISINIER	3	1							1		
RESTAURATION	CUISINIER	3	1							1		
RESTAURATION			4	1	0	0	0	0	0		**5**	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E						1		1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E						0,5	0,5	1		Recrutement en cours
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E		1						1		Recrutement en cours
SOCIO EDUCATIF	ES	5E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E			0,75					0,75		GEM 0,25
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	EJE	5E				1				1		
SOCIO EDUCATIF	EJE	5E				1				1		
SOCIO EDUCATIF	EJE	5E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	EJE	5E	1							1		Ambulatoire Recrutement en cours
SOCIO EDUCATIF	ANIM DEGRE2	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ANIM DEGRE2	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ANIM DEGRE2	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ANIM DEGRE2	5E			1					1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E				1				1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E				1				1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1							1		

SOCIO EDUCATIF	ANIM SOCIO EDUC	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ANIM SOCIO EDUC	4E				1				1		
SOCIO EDUCATIF	ANIM SOCIO EDUC	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	CESF	4						0,10	0,59	0,69		Agent à 24H
SOCIO EDUCATIF	CESF	4						0,15	0,16	0,31		Création suite 23 places - Poste vacant
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E						1		1		
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E						1		1,00		
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E					1			1,00		
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E		1						1,00		
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E				1				1		
SOCIO EDUCATIF	AMP ou AES	3E					1			1		Poste Vacant
SOCIO EDUCATIF	AES	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AES	3E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	AES	3E				1				1		
SOCIO EDUCATIF	AES	3E	1							1		Poste Vacant
SOCIO EDUCATIF	AES	3E		1						1		Poste Vacant (DAR V2)
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1							1		EMHASE
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1							1		EMHASE
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	0,5	0,5						1		Sur IME pour Transports (transfert crédits Gpe I)
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E				1				1		Chgt niveau
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E		1						1		Chgt niveau
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1							1		Chgt niveau
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT NUIT	3E					0,77			0,77		Agent à 27H
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT NUIT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT NUIT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	MAITRESSE MAISON	3E	0,56							0,56		Agent à 19H30
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT NUIT	3E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	VEILLEUR	2E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	VEILLEUR	2E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1							1		

SOCIO EDUCATIF	ETS	5E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	EDUC SPORTIF	5E					1			1		
SOCIO EDUCATIF	EDUC SPORTIF	5E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	EDUC SPORTIF	5E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	EDUC SPORTIF	5E	1							1		Chgt Niveau
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E		1						1		
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E	1							1		
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E		1						1		Chgt Niveau
SOCIO EDUCATIF			44,06	27,50	1,75	8,00	16,77	3,75	1,25		**103,08**	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E		0,7		0,3				1		
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E				0,4				0,4		PEP 18
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E		1						1		
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E		0,5	0,5					1		
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E					0,5	0,5		1		
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	1							1		
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	1							1		
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	1							1		
PARAMEDICAL	NEUROPSYCHOLOGUE	7E	1							1		Recrutement en cours (EMAS)
PARAMEDICAL	ERGOTHERAPEUTE	6E		0,8			0,2			1		
PARAMEDICAL	ERGOTHERAPEUTE	6E		1						1		
PARAMEDICAL	ERGOTHERAPEUTE	6E	0,5							0,5		Recrutement en cours
PARAMEDICAL	ERGOTHERAPEUTE	6E		0,5						0,5		Recrutement en cours (DAR VZ)
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E						1		1		
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E					1			1		
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E					1			1		Recrutement en cours
PARAMEDICAL	INFIRMIER COORD	7E	1							1		
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E		1						1		
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E		1						1		
PARAMEDICAL	ORTHOPHONISTE	6E				0,23				0,23		Agent à 8H
PARAMEDICAL	ORTHOPHONISTE	6E			0,2					0,2		Poste Vacant
PARAMEDICAL	ORTHOPHONISTE	6E	0,6							0,6		Poste Vacant
PARAMEDICAL	ORTHOPHONISTE	6E		0,2						0,2		Poste Vacant
PARAMEDICAL	PSYCHOMOTRICIEN	6E		1						1		
PARAMEDICAL	PSYCHOMOTRICIEN	6E			0,3	0,7				1		
PARAMEDICAL	PSYCHOMOTRICIEN	6E	1							1		
PARAMEDICAL	ARTHERAPEUTE	5E		0,50						0,5		Agent à 17H30
PARAMEDICAL	ARTHERAPEUTE	5E		0,46						0,46		Agent à 16H
PARAMEDICAL			7,10	8,66	1,00	1,63	2,70	1,50	0,00		**22,59**	
MEDICAL	MED PSYCHIATRE	11E	0,18	0,18						0,36		Agent à 13H
MEDICAL	MED PSYCHIATRE	11E	0,32	0,02				0,1		0,44		Poste Vacant
MEDICAL	MED GENERALISTE	10E	0,13	0,1						0,23		Poste Vacant
MEDICAL	MED GENERALISTE	11E					0,11			0,11		Agent à 4H - Remplacement par anticipation
MEDICAL			0,63	0,30	0,00	0,00	0,11	0,10	0,00		**1,14**	
			78,53	56,16	4,31	9,63	27,48	5,89	1,89	183,88	**183,88**	
			DITEP	**IME**	**SESSAD TSA**	**UEM**	**MAS**	**SAMSAH ARS**	**SAMSAH CD36**	**TOTAL ETP**		
	Projection Masse Salariale		**4 703 173,57 €**	**3 302 982,63 €**	**257 754,24 €**	**528 593,07 €**	**1 570 295,43 €**	**383 855,98 €**	**107 957,38 €**	**10 854 612,30 €**		

TABLEAU DES EFFECTIFS CPOM - PROJECTION 2024-2028

			REPARTITION	
SERVICE	METIER	NIVEAU	DITEP	OBSERVATIONS
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR	10	0,6	
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR ADJOINT	8	1	
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E	1	
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E	1	Recrutement en cours
DIRECTION ENCADREMENT	RESPONSABLE ADM	7	0,64	
DIRECTION ENCADREMENT	RESPONSABLE LOG	5B	0,67	
DIRECTION ENCADREMENT	COORDONNATEUR	6E	1	
DIRECTION ENCADREMENT	ASSISTANTE DIRECTION	5B	0,64	
DIRECTION ENCADREMENT	RAQ	6	1	
DIRECTION ENCADREMENT			7,55	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE RH ORDO	5A	0,64	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE RH ORDO	4	0,64	
ADMINISTRATION-GESTION	COMPTABLE	4	0,64	Agent à 29h actuellement
ADMINISTRATION-GESTION	ORDONNATEUR	4	0,64	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	1	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	1	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	1	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	0,6	
ADMINISTRATION-GESTION			6,16	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,67	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,67	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,67	
SERVICES GENERAUX	ASSIST INFORM	4	0,67	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,67	
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1	
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1	
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1	
SERVICES GENERAUX			9,03	
RESTAURATION	RESPONSABLE CUISINE	5B	1	
RESTAURATION	CUISINIER	3	1	
RESTAURATION	CUISINIER	3	1	
RESTAURATION	CUISINIER	3	1	
RESTAURATION			4	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

SOCIO EDUCATIF	EJE	5E	1	Ambulatoire Recrutement en cours
SOCIO EDUCATIF	ANIM DEGRE2	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ANIM DEGRE2	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ANIM DEGRE2	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ANIM SOCIO EDUC	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ANIM SOCIO EDUC	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	AES	3E	1	Poste Vacant
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1	EMHASE
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1	EMHASE
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	0,5	Sur IME pour Transports (transfert crédits Gpe I)
SOCIO EDUCATIF	**ASSIST SOC EDUC**	3E	1	Chgt niveau
SOCIO EDUCATIF	**MAITRESSE MAISON**	3E	0,56	Agent à 19H30
SOCIO EDUCATIF	VEILLEUR	2E	1	
SOCIO EDUCATIF	VEILLEUR	2E	1	
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	EDUC SPORTIF	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	**EDUC SPORTIF**	5E	1	Chgt Niveau
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E	1	
SOCIO EDUCATIF			44,06	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	1	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	1	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	1	
PARAMEDICAL	NEUROPSYCHOLOGUE	7E	1	Recrutement en cours (EMAS)
PARAMEDICAL	ERGOTHERAPEUTE	6E	0,5	Recrutement en cours
PARAMEDICAL	INFIRMIER COORD	7E	1	
PARAMEDICAL	ORTHOPHONISTE	6E	0,6	Poste Vacant
PARAMEDICAL	PSYCHOMOTRICIEN	6E	1	
PARAMEDICAL			7,10	
MEDICAL	MED PSYCHIATRE	11E	0,18	Agent à 13H
MEDICAL	MED PSYCHIATRE	11E	0,32	Poste Vacant
MEDICAL	MED GENERALISTE	10E	0,13	Poste Vacant
MEDICAL			0,63	
			78,53	
			DITEP	
	Projection Masse Salariale		**4 703 173,57 €**	

TABLEAU DES EFFECTIFS CPOM - PROJECTION 2024-2028

732

SERVICE	METIER	NIVEAU	IME	OBSERVATIONS
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR	10	0,4	
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR ADJOINT	8	1	Recrutement en cours
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E	1	Recrutement en cours
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E	1	
DIRECTION ENCADREMENT	RESPONSABLE ADM	7	0,3	
DIRECTION ENCADREMENT	RESPONSABLE LOG	5B	0,3	
DIRECTION ENCADREMENT	COORDONNATEUR	6E	0,5	Chgt Niveau
DIRECTION ENCADREMENT	COORDONNATEUR	6E	1	
DIRECTION ENCADREMENT	ASSISTANTE DIRECTION	5B	0,3	
DIRECTION ENCADREMENT			5,8	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE RH ORDO	5A	0,3	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANT DIRECTION	4	1	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE RH ORDO	4	0,3	
ADMINISTRATION-GESTION	COMPTABLE	4	0,30	Agent à 29h actuellement
ADMINISTRATION-GESTION	ORDONNATEUR	4	0,3	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	1	
ADMINISTRATION-GESTION	AGENT ACCUEIL	3	1	
ADMINISTRATION-GESTION			4,20	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,3	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,3	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,3	
SERVICES GENERAUX	ASSIST INFORM	4	0,3	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,3	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,3	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,3	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,3	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,3	
SERVICES GENERAUX	LINGERE	3	1,00	Agent à 31H actuellement
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1	
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1	
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1	
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1	Sur IME pour Transports (transfert crédits Gpe I)
SERVICES GENERAUX	ETC	2	1	
SERVICES GENERAUX			8,70	
RESTAURATION	CHEF CUISINIER	4	1	
RESTAURATION			1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	Recrutement en cours
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1	

SOCIO EDUCATIF	EJE	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AES	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AES	3E	1	Poste Vacant (DAR VZ)
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	0,5	Sur IME pour Transports (transfert crédits Gpe I)
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1	Chgt niveau
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT NUIT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	EDUC SPORTIF	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	REFERENT TECHNIQUE	4E	1	Chgt Niveau
SOCIO EDUCATIF			27,50	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	0,7	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	1	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	0,5	
PARAMEDICAL	ERGOTHERAPEUTE	6E	0,8	
PARAMEDICAL	ERGOTHERAPEUTE	6E	1	
PARAMEDICAL	ERGOTHERAPEUTE	6E	0,5	Recrutement en cours (DAR VZ)
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E	1	
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E	1	
PARAMEDICAL	ORTHOPHONISTE	6E	0,2	Poste Vacant
PARAMEDICAL	PSYCHOMOTRICIEN	6E	1	
PARAMEDICAL	ARTHERAPEUTE	5E	0,50	Agent à 17H30
PARAMEDICAL	ARTHERAPEUTE	5E	0,46	Agent à 16H
PARAMEDICAL			8,66	
MEDICAL	MED PSYCHIATRE	11E	0,18	Agent à 13H
MEDICAL	MED PSYCHIATRE	11E	0,02	Poste Vacant
MEDICAL	MED GENERALISTE	10E	0,1	Poste Vacant
MEDICAL			0,30	
			56,16	
			IME	
	Projection Masse Salariale		**3 302 982,63 €**	

TABLEAU DES EFFECTIFS CPOM - PROJECTION 2024-2028

SERVICE	METIER	NIVEAU	SESSAD TSA	OBSERVATIONS
DIRECTION ENCADREMENT	RESPONSABLE ADM	7	0,06	
DIRECTION ENCADREMENT	RESPONSABLE LOG	5B	0,03	
DIRECTION ENCADREMENT	COORDONNATEUR	6E	0,5	Chgt Niveau
DIRECTION ENCADREMENT	ASSISTANTE DIRECTION	5B	0,06	
DIRECTION ENCADREMENT			0,65	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE RH ORDO	5A	0,06	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE RH ORDO	4	0,06	
ADMINISTRATION-GESTION	COMPTABLE	4	0,06	Agent à 29h actuellement
ADMINISTRATION-GESTION	ORDONNATEUR	4	0,06	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSIST ADM	4	0,4	
ADMINISTRATION-GESTION			0,64	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,03	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,03	
SERVICES GENERAUX	REFERENT ENTRETIEN	4	0,03	
SERVICES GENERAUX	ASSIST INFORM	4	0,03	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,03	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,03	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,03	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,03	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,03	
SERVICES GENERAUX			0,27	
RESTAURATION			0	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	0,75	GEM 0,25
SOCIO EDUCATIF	ANIM DEGRE2	5E	1	
SOCIO EDUCATIF			1,75	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	0,5	
PARAMEDICAL	ORTHOPHONISTE	6E	0,2	Poste Vacant
PARAMEDICAL	PSYCHOMOTRICIEN	6E	0,3	
PARAMEDICAL			1,00	
MEDICAL			0,00	
			4,31	
			SESSAD TSA	
	Projection Masse Salariale		**257 754,24 €**	

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

TABLEAU DES EFFECTIFS CPOM - PROJECTION 2024-2028

SERVICE	METIER	NIVEAU	UEM	OBSERVATIONS
DIRECTION ENCADREMENT			0	
ADMINISTRATION-GESTION			0,00	
SERVICES GENERAUX			0,00	
RESTAURATION			0	
SOCIO EDUCATIF	EJE	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	EJE	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ME	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	ANIM SOCIO EDUC	4E	1	
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AES	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	ASSIST SOC EDUC	3E	1	Chgt niveau
SOCIO EDUCATIF			8,00	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	0,3	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	0,4	PEP 18
PARAMEDICAL	ORTHOPHONISTE	6E	0,23	Agent à 8H
PARAMEDICAL	PSYCHOMOTRICIEN	6E	0,7	
PARAMEDICAL			1,63	
MEDICAL			0,00	
			9,63	
			UEM	
	Projection Masse Salariale		**528 593,07 €**	

TABLEAU DES EFFECTIFS CPOM - PROJECTION 2024-2028

SERVICE	METIER	NIVEAU	MAS	OBSERVATIONS
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR ADJOINT	8	0,9	
DIRECTION ENCADREMENT	CHEF SERVICE EDUC	7E	1	
DIRECTION ENCADREMENT			1,9	
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE DIRECT RH	5A	0,5	
ADMINISTRATION-GESTION			0,50	
SERVICES GENERAUX	MAITRESSE MAISON	3	1	
SERVICES GENERAUX	OUVRIER ENTRETIEN	3	0,50	Agent à 17H30
SERVICES GENERAUX	ASH	2	1	
SERVICES GENERAUX	ASH	2	1	
SERVICES GENERAUX	ASH NUIT	2	1	
SERVICES GENERAUX	ASH NUIT	2	1	
SERVICES GENERAUX			5,50	
RESTAURATION			0	
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AMP ou AES	3E	1	Poste Vacant
SOCIO EDUCATIF	AES	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT NUIT	3E	0,77	Agent à 27H
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT NUIT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT NUIT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	AIDE SOIGNANT	3E	1	
SOCIO EDUCATIF	ETS	5E	1	
SOCIO EDUCATIF	EDUC SPORTIF	5E	1	
SOCIO EDUCATIF			16,77	
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	0,5	
PARAMEDICAL	ERGOTHERAPEUTE	6E	0,2	
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E	1	
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E	1	Recrutement en cours
PARAMEDICAL			2,70	
MEDICAL	MED GENERALISTE	11E	0,11	Agent à 4H - Remplacement par anticipation
MEDICAL			0,11	
			27,48	
			MAS	
	Projection Masse Salariale		**1 570 295,43 €**	

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

TABLEAU DES EFFECTIFS CPOM - PROJECTION 2024-2028

(avec les recrutements en cours et avec les postes vacants)

SERVICE	METIER	NIVEAU	SAMSAH ARS	SAMSAH CD36	TOTAL ETP	OBSERVATIONS
DIRECTION ENCADREMENT	DIRECTEUR ADJOINT	8		0,1	0,1	
DIRECTION ENCADREMENT			0	0,1		
ADMINISTRATION-GESTION	ASSISTANTE DIRECT RH	5A	0,25	0,25	0,5	
ADMINISTRATION-GESTION	SECRETAIRE	3	0,29	0,29	0,58	Agent à 20h
ADMINISTRATION-GESTION			0,54	0,54		
SERVICES GENERAUX			0,00	0,00		
RESTAURATION			0	0		
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	1		1	
SOCIO EDUCATIF	ES	5E	0,5	0,5	1	Recrutement en cours
SOCIO EDUCATIF	CESF	4	0,10	0,59	0,69	Agent à 24H
SOCIO EDUCATIF	CESF	4	0,15	0,16	0,31	Création suite 23 places - Poste vacant
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E	1		1	
SOCIO EDUCATIF	AMP	3E	1		1,00	
SOCIO EDUCATIF			3,75	1,25		
PARAMEDICAL	PSYCHOLOGUE	7E	0,5		0,5	
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E	1		1	
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E			0	
PARAMEDICAL	INFIRMIER	6E			0	Recrutement en cours
PARAMEDICAL			1,50	0,00		
MEDICAL	MED PSYCHIATRE	11E	0,1		0,1	Poste Vacant
MEDICAL			0,10	0,00		
			5,89	1,89	7,78	

	SAMSAH ARS	SAMSAH CD36	TOTAL ETP
Projection Masse Salariale	**383 855,98 €**	**107 957,38 €**	**491 813,36 €**

ANNEXE 8 : CADRE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU BILAN FINANCIER D'UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service : 180008765 — IME LE CHATELIER

BIENS	N-1	N	FINANCEMENTS	N-1	N
Biens stables			**Financements stables**		
Immobilisations incorporelles brutes	21 047,81 €	21 047,81 €	Apports, dotations, réserves et fonds propres		153 917,70 €
Immobilisations corporelles brutes :	7 337 359,15 €	7 525 119,34 €	Excédents affectés à l'investissement	571 403,66 €	672 483,34 €
- *Terrains*	3 571,00 €	3 571,14 €	Subventions d'investissement	10 966,59 €	6 399,42 €
- *Agencements de terrain*	12 000,00 €	12 000,00 €	Réserve de compensation des charges d'amortissement	534 546,33 €	635 626,01 €
- *Constructions*	5 539 855,41 €	5 646 562,47 €	Provisions pour renouvellement des immobilisations	36 316,80 €	34 211,20 €
- *Installations techniques, matériel et outillage*	870 317,09 €	919 194,63 €	Fonds dédiés à l'investissement (2)		
- *Autres immobilisations corporelles*	911 615,65 €	943 791,10 €	Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif		
Immobilisations corporelles en cours			Emprunts et dettes financières (à plus d'un an à l'origine)	2 661 790,02 €	2 384 407,29 €
Immobilisations en cours - Part investissement PPP (1)			Dépôts et cautionnements reçus	725,00 €	725,00 €
			Amortissements des immobilisations corporelles :	5 820 273,31 €	6 004 097,06 €
			- *Agencements de terrain*	2 128,66 €	2 726,77 €
			- *Constructions*	4 203 706,34 €	4 323 492,52 €
			- *Installations techniques, matériel et outillage*	793 926,02 €	818 718,33 €
			- *Autres immobilisations corporelles*	820 512,29 €	859 157,44 €
Immobilisations financières	352,63 €	352,63 €	Amortissement des immobilisations incorporelles	20 107,69 €	20 562,75 €
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			Dépenses refusées par l'autorité de tarification (2) (5)		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Dépréciation des immobilisations		
Autres			Autres (6)		
Compte de liaison investissement (2)			Compte de liaison investissement (2) (7)	320 456,47 €	453 619,43 €
Total II	7 358 759,59 €	7 546 519,78 €	**Total I**	9 976 585,87 €	10 366 049,20 €
Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'investissement positif (I-II)**	2 617 826,28 €	2 819 529,42 €
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**		
Report à nouveau déficitaire (3)	728 997,98 €	728 997,98 €	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR		
Résultat déficitaire (3)			Réserves de compensation des déficits	132 217,00 €	132 217,00 €
Créances glissantes			Résultat excédentaire (3)	149 853,30 €	401 838,29 €
Droits acquis par les salariés, non provisionnés (2)			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation (3)		
			Provisions pour risques et charges	152 719,10 €	54 078,00 €
			Fonds dédiés dédiés à l'exploitation (2)	380 705,69 €	328 399,63 €
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers		
			Autres		
Compte de liaison trésorerie (stable)			Compte de liaison trésorerie (stable) (2)		
Total IV	728 997,98 €	728 997,98 €	**Total III**	815 495,09 €	916 532,92 €
Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)**	86 497,11 €	187 534,94 €
Fonds de roulement net global négatif	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement net global positif**	2 704 323,39 €	3 007 064,36 €
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**		
Stocks et en-cours			Avances reçues		
Avances et acomptes versés			Fournisseurs	59 395,18 €	101 244,75 €
Créances sur organismes payeurs, usagers et clients	218 234,83 €	378 054,30 €	Dettes sociales et fiscales	318 146,90 €	274 580,38 €
Créances diverses d'exploitation	3 074,22 €	1 415,32 €	Dettes diverses d'exploitation		
Créances irrécouvrables en non-valeur (4)			Produits constatés d'avance	215 450,00 €	181 039,39 €
Charges constatées d'avance	27 667,75 €	17 383,33 €	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	401 295,30 €	401 295,30 €	Fonds déposés par les résidents		
Autres	57 730,83 €	5 395,72 €	Autres	474 401,27 €	475 807,60 €
Compte de liaison d'exploitation (2)			Compte de liaison d'exploitation (2)		
Total VI	708 002,93 €	803 543,97 €	**Total V**	1 067 393,35 €	1 032 672,12 €
Besoin en fonds de roulement (VI-V)	0,00 €	0,00 €	**Excédent de financement d'exploitation (VI-V)**	359 390,42 €	229 128,15 €
Liquidités			**Financements à court terme**		
Valeurs mobilières de placement			Fournisseurs d'immobilisations	3 329,89 €	9 656,89 €
Disponibilités			Fonds des majeurs protégés		
Autres			Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres (dont emprunts à un an au plus)		
Compte de liaison trésorerie (2)	3 067 043,56 €	3 245 849,40 €	Compte de liaison trésorerie (2)		
Total VIII	3 067 043,56 €	3 245 849,40 €	**Total VII**	3 329,89 €	9 656,89 €
Trésorerie positive (VIII-VII)	3 063 713,67 €	3 236 192,51 €	**Trésorerie négative (VIII-VII)**	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES BIENS (I+IV+VI+VIII)	11 862 804,05 €	12 324 911,13 €	TOTAL DES FINANCEMENTS (II+III+V+VII)	11 862 304,20 €	12 324 911,13 €

(1) : PPP = partenariat public privé
(2) : Etablissements privés seulement
(3) : Sous contrôle de tiers financeurs
(4) : Etablissements publics seulement
(5) : Montant précédé du signe "-"
(6) : Dont résultats non contrôlés par des tiers financeurs
(7) : Pour les ESSMS publics, ESSMS rattachés à une collectivité territoriale, un CCAS ou un CIAS seulement

N-1	N

ANNEXE 8 : CADRE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU BILAN FINANCIER D'UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service : 180002255 — **DITEP DU CHER**

BIENS	N-1	N	FINANCEMENTS	N-1	N
Biens stables			**Financements stables**		
Immobilisations incorporelles brutes	20 531,74 €	20 531,74 €	Apports, dotations, réserves et fonds propres	1 387 984,90 €	1 415 424,42 €
Immobilisations corporelles brutes :	6 031 885,49 €	6 343 844,31 €	Excédents affectés à l'investissement	737 274,95 €	1 007 321,82 €
- *Terrains*	246,80 €	246,80 €	Subventions d'investissement	2 123,81 €	1 580,14 €
- *Agencements de terrain*	142 023,65 €	142 023,65 €	Réserve de compensation des charges d'amortissement	741 017,90 €	1 011 064,77 €
- *Constructions*	4 208 737,71 €	4 390 179,42 €	Provisions pour renouvellement des immobilisations	62 332,27 €	53 042,71 €
- *Installations techniques, matériel et outillage*	782 423,29 €	834 838,23 €	Fonds dédiés à l'investissement (2)		
- *Autres immobilisations corporelles*	898 454,04 €	976 556,21 €	Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif		
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours	147 684,19 €	65 663,27 €	Emprunts et dettes financières (à plus d'un an à l'origine)	50 474,16 €	19 562,61 €
Immobilisations en cours - Part investissement PPP (1)			Dépôts et cautionnements reçus		
			Amortissements des immobilisations corporelles :	4 207 916,87 €	4 417 717,08 €
			- *Agencements de terrain*	106 707,71 €	110 527,79 €
			- *Constructions*	2 605 640,01 €	2 740 352,43 €
			- *Installations techniques, matériel et outillage*	696 418,62 €	723 363,02 €
			- *Autres immobilisations corporelles*	799 150,53 €	843 473,84 €
Immobilisations financières	7 456,97 €	7 456,97 €	Amortissement des immobilisations incorporelles	20 203,89 €	20 531,74 €
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			Dépenses refusées par l'autorité de tarification (2) (5)		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Dépréciation des immobilisations		
Autres			Autres (6)		
Compte de liaison investissement (2)			Compte de liaison investissement (2) (7)		
Total II	6 207 558,39 €	6 437 496,29 €	**Total I**	7 209 328,75 €	7 946 245,29 €
Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'investissement positif (I-II)**	1 001 770,36 €	1 508 749,00 €
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**		
Report à nouveau déficitaire (3)	126 517,99 €	126 517,99 €	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR		
Résultat déficitaire (3)			Réserves de compensation des déficits	213 310,04 €	213 310,04 €
Créances glissantes			Résultat excédentaire (3)	742 891,76 €	1 010 885,08 €
Droits acquis par les salariés, non provisionnés (2)			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation (3)		
			Provisions pour risques et charges	302 636,20 €	194 358,08 €
			Fonds dédiés dédiés à l'exploitation (2)	897 865,73 €	1 100 863,75 €
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers		
			Autres		
Compte de liaison trésorerie (stable)			Compte de liaison trésorerie (stable) (2)		
Total IV	126 517,99 €	126 517,99 €	**Total III**	2 156 703,73 €	2 519 216,95 €
Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)**	2 030 185,74 €	2 392 698,96 €
Fonds de roulement net global négatif	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement net global positif**	3 031 956,10 €	3 901 447,96 €
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**		
Stocks et en-cours			Avances reçues		
Avances et acomptes versés	527,85 €	19 902,31 €	Fournisseurs	60 836,91 €	90 354,92 €
Créances sur organismes payeurs, usagers et clients			Dettes sociales et fiscales	434 788,21 €	434 680,81 €
Créances diverses d'exploitation	140 554,61 €	160 664,89 €	Dettes diverses d'exploitation		
Créances irrécouvrables en non-valeur (4)			Produits constatés d'avance	359 704,00 €	195 668,00 €
Charges constatées d'avance	19 394,82 €	37 490,89 €	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	321 115,19 €	321 115,19 €	Fonds déposés par les résidents		
Autres	8 520,35 €	19 892,95 €	Autres	16 774,60 €	17 713,17 €
Compte de liaison d'exploitation (2)			Compte de liaison d'exploitation (2)	798 659,00 €	967 209,39 €
Total VI	490 112,82 €	559 066,23 €	**Total V**	1 670 762,72 €	1 705 626,29 €
Besoin en fonds de roulement (VI-V)	0,00 €	0,00 €	**Excédent de financement d'exploitation (VI-V)**	1 180 649,90 €	1 146 560,06 €
Liquidités			**Financements à court terme**		
Valeurs mobilières de placement			Fournisseurs d'immobilisations	101 473,88 €	2 721,51 €
Disponibilités			Fonds des majeurs protégés		
Autres			Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres (dont emprunts à un an au plus)		
Compte de liaison trésorerie (2)	4 314 079,88 €	5 050 729,53 €	Compte de liaison trésorerie (2)		
Total VIII	4 314 079,88 €	5 050 729,53 €	**Total VII**	101 473,88 €	2 721,51 €
Trésorerie positive (VIII-VII)	4 212 606,00 €	5 048 008,02 €	**Trésorerie négative (VIII-VII)**	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	11 138 269,08 €	12 173 810,04 €	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	11 138 269,08 €	12 173 810,04 €

(1) : PPP = partenariat public privé
(2) : Etablissements privés seulement
(3) : Sous contrôle de tiers financeurs
(4) : Etablissements publics seulement
(5) : Montant précédé du signe "-"
(6) : Dont résultats non contrôlés par des tiers financeurs
(7) : Pour les ESSMS publics, ESSMS rattachés à une collectivité territoriale, un CCAS ou un CIAS seulement

N-1	N

ANNEXE 8 : CADRE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU BILAN FINANCIER D'UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service : 280007741 — **MAS DE BEAUROUVRE**

BIENS	N-1	N	FINANCEMENTS	N-1	N
Biens stables			**Financements stables**		
Immobilisations incorporelles brutes	1 074,24 €	1 074,24 €	Apports, dotations, réserves et fonds propres		
Immobilisations corporelles brutes :	1 033 657,89 €	1 083 458,59 €	Excédents affectés à l'investissement		
- Terrains			Subventions d'investissement	0,00 €	19 933,63 €
- Agencements de terrain			Réserve de compensation des charges d'amortissement		
- Constructions	913 854,31 €	938 240,69 €	Provisions pour renouvellement des immobilisations		
- Installations techniques, matériel et outillage	64 709,93 €	75 499,25 €	Fonds dédiés à l'investissement (2)		
- Autres immobilisations corporelles	55 093,65 €	69 718,65 €	Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif		
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours			Emprunts et dettes financières (à plus d'un an à l'origine)	833 000,00 €	920 468,67 €
Immobilisations en cours - Part investissement PPP (1)			Dépôts et cautionnements reçus		
			Amortissements des immobilisations corporelles :	62 260,70 €	143 661,33 €
			- Agencements de terrain		
			- Constructions	37 179,00 €	96 885,10 €
			- Installations techniques, matériel et outillage	10 346,33 €	19 839,86 €
			- Autres immobilisations corporelles	14 735,37 €	26 936,37 €
Immobilisations financières			Amortissement des immobilisations incorporelles	100,78 €	254,24 €
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			Dépenses refusées par l'autorité de tarification (2) (5)		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Dépréciation des immobilisations		
Autres			Autres (6)		
Compte de liaison investissement (2)			Compte de liaison investissement (2) (7)		
Total II	1 034 732,13 €	1 084 532,83 €	**Total I**	895 361,48 €	1 084 315,87 €
Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)	139 370,65 €	216,96 €	**Fonds de roulement d'investissement positif (I-II)**	0,00 €	0,00 €
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**		
Report à nouveau déficitaire (3)	8 937,84 €		Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR	0,00 €	0,00 €
Résultat déficitaire (3)			Réserves de compensation des déficits	0,00 €	0,00 €
Créances glissantes			Résultat excédentaire (3)	25 472,19 €	157 316,47 €
Droits acquis par les salariés, non provisionnés (2)			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation (3)		16 534,35 €
			Provisions pour risques et charges	15 860,00 €	21 328,00 €
			Fonds dédiés dédiés à l'exploitation (2)		
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers		
			Autres		
Compte de liaison trésorerie (stable)			Compte de liaison trésorerie (stable) (2)		
Total IV	8 937,84 €	0,00 €	**Total III**	41 332,19 €	195 178,82 €
Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)**	32 394,35 €	195 178,82 €
Fonds de roulement net global négatif	106 976,30 €	0,00 €	**Fonds de roulement net global positif**	0,00 €	194 961,86 €
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**		
Stocks et en-cours			Avances reçues	0,00 €	0,00 €
Avances et acomptes versés	4 912,00 €	528,90 €	Fournisseurs	137 997,91 €	55 902,62 €
Créances sur organismes payeurs, usagers et clients	51 084,74 €	110 611,87 €	Dettes sociales et fiscales	87 859,23 €	90 604,65 €
Créances diverses d'exploitation	42 491,92 €	9 487,09 €	Dettes diverses d'exploitation	968,00 €	960,00 €
Créances irrécouvrables en non-valeur (4)			Produits constatés d'avance	34 487,00 €	48 554,85 €
Charges constatées d'avance	768,92 €	2 090,85 €	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés			Fonds déposés par les résidents		
Autres	0,00 €	0,00 €	Autres		
Compte de liaison d'exploitation (2)			Compte de liaison d'exploitation (2)		
Total VI	99 257,58 €	122 718,61 €	**Total V**	261 112,14 €	196 022,12 €
Besoin en fonds de roulement (VI-V)	0,00 €	0,00 €	**Excédent de financement d'exploitation (VI-V)**	161 854,56 €	73 303,61 €
Liquidités			**Financements à court terme**		
Valeurs mobilières de placement			Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités	1 064 933,43 €	1 776 223,34 €	Fonds des majeurs protégés		
Autres			Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres (dont emprunts à un an au plus)		
Compte de liaison trésorerie (2)			Compte de liaison trésorerie (2)	1 010 055,17 €	1 507 957,87 €
Total VIII	1 064 933,43 €	1 776 223,34 €	**Total VII**	1 010 055,17 €	1 507 957,87 €
Trésorerie positive (VIII-VII)	54 878,26 €	268 265,47 €	**Trésorerie négative (VIII-VII)**	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	2 207 860,98 €	2 983 474,68 €	**TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)**	2 207 860,98 €	2 983 474,68 €

(1) : PPP = partenariat public privé
(2) : Etablissements privés seulement
(3) : Sous contrôle de tiers financeurs

(4) : Etablissements publics seulement
(5) : Montant précédé du signe "-"
(6) : Dont résultats non contrôlés par des tiers financeurs
(7) : Pour les ESSMS publics, ESSMS rattachés à une collectivité territoriale, un CCAS ou un CIAS seulement

N-1	N

ANNEXE 8

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024
Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

ANNEXE 8 : CADRE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU BILAN FINANCIER D'UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service : 360003578 — **MAS DE L'INDRE**

741

BIENS	N-1	N	FINANCEMENTS	N-1	N
Biens stables			**Financements stables**		
Immobilisations incorporelles brutes	13 391,30 €	13 391,30 €	Apports, dotations, réserves et fonds propres	1 000,00 €	1 000,00 €
Immobilisations corporelles brutes :	457 921,73 €	473 706,64 €	Excédents affectés à l'investissement	437 409,72 €	462 240,21 €
- Terrains	146 835,62 €	146 835,62 €	Subventions d'investissement		
- Agencements de terrain			Réserve de compensation des charges d'amortissement	246 371,33 €	271 201,82 €
- Constructions	80 777,38 €	80 777,38 €	Provisions pour renouvellement des immobilisations	41 159,64 €	35 658,84 €
- Installations techniques, matériel et outillage	42 130,54 €	50 064,87 €	Fonds dédiés à l'investissement (2)		
- Autres immobilisations corporelles	188 178,19 €	196 028,77 €	Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif		
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours	1 021 594,57 €	1 162 039,92 €	Emprunts et dettes financières (à plus d'un an à l'origine)	2 634 295,00 €	3 900 000,00 €
Immobilisations en cours - Part investissement PPP (1)			Dépôts et cautionnements reçus		
			Amortissements des immobilisations corporelles :	200 969,59 €	226 577,23 €
			- Agencements de terrain		
			- Constructions	30 789,38 €	36 004,33 €
			- Installations techniques, matériel et outillage	26 984,25 €	31 032,42 €
			- Autres immobilisations corporelles	143 195,96 €	159 540,48 €
Immobilisations financières			Amortissement des immobilisations incorporelles	13 125,26 €	13 263,92 €
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			Dépenses refusées par l'autorité de tarification (2) (5)		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Dépréciation des immobilisations		
Autres			Autres (6)		
Compte de liaison investissement (2)			Compte de liaison investissement (2) (7)		
Total II	**1 492 907,60 €**	**3 649 137,86 €**	**Total I**	**3 574 330,64 €**	**4 909 942,02 €**
Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)	**0,00 €**	**0,00 €**	**Fonds de roulement d'investissement positif (I-II)**	**2 081 422,94 €**	**1 260 804,16 €**
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**		
Report à nouveau déficitaire (3)	14 800,14 €	14 800,14 €	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR		
Résultat déficitaire (3)		147 678,96 €	Réserves de compensation des déficits	66 562,34 €	66 562,34 €
Créances glissantes			Résultat excédentaire (3)	128 917,72 €	
Droits acquis par les salariés, non provisionnés (2)			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation (3)		
			Provisions pour risques et charges	29 657,00 €	32 007,00 €
			Fonds dédiés dédiés à l'exploitation (2)	49 376,30 €	128 633,04 €
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers		
			Autres		
Compte de liaison trésorerie (stable)			Compte de liaison trésorerie (stable) (2)		
Total IV	**14 800,14 €**	**162 479,10 €**	**Total III**	**274 513,36 €**	**227 202,38 €**
Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)	**0,00 €**	**0,00 €**	**Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)**	**259 713,22 €**	**64 723,28 €**
Fonds de roulement net global négatif	**0,00 €**	**0,00 €**	**Fonds de roulement net global positif**	**2 341 136,16 €**	**1 325 527,44 €**
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**		
Stocks et en-cours			Avances reçues		
Avances et acomptes versés		1 000,00 €	Fournisseurs	75 110,20 €	96 810,38 €
Créances sur organismes payeurs, usagers et clients	48 859,91 €	84 867,83 €	Dettes sociales et fiscales	145 167,20 €	124 320,38 €
Créances diverses d'exploitation	383,50 €	1 542,50 €	Dettes diverses d'exploitation		
Créances irrécouvrables en non-valeur (4)			Produits constatés d'avance	156 128,11 €	125 591,30 €
Charges constatées d'avance	5 634,45 €	2 203,53 €	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	5 844,42 €	3 939,70 €	Fonds déposés par les résidents		
Autres			Autres	131 872,68 €	127 041,97 €
Compte de liaison d'exploitation (2)			Compte de liaison d'exploitation (2)	128 008,21 €	189 723,32 €
Total VI	**80 722,28 €**	**93 553,56 €**	**Total V**	**636 286,40 €**	**663 487,33 €**
Besoin en fonds de roulement (VI-V)	**0,00 €**	**0,00 €**	**Excédent de financement d'exploitation (VI-V)**	**575 564,12 €**	**569 933,77 €**
Liquidités			**Financements à court terme**		
Valeurs mobilières de placement			Fournisseurs d'immobilisations		61 368,86 €
Disponibilités			Fonds des majeurs protégés		
Autres			Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres (dont emprunts à un an au plus)		
Compte de liaison trésorerie (2)	2 916 700,28 €	1 956 830,07 €	Compte de liaison trésorerie (2)		
Total VIII	**2 916 700,28 €**	**1 956 830,07 €**	**Total VII**	**0,00 €**	**61 368,86 €**
Trésorerie positive (VIII-VII)	**2 916 700,28 €**	**1 895 461,21 €**	**Trésorerie négative (VIII-VII)**	**0,00 €**	**0,00 €**
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	4 485 130,30 €	5 862 000,59 €	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	4 485 130,30 €	5 862 000,59 €

(1) : PPP = partenariat public privé
(2) : Etablissements privés seulement
(3) : Sous contrôle de tiers financeurs
(4) : Etablissements publics seulement
(5) : Montant précédé du signe "-"
(6) : Dont résultats non contrôlés par des tiers financeurs
(7) : Pour les ESSMS publics, ESSMS rattachés à une collectivité territoriale, un CCAS ou un CIAS seulement

N-1	N

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

ANNEXE 8 : CADRE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU BILAN FINANCIER D'UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service : 360004568 — **SAMSAH de l'INDRE - versant ARS**

742

BIENS	N-1	N	FINANCEMENTS	N-1	N
Biens stables			**Financements stables**		
Immobilisations incorporelles brutes	9 908,44 €	9 908,44 €	Apports, dotations, réserves et fonds propres		
Immobilisations corporelles brutes :	36 421,37 €	39 515,82 €	Excédents affectés à l'investissement	37 585,00 €	37 585,22 €
- Terrains			Subventions d'investissement		
- Agencements de terrain			Réserve de compensation des charges d'amortissement		
- Constructions	214,14 €	214,14 €	Provisions pour renouvellement des immobilisations		
- Installations techniques, matériel et outillage	438,87 €	857,47 €	Fonds dédiés à l'investissement (2)		
- Autres immobilisations corporelles	35 768,36 €	38 444,21 €	Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif		
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours			Emprunts et dettes financières (à plus d'un an à l'origine)		
Immobilisations en cours - Part investissement PPP (1)			Dépôts et cautionnements reçus		
			Amortissements des immobilisations corporelles :	26 738,03 €	30 487,45 €
			- Agencements de terrain		
			- Constructions	10,71 €	21,42 €
			- Installations techniques, matériel et outillage	84,51 €	196,03 €
			- Autres immobilisations corporelles	26 642,81 €	30 270,00 €
Immobilisations financières	2 250,00 €	2 250,00 €	Amortissement des immobilisations incorporelles	9 740,18 €	9 819,29 €
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			Dépenses refusées par l'autorité de tarification (2) (5)		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Dépréciation des immobilisations		
Autres			Autres (6)		
Compte de liaison investissement (2)			Compte de liaison investissement (2) (7)		
Total II	48 579,81 €	51 674,26 €	**Total I**	74 063,21 €	77 891,96 €
Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'investissement positif (I-II)**	25 483,40 €	26 217,70 €
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**		
Report à nouveau déficitaire (3)	87 566,12 €	87 566,12 €	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR		
Résultat déficitaire (3)		32 215,51 €	Réserves de compensation des déficits		
Créances glissantes			Résultat excédentaire (3)	56 484,75 €	
Droits acquis par les salariés, non provisionnés (2)			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation (3)	39 676,08 €	96 160,83 €
			Provisions pour risques et charges	6 504,00 €	6 666,00 €
			Fonds dédiés dédiés à l'exploitation (2)	174 745,65 €	174 745,65 €
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers		
			Autres		
Compte de liaison trésorerie (stable)			Compte de liaison trésorerie (stable) (2)		
Total IV	87 566,12 €	119 781,63 €	**Total III**	277 410,48 €	277 572,48 €
Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)**	189 844,36 €	157 790,85 €
Fonds de roulement net global négatif	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement net global positif**	215 327,76 €	184 008,55 €
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**		
Stocks et en-cours			Avances reçues		
Avances et acomptes versés			Fournisseurs	2 319,82 €	3 036,43 €
Créances sur organismes payeurs, usagers et clients	3 634,75 €	9 920,78 €	Dettes sociales et fiscales	47 881,87 €	38 826,86 €
Créances diverses d'exploitation	1 589,74 €	1 589,74 €	Dettes diverses d'exploitation		
Créances irrécouvrables en non-valeur (4)			Produits constatés d'avance	10 343,00 €	0,00 €
Charges constatées d'avance	553,16 €	359,39 €	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés			Fonds déposés par les résidents		
Autres			Autres	71 448,98 €	73 824,25 €
Compte de liaison d'exploitation (2)			Compte de liaison d'exploitation (2)		
Total VI	5 777,65 €	11 869,91 €	**Total V**	131 993,67 €	115 687,54 €
Besoin en fonds de roulement (VI-V)	0,00 €	0,00 €	**Excédent de financement d'exploitation (VI-V)**	125 216,02 €	103 817,63 €
Liquidités			**Financements à court terme**		
Valeurs mobilières de placement			Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités			Fonds des majeurs protégés		
Autres			Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres (dont emprunts à un an au plus)		
Compte de liaison trésorerie (2)	341 543,78 €	267 826,18 €	Compte de liaison trésorerie (2)		
Total VIII	341 543,78 €	267 826,18 €	**Total VII**	0,00 €	0,00 €
Trésorerie positive (VIII-VII)	341 543,78 €	267 826,18 €	**Trésorerie négative (VIII-VII)**	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	483 467,36 €	471 151,98 €	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	483 467,36 €	471 151,98 €

(1) : PPP = partenariat public privé
(2) : Etablissements privés seulement
(3) : Sous contrôle de tiers financeurs
(4) : Etablissements publics seulement
(5) : Montant précédé du signe "-"
(6) : Dont résultats non contrôlés par des tiers financeurs
(7) : Pour les ESSMS publics, ESSMS rattachés à une collectivité territoriale, un CCAS ou un CIAS seulement

N-1	N

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024
Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

ANNEXE 8 : CADRE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU BILAN FINANCIER D'UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service	360004568	SAMSAH de l'INDRE - Versant CD36

BIENS	N-1	N	FINANCEMENTS	N-1	N
Biens stables			**Financements stables**		
Immobilisations incorporelles brutes	178,73 €	178,73 €	Apports, dotations, réserves et fonds propres		
Immobilisations corporelles brutes :	3 098,65 €	4 424,82 €	Excédents affectés à l'investissement	3 728,00 €	3 728,00 €
- Terrains			Subventions d'investissement		
- Agencements de terrain			Réserve de compensation des charges d'amortissement		
- Constructions	91,75 €	91,75 €	Provisions pour renouvellement des immobilisations		
- Installations techniques, matériel et outillage	188,09 €	367,49 €	Fonds dédiés à l'investisement (2)		
- Autres immobilisations corporelles	2 818,81 €	3 965,58 €	Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif		
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours			Emprunts et dettes financières (à plus d'un an à l'origine)		
Immobilisations en cours - Part investissement PPP (1)			Dépôts et cautionnements reçus		
			Amortissements des immobilisations corporelles :	1 017,77 €	2 036,89 €
			- Agencements de terrain		
			- Constructions	4,61 €	9,22 €
			- Installations techniques, matériel et outillage	36,22 €	84,01 €
			- Autres immobilisations corporelles	976,94 €	1 943,66 €
Immobilisations financières			Amortissement des immobilisations incorporelles	106,61 €	140,51 €
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			Dépenses refusées par l'autorité de tarification (2) (5)		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Dépréciation des immobilisations		
Autres			Autres (6)		
Compte de liaison investissement (2)			Compte de liaison investissement (2) (7)		
Total II	3 277,38 €	4 603,55 €	**Total I**	4 852,38 €	5 905,40 €
Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'investissement positif (I-II)**	1 575,00 €	1 301,85 €
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**		
Report à nouveau déficitaire (3)	46 313,40 €	46 313,40 €	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR		
Résultat déficitaire (3)		948,38 €	Réserves de compensation des déficits		
Créances gissantes			Résultat excédentaire (3)	10 781,06 €	0,00 €
Droits acquis par les salariés, non provisionnés (2)			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation (3)	10 916,33 €	21 697,39 €
			Provisions pour risques et charges	1 928,00 €	2 068,00 €
			Fonds dédiés dédiés à l'exploitation (2)		
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers		
			Autres		
Compte de liaison trésorerie (stable)			Compte de liaison trésorerie (stable) (2)		
Total IV	46 313,40 €	47 261,78 €	**Total III**	23 625,39 €	23 765,39 €
Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)	22 688,01 €	23 496,39 €	**Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)**	0,00 €	0,00 €
Fonds de roulement net global négatif	21 113,01 €	22 194,54 €	**Fonds de roulement net global positif**	0,00 €	0,00 €
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**		
Stocks et en-cours			Avances reçues		
Avances et acomptes versés			Fournisseurs	979,68 €	1 314,55 €
Créances sur organismes payeurs, usagers et clients	2 241,52 €	1 982,63 €	Dettes sociales et fiscales	8 221,41 €	8 316,16 €
Créances diverses d'exploitation	681,31 €	681,31 €	Dettes diverses d'exploitation		
Créances irrécouvrables en non-valeur (4)			Produits constatés d'avance		
Charges constatées d'avance	256,03 €	144,53 €	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés			Fonds déposés par les résidents		
Autres			Autres		
Compte de liaison d'exploitation (2)			Compte de liaison d'exploitation (2)	3 931,39 €	6 335,10 €
Total VI	3 178,86 €	2 808,47 €	**Total V**	13 132,48 €	15 965,81 €
Besoin en fonds de roulement (VI-V)	0,00 €	0,00 €	**Excédent de financement d'exploitation (VI-V)**	9 953,62 €	13 157,34 €
Liquidités			**Financements à court terme**		
Valeurs mobilières de placement			Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités			Fonds des majeurs protégés		
Autres			Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres (dont emprunts à un an au plus)		
Compte de liaison trésorerie (2)			Compte de liaison trésorerie (2)	11 159,39 €	9 037,20 €
Total VIII	0,00 €	0,00 €	**Total VII**	11 159,39 €	9 037,20 €
Trésorerie positive (VIII-VII)	0,00 €	0,00 €	**Trésorerie négative (VII-VII)**	11 159,39 €	9 037,20 €
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	52 769,64 €	54 673,80 €	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	52 769,64 €	54 673,80 €

(1) : PPP = partenariat public privé
(2) : Etablissements privés seulement
(3) : Sous contrôle de tiers financeurs
(4) : Etablissements publics seulement
(5) : Montant précédé du signe "-"
(6) : Dont résultats non contrôlés par des tiers financeurs
(7) : Pour les ESSMS publics, ESSMS rattachés à une collectivité territoriale, un CCAS ou un CIAS seulement

N-1	N

CD36_Numéro 27_RADI_Mai 2024
Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

ANNEXE 8 : CADRE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU BILAN FINANCIER D'UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service	180001216	SESSAD

BIENS	N-1	N	FINANCEMENTS	N-1	N
Biens stables			**Financements stables**		
Immobilisations incorporelles brutes	5 078,94 €	5 078,94 €	Apports, dotations, réserves et fonds propres		
Immobilisations corporelles brutes :	227 012,17 €	227 012,17 €	Excédents affectés à l'investissement	557 349,63 €	606 958,20 €
- Terrains			Subventions d'investissement		
- Agencements de terrain			Réserve de compensation des charges d'amortissement	172 638,23 €	222 246,79 €
- Constructions	43 071,93 €	43 071,93 €	Provisions pour renouvellement des immobilisations	27 630,95 €	25 277,02 €
- Installations techniques, matériel et outillage	14 326,35 €	14 326,35 €	Fonds dédiés à l'investissement (2)		
- Autres immobilisations corporelles	169 613,89 €	169 613,89 €	Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif		
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours			Emprunts et dettes financières (à plus d'un an à l'origine)		
Immobilisations en cours - Part investissement PPP (1)			Dépôts et cautionnements reçus		
			Amortissements des immobilisations corporelles :	186 683,71 €	191 707,29 €
			- Agencements de terrain		
			- Constructions	13 156,67 €	15 967,86 €
			- Installations techniques, matériel et outillage	12 195,63 €	13 004,07 €
			- Autres immobilisations corporelles	161 331,41 €	162 735,36 €
Immobilisations financières	8 244,08 €	8 244,08 €	Amortissement des immobilisations incorporelles	5 041,46 €	5 078,94 €
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			Dépenses refusées par l'autorité de tarification (2) (5)		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Dépréciation des immobilisations		
Autres			Autres (6)		
Compte de liaison investissement (2)			Compte de liaison investissement (2) (7)		
Total II	240 335,19 €	240 335,19 €	**Total I**	949 343,98 €	1 051 268,24 €
Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'investissement positif (I-II)**	709 008,79 €	810 933,05 €
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**		
Report à nouveau déficitaire (3)			Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR		
Résultat déficitaire (3)			Réserves de compensation des déficits		
Créances glissantes			Résultat excédentaire (3)	104 291,69 €	80 975,07 €
Droits acquis par les salariés, non provisionnés (2)			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation (3)		
			Provisions pour risques et charges	9 206,81 €	3 584,00 €
			Fonds dédiés dédiés à l'exploitation (2)	361 217,28 €	366 291,84 €
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers		
			Autres		
Compte de liaison trésorerie (stable)			Compte de liaison trésorerie (stable) (2)		
Total IV	0,00 €	0,00 €	**Total III**	474 715,78 €	460 850,91 €
Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)**	474 715,78 €	460 850,91 €
Fonds de roulement net global négatif	0,00 €	0,00 €	**Fonds de roulement net global positif**	1 183 724,57 €	1 271 783,96 €
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**		
Stocks et en-cours			Avances reçues		
Avances et acomptes versés			Fournisseurs	685,24 €	2 950,01 €
Créances sur organismes payeurs, usagers et clients			Dettes sociales et fiscales	32 615,76 €	23 163,05 €
Créances diverses d'exploitation			Dettes diverses d'exploitation		
Créances irrécouvrables en non-valeur (4)			Produits constatés d'avance	4 905,00 €	
Charges constatées d'avance	886,40 €	661,09 €	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	53 556,90 €	53 556,90 €	Fonds déposés par les résidents		
Autres	1 372,41 €	11 367,37 €	Autres		
Compte de liaison d'exploitation (2)			Compte de liaison d'exploitation (2)	94 857,53 €	97 545,05 €
Total VI	55 815,71 €	65 585,36 €	**Total V**	133 063,53 €	123 658,11 €
Besoin en fonds de roulement (VI-V)	0,00 €	0,00 €	**Excédent de financement d'exploitation (VI-V)**	77 247,82 €	58 072,75 €
Liquidités			**Financements à court terme**		
Valeurs mobilières de placement			Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités			Fonds des majeurs protégés		
Autres			Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres (dont emprunts à un an au plus)		
Compte de liaison trésorerie (2)	1 260 972,39 €	1 329 856,71 €	Compte de liaison trésorerie (2)		
Total VIII	1 260 972,39 €	1 329 856,71 €	**Total VII**	0,00 €	0,00 €
Trésorerie positive (VIII-VII)	1 260 972,39 €	1 329 856,71 €	**Trésorerie négative (VIII-VII)**	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	1 557 123,29 €	1 635 777,26 €	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	1 557 123,29 €	1 635 777,26 €

(1) : PPP = partenariat public privé
(2) : Etablissements privés seulement
(3) : Sous contrôle de tiers financeurs
(4) : Etablissements publics seulement
(5) : Montant précédé du signe "-"
(6) : Dont résultats non contrôlés par des tiers financeurs
(7) : Pour les ESSMS publics, ESSMS rattachés à une collectivité territoriale, un CCAS ou un CIAS seulement

N-1	N

Publié du 5 juin 2024 au 5 août 2024

ANNEXE 8 : CADRE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU BILAN FINANCIER D'UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service : 180009649 — **UEM BOURGES**

BIENS	N-1	N	FINANCEMENTS	N-1	N
Biens stables			**Financements stables**		
Immobilisations incorporelles brutes	403,00 €	403,00 €	Apports, dotations, réserves et fonds propres		
Immobilisations corporelles brutes :	45 608,47 €	55 179,55 €	Excédents affectés à l'investissement	83 646,00 €	112 286,36 €
- Terrains			Subventions d'investissement		
- Agencements de terrain			Réserve de compensation des charges d'amortissement	42 085,70 €	70 726,06 €
- Constructions			Provisions pour renouvellement des immobilisations	672,89 €	638,18 €
- Installations techniques, matériel et outillage	5 892,53 €	5 892,53 €	Fonds dédiés à l'investisement (2)		
- Autres immobilisations corporelles	39 715,94 €	49 287,02 €	Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif		
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours			Emprunts et dettes financières (à plus d'un an à l'origine)		
Immobilisations en cours - Part investissement PPP (1)			Dépôts et cautionnements reçus		
			Amortissements des immobilisations corporelles :	44 200,28 €	45 398,43 €
			- Agencements de terrain		
			- Constructions		
			- Installations techniques, matériel et outillage	4 484,34 €	5 326,33 €
			- Autres immobilisations corporelles	39 715,94 €	40 072,10 €
Immobilisations financières			Amortissement des immobilisations incorporelles	403,00 €	403,00 €
Amortissements comptables excédentaires différés (2)			Dépenses refusées par l'autorité de tarification (2) (5)		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Dépréciation des immobilisations		
Autres			Autres (6)	57 280,72 €	
Compte de liaison investissement (2)			Compte de liaison investissement (2) (7)		
Total II	**46 011,47 €**	**55 582,55 €**	**Total I**	**228 288,59 €**	229 452,03 €
Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)	**0,00 €**	**0,00 €**	**Fonds de roulement d'investissement positif (I-II)**	**182 277,12 €**	173 869,48 €
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**		
Report à nouveau déficitaire (3)			Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR		
Résultat déficitaire (3)			Réserves de compensation des déficits	10 358,21 €	
Créances glissantes			Résultat excédentaire (3)	63 821,25 €	281,65 €
Droits acquis par les salariés, non provisionnés (2)			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation (3)		74 179,46 €
			Provisions pour risques et charges	4 959,00 €	6 564,00 €
			Fonds dédiés dédiés à l'exploitation (2)		
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers		
			Autres		
Compte de liaison trésorerie (stable)	9 901,21 €	9 901,21 €	Compte de liaison trésorerie (stable) (2)		
Total IV	**9 901,21 €**	**9 901,21 €**	**Total III**	**79 138,46 €**	**81 025,11 €**
Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)	**0,00 €**	**0,00 €**	**Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)**	69 237,25 €	71 123,90 €
Fonds de roulement net global négatif	**0,00 €**	**0,00 €**	**Fonds de roulement net global positif**	**251 514,37 €**	244 993,38 €
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**		
Stocks et en-cours			Avances reçues		
Avances et acomptes versés			Fournisseurs	1 916,95 €	28 909,38 €
Créances sur organismes payeurs, usagers et clients	12 789,00 €	0,33 €	Dettes sociales et fiscales	24 891,19 €	31 302,23 €
Créances diverses d'exploitation			Dettes diverses d'exploitation		
Créances irrécouvrables en non-valeur (4)			Produits constatés d'avance	12 789,00 €	
Charges constatées d'avance	1 782,92 €	325,54 €	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés			Fonds déposés par les résidents		
Autres	3 299,06 €	356,22 €	Autres		
Compte de liaison d'exploitation (2)			Compte de liaison d'exploitation (2)		
Total VI	**17 870,98 €**	**682,09 €**	**Total V**	**39 597,14 €**	**60 211,61 €**
Besoin en fonds de roulement (VI-V)	**0,00 €**	**0,00 €**	**Excédent de financement d'exploitation (VI-V)**	**21 726,16 €**	59 529,52 €
Liquidités			**Financements à court terme**		
Valeurs mobilières de placement			Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités			Fonds des majeurs protégés		
Autres			Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres (dont emprunts à un an au plus)		
Compte de liaison trésorerie (2)	273 240,53 €	304 522,90 €	Compte de liaison trésorerie (2)		
Total VIII	**273 240,53 €**	**304 522,90 €**	**Total VII**	0,00 €	**0,00 €**
Trésorerie positive (VIII-VII)	**273 240,53 €**	**304 522,90 €**	**Trésorerie négative (VIII-VII)**	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	347 024,19 €	370 688,75 €	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	347 024,19 €	370 688,75 €

(1) : PPP = partenariat public privé
(2) : Etablissements privés seulement
(3) : Sous contrôle de tiers financeurs
(4) : Etablissements publics seulement
(5) : Montant précédé du signe "-"
(6) : Dont résultats non contrôlés par des tiers financeurs
(7) : Pour les ESSMS publics, ESSMS rattachés à une collectivité territoriale, un CCAS ou un CIAS seulement

N-1	N